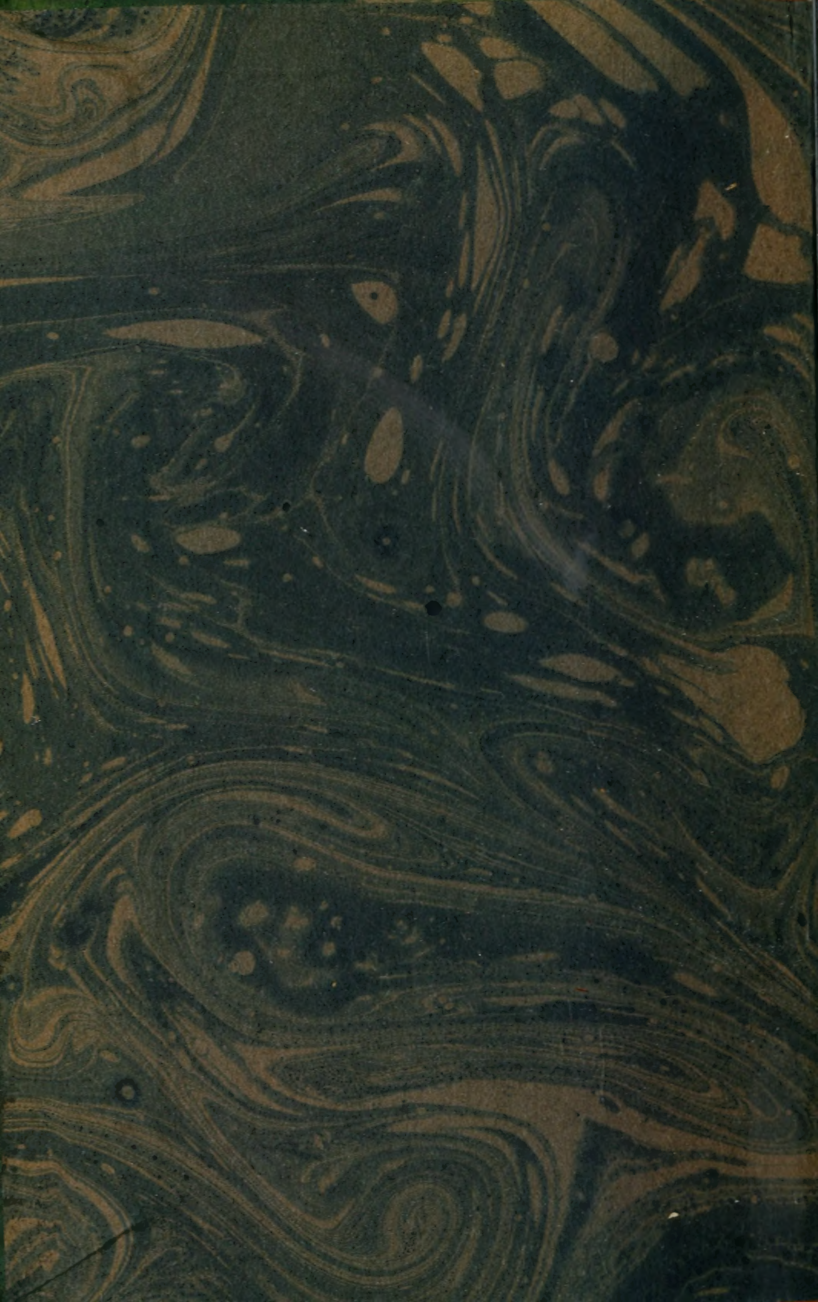
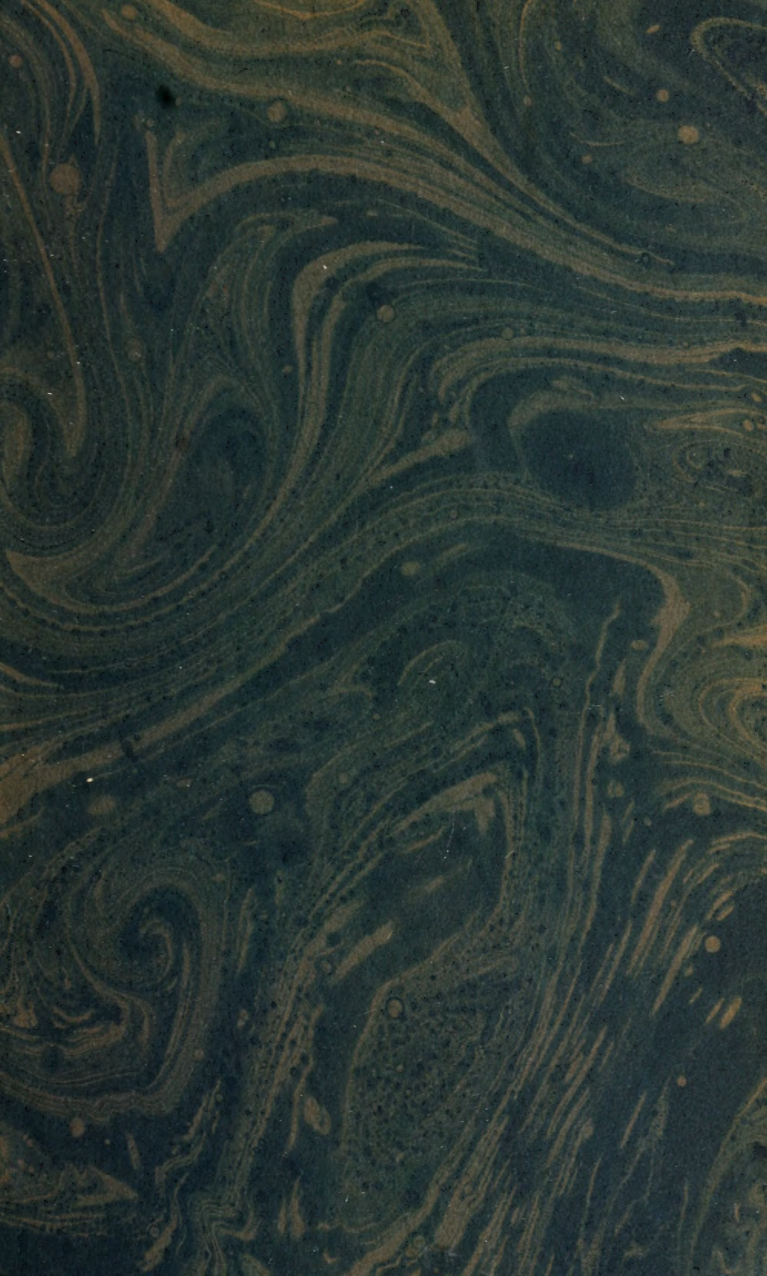






MÉMOIRES

DU

DUC DE ROVIGO,

POUR SERVIR A L'HISTOIRE

DE

L'EMPEREUR NAPOLÉON.

BIBLIOTHÈQUE DE MÉMOIRES HISTORIQUES ET MILITAIRES
SUR LA RÉVOLUTION, LE CONSULAT ET L'EMPIRE

MÉMOIRES

DU

DUC DE ROVIGO,

POUR SERVIR A L'HISTOIRE

DE

L'EMPEREUR NAPOLÉON.

Edition nouvelle, refondue et annotée

PAR

DÉSIRÉ LACROIX,
Ancien attaché à la Commission de la Correspondance de Napoléon Ier.

TOME DEUXIÈME

PARIS,
GARNIER FRÈRES, LIBRAIRES-ÉDITEURS
6, RUE DES SAINTS-PÈRES

1900

MÉMOIRES

DU

DUC DE ROVIGO

CHAPITRE PREMIER

Création de l'empire. — Motifs qui firent adopter cette forme de gouvernement. — Adresses de l'armée. — Le Premier Consul est proclamé empereur. — Institutions nouvelles. — Distributions des croix de la Légion d'honneur au camp de Boulogne. — Le Pape passe les monts. — Entrevue de Fontainebleau. — Cérémonie du sacre. — Distribution des aigles à l'armée. — Création du royaume de Lombardie. — Prétentions papales. — Mission en Belgique. — Napoléon à Milan.

Cet événement a besoin d'être développé. Les entreprises si souvent réitérées contre la vie du Premier Consul commençaient à donner de l'inquiétude ; on avait jusqu'à ce moment réussi à l'en préserver, mais on pouvait n'être pas toujours aussi heureux. Jusqu'alors on avait cru qu'il n'était menacé que par quelques Jacobins exaltés, et l'on se tranquillisait, parce que les fureurs politiques devaient tôt ou tard s'apaiser ; mais on avait déjà

été forcé de reconnaître que ce n'étaient pas les Jacobins qui avaient préparé le 3 nivôse, comme on avait voulu le persuader. Dans l'affaire de Georges, il n'était pas possible de douter un moment de l'intérêt qui avait armé les conspirateurs, et du parti auquel ils se rattachaient.

De toutes ces réflexions naissait la conséquence naturelle qu'une puissance quelconque voulait détruire le Premier Consul ; qu'il était possible qu'elle y parvînt ; que, si ce malheur arrivait, la France serait sans force ni direction, au milieu des éléments de discorde et de révolution dont on ne pouvait se dissimuler qu'elle était encore remplie, et dès lors elle pouvait subir le joug. Les émigrés rentrés, et ils étaient en grand nombre, craignaient de voir la puissance arrachée à une main qui avait la force de les protéger. Les patriotes craignaient le retour de la Maison de Bourbon, et la réaction qui semblait en devoir être la suite inévitable ; tous les esprits étaient las de mouvements, et contents du port dans lequel on était parvenu à mettre la Révolution à l'abri de nouveaux orages. De tous côtés, on était effrayé à la seule pensée de voir périr le Premier Consul, et on s'occupa sérieusement de remédier à ce que cette forme de gouvernement présentait d'inquiétant pour nous et d'encourageant pour nos ennemis.

On pensa d'abord à indiquer un successeur au Premier Consul ; mais indépendamment de ce que la mesure était inconstitutionnelle, peut-être eût-elle hâté la mort de celui que l'on voulait conserver. L'ambition est impatiente. Après avoir bien cherché et feuilleté dans les histoires de toutes les révolutions, on en revint à la forme du gouvernement monarchique, qui, fixant l'ordre d'hérédité, assurait sans secousses la succession au pouvoir, et détruisait au moins cette partie des espérances de nos ennemis. On ne parvint pas sans peine à rallier la majorité des esprits à l'adoption de cette mesure. Les vieux amis de la liberté ne signèrent cette capitulation que sur la brèche ; mais enfin

on adopta les idées monarchiques. On les propagea, et elles reprirent racine avec une promptitude étonnante. Fouché, qui ne cherchait que l'occasion de revenir au pouvoir, les étendit dans le Sénat et parmi les hommes de la Révolution avec un zèle de néophyte (1).

Dans l'armée, le changement proposé prit tout seul ; la chose se comprend aisément. Les dragons, qui étaient tous réunis par division de quatre régiments chacune, et disposés pour se rapprocher de Boulogne, donnèrent l'élan : ils envoyèrent une adresse au Premier Consul, dans laquelle ils lui disaient que leurs efforts ne serviraient à rien, si des méchants parvenaient à lui ôter la vie ; que le meilleur moyen de déjouer leurs projets et de fixer les irrésolutions, était de mettre la couronne impériale sur sa tête et de fixer cette dignité dans sa famille. Après les dragons vinrent les cuirassiers, puis tous les corps d'infanterie, ensuite les marins ; et enfin ceux des ordres civils qui désiraient le changement suivirent l'exemple de l'armée. Cela s'étendit en un instant jusqu'aux plus petites communes ; le Premier Consul recevait des voitures pleines d'adresses semblables.

Je crois bien qu'on n'avait pas négligé de fo-

(1) Après l'affaire de Georges, dans laquelle le Premier Consul avait été bien servi, on ne manqua pas de lui dire : « Voyez cependant, il a été six mois à Paris sans qu'on s'en doutât. Il est clair que, s'il y avait eu un ministère de la police, on n'aurait pas couru ce danger. Bien mieux, Georges n'aurait pas osé y venir, si Fouché avait encore été ministre. » On persuada aisément au Premier Consul de rétablir ce ministère ; il devenait nécessaire, surtout à cause des changements qui se préparaient et qui allaient mettre les intrigues en mouvement. Le Premier Consul penchait pour M. Réal. Je ne sais ce qui le porta à se décider en faveur de M. Fouché qui rentra au ministère. Celui-ci était persuadé qu'il n'en était sorti que par les œuvres de M. de Talleyrand ; il y revint donc avec la résolution de lui nuire autant qu'il le pourrait, et effectivement il ne manqua pas une occasion de le faire. *(Note de l'édition originale.)*

menter cet élan (1) ; mais au moins les corps de l'Etat furent-ils assemblés, ces pièces leur furent-elles communiquées, et, indépendamment de leurs délibérations, soumit-on toutes ces manifestations de désir pour le retour de l'ordre monarchique à la sanction du peuple. On ouvrit, pour recevoir les votes, un registre dans chaque commune de France, depuis Anvers jusqu'à Perpignan, et de Brest au mont Cenis. Je ne suis pas sûr que le Piémont y fût compris. C'est le dépouillement de tous ces votes fait au Sénat, qui forma la base du procès-verbal d'inauguration de la famille des Bonaparte à la dignité impériale (2).

Ce procès-verbal est dans les archives du Sénat, qui vint en corps de Paris à Saint-Cloud l'apporter au Premier Consul. M. Cambacérès lut un fort beau discours, qui se terminait par le relevé du dépouillement des votes, et proclama en consé-

(1) On a le droit d'observer que c'était l'armée qui avait donné le signal, et qui avait entraîné par son exemple. Mais qui est-ce qui avait fait respecter le nouvel ordre social établi en France, ainsi que les institutions qui en avaient été la conséquence ? N'étaient-ce pas les efforts de l'armée ? Sous quelle garantie tout cela était-il placé ? N'était-ce pas sous celle de l'armée ?

Pour détruire ces institutions, par où devait-on commencer, si ce n'était par leur auteur ? Et après lui, qui est-ce qui était le plus menacé, si ce n'était l'armée ? (Témoin les événements de 1815.) Celle-ci ayant, comme toute la France, traversé la Révolution, voyait un danger pour elle-même ; il n'était donc pas surprenant qu'elle cherchât la première à s'en garantir. *(Note de l'édition originale.)*

(2) L'empire héréditaire, demandé le 6 germinal an XII, par le Sénat (27 mars 1804), proposé par le Tribunat, le 13 floréal suivant (3 mai), proclamé par le Sénat le 28 floréal (18 mai), fut à la suite du même Sénatus-Consulte soumis au suffrage du peuple, qui l'adopta par 3,572,329 voix. Il n'y eut contre l'Empire que 2,569 suffrages négatifs. Ce dernier résultat du vote populaire ne put être proclamé que le 15 brumaire an XIII (6 novembre 1804), et il fut porté à l'empereur, le 10 frimaire (1er décembre 1804), la veille de la cérémonie du sacre qui eut lieu le 2 décembre. (D. L.).

quence à haute voix Napoléon Bonaparte premier empereur des Français. Les Sénateurs, placés sur la ligne en face de lui, répétèrent *vive l'empereur !* à l'envi les uns des autres, et retournèrent, avec tous les dehors de la joie, à Paris, où on faisait déjà des épitaphes à la République (1).

(1) Avant que le Premier Consul mît la couronne impériale sur sa tête, il avait été nommé consul à vie à la suite d'un vote populaire, le 2 août 1802. Ses ennemis lui ont reproché l'assentiment qu'il donna au Sénatus-Consulte qui le perpétuait ainsi dans l'autorité, comme un acte ambitieux par lequel il a voulu préparer son avénement au trône.

En examinant sans partialité tout ce qu'ils ont pu dire à ce sujet, on y reconnaît les caractères de la passion et de l'envie. Il ne faut que se reporter à cette époque pour s'en convaincre.

Le Consulat ne devait d'abord être exercé que pendant dix ans, et l'on se rappelle combien l'esprit de parti troublait la tranquillité intérieure, et à combien de discordes on aurait encore été exposé, si une main ferme n'avait pas contenu toutes les factions. Or, que serait-il arrivé lorsqu'il aurait fallu élire un successeur au Premier Consul ? Vraisemblablement les partis se seraient agités, et, comme les militaires auraient fait la loi, les votes auraient été partagés entre le Premier Consul et le général Moreau.

Je suppose que celui-ci eût été élu : qu'aurait-il fait ? Il n'y a que des hommes sans expérience qui ne conviendront pas qu'il aurait défait tout ce que son prédécesseur avait établi ; et comme il aurait dû craindre, par suite du mécontentement que cela aurait excité, qu'à l'élection suivante on réélût le général Bonaparte, il se serait empressé d'y apporter des obstacles, si même il n'avait pas fait pis, sous le prétexte qu'il conspirait contre la tranquillité de la République. L'histoire de ces sortes de gouvernements n'est pleine qué d'événements semblables.

Après Moreau, on en aurait élu un autre, qui, à son tour, lui aurait fait la même chose, et ainsi de suite comme à Constantinople. Le général Bonaparte aurait été un fou de s'y exposer, et on se serait moqué de lui de n'avoir pas su se servir du pouvoir, lorsqu'il en était revêtu. Dans ces cas-là, le premier qui a la place fait fort bien de ne pas la quitter. Et d'ailleurs, comment les amis de la liberté n'ont-ils pas établi ce gouvernement pendant que l'empereur était en Egypte ? Alors ils étaient maîtres du terrain, et pouvaient s'y constituer comme ils auraient voulu. *(Note de l'édition originale.)*

Voilà donc le Premier Consul empereur. On le croyait parvenu au repos ; l'on va voir tout ce qu'il lui restait encore de travaux à faire.

Le lendemain de son inauguration, il reçut tous les Corps constitués, les autorités administratives, les corporation savantes. Chaque orateur avait épuisé sa rhétorique pour remplir son encensoir, et dès le premier jour il n'y avait plus rien à désirer ; les plus farouches républicains s'étaient urbanisés. On fit prêter serment aux troupes ; elles le firent avec des cris d'enthousiasme qu'elles élevèrent jusqu'aux nues.

Ce fut dans les deux ou trois premiers jours qui suivirent que nous vîmes les nominations des dignitaires, des maréchaux, et de tout ce qui constitue l'entourage d'un trône, tant par rapport aux charges militaires que pour les grands officiers de la Couronne (1).

L'empereur ne s'en faisait pas accroire sur sa position ; en consacrant ce retour de principes, il n'assurait rien de plus pour lui. Il n'avait pas d'enfants, et les familles des rois ont pour l'ordinaire quelques mauvais parents. Il s'occupa donc moins de tous ces honneurs nouveaux que de la continuation de son opération de Boulogne, à laquelle il travaillait le matin, le soir et la nuit ; mais comme cette tête inconcevable trouvait temps pour tout, cela ne s'apercevait pas.

Le 14 juillet de cette même année, il donna les

(1) La promulgation de la nouvelle Constitution fut aussitôt suivie de la nomination (18 mai 1804), de Cambacérès et de Lebrun, deuxième et troisième Consuls, à la dignité d'Archichancelier et d'Architrésorier de l'Empire. Joseph devint Grand Electeur avec le titre d'Altesse Impériale et Louis, Grand Connétable. Des nominations non moins importantes eurent lieu le lendemain : ce furent celles des Maréchaux créés par le Sénatus-Consulte. Ils étaient au nombre de dix-huit, dont quatre généraux sénateurs, c'étaient Berthier, Murat, Moncey, Jourdan, Masséna, Augereau, Bernadotte, Soult, Brune, Lannes, Mortier, Ney, Davout, Bessières, Kellermann, Lefebvre, Pérignon, Serurier. (D. L.).

croix de la Légion d'honneur, dont il avait fondé l'institution quelques mois auparavant mais sans l'avoir fait encore connaître. Il y eut à cette occasion une cérémonie nationale, où, depuis les enfants jusqu'aux invalides, tous les militaires furent admis; c'est à l'hôtel des invalides qu'elle eut lieu (1).

Napoléon annonça ensuite qu'il irait distribuer ces décorations à l'armée à Boulogne : c'était un prétexte pour la réunir et la voir, parce que son expédition était au moment de s'exécuter ; il n'y manquait que peu de chose.

Il partit effectivement pour Boulogne (2), où l'on

(1) Au sujet de la cérémonie aux Invalides, Bourrienne fait cette réflexion :

« Ce ne fut pas une des moindres bizarreries de la politique de Napoléon, que de conserver, pour la première année de son règne, la fête du 14 juillet ; ce n'était pas précisément la fête de la République ; elle rappelait deux grands souvenirs : la prise de la Bastille, journée funeste ; et la première fédération, journée d'enthousiasme irréfléchi. Le 14 juillet, tombant un samedi, l'empereur ordonna que la solennité n'en serait célébrée que le lendemain, parce que c'était un dimanche ; cela me rappelle ce que m'avait dit Bonaparte lors du Concordat : « Ce qui m'effraye le plus, m'avait-il dit, si je rétablis le culte catholique, c'est cette quantité de fêtes qu'on célébrait autrefois. La fête des Saints est la fête de l'oisiveté, et je ne veux pas de cela : le peuple a besoin de son travail pour vivre ; je consens à quatre jours de l'année, mais voilà tout ; si messieurs de Rome ne veulent pas en passer par là, je les enverrai promener. » La perte du temps lui semblait une calamité telle qu'il ne manqua presque jamais de réunir une solennité indispensable à un jour déjà marqué pour une solennité ; c'est ainsi qu'il remit la Fête-Dieu au dimanche suivant. »

C'est le 19 mai 1802 et non pas *quelques mois auparavant* que fut instituée la Légion d'Honneur. (D. L.).

(2) Napoléon quitte Paris le 18 juillet 1804 et arrive à Boulogne le 19 ; il y reste jusqu'au 30 ; du 1er au 4, il est à Ambleteuse ; les 5 et 6, à Calais ; du 7 au 10, à Dunkerque ; le 11, à Furnes et à Nieuport, et les 13 et 14, à Ostende, et revint à Boulogne le 16 pour la distribution des croix de la Légion d'honneur. Il reste encore à Boulogne jusqu'au 26, et partit de là pour la Belgique : ce voyage dura jusqu'au 11 octobre ; le lendemain, l'empereur était de retour à Saint-Cloud. (D. L.).

rassembla tous les corps d'armée qui étaient placés depuis Ostende jusqu'à Etaples, en pleine campagne, et dès lors la décoration de la Légion d'honneur remplaça les armes d'honneur données précédemment, comme fusils, sabres, etc. ; institution qui datait de la première guerre d'Italie.

De Boulogne, l'empereur alla une seconde fois en Belgique (1), où il fit venir l'impératrice ; c'était la première fois que l'on occupait le château de Laeken, près Bruxelles, château que l'empereur avait fait réparer et remeubler à neuf. Il poussa son voyage jusqu'au Rhin, et de Mayence il envoya le général Cafarelli à Rome, pour négocier le voyage du Pape à Paris : j'en parlerai bientôt. C'est également de Mayence qu'il envoya l'ordre de faire partir les deux escadres qui étaient préparées à Rochefort et à Toulon ; le vice-amiral Missiessy commandait la première, et avait à bord le général Lagrange, le même qui depuis a été dans la gendarmerie ; l'empereur lui voulait du bien depuis la guerre de l'Italie et celle d'Egypte. Le vice-amiral Villeneuve commandait la seconde ; il reçut à son bord avec des troupes le général Lauriston (2), que l'empereur renvoya de Belgique pour s'y embarquer. Ces deux escadres devaient partir au commencement de l'automne ; mais, par suite de contrariétés, elles n'appareillèrent que dans l'hiver : je n'en parlerai plus qu'à leur retour. Leur départ était un commencement d'exécution de l'expédition de Boulogne. Celle de Toulon fut jointe par une escadre espagnole commandée par l'amiral Gravina. La destination apparente des unes et des autres était d'aller porter quelques secours à nos colonies, mais le temps leur était compté ; elles devaient, l'année suivante, être de retour, de manière à faire parler d'elles, comme on le verra.

(1) C'est à ce voyage qu'il fit venir M .de Massias. Voyez chap. complémentaire à la fin de ce volume.

(2) Lauriston, comme aide de camp de l'empereur, l'accompagnait à ce voyage.

L'empereur revint de ce voyage à la fin d'octobre, et on s'occupa, pendant le mois de novembre, de tout ce qui était relatif aux cérémonies du sacre : le Pape était parti de Rome, pour venir lui-même oindre l'empereur. La Cour alla à Fontainebleau pour le recevoir ; c'était aussi le premier voyage qu'elle faisait à ce château, que l'empereur avait reçu en ruines, et qu'il avait fait restaurer et remeubler en entier (1).

Il alla à la rencontre du Pape sur la route de Nemours (2). Pour éviter le cérémonial, on avait pris le prétexte d'une partie de chasse ; la vénerie, avec ses équipages, était à la forêt. L'empereur arriva à cheval et en habit de chasse avec sa suite. Ce fut à la demi-lune qui est au sommet de la côte que l'on se joignit. La voiture du Pape s'y arrêta : il sortit par la portière de gauche avec son costume blanc : il y avait de la boue, et il n'osait mettre son pied chaussé de soie blanche à terre : cependant il fallut bien qu'il en vînt là. Napoléon mit pied à terre pour le recevoir. Ils s'embrassèrent, et la voiture de l'empereur, que l'on avait fait approcher à dessein, fut avancée de quelques pas, comme par l'inattention des conducteurs ; mais des hommes étaient apostés pour tenir les deux portières ouvertes ; au moment d'y monter, l'empereur prit celle de droite, et un officier de Cour aposté indiqua au Pape celle de gauche, de manière que, par les deux portières, ils entrèrent ensemble dans la même voiture. L'empereur se mit naturellement à la droite, et ce premier pas décida de l'étiquette, sans négociations, pour tout le temps que devait durer le séjour du Pape à Paris.

(1) A la suite de la première visite qu'il fit faire par les architectes, que j'accompagnai ainsi que Duroc, ceux-ci furent si effrayés de la quantité de réparations qu'exigait ce palais monumental, qu'ils convinrent unanimement qu'il en coûterait plus cher pour le réparer que pour le démolir. *(Note de l'édition originale.)*

(2) Le 25 novembre 1804.

Après s'être reposé à Fontainebleau, on retourna à Paris (1) ; le Saint Père partit le premier, et reçut en chemin les honneurs souverains ; les piquets l'escortèrent jusqu'au château des Tuileries, dans lequel il habita le pavillon de Flore. C'était une chose si extraordinaire de savoir le Pape à Paris, que chacun s'empressait de l'aller voir ; il en parut touché, et reçut avec bonté les corporations religieuses qui lui furent présentées, et qui, à cette époque-là, étaient encore fort peu nombreuses. Tous les évêques étaient à Paris ; ils y avaient été appelés pour le sacre ; chacun d'eux y avait amené plusieurs ecclésiastiques, de sorte qu'on en rencontrait autant qu'on aurait pu le faire à Rome. On avait mis près du Pape des officiers du service d'honneur de l'empereur ; il fut traité en tout comme il l'aurait été chez lui (2).

Le gouvernement, en changeant de forme, changea aussi ses habitudes intérieures ; les étiquettes s'introduisirent dans tout ; il devenait chaque jour plus difficile de parvenir jusqu'où l'on arrivait auparavant de prime abord. Les plus anciens serviteurs s'y soumirent avec répugnance ; mais le zèle et la nécessité étouffaient leurs plaintes et leurs réclamations, il fallut qu'ils s'accoutumassent à se voir défendre la porte de l'appartement de l'empereur par ceux qui, peu de temps auparavant, étaient les objets de leur surveillance particulière. Alors on vit successivement arriver et admettre aux intimités du souverain tout ce que l'ancienne caste nobiliaire avait d'hommes marquants par leur naissance, leur fortune, et le rôle qu'ils avaient joué dans la Révolution, soit contre elle, soit en sa faveur. Le but de l'empereur était d'opérer la fusion des divers partis ; il y réussit, mais imparfaitement,

(1) Le 28 novembre.

(2) Par suite d'une attention délicate, la chambre où coucha le Pape était distribuée et meublée d'une manière tout à fait pareille à la chambre qu'il occupait à Rome au palais de Monte-Cavallo, sa résidence habituelle. (D. L.).

parce que la jalousie et l'intrigue entrèrent par la même porte que l'ambition. Les anciens serviteurs eurent la maladresse de se diviser. Ils eurent l'air de penser que l'empereur leur enlevait leur héritage : les nouveaux profitèrent habilement de ce travers d'esprit.

Le jour fixé pour la cérémonie du sacre arriva. C'était le 2 décembre : il faisait le temps ordinaire de cette saison, c'est-à-dire qu'il était fort mauvais. Ce fut néanmoins un beau spectacle que cette réunion des députations de tous les départements, de toutes les bonnes villes, et de tous les régiments de l'armée, jointes à tous les fonctionnaires publics de France, à tous les généraux, à la population entière de la capitale. On avait fait peindre à neuf l'intérieur de l'église de Notre-Dame : on y avait construit des galeries et des tribunes magnifiquement décorée : un monde prodigieux les remplissait.

Le trône impérial était placé au bout de la nef, entre la principale entrée et sur une estrade très élevée. Le trône pontifical était dans le chœur, à côté du maître-autel.

Le Pape partit des Tuileries (1), et alla par le

(1) 1804.

(1) Le moment fixé pour le départ du Pape des Tuileries pour l'archevêché éprouva un moment de retard par une cause singulière. Tout le monde ignorait en France, et même aux Tuileries, qu'il était d'usage à Rome, quand le Pape sortait pour officier dans les grandes églises, comme celle de Saint-Jean-de-Latran par exemple, qu'un de ses principaux camériers partît un instant avant lui, monté sur un âne et portant une grande croix de procession. Ce fut au moment même de se mettre en marche qu'on apprit cette coutume. Le camérier n'aurait pas voulu, pour tout l'or du monde, déroger à l'usage et prendre une plus noble monture. Il fallut donc mettre tous les piqueurs des Tuileries en recherche : on eut le bonheur de trouver un âne assez propre que l'on se hâta de couvrir de galons. Le camérier traversa avec un sang froid imperturbable l'innombrable multitude qui bordait les quais, et qui ne pouvait s'empêcher de rire à ce spectacle bizarre qu'elle voyait pour la première fois. *(Note de l'édition originale.)*

quai à l'archevêché, d'où il se rendit dans le chœur par une entrée particulière. L'empereur sortit avec l'impératrice par le Carrousel. Le cortège prit la rue Saint-Honoré jusqu'à celle des Lombards, puis le Pont-au-Change, le Palais de Justice, le parvis Notre-Dame, et entra à l'archevêché. Là, toute la suite avait des chambres prêtes, chacun y fit sa toilette de grande cérémonie ; les uns parurent en habit de leurs charges d'honneur, les autres avec leur uniforme.

On avait pratiqué, depuis l'archevêché, une longue galerie en bois qui régnait le long de l'église en dehors, et qui venait aboutir à la grande porte d'entrée. Ce fut par cette galerie qu'arriva le cortège de l'empereur ; il offrait un spectacle vraiment imposant. La troupe déjà nombreuse des courtisans ouvrait la marche ; venaient ensuite les maréchaux d'empire qui portaient les honneurs, ensuite les dignitaires et les grands officiers de la Couronne, puis enfin l'empereur, vêtu en habit de cérémonie. Au moment où il entra dans la métropole, il y eut un cri de *vive l'empereur !* qui fut poussé d'un même élan et ne fit qu'une explosion. Cette immense quantité de figures qui paraissaient sur les côtés de ce vaste édifice formait une tapisserie des plus extraordinaires.

Le cortège passa par le milieu du vaisseau, et arriva au chœur en face du maître-autel. Ce tableau n'était pas moins imposant : les galeries du pourtour du chœur étaient remplies de tout ce que la meilleure compagnie offrait de plus jolies femmes, qui la plupart le disputaient par l'éclat de leur beauté à celui des pierreries dont elles étaient couvertes.

Le Saint Père vint recevoir l'empereur à un prie-dieu qui avait été disposé au milieu du chœur ; il y en avait un semblable à côté pour l'impératrice ; ils y firent une très courte prière, et revinrent se placer sur le trône au bout de l'église, en face du chœur ; là, ils entendirent l'office qui fut célébré par le Pape. On alla à l'offrande, on en revint ; puis on descendit l'estrade du trône en cortège pour

aller recevoir l'onction sacrée. L'empereur et l'impératrice, en arrivant au chœur, se replacèrent à leur prie-dieu, où le Pape vint faire la cérémonie.

Il présenta la couronne à l'empereur, qui la prit, la mit lui-même sur sa tête, l'ôta, la plaça sur celle de l'impératrice, et la retira pour la poser sur le coussin où elle était d'abord. On en ajouta aussitôt une autre plus petite sur la tête de l'impératrice. Toutes les dispositions avaient été faites à l'avance (1) : ses dames l'entouraient ; tout

(1) Huit jours avant celui du couronnement, l'empereur demanda au peintre Isabey sept dessins représentant les sept cérémonies qui devaient avoir lieu dans l'église métropolitaine, mais dont les répétitions ne pouvaient se faire à Notre-Dame, en présence des nombreux ouvriers qui étaient employés aux embellissements et aux décorations. Faire sept dessins réunissant chacun plus de cent personnes en action dans un si court délai, c'était réellement demander l'impossible ; mais l'empereur n'admettait jamais une pareille excuse. Le mot d'impossible était rayé depuis longtemps de son dictionnaire. L'imagination heureuse et fertile d'Isabey lui inspira dans le moment une singulière idée. Il répondit avec assurance, et, au grand étonnement de l'empereur que, dans deux fois vingt-quatre heures, ses ordres seraient exécutés. Avant de rentrer chez lui, Isabey fit acheter, chez les marchands de joujoux, tout ce qu'il put trouver de petits bonshommes en bois qui servent à l'amusement des enfants. Il les habilla en papier de la couleur de chaque personnage qui devait figurer dans les cérémonies du couronnement, fit un plan de Notre-Dame sur une échelle en rapport avec ses petites poupées, et se rendit le surlendemain auprès de Napoléon qui s'empressa de lui demander les sept dessins. Sire, je vous apporte mieux que des dessins, lui répondit Isabey. Il déroula alors son plan et posa les personnages qui devaient figurer dans la première cérémonie, et dont il avait écrit les noms au bas de chacun. Cette première action était la réception sous le dais à la porte de l'église. L'empereur fut si content qu'il fit appeler sur-le-champ tous ceux qui devaient concourir à l'éclat de cette grande circonstance. Les répétitions se firent dans le salon de l'empereur et sur une grande table. Une seule cérémonie, plus compliquée que les autres, exigea une répétition réelle. Elle se fit dans la galerie de Diane, par le moyen d'un plan tracé au blanc sur le parquet. Isabey avait mis tout le goût possible dans les habillements de ses poupées et sauva, par son

fut fini dans un instant, personne ne s'aperçut de la substitution qu'on avait faite. Le cortège se remit en marche pour regagner l'estrade. L'empereur y entendit le *Te Deum*; le Pape y vint lui-même à la fin de l'office, comme pour dire l'*ite, missa est*. On présenta l'évangile à l'empereur, qui tira son gant, et prononça son serment, la main sur le livre sacré.

Il reprit le chemin par lequel il était venu pour rentrer à l'archevêché, et remonta en voiture. La cérémonie fut très longue; le cortège revint par la rue Saint-Martin, le boulevard, la place de la Concorde, et le pont Tournant: le jour finissait lorsqu'il arriva aux Tuileries.

La distribution des aigles (1), qui furent substitués aux anciens drapeaux de l'armée, eut lieu quelques jours après. Le temps était extrêmement mauvais, néanmoins le concours fut prodigieux. Au moment où les députations des régiments s'approchèrent pour recevoir les aigles, l'élan fut général, les citoyens comme les soldats se répandirent en longues acclamations.

La monarchie était de nouveau consacrée en France; mais ce n'était pas tout: la forme du gouvernement de la République cisalpine n'avait pu

talent, le côté ridicule de ses dessins en relief. Le clergé, les dames, les princesses, l'empereur, le Pape lui-même, tout le monde était costumé de la manière la plus exacte et la plus convenable. (D. L.).

(1) Elle eut lieu le 5 décembre 1804. Ce fut une des plus grandes solennités militaires de l'Empire. Les plus braves de la France s'y étaient donné rendez-vous. « Soldats, dit l'empereur, voilà vos drapeaux; ces aigles vous serviront toujours de point de ralliement; elles seront partout où votre empereur le jugera nécessaire pour la défense de son trône et de son peuple. Vous jurez de sacrifier votre vie pour les défendre et de les maintenir constamment par votre courage sur le chemin de la victoire: Vous le jurez? » Au même instant des milliers de voix répètent avec enthousiasme: Nous le jurons! L'armée tint sa promesse, car moins d'un an après, ces mêmes aigles flottaient sur les tours de Vienne. (D. L.).

s'accommoder avec celle du gouvernement consulaire, on l'avait modifiée : il fallait la modifier encore, on y travailla de suite. L'empereur avait des ministres et une foule de gens habiles qui le dispensaient de manifester deux fois le même désir : aussi tout marcha-t-il rapidement. La Lombardie fut érigée en royaume : l'empereur mit la couronne de fer sur sa tête.

Le Pape venait de faire tout ce qu'on avait demandé de lui, il crut pouvoir exiger le prix de ses complaisances : il demanda modestement qu'on lui rendît Avignon en France, Bologne et Ferrare en Italie : l'empereur fit la sourde oreille ; il insista, et fut refusé net. Le Saint Père ne s'en alla pas de fort bonne humeur, nous laissant à penser que, s'il s'était douté d'un refus, il aurait mis cette condition à son voyage, et n'aurait pas accordé le spirituel avant d'être assuré du temporel. Néanmoins l'empereur lui fit des dons magnifiques en meubles et ornements pontificaux ; il donna également de riches présents à tout ce qui l'avait accompagné. Ils prirent congé l'un de l'autre ; l'empereur laissa le Pape à Paris, et partit pour l'Italie. Il alla par Troyes et la Bourgogne qu'il voulait visiter. Il descendit à Lyon, et se rendit de là au château de Stupinigi, près de Turin (1).

Environ quinze jours avant de partir de Paris, l'empereur m'avait envoyé en Belgique (2), par

(1) L'empereur part de Fontainebleau le 1er avril 1805, passe à Troyes, à Mâcon, à Lyon, à Chambéry et arrive à Turin le 19, à 9 heures du soir, et va habiter l'élégant palais de Stupinigi, situé à quelque distance de cette capitale. (D. L.).

(2) « Monsieur le général de division Savary, mon aide de camp,

« Vous partirez dans la journée en toute diligence pour Bruxelles. Les pièces ci-jointes vous feront connaître l'objet de votre mission. Vous irez voir le président de la cour criminelle et le procureur impérial, et, sans faire aucun nouvel éclat, ni laisser pénétrer le but de votre voyage, vous recueillerez les renseignements convenables, qui me mettent à même d'avoir

Lille, Mons, Bruxelles et Anvers. Dans cette dernière ville, j'avais beaucoup de choses à observer, et jamais, je crois, on eut de rapports aussi satisfaisants à lui adresser. Il y avait à peine deux ans que je n'avais vu Anvers, et il me semblait qu'un miracle s'y était opéré ; c'était à comparer à Thèbes, qui se bâtit au son de la lyre d'Amphion. Je trouvai des vaisseaux à demi construits, des chantiers immenses, des ateliers de toute espèce, de vastes locaux, où deux ans auparavant s'élevaient les remparts et une foule de maisons qu'on avait été obligé de démolir. D'Anvers je revins prendre la droite de l'armée, qui était déjà resserrée depuis Dunkerque jusqu'à Etaples. J'avais ordre de voir tous les généraux et colonels, et de leur dire qu'en allant en Italie, l'empereur était occupé d'eux, qu'il serait bientôt de retour au milieu de leurs camps, et mettrait un terme à l'impatience qu'ils témoignaient ; qu'ils ne devaient pas perdre patience, ni regarder ce qu'ils avaient fait comme inutile. Je vis égale-

une idée précise sur cette affaire, ainsi que sur la nécessité des mesures que l'on propose.

« Vous irez aussi à mon château de Læcken, pour voir dans quelle situation sont les travaux.

« Vous irez de là à Anvers ; vous y visiterez dans le plus grand détail l'arsenal, les chantiers de construction, les magasins, les chaloupes canonnières et autres bâtiments de la flottille qui se trouvent en armement. Vous reviendrez par Bruges, Ostende, Dunkerque, Calais, Ambleteuse, Vimereux et Boulogne. Vous resterez dans chacune de ces villes le temps nécessaire pour bien voir la situation de l'armée de terre et de mer, et vous mettre à même de me rendre compte de tout ce qui peut m'intéresser. Vous m'écrirez de Bruxelles sur l'affaire de......, et de chacune des autres villes sur tout ce qui a rapport à votre mission. Vous causerez avec le général Davout et les autres généraux, et toujours dans ce sens que je compte que l'armée et la flottille ne cessent pas d'être maintenues sur un pied respectable et dans la meilleure discipline. Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait en sainte garde.

« Malmaison, ce 24 ventôse an XIII (15 mars 1805).

« Napoléon. »

ment les troupes : l'empereur me l'avait particulièrement recommandé.

Je ne fus pas peu surpris de voir arriver de Turin à Boulogne, pendant que j'y étais, une longue instruction de l'empereur sur la manière de faire embarquer l'armée. Il avait divisé son immense flottille en escadrilles, divisions et subdivisions, avec un tel ordre que, même la nuit, on aurait pu procéder à l'embarquement. Chaque régiment, chaque compagnie savait le numéro des bâtiments qu'ils devaient monter ; il en était de même pour chaque général et officier d'état-major. L'empereur devait avoir mis au moins un moins à cet immense et minutieux travail ; ce qui prouvait que les événements qui occupaient tout le monde ne lui avaient pas fait perdre de vue son opération.

Je le rejoignis à Stupinigi. Il était avide de nouvelles de la côte de Boulogne : celles que je lui apportais le satisfirent beaucoup. Il prolongea son séjour à Turin, et était encore dans cette ville lorsque le Pape y arriva. On logea le Saint Père au château royal, en ville ; l'empereur vint l'y voir, et partit le lendemain par Asti pour venir à Alexandrie : le Pape suivit la route de Cassal pour rentrer à Rome. Arrivé à Alexandrie, l'empereur visita les immenses travaux qu'il y faisait exécuter. Il passa une revue sur le champ de bataille de Marengo. Il mit ce jour-là l'habit et le chapeau bordé qu'il portait le jour de la bataille : l'habit était tout piqué des vers (1). Le lendemain, il vint à Pavie par Milan.

(1) 5 mai 1805. — Il y eut à cette revue, ou plutôt à ce simulacre de bataille, précisément le même nombre de troupes qu'à la bataille elle-même ; on y exécuta les mêmes mouvements, les mêmes manœuvres, les mêmes évolutions. Le prince Eugène y commanda sous les ordres de l'empereur. Le matin, l'empereur sortit de son appartement, vêtu d'un habit bleu à longue taille avec basques pendantes et même crotté en quelques endroits. L'empereur était coiffé d'un vieux chapeau bordé d'un vaste galon d'or noirci et effilé par le temps, et au côté, un sabre de cavalerie comme en portaient les généraux de la République. C'étaient l'habit, le chapeau et le sabre qu'il

Le délire était dans toutes les têtes à son entrée dans cette ville. Il y resta le temps nécessaire aux préparatifs de la cérémonie du sacre, 8 mai 1805, qui eut lieu dans la cathédrale. Un détachement de la garde d'honneur de Milan avait été la veille chercher la Couronne de Fer des anciens rois lombards, laquelle était soigneusement conservée à Monza ; elle devint de nouveau celle du roi d'Italie. L'empereur institua à cette occasion l'Ordre de la Couronne de Fer (1).

Ce fut à Milan que l'on reçut les Grands Cordons des différents Ordres de Prusse, de Bavière, de Portugal et d'Espagne, en échange de ceux de la Légion d'honneur qu'on avait envoyés à ces puissances. Après la cérémonie du sacre, l'empereur se rendit en cortège au Sénat italien, où il investit le prince Eugène de la vice-royauté d'Italie (2).

Pendant le séjour que l'empereur fit à Milan, il ne cessa de s'occuper des embellissements de cette ville avec le même zèle que si c'eût été Paris ; tout ce qui concernait les intérêts de l'Italie et des Italiens était une de ses occupations favorites. Il s'était toujours plaint de ce qu'aucun des gouver-

avait portés le jour même de la bataille de Marengo. « Je prêtai dans la suite, dit Constant dans ses *Mémoires*, cet habillement à M. David, premier peintre de Sa Majesté, pour faire son magnifique tableau du *Passage du Mont Saint-Bernard.* » (D. L.).

(1) En prenant cette couronne des mains de l'archevêque de Milan, Napoléon la posa sur sa tête en s'écriant : « Dieu me l'a donnée ; gare à qui la touche » ; et cette exclamation devint la légende de l'Ordre de la couronne de fer que l'empereur fonda alors, en commémoration de son couronnement comme roi d'Italie.

L'Ordre fut institué le 5 juin 1805. Il disparut à la chute de Napoléon. Deux ans après, le 12 février 1816, l'empereur d'Autriche, le reconstitua en faveur de l'annexion des provinces lombardes à ses Etats, et lui donna une nouvelle organisation. (D. L.).

(2) 7 juin 1805.

nements de ce pays ne s'était occupé d'achever la cathédrale de Milan, qui, comme on le sait, est le plus grand vaisseau connu après Saint-Pierre de Rome : il ordonna la reprise des travaux sur-le-champ, et créa un fonds spécial pour y faire face, défendant que, sous aucun prétexte, on les interrompît. Les Milanais n'ont sans doute pas oublié que c'est à lui qu'ils sont redevables de l'achèvement de ce beau monument, qui serait probablement resté encore longtemps dans l'état d'imperfection où il était.

Dès son retour à Paris après Marengo, il avait résolu d'éterniser la mémoire de la conquête de l'Italie, en élevant à l'hospice du grand Saint-Bernard un monument qui attestât aux siècles futurs cette glorieuse époque de l'histoire de nos armées. Il avait chargé M. Denon d'aller reconnaître les lieux et de lui soumettre différents projets. Il en avait choisi un, et l'exécution venait d'en être achevée lorsque l'empereur était à Milan. Il voulut en faire faire l'inauguration avec solennité, et y faire transporter les restes du général Desaix, entourés des lauriers au milieu desquels il était tombé. On composa une petite colonne formée de députations de divers régiments de l'armée d'Italie et d'une députation civile d'Italiens, qui devaient partir de Milan et se rendre à l'hospice du mont Saint-Bernard. Tout était disposé, lorsque M. Denon vint rendre compte à l'empereur qu'on ne trouvait pas le corps du général Desaix. L'empereur se souvint de l'ordre qu'il m'avait donné sur le champ de bataille de Marengo, et me chargea de faire tout ce qu'il serait possible pour découvrir ce qu'on en avait fait. M. Denon m'assurait avoir fait beaucoup de recherches sans succès. Je le priai de m'accompagner seulement une heure, et je le conduisis directement où j'avais fait déposer le corps du général Desaix. Le monastère avait été sécularisé : il ne restait plus qu'un seul religieux : à la première question, il comprit ce que je voulais lui dire, il entra dans une petite sacristie attenante à une cha-

pelle, et j'y trouvai le corps du général Desaix à la même place et dans le même état où je l'avais laissé quelques années auparavant, après l'avoir fait embaumer, puis mettre dans un cercueil de plomb, celui-ci dans un autre de cuivre, et enfin le tout enveloppé d'un cercueil de bois. M. Denon fut fort heureux de cette découverte, car il craignait d'être obligé de faire la cérémonie sans les restes du général illustre qui en était l'objet. Le général Desaix repose depuis cette époque dans l'église du mont Saint-Bernard.

CHAPITRE II

Retour prématuré de l'escadre de l'amiral Missiessy. — Revue de Monte-Chiaro. — Réunion de Gênes à l'empire. — Dispositions d'embarquement. — Irruption de l'Autriche en Bavière. — Le camp de Boulogne est levé. — Mission de Duroc en Prusse. — L'empereur de Russie se rend à Berlin. — Le duc de Wurtemberg.

De Milan, l'empereur se rendit à Brescia, où il resta deux jours. Il y apprit une nouvelle qui le surprit autant qu'elle le contraria. C'était la rentrée à Rochefort de l'escadre de l'amiral Missiessy, qui avait été comme un trait à la Guadeloupe et qui en était revenu avec la même rapidité. Il était de deux ou trois mois en avance, et ramenait sur nos côtes la flotte anglaise qui était à sa poursuite depuis son départ. Il avait ainsi manqué le but de sa croisière, car on n'avait pas eu d'autre projet, en faisant sortir les vaisseaux que nous avions à Toulon, à Cadix et à Rochefort, que de disperser sur les mers les escadres anglaises, et de les éloigner des côtes que nous voulions aborder. Le général Lagrange, qui avait été embarqué sur cette escadre, était également revenu ; il arriva lui-même à Brescia, où il fut assez mal reçu.

L'empereur néanmoins ne laissa pas voir toute la contrariété que ce retour lui causait.

Il alla, de Brescia, passer la revue de toute l'armée qui était rassemblée dans la plaine de Monte-Chiaro ; elle défila, l'infanterie par bataillons formés en bataille, et la cavalerie par régiments aussi formés en bataille, et néanmoins la nuit était close quand elle fut finie. L'empereur continua son voyage et se rendit à Vérone, qui, à cette époque, était la frontière du royaume d'Italie. Le général autrichien, baron de Vincent (depuis ambassadeur à Paris), qui

commandait la frontière autrichienne sur l'Adige, fit demander à lui rendre ses devoirs, et le fit saluer, selon l'usage, par son artillerie. L'empereur le reçut le lendemain avec tout son corps d'officiers, et partit deux jours après pour Mantoue, puis vint passer le Pô en face de Bologne. Il entra dans cette ville, se rendit de là à Parme, à Plaisance, puis à Gênes, dont il fut prendre possession.

Le Doge et le Sénat de cette ville étaient venus le prier à Milan de les accepter et de les comprendre dans l'empire français. Je crois bien que l'on avait un peu aidé à cette résolution. La position de cette malheureuse République était telle que ses habitants allaient mourir de faim : les Anglais la bloquaient sévèrement par mer ; les douanes françaises la resserraient par terre : elle n'avait point de territoire, et ne pouvait que difficilement se procurer de quoi exister. Ajoutez à cela que, toutes les fois qu'une querelle s'engageait en Italie, on commençait par lui envoyer une garnison qu'elle n'avait pas les moyens de refuser. Elle avait donc tous les inconvénients qu'entraînait sa réunion à la France, sans en avoir les avantages. Elle se détermina à demander d'être agrégée à l'empire. La France fit une médiocre acquisition. Le pays avait un passif qui surpassait de beaucoup son actif, de sorte que sa réunion entraînait une augmentation de dépenses pour le trésor impérial. Depuis longtemps Gênes n'avait plus que des palais de marbre, restes de son antique splendeur.

L'empereur avait fait venir à Gênes M. Lebrun, architrésorier, qu'il en nomma gouverneur, et le ministre des finances, qui régla de suite ce qui concernait son département. L'empereur reprit ensuite le chemin de Paris, où il lui tardait d'arriver. Il s'arrêta à Fontainebleau (1) quelques jours avant d'entrer dans Paris. Nous étions à la fin de juin ; il ne se contenait plus d'impatience. Il partit enfin

(1) Du 11 au 17 juillet 1805. (D. L.).

pour Boulogne (1) avec le ministre de la marine, comme il en avait pris l'habitude, c'est-à-dire en s'échappant.

Il avait fait organiser la ligne des signaux de côtes d'une manière particulière depuis Bayonne jusqu'à Boulogne. Il vit son armée homme par homme, et la flottille bâtiment par bâtiment. Il avait placé aux avenues de son quartier général des postes de sa Garde, qui arrêtaient tous les courriers arrivant pour le ministre de la marine, et les lui amenaient, de sorte qu'il lisait les dépêches avant le ministre, auquel il les renvoyait après les avoir parcourues. Il avait pris cette précaution pour ne pas perdre un instant, et faire embarquer l'armée, dès qu'il serait assuré que l'événement qu'il attendait avait eu lieu. Il gagnait ainsi quelques heures sur le ministre de la marine, qui était établi dans Boulogne, tandis qu'il était, comme l'on sait, à son petit château de Pont-de-Briques, à une lieue de Boulogne, sur la route de Paris.

Tout cela fini, on fit approcher les parcs d'artillerie, on les embarqua, et la cavalerie ensuite. Il ne restait plus que l'infanterie, qui était consignée dans les camps, prête à prendre les armes au premier coup de tambour. On attendait de moment en moment l'ordre d'embarquer ; il n'arriva point : loin de là, on débarqua ce qui était déjà à bord. Voici pourquoi.

La flotte qui était partie de Toulon, l'hiver précédent, avec celle d'Espagne, devait être jointe par celle de Missiessy ; mais celui-ci avait fait voile pour l'Europe avant l'époque assignée. Les deux flottes faisaient ensemble quinze vaisseaux ; elles devaient venir devant le Ferrol, sans y entrer. L'amiral Gourdon, qui y était avec six vaisseaux, avait ordre de se joindre à elles. Les vingt-un bâtiments réunis devaient ensuite faire route ensemble, prendre Missiessy en rade à Rochefort, rallier son escadre, et marcher tous à Brest, où il y avait vingt-et-un vais-

(1) Il part le 2 août et arrive à Boulogne le lendemain.

seaux qui avaient ordre de sortir aussitôt que les escadres seraient signalées. La jonction faite, elles eussent présenté une force de soixante vaisseaux, qui pouvaient arriver, en deux ou trois jours, devant Boulogne. Les escadres de Rochefort et de Brest sorties, on devait expédier un courrier au ministre de la marine, et de plus en prévenir en même temps par des signaux de côte, c'est-à-dire, de Rochefort à Brest, et de Brest à Boulogne.

A l'arrivée de ce courrier, ou au signal de côte, l'on aurait fait embarquer le reste de l'armée, et commencé à faire sortir la flottille, qui, toute rassemblée dans Etaples, Boulogne, Vimereux, Ambleteuse, pouvait, d'après les calculs faits, être en rade en trois marées. On aurait procédé à cette opération lorsqu'on aurait commencé à apercevoir la flotte des vaisseaux de guerre. Il n'y avait devant nous que deux ou trois frégates anglaises : qui peut prévoir ce qui serait advenu, si les ordres de l'empereur eussent été exécutés (1) ?

Comment une combinaison amenée d'aussi loin, et calculée depuis longtemps, a-t-elle manqué ? Le voici : la flotte française et espagnole, composée de quinze vaisseaux, rencontra à cent lieues au large du Ferrol, en revenant d'Amérique comme le portaient ses instructions, la flotte anglaise de l'amiral Calder (2). Cette dernière n'avait que neuf vaisseaux, qui peut-être n'auraient pas été là sans la rentrée de M. de Missiessy à Rochefort ; non seulement notre flotte de quinze vaisseaux ne battit pas l'amiral Calder, mais encore elle se laissa prendre deux bâtiments. Nous avions le vent : on dit que les deux vaisseaux pris étaient démâtés, et qu'ils sont tombés dans la ligne anglaise ; mais comment

(1) L'armée qui aurait passé le détroit est celle qui a combattu depuis les Russes et les Autrichiens. Si elle n'eût pas conquis l'Angleterre, comme je le crois, au moins eût-elle amené une paix bien autre que celles que nous sommes accoutumés de faire avec ce pays. *(Note de l'édition originale.)*

(2) 22 juin 1805.

les treize restant des nôtres n'ont-ils pas laisse arriver sur cette ligne? Ils auraient au moins sauvé leurs deux vaisseaux; c'est ce que je n'ai jamais pu savoir. L'escadre, par suite de cette affaire, ne parut pas devant le Ferrol, et ne fit pas prévenir l'amiral Gourdon, comme cela était convenu; celui-ci ne sortit pas du Ferrol, par conséquent Missiessy non plus de Rochefort, ni la flotte de Brest. Voila donc une opération ajournée par suite de fautes particulières et d'un léger accident. L'empereur, qui arrêtait les courriers du ministre de la marine, vit le rapport de ce combat dans une dépêche venant de Bayonne; il leva les épaules de pitié en voyant la conduite de son amiral: c'était déjà l'infortuné Villeneuve, et il en fut triste tout le jour.

Que faire? Quelle punition, quelle vengeance, quel exemple pouvait compenser une faute qui frappait de nullité les efforts et les dépenses énormes qu'il avait faits depuis deux ans? Il fallut néanmoins se résigner et chercher une combinaison nouvelle pour rallier nos escadres, et éloigner celles des Anglais qui les avaient suivies. L'empereur méditait les moyens d'atteindre ce résultat, mais des événements d'une tout autre importance vinrent faire diversion à ses projets.

Absorbé par son expédition d'Angleterre, l'empereur était loin de s'attendre à une agression de la part d'aucune puissance continentale, lorsqu'il apprit par une dépêche de Munich que l'armée autrichienne marchait sur cette capitale (1). L'Autriche, on ne savait pourquoi, si ce n'était pour nous faire la guerre, avait réuni une armée considérable à Wels, sous les ordres du feld-maréchal Mack; le prétexte de cette réunion était des manœuvres et exercices militaires, mais tout à coup cette armée partit et s'approcha de la Bavière.

L'empereur ne pouvait s'expliquer ce que cela signifiait; il n'avait aucun point en litige avec l'Autriche. A la vérité, cette puissance n'avait point

(1) 16 août 1805.

reconnu l'empereur, mais son ambassadeur n'avait pas quitté Paris. Je ne suis même pas sûr qu'elle ne l'eût pas reconnu, car, lorsque l'empereur alla à Vérone, après le couronnement de Milan, le général autrichien de Vincent, qui commandait les troupes de sa nation dans les Etats vénitiens, vint, comme je l'ai déjà dit, faire une visite de corps à l'empereur avec tous les officiers des troupes, sous ses ordres ; l'artillerie autrichienne fit la salve d'usage. Cela se passait à la fin de juin ; on n'avait pas l'air de se douter de ce qui devait arriver au mois de septembre de la même année. L'ambassadeur de France était à Vienne ; celui de Russie était, à la vérité, parti de Paris depuis longtemps, mais nous n'entendions encore parler de la marche des troupes russes que sur les gazettes.

L'avis cependant était trop sérieux pour que l'empereur le négligeât, et il était occupé de soins trop importants pour qu'il les abandonnât légèrement. Il envoya à Boulogne même ses aides de camp au-devant de l'armée autrichienne, tant il avait peine à ajouter foi à une aussi incroyable agression. J'eus pour ma part l'ordre d'aller à sa rencontre. Le général Bertrand eut une mission semblable dans une autre direction. Je poussai jusqu'à l'Inn, et d'après mes instructions je vins reconnaître une route pour revenir de Donauwert sur Louisbourg et les bords du Rhin, autre que la grande route ordinaire de Wurtemberg. Mais avant que ses aides de camp fussent de retour, l'empereur eut des nouvelles indubitables du départ de Wels de l'armée de Mack, et de l'entrée des Russes sur le territoire autrichien. C'est de cette inique agression que datent les malheurs de la France. Il ne balança plus à prendre son parti. Il y avait même déjà un peu de temps perdu, en méfiance de la véracité des avis donnés. Il fit donc débarquer tout, et réorganiser l'armée pour de longues marches. Elle partit effectivement par toutes les directions les plus courtes pour se rapprocher des bords du Rhin, où elle arriva en même temps que l'armée autrichienne

arrivait sur le Danube. L'Electeur de Bavière, avec sa famille et son armée, s'était retiré à Wurtzbourg (1).

Avant de quitter Boulogne, l'empereur avait envoyé à la hâte sur les bords du Rhin pour réunir des chevaux de trait, et organiser le plus de matériel d'artillerie que l'on pourrait. On se trouvait pris tout à fait au dépourvu, et il fallut toute l'activité de l'empereur pour improviser ce qui manquait à cette armée pour la campagne qu'elle était forcée d'entreprendre tout à coup.

Le général Marmont, qui était en Hollande, ne traversa que des pays dont les souverains n'ont jamais le droit de dire à un ennemi plus fort : Pourquoi passez-vous sur mon territoire ? mais Bernadotte, qui était en Hanovre, avait une portion du territoire prussien à traverser, et en même temps que l'empereur lui faisait envoyer son ordre de marcher, il envoya le grand-maréchal Duroc à Berlin. On était en politique franche avec la Prusse, et en courtoisie avec sa Cour ; on venait, il y avait à peine deux mois d'échanger des distinctions honorifiques des deux pays.

Ainsi attaqué sans déclaration de guerre, l'empereur faisait part au roi de Prusse de la situation critique où l'avait mis cette agression inopinée ; il lui témoignait combien il était fâché de se voir contraint de faire passer ses troupes sur quelques portions du territoire prussien, avant d'en avoir traité préalablement. Il lui envoyait son grand-maréchal pour l'en prévenir, et l'assurer de tout le désir qu'il avait que cette marche ne fût regardée que comme le résultat d'une absolue nécessité. Le maréchal Duroc fut reçu un peu moins bien qu'il ne l'avait été dans les missions antérieures dont il avait été chargé près la Cour de Berlin. Le roi lui parla peu de la marche de Bernadotte ; il eut l'air d'être convaincu de la validité des motifs de l'empereur, et lui témoigna beaucoup de regrets de le voir jeté de

(1) 18 septembre 1805.

nouveau dans une guerre dont il ne doutait pas, du reste, qu'il ne sortît heureusement.

Le baron de Hardenberg fut moins modéré ; il présenta, le 14 octobre, une note extrêmement vive au grand-maréchal. « Son maître, disait-il, ne savait de quoi il devait le plus s'étonner des violences qu'avait commises l'armée française, ou des motifs dont on se servait pour les justifier. La Prusse, quoi qu'elle se fût déclarée neutre, avait rempli toutes les obligations qu'elle avait contractées. Peut-être même avait-elle fait à la France des sacrifices que ses devoirs condamnaient. De quelle manière cependant avait-on reconnu la loyauté, la persévérance qu'elle avait mise dans ses relations d'amitié avec la France ? On alléguait les guerres de 1796 et de 1800, où les margraviats avaient été ouverts aux parties belligérantes ; mais l'exception n'est pas la règle, et d'ailleurs tout, aux époques dont on s'appuyait, avait été réglé, stimulé par des conventions spéciales. On ignorait nos intentions ! mais les intentions ressortaient de la nature même des choses, les protestations des autorités royales les faisaient connaître. Des affaires de cette importance exigeaient une déclaration positive ! mais qu'a besoin de déclaration celui qui se repose sur l'inviolabilité d'un système généralement reconnu ? Est-ce à lui d'en faire, lorsque celui qui médite le renversement de ce qu'il a sanctionné s'en abstient ? On cite des faits inconnus ; on attribue aux Autrichiens des torts dont ils ne se sont jamais rendus coupables : quel résultat doivent produire de tels moyens, si ce n'est de faire mieux ressortir la différence qu'il y a entre la conduite des Cabinets de Paris et de Vienne ? Le roi cependant ne s'arrête pas aux conséquences qu'ils présentent ; il se borne à croire que l'empereur des Français a eu des motifs suffisants pour annuler les engagements qui les lient, et se considère comme dégagé désormais de toute espèce d'obligation. Ainsi rétabli dans une position qui ne lui impose pas d'autres devoirs que ceux que commandent sa sûreté et la justice, le roi de Prusse

Pendant que l'empereur se livrait à ces divers soins, les différents corps de son armée approchaient du pied des montagnes qui sont sur la rive droite du fleuve, et entraient dans le pays de Wurtemberg. Il avait envoyé un de ses aides de camp près du prince souverain de ce pays pour le prévenir qu'il était obligé de traverser ses Etats ; qu'il en était fâché, mais qu'il espérait que le passage se ferait sans désordre.

Le duc de Wurtemberg, choqué de voir déboucher nos troupes, avait réuni sa petite armée auprès de Louisbourg, sa résidence d'été, et se disposait à faire résitance, lorsque l'aide de camp de l'empereur se présenta. Cette marque d'égard le calma ; il exigea néanmoins qu'il ne passât point de troupes par sa résidence. L'empereur arriva quelques instants après : la Cour de Wurtemberg lui fit une magnifique réception : il coucha deux nuits au château de Louisbourg. Ce fut pendant ce séjour que les hostilités commencèrent sur la route de Stuttgart à Ulm, que suivait le corps du maréchal Ney. Les Autrichiens, commandés par l'archiduc Ferdinand, que dirigeait le feld-maréchal Mack, avaient leur quartier général dans la dernière de ces deux places.

L'empereur manœuvra sur sa gauche et resta à Louisbourg, faisant déboucher le maréchal Ney par la grande route de Stuttgart ; les ennemis crurent de bonne foi que toute notre armée le suivait, et manœuvrèrent en conséquence. L'empereur, satisfait de leur avoir donné le change, se porta avec la rapidité de l'éclair à Nœrdlingen, où arrivèrent en même temps le corps du maréchal Davout, qui de Mannheim était venu par la vallée du Necker à Bettingen, celui du maréchal Soult, qui de Spire était venu par Heilbronn, enfin celui du maréchal Lannes, qui, laissant Louisbourg sur sa gauche, avait atteint Donauwœrth, au moment même où un bataillon autrichien se présentait sur la rive droite du Danube pour couper le pont. On rejeta ces troupes au loin, et l'on fit passer le fleuve d'abord à toute la cavalerie, puis à l'infanterie.

CHAPITRE III

Combats divers. — Manœuvres de l'empereur. — L'archiduc Ferdinand s'échappe d'Ulm. — Le maréchal Soult prend Memmingen. — Réponse de Napoléon au prince Liechtenstein envoyé en parlementaire. — Le maréchal Mack capitule. — Projets de la coalition. — L'armée autrichienne met bas les armes. — Paroles de Napoléon aux généraux autrichiens prisonniers. — Marche de l'armée russe. — Entrée à Braunau. — Retour de Duroc de sa mission à Berlin. — Le général Giulay envoyé à Napoléon par l'empereur d'Autriche. — Occupation de Vienne. — Affaire de Krems. — Surprise du pont du Tabor. — Dispositions générales. — Examen que fait Napoléon du terrain où il doit livrer bataille.

L'empereur se fit éclairer jusqu'au Lech, et se mit en communication avec le général Marmont, qui débouchait par Neubourg, où il avait passé le Danube (1), et marchait sur Friedberg. On se mit également en communication avec l'armée bavaroise, qui quittait Ingolstadt pour se porter en avant. La cavalerie rencontra un corps autrichien à Wertingen (2), le défit et refoula ce qui lui était échappé sur Ulm. L'empereur porta son quartier général à Zusmarshausen, entre Augsbourg et Gunzbourg. Il fit occuper Augsbourg, et envoya le corps du maréchal Soult sur la seule ligne d'opérations qui restât par Memmingen aux ennemis, petite place dans laquelle ils avaient jeté six mille hommes, que le maréchal Soult y bloqua. Voulant se mettre aussi en communication avec le corps du maréchal Ney, qui était resté sur la rive gauche du Danube, il lui

(1) Le 7 octobre. — (2) Le 8.

restera fidèle aux principes qu'il n'a cessé de professer, et ne négligera rien pour procurer, par sa médiation, à l'Europe la paix qu'il désire à ses peuples ; mais il déclare en même temps qu'arrêté partout dans ses desseins généreux, libre d'engagements, sans garantie pour l'avenir, il va pourvoir à la sûreté de ses Etats, et mettre son armée en mouvement. »

Cette déclaration n'était appuyée d'aucune mesure bien directe : le grand-maréchal continua son séjour à Berlin, et y resta près d'un mois, pendant lequel il vit arriver l'empereur de Russie (1), qui se rendit dans cette capitale sous prétexte d'aller, avant de se mettre en campagne, voir sa sœur la princesse héréditaire de Saxe-Weimar. Personne ne se méprit sur le motif secret de ce voyage. On ne quitte pas une armée qui va à la rencontre des événements, pour aller faire une visite à plus de cent lieues du pays où elle doit opérer. Il était évident qu'il cherchait à entraîner la Prusse dans

(1) J'ai eu occasion de m'assurer depuis, que lors de la réunion des troupes russes à leur frontière pour opérer ce mouvement, la Russie avait fait demander passage à la Prusse, que non seulement la Cour de Berlin le refusa, mais qu'elle mobilisa une armée pour s'opposer au passage. Ce fut sur ces entrefaites que la Prusse apprit la violation de son territoire par le corps de Bernadotte. Elle témoigna la même humeur, et ouvrit le passage aux Russes. L'empereur de Russie profita de cette mauvaise disposition contre la France, et hâta son voyage à Berlin pour entraîner la Prusse dans sa politique.

Depuis cette époque, les choses n'ont été que de mal en pis avec ce pays. Ce n'est pas le moindre inconvénient de sa position géographique. Il sera longtemps encore obligé de rester dans le disque de la puissance qui le menace le plus. Si l'armée française, au lieu d'être entièrement occupée à Boulogne, eût pu lui offrir la certitude d'être secourue à temps, jamais la Prusse n'aurait dévié d'une alliance qui lui était naturelle et nécessaire. J'engage le lecteur à consulter pour ces détails l'histoire politique, administrative, civile et militaire de la Prusse depuis 1748 jusqu'à nos jours, publiée en Prusse, et dont la traduction vient de paraître à Paris. *(Note de l'édition originale.)*

la coalition. Je ne puis dire ce qui s'est fait et dit à cette occasion, mais ce qu'il y a de certain, c'est que, pendant que le maréchal Duroc était encore à Berlin, l'armée russe, aux ordres du général Buxhœwden, passa la Vistule à Varsovie, marcha par la Pologne prussienne sur Breslau, d'où elle devait entrer en Bohême.

Mais l'empereur Napoléon avait déjà tout calculé, tout prévu. Les cartes d'Angleterre avaient disparu; il n'y avait plus que celles d'Allemagne dans son cabinet. Il nous faisait suivre la marche des troupes, et nous dit un jour ces paroles remarquables : « Si les ennemis viennent à moi, je les détruirai avant qu'ils aient repassé le Danube ; s'ils m'attendent, je les prendrai entre Augsbourg et Ulm. » Il donna ses derniers ordres à la marine et à l'armée et partit pour Paris. Dès qu'il y fut arrivé, il se rendit au Sénat (1), lui exposa les motifs, qui l'avaient obligé à changer tout d'un coup la direction de nos forces, et se mit en route le lendemain pour Strasbourg. Il arriva dans cette ville pendant que l'armée passait le Rhin à Kehl, à Lauterbourg, Spire et Mannheim. Il visita les établissements de la place, et indiqua les moyens d'utiliser une quantité de petites ressources dont il régla l'emploi.

Il passa le Rhin lui-même après avoir ordonné et vu commencer la reconstruction du fort de Kehl. Il avait fait proposer aux prince de Bade et au landgrave de Hesse-Darmstadt de s'allier à lui ; les deux princes tardèrent à s'expliquer. Le dernier crut éluder la question en licenciant ses troupes, et en le faisant connaître officiellement à l'empereur, comme une preuve de sa neutralité ; mais lorsque la bataille d'Austerlitz fut gagnée, il se hâta d'envoyer protester de son dévouement. L'officier qui avait rempli la première mission fut chargé de la seconde ; c'était changer de rôle à bien court intervalle. La Cour de Bade marcha plus franchement : ses troupes étaient réunies aux nôtres avant la bataille.

(1) Le 23 septembre.

envoya l'ordre de forcer le passage du fleuve à Gunzbourg (1).

Il alla ensuite établir son quartier général à Augsbourg (2), pour observer le parti qu'allait prendre l'armée autrichienne, et pour organiser dans cette ville, dont il avait été obligé de faire le centre de ses opérations, des moyens d'administration et d'hôpitaux. Il y fut joint par le corps de Marmont, et reçut des nouvelles de la marche de Bernadotte. De cette manière, il se trouvait placé au milieu de tous ses corps d'armée. D'Augsbourg, il porta son quartier général à Zusmarshausen, et fit resserrer Ulm dans toutes les directions. Personne de nous ne concevait comment l'armée autrichienne n'avait pas pris le parti de s'en aller, ou de venir offrir la bataille. Elle n'en fit rien, et attendit qu'elle n'eût plus aucun moyen de nous éviter. On peut juger cependant combien elle aurait pu saisir d'occasions de se tirer d'embarras dans l'immense mouvement que nous avions été obligé de faire pour la tourner aussi complètement qu'elle le fut. Le corps qui formait le cercle derrière elle avait parcouru, depuis Donauwerth, les cent quatre-vingts degrés de la demi-circonférence, pour arriver à sa position.

Ces dispositions prises, l'empereur s'approcha d'Ulm par Gunzbourg. Son armée était arrivée, par la rive droite du Danube, à la vue d'Ulm, lorsqu'il apprit qu'un fort détachement s'était échappé de la place, et se dirigeait à marches forcées vers la Bohême par la rive gauche. Il reçut en même temps avis qu'une des divisions du corps du maré-

(1) C'est là que fut tué un aide de camp de l'empereur, le général Lacuée, colonel du 59e de ligne.

(2) Ce fut à cette occasion qu'il connut l'évêque d'Augsbourg, qui était autrefois Electeur de Trèves ; il conçut de l'estime pour lui, et ce prince en retour s'attacha à l'empereur, qu'il considérait comme lui ayant fait donner l'évêché d'Augsbourg, sans lequel il n'aurait eu aucune indemnité de la perte de son Electorat.

chal Ney, commandée par le général Dupont, qui resserrait Ulm par la rive gauche, avait été forcée dans la position qu'elle occupait, et n'avait pu s'opposer à la sortie d'un très grand corps autrichien, qui avait pris la route de Nordlingen. Il crut un moment que toute l'armée ennemie allait prendre cette direction et allait faire la même manœuvre que lui-même venait d'exécuter ; il manœuvra de suite pour faire harceler par sa cavalerie le corps autrichien. Elle repassa le Danube, et marcha avec tant de célérité, que tous les jours elle atteignait et dispersait quelques fragments de ce corps, qui était commandé par l'archiduc Ferdinand. Exténué par une poursuite sans relâche, l'ennemi chercha à nous échapper par la ruse. Il fit des ouvertures, feignit de vouloir négocier ; mais on s'aperçut qu'il ne cherchait qu'à gagner du temps. On le chargea, on le mena battant jusque dans les montagnes de la Bohême.

En même temps que l'empereur mettait sa cavalerie sur les traces de l'archiduc Ferdinand, il faisait resserrer Ulm. Il ordonna de forcer à Elchingen (1) le passage de la rive droite à la rive gauche. Le hasard fit que, ce jour même, une deuxième colonne sortit de la place, et se dirigea sur le village. Le pont, quoique fort mauvais, n'était pas détruit. La partie du corps du maréchal Ney qui était sur la rive droite marcha à elle, la culbuta et la rejeta dans Ulm. C'était celle qui, peu de jours auparavant, avait forcé le passage du Danube pour passer de la rive gauche à Gunzbourg sur la rive droite.

Les autres troupes de ce corps d'armée qui avaient été mises à la poursuite du corps de l'archiduc Ferdinand continuèrent à descendre la rive gauche du Danube (2). On fit appuyer le maréchal Ney, qui

(1) 14 octobre.

(2) On prévint Bernadotte, qui se trouvait plus bas que l'archiduc sur le Danube, de l'état des choses, et on lui envoya ordre de s'occuper exclusivement de l'archiduc, et de tâcher de lui couper la retraite sur la Bohême.

resta devant Ulm, par le corps du maréchal Lannes, qui passa également le pont d'Elchingen. Le même soir, les deux corps couchèrent sur la crête des hauteurs qui dominent Ulm sur la rive gauche, pendant que Marmont s'en approchait par la rive droite. L'empereur s'établit de sa personne à Elchingen ; dans cette position la Bavière était à nous.

Le lendemain, on rejeta dans la place tout ce que l'armée ennemie avait de troupes au-dehors ; on replia jusqu'à ses postes. Elle resta dans cette position quatre jours sans rien proposer. Pendant ce temps, le maréchal Soult prenait Memmingen avec sa garnison de six mille hommes (1). Cette nouvelle parvint à l'empereur dans un mauvais bivouac, qui était si humide, qu'on fut obligé d'aller chercher une planche pour qu'il n'eût pas les pieds dans l'eau. Il venait de recevoir cette capitulation (2), lorsqu'on lui annonça le prince Maurice Liechtenstein, que le maréchal Mack envoyait parlementer. On l'amena à cheval, les yeux bandés. Lorsqu'il fut arrivé, on le présenta à l'empereur. Il laissa échapper un mouvement de surprise qui nous prouva bien qu'il ne le croyait pas là. Il ne déguisa point que le maréchal Mack ne se doutait pas de sa présence. Il venait traiter de l'évacuation d'Ulm. L'armée qui l'occupait demandait à retourner en Autriche. Pour être impartial, on doit convenir, sans pour cela cesser d'être patriote, que, dans le cours de la guerre, les généraux ennemis ont toujours cru abuser les nôtres, là où l'empereur ne se trouvait pas. L'empereur ne put s'empêcher de sourire, et de lui dire :

« Quelle raison ai-je de vous accorder cette demande ? Dans huit jours, vous êtes à moi sans condition. Vous attendez l'armée russe qui est à peine en Bohême ; et d'ailleurs, si je vous laisse sortir, quelle garantie ai-je qu'on ne fera pas servir vos troupes une fois qu'elles seront réunies aux Russes ?

(1) 13 octobre. — (2) 16 octobre.

Je me souviens de Marengo. Je laissai passer M. de Melas, et il fallut que Masséna combattît ses troupes au bout de deux mois, malgré les promesses les plus solennelles de traiter de la paix. D'ailleurs, il n'y a pas de lois de guerre à invoquer, après une conduite comme celle de votre gouvernement envers moi. Certainement je ne vous ai pas cherchés ; je ne puis d'ailleurs me fier à aucun des engagements que prendrait avec moi votre général, parce qu'il ne dépendra pas de lui de tenir sa parole. Ah ! si vous aviez dans Ulm un de vos princes, et qu'il s'engageât, je me fierais à sa parole, parce qu'il en serait responsable, et qu'il ne permettrait pas qu'on le déshonorât ; mais je crois que l'archiduc est sorti. »

Le prince Maurice répliqua du mieux qu'il lui fut possible, et protesta que, sans les conditions qu'il demandait, l'armée ne sortirait pas.

« Je ne vous les accorderai pas, reprit l'empereur. Voilà la capitulation de votre général qui commandait à Memmingen ; portez-la au maréchal Mack, et quelles que soient vos résolutions dans Ulm, je ne lui accorderai pas d'autes conditions. D'ailleurs, je ne suis pas pressé ; plus il tardera, plus il rendra sa position mauvaise, et par conséquent la vôtre à tous (1). Au surplus, j'aurai demain ici le corps qui a pris Memmingen, et nous verrons. »

On reconduisit le prince de Liechtenstein à Ulm, et l'on attendit.

Le soir même, le maréchal Mack écrivit à l'empereur une lettre fort respectueuse, dans laquelle il lui disait que la consolation qui lui restait dans son infortune, c'était d'être obligé de traiter avec lui, l'assurant que tout autre ne lui eût jamais fait

(1) D'après la capitulation de Memmingen, les officiers retournaient chez eux. On laissait entrevoir au prince Maurice qu'en cas de retard de la part du général Mack, on n'accorderait pas cette faveur.

accepter d'aussi désastreuses conditions ; que, puisque la fortune l'avait voulu ainsi, il attendait ses ordres. L'empereur envoya Berthier à Ulm le lendemain matin 17 octobre avec des instructions, et resta encore à son mauvais bivouac pour être à portée de répondre aux objections, s'il y en avait de faites. Berthier revint le soir, apportant la capitulation, par laquelle l'armée entière se rendait prisonnière. Elle devait sortir avec les honneurs de la guerre défiler devant l'armée française, mettre bas les armes, et partir pour la France. Les généraux et officiers avaient seuls la permission de retourner chez eux, à condition de ne pas servir jusqu'à parfait échange. Les pluies n'avaient pas cessé pendant les huit jours que nous avions passés devant Ulm ; elles s'arrêtèrent tout à coup, et l'armée autrichienne défila par le plus beau temps du monde.

L'empereur avait été passer les deux jours d'intervalle qui avaient été stipulés entre la signature de la capitulation et son exécution, à l'abbaye d'Elchingen, où le maréchal Mack vint le voir ; il le garda longtemps et le fit beaucoup causer. C'est dans cet entretien qu'il acquit la connaissance de tous les détails qui avaient précédé la résolution qu'avait prise le Cabinet autrichien de lui faire la guerre. il apprit tous les ressorts que les Russes avaient mis en jeu pour le décider, et enfin quels étaient les projets de la coalition. Il n'était question de rien moins que d'enlever à la France toutes les conquêtes de la Révolution ; on était résolu d'employer tous les moyens pour arriver à ce résultat. La guerre, la division, les intrigues intérieures, rien n'avait été omis ; enfin , on doutait si peu du succès, qu'on n'avait pas craint d'assigner Lyon au roi de Sardaigne.

De telles révélations eussent paru les folies d'un cerveau malade, ou le rêve d'un insensé, si elles ne fussent sorties de la bouche d'un feld-maréchal que sa position avait initié à la majeure partie des dispositions d'état de son gouvernement. L'empereur ne revenait pas de ce qu'il entendait ; il avait be-

soin de cette confidence pour soulager son esprit, et s'expliquer une foule de petites intrigues qu'il avait remarquées, sans en deviner le but. Il ne concevait pas qu'ayant eu des ministres partout, il n'eût rien su de tout cela. Il comprit alors les tentatives contre sa vie, les projets de Drake et autres affaires de ce genre. Mais il ne concevait pas qu'un monarque fût assez dépourvu de lumière pour se prêter à de pareilles extravagances. Telle était cependant la vérité ; l'empereur en fut affecté : il nous le témoignait quelquefois ; mais ces projets lui semblaient si insensés, qu'il s'y arrêtait peu. Ils ne furent néanmoins qu'ajournés par nos victoires ; les coalisés les réalisèrent en grande partie, dès que le succès leur en fournit les moyens.

L'empereur traita très bien le général Mack, et s'appliqua à lui faire oublier son malheur ; il le fit accompagner à Ulm par le général Mathieu Dumas, qu'il avait chargé de disposer les colonnes ennemies qui devaient partir pour le lendemain. (1) Le jour de cette pénible cérémonie pour l'armée autrichienne était arrivé. Notre armée se rangea en bataille sur les hauteurs, dans tout l'éclat d'une toilette militaire aussi recherchée que sa position le permettait, et d'une propreté admirable.

Les tambours battaient, les musiques jouaient ; la porte d'Ulm s'ouvrit ; l'armée autrichienne s'avança en silence, défila lentement, et alla, corps par corps, mettre bas les armes dans un terrain que l'on avait disposé pour les recevoir. Cette journée, si pénible pour les Autrichiens, mit en notre pouvoir 36,000 hommes ; 6,000 avaient été pris dans Memmingen, environ 2,000 au combat de Wertingen. Si on ajoute à cela ce qui tomba dans nos mains au combat d'Elchingen et dans la poursuite de l'archiduc, on trouvera que ce n'est pas exagérer que d'évaluer la perte totale de l'armée autrichienne à 50,000 hommes, 70 pièces de canon, et environ 3,500 chevaux, qui servirent à monter une division de dragons qui

(1) 20 octobre 1805.

était venue de Boulogne à pied. La cérémonie dura toute la journée. L'empereur était placé sur un monticule en avant, au centre de son armée ; on avait allumé un grand feu, près duquel il reçut les généraux autrichiens, au nombre de dix-sept, parmi lesquels, le maréchal Mack, général en chef ; Klenau, Giulay ; Jellachich Maurice Liechtenstein, Godesheim, Fresnel, ces deux derniers étaient officiers français, et émigrés avec le régiment des hussards de Saxe. Je ne me rappelle pas le nom des autres. Ils étaient tous fort tristes ; et ce fut l'empereur qui soutint la conversation ; il leur dit entre autres choses :

« Il est malheureux que d'aussi braves gens que vous, dont les noms sont honorablement cités partout où vous avez combattu, soient les victimes des sottises d'un Cabinet qui ne rêve que des projets insensés, et qui ne rougit pas de compromettre la dignité de l'Etat et de la nation en trafiquant des services de ceux qui sont destinés à la défendre. C'est déjà une chose inique, que de venir, sans déclaration de guerre, me prendre à la gorge : mais c'est être coupable envers ses peuples, que d'appeler chez eux une invasion étrangère ; c'est trahir l'Europe que d'immiscer les hordes asiatiques dans nos débats. Au lieu de m'attaquer sans motif, le Conseil Aulique eût dû s'allier à moi pour repousser l'armée russe. C'est une chose monstrueuse pour l'histoire, que cette alliance de votre Cabinet ; elle ne peut être l'ouvrage des hommes d'Etat de votre nation : c'est, en un mot, l'alliance des chiens et des bergers avec les loups, contre les moutons. En supposant que la France eût succombé dans cette lutte, vous n'auriez pas tardé à vous apercevoir de la faute que vous aviez faite. »

Cette conversation ne fut pas perdue pour tous : cependant aucun ne répondit. Il se passa là, devant les généraux autrichiens une scène qui déplut beaucoup à l'empereur. Un officier-général, qui aime à

faire de l'esprit, racontait tout haut le bon mot qu'il mettait dans la bouche d'un des soldats de son corps d'armée. Il passait devant leurs rangs, disait-il, et leur avait adressé ces paroles : « Eh bien ! soldats, voilà bien des prisonniers. » — « C'est vrai, mon général, » lui réondit l'un d'entre eux, nous n'avions jamais vu tant de j... f..... à la fois. » L'empereur, qui avait l'oreille à tout, entendit ce propos ; il en fut fort mécontent, et envoya un de ses aides de camp dire à cet officier-général de se retirer ; il nous dit à demi-voix : « Il faut se respecter bien peu pour insulter des hommes aussi malheureux. »

L'empereur revint coucher à Elchingen, et partit le lendemain pour Augsbourg, où il logea chez l'évêque. Il y resta le temps nécessaire pour organiser une nouvelle combinaison de marches, et partit. Il avait appris d'une manière à peu près sûre que les Russes approchaient. Des voyageurs arrivant de Linz avaient vu entrer dans cette ville les premières troupes de cette nation ; à mesure qu'elles débouchaient, elles se placaient sur des chariots rassemblés d'avance, et partaient en poste vers la Bavière ; cette précipitation était vraisemblablement le résultat de l'avis qu'avait eu le général en chef Kutusof, que nous avions passé le Rhin. Il ne tarda pas à apprendre les événements qui avaient eu lieu devant Ulm, et changea de projets.

L'empereur ne put croire pendant quelque temps à la marche de Kutusof en Bavière ; il lui paraissait, nous dit-il, naturel que ce général se fût remis aux troupes de l'archiduc Ferdinand en Bohême, et qu'il eût marché contre Bernadotte, en remontant le Danube. S'il eût pris une position entre Ingolstadt et Neubourg, il aurait pu préserver de notre invasion les Etats héréditaires d'Autriche, d'autant qu'il connaissait la politique de la Prusse. D'Augsbourg, l'empereur alla à Munich (1) ; il y reçut

(1) C'est le 24 octobre que l'empereur entre à Munich avec la Garde Impériale.

toutes les autorités bavaroises, et leur promit de ne pas oublier leur pays dans le traité de paix. L'Electeur n'était pas encore rentré dans sa capitale, mais il n'avait omis aucun ordre pour que la réception de l'empereur fût convenable et proportionnée aux avantages de la Bavière retirait des premiers succès de la campagne. Les Bavarois firent éclater leur reconnaissance par des illuminations ; et quoique la ville fût pleine de soldats français, ils ne firent entendre aucune plainte. Cependant il était impossible qu'il n'y eût pas de désordre. Notre armée passa l'Iser sur tous les ponts, depuis celui de Munich jusqu'à Plading, et s'approcha de l'Inn (1).

L'empereur, avec une forte partie de l'armée, prit la route de Mülhdorf ; les premières troupes russes étaient venues jusque-là; et s'en étaient retournées après qu'elles eurent appris l'aventure du maréchal Mack. A partir de Mülhdorf, nous ne trouvâmes pas un pont qui ne fût à refaire en entier ; les Russes les brûlaient d'une manière qui nous était jusqu'alors inconnue, si bien que nous fûmes obligés de faire marcher à l'avant-garde des compagnies de sapeurs avec des ingénieurs, qui eurent fort à faire.

De Mülhdorf, l'empereur se rendit à Burkhausen, puis à Braunau. On croyait qu'il y avait une garnison dans cette place : on fut fort étonné d'en trouver les portes ouvertes, les fortifications en très bon état, bien palissadées, l'artillerie sur les remparts, et des vivres plein les magasins. Le pont de l'Inn était brûlé. Deux mille hommes dans cette place nous eussent fait beaucoup de mal, en ce qu'ils nous auraient obligés de les bloquer, et de déranger toutes les directions de nos communications ; ce qui eût été un grand inconvénient pour

(1) Le 27, la Grande Armée arrive sur l'Inn, chasse les troupes autrichiennes qui veulent défendre la rive opposée et passe la rivière. Le lendemain presque toutes les forces françaises se trouvèrent sur la rive droite. (D. L.).

nous, parce que la saison devenait très pluvieuse (1). L'empereur jugea qu'il fallait qu'on eût perdu la tête pour commettre de pareilles fautes, et fit de suite mettre la main à l'ouvrage pour raccommoder le pont. Il était toujours à cheval, quelque temps qu'il fît : il ne voyageait en voiture que quand son armée était à trois ou quatre marches en avant ; c'était un calcul de sa part : le point où il se trouvait entrait toujours dans ses combinaisons parce qu'il trompait les observateurs, et les distances n'étaient rien pour lui ; il les franchissait avec la rapidité de l'aigle.

Il ne resta à Braunau qu'une nuit, et partit par la route de Linz ; l'armée était à peu près rassemblée. Il marchait avec précaution, de manière à pouvoir manœuvrer, et être partout de sa personne. Il alla donc à petites journées jusqu'à Linz. On suivait les Russes à la trace ; mais le raccommodage des ponts nous prenait un temps qui leur donnait de l'avance. Le pont de Linz était brûlé : l'empereur ordonna de le rétablir ; il fit passer de l'infanterie sur la rive gauche, et comme il animait tout par sa présence, la cavalerie ne tarda pas à pouvoir passer (2).

On en jeta sur les routes de la Bohême, et on fit marcher, pour l'appuyer, deux divisions d'infanterie, commandées par le maréchal Mortier. L'empereur fit ces dispositions, parce qu'il craignait que les Russes ne lui dérobassent leur retraite, en passant le Danube à l'improviste ; et, comme il était arrêté à chaque pas par la rupture des ponts, il imagina de faire marcher par les deux rives du fleuve, attendu que le corps qui descendait la rive gauche, ne rencontrant pas les mêmes obstacles, pouvait aisément déborder les Russes, et, par conséquent, les obliger à aller chercher un passage plus loin. L'em-

(1) Le maréchal Lannes s'empara de Brauneau le 29 octobre. (D. L.).

(2) Le général Milhaud s'empare de la ville le 1er novembre 1806. (D. L.).

pereur reçut dans cette ville la visite de l'électeur de Bavière, qui, arrivé à Munich après son départ, était accouru lui rendre ses devoirs, conduisant son fils aîné avec lui ; ils dînèrent l'un et l'autre avec l'empereur, et retournèrent à Munich.

Le maréchal Duroc, expédié, comme je l'ai dit plus haut, au roi de Prusse, avant le départ de Boulogne, joignit également l'empereur dans cette ville. Il ne rapportait rien de satisfaisant de sa mission ; mais du moins il donnait l'assurance que la conduite du Cabinet de Berlin serait subordonnée aux événements, c'est-à-dire qu'il faudrait combattre cette puissance, si la fortune nous était défavorable. L'empereur pensa que les événements d'Ulm lui avaient fait faire des réflexions, mais, en résultat, que nous n'avions rien de solidement établi à Berlin. L'empereur reçut à Linz des nouvelles de l'armée d'Italie sous les ordres du maréchal Masséna : elle avait passé l'Adige le 27 octobre, et avait attaqué l'armée de l'archiduc Charles dans la position de Caldiero (1) : l'affaire, quoique indécise, fut fort meurtrière ; cependant l'archiduc se retira, vraisemblablement parce qu'il avait connaissance de la marche de l'empereur sur Vienne (2).

Il vint à Linz un parlementaire de l'empereur d'Autriche ; c'était le général Giulay qui avait été compris dans la capitulation d'Ulm. Il avait vu notre armée dans cette circonstance, et en avait été rendre compte à Vienne. D'une autre part, la monarchie était gravement compromise, malgré les ressources qu'elle conservait encore ; elle avait besoin de gagner du temps pour rallier l'armée de l'archiduc Charles qui accourait d'Italie à l'armée russe, et elle voulait les réunir par le pont de Vienne. Si elle eût pu opérer cette jonction, elle se fût trouvée dans une situation respectable.

Le général Giulay venait, en conséquence, assurer

(1) Le 30 octobre.

(2) Le 7 novembre. — (3) L'empereur quitte Linz le 9. (D. L.).

des intentions pacifiques de son souverain, et proposer un armistice. L'empereur lui répondit qu'il ne demandait pas mieux que de faire la paix, mais qu'on pouvait traiter sans suspendre le cours des opérations. Il observa au général Giulay qu'il n'avait pas de pouvoirs de la part des Russes, qui, d'après cela, seraient en droit de ne pas reconnaître l'armistice ; il l'invita à aller se mettre en règle et le congédia.

L'empereur partit de Linz, et prit la route de Vienne. Arrivé à Saint-Pœlten, il y fut retenu le 8 novembre un ou deux jours par un accident arrivé au corps du maréchal Mortier, sur la rive gauche du Danube : une de ses deux divisions avait considérablement devancé l'autre, et s'était portée jusqu'à Krems, où les Russes avaient déjà repassé le Danube sur le pont de cette ville, et l'avaient ensuite brûlé. Avertie de cette circonstance, l'armée russe fit ses dispositions et marcha sur nous ; elle attaqua la division française, à laquelle elle était incomparablement supérieure, l'enveloppa, lui fit éprouver de grandes pertes, et l'aurait infailliblement détruite, si la deuxième division ne fût venue la dégager. Les Russes nous prirent trois aigles : ce sont les premières que nous ayons perdues.

Ce petit échec donna de l'humeur à l'empereur, et le fit rester à Saint-Pœlten vingt-quatre heures de plus. Le général Giulay, qui avait déjà été prendre ses instructions, le rejoignit dans cette ville. Il était plus pressant que la dernière fois, car le mal empirait, mais il n'était pas plus en règle, de sorte qu'il n'eut pas une meilleure réception. L'Autriche voulait évidemment sauver Vienne et gagner du temps ; il n'y avait que danger pour nous à accorder ce qu'elle demandait.

L'on partit de Saint-Pœlten pour Vienne : les maréchaux Lannes et Murat étaient entrés dans cette capitale (1), pour la défense de laquelle on n'avait

(1) Le 13 novembre, l'empereur y entre le soir sans apparence. (D. L.).

fait aucune disposition, malgré son enceinte de fortifications et sa nombreuse artillerie. Ils exécutèrent une surprise qui a eu une si grande influence sur le reste de la campagne, que l'on ne peut la passer sous silence.

Le général Giulay n'était pas encore de retour aux avant-postes autrichiens, lorsque nos troupes entrèrent à Vienne. Le bruit d'un armistice y était répandu par les ennemis eux-mêmes, et nous le favorisions : on savait que le général Giulay était encore chez l'empereur. On le voyait aller et venir continuellement depuis une quinzaine de jours. Comme il n'était pas repassé, le bruit acquérait de la vraisemblance. Le petit corps autrichien qui, de Vienne, s'était retiré sur la rive gauche du Danube, avait fait les dispositions nécessaires pour brûler le pont du Tabor, et s'était borné à le couvrir par un poste de hussards, laissé à cet effet sur la rive droite. Les maréchaux Lannes et Murat, voulant s'assurer de ce moyen de passage si essentiel à l'armée, se rendirent eux-mêmes, accompagnés de quelques officiers, au poste des hussards autrichiens, où ils répétèrent tous les propos qui couraient au sujet de l'armistice. Le commandant du poste les prit pour de simples officiers ; ils se promenèrent à pied avec lui, et, tout en conversant, ils le menèrent sur le pont même, qui est d'une longueur extrême. Des officiers autrichiens des troupes qui étaient à l'autre bord, c'est-à-dire de la rive gauche, vinrent prendre part à la conversation. La colonne de grenadiers du maréchal Lannes, qu'un officier intelligent conduisait profita du moment où ils avaient le visage tourné vers la rive gauche. Elle s'était avancée par les rues des faubourgs de Vienne qui sont dans l'île du Prater ; elle empêcha les vedettes de hussards de retourner pour donner l'alerte : l'officier français leur dit que c'était un poste qu'il allait poser sur le bord du fleuve ; elles le crurent, n'avertirent pas leur poste, qui vit tout d'un coup déboucher derrière lui, à l'entrée du grand pont, la tête de la colonne. Les hussards au-

trichiens de cette grand'garde ne voyant pas leur officier, qui était derrière eux, sur le pont avec les maréchaux Lannes et Murat, ayant d'ailleurs l'esprit plein des idées d'armistice, ne bougèrent pas. La colonne de grenadiers, prenant le pas redoublé, entra sur le pont et se hâta de gagner l'autre rive, en jetant à l'eau tous les artifices disposés pour incendier le pont.

Les officiers autrichiens s'aperçurent trop tard de la faute qu'ils avaient faite, mais il n'était plus temps : et leurs canonniers, qui étaient à leurs pièces à l'autre bord, ne concevant rien à ce qui se passait sous leurs yeux, n'osaient pas tirer, parce qu'ils voyaient leurs officiers sur le pont en conversation avec les nôtres. Ils laissèrent arriver la colonne jusqu'à eux, et virent bientôt prendre leurs canons, ainsi qu'eux-mêmes et tout ce qui était là. Jamais surprise ne fut mieux conduite et n'eut un plus grand résultat. La réunion des armées russes avec celle que l'archiduc Charles ramenait d'Italie fut dès lors impossible.

L'armée se dirigea de tous les points sur Vienne : elle passa le Danube, et se mit en marche par la route de Znaym pour joindre les Russes, qui avaient repassé le Danube à Stein, qui n'est séparé de Krems que par le pont.

Cette surprise du pont du Tabor fit grand plaisir à l'empereur. Il vint mettre son quartier général au château de Schœnbrunn (1), et fit ses dispositions pour manœuvrer avec toutes ses forces, soit sur les Russes, soit sur l'archiduc Charles, suivant que l'un ou les autres se trouveraient à sa portée.

L'armée du général Kutusof, qui avait repassé le Danube à Stein, marchait par Znaym pour rejoindre à Olmutz la grande armée russe, où se trouvait l'empereur Alexandre. Si, au lieu de passer le Danube, ce général fût venu occuper Vienne, il aurait donné une autre face aux affaires. Il ne le fit pas, on le croit du moins, parce qu'il craignit que

(1) Le 14 novembre.

le corps du maréchal Davout, qui marchait à notre droite, ne descendit des montagnes du Tyrol, après avoir battu et dispersé le corps autrichien du général Merfeldt, et ne parvînt à entrer à Vienne avant lui, ce qui aurait pu arriver ; mais s'il eût pris cette résolution depuis son départ de Linz et qu'il eût marché en conséquence, rien ne l'eût arrêté. On trouva dans les magasins et arsenaux de Vienne de l'artillerie et des munitions pour faire deux campagnes ; nous n'eûmes plus besoin de rien tirer de Strasbourg ni de Metz, nous pûmes au contraire faire refluer un matériel considérable sur ces deux grands établissements. Vienne était devenue la capitale de l'empereur, et la source de tous ses moyens. La marche de tous les convois en devint plus rapide.

L'occupation de Vienne et la surprise du grand pont du Tabor changèrent la situation des affaires. L'archiduc Charles fut obligé de se jeter à droite et de gagner la Hongrie ; pour lui allonger le chemin, on fit marcher de suite sur Presbourg, ce qui éloignait de beaucoup le point par où il aurait pu se mettre en contact avec les Russes.

L'empereur mit dans Vienne le corps du maréchal Mortier, et en dehors, observant les routes d'Italie et de Hongrie, le corps du général Marmont ; ce qui faisait ensemble quatre divisions. Le maréchal Ney était resté dans le pays de Salzbourg devant Kufstein (1), qui avait une forte garnison.

Il se passa là un fait d'armes extrêmement honorable. Le maréchal Ney avait reçu ordre de pénétrer en Tyrol. Kufstein offrait une fortification inexpugnable du côté où il arrivait. Ney, dont le courage s'irritait contre les difficultés, ne balança pas à tenter l'escalade de la place. Il y aurait probablement péri lui-même avec le dernier de ses soldats, sans ce que fit le général Roguet, ancien colonel du 33e de ligne lors de la première conquête d'Italie, et que l'empereur affectionnait beaucoup. Ro-

(1) 14 novembre 1805.

guet était général de brigade dans le corps de Ney : il se rappela avoir lu, dans un ouvrage militaire, qu'il existait un chemin de chèvres, dans les montagnes, par lequel on pouvait aboutir dans la gorge que défendait Kufstein, et arriver sur ses derrières, que la prévoyance n'avait pas aussi bien défendus. Il va lui-même reconnaître ce sentier, au risque d'être pris. Après quoi faisant prendre à ses soldats double munitions, et avec l'assentiment du maréchal, qui ne comptait pas beaucoup sur son succès, il part le 6 novembre à la tête de sa brigade, gravit le premier ce périlleux défilé, enflamme le courage de ses soldats par son exemple, et parvient à amener toute sa brigade ; attaque Kufstein par la gorge, enfonce les portes de ce côté, et vient ouvrir les autres sur le front d'attaque au maréchal Ney, qui, sans ce coup hardi, eût perdu un monde prodigieux (1).

(1) Le 25e *Bulletin de la Grande Armée* cite en ces termes le beau fait d'armes de Ney :

« Le maréchal Ney avait eu la mission de s'emparer du Tyrol, il s'en est acquitté avec son intelligence et son intrépidité accoutumées. Il a fait tourner les forts de Scharnitz et de Luetasch, et s'en est emparé de vive force. Il a pris dans cette affaire 1,800 hommes, un drapeau et seize pièces de canons de campagne attelées. Le 16, à cinq heures après-midi, il a fait son entrée à Inspruck ; il y a trouvé un arsenal rempli d'une artillerie considérable ; 16,000 fusils et une immense quantité de poudre. Le même jour, il est entré à Hall, où il a aussi pris de très grands et très riches magasins, dont on n'a pas encore l'inventaire.

L'archiduc Jean, qui commandait en Tyrol, s'est échappé par Luschthal. Il a chargé un colonel de remettre tous les magasins aux Français, et de recommander à leur générosité 1,200 malades qui sont à Inspruck.

A tous ces trophées de gloire est venue se joindre une scène qui a touché l'âme de tous les soldats. Pendant la guerre dernière, le 76e régiment de ligne avait perdu deux drapeaux dans les Grisons. Cette perte était depuis longtemps pour ce corps le motif d'une affliction profonde. Ces braves savaient que l'Europe n'avait point oublié leur malheur quoiqu'on ne pût en accuser leur courage. Ces drapeaux, sujets

Toutes les troupes que l'empereur avait laissées aux environs de Vienne, sur la rive droite, eussent été les premières employées, s'il eût été plus avantageux ou plus urgent d'agir contre l'archiduc Charles. L'empereur témoigna un peu de mécontentement de ce que le maréchal Masséna ne marchait pas de manière à pouvoir se joindre à lui, en même temps que l'archiduc aurait pu joindre les Russes ; il croyait que cela lui était possible. L'empereur ne voulait jamais s'imaginer que là où il n'était pas, le zèle, quoique le même, rencontrait souvent des obstacles dans la hiérarchie de sous-ordres. Le fait est que l'arrivée du maréchal Masséna lui eût fait un extrême plaisir ; mais il fut obligé de manœuvrer de manière à pouvoir s'en passer. Après avoir fait ses dispositions sur la rive droite, il partit pour Znaym, emmenant avec lui le reste de l'armée. Le jour même de son départ, notre avant-garde, sous les ordres des maréchaux Lannes et Murat, joignit l'arrière-garde du corps russe du général Kutusof ; ce fut à Hollabrunn que la rencontre eut lieu (1). Depuis que les Russes avaient repassé le Danube, ils auraient dû être fort loin, mais enfin on les trouva là. La lutte fut chaude ; ils s'y conduisirent en gens de valeur, et nous comme des hommes qui les cherchaient depuis longtemps. Le général Oudinot fut blessé dans cette affaire. On sut après que la seule division du prince Bagration s'était trouvée là : elle eut beaucoup de monde de tué ; nous eûmes de notre côté trois brigades employées.

d'un si noble regret, se sont trouvés dans l'arsenal d'Inspruck ; un officier les a reconnus ; tous les soldats sont accourus aussitôt. Lorsque le maréchal Ney les leur a fait rendre avec pompe, les larmes coulaient des yeux de tous les vieux soldats. Les jeunes conscrits étaient fiers d'avoir servi à reprendre ces enseignes, enlevées à leurs aînés par les vicissitudes de la guerre. L'empereur a ordonné que cette scène touchante soit consacrée par un tableau. Le soldat français a pour ses drapeaux un sentiment qui tient de la tendresse. Ils sont l'objet de son culte comme un présent reçu des mains d'une maîtresse. » (D. L.).

(1) Le 15 novembre 1805.

Les Russes continuèrent à se retirer sur Znaym, et nous à les poursuivre avec tous nos moyens.

L'empereur avait fait marcher le corps du maréchal Davout de Vienne, par la route de Nicolsbourg.

Depuis que nous étions dans la ligne de retraite des Russes, nous aurions pu les suivre par leurs traînards et leurs malades ; les soldats, qui arrivaient pour la première fois en lice, avaient un air de stupidité qui ne les rendait pas redoutables aux nôtres. Il était aisé de voir combien il devait manquer de choses au mécanisme de cette armée, qui depuis a beaucoup acquis. A Znaym, l'empereur apprit que l'armée russe avait marché par la route de Brunn ; et il fit prendre ce même chemin à son armée. Il fut joint dans cette ville par les quatre régiments de cavalerie légère du maréchal Bernadotte qui étaient commandés par le général Kellermann ; ils arrivaient par la route de Budweis, et avaient laissé Bernadotte (1) et son corps à Iglau, en Bohême. L'infanterie bavaroise avait suivi son mouvement : on lui envoya la cavalerie de la même nation pour remplacer celle de Kellermann.

Cette cavalerie bavaroise, commandée par le général de Wrede, était exténuée de fatigue : on l'avait fait marcher en tout sens ; mais, comme on la rapprochait des événements, l'archiduc Ferdinand, que l'on poursuivait depuis Ulm sur cette direction de la Bohême, n'était plus alors l'objet dont on s'occupait le plus attentivement.

L'empereur partit de Znaym pour Brunn. Il avait donné le commandement des grenadiers réunis au maréchal Duroc, auquel il désirait faire faire quelque chose pendant la campagne. Le général Oudinot, blessé, avait été transporté à Vienne.

En arrivant à Brunn, l'empereur trouva la citadelle évacuée, les magasins pleins de munitions,

(1) On a vu plus haut que des environs d'Ingolstadt il avait été envoyé contre l'archiduc Ferdinand, pour empêcher sa réunion avec la grande armée par la Bohême.

et, par une négligence qui ne peut se concevoir, des munitions de guerre confectionnées, que nous pûmes employer de suite (1), les fonctionnaires autrichiens nous remettaient tout cela avec une si grande fidélité, qu'on aurait cru qu'ils en avaient l'ordre.

L'empereur poussa, le même soir, toute la cavalerie sur la route d'Olmütz, et s'y porta lui-même. On rencontra l'arrière-garde ennemie à la première poste sur cette route (2). La cavalerie russe chargea bravement tout ce qui la poursuivait, et nous aurait menés battant, si les grenadiers à cheval de la Garde, qui étaient là, n'eussent coupé en deux cette ligne russe. Les cuirassiers achevèrent de disperser l'autre partie qui talonnait ses troupes légères.

Il était nuit close quand cette échauffourée se termina. L'empereur retourna à Brunn, et vint le lendemain sur le terrain où s'était passée cette affaire, pour placer son armée, qui arrivait dans plusieurs directions. Il porta sa cavalerie d'avant-garde jusqu'à Vichau ; il y alla lui-même, et, en revenant, il parcourut au pas de son cheval toutes les sinuosités et ondulations du terrain situé en face de la position qu'il avait ordonné de prendre. Il s'arrêtait à chaque hauteur, faisait mesurer des distances, et nous disait souvent : *Messieurs, examinez bien ce terrain : vous aurez un rôle à y jouer.* C'était celui où s'est livrée la bataille d'Austerlitz, et qui fut depuis occupé par les Russes, avant la bataille. Il passa toute la journée à cheval, vit la position de chacun des corps de son armée, et remarqua, à la gauche de la division du général Suchet, un monticule isolé, dominant tout le front de cette division. Ce Centon était là comme exprès ; il y fit placer, dans la même nuit, quatorze pièces de ca-

(1) Depuis la paix de Lunéville, les Autrichiens avaient changé l'armement de leur infanterie. Ils avaient substitué à son lourd fusil celui qu'elle a aujourd'hui, et qui se trouve du même calibre que le nôtre. *(Note dans l'édition originale.)*

(2) 21 novembre 1806.

non autrichiennes, de celles trouvées à Brunn. Comme la plate forme, à son sommet, était trop étroite pour y placer des caissons, on amassa derrière chaque pièce deux cents gargousses ; puis on fit couper le pied du Centon en escarpement, de manière à se garantir d'un assaut. L'empereur revint coucher à Brunn (1).

(1) Napoléon reste à Brunn du 20 au 30 novembre, avant-veille de la bataille d'Austerlitz. (D. L.).

CHAPITRE IV

Nouveaux envoyés de l'empereur d'Autriche. — Défaite de Trafalgar. — Mission au quartier général russe. — L'empereur Alexandre. — Longue conférence avec ce souverain. — Ses vues et ses projets. — M. de Nowosiltzof. — Retour au camp français. — Nouvelle mission près de l'empereur de Russie. — Le prince Dolgorouki est envoyé près de l'empereur Napoléon. — Le carabinier. — On se prépare à livrer bataille. — Dispositions. — Attaque générale. — Bataille d'Austerlitz. — Les Russes sont culbutés sur tous les points. — Sollicitude de l'empereur pour les blessés.

Depuis l'occupation de Vienne et l'affaire de Hollabrunn, l'empereur était fort sollicité par tout ce qui l'entourait de faire la paix ; il y était assez disposé : mais les Russes étaient en présence, il fallait d'abord se mesurer. Il lui arriva le lendemain deux envoyés de la part de l'empereur d'Autriche, parmi lesquels était M. de Stadion ; je ne me rappelle pas le nom de l'autre, je crois que c'était encore le général Giulay. L'empereur les reçut, leur parla sans doute de ses intentions : mais comme ces messieurs ne venaient encore traiter que pour l'Autriche, annonçant que l'empereur de Russie enverrait incessamment lui-même quelqu'un pour ce qui le concernait, l'empereur Napoléon, qui voulait absolument que cette puissance fût comprise dans le traité, comme il l'avait fait connaître précédemment, les renvoya sans ouvrir de discussion. M. de Talleyrand avait reçu ordre de venir à Vienne, dont le général Clarke avait été nommé gouverneur. L'empereur lui adressa MM. les députés autrichiens, et donna à leur sujet quelques instructions particulières au général Clarke, après quoi, il continua ses opérations militaires. Il y avait déjà plusieurs jours qu'il était à Brunn, lorsqu'il fit rapprocher le corps

de Bernadotte ; il avait, pour sentir l'approche d'un événement, un tact qui le rendait le maître de la faire tourner comme il lui convenait.

Il me fit appeler à la pointe du jour ; il venait de passer la nuit sur ses cartes, ses bougies étaient brûlées jusqu'aux flambeaux : il tenait à la main une lettre ; il fut quelques moments sans me parler, puis tout à coup il me dit : « Allez-vous-en à Olmütz, vous remettrez cette lettre à l'empereur de Russie, et vous lui direz qu'ayant appris qu'il était arrivé à son armée, je vous ai envoyé le saluer de ma part. » Il ajouta : « S'il vous questionne, vous savez ce qu'on doit répondre en pareille circonstance » (1).

Je quittai l'empereur pour gagner nos avant-

(1) L'empereur avait reçu la nouvelle du désastreux combat naval de Trafalgar.

L'amiral Villeneuve, après son combat contre l'amiral Calder, avait rallié l'escadre du Ferrol et était allé à Cadix avec l'escadre espagnole. L'empereur avait sans doute ordonné au ministre de la Marine de lui retirer le commandement de ses flottes, car celui-ci envoya l'amiral Rosilly pour le remplacer. Il en prévint Villeneuve par un courrier ; y ajouta-t-il quelques reproches, c'est ce que j'ignore : mais il fallait bien qu'il y eût quelque chose de semblable, puisque Villeneuve sortit de Cadix sans but avec les flottes française et espagnole, pour attaquer l'escadre anglaise, commandée par Nelson.

L'engagement eut lieu au cap Trafalgar. Nous avions en tout trente vaisseaux ou même trente-et-un. Les Anglais n'en avaient pas au delà de trente-deux ou trente-trois, et cependant nous fûmes non seulement battus, mais détruits ; en résultat, nous perdîmes dix-huit vaisseaux, le reste rentra à Cadix. A la vérité, l'amiral Nelson fut tué dans le combat, mais cela ne faisait rien à l'honneur des armes. Villeneuve fut pris et emmené en Angleterre. (2)

L'amiral espagnol Gravina fut blessé et mourut des suites de sa blessure. On reprocha beaucoup à l'amiral Dumanoir, qui commandait quatre vaisseaux de réserve, d'avoir amené sans combattre ; on prétendit que, s'il avait attaqué, il aurait réparé les affaires ; il fut traduit à un Conseil de guerre, et acquitté, comme cela était habituel. *(Note de l'édition originale.)*

postes, à Wischau, où je pris un trompette, pour me rendre à ceux des Russes, sur la route d'Olmütz : ils n'étaient qu'à environ une lieue des nôtres. Je trouvai que nous étions bien avancés à Wischau, et hors de notre ligne naturelle ; mais les officiers qui y étaient, devaient le voir et se tenir sur leurs gardes. Je continuai ma route. Je fus retenu au premier poste de cosaques, jusqu'à ce que l'on eût fait prévenir le prince Bagration, qui commandait l'avant-garde russe, lequel envoya pour me recevoir, le prince Troubetskoï, par qui je fus conduit près de

La bataille de Trafalgar eut lieu le 21 octobre 1805. C'est à son retour d'Angleterre que Villeneuve fut trouvé mort le 23 avril 1806, dans la chambre de l'hôtel où il était descendu à Rennes : il s'était frappé d'un coup de couteau au cœur. Il avait laissé sur la table une lettre qui faisait connaître les motifs de sa mort. Cette lettre que le ministre de la Marine, d'accord avec la famille de l'amiral Villeneuve, avait jugé à propos de tenir secrète, fut publiée pour la première fois en 1828, dans le 36ᵉ volume des *Annales maritimes*. Elle est adressée à Mᵐᵉ Villeneuve, née Dantoine, à Valensolles (Basses-Pyrénées) et datée du 21 avril :

« Ma tendre amie, comment recevras-tu ce coup, hélas ! Je pleure plus sur toi que sur moi. C'en est fait, je suis arrivé au terme où la vie est un opprobre et la mort un devoir. Seul ici, frappé d'anathème par l'empereur, repoussé par son ministre qui fut mon ami, chargé d'une responsabilité immense dans un désastre qui m'est attribué et auquel la fatalité m'a entraîné, je dois mourir. Je sais que tu ne peux goûter aucune apologie de mon action. Je t'en demande pardon, mille fois pardon, mais elle est nécessaire et j'y suis entraîné par le plus violent désespoir. Vis tranquille, emprunte les consolations des doux sentiments de la religion qui t'animera : mon espérance est que tu y trouveras un repos qui m'est refusé. — Adieu, adieu, sèche les larmes de ma famille et de tous ceux auxquels je puis être cher. Je voulais tenir, je ne puis. Quel bonheur que je n'aie aucun enfant pour recueillir mon horrible héritage et qui soit chargé du poids de mon nom ! Ah ! je n'étais pas né pour un pareil sort, je ne l'ai pas cherché, j'y ai été entraîné malheureusement. Adieu ! adieu ! »

Il y avait en outre, à côté de cette lettre, plusieurs sommes d'argent avec les nom des donataires inscrits de la main de Villeneuve. (D. L.).

lui. De l'avant-garde, on me mena à Olmütz, chez le général en chef Kutusof ; ce petit voyage se fit la nuit, à travers toute l'armée russe, que je vis se rassembler, et prendre les armes à la pointe du jour (1).

J'arrivai chez le général Kutusof à huit heures du matin ; il logeait au faubourg d'Olmütz ; on ployait tout chez lui. Je vis bien qu'il se disposait à suivre le mouvement de son armée. Il me demanda la dépêche dont j'étais porteur pour l'empereur Alexandre, en me faisant observer qu'il était couché dans la forteresse, et qu'on ne pouvait pas m'en ouvrir les portes. Je lui répondis que j'avais ordre de la remettre en main propre, que je n'étais pas pressé, et que j'attendrais l'heure la plus commode pour l'empereur ; que, s'il devait en être autrement, je le priais de me faire reconduire à nos avant-postes, et que l'empereur Napoléon enverrait ensuite sa lettre par la voie d'un trompette. Le général Kutusof n'insista pas, et partit, me laissant avec un officier de son état-major. Je vis là une foule de jeunes russes attachés aux différentes branches ministérielles de leur pays, qui parlaient à tort et à travers de l'ambition de la France (1), et qui, dans leurs projets de la réduire à l'état de ne pouvoir plus nuire, faisaient tous le calcul de *Perrette et du pot au lait*.

J'étais dans une position à devoir souffrir toutes ces balivernes, et n'y répondis pas. Il était dix heures du matin, lorsqu'un mouvement eut lieu dans la rue. Je demandai ce que c'était ; on me répondit : *L'empereur lui-même*. Il s'arrêta devant la maison

(1) Une circonstance m'étonna, c'est que ces Russes dormaient pour la plupart déshabillés, et même sans chemise auprès du feu. Je n'avais jamais vu semblable bivouac. Nous étions à la fin de novembre. *(Note dans l'édition originale.)*

(1) Les Français pourraient aujourd'hui parler avec plus de raison de l'ambition de la Russie. *(Note dans l'édition originale.)*

dans laquelle j'étais, mit pied à terre, et entra ; je n'eus que le temps de jeter mon manteau, et de tirer de mon portefeuille ma dépêche, avant qu'il fût dans la pièce où l'on me tenait. D'un geste, il fit sortir tout le monde, et nous restâmes seuls. Je ne pus me défendre d'un sentiment de crainte et de timidité en me trouvant en face d'un aussi magnifique souverain ; il imposait par son air de grandeur et de noblesse. La nature avait beaucoup fait pour lui, et il aurait été difficile de trouver un modèle aussi parfait et aussi gracieux ; il avait alors vingt-six ans. J'éprouvai du regret de le voir engagé personnellement dans d'aussi mauvaises affaires que l'étaient alors celles de l'Autriche ; mais aussi je compris toutes les facilités qu'avait eues l'intrigue pour obtenir des succès sur un esprit qui ne pouvait pas encore avoir assez d'expérience pour bien comprendre toutes les difficultés qui existaient pour conduire à bonne fin tout ce qui était à l'horizon politique de l'Europe de l'hiver de cette année 1805. Je lui remis ma lettre, en lui disant « que l'empereur, mon maître, ayant appris son arrivée à son armée, m'avait chargé de lui porter cette dépêche, et de venir le saluer de sa part. » L'empereur Alexandre avait déjà l'ouïe un peu dure du côté gauche : il approchait l'oreille droite pour entendre ce qu'on lui disait.

Il parlait par phrases entrecoupées ; il articulait assez fortement ses syllabes, de sorte que son discours n'était jamais long. Au reste, il parlait la langue française dans toute sa pureté, sans accent étranger, et employait toujours ses belles expressions académiques. Comme il n'y avait point d'affectation dans son langage, on jugeait aisément que c'était un des résultats d'une éducation soignée. L'empereur, prenant la lettre, me dit : « Je suis sensible à la démarche de votre maître ; c'est à regret que je suis armé contre lui, et je saisirai avec beaucoup de plaisir l'occasion de le lui témoigner. Depuis longtemps, il est l'objet de mon admiration. », Puis changeant de sujet, il me dit : « Je

vais prendre connaissance du contenu de sa lettre, et vous en remettrai la réponse. »

Il passa dans une autre pièce, et me laissa seul dans celle où j'étais. Il revint après une demi-heure, et tenant sa réponse l'adresse en dessous, il commença ainsi :

Monsieur, vous direz à votre maître que les sentiments exprimés dans sa lettre m'ont fait beaucoup de plaisir ; je ferai tout ce qui dépendra de moi pour lui en donner le retour. Je ne suis point disposé à être son ennemi ni celui de la France. Il doit se rappeler que du temps de feu l'empereur Paul, n'étant encore que grand-duc, lorsque les affaires de la France éprouvaient de la contrariété et ne rencontraient que des entraves dans la plupart des Cabinets d'Europe, je suis intervenu, et ai beaucoup contribué, en faisant prononcer la Russie, à entraîner par son exemple toutes les autres puissances de l'Europe à reconnaître l'ordre de choses qui était établi chez vous. Si aujourd'hui je suis dans d'autres sentiments, c'est que la France a adopté d'autres principes, dont les principales puissances de l'Europe ont conçu de l'inquiétude pour leur tranquillité. Je suis appelé par elles pour concourir à établir un ordre de choses convenable et rassurant pour toutes. C'est pour atteindre ce but que je suis sorti de chez moi. Vous avez été admirablement servi par la fortune, il faut l'avouer ; mais en allié fidèle je ne me séparerai pas du roi des Romains (il désignait l'empereur d'Allemagne), dans un moment où son avenir repose sur moi. Il est dans une mauvaise situation, mais pas encore sans remède Je commande à de braves gens ; et si votre maître m'y force, je leur commanderai de faire leur devoir.

Réponse. Sire, j'ai bien retenu ce que Votre Majesté vient de me faire l'honneur de me dire. Je prends la liberté de lui faire observer que je n'ai près d'elle aucun caractère, ni n'ai d'autre mission que de lui apporter une lettre ; mais Votre Majesté me parle d'événements et de circonstances qui me sont connus ; j'ai traversé la révolution de mon pays, et si elle daigne me préciser ce qu'elle vient de me faire l'honneur de me dire, je pourrai la satisfaire sur beaucoup de points. Je crois être sûr que l'empereur est plus que disposé à la paix : la démarche qu'il fait en ce moment pourrait en être une preuve, indépendamment de tout ce que je dirais à l'appui.

L'empereur. Vous avez raison ; mais il faudrait que les propositions qui l'ont précédée fussent conformes aux sentiments qui ont dicté cette démarche. Elle fait le plus grand honneur à sa modération ; mais est-ce vouloir la paix que de proposer des conditions aussi désastreuses pour un État que celles qui sont offertes au roi des Romains ? Je vois que vous ne les connaissez pas.

Réponse. Non, sire ; mais j'en ai ouï parler.

L'empereur. Eh bien ! si vous les connaissez, vous devez convenir qu'elles ne sont pas acceptables.

Réponse. Sire, le respect m'impose ici un devoir que j'observe ; mais puisque Votre Majesté veut bien m'écouter, j'aurai l'honneur de lui faire remarquer que l'empereur ne demande rien qui soit au-delà des prétentions qu'il peut appuyer, et qui sont le résultat d'une situation amenée par des événements qu'il n'avait pas provoqués. Il se croyait dans une paix profonde, surtout avec l'Autriche ; il était entièrement absorbé par le travail que lui donnait son expédition d'Angleterre ; il est tout à coup détourné de cette occupation, obligé d'abandonner les dépenses énormes qu'il a faites, et d'en ordonner de nouvelles pour soutenir une guerre que l'on commence sans déclaration préalable, au point que, sans un accident survenu à une de nos flottes, il eût été possible que notre armée se fût trouvée en Angleterre, lorsque les Autrichiens auraient paru sur le Rhin. La fortune couronne les efforts de l'empereur, et le met en possession de toutes les ressources de la monarchie autrichienne. Son armée n'a encore éprouvé que des pertes insignifiantes. Dans cette situation, qu'a-t-il à craindre des suites de la guerre ? Si elle se prolonge, elle ne peut qu'augmenter sa puissance. En admettant qu'il perde une bataille, elle n'aurait pas de conséquence bien fâcheuse pour lui. C'est aujourd'hui Vienne qui est sa capitale : son armée n'a plus rien de commun avec la frontière de France. Mais si l'Autriche éprouve une défaite, sire, quelles peuvent en être les suites ? Sur quoi établira-t-on les négociations ? Si donc, dans cette situation, l'empereur fait le premier des ouvertures de paix, on ne peut en soupçonner la sincérité. Il a cru devoir faire le premier pas, pour ménager la dignité de sa partie adverse ; mais il veut une paix durable avec de bonnes garanties.

L'empereur. C'est précisément pour obtenir une paix durable qu'il faut proposer des conditions raisonnables.

qui ne blessent point. Sans cela, elle ne peut être durable.

Réponse. Oui, sire ; mais il ne faut point faire la guerre à ses dépens. Que Votre Majesté considère ce que l'empereur perd par son départ de Boulogne ; quelle circonstance il manque pour la fin de la guerre d'Angleterre ; le temps inutilement employé, et enfin, sire, la flotte qu'il vient de perdre par une suite de tout cela. Que dirait la nation, si elle ne voyait pas de compensations de l'inutilité de tous les sacrifices qui lui ont été imposés pour une opération dont le succès était lié à son existence ? Ensuite quelle garantie de plus lui donnera-t-on, pour la durée de cette paix, qu'on ne lui avait donné pour la durée de la précédente, qui cependant a été rompue d'une manière jusqu'à présent sans exemple ?

Il me semble que, quelle que soit la paix que l'empereur fasse avec l'Autriche, il n'y a que les alliés de cette puissance qui y gagneront, et quant à lui, il en sortira toujours avec des pertes réelles : le seul avantage qu'il puisse en retirer, c'est la diminution de la puissance de son ennemi.

L'empereur. C'est précisément cette disposition à diminuer la puissance de ses voisins et à augmenter la sienne qui inspire de la crainte à tout le monde, et lui suscite continuellement des guerres. Vous êtes déjà une nation si forte par vous-mêmes, par votre réunion sous les mêmes lois, par l'uniformité de vos habitudes et de votre langage, que vous inspirez naturellement de l'effroi. Qu'avez-vous besoin de vous agrandir continuellement ?

Réponse. Je ne comprends pas ce que Votre Majesté veut me dire par nos agrandissements continuels, et hormis Gênes, je ne sache pas que nous ayons acquis un arpent de terre au-delà de ce qui a été concédé et reconnu par nos traités de paix, que nous avons été obligés de sceller deux fois de notre sang. Si c'est là-dessus que l'on veut revenir, c'est un compte à ouvrir de nouveau, quoique cette première querelle de la Révolution, dans laquelle nous n'étions pas agresseurs, ait été jugée sur tant de champs de bataille ; nous ne craindrons pas de nous y présenter de nouveau. Je ne vois que Gênes que nous ayons acquis depuis le traité de Lunéville.

L'empereur. Gênes d'abord, et ensuite l'Italie, à la-

quelle vous avez donné une forme de gouvernement qui la met sous vos lois.

Réponse. Je puis répondre à cela, sire, que nous avons pris Gênes malgré nous.

L'empereur. Qui vous y obligeait ?

Réponse. Sa position, et sa situation morale et physique. Votre Majesté serait dans l'erreur, si elle supposait qu'il y a eu un calcul d'intérêt ou d'ambition dans cette réunion.

Gênes, depuis longtemps, n'avait plus que ses palais de marbre ; depuis plus longtemps encore, cette petite république ne vivait que des capitaux acquis dans un commerce autrefois considérable, mais presque anéanti depuis par la faiblesse d'un gouvernement qui ne pouvait plus protéger sa navigation, même contre les Barbaresques ; elle en était, sous ce rapport, au même point que Venise.

Avant notre entrée en Italie, Gênes n'avait plus que son nom et son antique réputation ; son port devenait nul pour elle par le blocus des Anglais, que nous avions exclus de sa fréquentation. Son territoire était presque aussi nul, comparativement au besoin de sa population, et comme nos douanes bordaient sa frontière, les Génois étaient de tous côtés entourés de difficultés.

Ajoutez à cela que la bonté de son port et l'étendue de sa fortification, qui peut contenir une armée, lui attiraient une garnison étrangère, que lui envoyait la puissance principale, dès que la guerre commençait en Italie.

Placée ainsi entre tous les inconvénients de sa position, et n'ayant aucun des avantages de la protection d'une grande puissance, elle devait, ou compléter sa ruine, ou se jeter dans les bras d'un protecteur. Je demande à Votre Majesté qui elle pouvait choisir pour éviter les inconvénients que je viens de citer ?

Nous avons pris Gênes avec son actif et son passif : ce dernier était supérieur à l'autre. Il en est résulté conséquemment une charge pour notre trésor public.

Si la réunion de Gênes avait été un calcul d'ambition on n'eût pas tant tardé à le faire, parce qu'on s'aperçoit toujours de ce qui nous est le plus avantageux. Alors, dans nos différentes transactions avec l'Autriche, nous étions en position d'y placer cette stipulation, à laquelle elle n'aurait pas pu nous faire renoncer.

Quant à l'Italie, j'ai un argument plus fort encore. Elle est tout entière notre conquête ; nous l'avons arro-

sée de notre sang ; deux fois elle a retrouvé sa liberté et son existence politique par nos efforts. Si elle a commencé par une forme républicaine, c'était pour être en harmonie avec sa puissance conservatrice. Les deux changements qui ont eu lieu depuis sont une conséquence de l'intérêt qui l'associa à nos destinées. Elle a les mêmes lois, les mêmes usages et les mêmes règlements administratifs que la France. Nous nous sommes réciproquement communiqué ce que nous avons cru devoir adopter de nos habitudes, et si, en dernier lieu, elle a dû adopter une forme de gouvernement monarchique, comme venait de le faire la France, ne devait-elle pas choisir un monarque puissant, de l'appui duquel un Etat nouveau a toujours besoin ? Dans ce cas, elle n'avait qu'à opter entre l'Autriche et la France.

Nous venions de nous battre dix ans pour la conquérir, l'agrandir, l'arracher partie par partie aux Autrichiens, la constituer ; eussions-nous souffert un choix qui aurait détruit notre ouvrage ? Si l'Autriche n'a pas renoncé à l'Italie, nous nous battrons encore pour celle-ci, et si elle y a renoncé de bonne foi, peu lui importe comment l'Italie se gouverne.

Quant à elle, pouvait-elle, ayant besoin d'un protecteur, ne pas remettre avec confiance ses destinées dans la main de son fondateur et de son régénérateur, intéressé plus que personne au sort des contrées qui sont le berceau de sa gloire ?

L'empereur, en m'envoyant près de Votre Majesté, était bien loin de se douter que la guerre prenait sa source dans ces questions ; et si elles en sont le motif, non seulement je n'entrevois pas la possibilité de faire la paix, j'entrevois au contraire une guerre universelle.

L'empereur. Ceci n'est pas mon intention, et si celle de votre maître est telle que chacun puisse y trouver sa sécurité, il joindra à ses immenses travaux la plus grande de toutes les gloires, celle d'avoir mis fin à tant de calamités en faisant le sacrifice des avantages auxquels il pouvait prétendre ; et je suis persuadé qu'il ne sera pas insensible à la reconnaissance qu'on lui portera pour avoir fait, par sa modération, ce qu'il aurait pu arracher par la force.

Réponse. Je lui rapporterai exactement ce que Votre Majesté me fait l'honneur de me dire ; mais je la prie de considérer que c'est pour la troisième fois que nous traitons avec l'Autriche ; que dans la deuxième transaction, où nous pouvions beaucoup, nous n'avons im-

posé pour condition que la ratification de la première. Si cette fois nous nous en tenons encore là, qui nous dit que, dans une circonstance que l'on croira favorable, on ne reviendra pas encore sur cette question ?

L'empereur. C'est donc pourquoi il faut adopter des idées raisonnables et renoncer à une domination inquiétante pour tous vos voisins.

Réponse. Alors c'est la révision de tout ce qui a été fait depuis dix ans ; or, si l'on nous demande cela dans la situation où nous sommes, nous pouvons augurer de ce qu'on nous aurait imposé, si nous avions été vaincus : nous devons par conséquent profiter aussi des faveurs de la fortune et former des demandes proportionnées à celles qu'on nous aurait faites.

Ce n'est pas nous qui avons suscité ni commencé la guerre : elle nous a été heureuse, nous ne devons pas en supporter les frais, et je suis bien persuadé que l'empereur n'y souscrira pas.

L'empereur. Tant pis, parce que, malgré le cas particulier que je fais de son talent, et le désir que j'ai de pouvoir bientôt me rapprocher de lui, il m'obligera d'ordonner à mes troupes de faire leur devoir.

Réponse. Cela pourra être fâcheux : mais nous ne serons pas venus de si loin pour éviter l'occasion de leur donner une nouvelle preuve de notre estime. Nous nous flattons qu'elle ne diminuera rien de la bonne opinion qu'elles ont emportées de nous. Si cela doit être, je prie Votre Majesté de considérer que je ne suis point venu près d'elle comme un observateur et combien elle me ferait de tort, si, en usant de sa puissance, elle me retenait et me privait ainsi de l'occasion de remplir mon devoir, si les armées doivent se mesurer.

L'empereur. Non, non : je vous donne ma parole que vous ne serez pas retenu, et que vous serez reconduit chez vous ce soir même.

La conversation finissait : l'empereur me remettant sa réponse à la lettre que je lui avais apportée, tenant toujours l'adresse en dessous, il me dit :

Voici ma réponse : l'adresse ne porte pas le caractère qu'il a pris depuis. Je n'attache point d'importance à ces bagatelles : mais cela est une règle d'étiquette, et je la changerai avec bien du plaisir aussitôt qu'il m'en aura fourni l'occasion.

Je lus l'adresse qui portait ces mots : « Au chef du gouvernement français. »

Je lui répondis :

Votre Majesté a raison ; cela ne peut être qu'une règle d'étiquette, et l'empereur aussi ne la jugera pas différemment. Comme général en chef de l'armée d'Italie, il commandait déjà à plus d'un roi ; content et heureux du suffrage des Français, ce n'est que pour eux qu'il trouve de la satisfaction à être reconnu. Néanmoins je lui rendrai compte des dernières paroles de Votre Majesté.

Il me donna congé : je fus conduit plus tard par la route de Brunn à quatre ou cinq lieues de là, dans un bourg d'où l'empereur de Russie venait de partir, mais où toute sa chancellerie était encore. On m'y garda le reste de la journée ; pendant ce temps, je vis passer les gardes russes, qui arrivaient de Saint-Pétersbourg à l'armée. C'était une troupe magnifique, composée d'hommes énormes, et qui ne paraissaient pas trop fatigués d'un aussi long voyage.

Vers le soir, M. de Nowosiltzof, attaché aux relations extérieures de Russie, vint me faire connaître que l'empereur de Russie était parti pour l'armée, et qu'il avait donné ordre au prince Adam Czartoryski, son ministre des relations extérieures, de me faire reconduire à nos avant-postes ; que, d'après ce que j'avais dit à l'empereur, il avait jugé à propos de me faire accompagner par lui (M. de Nowosiltzof), afin de connaître les intentions de notre empereur ; que, dans tous les cas, il fallait que lui, M. de Nowosiltzof, s'abouchât avec M. de Haugwitz, ministre du roi de Prusse, qui devait être à Brunn, ou sur le point d'y arriver, et que la mission de M. de Haugwitz près de l'empereur exigeait préalablement lui, M. de Nowosiltzof, eût une conférence avec ce ministre prussien.

Cette étrange communication ne pouvait m'entrer dans l'esprit. Il aurait fallu que je me prêtasse à des facilités de rapports entre les ministres de

Prusse et de Russie ; je ne pus m'empêcher d'en rire, et je répondis à M. de Nowosiltzof que, si son Cabinet voulait l'envoyer en mission près du nôtre, il y avait des formes et des usages pour cela ; qu'il les connaissait bien ; que, quant à moi, si on m'obligeait à l'emmener, je lui déclarais que je le déposerais au premier poste de nos troupes, où il resterait jusqu'à ce que j'eusse pu instruire l'empereur de son arrivée, et qu'il eût reçu l'autorisation de pousser jusqu'au quartier général (1). Comme cela faisait manquer à M. de Nowoziltzof le but qu'il se proposait, il abandonna l'idée de m'accompagner plus loin que Vichau, où l'armée russe entière s'était postée, après en avoir chassé notre avant-garde et lui avoir fait quelques centaines de prisonniers.

On me mena à Vichau, chez l'empereur de Russie, qui était dans le même appartement où j'avais laissé notre général d'avant-garde l'avant-veille ; il ne me reçut point, et me fit conduire à nos avant-postes, Je les trouvai à moins d'une portée de canon de ceux des Russes, et quoiqu'il fût nuit, l'on me permit de repasser dans notre armée. Mon trompette sonna; cela était contre l'usage, néanmoins on vint me reconnaître et me recevoir ; je renvoyai l'escorte russe, et me fis conduire près de l'empereur. Il avait été toute la journée à cheval sur le terrain

(1) M. de Nowosiltzof avait été élevé à la Cour de Catherine II avec les grands-ducs Alexandre et Constantin. Plein de talent, mais d'un esprit facilement irritable, il tomba plusieurs fois en disgrâce ; mais toujours la protection du prince Adam Czartoryski lui vint en aide. Celui-ci lui fit confier en 1805 la mission de nouer une nouvelle coalition contre la France, sous le semblant de vouloir amener la paix entre la France et l'Angleterre. Il échoua dans ses efforts pour déterminer la Prusse et diverses petites Cours d'Allemagne à y prendre part ; aussi fut-il rappelé de Berlin, et l'empereur de Russie cessa-t-il dès lors de l'employer dans la diplomatie, mais il n'en continua pas moins à faire partie de l'entourage d'Alexandre, dont il fut en quelque sorte le mauvais génie ; il fut l'objet des haines les plus ardentes. (D. L.).

où s'était passée cette affaire d'avant-garde, et il était encore dans la maison de poste de Posoritz à six cents toises de ses dernières vedettes, lorsque je le rejoignis. Il ne concevait pas qu'on eût permis mon retour à cette heure-là ; je lui remis la lettre de l'empereur de Russie, et lui rendis compte mot pour mot de tout ce qu'il m'avait dit.

J'y ajoutai (comme ma propre observation) que toute la jeunesse russe de la plus grande qualité était-là, qu'elle ne respirait que bataille ; que je regardais l'action comme inévitable, à moins qu'il ne trouvât à concilier les affaires, conformément au désir qu'on manifestait (je faisais allusion à l'empereur de Russie). Il rêva quelque temps ; puis rapprocha ce que lui avait dit à Ulm le maréchal Mack de ce que je lui rapportais (1). Tout cela déroulait devant lui l'existence de bien singuliers projets ; il s'étonnait toujours de n'en avoir rien appris auparavant par son ministre des relations extérieures.

Il me prit à part, et me dit : « Prenez un trompette, et faites en sorte de retourner chez l'empereur de Russie ; vous lui direz que je lui propose une entrevue demain, à l'heure qui lui conviendra, entre les deux armées, et que, bien entendu, il y aura, pendant ce temps-là, une suspension d'armes de vingt-quatre heures. »

(1) L'empereur venait de recevoir de M. Laforest, son ministre à Berlin, l'avis que la Cour de Prusse avait pris parti pour les coalisés, et qu'elle envoyait M. de Haugwitz à son quartier général pour le lui signifier. Le ministre arriva effectivement à Brunn peu de jours après moi ; comme l'empereur avait déjà bien assez d'ennemis sur les bras, il ne voulut pas donner à la Prusse l'occasion de se compromettre encore. Il renvoya M. de Haugwitz à son ministre des relations extérieures, qui était à Vienne, et auquel il écrivit en conséquence, bien persuadé que, si la bataille qu'il se disposait à livrer était heureuse, les affaires de la Prusse s'arrangeraient facilement, et que, si au contraire il la perdait, sa position ne serait pas plus mauvaise. Cette position se trouvait dans l'intérêt de la Prusse. *(Note de l'édition originale.)*

Je partis, après avoir donné quelques autres détails à l'empereur, à la suite desquels il fit commencer le mouvement rétrograde qu'il avait préparé, pour aller prendre la position qu'il avait reconnue et adoptée comme définitive quelques jours auparavant.

Depuis mon premier départ pour le quartier général de l'empereur de Russie, il avait ordonné la réunion de l'armée, et il attendait dans la journée du lendemain tout ce qu'il avait de troupes sur la rive gauche du Danube, même le corps de Bernadotte, qu'il avait rappelé d'Iglau, où il n'avait laissé que le général bavarois de Wrede avec les troupes de cette nation. Je rentrai aux avant-postes russes environ deux heures après que j'en étais sorti : comme on me reconnut (on n'avait pas même relevé les vedettes), on me reçut, et on me conduisit chez le général commandant l'avant-garde sur ce point, qui ne crut pas devoir se permettre de me faire conduire ailleurs que chez le prince Bagration, son chef immédiat. Je fus donc promené la nuit, à cheval, de bivouac en bivouac, chez le prince Bagration, que nous trouvâmes enfin, et qui ne voulut pas m'envoyer à l'empereur de Russie sans la permission du général en chef. La nuit s'écoulait : il n'y avait pas trop de temps pour préparer l'entrevue qui devait avoir lieu le lendemain. Je me déterminai à écrire, du lieu où j'étais, un billet ainsi conçu :

« Au prince Czartoryski.

« Prince,

« A peine étais-je sorti des avant- postes russes, que j'y suis rentré porteur d'une communication verbale pour Sa Majesté l'empereur de Russie : elle est de nature à être suivie d'explications que je ne crois pas devoir écrire, et je ne pense pas que Votre Excellence puisse prendre sur elle d'y répondre, ni de m'empêcher de parvenir jusqu'à l'empereur. Du moins, je prends acte de la communication que j'ai l'honneur de lui faire, afin que, dans aucun cas, on ne puisse m'imputer les événements qui pourraient être la suite d'un refus de m'entendre.

« Je suis, etc. »

Ce billet fut porté à Vichau au prince Czartoryski, par un officier de l'état-major du prince Bagration, qui rapporta l'ordre de me faire conduire chez le général de cavalerie Wittgenstein, dont le quartier était sur la grande route très près de Posorlitz. J'y arrivai comme le jour commençait, et je n'y attendis pas plus d'une heure. L'empereur de Russie vint lui-même. Il se portait en avant, et pendant que j'étais chez le général Wittgenstein, on vint lui rendre compte que nous nous retirions. Tous les jeunes gens qui étaient là croyaient réellement que nous avions peur, et que nous cherchions à leur échapper. L'empereur entra, et me demanda de quelle mission j'étais chargé.

« Sire, répondis-je, j'ai rapporté fidèlement à l'empereur tout ce que Votre Majesté m'a fait l'honneur de me dire hier. Il m'a chargé de venir près de Votre Majesté, et de lui faire connaître le désir qu'il a de la voir. En conséquence, il lui propose une entrevue aujourd'hui entre les deux armées. L'empereur se conformera aux désirs de Votre Majesté pour l'heure, le lieu et le nombre de personnes dont chacun des souverains devra être accompagné. Seulement il y met une condition préalable : c'est qu'il sera tacitement convenu d'un armistice de vingt-quatre heures à cette occasion.

« Votre Majesté jugera elle-même de la sincérité des intentions de l'empereur, et elle pourra se persuader qu'il n'a aucune raison de craindre un événement que peut-être des hommes irréfléchis voudraient hâter, sans s'inquiéter des conséquences qui pourraient en résulter. »

L'empereur. « J'accepterais avec plaisir cette occasion de le voir, si j'étais persuadé que ses intentions fussent telles que vous me les annoncez. D'ailleurs, le temps est trop court pour se voir aujourd'hui. Je voudrais, avant de me rendre à cette entrevue, voir le roi des Romains, qui se trouve asse loin d'ici, et, en deuxième lieu, il est inutile

que je me mette en rapport avec lui, si je ne dois pas en revenir satisfait. »

Réponse. « Mais en quelles mains plus sûres Votre Majesté peut-elle mettre ses intérêts que dans les siennes propres ? Il me semble qu'elle règlera mieux tout ce qui la concerne que ne feraient des tiers ; au moins il ne lui restera aucune arrière-pensée. »

L'empereur. « J'ai particulièrement un grand désir de le voir et de terminer tous les différends qui nous séparent. »

Puis changeant de conversation, il me dit : « Je vais vous faire accompagner par un homme qui possède ma confiance entière. Je lui donnerai une mission pour votre maître ; faites en sorte qu'il le voie : la réponse qu'il rapportera me décidera, et vous vous ferez particulièrement beaucoup d'honneur en contribuant à arranger tout ceci. »

Réponse. « Puisque Votre Majesté l'ordonne, j'emmènerai qui elle voudra ; mais le succès de ce qu'elle désire dépendra beaucoup du caractère particulier de la personne qu'elle enverra. »

L'empereur. « C'est le prince Dolgorouki. mon premier aide de camp. C'est celui dans lequel j'ai le plus de confiance, le seul auquel je puisse donner cette mission. »

Il le fit appeler : je me retirai pendant qu'il lui donnait ses ordres. L'empereur sortit, en nous donnant congé à tous deux : nous partîmes pour les avant-postes français, qui étaient si près, que les vedettes se voyaient et pouvaient se parler entre elles.

Je laissai le prince Dolgorouki à notre grand'-garde, et je courus rendre compte à l'empereur de ce que j'avais fait. Il était à se promener dans les bivouacs de l'infanterie, au milieu de laquelle il avait couché sur la paille. Son désir de faire la paix était porté au point que, sans me donner le temps d'achever, il monta à cheval, et courut lui-même à la grand'garde ; son piquet d'escorte eut de la peine à le suivre. Il mit pied à terre, fit retirer

tout le monde, et se promena seul sur la grande route avec le prince Dolgorouki. La conversation s'anima bientôt et devint assez vive ; il paraît que le prince Dolgorouki avait manqué de tact dans la manière de rendre ce dont il était chargé, car l'empereur lui répondit avec sécheresse : « Si c'est là ce que vous aviez à me dire, allez rapporter à l'empereur Alexandre que je ne croyais pas à ces dispositions lorsque je demandais à le voir ; je ne lui aurais montré que mon armée, et je m'en serais rapporté à son équité pour les conditions ; il le veut, nous nous battrons, je m'en lave les mains. »

Napoléon congédia le prince Dolgorouki ; je restai en arrière pour dire adieu à celui-ci, et lui demander s'il avait besoin de quelque chose pour regagner les avant-postes russes ; je le fis accompagner par un officier de notre grand'garde jusqu'à la communication avec les vedettes russes. Il me dit en nous séparant : « On veut la guerre chez vous, nous la « ferons en braves gens. » Je lui répondis que je craignais qu'il n'eût à se reprocher d'avoir changé des dispositions que je savais excellentes : que cela serait malheureux, parce que non seulement l'armée russe serait battue, mais détruite, et qu'il aurait dû faire attention que c'était son maître qui la commandait en personne. Il répliqua : « Je n'ai dit que ce qu'il m'a ordonné de dire.....; après cela il faut bien parler. — Alors, lui dis-je, nous ne tarderons pas à avoir de la tablature ; » et je le quittai.

L'empereur me faisait déjà rappeler pour lui répéter à satiété tout ce que je lui avais dit ; il s'en allait disant : « Mais il faut que ces gens-là soient fous de me demander d'évacuer l'Italie, lorsqu'ils sont dans l'impossibilité de m'arracher Vienne. Quels projets avaient-ils donc, et qu'auraient-ils fait de la France, si j'avais été battu ? Par ma foi, il en arrivera ce qu'il plaira à Dieu ; mais avant quarante-huit heures je la leur aurai donné bonne. »

Tout en parlant ainsi, il revint à pied jusqu'au premier poste d'infanterie de son armée ; c'étaient

des carabiniers du 17e léger. L'empereur était irrité, et il témoignait sa mauvaise humeur en frappant de sa cravache les mottes de terre qui étaient sur la route. La sentinelle, vieux soldat, l'écoutait, et s'étant mis à l'aise, il bourrait sa pipe, ayant son fusil entre ses jambes. Napoléon, en passant près de lui, dit en le regardant : « Ces b.....-là croient « qu'il n'y a plus qu'à nous avaler ! » Le vieux soldat se mit aussitôt de la conversation : « Oh ! « oh ! répliqua-t-il, ça n'ira pas comme ça, nous nous f..... en travers. » Ce bon mot fit rire l'empereur, et reprenant un air serein, il monta à cheval, et rejoignit le quartier général.

Il ne s'occupa plus que des dispositions préparatoires de la bataille, qu'il ne voulut plus différer. Bernadotte venait de le joindre avec deux divisions d'infanterie ; Soult en avait trois ; le maréchal Lannes en avait deux ; les grenadiers réunis, une forte ; la Garde à pied, une. Le maréchal Lannes en avait une à portée ; l'empereur avait, outre sa cavalerie légère, trois divisions de dragons, deux de cuirassiers, les deux régiments de carabiniers avec la Garde à cheval. Il fit apporter sur le terrain en abondance toute espèce de subsistances et de munitions de guerre, tirées des magasins de Brunn.

Nous étions au dernier jour de novembre 1805 ; le lendemain, 1er décembre, il plaça lui-même toutes les divisions de son armée ; il connaissait son terrain aussi bien que les environs de Paris. En faisant ses dispositions : « Que n'ai-je mon Ney, nous dit-il, pour en donner à ces b.....-là ! » Le maréchal Ney, comme on l'a vu plus haut, se trouvait alors en Tyrol.

Le maréchal Davout (1) était à l'extrême droite, en échelons, sur la communication de Brunn à

(1) On remarquera facilement que l'auteur nomme souvent un maréchal pour indiquer son corps d'armée, et un général de division pour indiquer la division commandée par ce général.

Vienne, par Nikolsbourg. Sa division de gauche était commandée par le général Friant ; c'était celle-là qui agissait avec nous. Le maréchal Davout était séparé du corps du maréchal Soult par des étangs qui présentaient de longs défilés étroits, et d'une difficile communication. Le maréchal Soult avait ainsi la droite de la partie de l'armée qui était opposée à l'armée russe. Sa division de droite était celle du général Legrand, qui joignait juste les étangs qui le séparaient du général Friant. A la gauche du général Legrand, était la division Saint-Hilaire, et à la gauche de celui-ci, celle du général Vandamme.

En deuxième ligne, derrière le maréchal Soult, était d'abord la division des grenadiers réunis, et à leur gauche les deux divisions du maréchal Bernadotte. A gauche du maréchal Soult, sur une configuration de terrain un peu plus avancé, était le corps du maréchal Lannes, ayant sa première division (celle du général Caffarelli) à la droite du chemin d'Olmütz à Brunn, et sa deuxième division (celle du général Suchet) appuyée par sa droite au même chemin, et de sa gauche au centon dont j'ai parlé plus haut.

L'infanterie de la Garde était la réserve naturelle du maréchal Lannes. Comme le terrain à notre gauche paraissait offrir un grand développement, on jugea convenable de ne pas en éloigner la cavalerie ; on mit d'abord la cavalerie légère à la droite du maréchal Lannes ; elle n'y incommodait nullement le corps du maréchal Soult, qui se trouvait sur un vaste plateau, un peu en arrière et à droite.

Derrière la cavalerie légère, on plaça les dragons.

Les cuirassiers restèrent encore ce jour-là près du corps du maréchal Soult avec la Garde à cheval.

L'empereur passa sa journée entière à cheval, à voir lui-même son armée régiment par régiment. Il parla à la troupe ; il vit tous les parcs, toutes les batteries légères ; donna les instructions à tous les officiers et canonniers. Il alla ensuite visiter les ambulances et les moyens de transport pour les

blessés. Il revint dîner à son bivouac, et y fit appeler tous ses maréchaux : il les entretint de tout ce qu'ils devaient faire le lendemain, et de tout ce qu'il était possible que les ennemis entreprissent. On aurait pu écrire un volume de tout ce qui sortit de son esprit dans ces vingt-quatre heures.

On avait vu dans toute l'après-midi l'armée russe arriver et prendre des positions très rapprochées de notre droite. L'empereur était prêt dans les deux hypothèses, ou de recevoir l'attaque de l'ennemi, ou de l'attaquer lui-même.

Le soir, c'était le 1er décembre, il s'engagea à notre extrême droite un tiraillement qui se prolongea assez tard pour donner de l'inquiétude à l'empereur. Il avait déjà envoyé plusieurs fois savoir d'où il provenait ; il me fit appeler et m'ordonna d'aller jusqu'à la communication entre la division du général Legrand et celle du général Friant, et de ne pas revenir sans connaître ce que faisaient les Russes, ajoutant que ce tiraillement devait couvrir quelque mouvement. Je n'eus pas bien loin à aller ; car à peine arrivé à la droite de la division Legrand, je vis son avant-garde qui était repoussée d'un village placé au pied de la position des Russes, qui avaient voulu s'en emparer pour déboucher de là sur notre droite ; la nature du terrain favorisait leur mouvement, qui était déjà commencé lorsque j'arrivai. Il faisait un beau clair de lune ; cependant ils ne continuèrent pas ce mouvement à cause de la nuit qui s'obscurcit bientôt : ils se contentèrent de s'amonceler sur ce point, de manière à se déployer rapidement à la pointe du jour.

Je revins à toutes jambes rapporter ce que j'avais vu ; je trouvai l'empereur couché sur la paille et dormant profondément sous une barraque que les soldats lui avaient faite, si bien que je fus obligé de le secouer pour le réveiller. Je lui fis mon rapport ; il me fit répéter, envoya chercher le maréchal Soult, et monta à cheval pour aller visiter lui-même toute sa ligne et voir le mouvement des Russes sur sa

droite ; il en approcha aussi près que possible. En revenant à travers les lignes du bivouac, il fut reconnu par les soldats, qui allumèrent spontanément des torches de paille : cela se communiqua d'un bout de l'armée à l'autre : dans un instant, il y eut une illumination générale, et des cris de *vive l'empereur* qui s'élevaient jusqu'aux nues. L'empereur rentra fort tard, et quoiqu'il continuât à prendre du repos, il ne fut pas sans inquiétude sur ce que pourrait devenir le mouvement de sa droite pour le lendemain.

Il était éveillé et debout à la pointe du jour, pour faire prendre en silence les armes à toute l'armée. Il y avait un brouillard très épais, qui enveloppait tous nos bivouacs au point de ne pouvoir distinguer à dix pas. Il nous fut favorable, et nous donna le temps de nous disposer ; cette armée avait été si bien dressée au camp de Boulogne, que l'on pouvait compter sur le bon état dans lequel chaque soldat tenait son armement et son équipement. A mesure que le jour arrivait, le brouillard paraissait se disposer à remonter. Le silence jusqu'à l'extrémité de l'horizon était absolu ; on n'eût jamais pensé qu'il y avait autant de monde et de foudres enveloppés dans ce petit espace.

L'empereur me renvoya encore à l'extrême droite pour observer le mouvement des Russes : ils commençaient à déboucher sur le général Legrand, comme j'arrivais près de lui ; mais le brouillard empêchait de bien juger le mouvement. Je revins en rendre compte. Il était à peu près sept heures du matin ; le brouillard était déjà assez remonté pour que je n'eusse plus besoin de suivre la ligne des troupes pour ne pas m'égarer (on était à deux cents toises des Russes).

L'empereur voyait toute son armée, l'infanterie et la cavalerie formées en colonnes par divisions. Tous les maréchaux étaient près de lui et le tourmentaient pour commencer : il résista à leurs instances jusqu'à ce que l'attaque des Russes se fût plus prononcée à sa droite ; il avait fait dire au

maréchal Davout d'appuyer le général Legrand, qui bientôt après fut attaqué et eut toute sa division engagée. Lorsque l'empereur jugea à la vivacité du feu que l'attaque était sérieuse, il fit partir tous les maréchaux et leur ordonna de commencer.

Cet ébranlement de toute l'armée à la fois eut quelque chose d'imposant : on entendait les commandements des officiers particuliers. Elle marcha comme à la manœuvre jusqu'au pied de la position des Russes, en s'arrêtant parfois pour rectifier ses distances et ses directions. Le général Saint-Hilaire attaqua de front la position russe qu'on appelle dans le pays montagne du Pratzer. Il y soutint un feu de mousqueterie épouvantable, qui aurait ébranlé un autre que lui. Ce feu dura deux heures, il n'eut pas un bataillon qui ne fût déployé et engagé.

Le général Vandamme, qui avait un peu plus d'espace à parcourir pour joindre l'ennemi au feu, arriva sur lui en colonne, le culbuta, et fut maître de sa position et de son artillerie en un instant. L'empereur fit de suite marcher une des divisions du maréchal Bernadotte derrière la division Vandamme, et une portion des grenadiers réunis derrière celle de Saint-Hillaire. Il envoya ordre au maréchal Lannes d'attaquer promptement et vivement la droite des ennemis, afin qu'elle ne vînt point au secours de leur gauche, qui se trouvait totalement engagée par le mouvement de l'empereur.

La portion de l'armée ennemie qui avait commencé son mouvement sur le général Legrand voulut rétrograder et remonter le Pratzer ; le général Legrand la suivit de si près, appuyé de la division Friant (du maréchal Davout), qu'elle fut forcée de combattre comme elle se trouvait placée, sans oser reculer ni avancer.

Le général Vandamme, dirigé par le maréchal Soult, et appuyé d'une division de Bernadotte, fit un changement de direction par le flanc droit pour attaquer, en les débordant, toutes les troupes qui

étaient devant la division Saint-Hilaire. Ce mouvement réussit pleinement, et les deux divisions Saint-Hilaire et Vandamme, réunies sur le Pratzer même par ce mouvement, n'eurent plus besoin des secours de la division Bernadotte ; elles firent un deuxième changement de direction par leur flanc droit, et descendirent du Pratzer pour attaquer les Russes, la position d'où ceux-ci étaient descendus pendant la nuit précédente pour attaquer le général Legrand ; elles avaient ainsi parcouru le demi-cercle complet.

L'empereur fit appuyer ce mouvement par les grenadiers réunis et la division de la Garde à pied ; il eut un plein succès et décida la bataille.

Le général Vandamme, en commençant son premier changement de direction à droite, eut un échec. Le 4e régiment de ligne perdit un de ses aigles dans une charge de vavalerie exécutée sur lui par la Garde russe ; mais les chasseurs de la Garde et les grenadiers de service près de l'empereur chargèrent si à propos, que cet accident n'eut pas de suites.

C'est après le deuxième changement de direction à droite de la même division Vandamme, alors en communication avec Saint-Hilaire, que l'empereur ordonna à celle des divisions de Bernadotte qui suivait le mouvement d'aller droit devant elle, et de ne plus suivre la dircetion de Vandamme. Cette division le fit : elle combattit l'infanterie de la Garde russe, l'enfonça et la mena battant une bonne lieue ; mais elle revint à sa position, on ne put savoir pourquoi. L'empereur, qui avait suivi le mouvement de la division Vandamme, fut fort étonné, en revenant le soir, de trouver cette division de Bernadotte sur la place d'où il l'avait lancée lui-même le matin. On va voir s'il avait lieu d'être mécontent du mouvement rétrograde de cette division.

La gauche de notre armée, sous les ordres du maréchal Lannes, et où était toute notre cavalerie aux ordres du maréchal Murat, avait enfoncé et mis en fuite toute la droite de l'armée russe, qui, à la nuit tombante, prit la route d'Austerlitz pour

se rallier aux débris de l'autre portion de cette armée que le maréchal Soult avait combattue. Si la division du maréchal Bernadotte eût continué à marcher encore une demi-heure, au lieu de revenir à sa première position, elle se serait trouvée à cheval sur la route d'Austerlitz à Olitsch, où la gauche de l'armée russe faisait sa retraite. En empêchant ce mouvement elle complétait sa destruction. Toute la journée fut une suite de manœuvres dont pas une ne manqua, et qui coupèrent l'armée russe, surprise dans un mouvement de flanc, en autant de tronçons qu'on lui présenta de têtes de colonnes pour l'attaquer. Tout ce qui était descendu du Pratzer pour attaquer les généraux Legrand et Friant fut pris sur place, par le résultat des mouvements des divisions Saint-Hilaire et Vandamme dirigées par le maréchal Soult (1).

En résumé, il nous resta, avec le champ de bataille, cent pièces de canons et quarante-trois mille prisonniers de guerre, sans compter les blessés et les tués qui restèrent sur le terrain ; il était difficile de voir une journée plus victorieuse et plus décisive.

L'empereur revint le soir tout le long de la ligne où les différents régiments de l'armée avaient combattu. Il était déjà nuit ; il avait recommandé le silence à tout ce qui l'accompagnait, afin d'entendre les cris des blessés ; il allait tout de suite de leur côté, mettait lui-même pied à terre, et leur faisait boire un verre d'eau-de-vie de la cantine qui le suivait toujours. Je fus avec lui toute cette nuit, pendant laquelle il resta fort tard sur le champ de bataille ; l'escadron de son escorte l'y passa tout entière à ramasser des capotes russes sur les morts, pour en couvrir les blessés. Il fit lui-même allumer de grands feux auprès desquels il les fit réunir.

(1) C'est dans ce moment que l'empereur envoya du champ de bataille, son aide de camp Lebrun, porter la nouvelle du succès à Paris, et qu'il envoya également un officier à l'Electeur de Bavière et à celui de Wurtemberg.

envoya chercher partout un commissaire des guerres, et ne se retira point qu'il ne fût arrivé. Lui ayant laissé un piquet de sa propre escorte, il lui enjoignit de ne pas quitter ces blessés qu'ils ne fussent tous à l'hôpital. Ces braves gens le comblaient de bénédictions qui trouvaient bien mieux le chemin de son cœur que toutes les adulations des courtisans. C'est ainsi qu'il s'attachait le cœur de ses soldats, qui savaient que, quand ils étaient mal, ce n'était pas sa faute : aussi ne s'épargnaient-ils pas à son service.

La nuit était si noire que nous nous égarâmes en revenant au quartier général, et que si nous ne fussions pas tombés dans les bivouacs de la division Caffarelli, je ne sais où nous aurions été. L'empereur vint passer la nuit dans une mauvaise chaumière située sur le chemin de Brunn, au point où il s'embranche avec celui d'Austerlitz. Il était extrêmement fatigué : mais il était en même temps si satisfait de la manière dont tout le monde avait fait son devoir, qu'il fut d'une humeur charmante : il ne refusait rien de ce qu'on lui demandait. Il fit souper avec lui tout ce qui était là. Quand je dis souper, je veux dire qu'on se mit à table, et que ce furent les soldats qui étaient dans les environs qui fournirent quelques provisions. Les gens de l'empereur le cherchaient sur le champ de bataille et n'arrivèrent qu'après qu'il fut endormi. Il avait ordonné que dès la pointe du jour, la cavalerie battît la campagne pour voir dans quelle direction les Russes s'étaient retirés. Ces reconnaissances, si nécessaires à la guerre, se faisaient toujours mal dans notre armée : cette fois-ci surtout le maréchal Murat manqua nous faire faire une grande faute : il rendit compte à l'empereur que l'armée russe était venue dans la nuit reprendre le chemin d'Olmütz. On le crut d'autant mieux que leur ligne d'opérations passait par cette route et que tous leurs bagages et munitions étaient encore dans cette place. D'après ce rapport, l'empereur fait prendre la route d'Olmütz à toute la cavalerie et au corps

du maréchal Lannes, et fait manœuvrer le reste de l'armée en conséquence. Il avait de même envoyé ordre au maréchal Davout de réunir la division Friant à celle du général Gudin, et de marcher sur Goding où se trouve un pont sur la Marche, rivière forte comme la Marne, c'est-à-dire, de vingt à vingt-cinq toises de large, qui sépare la Moravie de la Hongrie. Mais l'officier porteur de cet ordre avait été obligé de prendre sa route par Brunn, parce qu'on n'avait pas encore d'autres communications ouvertes entre notre droite et le maréchal Davout.

Pendant que l'armée se mettait en mouvement, l'empereur monta à cheval et se fit suivre par toute sa Garde à cheval. Il prit le chemin d'Austerlitz, allant comme à son ordinaire de hauteur en hauteur, et envoyant des officiers partout où il ne pouvait pas aller : il arriva dans le bourg d'Austerlitz, demanda à qui appartenait le château. On lui répondit au prince de Kaunitz. C'était le premier que nous trouvions, en Moravie, qui n'appartînt pas au prince Liechtenstein. Il fit venir le bourgmestre concierge du château, et apprit d'eux que les empereurs de Russie et d'Autriche avaient passé la nuit au château d'Austerlitz, d'où ils étaient partis le matin même, c'est-à-dire, il y avait quatre ou cinq heures, par la route d'Olitsch. L'armée avait pris la même direction. L'empereur rompit là l'entretien laissa échapper quelques expressions d'humeur contre le maréchal Murat, et envoya ordre à la cavalerie et aux troupes qui avaient été dirigées sur Olmütz, de venir prendre la route d'Olitsch. Ce mouvement rétrograde fut long et employa du temps, en sorte que la journée fut à peu près perdue. Elle l'aurait été complètement, s'il n'eût pas envoyé sa Garde à cheval avec M. de Thiars pour lui chercher ce qu'était devenu l'ennemi. Cet officier revint au bout d'une heure, ayant trouvé les Russes postés à très peu de distance. L'empereur envoya quérir les troupes les plus voisines, c'étaient celles de Bernadotte, et les fit marcher vers le point où M. de Thiars avait laissé l'ennemi.

Pendant que ce corps défilait dans Austerlitz et en attendant le retour des maréchaux Lannes et Murat, l'empereur entra au château où il établit son quartier général. On y trouva un courrier autrichien, expédié de Vienne par M. de Stadion au ministre des affaires étrangères d'Autriche. Il fut pris avec ses dépêches et sa valise, faute de chevaux pour suivre le quartier général au moment où celui-ci était parti. L'empereur en rompant le cachet de toutes ses dépêches était furieux de ce que M. de Stadion abusait de sa position pour donner à son souverain des nouvelles étrangères à l'objet de sa mission, et entretenir une autre correspondance que celle qui est autorisée en pareil cas. On n'avait vu passer ce courrier à aucun de nos quartiers généraux, et cependant M. de Stadion, en sa qualité de plénipotentiaire, ne pouvait pas employer d'autres voies.

CHAPITRE V

L'empereur d'Autriche demande une entrevue. — Motifs de Napoléon pour l'accepter. — Entrevue. — Mission dont je suis chargé près de l'empereur d'Autriche. — Ce souverain m'envoie au quartier général de l'empereur de Russie. — Convention avec l'empereur Alexandre. — Opération du maréchal Davout après la bataille d'Austerlitz. — L'empereur s'établit à Brunn. — Gratifications aux blessés. — Départ pour Schœnbrunn. — Traité avec M. de Haugwitz. — Le roi de Prusse ne veut pas le reconnaître. — L'Autriche signe. — Partage des territoires. — Entrée des Russes à Naples. — Fâcheuses nouvelles venues de Paris. — Paix signée. — La jeune fille de Vienne. — La comtesse ***. — Départ de Vienne. — Arrivée à Munich. — Mariage du vice-roi avec la princesse Auguste de Bavière. — Départ pour Paris.

Nous étions au 3 décembre 1805, lendemain de la bataille ; il était déjà assez tard, lorsque le prince Jean de Liechtenstein arriva au château d'Austerlitz, chargé d'une commission de son maître pour l'empereur. Il fut assez longtemps avec lui, et s'en retourna ; nous sûmes le soir qu'il était venu témoigner le désir d'une entrevue, que l'empereur avait acceptée. Les empereurs d'Autriche et de Russie étaient dans une position délicate par la direction de retraite que les événements de la journée du 2 les avaient forcés de faire prendre à leur armée. Ils n'avaient de point de passage sur leur marche que le pont de Goding à Olitsch. Le corps du maréchal Davout se trouvait plus près de ce point que les débris des armées russe et autrichienne qui devaient s'y retirer, et les alliés croyaient le maréchal Davout beaucoup plus fort qu'il n'était réellement, en sorte qu'il ne leur restait de moyen de salut que l'entrevue qu'ils demandaient. D'un autre côté, Davout ignorait encore les résultats de la journée du 2, et

par conséquent l'état réel dans lequel les ennemis se trouvaient ; néanmoins il faisait ses dispositions d'attaque, et essaya même de forcer les défilés qui le séparaient de Goding.

L'empereur Napoléon, qui était le seul qui connût l'état des choses, n'était pas sans inquiétude sur le résultat de l'attaque dont il avait chargé Davout, parce qu'il voyait bien qu'il était inférieur en force aux ennemis. Il ne regarda plus la retraite de ceux-ci comme impossible ; dès lors il considéra que les Prussiens étaient pressés d'entrer en lice, et qu'ils avaient une armée réunie à un corps russe à Breslau ; en outre il avait su, par les dépêches interceptées de M. de Stadion, que l'archiduc Charles était arrivé sur le Danube, tandis que l'armée d'Italie, commandée par Masséna, était encore fort loin au-delà des Alpes-Juliennes : il n'était donc pas impossible que toutes ces armées réunies ne combinassent un mouvement qui l'aurait obligé à courir de nouvelles chances qui pouvaient compromettre les succès d'Austerlitz. Dans cette situation il accepta ce que la fortune lui présentait. Les alliés lui proposèrent une entrevue pour gagner du temps ; dans le fait, l'empereur faisait un meilleur marché. On peut ajouter qu'il n'y a nul doute que, si les empereurs de Russie et d'Autriche eussent reçu les dépêches de M. de Stadion, ils n'auraient pas demandé l'entrevue.

Le prince Jean revint le lendemain dans la matinée prendre les ordres de l'empereur, qui s'en rapporta à tout ce qu'il règlerait. Le 4, à neuf heures du matin, nous partîmes tous avec l'empereur et la Garde à cheval, pour aller par la grande route d'Olitsch à un moulin qui était devant les avant-postes de Bernadotte, à environ trois lieues d'Austerlitz : nous y arrivâmes les premiers ; l'empereur fit faire des feux, et attendit. La Garde à cheval se tint en bataille à deux cents pas en arrière. L'on ne tarda pas à annoncer l'empereur d'Autriche, qui arriva en calèche, accompagné des princes Jean Liechtenstein, Maurice Liechtenstein, de Wurtem-

berg, de Schwartzenberg, et des généraux Kienmayer, de Bubna et Stutterheim, ainsi que de deux officiers supérieurs de hulans. Il y avait avec l'empereur d'Autriche une escorte de cavalerie hongroise qui resta, ainsi que l'avait fait la nôtre, à environ deux cents pas du lieu où l'on se voyait.

L'empereur Napoléon, qui était à pied, alla à la rencontre de l'empereur d'Autriche, depuis le lieu où était le feu jusqu'à la calèche, et l'embrassa en l'abordant. le prince Jean Liechtenstein descendit de la même voiture, et suivit l'empereur d'Autriche auprès du feu de l'empereur ; il y resta pendant toute l'entrevue, comme le maréchal Berthier resta auprès de l'empereur. Toutes les autres personnes de la suite des deux souverains étaient ensemble près d'un même feu, qui n'était séparé de celui des empereurs que par le grand chemin. J'étais à ce feu : notre conversation ne roula que sur les événements de la bataille, nous nous étudiâmes à ne rien dire qui pût choquer pour ces messieurs. Je ne sais pas ce qui se dit au feu des empereurs, nous étions aussi curieux de l'apprendre que les Autrichiens qui étaient au même feu que nous : nous ne pûmes le pénétrer ni les uns ni les autres. Toutefois il nous parut qu'on y était d'une belle humeur : on y riait, ce qui nous parut à tous d'un bon augure. Effectivement, au bout d'une ou deux heures, les deux souverains se séparèrent en s'embrassant. Chacun de nous courut à son devoir, et j'entendis, en m'approchant, que l'empereur Napoléon disait à celui d'Autriche : « J'y consens, mais Votre Majesté me promet de ne plus me faire la guerre. — Non, je vous le jure, répondit l'empereur d'Autriche : et je tiendrai ma parole. » Je ne sais à quelle occasion cela se disait ; mais je l'ai entendu, et je le répète, parce que l'empereur me l'a souvent raconté depuis.

Le jour finissait lorsque les deux empereurs se séparèrent et reprirent chacun le chemin de leurs armées respectives ; nous suivîmes l'empereur, qui s'en allait au petit pas de son cheval, pensant à ce

qu'il venait de dire et à ce qu'il voulait faire. Il m'appela, et, sans me parler des antécédents, il me dit : « Courez après l'empereur d'Autriche, dites-lui que je vous ai chargé d'aller attendre à son quartier général l'adhésion de l'empereur de Russie, en ce qui le concerne, à tout ce qui vient d'être conclu entre nous. Lorsque vous aurez cette adhésion, vous vous rendrez au corps d'armée du maréchal Davout, et vous arrêterez son mouvement en lui disant ce qui s'est passé. »

Ceci est trop important pour n'être pas bien circonstancié.

Je courus après l'empereur d'Autriche, et dès que je lui eus fait connaître ma mission, il me permit de l'accompagner à son quartier général, qui était placé à peu de distance de là, dans un domaine à lui. Nous ne tardâmes pas à y arriver, et quoiqu'il ne fît pas encore très nuit, je n'aperçus presque point de troupes, ce qui m'étonna beaucoup. L'empereur me fit servir un très bon souper dont plusieurs généraux autrichiens me firent les honneurs. J'entendais parler dans la maison d'une affaire qui avait eu lieu le matin (ce ne pouvait être qu'avec le maréchal Davout). On avait été un moment inquiet de l'issue qu'elle pouvait avoir ; mais on ajoutait qu'aussitôt que le général français (Davout) avait reçu la lettre de l'empereur Alexandre, il avait cessé l'attaque.

Tout cela était une énigme pour moi ; et l'empereur Napoléon n'en savait pas davantage. Lorsqu'il était venu à l'entrevue qu'on lui avait demandée, il se doutait bien que le maréchal Davout attaquerait, mais comme l'on passait encore par Brunn pour communiquer avec lui, on ne pouvait pas en avoir de nouvelles si tôt.

Après le souper, l'empereur d'Autriche fit appeler le général Stutterheim, et lui donna ses ordres ; puis me faisant introduire, il me dit d'accompagner ce général, qu'il envoyait à l'empereur de Russie que je connaîtrais bien mieux la réponse qu'il ferait aux propositions dont il chargeait le général

Stutterheim de lui donner connaissance ; et que de là je serais plus à portée de passer dans le corps d'armée du maréchal Davout, qui était très rapproché. Je pris congé, et partis avec le général Stutterheim ; nous allâmes à Goding, où tout était dans l'émoi et la confusion ; les troupes russes pliaient bagage. Nous trouvâmes des sapeurs russes qui déjà détruisaient le pont ; leurs troupes étaient encore sur la rive droite, le général Stutterheim fut obligé de les renvoyer. De Goding à Holics il n'y a qu'une demi-lieue au plus : l'empereur de Russie y était arrivé la veille au soir, et quoiqu'il ne fût que quatre ou cinq heures du matin, il était déjà debout. Il était logé au château et avait avec lui le prince Czartoryski.

Il reçut d'abord le général Stutterheim, qui l'informa de tout ce qu'il avait vu, et s'acquitta de la mission qu'il avait reçue de l'empereur d'Autriche.

Je me rappelle que j'éprouvai un mouvement de méfiance en attendant au château d'Holics le moment de voir l'empereur Alexandre. Je ne pouvais comprendre pourquoi l'empereur de Russie n'avait pas été à l'entrevue avec l'empereur d'Autriche ; je me rappelais qu'il n'avait pas accepté celle que l'empereur lui avait proposée avant la bataille, prétextant, entre autres choses, que l'empereur d'Autriche était trop éloigné pour communiquer avec lui avant de se rendre à cette entrevue. Là ils étaient ensemble lorsque l'empereur d'Autriche était venu voir l'empereur Napoléon ; il avait de plus besoin de connaître ce qui aurait été conclu entre eux : s'il m'avait dit vrai, il désirait ardemment aplanir les difficultés, terminer tous les différends, et avec tout cela il n'était pas venu à l'entrevue. Il y avait laissé aller l'empereur d'Autriche tout seul. J'en cherchai la cause et ne tardait pas longtemps à la trouver ; je vais la dire tout à l'heure.

Le général Stutterheim sortit du cabinet de l'empereur Alexandre : je fus introduit ; il était à peine jour et nous conversâmes à la bougie.

Alexandre parla le premier, et me dis : « Je suis bien aise de vous revoir dans une occasion aussi glorieuse pour vous : cette journée ne gâtera rien à toutes celles de la carrière militaire de votre maître. C'est la première bataille où je me trouve, et j'avoue que la rapidité de ses manœuvres n'a jamais laissé le temps de secourir aucun des points qu'il a successivement attaqués : partout vous étiez deux fois autant de monde que nous. »

Réponse. « Sire, Votre Majesté a été mal informée : car, en totalité, votre armée avait une supériorité numérique d'au moins vingt-cinq mille hommes sur la nôtre : en outre, nous avons trois divisions d'infanterie qui n'ont pas pris part à la bataille, nous n'en avons employé bien vivement que six d'infanterie. A la vérité, nous avons beaucoup manœuvré : la même division a combattu successivement dans différentes directions : c'est ce qui nous a multipliés pendant toute la journée. C'est l'art de la guerre : l'empereur, qui est à sa quarantième bataille, ne manque jamais à cela. Il pourrait encore avec les troupes qui n'ont pas été engagées, faire une armée aussi forte que celle qui a donné avant-hier, et marcher contre l'archiduc Charles, si tout n'était pas terminé : du moins cela dépend de Votre Majesté.

Alexandre. « De quoi s'agit-il ? »

Réponse. « Sire, de savoir si Votre Majesté accepte les propositions qui la concernent, dans ce qui a été convenu hier entre l'empereur d'Autriche et l'empereur Napoléon. »

Alexandre. « Oui, je l'accepte : c'est pour le roi des Romains que je suis venu ; il me dégage, il est content de ce qui lui est promis, je dois l'être aussi, puisque je ne formais point de vœux pour moi. »

Réponse. « L'empereur m'a chargé d'ajouter qu'il désirait que l'armée de Votre Majesté sortît des Etats autrichiens dans le plus bref délai, et par la route militaire la plus courte, en faisant chaque jour le chemin ordinaire que fait une troupe en marche. »

Alexandre. « Mais votre maître exige donc que je m'en aille bien vite : il est bien pressant ! »

Réponse. « Non, Sire : il ne demande pas que vous retourniez plus vite que vous n'êtes venu ; mais comment prendre une autre règle pour se fixer, que d'admettre la route militaire et la distance d'étape, pour la marche de chaque jour ? On ne le stipulerait même pas, que ce serait l'unité de mesure que l'on prendrait : il n'est donc pas déraisonnable d'en convenir d'avance. »

Alexandre. « Eh bien ! soit, j'y consens : mais quelle garantie exige votre maître ? et quelle garantie ai-je moi-même que, pendant que vous êtes ici, vos troupes ne font pas quelques mouvements contre moi ? Suis-je en sûreté ? »

Réponse. « L'empereur a prévu cette objection. »

Alexandre. « Eh bien ! quelle garantie exige-t-il de moi ? »

Réponse. « Il m'a chargé de demander à Votre Majesté sa parole, et m'a ordonné, aussitôt que je l'aurais reçue, de passer dans le corps d'armée du maréchal Davout pour suspendre son mouvement. »

Alexandre, avec un air de haute satisfaction : « Je vous la donne, et vais de suite me préparer à exécuter ce qui a été convenu. » Il m'adressa un mot de compliment, en me disant : « Si quelque jour des circonstances plus heureuses vous mènent à Saint-Pétersbourg, j'espère vous en rendre le séjour agréable. » J'étais bien loin de croire que cela arriverait aussitôt ; l'empereur Alexandre m'a bien tenu parole, comme on le verra.

Je le quittai, et revins avec M. Stutterheim repasser la Marche à Goding ; nous fûmes obligés d'attendre que l'armée russe, qui se présentait à l'autre rive, eût repassé. Je mis pied à terre avec M. Stutterheim pour la compter : il ne passa pas plus de vingt-six mille hommes de toutes armes, sans canons ni caissons, beaucoup sans armes, le plus grand nombre sans havre-sacs (1), un très grand

(1) Jusqu'en 1806, nous avons vu l'infanterie russe mettre

nombre blessés, mais marchant courageusement à leur rang.

Après que l'armée russe eut défilé, on me laissa passer, et on détruisit le pont (1). Aussitôt que nous fûmes de l'autre côté, nous rencontrâmes le général autrichien Merveldt, qui nous fit conduire, quoique le jour commençât à peine, aux avant-postes du maréchal Davout. Je ne fus pas peu surpris de le trouver aussi près, et l'on va voir ce qui s'était passé au corps de ce maréchal ; ces détails sont de la plus exacte vérité. L'empereur d'Autriche avait raison de me dire qu'il n'était pas éloigné. Je rendis d'abord au maréchal Davout tout ce qui le concernait, et j'arrivai à propos, car il allait commencer l'attaque. A la vérité, il n'avait plus de Russes devant lui, puisque je les avais vus repasser la Marche, il y avait deux heures, c'est-à-dire qu'ils la repassèrent le 5 depuis deux heures du matin jusqu'à quatre. Je viens aux opérations du maréchal Davout depuis la bataille.

Les deux divisions d'infanterie Gudin et Friant étaient réunies, ainsi qu'une division de dragons et de cavalerie légère ; le maréchal lui-même, à la tête de tout cela, s'était approché de Goding dans la journée du 3, et le 4 il attaqua vivement le corps autrichien, qui, plus faible que lui, allait être obligé de lui abandonner le pont sur la Marche à Goding, dont il n'était plus qu'à une très petite demi-lieue, ayant devant lui un défilé qui faisait la principale défense des Autrichiens, et où ils avaient mis leur artillerie (2). Néanmoins le maréchal allait forcer ce passage, lorsqu'on lui envoya un parlementaire

ses havre-sacs par terre avant de commencer le feu, de manière que, quand elle était repoussée, elle perdait tous ses bagages. *(Note dans l'édition originale.)*

(1) On était au 5 décembre à la pointe du jour ; la bataille avait eu lieu le 2.

(2) Il faut observer que les débris de l'armée russe avaient beaucoup de chemin à faire pour venir s'opposer à Davout.

pour avoir une suspension d'armes : il refusa et continua son attaque ; un deuxième parlementaire arriva accompagné d'un officier russe, c'était pour faire la même demande ; mais cette fois le général Merveldt envoyait au maréchal Davout un billet que venait de lui écrire l'empereur Alexandre, sans doute d'après une convention faite entre ce souverain et le général Merveldt. Ce billet était ainsi conçu :

« J'autorise le général Merveldt à faire connaître « au général français que les deux empereurs « d'Allemagne et de France sont en ce moment en « conférence, qu'il y a un armistice (1) dans cette « partie, et qu'il est par conséquent inutile de sa- « crifier plus de braves gens.

« Le 4 décembre.

« *Signé :* ALEXANDRE. »

Ce billet, qui est écrit au crayon, que j'ai lu entre les mains du maréchal Davout, est déposé à la secrétairerie d'Etat en France.

Le maréchal Davout, qui n'avait pas reçu d'avis du major général, attribua ce retard au détour que l'on était obligé de faire par Brunn pour venir à lui : il crut devoir déférer à l'assurance positive de l'empereur Alexandre ; en conséquence, il suspendit son mouvement, et je le trouvai à la place où il était le 5 au matin, tandis que la veille le maréchal Davout pouvait en une memi-heure être maître de Goding et du pont de la Marche, lorsque l'armée russe était encore à plus de deux ou trois lieues sur le chemin d'Austerlitz, en face de Bernadotte. C'est au moment où l'empereur d'Autriche se séparait de celui de Russie pour venir à l'entrevue, que le ma-

(1) Cependant l'armistice ne devait concerner les Russes qu'après que l'empereur Alexandre aurait accepté les conditions arrêtées à l'entrevue des deux empereurs, et ce n'est que dans la nuit du 4 au 5 qu'il m'a donné sa parole d'y souscrire. *(Note dans l'édition originale.)*

réchal Davout menaça davantage de forcer Goding, la seule retraite des Russes ; l'armée russe n'aurait jamais pu arriver à temps, et d'ailleurs les troupes de Bernadotte, en la voyant partir, l'eussent suivie. C'est dans cette position que l'empereur Alexandre crut devoir écrire ce billet, auquel le maréchal Davout, par respect pour le caractère du monarque, crut, de son côté, devoir ajouter foi, éloignant de lui l'idée d'un piège.

Mais en supposant que le maréchal Davout eût douté de la véracité du billet, malgré la présence de l'officier russe qui paraissait n'avoir été joint au parlementaire que pour lui donner plus de force, et qu'il eût encore marché une demi-heure, je demande à tout militaire ce que serait devenue l'armée russe avec l'empereur de Russie, et ce qui serait arrivé, si, dans la journée du 3, au lieu d'avoir été engagée mal à propos sur la route d'Olmütz, notre cavalerie eût été de suite poussée sur Holics. On aurait attaqué l'armée russe le 3 après midi ; on l'aurait poussée sur le maréchal Davout ; c'eût été une deuxième représentation d'Ulm, parce qu'alors il n'y aurait pas eu de parlementaire ni de propositions d'entrevue : cela eût été rejeté comme ridicule.

Quand je revins rapporter cela à l'empereur à Austerlitz, je repassai à l'avant-garde des Autrichiens, restés sur la rive gauche de la Marche. Le prince Maurice Liechtenstein s'y trouvait ; M. Stutterheim était toujours avec moi ; j'en touchai un mot à ces messieurs ; le colonel du régiment des chevau-légers d'Aurelly était présent. Ils se mirent à sourire : je compris ce que cela signifiait. Je n'étais plus dupe, et il m'était suffisamment démontré pourquoi l'empereur de Russie n'était pas venu à l'entrevue, comme aussi pourquoi celui d'Autriche y étaient venu. Ils s'étaient partagé les deux rôles qui devaient les tirer d'embarras, et ils étaient loin de se douter qu'ils servaient à souhait l'empereur Napoléon.

Lorsque j'entrai chez l'empereur, le maréchal

Murat était dans son cabinet ; il le bourra d'importance, pour lui avoir fait perdre, par suite d'un faux rapport, quatre heures d'un temps précieux qu'il avait été obligé d'employer à ramener le mouvement commencé sur la route d'Olmütz : cet incident était le seul qui le contrariât, il était content de tout le reste. Le prince Jean Liechtenstein revint le soir avec le général Bubna, et l'empereur alla s'établir à Brunn, où il leur fit dire de le suivre (1).

Il n'y resta que quelques jours, pendant lesquels il répartit son armée en cantonnements, fit constater les pertes qu'elle avait éprouvées, envoya des aides de camp visiter les hôpitaux, et remettre de sa part trois napoléons à chaque soldat blessé ; il envoya une gratification de 3.000 francs à chaque officier-général blessé, et successivement 2.000, 1.500, 1.000 et 500 francs aux officiers des différents grades au-dessous qui se trouvaient dans le même cas. On juge aisément si ce secours leur était nécessaire, et s'ils bénirent la main qui le leur envoyait. L'empereur avait remarqué souvent que dans les ambulances on était obligé de couper le linge de ces malheureux soldats pour les panser quand celui d'approvisionnement était épuisé, et la gratification qu'il leur donnait devait servir à les dédomager de cette perte. L'empereur était soigneux des moindres détails qui intéressaient le bien-être de ses soldats Il avait appris que le plus grand nombre d'entre eux préféraient ne pas retirer les lettres que leurs parents leur écrivaient par la poste, à cause de la cherté du port qui absorbait leur solde. L'empereur ordonna que toutes les lettres adressées aux soldats leurs seraient remises franches de port, ainsi que les petites sommes d'argent que leurs familles y joignaient quelquefois.

L'empereur donna plusieurs ordres relatifs à l'administration, et après avoir entretenu plusieurs fois le prince de Liechtenstein, il partit pour Schœnbrunn, afin de pousser les conférences qui avaient

(1) 7 décembre.

lieu à Vienne pour la paix, et aussi pour voir où il en était avec la Prusse. Depuis plusieurs jours M. de Haugwitz était près de M. de Talleyrand, mais ne lui disait rien ; il devait s'entendre avec les envoyés des autres puissances, dont nous venions de déranger les calculs.

L'empereur traversa Vienne à la nuit, et alla droit à Schœnbrunn (1) ; ce fut le lendemain qu'il reçut M. de Haugwitz. Il ne lui fit d'abord aucun reproche, mais il lui laissa clairement voir qu'il n'était pas la dupe des intentions dans lesquelles on l'avait envoyé près de lui. Il lui parla du passage de l'armée russe à Varsovie et de son arrivée à Breslau, où elle était encore (2). Enfin, il lui demanda ce que signifiait cet autre corps russe qui était encore en Hanovre, communiquant par la Prusse avec la Grande Armée.

L'empereur commençait à s'échauffer et à parler haut ; nous l'entendions de la pièce voisine. Il disait : « Monsieur, est-ce une conduite franche que celle de votre maître avec moi ? Il serait plus honorable pour lui de m'avoir loyalement fait la guerre, quoique vous n'ayez aucun motif pour cela ; vous eussiez au moins servi vos alliés, parce que j'y aurais regardé à deux fois avant de livrer bataille. Vous voulez être les alliés de tout le monde, cela n'est pas possible ; il faut opter entre eux et moi. Si vous voulez aller vers ces messieurs, je ne m'y oppose pas ; mais si vous restez avec moi, je veux de la sincérité, ou je me sépare de vous. Je préfère des ennemis francs à de faux amis. Si vos pouvoirs ne sont pas assez étendus pour traiter toutes ces questions-là, mettez-vous en règle : moi, je vais marcher sur mes ennemis, partout où ils se trouveront. »

(1) L'empereur y arrive le 12 décembre, à 10 heures du soir ; il y reste jusqu'au 29. (D. L.).

(2) Effectivement trente-six mille Russes y étaient avec le général Buxhœwden ; ils auraient été joints aux Prussiens, si nous eussions perdu la bataille. Consultez pour la mission de M. de Haugwitz l'*Histoire de Prusse* déjà citée.

Ce discours fut tenu avec beaucoup de chaleur; l'empereur traitait M. de Haugwitz du haut de la position où l'avait placé la victoire. Il ne doutait pas un instant que l'Autriche ne fît la paix; il voyait les Russes partis, l'armée française pouvait, en quelques marches, tourner toute la monarchie prussienne: il n'était donc pas à penser que les Prussiens choisiraient ce moment pour faire la guerre. Aussi traita-t-il M. de Haugwitz avec sévérité.

Le Cabinet de Berlin n'avait pas pu prévoir la position dans laquelle se trouvait alors son ministre aussi M. de Haugwitz n'avait-il reçu que la mission de déclarer l'alliance de son pays avec les Russes; mais voyant l'état des affaires de ceux-ci, et les termes précis de l'empereur, il prit sur lui de conclure un arrangement qu'il se flattait de faire agréer par le roi à son retour à Berlin. L'empereur, de son côté, sachant bien tout ce que cet arrangement avait d'éventuel, y avait fait insérer tout ce qui pouvait convenir à la politique des deux pays, espérant, comme M. de Haugwitz, qu'il serait ratifié, d'autant mieux qu'il était dans l'intérêt de la Prusse. En conséquence, le traité qui fut conclu donnait à la Prusse le Hanovre en échange des margraviats. Pendant que M. de Haugwitz signait ce traité à Vienne avec l'empereur (1), M. de Hardenberg, qui était à Berlin, et qui ignorait les événements d'Austerlitz, à plus forte raison la mission qu'avait prise sur lui M. de Haugwitz, en signait un autre à Berlin avec l'ambassadeur d'Angleterre.

Il envoya le colonel Pfhul à Vienne porter à M. de Haugwitz la nouvelle de ce traité. En se rendant à Vienne, celui-ci rencontra en Silésie M. de Haugwitz, qui se rendait à Berlin avec le traité conclu à Vienne, qu'il portait à la ratification du roi. Il emmena le colonel Pfhul avec lui, pensant bien que, si le traité n'était pas ratifié, le roi de Prusse serait

(1) 26 décembre.

toujours à temps d'envoyer à l'empereur Napoléon les nouvelles stipulations. En arrivant à Berlin, les espérances de M. de Haugwitz furent déçues : le roi de Prusse lui témoigna hautement son mécontentement de ce qu'il avait fait.

Il assembla un Conseil ; jamais position n'avait été plus délicate. Il y aurait eu de la déraison à faire la guerre dans l'état où étaient les armées victorieuses, comme je viens de l'indiquer plus haut, et il ne pouvait pas abandonner ses alliés, avec lesquels il venait de contracter. La discussion s'échauffa, et on ne voulait pas accepter le Hanovre sans la ratification de l'Angleterre : on crut avoir trouvé un moyen terme en l'acceptant, et le faisant occuper comme dépôt jusqu'à la paix. Voilà ce qui se passait à Berlin avant que l'empereur eût quitté Vienne pour retourner à Paris.

Les Russes étant partis, et n'ayant point de rapports avec nous, les Autrichiens restèrent seuls chargés de leurs propres intérêts ; ils firent une paix analogue à la mauvaise situation de leurs affaires. Ils perdirent les anciens Etats vénitiens, qui furent réunis au royaume d'Italie. Ils durent céder à la Bavière, le Tyrol et le pays de Salzbourg, avec quelques autres pays en Souabe, entre autres les biens de l'Ordre Teutonique, Gunzbourg, etc.

La Maison d'Autriche perdit en outre le Brisgav, qu'avait eu le grand-duc de Toscane dans des transactions antérieures ; mais comme l'empereur Napoléon affectionnait particulièrement ce prince, il lui fit céder par la Bavière le pays de Wurtzbourg. Il y eut également des compensations de territoire entre la Bavière, le Wurtemberg et le pays de Baden, qui acquirent tous une étendue de puissance égale à la moitié de celle qu'ils avaient auparavant.

L'empereur fit reconnaître par le même traité de paix, les Electeurs de Bavière et de Wurtemberg comme rois, et le margrave de Baden comme grand-duc. Malgré la répugnance de l'Autriche, il fallut signer ce traité de paix désastreux.

Au reste, l'exécution de ses premiers articles souffrit des difficultés dès le début. Les troupes françaises se mirent facilement en possession de tous les territoires qu'elles occupaient ainsi que de la Dalmatie ; mais il n'en fut pas de même de la place de Cattaro, que le gouverneur autrichien refusa d'évacuer. Comme rien ne pouvait justifier cette conduite, on l'expliqua par quelque disposition secrète à laquelle il était initié. L'empereur fut fort mécontent et eut un moment envie de retenir de son côté Braunau ; cela amena de nouvelles discussions que l'honorable caractère de M. le baron de Vincent fit cependant tourner à bien. La Cour de Vienne donna des ordres positifs qui furent enfin exécutés. Mais le gouverneur récalcitrant de Cattaro nous suscita une insurrection dans toute cette partie. L'empereur fut obligé d'y faire passer des troupes et d'y envoyer le général Lauriston, qui était déjà installé à Venise comme gouverneur.

L'empereur n'avait plus rien à faire à Vienne ; il avait espéré traiter avec les Russes : pour cela, il avait écrit de Brunn, après la bataille, à l'empereur de Russie. Ce fut le général Junot (1) qu'il envoya porter sa lettre ; mais quand Junot arriva à l'armée russe, l'empereur Alexandre était parti pour Saint-Pétersbourg ; le général ne jugea pas qu'il dût courir après lui, et revint rapporter sa lettre à l'empereur, qui était déjà de retour à Vienne. Il y a lieu de croire que, s'il avait osé aller jusqu'à Saint-Pétersbourg, la paix se serait faite cette année. Peut-être que l'Angleterre l'eût faite aussi, ne voyant plus de moyen de nous susciter la guerre ; on peut au moins le penser, et alors que de maux on eût évités ! Le destin en avait ordonné autrement.

(1) Le général Junot était ambassadeur en Portugal. L'empereur, voulant lui fournir une occasion de se distinguer, lui avait envoyé ordre de venir le joindre à l'armée ; il arriva deux jours avant la bataille. Quand il aurait toisé son chemin de Lisbonne à Austerlitz, il ne serait jamais arrivé plus à propos. *(Note de l'édition originale.)*

L'empereur reçut, avant de partir de Vienne, la nouvelle de l'entrée des Russes à Naples, conjointement avec quelques Anglais. Il fit sur-le-champ des dispositions pour y faire marcher des troupes. Il avait une ancienne haine contre la reine de Naples ; il avait eu maintes fois l'occasion de se plaindre d'elle, et en recevant cette nouvelle, il nous dit : « Ah ! pour celle-là, cela ne m'étonne pas ; mais aussi, gare si j'entre à Naples : elle n'y mettra plus les pieds. »

Il envoya de l'état-major de la Grande Armée de quoi composer celui de l'armée qui allait se réunir aux frontières de Naples, et donna ordre au prince Joseph, son frère (1), qu'il avait laissé

(1) Il avait, depuis un ou deux ans, fait embrasser la carrière militaire à son frère Joseph, et lui avait donné le commandement du 4e régiment de ligne au camp de Boulogne. Ce prince présidait à Paris le Conseil des ministres en l'absence de l'empereur.

Voici la lettre que l'empereur écrivit à son frère au sujet des affaires de Naples, elle est datée de Munich, 31 décembre 1805 :

« Mon frère, je suis arrivé à Munich, j'y resterai quelques jours pour recevoir la ratification de la paix et donner les derniers ordres relatifs à mon armée ; après quoi, je me rendrai à Paris. Mon intention est de m'emparer du royaume de Naples. Le maréchal Masséna et le général Saint-Cyr sont en marche avec deux corps d'armée sur ce royaume. Je vous ai nommé mon lieutenant commandant en chef l'armée de Naples. Partez quarante heures après la réception de cette lettre pour vous rendre à Rome ; et que votre première dépêche m'apprenne votre entrée à Naples, que vous en avez chassé une Cour perfide, et rangé cette portion de l'Italie sous nos lois.

Vous trouverez au quartier général de la dite armée, vos instructions et les décrets relatifs à votre mission. Vous prendrez l'uniforme de général de division. Le titre de mon lieutenant vous donne le commandement sur les maréchaux. Votre commandement ne s'étend pas au delà de l'armée et du territoire de Naples. Si ma présence n'était pas nécessaire à Paris, j'aurais marché en personne sur Naples, mais avec les généraux que vous avez et les instructions que je vous donnerai, vous ferez ce que j'aurais pu faire. Ne dites pas où vous allez ;

à Paris, d'aller se mettre à la tête de cette armée. Il reçut aussi à Vienne une nouvelle fâcheuse de Paris, laquelle était sans doute exagérée ; mais, quand bien même elle l'eût été, c'était toujours quelque chose de fort mauvais.

Le bulletin de la bataille d'Austerlitz, qui avait été lu dans toute l'Allemagne avec une extrême avidité, semblait devoir produire le même effet en France. Effectivement il y excita l'enthousiasme ; cependant, il s'était manifesté à Paris une grande inquiétude sur le sort de la banque, et dans très peu de temps la peur se communiqua si rapidement, que l'on se porta en foule au change des billets ; elle ne put satisfaire tout ce qui se présentait à la fois. On crut qu'elle éprouvait des besoins d'argent, et la foule devint encore plus grande. L'agiotage s'en mêla : on vendit les billets comme les autres effets publics ,et ils perdirent jusqu'à 70 francs pour 1,000. Les fonds publics se ressentirent un peu de cet état de choses, qui donna de l'inquiétude à l'empereur. A cela se joignit un autre incident dont je vais rendre compte.

Un officieux de Paris écrivit à quelqu'un qui avait la facilité de voir souvent l'empereur, et lui dénonça une fraude du trésor public, qui avait déjà souscrit pour 80,000,000 de rescriptions des receveurs-généraux, à prélever sur les revenus de 1806 ; or, nous étions au mois de décembre 1805 (1).

On en conclut que l'empereur dépensait les revenus de l'Etat par anticipation ; cela contribua encore à faire baisser les effets publics. Toutes ces nouvelles lui donnaient de l'humeur, et lui faisaient désirer ardemment de terminer à Vienne, pour aller voir

qu'on ne l'apprenne que par vos premières lettres de l'armée ; n'en prévenez que l'archichancelier seul ». (D. L.).

(1) M. le duc de Gaëte, ministre des Finances, dans les mémoires qu'il a publiés, ne laisse rien à désirer sur les causes de ce désordre, et sur les conséquences dont il eût pu être suivi. *(Note de l'édition originale.)*

à Paris la cause de ce désordre. Il pressa tant pour la paix, qui ne tenait plus qu'à quelques difficultés de contributions, qu'enfin elle fut signée ; il la ratifia le même soir, et partit le lendemain. Avant de quitter Vienne, il se passa une anecdote que je dois raconter ici.

On a beaucoup parlé d'un goût décidé de l'empereur pour les femmes : il n'était pas dominant chez lui. Il les aimait, mais savait les respecter, et j'ai été témoin de la délicatesse de ses rapports avec elles, lorsque ses longues absences le mettaient dans le cas où étaient tous les officiers de son armée.

Pendant le séjour qu'il fit à Vienne, entre la bataille d'Austerlitz et la signature de la paix, il eut occasion de remarquer une jeune personne qui lui plut. Le hasard fit qu'elle-même s'était monté la tête pour l'empereur, et qu'elle accepta la proposition qui lui fut faite, d'aller un soir au château de Schœnbrunn. Elle ne parlait qu'allemand et italien ; mais l'empereur parlait lui-même cette dernière langue, la connaissance marcha rapidement. Il fut fort étonné d'apprendre de cette jeune personne qu'elle appartenait à des parents respectables, et qu'en venant le voir, elle était dominée par une admiration qui avait fait naître dans son cœur un sentiment qu'elle n'avait jamais connu ni éprouvé pour qui que ce fût. Le fait, quoique rare, fut reconnu exact ; l'empereur respecta l'innocence de cette jeune demoiselle, la fit reconduire chez elle, fit prendre soin de son établissement et la dota.

Il aimait beaucoup la conversation d'une femme spirituelle ; il la préférait à tous les genres de délassements. Peu de jours après l'aventure que je viens de citer, arriva celle-ci : un agent français, qui habitait Vienne, avait eu occasion d'y distinguer une certaine comtesse à laquelle, disait-on, un ambassadeur d'Angleterre (lord Paget) avait adressé des hommages. Il était difficile de rencontrer une femme plus séduisante que cette comtesse, qui, du reste, portait l'amour de son pays jusqu'à l'exal-

tation. L'agent se mit dans la tête de la décider à aller voir l'empereur, en lui faisant insinuer que la proposition lui en était faite par l'ordre de ce souverain lui-même, qui cependant n'y pensait pas.

Un officier de la cavalerie de police de la ville de Vienne, qui connaissait cette comtesse, fut chargé de lui parler. Celle-ci écouta la proposition qui lui était faite un matin pour avoir son exécution le soir : elle ne se décida pas d'abord, et demanda la journée pour réfléchir, ajoutant qu'elle voulait être assurée si c'était bien par l'ordre de l'empereur qu'on était venu lui faire cette ouverture. Le soir, la voiture étant prête au lieu du rendez-vous où l'officier viennois devait prendre la comtesse pour la remettre à quelqu'un qui devait l'accompagner à Schœnbrunn, il alla la voir ; elle lui dit qu'elle n'avait pu se décider pour ce jour-là, mais qu'elle engageait sa parole de ne pas y manquer le lendemain, et que, dans l'après-midi, il pouvait venir chercher sa réponse, qu'elle avait pris son parti.

La voiture fut recommandée pour le lendemain à la même heure. L'officier viennois, qui craignait un autre caprice, ne manqua pas le lendemain de se rendre chez la belle. Il la trouva toute résolue ; elle avait mis ordre à ses affaires comme pour faire un long voyage, et elle lui dit d'un air décidé en le tutoyant : « Tu peux venir me chercher ce soir, j'irai le voir, tu peux y compter. Hier j'avais des affaires à régler, maintenant je suis prête. Si tu es bon Autrichien, je le verrai ; tu sais combien il a fait de mal à notre pays ! Eh bien ! ce soir, je le vengerai ; ne manque pas de venir me chercher. »

Une pareille confidence effraya l'officier, qui ne voulut pas en courir la responsabilité : il vint de suite en faire part : on le récompensa. On n'envoya point la voiture au lieu du rendez-vous, et la comtesse évita l'occasion d'acquérir une célébrité qui aurait sans doute flétri sa réputation de femme gracieuse. Cette aventure eut lieu la veille du jour où l'empereur partit de Schœnbrunn pour Paris.

Les Autrichiens, pour premier paiement des contributions, furent obligés de nous céder le montant des subsides qu'ils devaient recevoir d'Angleterre ; ils les attendaient justement dans le moment ; ils donnèrent ordre à Hambourg que, quand ils arriveraient, on les passât à l'ordre du ministre de France. C'était alors M. Bourrienne, que l'empereur avait consenti à réemployer : il reçut les subsides anglais destinés à l'Autriche, et les envoya à Paris.

Quelques jours avant de partir de Vienne, l'archiduc Charles avait demandé à l'empereur une entrevue. Je ne sais pourquoi l'archiduc ne vint pas à Schœnbrunn, mais l'entrevue eut lieu à un rendez-vous de chasse appelé la Vénerie, sur la route de Vienne à Bukersdorf. L'empereur y était allé comme pour chasser ; l'archiduc y vint avec deux officiers seulement ; ils s'entretinrent longtemps seuls dans une chambre du pavillon de chasse. Nous revînmes assez tard à Schœnbrunn. L'empereur faisait un cas particulier de l'archiduc Charles ; il l'estimait beaucoup et lui était attaché.

L'empereur partit de Vienne ; pour arriver à Munich, il passa par Scharding et Passau, où il rencontra le général Lauriston, qui revenait de Cadix ; il l'envoya comme gouverneur à Venise. Il arriva à Munich pendant la nuit (1), quelques jours avant le nouvel an de 1806. L'impératrice y était arrivée par son ordre depuis quinze jours ; elle était auparavant à Strasbourg.

La princesse Caroline y était aussi. Il y eut à la Cour de Bavière, comme on peut le croire, une belle joie ; non seulement le pays avait été sauvé, mais presque doublé, et les troupes bavaroises n'avaient pas été engagées, c'est-à-dire qu'elle n'avaient éprouvé que de légères pertes : aussi nous témoigna-t-on un grand plaisir de nous voir, et nous y fit-on toute espèce de bon accueil.

C'est à Munich que nous commençâmes à aper-

(1) Le 31 décembre 1805, à une heure et demie du matin. (D. L.).

cevoir ce dont nous n'avions encore entendu parler que vaguement.

On envoya par le Tyrol un courrier qui porta l'ordre au vice-roi d'Italie de venir de suite à Munich ; effectivement cinq jours après il arriva. On ne dissimula plus alors son mariage avec la princesse Auguste de Bavière, née de la première femme du roi de Bavière, lorsqu'il n'était encore que prince des Deux-Ponts. L'on aimait beaucoup le vice-roi, et l'on témoigna le plus sensible plaisir de le voir unir sa destinée à celle d'une princesse qui était aussi bonne et aussi belle que l'était la princesse Auguste.

La cérémonie religieuse fut faite par le prince primat d'Allemagne, ancien Electeur de Mayence.

Le mariage fut célébré à Munich (1) ; il y eut à cette occasion les fêtes d'usage ; elles durèrent une semaine entière, après quoi l'empereur revint à Paris. Le vice-roi passa encore quelque temps à Munich ,puis s'en retourna à Milan.

(1) C'est le 12 janvier 1806 qu'Eugène de Beauharnais épousa la princesse Augusta-Amélie de Bavière. Bientôt après, Eugène était proclamé fils adoptif de l'empereur, avec le titre officiel de prince de Venise, d'abord, et il fut ensuite couronné vice-roi d'Italie. (D. L.).

CHAPITRE VI

Nouvelle armée réunie à Strasbourg. — Mariage du prince héréditaire de Bade avec mademoiselle de Beauharnais. — Arrivée de l'empereur à Paris. — Causes du discrédit public. — M. Mollien remplace M. de Barbé-Marbois. — Compagnie des vivres. — Destitution d'agents du trésor. — Séquestre sur les biens des membres de la compagnie des vivres. — Leur emprisonnement. — M. Ouvrard. — Services des vivres mis en régie. — Résultat déplorable de cette administration. — Occupation du royaume de Naples. — Distribution de faveurs. — Mariage du prince de Bade. — Joseph roi de Naples. — Louis roi de Hollande. — Le général Sébastiani envoyé à Constantinople. — Mort de Pitt ; Fox lui succède. — Ouvertures faites à l'Angleterre. — Arrivée de lord Lauderdale à Paris. — Mouvements des autres ministres étrangers. — Nouvelles discussions avec la Prusse. — Lucchesini. — Situation respective de la Prusse et de la France. — Le grand-duc de Berg. — Armements de la Prusse. — M. de Talleyrand poursuit les négociations avec l'Angleterre.

L'empereur s'arrêta un jour à Augsbourg, un autre à Stuttgart, et vint passer deux ou trois jours à la Cour de Bade. Il voyagea depuis Munich dans la même voiture que l'impératrice. Nous apprîmes à Carlsruhe que le mariage du prince héréditaire de Bade avec mademoiselle de Beauharnais (1) avait

(1) Stéphanie de Beauharnais était nièce de l'Impératrice Joséphine et fille adoptive de l'empereur Napoléon. Elle avait perdu sa mère n'étant encore qu'une enfant, et fut laissée par elle aux soins d'une Anglaise, son amie intime ; celle-ci, fort riche, et sans enfant, l'avait en quelque sorte adoptée, et avait confié son éducation à d'anciennes religieuses, dans le midi de la France. Napoléon, encore Premier Consul, entendit un jour Joséphine, dont elle était la parente, mentionner cette circonstance :

« Comment pouvez-vous, s'écria-t-il, permettre une pareille chose ? Quelqu'un de votre nom à la charge d'une étrangère,

été arrêté. Dès avant l'ouverture de la campagne, l'on avait parlé d'un projet de mariage de ce prince avec la princesse Auguste de Bavière. L'empereur, pour savoir la vérité, avait envoyé à Bade, pendant la saison des eaux, M. de Thiars, pour être informé d'une manière précise de ce projet, et pour le traverser; ses ordres furent exécutés avec beaucoup d'exactitude et d'esprit. Tout étant réglé avec la Cour de Bade, l'empereur vint à Strasbourg, où il trouva une nouvelle armée : ceci a besoin d'être expliqué.

Lorsqu'il se vit attaqué à l'improviste par une aussi forte partie, et que la Prusse avait avec lui un langage équivoque, il craignit que la guerre ne traînât en longueur. Il appela une conscription qui se rassembla à Strasbourg et à Mayence : elle était déjà habillée et équipée, et offrait des troupes de belle apparence. Outre cela, les gardes nationales des départements frontières avaient été réunies. Ces corps, joints à la conscription, formaient une très

d'une Anglaise, en cet instant notre ennemie ! Ne craignez-vous pas que votre mémoire en souffre un jour ? »

Et aussitôt un courrier fut expédié pour ramener la jeune enfant aux Tuileries, mais les religieuses ne voulurent point s'en dessaisir. Napoléon heurté, prit les informations et autorisations nécessaires, et bientôt il fut expédié un second courrier au préfet du lieu, avec ordre de se saisir à l'instant même de la jeune Beauharnais au nom de la loi.

Or, telles étaient, par les circonstances du temps, certaines éducations et les opinions qu'elles pouvaient inspirer, que la jeune Stéphanie ne se vit pas réclamer sans douleur, et qu'elle ne vit pas sans effroi celui qui se disait son allié, et voulait être son bienfaiteur. Elle fut placée chez Mme Campan, à Saint-Germain ; on lui prodigua toutes sortes de maîtres, et elle n'en sortit que pour jeter un grand éclat par sa beauté, ses grâces, son esprit et ses vertus.

L'empereur l'adopta pour fille, et la maria au prince héréditaire de Bade. Le mariage, durant quelques années, fut loin d'être heureux, mais avec le temps les préventions disparurent, les époux se réunirent, et ils n'ont plus eu, dès cet instant, qu'à regretter le bonheur dont ils s'étaient privés. (D. L).

belle armée. Cette conscription était la seconde qu'on levait depuis la rupture du traité d'Amiens ; elle était, ainsi qu'avait été la première, composée d'hommes superbes.

L'empereur ne resta que peu de jours à Strasbourg ; il arriva à Paris vers cinq heures du soir, à la fin du mois de janvier (1). Il envoya quérir tout en arrivant l'archichancelier et le ministre des finances, dans la sagesse desquels il avait beaucoup de confiance : il voulait être éclairé sur les causes du discrédit des effets publics ; il n'ajoutait aucune foi à tous les rapports que lui avait envoyés la police, qui lui disait que c'était le faubourg Saint-Germain qui avait fait circuler de mauvais bruits, et qui avait mis en doute les succès de l'armée.

L'empereur força le ministre de s'expliquer, et de désigner les coupables, qu'il devait connaître ; M. Fouché, pour se tirer d'affaire, fit une liste de quinze personnes du faubourg Saint-Germain, qu'il présenta à l'empereur comme travaillant l'esprit de la société. La conséquence naturelle fut de les exiler. Ce sont les premiers qui l'aient été, et ils le doivent au ministre de la police ; l'ordre en fut envoyé de Munich.

Le fait du discrédit public était réel ; l'empereur voulut en connaître les causes que je vais détailler : il commença par envoyer chercher le ministre du trésor public, M. de Barbé-Marbois. Ce ministre avait peu de choses à alléguer pour sa défense ; sa probité le mettait à l'abri du soupçon, mais il avait été tellement la dupe de quelques mauvaises spéculations, que l'empereur ne voulut plus lui laisser la direction de l'emploi des fonds publics ; il le remplaça par M. Mollien (2), qui était directeur de la caisse d'amortissement. L'émission des 80,000,000 d'effets de receveurs-généraux avait effec-

(1) Napoléon était à Strasbourg les 22, 23 et 24 janvier 1806 ; il arriva à Paris le 26. (D. L.).

(2) Le 27 janvier 1806.

tivement eu lieu ; c'était une opération entreprise pour favoriser des spéculations particulières.

La compagnie des vivres, qui avait le marché pour la fourniture du pain aux troupes de terre et de mer dans tout l'empire, ainsi que l'approvisionnement des grains, était composée de riches capitalistes, habiles dans cette sorte de commerce : ils y étaient nés, et l'avaient fait toute leur vie. Leurs affaires étaient immenses ; ils rendirent de grands services à l'Etat dans des temps de disette. Pour leurs paiements, ils avaient affaire à deux et trois ministères, celui de la guerre, celui de la marine et celui de l'intérieur, de sorte que, s'ils parvenaient à être soldés exactement, ce ne pouvait être qu'après beaucoup de lenteurs.

Pendant le séjour de la flotte espagnole à Brest, le gouvernement de Charles IV traita avec cette compagnie pour la fourniture complète des rations de vivres aux troupes et aux équipages qui étaient à bord de ses vaisseaux. Cela mit ces entrepreneurs dans le cas d'envoyer l'un d'eux à Madrid, pour régler avec le gouvernement espagnol ce qui était dû à leur compagnie ; ce fut M. Ouvrard qui fut chargé de l'opération. A Madrid, il eut nécessairement affaire avec le prince de la Paix, qui gouvernait toutes les branches d'administration de ce pays. Le prince de la Paix, non seulement régla les comptes de cette compagnie, mais il lui proposa de se charger pour l'Espagne du service qu'elle faisait en France, c'est-à-dire des approvisionnements de blé, ainsi que de la fourniture des vivres aux armées de terre et de mer. La compagnie accepta, moyennant que le gouvernement espagnol se chargerait d'obtenir du gouvernement français la sortie des grains dont elle aurait infailliblement besoin pour faire son service. Cette demande fut négociée officiellement obtenue. Quant aux paiements, le prince de la Paix déclara à M. Ouvrard qu'il ne pouvait lui donner que des valeurs en inscriptions sur le Mexique, qu'il fallait qu'il se chargeât de les négocier et d'aller les faire toucher sur les lieux.

M. Ouvrard non seulement accepta les valeurs qui pourraient être dues à sa compagnie pour le paiement de ses fournitures, mais, de plus, se chargea de faire venir en Europe le montant de tout ce que le gouvernement espagnol pourrait avoir de valeurs à faire escompter par année au Mexique. C'était assurément le plus grand service que l'on pût rendre au gouvernement espagnol ; aussi l'accepta-t-il d'autant plus volontiers, que M. Ouvrard, par son opération, faisait hausser le cours de ces valeurs. L'opération était immense, et tout à fait étrangère à la compagnie des vivres.

Dans son projet, M. Ouvrard faisait aborder des navires américains à la Vera-Cruz, pour y transporter ce que les colonies espagnoles étaient dans l'usage de recevoir chaque année de leur métropole. Ces mêmes navires faisaient escompter les valeurs aux caisses du roi, et revenaient en Amérique. Le montant en était employé en denrées, ou même était envoyé en espèces à Londres, d'où il était expédié de la même manière à Amsterdam et Paris. Jamais on n'avait vu d'entreprise menée de si loin avec autant de hardiesse et d'habileté. M. Ouvrard avait une chaîne de correspondants et d'agents depuis Madrid, Paris, Amsterdam et Londres jusqu'à Philadelphie, Vera-Cruz et Mexico. Rien ne s'opposait plus à la réussite de cette vaste opération, lorsque l'affaire de M. de Barbé-Marbois vint la faire échouer.

Pendant que M. Ouvrard (1) s'occupait de régler

(1) Ce financier, auquel on ne peut refuser une grande habileté, était négociant en denrées coloniales à Nantes quand la Révolution éclata. « Doué d'un esprit fin et d'une grande hardiesse dans ses spéculations, il comprit de bonne heure comment le crédit, en multipliant la richesse, peut accroître à la fois les fortunes particulières et la prospérité du pays ; aussi, en moins de quinze années, parvint-il à l'apogée du crédit et de la fortune. »

Chargé en 1797 du service des subsistances, Ouvrard gagna plus de quinze millions. Plus tard, il présenta au Directoire un plan de finances et de crédit, basé sur la nécessité d'une

tout ce qui assurait le succès de cette entreprise, ses co-associés se mettaient en mesure de faire face aux besoins du service qu'ils avaient à faire en Espagne. La première chose dont ils eurent besoin fut des capitaux ; les leurs étaient employés à faire le service des vivres en France, il fallut en créer de nouveaux pour celui d'Espagne. La seconde opération de M. Ouvrard devait en procurer d'énormes, mais encore fallait-il le temps d'atteindre l'Amérique et d'en revenir ; son opération devait, toutes compensations de commerce faites et frais déduits, rap-

dette publique considérable en France, limitée cependant au quart ou au tiers de son revenu. Il insistait aussi sur l'organisation d'une caisse d'amortissement indépendante, richement dotée, « mais ce système, alors incompris, ne fut point adopté, et ce ne fut qu'en 1817 qu'il triompha, sous l'influence du duc de Richelieu. Sa fortune, qui continuait à s'accroître, porta, paraît-il, ombrage au Premier Consul, qui le considéra comme un homme à craindre. Devenu empereur, Napoléon ne ménagea point Ouvrard ; l'opulent financier dut même déposer son bilan le 31 décembre 1807 et suspendre ses paiements. Un concordat lui fut accordé le 26 octobre 1808, et les créanciers ne perdirent point un centime. »

De nouvelles rigueurs atteignirent Ouvrard ; il fut arrêté et détenu longtemps à Sainte-Pélagie. Sa détention ne se termina qu'en octobre 1813. Lors de l'occupation de la France, en 1814, il se chargea de fournir aux alliés ce qui était nécessaire pour le service des vivres. En 1817, il contribua à fonder le crédit public en rassurant les créanciers de l'État, et sans diminuer les ressources des divers services ; sans avoir recours à de nouvelles charges, il trouva le moyen de payer l'indemnité promise aux puissances étrangères. Le talent financier dont il venait de donner des preuves ne pouvait manquer d'augmenter son influence ; aussi obtint-il, en 1823, la fourniture générale de l'armée envoyée en Espagne ; les marchés qu'il passa en cette circonstance furent signalés comme tellement onéreux au Trésor que des poursuites furent ordonnées contre lui, mais elles furent suspendues et ne furent jamais reprises.

Plus tard, après avoir éprouvé des pertes considérables et contracté des obligations qu'il ne put pas remplir, Ouvrard fut de nouveau incarcéré pour dettes à Sainte-Pélagie. Il n'en sortit qu'après cinq années révolues, vécut depuis dans la retraite et mourut à Londres, assez oublié, en 1846. (D. L.).

porter un bénéfice net de plus de 20,000,000 de francs par année. Il était encore en Espagne pour cet objet, lorsque ses co-associés imaginèrent, pour se créer des capitaux, d'intéresser dans leur affaire le secrétaire général de M. de Barbé-Marbois ; ils la lui exposèrent et agirent si bien, qu'il leur donna tout l'appui qu'ils sollicitaient. Il leur fit signer par son ministre 80,000,000 d'effets sur l'exercice de 1806. Il avait été convenu que ces effets ne seraient point mis en circulation, mais resteraient déposés comme titres de garantie aux capitalistes qui donneraient leur argent.

Malheureusement, dans un pays dont le gouvernement est en mouvement continuel, les opérations du trésor et les mouvements d'argent sont le sujet constant de toutes les observations. Aussitôt qu'une opération sort de l'ordre accoutumé, les conjectures commencent, et la méfiance les suit. Malgré les précautions qu'avait prises le secrétaire général, l'affaire transpira, parce que, malgré la convention faite, l'on avait mis en négociation une partie de ces 80,000,000 de papiers pour en faire les capitaux dont on avait besoin. On prit l'alarme, chacun voulut être remboursé ; la banque ne put faire face aux demandes, et le désordre fut à son comble. L'empereur, qui avait son carnet de distribution, avait d'abord attribué à quelque erreur la différence qu'il présentait. Il avait fait faire des recherches, s'était assuré que l'émission était véritable, et avait vu avec effroi la cruelle situation où il se fût trouvé si la fortune lui eût été contraire. Battu au fond de la Moravie, privé par une imprudence inconcevable des ressources sur lesquelles il devait compter, il eût été hors d'état de réparer ses pertes, et sa ruine était consommée dès cette époque.

La méprise était trop grave. Le ministre persistait cependant à la défendre ; l'empereur lui retira, comme je l'ai dit, le portefeuille, et destitua tous les agents du trésor public qui, ayant eu part à cette affaire, avaient contribué à tromper la religion de leur chef. Il fit rentrer au trésor celles des

traites qui étaient encore dans les mains des fournisseurs, et comme il y en avait déjà une bonne partie en circulation, on mit le séquestre sur leurs biens ; on suspendit les paiements qu'ils poursuivaient dans les différents ministères ; enfin on apposa le séquestre sur leurs approvisionnements. Ces mesures jetèrent l'alarme parmi les bailleurs de fonds. Ils vinrent reprendre leurs capitaux, le discrédit augmenta, et la compagnie fut obligée de se constituer en faillite.

Les fournisseurs ne purent faire face aux réclamations du gouvernement : on les incarcéra, et on n'en eut pas beaucoup davantage. Quelques-uns se saignèrent : mais la plupart souffrir sans vouloir payer.

M. Ouvrard arriva d'Espagne sur ces entrefaites. L'empereur le fit questionner sur son entreprise ; il le manda : M. Ouvrard la lui expliqua et en fut durement traité. Ainsi constituée en faillite, la compagnie ne put donner suite à son opération. Il était fâcheux qu'elle n'eût pu la mener à fin sans enlacer le trésor dans ses pièges ; car l'entreprise en elle-même était dans l'intérêt public. Nous gagnions à voir cesser le dépérissement où était l'Espagne faute d'argent ; et non seulement la France n'y perdait rien, mais les immenses bénéfices qu'elle devait produire étaient acquis par des capitalistes français, indépendamment de tous ceux qu'auraient faits une foule de gens d'affaires, qui auraient pris part au mouvement que cette singulière entreprise aurait occasionné. Mais, conçue sur une surprise comme elle l'était, elle fut fatale à l'Etat qu'elle pouvait conduire à sa perte, et auquel elle coûta du temps, des négociations et des sommes considérables. Encore ne parvint-il qu'avec peine à réaliser les valeurs qu'il avait été obligé de prendre pour couvrir les traites qui avaient été mises en circulation.

La compagnie des vivres une fois culbutée, il fallut lui substituer un autre mode d'approvisionnement ; on proposa à l'empereur de mettre ce ser-

vice en régie, en gardant tous les employés de la compagnie avec ses établissements. C'était lestement décider une question qui se débattra encore longtemps. Ainsi on démontra à l'empereur qu'en mettant un Conseiller d'Etat avec ses auditeurs à la tête de la régie, cette administration allait marcher toute seule, et que de plus on ferait de grands bénéfices. On tomba dans une lourde erreur. Le Conseiller d'Etat qui succéda à la compagnie des vivres fut M. Maret, frère du ministre : c'était un homme fort probe, extrèmement zélé ; mais nous allons voir le résultat de son administration. Tant que durèrent les approvisionnements de la compagnie, cela marcha naturellement bien ; il y eut même quelques broutilles d'économie sur les cuissons, le chauffage et les consommations : on crut avoir fait des miracles.

Mais arriva la fin des approvisionnements : comment les remplacer ? Il fallut de l'argent. M. Maret, comme agent du gouvernement, ne put pas avoir de crédit, il n'était pas saisissable ; il fallut donc recourir à l'empereur, qui, avant de donner de l'argent, voulut savoir en quelles mains il tomberait. On ne se servait plus que d'auditeurs ; on en avait pourvu les administrations. Voilà donc les auditeurs partis pour tous les grands marchés de grains. En les voyant arriver sur le marché, tout le monde les devinait : on savait bien que ces messieurs n'étaient pas marchands de blé, et que c'était pour le gouvernement qu'ils achetaient ; alors on les faisait payer en conséquence.

Tel de ces messieurs, qui n'avait étudié qu'en droit public, ne savait pas ce que c'était qu'un moulin ni du blé, et cependant on crut que ces jeunes gens soigneraient mieux les intérêts de l'administration, et économiseraient mieux l'argent du gouvernement, dont leur intérêt particulier était tout à fait détaché, que les agents de la compagnie des vivres ne soignaient des affaires qui étaient uniquement les leurs, et économisaient un argent qui leur appartenait.

L'empereur ne tarda pas à soupçonner qu'on lui avait fait faire une faute, surtout lorsque le résultat de l'administration de la régie fut qu'à la fin de l'année, il lui en avait coûté jusqu'à 10.000,000 de plus que ne dépensait la compagnie, quoiqu'il eût été obligé de fournir les fonds d'avance à la régie. Lors de la disette de 1811, cette régie manqua de nous devenir funeste, et l'on fut obligé d'avoir recours à l'habileté de quelques anciens membres de la compagnie : aussi l'empereur allait-il la renvoyer et recréer la compagnie des vivres, lorsqu'il fut obligé de porter ses soins ailleurs. Tels sont à peu près tous les renseignements notables qui eurent lieu dans l'administration.

M. Chaptal (1) avait été longtemps avant la campagne, remplacé au ministère de l'intérieur par M. de Champagny, qui était notre ambassadeur à Vienne. Après la paix de Lunéville, M. de Talleyrand ne tarda pas à arriver de Vienne.

Peu après le retour de l'empereur, on apprit l'occupation du royaume de Naples par nos troupes (2). Le reste de l'hiver se passa en fêtes et en plaisirs.

L'empereur donna au maréchal Murat l'investiture du grand-duché de Berg, que la Bavière cédait à la France moyennant d'autres pays. Il donna à

(1) 8 août 1804. — On regarda avec raison la retraite de M. Chaptal comme un malheur : c'était l'homme de France le plus fait pour donner de l'essor à l'industrie nationale ; il avait une opinion à lui, et avait le courage de la défendre ; il n'entretenait l'empereur que d'idées de paix. La méchanceté fit parvenir aux oreilles de l'empereur des contes absurdes sur de prétendues spéculations de ce ministre. Il était naturel qu'ayant dans sa fortune de grands établissements de chimie, il ne les détruisît point, par la raison qu'il était ministre.

L'empereur reconnut plus tard qu'on l'avait trompé : M. Chaptal était un des hommes dont la conversation lui plaisait le plus, et des lumières duquel il faisait le plus de cas : aussi était-il toujours un des premiers sur la liste des personnes qui avaient chez l'empereur la faveur des entrées particulières. *(Note dans l'édition originale.)*

(2) 11 janvier 1806.

M. de Talleyrand la principauté de Bénévent dans le royaume de Naples, et au maréchal Bernadotte celle de Ponte-Corvo dans le même pays ; ce qui surprit un peu : on ne croyait pas qu'il fût disposé à commencer la distribution des faveurs par ce maréchal. Le prince de Bade vint à Paris contracter son mariage, qui fut célébré dans la chapelle des Tuileries (2). Le prince héréditaire de Bavière était aussi à Paris depuis le 10 février. Il eut à cette occasion des fêtes magnifiques données dans l'intérieur du château des Tuileries. Les dames de la Cour y exécutèrent des danses de caractère ; elles étaient pour la plupart fort jeunes et fort belles, de sorte que les fêtes avaient, indépendamment de leur éclat, toute l'élégance et la grâce d'un spectacle enchanté. Ce même hiver, l'empereur se décida à poser la couronne de Naples sur la tête de son frère Joseph (1). Une députation de douze sénateurs alla lui en porter l'investiture ; il s'était rendu à la tête de l'armée qui avait marché contre ce pays et venait de l'occuper. L'empereur se détermina aussi à faire changer en Hollande la forme du gouvernement électif contre la forme monarchique, et le choix des notables du pays (qui, je crois, étaient à nous) se porta sur le prince Louis, frère de l'empereur, à qui on offrit la couronne (2). Il est exactement vrai que le prince Louis ne s'en souciait pas le moins du monde ; on fut obligé de faire violence à ses goûts de retraite, pour la lui faire accepter.

Ainsi la bataille d'Austerlitz avait mis trois rois de plus en Europe et avait renversé la dynastie de Naples.

Vers le printemps de 1806, la position politique extérieure était encore en expectative : les Russes n'avaient rien fait dire ; l'Autriche avait mal exécuté les conditions stipulées à Vienne, comme on le verra plus bas ; la position vis-à-vis de l'Angleterre était

(1) 30 mars 1806.

(2) 4 juin 1806.

toujours la même. L'empereur prévit dès lors tout ce qu'il aurait incessamment à faire, et il songea à prendre une position forte à Constantinople. Il envoya comme son ambassadeur le général Sebastiani, qui venait d'arriver à Paris, à peine guéri d'une blessure grave qu'il avait reçue à la glorieuse journée d'Austerlitz, à la tête d'une brigade de dragons. Ce général joignait à son caractère public une instruction particulière de l'empereur pour des cas que ce prince prévoyait déjà devoir arriver. Sebastiani ne tarda pas à justifier le choix que l'empereur avait fait de lui.

Au mois d'avril suivant, tous les personnages illustres qui avaient passé une partie de l'hiver à Paris s'en retournèrent chez eux. Le roi de Hollande alla également prendre possession de ses Etats. Plus solitaire qu'il ne l'avait été jusqu'alors, l'empereur ne vivait presque plus que dans son cabinet. Il songeait sérieusement aux moyens de faire sa paix avec l'Angleterre. M. de Talleyrand ne négligeait rien pour y parvenir ; c'était un des hommes qui le désiraient le plus ; il crut avoir trouvé une circonstance favorable à ce projet (1).

(1) Ce fut dans les premiers jours du ministère de M. Fox, qu'un Français étant venu lui offrir d'assassiner l'empereur, ce ministre écrivit le 18 février 1806, à M. de Talleyrand pour lui en donnner avis ; il lui disait que les lois anglaises ne permettaient pas de retenir longtemps en prison un étranger qui ne s'était rendu coupable d'aucun délit ; que cependant il prendrait sur lui de ne faire relâcher ce misérable que quand le chef du gouvernement français, étant prévenu, aurait eu le temps de se mettre en garde contre ses attentats. M. Fox disait dans sa lettre à M. Talleyrand qu'il avait d'abord fait à cet individu l'honneur de le prendre pour un espion : terme qui exprimait assez l'indignation du ministre anglais. Cet avis loyalement donné fut la clef qui ouvrit la porte à de nouvelles négociations. L'empereur fit répondre à M. Fox par M. Talleyrand, et lui recommanda de dire au ministre de la Grande-Bretagne qu'il l'avait vivement touché et que son procédé se plaisait à y voir l'indice de ce qu'on pouvait attendre d'un Cabinet dirigé d'après des principes semblables à ceux dont une pareille démarche donnait la preuve. (D. L.).

La mort de M. Pitt avait fait arriver M. Fox au ministère. L'empereur le connaissait personnellement ; il avait puisé une grande estime pour lui dans les longs et fréquents entretiens qu'ils avaient eus ensemble, lorsque ce grand homme d'Etat était venu sur le continent. Un de ses parents, lord Yarmouth, se trouvait à Paris au mois de mai 1806 ; il aimait le monde et les plaisirs. Au milieu des divertissements, il rencontra une personne dont se servit M. de Talleyrand pour savoir s'il serait disposé à se servir d'ouvertures pacifiques entre les deux gouvernements. Après quelques explications, il consentit à se charger de la négociation, et reçut un passe-port pour Londres. Sa démarche, non seulement n'y déplut pas ; mais elle y fut accueillie. On le renvoya avec une sorte d'office pour commencer une négociation qui devait avoir plusieurs antécédents avant de prendre une forme régulière (1). Bientôt les conférences s'ouvrirent ; l'empereur jugea à propos d'y faire assister M. de Champagny et le général Clarke (2).

Le ministère anglais envoya à Paris, comme son chargé d'affaires pour cet objet, lord Lauderdale, et dès lors il fut reconnu que l'on traitait ouvertement avec l'Angleterre. Il n'y a nul doute que l'opposition à la paix ne serait pas venue de l'empereur. Il la voulait d'autant plus sincèrement, qu'elle aurait fixé irrévocablement sa position envers les puissances du continent. Tout ce qui l'entourait la désirait aussi ; son ministère l'aurait achetée par beaucoup de sacrifices : cependant elle n'eut pas lieu. Lorsque les différents ministres étrangers qui étaient à Paris surent que la France et l'Angleterre trai-

(1) 26 juin 1806.

(2) L'empereur traitait Clarke en enfant qui aurait pleuré, si on n'avait pas fait attention à lui. Jamais homme n'a été aussi malheureusement organisé que Clarke ; courtisan par nature, on ne sait ce qu'il n'aurait pas fait pour obtenir un regard d'approbation de l'empereur. *(Note de l'édition originale.)*

taient directement et seules de leurs intérêts réciproques, ils firent tout au monde pour être informés dans les moindres détails de ce qui se passait dans les conférences.

Quelque heureux qu'eussent été pour nous les résultats de la campagne de 1805, ils n'avaient pas fait perdre l'espérance aux alliés naturels des Anglais. Les ministres de ces puissances à Paris eurent donc assez facilement les moyens de connaître de ces conférences ce qui pouvait intéresser leurs Cours. Quelques-uns d'entre eux affectaient de paraître bien informés, pour tâcher d'apprendre quelque chose de plus, plaidant le faux pour savoir le vrai. On employait tout : femmes, intrigues, rien n'était négligé.

Les ministres des puissances dont les Anglais avaient envahi les colonies étaient bien aises de savoir aussi ce qui serait stipulé pour elles. C'est par toutes ces menées que l'on apprenait par-ci par-là ce qu'on devait tantôt craindre et tantôt espérer de l'issue des négociations.

La Prusse était dans une situation toute particulière. Contrariée d'accepter la dépouille d'un prince avec lequel elle venait de s'unir contre nous, mais dans la nécessité de s'emparer du Hanovre, elle avait imaginé de recevoir ce pays en dépôt jusqu'à ce que l'acquiescement de l'Angleterre lui permît de l'agréger définitivement à ses domaines. Elle voulait, sur tous les autres points, rester sur le pied où elle se trouvait avec la France jusqu'à la paix. L'empereur Napoléon repoussa des stipulations qui annulaient le traité conclu à Vienne. On négocia de nouveau, et le Cabinet de Berlin, qui n'avait pas voulu le Hanovre, et en outre un territoire assez étendu qu'on lui cédait en dédommagement des margraviats dont on faisait un accroissement pour la Bavière, fut obligé de l'accepter seul. Il s'en irrita, cria au manque de foi ; mais les ratifications avaient été échangées ; il ne lui restait qu'à subir les conséquences de l'aveuglement qui lui avait fait repousser l'œuvre d'Haugwitz, lors-

qu'un nouvel incident vint ajouter à l'irritation des esprits. Murat, qui venait d'être fait grand-duc de Berg, se disposait à prendre possession des trois Abbayes (1) ; les Prussiens voulaient les conserver ; on contesta, on récrimina, et enfin on se présenta de part et d'autre pour les occuper. On échangea même quelques coups de fusil, à la suite desquels Blücher se retira.

Le grand-duc, de son côté, se laissa égarer par l'ambition ; il rêvait déjà l'agrandissement de la puissance qu'il venait d'acquérir, et ne se contentait pas d'un lot qui aurait comblé les vœux d'un prince né de roi.

On ne peut deviner ce qui l'avait ébloui, mais la paix lui paraissait odieuse. Il ne négligeait aucune des nombreuses occasions que sa nouvelle dignité lui procurait pour porter l'empereur à la guerre. Il lui inspira de la méfiance pour M. de Talleyrand et pour tout ce qui lui parlait de paix. Il alla plus loin ; il fit donner l'alarme au ministre de Prusse sur la perte prochaine du Hanovre, en même temps qu'il entretenait l'empereur des inquiétudes de la Prusse, qui n'attendait que l'assurance d'être appuyée pour éclater. Un autre malheur aussi fut que la grande-duchesse de Berg, douée de grâce, de beauté et de tout ce qui attache à une jeune princesse, aimait le pouvoir. Elle savait le faire trouver enchanteur à ceux qui devaient en supporter les caprices. Mais comme elle ne pouvait l'exercer sous la puissance d'un mari, elle souriait à tous les projets qui, tout en rapportant de la gloire à celui-ci, lui assuraient à elle-même le doux plaisir de régner sans partage, et de voir chacun courir au devant de ses volontés. Elle poussa donc le grand-duc au lieu de le retenir, et bientôt nous vîmes une troupe de jeunes adorateurs impatients de voler sur de nouveaux champs de bataille.

Malgré cela, les conférences suivaient leur

(1) D'Etten, d'Essen et de Werden dans le comté de la Marche.

marche ordinaire, et l'empereur croyait toucher à la paix, quand, à son grand déplaisir, il se vit forcé d'y renoncer.

Le ministre de Prusse à Paris (c'était M. de Lucchesini, le même qui avait été plénipotentiaire au célèbre congrès de Sistow, sous Frédéric-le-Grand) avait quitté Paris le 16 février 1806, et y était revenu le 3 mai. Il avait été frappé de terreur par les résultats de la campagne d'Austerlitz, ne pouvant se dissimuler que le changement subit de la politique de sa Cour, et sa conduite équivoque dans les derniers moments de la campagne de 1805, avaient fait changer les sentiments de la France pour son pays. Il était fort en peine de savoir ce qui allait résulter, pour la Prusse, des conférences entre lord Lauderdale et les ministres de France. Allant aux écoutes de tous les côtés, et n'ouvrant la bouche que pour s'informer du sort du Hanovre, il était en observation continuelle autour du grand-duc de Berg, et n'y voyait rien de propre à le rassurer : aussi entretenait-il son Cabinet dans de continuelles alarmes. Une autre circonstance contribuait à accroître les inquiétudes de M. de Haugwitz, qui était venu négocier à Paris le traité du 15 février ; il avait été remplacé, comme ministre extraordinaire, par M. de Knobelsdorf. L'empereur faisait un cas particulier de ce diplomate, et lui témoignait beaucoup d'égards : cette préférence blessa M. de Lucchesini, et ne contribua pas peu à le rendre inquiet et ombrageux.

Il était difficile que le roi de Prusse ne conçut pas d'inquiétudes de tout ce qu'on ne manquait pas de lui écrire de France sur les dispositions de l'empereur à l'égard de la Prusse. D'autre part, on l'encourageait en Allemagne : on lui disait que le rôle de libérateur de la Germanie lui était réservé ; on lui citait sans cesse l'exemple du grand Frédéric ; on ne parlait autour de lui que de la bataille de Rosbach.

Dans cette situation d'esprit, il commença à prendre des précautions ; peu à peu, ces précau-

tions devinrent des mesures menaçantes. Comme l'arrivée de chaque courrier de Paris augmentait les alarmes, on eut recours à un armement, surtout lorsqu'on vit à Berlin, par les communications du roi d'Angleterre au Parlement, qu'on lui avait offert la restitution du Hanovre. Au lieu de ne voir dans cette proposition qu'un acheminement à la paix, qui aurait été suivie d'une indemnité pour elle, la Prusse se crut jouée. Sa mauvaise étoile l'entraîna. Elle arma, et elle s'en imposa à elle-même sur les suites de ses armements.

Je reviens aux conférences. M. de Talleyrand les poussait avec activité ; rien ne lui eût coûté pour faire conclure la paix avec l'Angleterre. Il disait, à qui voulait l'entendre, que, sans elle, tout était problème pour l'empereur ; qu'il n'y aurait qu'une suite de batailles heureuses qui le consoliderait, et que cela se réduisait à une série dont le premier terme était A, et dont le dernier pouvait être Y ou zéro. Il entrait en fureur quand il s'apercevait des petites intrigues des ambitieux qui amenaient la guerre, en parlant des armements de la Prusse, qu'eux-mêmes provoquaient tous les jours par leur jactance et leurs menaces. On faisait alors circuler avec affectation des lettres, vraies ou fausses, de Berlin, qui étaient remplies d'invectives contre les Français ; on y disait que la cavalerie prussienne allait aiguiser ses sabres sous les fenêtres de l'ambassadeur de France. La jeunesse de Berlin avait, en effet, jeté des pierres dans ses fenêtres ; il n'y avait pas d'outrages, d'allusion offensante qu'on ne lui prodiguât.

CHAPITRE VII

Mort de Fox. — Les conférences sont rompues. — Lord Lauderdale est rappelé. — Ultimatum du Cabinet de Berlin. — L'empereur quitte Paris. — Dispositions de guerre. — Le maréchal Lannes culbute le prince Louis de Prusse. — L'empereur porte son quartier général à Auma. — Son arrivée à Iéna. — Situation de l'armée prussienne. — Dispositions de l'empereur. — Embarras de l'artillerie. — Conduite de l'empereur dans cette circonstance. — Bataille d'Iéna. — Napoléon visite le champ de bataille. — Sa sollicitude pour les blessés. — Il revient à Iéna. — Nouvelles du maréchal Davout.

L'empereur eût néanmoins tout oublié pour faire une paix générale, lorsqu'un événement survint, qui l'obligea d'abandonner cet espoir. Le ministre anglais, M. Fox, était malade depuis assez longtemps ; sa maladie prit tout à coup un caractère plus inquiétant, et bientôt il fut en danger. Nous ne comptions guère que sur lui pour terminer nos éternels différends avec l'Angleterre, et à chaque avis que l'on recevait sur l'état de sa santé, on pressait les négociations le plus que l'on pouvait, parce que l'on espérait que la paix une fois conclue, on trouverait quelques moyens de la faire durer, même dans le cas où M. Fox viendrait à succomber.

Le sort en avait décidé autrement : le ministre anglais mourut (1) et son successeur rappela lord Lauderdale ; les conférences furent donc rompues. Nous accusâmes tacitement lord Lauderdale de n'avoir pas mis autant de zèle que nous à aplanir les difficultés qui s'opposaient à la conclusion de la paix, et nous crûmes même qu'ayant jugé l'état de M. Fox incurable, il s'était plus occupé des senti-

(1) Le 13 septembre 1806.

ments de son successeur que de ceux de celui qui n'avait plus que quelques jours à vivre (1).

Voilà donc, d'une part, la guerre qui continue avec l'Angleterre, et de l'autre une rupture qui va éclater avec la Prusse. On ne peut s'empêcher ici d'appeler le blâme sur ceux qui ont apporté tant d'obstacles à une réconciliation si facile. L'aigreur de la Prusse avait pris sa source dans sa crainte de perdre le Hanovre. La rupture des conférences de

(1) Notre opinion était fondée sur ce que lord Yarmouth avait suivi la négociation jusqu'au mois d'août, époque à laquelle lord Lauderdale fut envoyé à Paris ; on savait celui-ci tenir à la faction Grenville, et opposé à M. Fox, qui, étant malade de la maladie dont il mourut dans le milieu du mois suivant, eut peu d'influence sur le choix du négociateur, et sur la conduite des négociations.

Nous avons pensé que lord Lauderdale n'avait été envoyé que pour entraver et rompre ces négociations, parce que, dès son arrivée, il refusa de reconnaître la base sur laquelle négociait lord Yarmouth. Dès lors on cessa de s'entendre, et tout parut fini, quoique cependant il ne quittât Paris qu'après que l'emperenr fut parti pour l'armée, sans doute pour accréditer l'opinion que c'était la France qui avait rompu. Je crains d'avoir un peu trop disposé le lecteur à placer la cause de la rupture dans les jactances de la jeunesse de Paris, et les alentours du grand-duc de Berg, qui n'était pas le seul à former des projets. L'empereur n'était pas de caractère à se laisser entraîner par ces petites intrigues. Il jugea la guerre inévitable, parce qu'elle n'était que la conséquence des projets de la coalition, qui ne fut jamais dissoute, qui modifia ses plans, mais n'y renonça jamais.

Sur des esprits aussi invariablement prévenus que ceux qui dirigeaient les Cabinets étrangers, sur des têtes vaines et vindicatives, l'Angleterre avait trop de prise pour éviter l'occasion de renouer la partie ; elle venait de faire rejeter le traité fait entre la Russie et la France par M. d'Oubril. Des relations d'amitié liaient déjà les deux Cours de Prusse et de Russie ; l'Angleterre avait donc une position facile à prendre. Ce qu'il y a de certain, c'est que l'empereur était loin de vouloir la guerre, qui ne pouvait que remettre l'avenir en problême, et que le roi de Prusse ne s'en souciait pas ; tous deux la firent malgré eux : l'un y fut contraint, et l'autre entraîné. Les femmes, les jeunes gens et les ambitieux y contribuèrent plus que ces deux souverains. *(Note de l'édition originale.)*

Paris devait la rassurer ; il ne restait donc plus que des satisfactions à donner sur des tracasseries particulières, des manques d'égards, et d'autres bagatelles qui se seraient arrangées avec des tabatières.

L'empereur y était tout disposé ; la chose arrangée, il lui était encore possible de ramener son armée à Boulogne. Sa flottille était intacte. A la vérité, sa flotte de guerre avait été détruite ; mais il aurait trouvé moyen d'y suppléer.

Il comptait si bien sur la paix, qu'il s'occupait sérieusement de tenir à l'armée la parole qu'il lui avait donnée dans sa proclamation de Vienne, avant de la quitter ; il y disait qu'il voulait la réunir tout entière à Paris, avant de la ramener à Boulogne, afin de lui faire goûter tout le bonheur qu'on éprouve à avoir bien servi sa patrie ; il lui répétait que son plus grand plaisir serait de voir chacun de ceux qui la composaient réuni autour du palais, et de se rappeler chaque jour le courage et l'attachement dont ils lui avaient donné tant de preuves.

Il fit, dans beaucoup de branches d'administration, réserver une quantité de petites places, et successivement de plus considérables, afin de pouvoir satisfaire aux demandes que les soldats lui faisaient à chaque revue pour quelque membre de leur famille, comme leur père, leurs frères ou autres parents. Pendant tout le temps que j'ai servi l'empereur, je ne l'ai jamais vu refuser une demande à un soldat, surtout lorsqu'il sollicitait pour un autre. Le plus sûr moyen de perdre sa bienveillance était de maltraiter ou de repousser un militaire de grade subalterne. Il avait déjà entretenu plusieurs personnes de son projet de réunir l'armée d'Austerlitz, lorsque le génie du mal vint l'en empêcher.

Le grand-duc de Berg et plusieurs autres étaient enchantés que les conférences avec l'Angleterre fussent rompues, et la moindre conséquence qu'ils en tiraient, c'est qu'il fallait bien vite tomber sur la Prusse, et l'accabler pendant qu'elle n'était occupée que des marches et des contre-marches qu'elle faisait

faire à ses troupes. L'*ultimatum* du Cabinet de Berlin vint au secours de son impatience. Cette pièce, par le ton et les termes dans lesquels elle était conçue, était plutôt un défi choquant qu'une exposition de griefs ; aussi donna-t-elle de l'humeur au Cabinet des Tuileries.

D'un autre côté, le maréchal Berthier (1) écrivait de Munich, où il avait son quartier général, de se hâter ; qu'il commençait à craindre que les Prussiens n'ouvrissent les hostilités, sans faire de communications (cela avait eu lieu en 1805), et qu'on ne pouvait trop se presser. L'empereur quitta Paris le 21 septembre 1806 ; il n'y était de retour que depuis le 26 janvier de la même année. L'impératrice l'accompagna jusqu'à Mayence. La Garde impériale était à peine en marche ; elle était revenue à Paris après la campagne d'Austerlitz. Il ne s'arrêta à Metz que pour visiter l'arsenal, voir l'école d'artillerie, et reconnaître en quel état était la place. Il alla rapidement de Metz à Mayence, où il séjourna deux ou trois jours. Divers courriers qu'il y reçut lui firent hâter ses dispositions ; on donna ordre à Metz de mettre les troupes en poste, à mesure qu'elles arriveraient. On envoya également ordre à Strasbourg de faire embarquer sur le Rhin tout ce qui devait partir, tant de cette place que des villes situées sur le bord du fleuve. Un officier fut expédié au roi de Hollande, pour que, sans différer, l'armée hollandaise entrât sur le territoire de Munster et s'approchât du Weser.

Après avoir reçu la visite des princes de Bade, de Darmstadt et de Nassau, et avoir arrêté le plan définitif de la tête du pont du Rhin, il se rendit à Aschaffembourg. Il dîna chez le prince primat, et continua sa route par Wurzbourg, où il arriva le soir même du jour de son départ de Mayence.

(1) L'empereur, en quittant Schœnbrunn après la paix avec l'Autriche, avait laissé le commandement de l'armée à Berthier jusqu'à ce que les stipulations du traité fussent exécutées.

Le grand-duc lui fit une très belle réception : il séjourna chez ce prince pour lequel il avait beaucoup d'estime, et y attendit des nouvelles de l'ennemi.

C'est à Wurzbourg qu'il détermina la base de ses opérations, et qu'il résolut de prendre pour premier point de départ la ville de Bamberg (1). Les corps d'armée occupaient les pays de Baireuth, les bords du Mein, et s'approchaient jusqu'aux frontières des petites principautés de Saxe : les uns et les autres s'étaient réunis à leurs quartiers généraux, depuis que l'armée prussienne était venue se placer à Erfurt et Weimar.

Elle eut le tort très grand de rester dans cette position, jusqu'au moment où notre réunion fut opérée, et notre mouvement déterminé. Comme elle avait réunie avant nous, il lui aurait été possible d'agir sur un ou plusieurs de nos corps d'armée avant leur rassemblement. Une entreprise de cette espèce eût du moins justifié l'inconcevable prétention de pouvoir à elle seule faire tête à nos colonnes. Ou bien si, voulant être prudents, les Prussiens eussent jeté une bonne garnison bien commandée dans Erfurt, et fussent venus de suite avec toutes leurs forces nous disputer les passages de l'Eyden et ensuite celui de l'Elbe, la fortune eût pu leur présenter quelque chance favorable dans la série des mouvemnets et des manœuvres que nous aurions été obligés de faire par suite des leurs. Mais non, ils restèrent paisiblement dans leur position, et nous laissèrent déboucher par Saalfeld, où le maréchal Lannes culbuta le corps du prince Louis de Prusse, qui fut tué dans cette action (2). L'empereur marcha

(1) Il remplaça le maréchal Lefebvre, qui commandait le 5e corps, par le maréchal Lannes, qu'il avait ramené de Paris, et il donna le commandement de la Garde à pied au maréchal Lefebvre.

(2) Le prince Louis de Prusse était fils du prince Ferdinand, frère du grand Frédéric.

Il fut tué d'un coup de sabre le 10 octobre 1806, au

de sa personne par la vallée du Mein, ayant avec lui le corps de Bernadotte, celui de Ney, et flanqué à sa droite par les corps des marechaux Soult et Davout, qui, partant de Baireuth, s'avançaient sur Hoff. Pendant ce temps, l'empereur déboucha enfin de Kronach, passa la Saale à Salzbourg, et arriva à Schleiz, où l'on rencontra un petit corps prussien, que l'on poursuivit dans la direction de Gera.

Ce mouvement devait avoir fait prendre un parti à l'armée prussienne. Elle était rassemblée, une opération offensive lui était facile ; la prudence lui conseillait de se resserrer.

L'empereur resta un jour derrière la Saale ; il y fut rejoint par la Garde à pied, et pendant ce temps-là, les corps de droite, aux ordres de Soult et de Davout, suivis de toute la cavalerie aux ordres du grand-duc de Berg, prenaient de l'avance sur les bords de l'Elster.

Le lendemain de ce séjour, l'empereur porta son quartier général à Auma (1), où il reçut, par le maréchal Lannes, avis de la marche des ennemis, qui avaient pris le parti de quitter leur position d'Erfurt pour se rapprocher de la Saale. Il envoya sur-le-champ ordre au maréchal Bernadotte et au maréchal Davout de se porter sur Naumbourg, au maréchal Soult de marcher sur Gera, et il manda au maréchal Lannes de se tenir en communication avec lui. Ces dispositions faites, l'empereur partit de suite pour Gera, précédé de toute la cavalerie, et suivi de la Garde à pied et du corps du maréchal Ney.

A Gera, on s'empara d'un petit convoi saxon, qui avait ordre de se rendre par Zeitz à Naumbourg ; on profita de cette indication, et toute la cavalerie prit la route qu'il devait suivre.

combat de Saafeld par le maréchal des logis Guindé, du 10e de hussards. Guindé mourut glorieusement à la bataille de Hanau en 1813 ; il était alors capitaine et officier de la Légion d'honneur. (D. L.).

(1) 11 octobre 1806.

De plus, on saisit à Gera la poste qui venait d'arriver, et l'on s'assura que l'armée prussienne était encore à Weimar. Alors l'empereur prit son parti ; il envoya ordre au maréchal Lannes, ainsi qu'au maréchal Ney, de marcher sur Iéna. Il s'y transporta lui-même, et fit prendre cette direction au maréchal Soult ; le reste continua son mouvement sur Naumbourg, et eut ordre de marcher à l'ennemi, que nous croyions être à Weimar. Par ce mouvement, l'empereur tournait entièrement l'armée prussienne : car, de cette manière, nous arrivions par le chemin que les Prussiens auraient dû prendre pour venir de Prusse à notre rencontre, et eux venaient forcer le passage de la Saale par un chemin qui aurait dû être le nôtre, s'ils avaient bien manœuvré. Dans cette position, il était difficile qu'un événement de guerre n'eût pas lieu, et qu'il ne fût pas décisif.

Le 13 octobre, au déclin du soleil, l'empereur arriva à Iéna avec le maréchal Lannes et la Garde à pied ; il était en communication avec les maréchaux Soult et Ney, auxquels il envoya ordre de venir le joindre. Bernadotte, Davout et le grand-duc de Berg, de leur côté, étaient aussi arrivés à Naumbourg.

L'empereur m'avait détaché de Gera, avec le 1er régiment de hussards, pour aller aux nouvelles vers Iéna. Il m'avait recommandé de prendre avec moi M. Eugène de Montesquiou, un de ses officiers d'ordonnance, qu'il rendit porteur d'une lettre pour le roi de Prusse, et de l'accompagner jusqu'à ce que je rencontrasse les Prussiens, ce qui eut lieu dans la vallée de la Saale à une lieue au-dessus d'Iéna (1). En entrant à Iéna, nous eûmes des nouvelles positives de l'armée prussienne : elle avait quitté Weimar en deux grands corps d'armée : l'un,

(1) Le prince de Hohenlohe, qui commandait cette armée, garda Montesquiou pendant toute la bataille. On dit même qu'il ne fit remettre au roi la lettre dont Montesquiou était porteur qu'après la bataille. *(Note de l'édition originale.)*

le plus considérable, sous les ordres immédiats du roi de Prusse et du duc de Brunswick, avait pris la route de Weimar à Naumbourg ; l'autre, sous les ordres du prince de Hohenlohe, s'était dirigé sur Iéna.

Effectivement, les premières compagnies de chasseurs qui débouchèrent en haut de la montagne qui domine Iéna découvrirent la ligne ennemie, dont la gauche venait s'appuyer en face du point par lequel nous débouchions. L'empereur alla la reconnaître lui-même, seul et à portée de fusil. Le soleil n'était pas couché, il mit pied à terre et s'approcha jusqu'à ce qu'on lui eût tiré quelques coups de fusil. Il revint presser la marche de ses colonnes, mena lui-même les généraux à la position qu'il voulait qu'ils occupassent pendant la nuit, et leur recommanda de ne la prendre que lorsqu'ils ne pourraient plus être aperçus de la ligne ennemie.

Il coucha au bivouac au milieu de ses troupes, et il fit souper avec lui tous les généraux qui étaient là. Avant de se coucher, il descendit à pied la montagne d'Iéna, pour s'assurer qu'aucune voiture de munitions n'était restée en bas : c'est là qu'il trouva toute l'artillerie du maréchal Lannes engagée dans une ravine que l'obscurité lui avait fait prendre pour un chemin, et qui était tellement resserrée, que les fusées des essieux portaient des deux côtés sur le rocher. Dans cette position, elle ne pouvait ni avancer ni reculer, parce qu'il y avait deux cents voitures à la suite l'une de l'autre dans ce défilé. Cette artillerie était celle qui devait servir la première ; celle des autres corps était derrière elle.

L'empereur entra dans une colère qui se fit remarquer par un silence froid. Il demanda beaucoup le général commandant l'artillerie de ce corps d'armée, qu'il fut fort étonné de ne pas trouver là ; et, sans se répandre en reproches, il fit lui-même l'officier d'artillerie, réunit les canonniers, et après leur avoir fait prendre les outils du parc et allumer des falots, il en tint un lui-même à la main, dont

il éclaira les canonniers qui travaillaient sous sa direction à élargir la ravine jusqu'à ce que les fusées des essieux ne portassent plus sur le roc. J'ai toujours présent devant les yeux ce qui se passait sur la figure de ces canonniers en voyant l'empereur éclairer lui-même, un falot à la main, les coups redoublés dont ils frappaient le rocher. Tous étaient épuisés de fatigue, et pas un ne proféra une plainte, sentant bien l'importance du service qu'ils rendaient, et ne se gênant pas pour témoigner leur surprise de ce qu'il fallait que ce fût l'empereur lui-même qui donnât cet exemple à ses officiers. L'empereur ne se retira que lorsque la première voiture fut passée, ce qui n'eut lieu que fort avant dans la nuit. Il revint ensuite à son bivouac, d'où il envoya encore quelques ordres avant de prendre du repos.

C'était la nuit du 13 au 14 octobre ; nous eûmes une gelée blanche, accompagnée d'un brouillard semblable à celui que nous avions eu à Austerlitz ; mais il nous fut plus favorable, en ce que toute notre armée était sur un petit plateau extrêmement resserré, ce qui avait obligé de former les troupes en grosses masses qui se touchaient presque, afin d'être plus facilement déployées le lendemain matin ; ce petit plateau n'était pas à plus de deux cent cinquante toises de la position qu'occupait la gauche des Prussiens. Sans ce brouillard, nos feux leur auraient servi de direction, et leur artillerie n'eût pas manqué de nous faire beaucoup de mal, en ce que tous les coups auraient porté. La fortune nous servit à merveille, car le brouillard dura jusqu'au lendemain à huit heures du matin.

Nous prîmes les armes à la pointe du jour ; la brume était si épaisse, que nous ne pûmes pas nous diriger sur la ligne ennemie. Il y avait devant nous un large terrain par lequel nous pouvions arriver droit à la ligne prussienne, flanquée à sa gauche par un bois. En se dirigeant sans guide à travers le brouillard, le 17ᵉ régiment léger, qui était en tête de notre colonne, appuya trop sur la

droite, et arriva au bois, où le combat s'engagea immédiatement. Cet incident fit croire aux Prussiens que nous attaquions par leur gauche, et ils dirigèrent tout leur feu sur ce bois. Cela nous fut favorable, parce que nous appuyâmes de notre côté à notre gauche, et nous fûmes bientôt replacés dans le large terrain dont j'ai parlé. Nous le traversâmes au pas accéléré, pendant que les Prussiens continuaient leur feu sur le bois, et nous les surprîmes ainsi brusquement. La ligne prussienne, se voyant attaquée et entendant un grand mouvement en avant d'elle, commença à manœuvrer pour prendre une position plus rapprochée de la masse de ses troupes. Il était neuf heures du matin ; à peine avions-nous tiré quelques coups de canon, et hormis le 17e régiment d'infanterie légère, qui avait attaqué le bois, aucun n'avait encore été engagé. Le soleil avait tout à fait éclairci l'atmosphère ; nous étions en présence des Prussiens ; la canonnade commença au centre : elle était plus vive de la part des ennemis que de la nôtre.

Le maréchal Ney, qui était placé à la droite du maréchal Lannes, attaqua l'extrême gauche des Prussiens. Il enleva un village auquel elle était appuyée, en fut repoussé, le reprit de nouveau et en fut encore chassé. Heureusement une des divisions du maréchal Soult arriva en ce moment par notre extrême droite ; on la fit marcher en toute hâte à son secours. L'attaque recommença ; elle fut heureuse, et le maréchal réussit enfin à s'établir sur les décombres qui lui avaient été si vivement disputés. Ce mouvement d'occupation du point où était appuyée l'extrême gauche des Prussiens fut secondé d'une attaque vigoureuse, exécutée sur leur centre par le maréchal Lannes, qui cherchait à les joindre à la mousqueterie. La hardiesse de sa marche fit faire à l'armée prussienne un changement de front sur son aile droite, l'aile gauche en arrière ; cela nous obligea à faire le mouvement opposé, c'est-à-dire à changer de front sur notre aile gauche, l'aile droite en avant. Le combat s'en-

gagea de nouveau sur tout le front, lorsqu'un heureux incident vint décider de la victoire. L'empereur avait laissé à Mayence le maréchal Augereau pour qu'il se formât un corps avec les régiments qui, après la paix d'Austerlitz, avaient été renvoyés en France, et qui avaient reçu ordre de se rendre en poste à Mayence. Ce maréchal avait mis tant de diligence dans sa marche, qu'il arriva à Iéna même comme nous engagions le combat. Il ne s'y arrêta pas, et il arriva sur le champ de bataille au moment où l'on attaquait la ligne prussienne dans la seconde position dont je viens de parler. On dirigea la colonne du maréchal Augereau à travers un jeune bois de sapins qui était à notre gauche, de manière qu'il déboucha derrière la droite de l'armée prussienne. Le 14e régiment de ligne avait la tête de la colonne ; il attaqua de suite à la mousqueterie, sans donner le temps aux Prussiens de venir le reconnaître. Il fut vivement soutenu, et détermina un mouvement rétrograde à la droite des Prussiens, qui donna du flottement à toute leur ligne.

L'empereur avait avec lui très peu de cavalerie. Celle qu'il avait envoyé chercher vers Naumbourg n'était pas arrivée, de sorte que sur le champ de bataille nous n'avions qu'une brigade de cavalerie légère, commandée par le général Durosnel, une autre, commandée par le général Auguste de Colbert ; plus le 1er, le 9e et le 11e régiment de hussards.

On les réunit tous au centre, et au moment où on remarqua le mouvement d'oscillation dans la ligne prussienne, on les fit charger à outrance sous les ordres de Durosnel. La charge réussit, le désordre et la déroute commencèrent chez les Prussiens. Ils essayèrent de nous opposer leur cavalerie : elle contint bien un instant la nôtre, qui était plus faible, mais cela ne rallia pas leur armée, qui était à la débandade. La tête de la cavalerie du grand-duc de Berg arriva sur le terrain en ce moment, et, réunie avec celle dont je viens de parler, elle prit

la route de Weimar, par laquelle se retiraient les fuyards.

L'empereur voyait, du point où il était, l'armée prussienne en fuite, et notre cavalerie la prenant par milliers. La nuit commençait à s'approcher ; il fit comme à Austerlitz, le tour de son champ de bataille. Il descendit plusieurs fois de cheval pour faire boire de l'eau-de-vie à des blessés, et je l'ai vu plusieurs fois mettre lui-même sa main dans la poitrine d'un soldat renversé, pour s'assurer si son cœur palpitait encore, lorsqu'il croyait avoir reconnu à un reste de coloris sur son visage qu'il n'était pas mort. S'il trouvait un peu plus de morts sur un terrain que sur un autre, il mettait encore pied à terre, regardait au numéro des boutons quel était le régiment auquel ils appartenaient, et il était rare qu'à la première revue où il apercevait ce régiment, il ne fît pas quelques questions sur l'ordre dans lequel ils avaient attaqué, ou bien l'avait été lui-même, afin de se rendre raison des pertes qu'il avait remarquées.

Je l'ai vu deux ou trois fois, en cherchant ainsi sur le champ de bataille, retrouver des hommes qui vivaient encore ; il en était d'une joie qu'on ne pourrait rendre, mais la tristesse venait aussitôt s'emparer de son esprit, par la pensée qu'il devait s'en trouver ainsi beaucoup qui n'avaient pas le bonheur d'être rencontrés. Ce soir-là, il fut assez content : l'administration avait fait son devoir ; les blessés avaient été exactement relevés et soignés partout.

Il revint coucher à Iéna, où il reçut les docteurs de l'université. Il fit un cadeau de bienveillance au curé de cette ville, qui se donnait beaucoup de peine pour le soulagement des blessés et des prisonniers. Il prit du repos à Iéna, et reçut, pendant la nuit, des nouvelles bien satisfaisantes du corps du maréchal Davout.

CHAPITRE VIII

L'armée prussienne prend position à Auerstaedt. — Arrivée de Davout et de Bernadotte. — Rapport d'un déserteur prussien. — Position dangereuse de Davout. — Bernadotte refuse de l'appuyer. — Bataille d'Auerstaedt. — Rapport de l'adjudant général Romeuf. — Paroles de l'empereur aux Saxons. — Le général Pfuhl. — L'empereur renvoie les prisonniers saxons. — Il part pour Weimar. — Le roi de Prusse demande un armistice. — Capitulation d'Erfurt. — Paroles de l'empereur sur Bernadotte. — Colonne de Rosbach. — Mission secrète de Duroc près du roi de Prusse. — L'empereur arrive à Wittenberg. — Rencontre singulière qu'il fait dans le faubourg. — Reddition de Spandau. — L'empereur à Potsdam. — Il visite Sans-Souci et l'appartement du grand Frédéric. — Découverte d'un mémoire de Dumouriez. — L'empereur fait son entrée à Berlin. — Un parlementaire du prince de Hohenlohe. — Capitulation de Prenzlow.

La grande armée prussienne, sous les ordres du roi, qui marchait sur Naumbourg, s'était arrêtée, et avait pris position au village de Auerstaedt (1), en avant de Sulz (où était son quartier général), lorsqu'il apprit l'arrivée à Naumbourg des maréchaux Davout et Bernadotte avec une nombreuse cavalerie.

Le même jour (14 octobre) où l'empereur avait attaqué le prince de Hohenlohe en avant de Iéna, Davout et Bernadotte, suivant leurs instructions, partaient de Naumbourg par la route de Weimar, sur laquelle l'armée prussienne était à cheval.

Notre cavalerie, si ardente sur un champ de ba-

(1) Depuis 1814, on a changé la direction de la route qui conduit de Weimar à Naumbourg. Cette route ne passe plus à Auerstaedt, mais bien à Ekelsberg un peu plus à gauche. *(Note de l'édition originale.)*

taille, était dirigée sans intelligence, quand il était question d'avoir des nouvelles des ennemis. Dans cette occasion entre autres, le maréchal Davout ne put être informé de la marche de l'armée prussienne que par une découverte hardie que fit un de ses aides de camp, le colonel Burck, aujourd'hui général et Pair de France, qui se mit à la tête du 1er régiment de chasseurs à cheval, commandé alors par Excelmans, aujourd'hui général, et il n'eut d'opinion bien fixe sur les forces qui venaient à lui que par le rapport que lui fit un déserteur prussien des Gardes du corps, lequel avait servi autrefois en France, dans le régiment du Roi, où il avait été sergent. Cet homme, fort intelligent, mit le maréchal Davout au fait des moindres détails concernant l'armée du roi de Prusse. Le corps de Davout se trouvait à la tête de la colonne, il avait communiqué les renseignements qu'il venait de recevoir, au maréchal Bernadotte, dont les troupes suivaient immédiatement les siennes.

A peine sa colonne est-elle arrivée au pied de la montagne qu'il faut gravir, lorsqu'on a passé le pont en pierre de Kœsen sur la Saale, à une lieue de Naumbourg, qu'il découvre l'armée prussienne qui en occupait le couronnement ; il en fait prévenir Bernadotte qui était en communication avec lui dans la même vallée, et le prie de l'appuyer. Bernadotte demande à passer devant. Davout lui dit que le hasard l'ayant mis à la tête de la colonne, il ne serait pas juste qu'il rétrogradât, et que d'ailleurs ce mouvement les exposerait tous deux à une destruction totale, s'ils étaient attaqués en l'exécutant, et il lui fait observer qu'il n'y avait pas un instant à perdre ; qu'il l'en prévenait au nom du service de l'empereur ; que quant à lui, il allait déboucher, et attaquer sur le moment même. Bernadotte, par des motifs qui n'ont jamais été bien connus, lui fit répondre qu'il allait chercher un passage en remontant la rivière, qu'il pouvait attaquer en toute sûreté, parce qu'il le seconderait.

Le maréchal Davout attaque avec une infériorité

de un contre quatre. A peine est-il formé, qu'il est assailli par un feu d'artillerie et de mousqueterie d'autant plus vif, que les ennemis le regardaient comme perdu, et il est juste de dire que, sans son grand courage et sa constance au feu, ses troupes eussent été démoralisées : elles avaient perdu le cinquième de leur monde avant trois heures après midi. Il ne les retint sur le champ de bataille qu'en se montrant lui-même partout. Ses aides de camp couraient de tous côtés pour prier le maréchal Bernadotte de déboucher ; cela fut inutile : en cherchant un débouché, il passa toute la journée sur les chemins, ne le trouva nulle part, et laissa écraser le maréchal Davout. Ce maréchal éprouva les mêmes obstacles pour avoir de la cavalerie : en vain ses aides de camp portèrent des ordres à plusieurs divisions de cavalerie, pour venir le joindre de suite, attendu que le péril était imminent ; Bernadotte les retint et les empêcha d'aller prendre part à l'action. Il en fut de cette cavalerie, à laquelle il n'avait pas droit de donner des ordres, comme du corps qu'il commandait : elle ne fut utile ni à Kœsen, ni à Iéna, où elle n'arriva pas à temps.

Davout dut à sa grande valeur et à l'estime qu'il avait inspirée à ses troupes la gloire de cette journée, une des plus honorables qu'un officier général puisse compter dans sa carrière. Malgré les pertes qu'il éprouva, il prit aux ennemis soixante-dix pièces de canon, et les força à la retraite. S'il avait eu un corps de cavalerie, il aurait fait un nombre considérable de prisonniers : mais il dut s'estimer heureux de coucher sur le champ de bataille. Cette journée lui a justement valu l'admiration de toute l'armée.

L'armée prussienne qui était devant lui éprouva de grandes pertes, parmi lesquelles il faut compter celle du duc de Brunswick, qui alla mourir de ses blessures à Altona (1) ; elle apprit ce qui était

(1) Le duc de Brunswick, grièvement blessé à la bataille d'Auerstaedt, arriva le 29 octobre à Altona. Son entrée dans

arrivé au prince, et fit un mouvement par son flanc gauche pour regagner l'Oder et rallier le corps qui de Iéna se retirait sur Weimar et Erfurt. Le maréchal Davout ne put suivre la marche de l'armée du roi de Prusse, faute de cavalerie, de sorte que le mouvement de retraite de ce monarque ne fut point inquiété.

L'adjudant général Romeuf, qui vint apporter cette nouvelle à l'empereur à Iéna, ne lui parlait point de l'inaction de la cavalerie, ni du refus que Bernadotte avait fait de prendre part à la bataille. L'empereur le laissa aller jusqu'à la fin de sa narration, et lui demanda alors ce que ces corps avaient fait pendant l'action : Romeuf fut obligé de dire que ni l'un ni l'autre ne s'y étaient trouvés, et eut l'air d'en ignorer les motifs. L'empereur vit qu'on lui cachait quelque chose ; il n'insista pas, mais il se

cette ville fut un nouvel et frappant exemple des vicissitudes de la fortune. On vit un prince souverain, jouissant, à tort ou à raison, d'une grande réputation militaire, naguère puissant et tranquille dans sa capitale, maintenant battu et blessé à mort, faisant son entrée dans Altona sur un misérable brancard porté par dix hommes, sans officiers, sans domestiques, escorté par une foule d'enfants et de vagabonds qui le pressaient par curiosité, déposé dans une mauvaise auberge, et tellement abattu par la fatigue et la douleur de ses yeux, que le lendemain de son arrivée, le bruit de sa mort était général. Le malheureux duc fit appeler sur-le-champ le docteur Unzer pour apaiser les violentes douleurs que lui causait sa blessure, il ne vit que sa femme qui arriva auprès de lui le 1er novembre. Il refusa toutes les visites, et mourut le 10 novembre. Il était âgé de soixante-douze ans et couvert d'infirmités.

La mort de ce prince fit peu de sensation : la guerre immense qui enveloppait l'Allemagne occupait tous les esprits. Le petit nombre d'émigrés français qui recevaient des bienfaits du duc furent au désespoir. Depuis la bataille d'Iéna, les facultés de ce prince étaient extrêmement affaiblies. Il avait des qualités remarquables. Il servait la Prusse depuis 1792, et depuis ce temps, il n'avait jamais abandonné le système de cette Cour. Les violentes proclamations qu'il publia contre la France l'avaient fait regarder comme un de nos ennemis les plus acharnés. (D. L.).

mordit les lèvres, et il n'en fut que plus impatient de découvrir la vérité.

Toute la nuit, on avait ramené à Iéna des prisonniers, et particulièrement la presque totalité de l'infanterie saxonne avec plusieurs généraux de cette nation ; l'empereur fit réunir ces généraux, ainsi que tous les officiers saxons, dans une salle du bâtiment de l'université, et comme aucun d'eux ne parlait le français, il se fit suivre de M. Demoustier, employé aux relations extérieures, qui lui servit d'interprète. L'empereur leur parla ainsi :

« Messieurs les Saxons, je ne suis point votre ennemi, ni celui de votre Electeur ; je sais qu'il a été obligé de suivre et de servir les projets de la Prusse ; néanmoins vous avez combattu, et la mauvaise fortune vous a fait perdre votre liberté. Si vous vous êtes mis franchement dans les intérêts des Prussiens, il faut suivre les mêmes destinées qu'eux ; mais si vous pouvez m'assurer que votre souverain a été contraint de s'armer contre moi, et qu'il saisira cette occasion de reprendre sa politique naturelle, je ne ferai aucune attention au passé, je vivrai en loyal ami avec lui. »

Un officier-général saxon, M. Pfuhl, qui était particuplièrement attaché à l'Electeur de Saxe, prit la parole et répondit à l'empereur qu'il se faisait fort, en deux jours, d'aller à Dresde, porter cette proposition généreuse à son souverain, et de rapporter sa réponse, parce qu'il était persuadé que non seulement elle serait conforme à ses propres sentiments, mais que l'Electeur serait pénétré de reconnaissance de la générosité de l'empereur.

Puis-je vous croire ? lui dit l'empereur. — Oui, sire, répondit M. Pfhul. — Eh bien ! reprit l'empereur, partez, et dites à l'Electeur que je lui renvoie ses troupes, et que je le prie de donner ordre à celles qui sont encore dans l'armée prussienne de la quitter. On renvoya par Leipzig les prisonniers saxons. Ils se mirent en route sur-le-champ.

L'empereur partit immédiatement après pour

Weimar : il fit ce petit trajet en calèche ouverte. Arrivé en haut de la montagne appelée vulgairement le Colimaçon, nous vîmes arriver à nous un officier prussien, conduit par un officier de notre avant-garde. C'était un aide de camp du roi de Prusse, qui apportait à l'empereur une lettre du roi, par laquelle il lui proposait un armistice : l'empereur m'ordonna de dire à cet officier de le suivre à Weimar, que là il lui donnerait sa réponse. Il fit accélérer un peu sa marche, et avant de recevoir l'officier, il prit quelques dispositions, qui me firent penser que, soit par la date de la lettre du roi, soit par d'autres avis, il avait su où se trouvait la principale armée prussienne.

Il envoya ordre au maréchal Bernadotte de marcher de suite à Hall par Mersbourg, et de forcer les deux passages de l'Elster qui étaient défendus par le corps du prince Frédéric de Wurtemberg.

Le corps du maréchal Lannes avait marché sur Erfurt. Le reste fut dirigé sur l'Elbe, partie par Mersbourg et partie par Leipzig. L'empereur resta deux jours à Weimar, pour voir à quoi les ennemis se décideraient. Pendant ce court intervalle de temps, la ville d'Erfurt, où commandait le prince d'Orange, capitula. On y fit dix-huit mille prisonniers ; cet événement donna la possibilité de faire passer la ligne d'opérations de l'armée par cette place, ce qui fut un grand avantage, en ce que cela diminuait de beaucoup le trajet qu'on avait à faire pour venir de Mayence à l'armée. Après avoir renvoyé au roi de Prusse son aide de camp, l'empereur reçut le général prussien Schmettau, ancien aide de camp du grand Frédéric, et célèbre sous d'autres rapports; il avait été blessé à la bataille, et était resté au château de Weimar, où il mourut peu de temps après.

L'empereur n'accorda point l'armistice demandé par le roi de Prusse, parce que notre armée n'était encore qu'en mouvement : si on l'eût arrêtée, nous eussions foulé nos alliés pour la faire vivre, et d'ailleurs il nous fallait prendre une position militaire.

Le roi de Prusse n'avait évidemment en vue que de préserver ses Etats du fléau que nous voulions écarter de ceux de nos alliés : c'est pourquoi nous marchâmes en avant.

L'empereur partit de Weimar et vint coucher à Naumbourg, où était le maréchal Davout avec son corps. Il témoigna à ce maréchal toute sa satisfaction, et il apprit la vérité tout entière, tant sur la conduite du maréchal Bernadotte que sur celle de la cavalerie à la journée du 14 (1). Il se recueillit un moment, et puis, éclatant en reproches, ajouta : « Cela est si odieux, que si je le mets à un conseil de guerre, c'est comme si je le faisais fusiller ; il vaut mieux ne lui en pas parler. Je lui crois assez d'honneur pour qu'il reconnaisse lui-même qu'il a fait une action honteuse, sur laquelle je ne lui déguiserai pas ma façon de penser (2).

Nous partîmes de Naumbourg le lendemain pour venir à Mersbourg et Halle ; c'est dans cette marche que nous traversâmes le champ de bataille de Rosbach. L'empereur avait tellement dans la tête les dispositions de l'armée de Frédéric, et celles de la nôtre, qu'arrivé dans Rosbach même, il me dit : « Galoppez dans cette direction (il me l'indiquait) ; vous devez trouver à une demi-lieue d'ici la colonne que les Prussiens ont élevée en mémoire de cet événement. Si la moisson n'eût pas été faite, je ne

(1) En venant de Weimar à Naumbourg, l'empereur avait passé d'abord par la position dans laquelle le roi de Prusse avait combattu, et ensuite par celle qu'avait occupée le maréchal Davout. Les deux champs de bataille étaient encore couverts de débris. *(Note de l'édition originale.)*

(2) — « J'allai rejoindre l'empereur à Iéna, raconte le général Rapp, afin de lui rendre compte des événements de la soirée ; il venait de recevoir des nouvelles du 3e corps. « Davout, me dit-il, a eu une affaire terrible et Bernadotte s'est mal conduit : il aurait été enchanté que Davout manquât cette affaire, qui lui fait le plus grand honneur, d'autant plus que Bernadotte avait rendu sa position difficile. Ce gascon n'en fera jamais d'autres. » Et l'empereur, dans son indignation, parlait de le faire fusiller. (D. L.).

l'aurais pas trouvée, car cette colonne, placée au milieu d'une plaine immense, n'était pas beaucoup plus haute qu'une double borne semblable à celles qu'on met le long des quais et des ports pour fixer les bateaux. Lorsque je l'eus trouvée, je mis mon mouchoir en l'air pour servir de direction à l'empereur, qui s'était écarté de son chemin pour parcourir le champ de bataille, et vint effectivement la voir. Toutes les inscriptions étaient en partie effacées : on avait de la peine à les lire. L'empereur, voyant dans le lointain passer la division du général Suchet, lui envoya dire de faire enlever cette colonne, parce qu'il voulait la faire transporter à Paris. Le général Suchet y employa sa compagnie de sapeurs, qui, en un instant, mit la colonne sur trois ou quatre voitures.

Toute l'armée s'approchait de l'Elbe. L'empereur venait de recevoir l'avis que le pont de Dessau avait été brûlé par le prince de Wurtemberg que le maréchal Bernadotte chassait devant lui, mais que celui de Wittenberg avait été sauvé. Le mouvement était commencé sur Dessau ; on n'eût rien gagné à le contremander pour le diriger sur Wittenberg. D'ailleurs on espérait, par le moyen de nos sapeurs, raccommoder le pont de Dessau, de sorte que l'on continua à suivre cette direction. Si le prince de Wurtemberg ne l'eût pas brûlé, on ne peut pas dire ce que serait devenue l'armée prussienne, qui, après avoir combattu à Iéna et à Auerstaedt, n'eut de passage sur l'Elbe qu'à Magdebourg. Nous avions une énorme avance sur elle ; elle n'aurait pas pu éviter un deuxième engagement pour déboucher de cette place, et l'issue n'en pouvait être que funeste pour elle, à moins que le roi de Prusse n'eût suivi d'autres plans.

Arrivé à Dessau, chez le prince d'Anhalt, ancien aide de camp de Frédéric, l'empereur alla lui-même reconnaître le pont qui était aux deux tiers brûlé. On travaillait bien à le rétablir ; mais voyant que cette besogne serait fort longue, il préféra aller passer à Wittenberg. Le lendemain, toutes les

troupes prirent cette route et y arrivèrent le même soir. Ce détour lui fit perdre à peu près un jour.

Nous ne rencontrâmes entre Dessau et Wittenberg que le maréchal Duroc, qui revenait en calèche rendre compte d'une mission dont il avait été chargé ; l'empereur le fit monter à cheval, pour ne pas être entendu, il chemina seul avec lui. Nous ne sûmes que longtemps après que Duroc avait été envoyé à Weimar chez le roi de Prusse ; il était si discret, que nous ne nous aperçûmes qu'à son absence qu'il était parti. Il ne nous dit jamais où il avait été ; mais comme des bruits de paix circulèrent dès notre arrivée à Berlin, nous jugeâmes qu'il avait été chargé de la négocier, comme on le verra par la suite.

A peine arrivé à Wittenberg, l'empereur fit le tour de la place, et fit ajouter quelques ouvrages à ceux qu'il y avait déjà ; il y resta deux jours, pour donner le temps à toute l'armée de passer l'Elbe. Elle effectua cette opération avant l'armée prussienne, et se trouva ainsi avoir encore sur elle l'initiative des mouvements ultérieurs. Il chargea le maréchal Ney du blocus de Magdebourg ; ce maréchal entoura la place du mieux qu'il put, bien entendu après que les Prussiens eurent repassé l'Elbe.

L'empereur, avec le reste de l'armée, s'approcha de Berlin par la route de Potsdam, afin de disputer encore à l'ennemi le passage de la Sprée. Toute l'armée était en avant, à une ou deux marches, lorsqu'il partit de Wittenberg. Il était environ une heure après midi, le temps était à l'orage et le soleil obscurci : nous traversions le faubourg de Wittenberg, lorsque la grêle commença à tomber. L'empereur mit pied à terre pour laisser passer l'orage, pendant lequel il entra dans la maison du capitaine ou surveillant des forêts de l'Electeur dans cet arrondissement. Il s'imaginait que personne ne l'avait reconnu, et n'attribua qu'aux usages reçus l'empressement et l'étonnement dont furent saisies deux jeunes femmes qu'il trouva dans l'appartement. Elles

se levèrent et restèrent debout, ainsi que les enfants qui étaient avec elles ; le rouge couvrit leur visage, lorsque la plus jolie des deux s'écria à demi-voix : « Ah ! mon Dieu ! c'est l'empereur. »

L'empereur ne l'entendit pas, mais je comprenais un peu l'allemand. Il demanda à cette dame : « Etes-vous mariée, madame ? » Elle répondit : « Non, sire, je suis veuve. » L'empereur parut surpris, et lui demanda : « De quoi est mort votre mari ? » La dame répondit : « A la guerre, au service de Votre Majesté. — Mais vous me connaissez donc ? — Oui, sire, vous n'êtes pas changé ; je vous ai bien reconnu, ainsi que le général Bertrand et le général Savary. — Mais où m'avez-vous connu ? — Sire, en Egypte. »

L'empereur, plus surpris encore : « Comment ! vous étiez en Egypte ? contez-moi donc cela. »

Cerisoles. — « Sire, je suis Suisse. J'avais épousé M. de..., médecin de l'armée ; il est mort à Alexandrie de la peste. Me trouvant sans enfants, j'ai épousé en secondes noces un chef de bataillon du 2e régiment d'infanterie légère qui a été tué à la bataille d'Aboukir : il m'a laissé un fils que j'élève. Revenue en France avec l'armée, je n'ai pu obtenir aucune pension ; fatiguée d'être repoussée, je suis retournée en Suisse, d'où j'ai été appelée par madame que vous voyez, pour élever ses enfants. »

L'empereur : « Etiez-vous bien mariée avec le chef de bataillon, ou bien n'était-ce qu'un arrangement que votre position vous avait forcée d'accepter ? — Sire, mon contrat de mariage est là-haut dans ma chambre (elle court le chercher). Vous voyez que mon fils est né d'un mariage légitime. » L'empereur, avec joie : « Par Dieu ! je ne me serais pas attendu à cette rencontre. » Il ordonna à Bertrand de prendre note des noms de la mère et de l'enfant.

L'orage était déjà passé depuis une demi-heure, lorsqu'il dit : « Eh bien ! Madame, pour que vous conserviez souvenir de ce jour, je vous donne une

pension annuelle de 1,200 francs, reversible sur votre fils. »

Il remonta à cheval pour continuer sa marche, et il signa le même soir, avant de se coucher, le décret de cette donation. Il passa cette nuit à une petite marche de Potsdam ; le lendemain matin, nous rencontrâmes de la cavalerie saxonne qui quittait l'armée prussienne pour retourner en Saxe. Elle nous apprit que l'armée prussienne avait repassé l'Elbe et faisait le plus de diligence possible pour gagner l'Oder vers Stettin.

L'empereur envoya ordre au maréchal Soult, ainsi qu'au maréchal Bernadotte, qui étaient sur la rive droite de l'Elbe, de serrer le plus près possible les ennemis, qui étaient harassés de fatigue et éprouvaient de grandes privations.

Le maréchal Ney resta sur la rive gauche de l'Elbe, dans le double but d'observer Magdebourg et de s'opposer à un passage de ce fleuve par l'armée prussienne, si, se trouvant trop pressée par les deux corps des maréchaux Soult et Bernadotte, elle tentait de repasser sur la rive gauche pour se jeter en Allemagne et entraîner l'armée française loin de la Prusse.

Le corps du maréchal Lannes fut dirigé sur Spandau, qui se rendit à la première sommation (1), de sorte que ce même corps d'armée se trouva disponible de suite, et fut porté derrière le Havel, au delà de la Sprée.

L'empereur arriva à Potsdam et fut loger au château ; il était grand jour lorsqu'il y arriva. Il alla aussitôt visiter les châteaux du grand et petit Sans-Souci ; il remarqua la beauté du premier, et ne fit des réflexions que sur la nature du terrain sur lequel cette belle habitation est construite, et qui est si peu propre à la végétation, que les arbres n'y peuvent parvenir à une grande hauteur. Le petit Sans-Souci l'intéressa beaucoup ; il exa-

(1) 25 octobre 1806.

mina l'appartement du grand Frédéric, qui est religieusement respecté ; aucun de ses meubles n'a été déplacé, et certes ce n'est pas à leur magnificence qu'ils doivent leur prix, car il n'y a guère de magasin de friperie où l'on puisse trouver un meuble plus simple et plus commun. Sa table à écrire me parut être de la même espèce que celles que l'on voit encore chez nos vieux notaires en France. Son encrier avec ses plumes étaient toujours là.

L'empereur ouvrit plusieurs des ouvrages qu'il savait que ce grand roi lisait de préférence, et il remarquait les notes qu'il avait mises de sa propre main à la marge, lorsqu'il avait fait quelques réflexions. Il y en avait qui respiraient la mauvaise humeur. L'empereur se fit ouvrir la porte par laquelle Frédéric descendait sur la terrasse du côté du jardin, ainsi que celle par laquelle il sortait lorsqu'il allait passer des revues sur cette grande plaine de sable, qui est voisine du château du côté opposé au jardin.

L'empereur revint à Potsdam et y passa la nuit. Il fut fort content de la beauté des appartements du roi de Prusse. Il défendit que les appartements particuliers de la reine fussent occupés par qui que ce fût. Il donna le même ordre à Berlin, au sujet d'un petit hôtel où cette princesse avait fait soigner des appartements qu'elle aimait à habiter (1).

(1) Napoléon était à Potsdam le 24 octobre 1806. C'est là qu'il trouva l'épée du Grand Frédéric, sa ceinture et le Grand Cordon de ses Ordres. — J'aime mieux cela que vingt millions, s'écrie-t-il, en prenant ces objets précieux par leur souvenir. Je préfère ces trophées à tous les trésors du roi de Prusse. Je les enverrai à mes vieux soldats des campagnes de Hanovre ; j'en ferai présent aux invalides qui les garderont comme un témoignage mémorable des victoires de la Grande Armée et de la vengeance qu'elle a tirée des désastres de Rosbach. » Ces trophées furent envoyés à l'Hôtel des Invalides comme l'avait dit Napoléon. On les y porta en grande pompe, mais en 1814, le jour de la bataille de Paris, le gouverneur, au lieu de les faire disparaître, chose facile, craignant de les voir tomber

Le 26 octobre, son quartier général était à Charlottenbourg. Des curieux, en visitant l'appartement de la reine, trouvèrent, dans le tiroir d'un des meubles, un mémoire de Dumouriez, sur les moyens de détruire la puissance de la France. On l'apporta à l'empereur, qui ne put contenir un mouvement d'indignation.

Le lendemain 27 octobre, un mois après son départ de Paris, et n'ayant pas pris le plus court chemin, il fit son entrée dans Berlin. Il était à cheval, accompagné de la Garde, de deux divisions de cuirassiers, de la Garde à pied, et de tout le corps du maréchal Davout, auquel il avait réservé l'honneur d'entrer le premier dans la capitale de la Prusse. Il faisait un temps magnifique. Toute la

aux mains des ennemis, les fit jeter dans un brasier allumé au milieu de la cour d'honneur de l'hôtel, comme tous les drapeaux enlevés aux armées étrangères depuis deux siècles. Ainsi furent anéanties ces inappréciables reliques d'un grand capitaine.

Le 25 octobre, Napoléon resta à Potsdam pour pouvoir visiter avec un respect religieux le caveau renfermant la dépouille mortelle de Frédéric. Elle était déposée dans un cercueil de bois de cèdre, recouvert en cuivre, sans ornements, sans inscriptions fastueuses. Par un sentiment d'une délicatesse exquise, délicatesse ou noblesse de sentiment dont Napoléon a donné des preuves en toute occasion, il défendit que les drapeaux, canons, trophées conquis, traversassent les lieux où reposait la cendre du plus illustre des souverains de la Prusse. Il eût craint d'affliger ses mânes et d'insulter à sa tombe. Il y a loin de cette conduite si belle et si digne de l'empereur, à celle qu'on tint envers lui en 1814 et en 1815, mais Napoléon avait l'âme grande et généreuse, les sentiments élevés. Chez lui, l'amour du beau, sous quelque forme qu'il se présentât, était inné. Il fit ramener en France la colonne de Rosbach, comme il avait fait revenir des arsenaux de l'Autriche l'armure de François Ier, prisonnier à Pavie. Il conserva seulement pour lui la grosse montre ou réveil-matin de Frédéric. Lors du partage des objets ayant appartenus à l'empereur, ce précieux souvenir des deux plus grands capitaines des temps modernes, échut en partage à Lucien, prince de Canino. (D. L.).

population de la ville était dehors, et toutes les femmes aux fenêtres.

Il faut dire ici, à la louange de ces dames, qu'il y avait beaucoup de curiosité dans leur fait, mais aussi une profonde tristesse sur leur visage. La plupart même l'avaient mouillé de larmes ; elles étaient en général fort belles. Cette sensibilité patriotique, en excitant notre intérêt, les rendit l'objet de nos respects, et inspira à chacun de nous un vif désir de les consoler.

L'empereur descendit au palais du roi et s'y établit. Les troupes furent placées sur les routes de Kustrin et de Stettin. La Garde fut logée dans Berlin.

L'empereur m'envoya cette nuit avec un détachement de cent dragons à la découverte (1). Il n'avait pas autant de nouvelles des ennemis qu'il en désirait, et il avait un tact incroyable pour sentir quand un événement approchait.

Je pris ma direction sur Nauen, et fis, tout en partant, une très grande diligence, de manière qu'avant le jour j'étais établi en embuscade à la poste, entre Nauen et Spandau, où je me doutais que quelque détachement prussien égaré chercherait à se réfugier, parce que la reddition de cette place n'était pas encore connue. Effectivement, à la pointe du jour, je vis arriver des bagages, et quantité de chevaux de main. Des fuyards de tous les régiments prussiens les accompagnaient. Je les laissai bien s'engager dans le défilé où je m'étais placé,

(1) « M. le général Savary, restez toute la journée dans votre position. Portez-vous partout où vos chevaux pourront aller. Si vous pouviez aller jusqu'à Fehrbellin, il serait possible que vous y trouvassiez quelque chose. Si vous prenez des chevaux, envoyez-les à Spandau, pour monter les dragons. Surtout envoyez-moi des renseignements ; si vous en avez d'importants, vous pourrez les envoyer directement au grand-duc de Berg, qui sera à Oraniembourg.

« Sur ce, etc.

« Napoléon.

« A Potsdam, ce 26 octobre 1806, à 4 heures du matin. »

et lorsqu'ils le furent autant que je le voulais, je les fis aborder en leur parlant ; aucun ne pensa à fuir, hormis ceux de la queue qui m'échappèrent ; je fis courir après vainement.

Ma prise était bonne, mes hommes y butinèrent passablement ; mais je n'eus pas de bien grandes nouvelles, parce que dans tout ce monde, qui avait quitté l'armée depuis longtemps, il n'y avait pas un homme qui eût assez d'intelligence pour me satisfaire. J'envoyai la colonne à Spandau ; je ne m'étais pas trompé, ils ignoraient que cette place était prise. Environ deux heures après, un homme à cheval, marchant devant les équipages du prince d'Orange, arriva : celui-là valait mieux que les premers. Il venait de Rattenaw, où il avait laissé le prince de Hohenlohe ; toutes les troupes prussiennes étaient dans les environs, et allaient partir pour marcher par Alt-Rupin sur Prenzlow. J'envoyai de suite ce renseignement à l'empereur. Un instant après arrivèrent les équipages du prince. Son intendant était intelligent. Il me donna des détails qui me satisfirent : aussi je respectai les équipages, sauf une caisse de vin de Bordeaux, qui était une chose précieuse en Prusse.

Je marchais de Nauen sur Fehrbellin, lorsque je rencontrai un parlementaire prussien ; il était envoyé par le prince de Hohenlohe, et n'avait ordre que de remettre sa dépêche et de s'en retourner. Je ne fus pas sa dupe ; le prince de Hohenlohe voulait, pour se hâter ou retarder sa marche, savoir au juste où nous étions. Je fis bander les yeux à ce parlementaire, et l'envoyai lui-même en poste à l'empereur à Berlin.

Je fis bien, car il nous déclara qu'il avait laissé le prince de Hohenlohe à New-Rupin, partant pour Prenzlow, et, sur ce rapport, l'empereur fit marcher à grandes journées les dragons et le corps du maréchal Lannes sur Prenzlow, en remontant le Havel. Ils arrivèrent au pont de Prenzlow très peu d'heures avant la tête de la colonne prussienne qui se présenta à l'autre bord. Des deux côtés on était rendu

de fatigue, de sorte que l'on pourparla. La troupe prussienne qui était en tète était le régiment des gendarmes de la Garde du roi, qui, jugeant tout perdu, ne demandait pas mieux que de revenir à Berlin. On parla d'arrangement, et il fut en effet conclu sur-le-champ.

Le prince de Hohenlohe se rendit avec toutes les troupes qui étaient là ; ce qui était assez considérable (1), et il remit au général Blücher le commandement des troupes qui étaient trop éloignées pour être comprises dans la capitulation. Nous vîmes ramener à Berlin le régiment des gendarmes, ainsi que tous les drapeaux et étendards des troupes qui composaient le corps du prince de Hohenlohe. Cet événement fit plaisir à l'empereur, qui pressa de nouveau les maréchaux Soult et Bernadotte de ne pas laisser un moment de relâche au général Blücher. Il me fit partir de nouveau de Berlin avec deux régiments de cavalerie légère, pour aller à la poursuite de tout ce que ce général pourrait détacher de son armée, dans le dessein de donner le change aux maréchaux qui le poursuivaient.

(1) Ces capitulations étaient plutôt des démissions du service militaire, car les hommes, pour la plupart, retournaient chez eux. *(Note de l'édition originale.)*

CHAPITRE IX

L'empereur m'envoie à la poursuite de Blücher. — Bernadotte et Soult le poursuivent également. — Le reste de l'armée prussienne divisée en deux parties. — Capitulation du général Husdom. — J'entre à Wismar. — Prise de vingt-quatre bâtiments suédois. —Capitulation de Blücher. — Le prince de Hatzfeld. — Le prince Paul de Wurtemberg prisonnier. — Reddition de Stettin et Kustrin. — Capitulation de Magdebourg. — Nouvelle mission de Duroc près du roi de Prusse. — Négociations entre Lucchesini et Maret. — Arrivée du prince de Bénévent. — Le roi de Prusse refuse de signer la paix .— Députation du Sénat. — Conduite du ministre de la police dans cette circonstance. — Capitulation de Hameln. — Mesures pour prévenir la dilapidation des magasins. — Capitulation de Nienbourg.

Je réunis ces deux régiments, le 1er de hussards et le 7e de chasseurs à cheval, à Fehrbelin, et je marchai de suite, à grandes journées, par New-Rupin, Rhinsberg et Strelitz : dans cette dernière ville, je trouvai le prince Charles de Mecklembourg, frère cadet de la reine de Prusse, major au régiment des Gardes. Il avait quitté l'armée pour rentrer dans sa famille : je le laissai aller et me contentai de lui faire signer un *revers*, par lequel il s'engageait à ne point porter les armes jusqu'à la paix, ou jusqu'à son échange. Il n'y avait pas grand mérite à faire un prisonnier dans sa situation, et d'ailleurs je ne pouvais pas le mener avec moi.

Je reçus un bon accueil de la part du prince de Mecklembourg, dans la ville duquel je passai la nuit : je repris le lendemain la direction de Surbourg pour arriver à Wharen de bonne heure.

Chemin faisant, j'entendis le canon devant moi. Je fis diligence, et je trouvai effectivement le maré-

chal Bernadotte aux prises avec le corps du général Blücher, en avant de Waren.

Cet officier général avait réuni les débris du corps du prince de Hohenlohe à ce qu'il avait déjà de ceux de l'armée qui avait combattu à Auerstaedt, contre le maréchal Davout. C'était à peu près le reste des troupes prussiennes. Le roi avait quitté son armée aussitôt que l'armistice qu'il avait demandé lui avait été refusé ; il avait passé par Magdebourg pour se rendre à Berlin, où il avait des ordres à donner, prévoyant bien qu'il ne pourrait pas empêcher cette ville de tomber en notre pouvoir. Il s'était ensuite dirigé sur l'Oder, et de là sur Graudenz, où il fit lui-même reployer le pont de bateaux qui était sur la Vistule. C'est après avoir repassé ce fleuve qu'il apprit que son armée avait été prise à Lubeck, ainsi qu'on va le voir.

Le général Blücher manœuvrait de manière à entraîner loin de Berlin les maréchaux Soult et Bernadotte, mais, les eût-il menés jusqu'à Mayence, il n'eût pas échappé au sort qui l'attendait. Néanmoins il parvint à se dérober à nos deux maréchaux du champ de bataille de Waren, où ils le tenaient engagé ; il leur échappa si bien, qu'ils n'arrivaient que le soir dans la position d'où il était parti le matin. Il passa par Schwerin et gagna Lubeck ; il voulut défendre le pont de cette place, mais nos troupes l'emportèrent. C'est alors que, poussé à bout, n'ayant plus de munitions, il capitula, et rendit son armée prisonnière de guerre (1).

Je marchais comme flanqueur de droite dans la même direction que le maréchal Bernadotte, et le lendemain du jour de son combat de Waren, j'eus le bonheur de séparer du corps du général Blücher le petit corps du général prussien Hudsom. Instruit de la position qu'il occupait par un de ses officiers qu'il avait envoyé au général Blücher, que je pris au passage, je me mis à sa poursuite, et je couchais si près de lui tous les soirs, qu'il ne put m'échapper ;

(1) 6 et 7 novembre 1806.

mais il me mena jusqu'aux portes de Wismar. Il avait avec lui le régiment de hussards de son nom, le régiment de dragons de Kat et deux pièces d'artillerie légère. Mes deux régiments réunis ne me donnaient pas plus de quatre bons escadrons, lorsque j'avais mis mes flanqueurs en dehors.

La fortune me servit bien. Le dernier jour de ma marche, le général Hudsom avait couché au bivouac à une lieue de Wismar sur la route de Rostock ; il délibéra toute la nuit s'il marcherait le lendemain sur Rostock, ou s'il tenterait de rejoindre le général Blücher, dont il ignorait, ainsi que moi, la mésaventure ; les avis de son petit conseil furent partagés, et le lendemain, par bonheur pour moi, le régiment des dragons de Kat le quitta et prit une direction, à travers le pays, pour regagner les hauts Etats prussiens. J'avais couché à une très petite distance, et, par une heureuse inspiration, je fis monter à cheval deux heures avant le jour. J'étais sur le point d'arriver à l'embranchement de la route de Rostock à Wismar, lorsque mon poste avancé me ramena deux hussards prussiens, qui désertaient. Ils me dirent qu'ils avaient quitté leur régiment, il y avait un quart d'heure, au moment même où il montait à cheval pour aller à Wismar. Pendant que je les interrogeais, mes domestiques, qui conduisaient mes propres chevaux de main, à la queue de la colonne, arrivèrent tout effrayés, et me dirent que les Prussiens nous tournaient ; j'y courus et menai avec moi un des déserteurs, lequel reconnut le régiment de Kat et m'expliqua la séparation de ce corps d'avec son régiment. Ces troupes n'avaient nulle envie de m'attaquer ; elles cherchaient au contraire à m'éviter, et furent très heureuses que je ne fusse pas arrivé une demi-heure plus tôt ; je les aurais arrêtées dans leur marche. Elles trouvèrent le chemin libre et en profitèrent en prenant une allure accélérée, ce qui me fit grand plaisir ; car, de bonne foi, je n'étais pas assez fort pour attaquer deux régiments. S'ils étaient venus à moi, j'aurais été obligé de subir le sort que je voulais leur imposer.

Je revins soulagé à la tête de ma colonne. J'avais avec moi un homme d'un courage et d'une présence d'esprit peu commune ; il prit un détachement de quarante hommes, et avec une témérité qui tenait de l'extravagance, il se jeta dans Wismar, assembla la garnison mecklembourgeoise, lui fit fermer les portes de la ville, où il se plaça lui-même. L'avant-garde du général Hudsom se présenta à la pointe du jour pour entrer ; elle fut culbutée par le détachement enfermé dans la ville, qui sagement ne la poursuivit pas.

La position du général Hudsom allait devenir délicate. Je lui évitai les premiers pas d'une démarche désagréable, en lui envoyant un de mes aides de camp avec un trompette, pour lui proposer d'entrer en arrangement ; il n'avait guère d'autre parti à prendre. Il me crut plus fort que lui, je le croyais aussi fort que moi ; mais comme je ne le laissai pas venir m'observer, il conclut son arrangement, et il me remit son régiment avec deux pièces de canon, qu'il avait de plus que moi, indépendamment d'une supériorité d'au moins deux cents hommes. Je me trouvai très heureux d'être maître de tout cela ; j'avais une telle quantité de chevaux que je ne pus pas les emmener ; je leur fis couper le jarret sous les murs de Wismar ; et après avoir donné une escorte aux prisonniers que j'envoyai à Spandau, il ne me restait pas trois bons escadrons (1).

(1) Il y avait dans ce régiment d'Husdom un major, polonais de nation, qui témoignait dans sa langue son mécontentement à son général sur cette capitulation, et qui chercha à exciter les officiers et les husards à ne pas se rendre. J'avais heureusement parmi mes aides de camp un ancien officier qui avait servi avec le célbre Kosciusko. Il entendit ce que disait le major polonais et vint m'en avertir. Je ne me décontenançai pas, je pris le major près de moi, et, au moyen de mon aide de camp qui parlait polonais, je fis former le régiment en colonne serrée, puis ayant appelé sur le flanc de la colonne tous les officiers et sous-officiers, je leur fis mettre pied à terre sur-le-champ et les fis désarmer par mes chasseurs et

De Wismar, où j'appris la capitulation de Lubeck, je vins à Rostock. Il n'y avait pas de troupes ennemies. Je m'emparai de vingt-quatre bâtiments suédois qui se trouvaient dans le port ; ils étaient tous chargés, et retenus par les vents contraires. Nous étions en guerre, ils étaient de bonne prise. Comme je n'avais que de la cavalerie, et qu'une fois parti, les vaisseaux auraient pu m'échapper, je fis assembler les magistrats de Rostock, et, sans rien dire de mon projet, je leur fis estimer les vingt-quatre bâtiments, ce qu'ils firent, vaisseau par vaisseau ; je leur ordonnai de les prendre sous leur garde, et d'en tenir compte lorsqu'on le leur demanderait, mais, avant tout, de m'en donner un reçu. Ils m'objectèrent qu'ils n'étaient pas en guerre avec la Suède, et que ce serait commettre un acte hostile contre elle.

Je leur répondis qu'ils avaient raison, mais que je ne voulais pas être dupe ; qu'en conséquence ils allaient, eux magistrats, me payer la somme à laquelle ils avaient porté la valeur de ces vingt-quatre navires ainsi que leurs cargaisons ; qu'ensuite je leur signerais une déclaration par laquelle je reconnaîtrais que je m'étais emparé des vingt-quatre vaisseaux, et que je les avais forcés à me les

hussards, puis emmener. J'eus alors bon marché des soldats, auxquels je permis de prendre leur porte-manteau et leur manteau. Pendant ce temps, je faisais vider les caissons des deux pièces d'artillerie, et réunir les munitions en un seul tas. J'avais, sans que cela fut remarqué, envoyé un maréchal ferrant des hussards enclouer les deux pièces : et, comme je remarquai de l'hésitation parmi les hussards prussiens à obtempérer à ce que je demandais, et que ma position pouvait d'une minute à l'autre devenir des plus critiques, je pris moi-même une des lances à feu des canonniers prussiens, je l'allumai à la pipe d'un hussard, et la jetai sur le tas de munitions qui fit à l'instant explosion. J'étais si près que je n'eus que le temps de me retourner pour ne pas avoir le visage brûlé. J'en fus quitte pour une partie du galon de mon chapeau et mes ongles de la main droite un peu grillés, mais aussi ma capture fut assurée. *(Note dans l'édition originale.)*

acheter pour cette somme, dont je leur donnerais quittance. C'était le seul moyen de tirer parti de ma prise.

Les magistrats n'étaient pas trop satisfaits, mais j'étais le plus fort. Au surplus je les remis de bonne humeur en leur vendant ma flottille à moitié prix, comme on peut en juger ; car ils ne payèrent le tout que 120 ou 130 mille francs. Alors ils ne trouvèrent plus de difficulté à rien. Je donnai aux deux régiments qui étaient avec moi, 60,000 francs, qu'ils ajoutèrent au petit butin de la prise du corps du général Hudsom, et ils trouvèrent qu'ils avaient fait une bonne campagne. L'empereur m'abandonna les 60,000 autres. Il était encore à Berlin lorsque j'y rentrai : il est bon de dire ce qui s'était passé dans cette capitale.

A peine nous établissions-nous dans un lieu de quelque importance, que de suite on organisait des moyens de surveillance et d'informations ; on croyait généralement que c'était moi qui étais chargé de cela : on était dans l'erreur. Pendant les seize ou dix-sept ans que j'ai servi l'empereur, il m'a toujours accordé assez d'estime pour ne pas me donner une seule fois une commission de ce genre ; j'ai vu souvent mettre sur mon compte telles actions dont je suis incapable, dont je n'ai même eu aucune connaissance, et qui étaient l'œuvre de certains ambitieux, de quelques jaloux, sans élévation d'âme, qui, adulateurs sous tous les régimes, flattaient l'empereur comme ils avaient flatté les commissaires de la Convention, comme ils ont depuis flatté les rois ; hommes toujours prêts à trahir le pouvoir dont ils ont tout obtenu, pour plaire à celui dont ils veulent tout obtenir ; cherchant à se rendre utiles par tous les moyens. Ces hommes, dont je signalerai quelques actions et que gênait ma position auprès de l'empereur, lui adressaient directement, ou lui faisaient remettre par le maréchal Duroc, des rapports que j'ai eus quelquefois, et le plus souvent après avoir dénoncé leurs camarades, ils allaient leur dire à eux-mêmes que c'était moi qui l'avais fait ; que l'em-

pereur leur avait demandé leur opinion sur cette délation, et qu'ils avaient tout arrangé.

Ma qualité de commandant de la gendarmerie de la Garde le l'empereur favorisait leur duplicité, et prêtait quelque apparence de vérité à leurs tâches calomnies.

En arrivant à Berlin, on s'empara de suite de la poste ; on avait des manières si adroites de prendre connaissance de la correspondance, que les employés prussiens ne s'en aperçurent qu'au bout de quelque temps ; il était indubitable qu'avant que l'on entendît malice aux affaires, les lettres porteraient leurs adresses et leurs dates naturelles, et qu'ainsi on connaîtrait, d'une part, les lieux où s'étaient retirés les personnages importants dont les emplois déterminaient toujours la position des troupes, et d'autre part les fonctionnaires, dont pouvaient être chargés les personnages qui étaient restés dans les lieux que nous occupions.

Les paquets à l'adresse nominative du directeur de la poste, qui contenaient les lettres réservées, étaient toujours ceux où l'on trouvait le plus de choses intéressantes ; c'est ainsi que, dès les premiers jours de notre entrée à Berlin, on arrêta une lettre qui partait du bureau de cette ville pour le roi de Prusse; elle était écrite de la main et signée du nom du prince de Hatzfeld, qui était resté à Berlin. Il y rendait un compte détaillé au roi de tout ce qui s'était passé dans la capitale depuis son départ, et il y joignait une énumération de la force de nos troupes, corps par corps. Comme c'était un prince qui écrivait cette lettre, elle fut remise à l'empereur, qui ordonna la formation d'une commission militaire pour juger ce fait que l'on qualifia d'espionnage, et qui pouvait devenir dangereux, en ce qu'il aurait été facile de l'employer par le moyen des bourgmestres, auxquels on aurait pu ordonner de rendre de semblables comptes, et entourer ainsi l'armée d'une surveillance, telle qu'on n'aurait pas pu y former un projet que les ennemis n'en fussent informés.

L'ordre donné, le prince de Hatzfeld fut arrêté. La commission militaire était déjà assemblée ; mais l'empereur n'ayant pas envoyé la lettre originale, qui était la seule pièce de conviction, on fut obligé de la lui demander par la voie accoutumée du major général.

L'empereur passait, hors de Berlin, la revue d'une des divisions du maréchal Davout. Il était parti du château sans être accompagné par Bertrand. Celui-ci, pendant ce temps, rédigeait le rapport de cette affaire à l'empereur. Il l'apporta dans son cabinet en y joignant la lettre du prince de Hatzfeld. Trouvant l'empereur parti, il remit ces pièces à M. de Meneval, et vint rejoindre l'empereur à la revue. Par surcroît de bonheur, en revenant de la revue l'empereur alla rendre visite au vieux prince Ferdinand, frère du grand Frédéric, de sorte que le jour finissait lorsqu'il rentra chez lui.

Ces heureux incidents avaient donné à madame la princesse de Hatzfeld tout le loisir nécessaire pour aller aux informations, et venir trouver le maréchal Duroc, qu'elle avait connu dans les différents voyages qu'il avait faits à Berlin. Celui-ci, ignorant ce dont il s'agissait, et ayant des occupations qui l'empêchaient de quitter le château, me pria de m'informer de ce qu'il y avait contre M. de Hatzfeld, et de l'en prévenir. Je venais d'arriver, et ne savais rien de tout cela. Dans les premiers moments de l'arrivée à Berlin, la gendarmerie faisait presque tous les services de la capitale. J'appris de suite par elle que le capitaine-rapporteur du conseil de guerre attendait dans l'antichambre du prince de Neuchâtel la lettre du prince de Hatzfeld au roi, et que c'était un cas capital. Je courus en prévenir le maréchal Duroc, et lui fis observer qu'il n'y avait pas un moment à perdre ; qu'il y allait de la vie du prince, si madame de Hatzfeld ne voyait pas l'empereur en particulier. A peine avais-je fini, que l'on cria aux armes ! C'était l'empereur qui rentrait. Le maréchal Duroc, donnant son bras à madame de Hatzfeld, qui n'avait pas quitté son ap-

partement, courut, et arriva juste à la porte du salon comme l'empereur était en haut de l'escalier. L'empereur lui dit (1) : « Est-ce qu'il y a quelque chose de nouveau, monsieur le grand-maréchal ? — Oui, sire. » Et il suivit l'empereur dans son cabinet.

Je restai à la porte pour qu'on n'annonçât personne avant que madame de Hatzfeld, qui était là, n'eût vu l'empereur. Duroc ne tarda pas à sortir, et fit entrer de suite madame de Hatzfeld. Elle ignorait pourquoi on avait arrêté son mari, et demandait justice à l'empereur, dans toute la candeur de son âme. Lorsqu'elle a bien détaillé tout ce qu'elle avait à dire, l'empereur lui remet la lettre de son mari ; elle commence à la lire, et à mesure qu'elle lit, l'effroi s'empare d'elle : elle devient pâle, et s'interrompt pour dire : « Ah ! mon Dieu ! c'est bien son écriture ! Ah ! oui !... Que nous sommes malheureux ! » Lorsqu'elle eut fini, elle regarda l'empereur avec une immobilité qui tenait de la défaillance : elle avait les yeux hagards, et n'articulait pas un mot. L'empereur lui dit : « Eh bien ! madame, est-ce une calomnie, une injustice ? Je vous en laisse juge. »

La princesse, plus morte que vive, allait fondre en larmes, lorsque l'empereur lui reprit la lettre et lui dit : « Madame, sans cette lettre, il n'y aurait point de preuves contre votre mari. » Elle répondit : « C'est bien vrai, sire, mais je ne puis pas le nier, elle est de lui. — Eh bien ! dit l'empereur en la jetant au feu, il n'y a qu'à la brûler. » La princesse de Hatzfeld ne savait ce qu'elle devait dire ni faire ; elle parla plus par son silence que n'aurait pu le faire l'orateur le plus éloquent. Elle sortit heureuse ; elle revit son mari, qui fut mis en liberté, et ne dut la vie qu'au concours d'incidents que je viens de rapporter fidèlement. Le fond du cœur de l'empereur était rempli de dispositions semblables. Il a

(1) Duroc n'était pas dans l'habitude de se trouver sur le passage de l'empereur, chaque fois qu'il sortait ou rentrait.

été, ce jour-là, aussi heureux que madame de Hatzfeld (1).

(1) Est-ce bien Duroc et Savary qui sont intervenus dans cette circonstance ? Il n'est nulllement question de Rapp, et cependant dans les *Mémoires* de ce général, la scène est ainsi rétablie.

« Il était environ midi : L'empereur m'ordonne d'expédier sur-le-champ l'ordre au maréchal Davout de nommer une Commission pour faire juger, comme convaincu de trahison et d'espionnage, le prince de Hatzfeld. Le jugement devait être *rendu et exécuté avant six heures du soir*.

Je n'en fis rien. J'étais néanmoins dans une transe mortelle ; je tressaillais pour le prince, je tremblais pour moi, puisqu'au lieu de l'envoyer au quartier général, je l'avais envoyé au Palais.

« Napoléon demanda ses chevaux pour aller faire visite au prince et à la princesse Ferdinand. Comme je sortais pour donner ses ordres, on m'annonça que la princesse de Hatzfeld était tombée évanouie dans l'antichambre, qu'elle désirait me parler. J'allai à elle, et ne lui dissimulai pas la colère de Napoléon. Je lui dis que nous allions monter à cheval, et lui conseillai de nous devancer chez le prince Ferdinand, pour l'intéresser au sort de son mari. J'ignore si elle eut recours à lui ; mais elle se trouva dans un des corridors de son palais, et se jeta toute éplorée aux pieds de l'empereur, à qui je déclinai son nom.

« Elle était enceinte. Napoléon parut touché de sa situation, et lui dit de se rendre au château ; en même temps il me chargea d'écrire à Davout de suspendre le jugement ; il croyait M. de Hatzfeld parti.

« Napoléon rentra au palais, où Mme de Hatzfeld l'attendait ; il la fit entrer dans le salon, où je restai. « Votre mari, lui dit-il avec bonté, s'est mis dans un cas fâcheux : d'après nos lois, il a mérité la mort. Général Rapp, donnez-moi sa lettre. Voyez, lisez, madame. » Elle était toute tremblante. Napoléon reprend aussitôt la lettre, la déchire, la jette au feu. « Je n'ai plus de preuve, madame, votre mari a sa grâce ! » Il me donna ordre de le faire revenir sur-le-champ du quartier général ; je lui avouai que je ne l'y avais pas envoyé ; il ne me fit pas de reproches, il parut même en être satisfait.

« Berthier, Duroc et Caulaincourt se conduisirent dans cette circonstance comme à leur ordinaire, c'est-à-dire comme de braves gens, Berthier surtout.

« A peine le prince de Hatzfeld fut-il de retour dans sa fa-

Dans le nombre des prisonniers prussiens se trouvait le prince Paul de Wurtemberg, second fils du roi de Wurtemberg. Il était parti de Stuttgart sans la permission de son père, pour venir en Prusse faire la campagne contre nous. Le roi l'avait fait général tout en arrivant, et c'est aussi à peu près en arrivant qu'il fut pris. L'empereur devait être blessé de sa conduite ; néanmoins il le traita avec bonté, et n'en tira d'autre vengeance que de ne pas le recevoir et de le faire reconduire par un capitaine de gendarmerie jusqu'à Stuttgart, remettant son avenir à la disposition du roi son père.

Pendant que tout cela se passait à Berlin, la cavalerie de l'armée s'approchait de l'Oder, et, par une terreur que l'on ne peut expliquer, les villes fortes de Stettin et de Kustrin se rendirent à des troupes à cheval, qui de la rive gauche du fleuve les sommèrent de capituler. Elles furent bien étonnées d'être obéies, et de voir arriver de ces villes

mille, qu'il sut, tout ce qui s'est passé. Il m'écrivit une lettre qui peint sa reconnaissance et les émotions dont il était agité. La voici :

« Mon général,

« Au milieu des sentiments de toute espèce que j'ai éprouvés dans la journée d'hier, les marques de votre sensibilité, de votre intérêt, n'ont pas échappé à ma reconnaissance ; mais hier soir j'appartenais tout entier au bonheur de ma famille, et je ne puis m'acquitter qu'aujourd'hui envers vous.

« Croyez, du reste, mon général, qu'il est des moments dans la vie dont le souvenir est ineffaçable ; et, si la profonde reconnaissance, l'estime d'un homme de bien peuvent être de quelque prix à vos yeux, vous devez être récompensé de l'intérêt que vous m'avez montré.

« Agréez l'assurance de ma haute considération et de tous les sentiments qui m'attachent à votre souvenir.

« Le prince DE HATZFELD.

« Berlin, le 30 octobre 1806. »

Plus tard, lorsque le prince de Hatzfeld habita Bruxelles, on voyait dans un de ses salons un superbe tableau représentant l'entrevue de sa femme avec Napoléon. (D. L.).

des bateaux que les gouverneurs leur envoyaient, pour venir en prendre possession (1).

Ces détachements de cavalerie firent avertir les corps d'infanterie qui étaient en arrière, et qui se hâtèrent de venir occuper ces deux places (2). Dans le même temps, le maréchal Ney se portait sur Magdebourg. Il se présente devant la place, n'ayant avec lui que 15 à 16.000 hommes, et pas une seule pièce d'artillerie de siège ; mais il aperçoit de l'hésitation dans les troupes qui la défendent. Il envoie en toute hâte chercher une batterie de mortiers à Erfurt, lance quelques projectiles au milieu de ces masses éperdues, et voit presque aussitôt son audacieuse tentative couronnée par le succès. Le feld-maréchal Kleist ouvre ses portes, lui livre ses approvisionnements, une artillerie immense, et met bas les armes à la tête d'une garnison de 23.000 hommes (3). Tout nous souriait : la Prusse était occupée l'armée prussienne prisonnière, les places rendues ; notre armée pouvait être réunie en totalité et entreprendre de nouvelles opérations.

Il ne restait plus que la Silésie, où un corps prussien tenait la campagne devant le prince Jérôme, auquel l'empereur avait donné un corps d'armée à commander. Il était, en majeure partie, composé de troupes alliées, telles que bavaroises, wurtembergeoises, etc. Il restait aussi sur lé Weser les places de Hameln, de Nienbourg, renfermant ensemble treize mille hommes de garnison. L'empereur me chargea de prendre ces deux places ; j'en parlerai tout à l'heure.

Le maréchal Duroc fut renvoyé de nouveau près du roi de Prusse : il ne le trouva qu'à Osterode, au-delà de la Vistule ; il lui portait un *ultimatum* en

(1) 29 octobre et 1er novembre.

(2) Il fallait que ces gouverneurs eussent perdu la tête, car, peu de jours auparavant, des détachements de troupes égarés s'étaient présentés devant les mêmes places, dont l'entrée leur avait été refusée. *(Note de l'édition originale.)*

(3) 8 novembre.

réponse aux propositions qu'il avait fait faire par son ministre.

M. de Lucchesini avait rejoint le roi de Prusse avant le commencement des hostilités, et c'était par son canal que la Prusse donnait suite aux ouvertures dont le maréchal Duroc avait été porteur après la bataille d'Iéna. L'empereur était seul. M. de Talleyrand, qu'il avait laissé à Mayence près de l'impératrice, avait à la vérité reçu ordre de venir à Berlin, mais il n'était pas arrivé. Le général Clarke, qui d'Erfurt, où il avait été laissé gouverneur, devait venir prendre le gouvernement de la Prusse ainsi que de Berlin, n'était pas non plus arrivé. L'empereur fit suivre la négociation par M. Maret. Le prince de Bénévent arriva sur ces entrefaites, et fit passer une note peu propre à la mener à bonne fin. Il déclara aux plénipotentiaires prussiens que l'empereur était immuable dans sa politique, qu'il ne cherchait ni à s'agrandir ni à opprimer ses voisins, mais qu'il était décidé à ne se desaisir de ses conquêtes que pour arriver à la paix. Le sort des armes avait mis la Prusse en son pouvoir ; mais il était prêt à compenser : que l'Angleterre restituât les colonies qu'elle avait enlevées à la France et à ses alliés, que la Russie se désistât de son protectorat sur la Valachie et la Moldavie, que la Porte Ottomane fût rétablie dans la plénitude de ses droits, dès lors il serait prompt à rendre les provinces qu'il avait conquises.

Quand même le roi de Prusse l'eût voulu, il ne pouvait obliger ses alliés à souscrire à de telles conditions. Il récrimina, observa qu'il n'était pas en son pouvoir de faire rétrograder les armées russes qui couvraient ce qui lui restait de territoire ; que quant à ce qu'il exigeait, qu'il amenât les Cours de Saint-James, de Pétersbourg, à négocier de concert avec lui une paix générale avec l'empereur Napoléon, il ne se flattait pas de réussir ; que cependant il ne repoussait pas toute espérance, et qu'en conséquence il ne rappelait pas encore son ministre du quartier général de l'empereur et roi. Il était proba-

blement survenu quelques autres incidents, car lorsque Duroc se présenta pour la seconde fois au quartier général de ce monarque, ce dernier refusa de ratifier l'armistice : « Il n'est plus temps, lui dit-il ; la chose ne dépend plus de moi ; l'empereur de Russie m'a offert du secours, et je me suis jeté dans ses bras. » Après cette réponse, l'empereur ne fit plus donner aucune suite aux négociations, et il songea à se mettre en mesure d'aller chercher la paix là où il rencontrerait les Russes.

Il avait fait de Berlin et de Postdam ses grandes places d'approvisionnement. Tous les chevaux de la cavalerie prussienne y avaient été amenés pour remonter la nôtre. Il y fit venir aussi tous les chevaux d'artillerie, en sorte qu'au bout de moins d'un mois nous avions une armée remontée en tout point. A Berlin, l'empereur reçut une députation du Sénat ; elle venait de Paris, et était envoyée pour le complimenter sur ses étonnants succès, et en même temps le remercier des étendards et drapeaux dont il avait fait don au Sénat pour décorer le lieu de ses séances.

La même députation, composée de douze Sénateurs, s'avisa de faire des représentations à l'empereur sur les dangers qu'il y aurait à passer l'Oder, et lui témoigna le désir de voir terminer ses conquêtes. L'empereur fut mécontent de cette observation, et répondit à la députation qu'il ferait la paix le plus tôt qu'il pourrait, mais de manière à terminer une fois pour toutes ; qu'eux-mêmes savaient bien qu'il avait tout tenté dans ce but, et qu'il ne pouvait s'empêcher de leur témoigner son mécontentement de ce que, sachant que les Russes venaient se joindre aux Prussiens, ils étaient assez peu réfléchis pour donner le scandale d'une désunion entre le chef de l'Etat et le premier Corps constitué de la nation. Il ajouta qu'avant de faire cette démarche, il aurait fallu qu'ils s'assurassent de quel côté venait l'opposition à la paix, et qu'ils lui apportassent des moyens de la faire disparaître. Du reste, il ne les traita pas mal, et les congédia satisfaits ; mais il écrivit à Paris de main de maître, sur la mission

des douze Sénateurs. Ils pouvaient avoir raison ; mais comment aurait-on la paix, puisque cela ne dépendait plus du roi de Prusse, qui s'était jeté dans les bras des Russes ?

On aurait dû savoir aussi que le séjour de l'empereur à Berlin n'avait été employé qu'à une négociation de paix avec la Prusse, et qu'elle n'avait été rompue que par l'arrivée des Russes.

Il commença à soupçonner le ministre de la police d'avoir mal agi dans cette occasion, parce que, ou il devait, comme Sénateur, éclairer le Sénat sur l'état des choses, et alors cette assemblée n'eût pas fait cette démarche ; ou bien il devait, comme ministre, s'y opposer. Mais il voulut ménager le Sénat, en lui faisant la demande. S'il avait réussi, il aurait dit que c'était lui qui l'avait porté à cette représentation : par là, il eût augmenté sa popularité et son crédit ; mais à tout événement, il mit sa responsabilité ministérielle à couvert, en avertissant l'empereur de tout ce qui s'était passé, et en lui disant que, quoi qu'il eût pu faire, les Sénateurs avaient persisté. De là, l'humeur de l'empereur contre eux. Le ministre néanmoins n'en fut pas mieux dans son esprit. Si la campagne eût été terminée, et sans la protection que lui accordaient le grand-duc de Berg et le maréchal Lannes, il eût probablement été congédié.

L'empereur avait fait venir d'Italie le général polonais Dombrowski (1),qui nous rejoignit à Postdam : cela annonçait des intentions, néanmoins il n'avait encore rien fait dire en Pologne ; ce n'est qu'après le refus définitif du roi de Prusse que, pour augmenter ses forces, il mit en mouvement le patriotisme des Polonais. Le général Dombrowski lui fut à cet effet d'une grande utilité par sa seule présence.

L'empereur, qui était fort prévoyant, ne marchait jamais qu'accompagné de tous les moyens dont il supposait avoir un jour besoin ; voilà ce qui rendait son quartier général si populeux, On y trouvait avec

(1) Au service de la France depuis 1792.

l'administration d'une armée celle de tout un Etat.

Indépendamment de l'armée que nous avions en Prusse, l'empereur fit venir de France quelques régiments, qu'il tira de la garnison de Paris, et même de celle de Brest. Ils formèrent le noyau d'un corps dont le maréchal Mortier prit le commandement, et avec lequel il partit de Mayence pour aller occuper les villes hanséatiques. Ce corps fut augmenté ensuite par des troupes alliées. Il était déjà maître des bords de la Baltique, lorsque l'empereur se préparait à entrer en Pologne.

C'est de Berlin qu'il m'envoya prendre le commandement des troupes hollandaises qui étaient devant Hameln. Le roi de Hollande, après avoir sommé cette place, fut attaqué d'un accès de maladie à laquelle il était sujet, et obligé de retourner à Amsterdam. L'empereur me dit de tâcher de prendre Hameln avec ces seuls moyens, me défendant même d'arrêter ni de détourner aucune troupe qui allait rejoindre la grande armée (1).

(1) Mes instructions étaient ainsi conçues :

« Berlin, le 18 novembre, au quartier général.

« D'après les intentions de l'empereur, vous voudrez bien, général, partir sur-le-champ pour vous rendre devant Hameln.

« Vous prendrez le commandement des troupes qui bloquent cette forteresse, et vous aurez soin de faire retrancher par de bonnes redoutes tous les postes du blocus.

« Vous ferez prendre dans la place de Renteln des obusiers et des canons pour bombarder la ville, y mettre le feu, et accélérer la reddition. Vous ferez garnir les redoutes de petites pièces de campagne, afin d'empêcher l'ennemi de faire lever le blocus, et afin de suppléer, au moyen des retranchements et d'un bon service, au peu de troupes que vous avez sous vos ordres.

« Aussitôt votre arrivée, vous ferez passer à l'empereur l'état de l'organisation du blocus, et vous correspondrez avec moi le plus fréquemment possible.

« Vous tirerez vos vivres et tout ce dont vous aurez besoin du pays d'Hanovre.

« Le 12e régiment d'infanterie légère doit être parti aujourd'hui de Cassel pour Hameln. S'il n'était pas arrivé, vous

Le grand-duc de Berg me recommanda de bien ménager le pays où j'allais, me prévenant qu'il devait lui appartenir. Il comptait déjà dessus.

Je trouvai ce corps hollandais posté à deux lieues de Hameln ; sa force était d'environ la moitié de la garnison de la place ; la saison était horrible. J'écrivis en arrivant au gouverneur, pour lui demander une entrevue sur le glacis, le laissant le maître de régler toutes les précautions qu'il croirait devoir prendre dans cette occasion. Il me répondit de suite et accepta pour le lendemain le rendez-vous. Je m'y trouvai le premier ; j'étais muni des capitulations de Madgebourg, Spandau, Kustrin, Stettin, et de celles de Prenzlow et de Lubeck : c'étaient certainement mes meilleurs moyens d'attaque ; la place avait pour un peu plus de six mois de vivres et elle contenait un petit corps mobile aux ordres du général Lecoc, qui, n'ayant pu rejoindre aucune armée prussienne, s'était jeté dans Hameln. Il vint au rendez-vous avec le gouverneur, qui était un vieillard, le général Schell, aussi ancien serviteur de Frédéric.

Je leur dis que, venant de prendre le commandement des opérations militaires qui allaient s'ouvrir devant la place, je devais, avant tout, les prévenir de la situation de leur pays ; qu'ils la jugeraient par les pièces que je leur apportais ; qu'ensuite leur

écririez au général Lagrange, à Cassel, de le faire venir sans délai, et si vous aviez réellement besoin d'un plus grand nombre de troupes, vous demanderiez également au général Lagrange quelques-uns des détachements de cavalerie qu'il a à Cassel. L'intention de S. M. est que vous suppléiez par de bonnes dispositions, de l'activité et de l'énergie, au peu de troupes que vous avez.

« S. M. vous autorise, au surplus, à accorder à la garnison une capitulation par laquelle elle sera prisonnière de guerre, les officiers sur parole et les soldats envoyés en France. Vous aurez soin que toutes les caisses des régiments et tout ce qui appartiendrait au roi de Prusse nous restent. — Faites-moi passer aussi, général, un rapport qui fasse connaître l'état de la place de Renteln. »

détermination fixerait la mienne ; qu'à présent j'étais autorisé à les laisser sortir pour aller chez eux, hormis les soldats, ainsi qu'on en avait ordonné pour les autres places ; que, si ma proposition était refusée, j'attaquerais de suite, mais que le siège une fois ouvert, je n'entendrais à aucune autre capitulation. J'avais remarqué que les officiers prussiens tenaient beaucoup à leurs bagages ; car, à cette époque, ils avaient, comme du temps de Frédéric, plus de bagages qu'un colonel n'en avait dans notre armée.

Ces messieurs me prièrent de les laisser seuls pour prendre connaissance de ce que je leur apportais, et pour délibérer entre eux. Je leur donnai une chambre dans le moulin où j'étais. Au bout d'une demi-heure, ils m'annoncèrent qu'ils étaient résolus de traiter aux conditions que je leur proposais ; ils n'y ajoutèrent que celle de leur faire payer un mois ou un demi-mois de leur traitement, à titre de frais de route. Je n'avais pas le premier écu de l'argent qu'ils demandaient. Cependant je ne voulais pas manquer un aussi bon marché. Je l'accordai, et nous signâmes la capitulation (1) d'après laquelle la place avec ses forts devaient m'être remise le surlendemain à midi. Nous nous séparâmes ; je rentrai fort content à mon quartier général pour faire mes dispositions.

Le lendemain, il y eut une insurrection dans la garnison, et le général Schell m'écrivit qu'il craignait de ne pouvoir me remettre la place sans ajouter de nouveaux articles à ceux qui avaient été souscrits : c'était, pour les soldats, la liberté de retourner en Prusse, et pour les officiers, je crois, quelques douceurs de plus.

Je tins ferme, et ne voulus rien changer ni ajouter à la première capitulation. J'envoyai porter ma réponse par un de mes aides de camp, et me mis en mesure, à tout événement, d'avoir la place d'une manière quelconque. Le bonheur voulut que la garnison se livrât au pillage des magasins et à l'ivro-

(1) 19 novembre 1806.

gnerie ; il ne fut plus possible de la tenir en ordre, et le général Schell fut obligé de m'envoyer prier de hâter le moment de l'occupation, me prévenant que la garnison avait forcé une des portes que la faiblesse du corps de blocus n'avait pas permis d'observer, et que les soldats sortaient de la place à la débandade. Je courus bien vite, et fis hâter le pas à la colonne hollandaise, qui entra en ville quelques heures plus tôt que ne le portait le traité. On fut obligé de mettre les soldats prussiens dans une espèce de parc près de la ville. Il fallait aller les relever morts ivres dans tous les carrefours : c'était un tableau hideux. Cependant on vint à bout de faire évacuer la place, et de mettre en route toute cette colonne de prisonniers.

Je trouvai en ville une artillerie prodigieuse, avec quinze drapeaux prussiens, et, ce qui flatta mon amour-propre, les étendards du régiment des hussards de Blücher, que le commandant de ce régiment avait déposés à Hameln pour les préserver d'une mauvaise fortune de guerre. C'était une manière nouvelle que je ne connaissais pas. Un de ces étendards, plus léger que les autres, était garni, indépendamment de sa cravate, d'une quantité de rubans sur lesquels il y avait des devises en broderie qui attestaient que plus d'une belle s'intéressait à la gloire de ce régiment ; elles paraissaient y avoir réuni tous leurs tendres sentiments ; et on ne les avait sans doute pas consultées lorsqu'on avait mis ce témoignage de leur intérêt sous la garde d'une place forte.

Je ne restai à Hameln que le temps nécessaire pour dresser l'inventaire de la place, des magasins surtout. Je ne voulus jamais permettre qu'on les remît en d'autres mains que celles des membres de la régence de Hanovre, qui avait formé cet approvisionnement par réquisition du gouvernement prussien. Je les leur fis remettre tels qu'ils étaient, en les prévenant de prendre garde à eux, qu'on les volerait de mille façons, mais que toutes leurs plaintes seraient comptées pour rien, lorsqu'on leur demanderait

l'état de ces approvisionnements. Les députés de la régence était tout étonnés que je ne leur demanderait dasse rien pour mon compte personnel ; ils n'étaient venus à Hameln que pour traiter avec moi sous ce rapport. On les avait tant accoutumés à acheter ce qui leur appartenait, et à se le voir reprendre le lendemain pour le payer encore, qu'en venant de Hanovre, ils s'étaient attendus à quelque chose de semblable. Ils avaient même apporté de l'argent avec eux. Je ne me permis pas de leur demander d'autre somme que celle que j'étais convenu de donner aux officiers prussiens, auxquels ils la payèrent par mon ordre. Ils furent donc satisfaits, et je fis une bonne action, car la première chose que l'empereur ordonna fut de réapprovisionner cette place pour six mois ; ce que je leur laissai était au moins l'approvisionnement de quatre : ils n'eurent donc à compléter que ce qu'avait consommé la garnison prussienne.

Les Etats de Hanovre ne furent pas insensibles à ce service ; car, à la fin de l'été suivant, j'en reçus un Grand-Ordre en diamants.

J'envoyai à l'empereur la capitulation d'Hameln, les drapeaux et tout ce qui concernait la place, et je pris mes mesures pour marcher vers Nienbourg, sur le Bas-Weser, où il y avait un pont sur le fleuve. La place contenait quatre mille cinq cents hommes de garnison, et avait quatre-vingts pièces de canon.

Je me composai dans Hameln un petit train d'obusiers, avec leur approvisionnement ; je n'avais que cela et l'artillerie de campagne pour aller mettre le siège devant Nienbourg. Heureusement, la veille de mon départ, il m'arriva le 12e régiment d'infanterie légère qui avait reçu ordre de venir me rejoindre au lieu de se rendre à Cassel, sa première destination. Je l'emmenai avec tout le corps hollandais, dont je laissai un seul régiment en garnison à Hameln.

Le premier jour de marche (23 novembre), je vins à Minden, et le second je m'approchai jusqu'à portée de canon de la place ; il était nuit, sans quoi j'en aurais été maltraité. Malgré l'obscurité, j'envoyai parlementer, et fis remettre au gouverneur les capi-

tulations des autres places, auxquelles je joignis celle de Hameln. C'était aussi un vieillard, le général Stracwitzch, ancien aide de camp de Frédéric ; il remit au lendemain (25 novembre) à parler d'affaire, et me renvoya mon parlementaire après l'avoir bien traité.

Effectivement, le lendemain il signa la même capitulation qu'avaient signée ses camarades de la guerre de Sept-Ans, et me remit la place et sa garnison le jour suivant.

CHAPITRE X

L'Autriche menace de reprendre les armes. — Dispositions pour la contenir. — Mesures administratives. — Organisation de la Prusse. — L'empereur échelonne ses troupes sur la Vistule. — Prétentions de l'Angleterre. — Blocus continental. — L'armée entre en Pologne. — Chute du grand-maréchal. — Fatigues et privations des troupes. — L'armée prend ses cantonnements. — Le quartier général revient à Varsovie.

Pendant que nous achevions de disperser les forces qui nous étaient opposées, l'empereur s'occupait d'asseoir sa position. Nous longions la Silésie pour courir aux Russes ; l'Autriche en prit occasion d'affecter des craintes pour sa neutralité ; et, comme si nous n'eussions pas eu assez de l'hiver et des Moscovites, elle feignit de redouter que nous ne franchissions les gorges de ses montagnes que pour la chercher. L'empereur ne pouvait se méprendre au prétexte : l'irruption de la Bavière lui avait appris le cas qu'il devait faire de la foi des Cabinets. Il appela une nouvelle conscription, la fit rapidement arriver sur le Rhin, admit sous ses drapeaux les troupes de l'Electeur de Hesse, qui venaient d'être licenciées. Il envoya cette conscription, partie en France, partie en Hollande et à Naples, et il tint les étrangers à distance où l'esprit public pouvait ne pas nous être favorable. Il ne se borna pas à ces mesures ; il fit armer les places, occuper les débouchés qui couvrent l'Italie ; il réunit des troupes considérables à Vérone, à Brescia, sur l'Isonzo ; le roi de Bavière en assembla sur l'Inn. Nous fûmes bientôt en mesure sur tous les points.

Un autre objet non moins important était de régulariser l'action de la conquête. L'empereur y pour-

vut avec la supériorité de vues qui lui était propre ; il donna une nouvelle organisation aux vastes possessions que le sort des armes lui avait livrées ; il divisa la Prusse en quatre départements, auxquels il assigna pour chefs-lieux, Berlin, Kustrin, Stettin et Magdebourg. Il fixa les limites de chacun, conserva les subdivisions, les institutions qui pouvaient faciliter la marche des affaires ; il ne déplaça aucun fonctionnaire, laissa chacun gérer son emploi, juger, administrer, et se borna à prendre des précautions pour qu'ils ne tournassent pas contre lui la portion d'autorité dont il leur continuait l'exercice (1). Un administrateur général des finances et des domaines, un receveur général des contributions, furent chargés de surveiller, de diriger l'action de cette vaste machine, et de prendre les mesures que les circonstances exigeraient. Chaque département reçut aussi un commissaire impérial, qui assistait aux délibérations des chambres de guerre et des domaines, et chaque province un intendant, qui remplissait les fonctions de préfet. Des receveurs particuliers furent institués pour veiller aux recettes, constater les versements.

Les mouvements, les passions qui agitaient la Prusse, exigeaient des moyens de répression capables de réprimer le pillage et la malveillance. Des brigades de gendarmerie furent détachées ; le gouverneur général devait en déterminer l'emplacement et la force, mais elles ne pouvaient se recruter que parmi les propriétaires du pays. Les commandants particuliers conservèrent, en outre, auprès d'eux, des piquets de troupes françaises. Berlin, comme centre du mouvement, méritait une attention par-

(1) Formule du serment. « Je jure d'exercer loyalement « l'autorité qui m'est confiée par Sa Majesté l'empereur des « Français et roi d'Italie, de ne m'en servir que pour le main- « tien de l'ordre et de la tranquillité publique, de concourir « de tout mon pouvoir à l'exécution des mesures qui seront « ordonnées pour le service de l'armée française, et de n'en- « tretenir aucune correspondance avec les ennemis. »

ticulière. L'empereur unit sa magistrature aux élections : deux mille bourgeois se réunirent, et choisirent soixante magistrats pour les gouverner. Ils formèrent également une garde nationale de seize cents hommes pour faire la police de leur ville.

Ces mêmes mesures, qui s'étendirent bientôt à la Hesse, au Hanovre, au duché de Brunswick, au Mecklembourg et aux villes hanséatiques, prévinrent le gaspillage, assurèrent les rentrées abondantes, et pourvurent aux besoins de l'armée, sans fouler le peuple.

L'empereur était encore occupé à organiser la Prusse, lorsque les députés du palatinat de Posen vinrent lui présenter les vœux de leurs concitoyens, et de solliciter de proclamer l'indépendance de leur patrie. Il les accueillit avec une bienveillance particulière, mais refusa de faire la reconnaissance qu'ils demandaient. « La France, leur dit-il, n'a jamais reconnu les différents partages de la Pologne ; je ne puis néanmoins proclamer votre indépendance que lorsque vous serez décidés à défendre vos droits, comme nation, les armes à la main, par toutes sortes de sacrifices, celui même de la vie. On vous a reproché d'avoir, dans vos continuelles dissensions civiles, perdu de vue les vrais intérêts et le salut de votre patrie. Instruits par vos malheurs, réunissez-vous, et prouvez au monde qu'un même esprit anime toute la nation polonaise. »

Je cite cette réponse parce qu'elle fait voir combien sont dénués de sens les reproches que l'on a faits à l'empereur de n'avoir pas proclamé l'indépendance de la Pologne au début de la campagne de 1812. L'indépendance est une force ; rien ne peut empêcher de la reconnaître lorsqu'elle existe, tandis que la proclamer lorsqu'elle n'existe pas, c'est prendre pour un intérêt étranger un engagement dont on ne peut mesurer les suites. L'empereur répéta, en 1812, ce qu'il avait dit en 1807, et ne pouvait, sans compromettre la France, faire plus qu'il n'a fait.

Je reviens aux affaires de Prusse. Avec quelque

instance que Frédéric-Guillaume eût sollicité un armistice, l'empereur n'avait mis qu'une médiocre confiance en ses protestations, non par manque de confiance dans l'honneur de son caractère, mais par une conséquence de sa position. C'était moins d'ailleurs ce prince que l'Angleterre qu'il voulait atteindre, et il savait que celle-ci, toujours ardente à provoquer la guerre, était insensible aux malheurs de ses alliés. Il prit ses mesures en conséquence ; il disposa ses corps de manière à prendre immédiatement possession des places dont il exigeait l'abandon, et à marcher aux alliés suivant que l'armistice serait où ne serait pas ratifié. Ses ordres avaient été donnés dans cette double hypothèse ; rien n'était précis comme les instructions qu'il avait fait expédier au grand-duc de Berg.

L'empereur, mandait à ce prince le major général, me charge de vous faire connaître qu'il vient de recevoir des dépêches du maréchal Davout, datées de Sampolno le 20, à deux heures du matin. Il résulte de ces dépêches que les Russes sont arrivés le 13 à Varsovie, et que, le 18, ils avaient une avant-garde d'infanterie et de cavalerie le long de la rivière de Bsura, c'est-à-dire à plus de dix lieues de Varsovie, sur Jochazew et Lowicz. Par l'ordre que j'ai envoyé à...... le 18, je lui ai prescrit, dans le cas où il ne serait pas entré à Thorn, de longer la rive gauche de la Vistule, en s'étendant sur la droite. Le maréchal Augereau a eu l'ordre de suivre les mouvements du maréchal Lannes à une journée en arrière. Sur ces entrefaites, l'armistice est venu. Le maréchal Duroc est arrivé le 20, à Graudenz pour rejoindre le quartier général du roi de Prusse, et, dans le cas où le roi de Prusse aurait ratifié la suspension, l'empereur avait décidé que le maréchal Lannes, avec son corps d'armée, occuperait Thorn ; que le maréchal Augereau occuperait Graudenz et Danzig, et qu'enfin le maréchal Davout occuperait Varsovie ; mais dans le nouvel état de choses, Sa Majesté pense que le maréchal Davout seul ne suffirait pas pour occuper Varsovie, même pendant le temps de l'armistice. L'intention de l'empereur, monseigneur, est donc que vous vous rendiez à Varsovie avec la brigade du général Milhaud, qui a été augmenté du 1er régiment

de hussards ; avec la brigade du général Lassalle, partie aujourd'hui de Berlin ; avec les divisions Klein, Beaumont et Nansouty ; ils sont avec le maréchal Davout depuis plusieurs jours ; enfin, avec le corps d'armée de M. le maréchal Davout tout entier et celui de M. le maréchal Lannes, ce qui fera plus de cinquante mille hommes. Si la suspension d'armes est ratifiée, la cavalerie légère bordera la rivière de Bug, et le reste de vos troupes à cheval sera cantonné à plusieurs jours de Varsovie, de manière à pouvoir vivre facilement ; et ces troupes s'étendraient davantage à mesure que les Russes s'éloigneraient, et que les dispositions de la suspension d'armes se trouveraient exécutées. Le corps du maréchal Augereau occuperait Thorn, Graudenz et Danzig, tenant ses principales forces à Thorn. Voilà, monseigneur, les dispositions pour le cas d'armistice.

Si, dans la supposition contraire, la suspension d'armes n'est pas ratifiée par le roi de Prusse, le général Augereau maintiendra sa brigade de cavalerie sur l'extrémité de la gauche, près de Graudenz, bordant la Vistule, et il filera avec toute son infanterie, en suivant, à une marche en arrière, le maréchal Lannes, à la rive gauche de la Vistule, par Bresec et Koweld ; de manière que, si vous pouviez penser que l'ennemi voulût risquer une bataille avant d'évacuer Varsovie, le maréchal Augereau puisse vous joindre, hormis sa cavalerie, qui resterait toujours détachée le long de la Vistule pour observer la gauche. Vous aurez bien soin, monseigneur, si l'ennemi passait la Vistule à Varsovie, que le corps du maréchal Augereau se trouvât toujours assez élevé le long de ce fleuve pour défendre le passage entre Varsovie et Thorn, et maintenir la jonction du corps d'armée qui se réunira à Posen avec celui de Varsovie. Ainsi donc vous recevrez cette lettre le 24 ; vous expédierez de suite les ordres ci-joints aux maréchaux Lannes et Augereau, et vous vous porterez de votre personne à Sampolno, de manière à pouvoir arriver à Varsovie, avant le 30 du mois, avec votre réserve de cavalerie et avec les corps des maréchaux Davout et Lannes, si la suspension d'armes est ratifiée, et vous laisserez le corps du maréchal Augereau à Thorn pour occuper Graudenz et Danzig ; et si la suspension d'armes n'est pas ratifiée, vous arriverez à Varsovie avec votre réserve de cavalerie, les corps des maréchaux Davout, Lannes et Augereau, et vous aurez sur le champ de bataille quatre-vingt mille hommes.

Le 24 de ce mois, la tête du corps du maréchal Ney arrivera à Posen, où son corps d'armée sera réuni le 26 fort d'environ douze mille hommes, par les corps qu'il a été obligé de laisser, tant pour la garnison de Magdebourg que pour l'escorte des prisonniers.

Le 25, le corps entier du maréchal Soult sera réuni à Francfort-sur-l'Oder. Enfin le prince Jérôme reçoit l'ordre de partir le 24 du blocus de Glogau, avec le corps bavarois, fort d'environ quatorze à quinze mille hommes, et sera rendu le 28 de ce mois à Kalisz.

Je viens d'ordonner à la division de dragons du général Becker, qui est avec le maréchal Lannes, de vous joindre à Sampolno ; le 25e de dragons, qui est parti aujourd'hui de Berlin, a reçu l'ordre de rejoindre la division Becker.

L'empereur, comme on vient de le voir, avait échelonné les troupes avec une admirable prévoyance. Il était prêt ; que la guerre fût suspendue ou se continuât, il était également en mesure. Mais ces dispositions n'atteignaient l'Angleterre que par ricochet : c'était cette puissance qu'il s'agissait de toucher au vif. La victoire avait agrandi notre influence; nous disposions d'une étendue de côtes immense ; nous étions maîtres de l'embouchure de la plupart des grands fleuves. L'empereur résolut de la frapper avec les armes dont elle faisait usage. Elle avait mis notre littoral en interdit, elle avait proclamé un blocus que ses flottes étaient hors d'état de réaliser : il s'empara de cette conception rigoureuse, et résolut de lui fermer le continent. La mesure était sévère : mais l'Angleterre méconnaissait tous les droits : il fallait mettre un terme à ses violences, la contraindre d'abjurer ses injustes prétentions. La marche de la civilisation a depuis longtemps assigné des bornes à la guerre : restreinte aux gouvernements, l'action de ce fleau ne s'étend plus aux individus ; les propriétés ne changent plus de mains, les magasins sont respectés, les personnes restent libres ; les combattants, ceux qui portent les armes, sont, de toute la population vaincue, les seuls individus exposés à perdre leur liberté. Ces principes sont consacrés par une foule de traités reconnus par tous les peu-

ples. Cependant les Anglais affichèrent tout à coup des prétentions qu'ils n'avaient jamais élevées avant que la prise de Toulon et la guerre de l'Ouest n'eussent anéanti notre marine. Eriger en maximes que les propriétés particulières qui se trouvaient à bord des bâtiments de commerce sous pavillon ennemi devaient être saisies et les passagers faits prisonniers, c'était nous ramener aux siècles de barbarie où paysans et soldats étaient réduits en esclavage, où personne n'échappait au vainqueur qu'en lui payant rançon. Le ministre des relations extérieures, chargé de développer cette matière, flétrit justement les odieuses prétentions de l'Angleterre et les considérations dont elles les appuyait. Ses rapports firent sur nous une impression dont je conserve encore le souvenir, le dernier surtout ; il est ainsi conçu :

Trois siècles de civilisation ont donné à l'Europe un droit des gens que, selon l'expression d'un écrivain illustre, la nature humaine ne saurait assez reconnaître.

Ce droit est fondé sur le principe que les nations doivent se faire dans la paix le plus de bien, et dans la guerre le moins de mal qu'il est possible.

D'après la maxime que la guerre n'est point une relation d'homme à homme, mais d'Etat à Etat, dans laquelle les particuliers ne sont ennemis qu'accidentellement, non point comme hommes, non pas même comme membres ou sujets de l'Etat, mais uniquement comme ses défenseurs, le droit des gens ne permet pas que le droit de la guerre, et le droit de conquête qui en dérive, s'étendent aux citoyens paisibles sans armes, aux habitations et aux propriétés privées, aux marchandises du commerce, aux magasins qui les renferment, aux chariots qui les transportent, aux bâtiments non armés qui les voiturent sur les rivières ou sur les mers ; en un mot, à la puissance et aux biens des particuliers.

Ce droit, né de la civilisation, en a favorisé les progrès. C'est à lui que l'Europe est redevable du maintien et de l'accroissement de ses prospérités, au milieu des guerres fréquentes qui l'ont divisée.

L'Angleterre seule a repris l'usage des temps barbares. La France a tout fait pour adoucir du moins un mal qu'elle n'avait pu empêcher. L'Angleterre, au contraire, a tout fait pour l'aggraver. Non contente d'at-

taquer les navires du commerce, et de traiter comme prisonniers de guerre les équipages de ses navires désarmés, elle a réputé ennemi quiconque appartenait à l'Etat ennemi, et elle a aussi fait prisonniers de guerre les facteurs du commerce et les négociants qui voyageaient pour les affaires de leur négoce.

Restée longtemps en arrière des nations du continent qui l'ont précédée dans la route de la civilisation, et en ayant reçu d'elles tous les bienfaits, elle a conçu le projet insensé de les posséder seule et de les leur ôter. C'est dans cette vue que, sous le nom de droit de blocus, elle a inventé et mis en pratique la théorie la plus monstrueuse.

D'après la raison et l'usage de tous les peuples policés, le droit de blocus n'est applicable qu'aux places fortes. L'Angleterre a prétendu l'étendre aux places du commerce non fortifiées, aux navires, à l'embouchure des rivières.

Une place n'est bloquée que quand elle est tellement investie, qu'on ne puisse tenter d'en approcher, sans s'exposer à un danger imminent. L'Angleterre a déclaré bloqués des lieux devant lesquels elle n'avait pas un bâtiment de guerre. Elle a fait plus : elle a osé déclarer en état de blocus des côtes immenses et tout un vaste empire.

Tirant ensuite d'un droit chimérique et d'un fait supposé la conséquence qu'elle pouvait justement faire sa proie, et la faisait en effet, de tout ce qui allait aux lieux mis en interdit par une simple déclaration de l'amirauté britannique, et de tout ce qui en provenait, elle a effrayé les navires neutres, et les a éloignés des ports que leur intérêt et que la loi des nations les invitait à fréquenter. Le droit de défense naturelle permet d'opposer à son ennemi les armes dont il se sert, et de faire réagir contre lui ses propres fureurs et sa folie.

Puisque l'Angleterre a osé déclarer la France entière en état de blocus, que la France déclare à son tour que les îles britanniques sont bloquées ! Puisque l'Angleterre répute ennemi tout Français, que tout Anglais ou sujet de l'Angleterre trouvé dans les pays occupés par les armées françaises soit fait prisonnier de guerre ! Puisque l'Angleterre attente aux propriétés privées des négociants paisibles, que les propriétés de tout Anglais ou sujet de l'Angleterre, de quelque nature qu'elles soient, soient confisquées ; que tout commerce de marchandises anglaises soit déclaré illicite, et que tout pro-

duit de manufactures des colonies anglaises trouvé dans les lieux occupés par des troupes françaises soit confisqué !

Puisque l'Angleterre veut interrompre toute navigation et tout commerce maritime, qu'aucun navire venant des îles ou des colonies britanniques ne soit reçu ni dans les ports de France, ni dans ceux occupés par l'armée française ; et que tout navire qui tenterait de se rendre de ces ports en Angleterre soit saisi et confisqué !

......Aussitôt que l'Angleterre admettra le droit des gens que suivent universellement les peuples policés ; aussitôt qu'elle reconnaîtra que le droit de guerre est un et le même sur mer que sur terre, que ce droit et celui de conquête ne peuvent s'étendre ni aux propriétés privées ni aux individus non armés et paisibles, et que le droit de blocus doit être restreint aux places fortes réellement investies, Votre Majesté fera cesser ces mesures rigoureuses, mais non pas injustes, car la justice entre les nations n'est que l'exacte réciprocité.

L'empereur adopta les considérations et les mesures que lui proposait son ministre. Il interdit tout commerce, toute correspondance avec l'Angleterre ; il déclara ce pays en état de blocus (1), l'isola tout à fait du continent, et le plaça dans une situation dont il ne tarda pas à sentir les fâcheuses conséquences.

(1) *Extrait des minutes de la secrétairerie d'Etat.*

En notre camp impérial de Berlin, le 21 novembre 1806.

« Napoléon, empereur des Français et roi d'Italie, considérant,

« 1° Que l'Angleterre n'admet point le droit des gens suivi universellement par tous les peuples policés ;

« 2° Qu'elle répute ennemi tout individu appartenant à l'Etat ennemi, et fait, en conséquence, prisonniers de guerre, non seulement les équipages des vaisseaux armés en guerre, mais encore les équipages des vaisseaux de commerce et des navires marchands, et même les facteurs de commerce et les négociants qui voyagent pour les affaires de leur négoce ;

« 3° Qu'elle étend aux bâtiments et marchandises du commerce et aux propriétés des particuliers le droit de conquête,

qui ne peut s'appliquer qu'à ce qui appartient à l'Etat ennemi ;

4° Quelle étend aux villes et ports de commerce non fortifiés, aux havres et aux embouchures de rivières, le droit de blocus, qui, d'après la raison et l'usage des peuples policés, n'est applicable qu'aux places fortes ;

5° Qu'elle déclare bloquées des places devant lesquelles elle n'a pas même un seul bâtiment de guerre, quoique une place ne soit bloquée que quand elle est tellement investie, qu'on ne puisse tenter de s'en approcher sans un danger imminent ;

« 6° Qu'elle déclare même en état de blocus des lieux, que toutes ses forces réunies seraient incapables de bloquer, des côtes entières et tout un empire ;

« 7° Que cet abus monstrueux du droit de blocus n'a d'autre but que d'empêcher les communications entre les peuples, et d'élever le commerce et l'industrie de l'Angleterre sur la ruine et l'industrie du continent ;

« 8° Que tel étant le but évident de l'Angleterre, quiconque fait sur le continent le commerce des marchandises anglaises, favorise par là ses desseins et s'en rend complice ;

« 9° Que cette conduite de l'Angleterre, digne en tout des premiers âges de la barbarie, a profité à cette puissance au détriment de toutes les autres ;

« 10° Qu'il est de droit naturel d'opposer à l'ennemi les armes dont il se sert, et de le combattre de la manière qu'il combat, lorsqu'il méconnait toutes les idées de justice et tous les sentiments libéraux, résultat de la civilisation parmi les hommes :

« Nous avons résolu d'appliquer à l'Angleterre les usages qu'elle a consacrés dans sa législation maritime.

« Les dispositions du présent décret seront constamment considérées comme principe fondamental de l'empire, jusqu'à ce que l'Angleterre ait reconnu que le droit de la guerre est un, et le même sur terre que sur mer ;qu'il ne peut s'étendre, ni aux propriétés privées, quelles qu'elles soient, ni à la personne des individus étrangers à la profession des armes, et que le droit de blocus doit être restreint aux places fortes réellement investies par des forces suffisantes.

« Nous avons, en conséquence, décrété et décrétons ce qui suit :

Article premier. — « Les îles britanniques sont déclarées en état de blocus.

Art. 2. — « Tout commerce et toute correspondance avec les îles britanniques sont interdits. En conséquence, les lettres ou paquets adressés ou en Angleterre ou à un Anglais, ou

écrits en langue anglaise, n'auront pas cours aux postes, et seront saisis.

Art. 3. — « Tout individu de l'Angleterre, de quelque état ou condition qu'il soit, qui sera trouvé dans les pays occupés par nos troupes ou par celles de nos alliés, sera fait prisonnier de guerre.

Art. 4. — « Tout magasin, toute marchandise, toute propriété, de quelque nature qu'elle puisse être, appartenant à un sujet de l'Angleterre, ou provenant de ses fabriques ou de ses colonies, est déclarée de bonne prise.

Art. 5. — « Le commerce des marchandises anglaises est défendu ; et toute marchandise appartenant à l'Angleterre, ou provenant de ses fabriques et de ses colonies, est déclarée de bonne prise.

Art. 6. — « La moitié du produit de la confiscation des marchandises et propriétés déclarées de bonne prise par les articles précédents, sera employée à indemniser les négociants des pertes qu'ils ont éprouvées par la prise des bâtiments de commerce qui ont été enlevés par les croisières anglaises.

Art. 7. — « Aucun bâtiment venant directement de l'Angleterre ou des colonies anglaises, ou y ayant été depuis la publication du présent décret, ne sera reçu dans aucun port.

Art. 8. — « Tout bâtiment qui, au moyen d'une fausse déclaration, contreviendra à la disposition ci-dessus, sera saisi ; et le navire et la gargaison seront confisqués comme s'ils étaient propriété anglaise.

Art. 9. — « Notre tribunal des prises de Paris est chargé du jugement définitif de toutes les contestations qui pourront survenir dans notre empire ou dans les pays occupés par l'armée française, relativement à l'exécution du présent décret. Notre tribunal des prises à Milan sera chargé du jugement définitif desdites contestations qui pourront survenir dans l'étendue de notre royaume d'Italie.

Art. 10. — « Communication du présent décret sera donnée, par notre ministre des relations extérieures, aux rois d'Espagne, de Naples, de Hollande et d'Etrurie, et à nos autres alliés dont les sujets sont victimes, comme les nôtres, de l'injustice et de la barbarie de la législation maritime anglaise.

Art. 11. — « Nos ministres des relations extérieures, de la guerre, de la marine, des finances, de la police, et nos directeurs généraux des postes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret. »

« *Signé:* Napoléon. »

Ces mesures prises, l'empereur se mit en route pour la Pologne. Il savait que l'armée russe continuait sa marche : il lui importait, pour le succès de ses opérations ultérieures, de ne pas lui laisser le temps de franchir la Vistule ; autrement nous aurions été obligés de prendre nos quartiers d'hiver dans une mauvaise position, entre l'Oder et la Vistule, ou bien de repasser l'Oder pour hiverner en Prusse. Dans ce cas, nous aurions découvert la Silésie, où nous nous avions des opérations à suivre ; nous aurions vu, en outre, l'armée prussienne se recruter de tous les Polonais, qui, au lieu de cela, se rangèrent sous nos drapeaux.

D'après ces considérations, l'empereur se détermina à mettre l'armée en campagne au mois de décembre : elle marcha à la fois sur Varsovie, Thorn et Dirschau ; elle ne rencontra ni obstacle, ni troupes russes, si ce n'est quelques centaines de cosaques, à quinze ou vingt lieues en deçà de Varsovie, auxquels elle ne fit point attention. Elle arriva sur les bords du fleuve, dont on rétablit les ponts et bateaux avec les moyens du pays. Celui de Varsovie venait d'être brûlé ; il était sur pilotis, on le reconstruisit en bateaux ; celui de Thorn, également sur pilotis, n'était que légèrement endommagé ; celui de Dirschau, qui était en bateaux, fut rétabli de même.

Nous avions trouvé dans les arsenaux de Berlin tous les moyens de la monarchie prussienne ; réunis à ceux que nous avions, ils nous mettaient à même d'aplanir en un instant des difficultés qui paraissaient insurmontables. Par exemple, ces trois ponts furent rétablis si vite, que les troupes ne furent pas retardées une heure : elles eurent à traverser des boues affreuses entre l'Oder et la Vistule. L'empereur fit ce trajet en voiture ; celle qui était devant la sienne versa la nuit dans un mauvais passage. Le maréchal Duroc, qui s'y trouvait, eut la clavicule droite cassée ; on fut obligé de le laisser sur place, et de l'envoyer chercher du premier village que l'on rencontra.

L'empereur arriva le lendemain à Varsovie (1); son entrée dans cette ville mit la Pologne en délire; il ne put y rester. L'armée russe s'approchait, il n'y avait pas un instant à perdre; il fit passer la majeure partie de l'armée par Varsovie pour la porter sur le Bug. Le reste s'avança par Thorn, et vint par sa droite se mettre en communication avec ce qui avait passé à Varsovie; tout ce qui avait traversé la Vistule plus bas que Thorn marcha sur Marienbourg et Elbing.

Danzig, dès ce moment, n'eut plus de communication avec sa métropole (Kœnigsberg) que par la langue de sable qui sépare le Frisch-Haff de la mer. La droite de l'armée, qui avait passé à Varsovie, eut bientôt rencontré les Russes; ils se retirèrent par des plaines de terre noire et légère qui étaient transformées en étangs de boue: il fallait quadrupler les attelages de l'artillerie pour la faire avancer; aussi en avaient-ils laissé une bonne partie en chemin.

L'empereur faisait manœuvrer les corps qui avaient paru à Thorn, pour venir couper la route de Preussich-Eylau à Varsovie, de manière à faire abandonner ce chemin aux Russes; mais malheureusement ils trouvaient aussi de la boue, et ne marchaient qu'à très petites journées pour ne pas abandonner leur artillerie.

Le besoin de subsistances se fit bientôt sentir, on trouvait de quoi se chauffer et nourrir les chevaux, mais aucun chariot de vivres n'était encore entré même à Varsovie, et d'ailleurs il n'aurait pu arriver où était l'armée; il n'y avait donc que la gaîté du caractère du soldat qui pouvait lui donner la force de supporter toutes ces privations et toutes ces fatigues. L'empereur se montrait beaucoup au milieu d'eux dans ces moments de souffrance; il était toujours à cheval, et ne s'épargnait ni à la boue, ni à la fatigue, ni aux dangers: aussi les soldats l'accueillaient-ils toujours avec plaisir. Il causait

(1) Le 18 décembre 1806, à minuit.

avec eux ; souvent ils lui disaient les choses les plus singulières ; un jour qu'il faisait un temps affreux, l'un d'eux lui dit : « Il faut que vous ayez un fameux coup dans la tête, pour nous mener sans pain par des chemins comme ça. » L'empereur répondit : « Encore quatre jours de patience, et je ne vous demande plus rien ; alors vous serez cantonnés. » Et les soldats de répondre :« Allons, quatre jours encore ; eh bien ! ce n'est pas trop, mais souvenez-vous-en, parce que nous nous cantonnerons tout seuls après. » Il aimait les soldats qui prenaient la liberté de lui parler, et riait toujours avec eux ; il était persuadé que ceux-là étaient les plus braves.

A force d'opiniâtreté et de patience, on parvint enfin à joindre l'armée russe à l'entrée de la forêt, au delà de la petite ville de Pultusk, où elle s'était formée pour couvrir la route qui mène par Markoff à Preussich-Eylau, ainsi que celle qui mène par Ostrolenka vers Grodno.

L'empereur la fit attaquer sur-le-champ. On avait de part et d'autre très peu de canons, de sorte que la mousqueterie fut vive ; et comme à chaque heure il nous arrivait quelque nouveau corps qui parvenait à se tirer de la boue, nous eûmes, vers trois heures après midi, une supériorité numérique si forte, que l'on attaqua de front de la ligne russe, qui fut rompue et dispersée dans les bois. On la poursuivit pendant plusieurs jours. La partie de cette armée qui avait pris la route de Preussich-Eylau tomba sur une suite d'échelons de corps de troupes qui avaient successivement passé la Vistule jusqu'à Marienbourg, qui lui firent éprouver des pertes considérables, et lui prirent environ cinquante ou soixante pièces de canon, avec sept ou huit mille hommes prisonniers.

L'empereur tint parole aux troupes : il trouva qu'il y aurait eu de l'inhumanité à leur en demander davantage ; il fit prendre des cantonnements à l'armée. Elle fut placée à cheval sur la Vistule, l'infanterie le plus resserrée possible ; la grosse cavalerie sur la rive gauche. La cavalerie légère eut un

mauvais hiver à passer, parce qu'elle resta dans le pays qu'avaient abandonné les deux armées, et où elle fut sans cesse harcelée par les cosaques. L'armée russe se retira jusque derrière la Pregel, occupant Kœnigsberg comme point central.

L'empereur vint s'établir à Varsovie ; c'était le 1er janvier 1807 ; il comptait y rester jusqu'au retour de la belle saison, et employer ce temps à tâcher de faire la paix.

Il envoya ordre à M. de Talleyrand de venir le joindre à Varsovie, et de faire connaître aux ministres accrédités près de lui par les puissances étrangères, qu'il désirait qu'ils y vinssent aussi. Cette mesure eut plusieurs bons effets : d'abord ces divers agents étaient plus promptement et plus exactement informés de tout ce qu'il y avait à leur communiquer, et ensuite ils n'étaient pas dupes de tous les mauvais contes qui se débitent dans une grande ville comme Paris. L'Autriche envoya de Vienne, au quartier impérial, à la place de M. de Metternich, qui resta à Paris, le général Vincent. Je n'ai pas su si cette disposition avait été la conséquence d'un désir manifesté par la France, ou une mesure du gouvernement autrichien.

Tant de monde réuni à Varsovie en avait fait de nouveau une capitale. Il y avait une exactitude dans tous les services de la Maison civile de l'empereur, qui faisait que le luxe et les agréments de la manière de vivre en France le suivaient partout, sans que cela fît ni étalage ni efforts : on était accoutumé à emballer et déballer avec une promptitude incroyable ; j'ai vu la même argenterie qui servait à Paris, servir à l'armée, et retourner à Paris sans être endommagée le moins du monde.

Le séjour de Varsovie eut pour nous quelque chose d'enchanteur : au spectacle près, c'était la même vie qu'à Paris : il y avait deux fois par semaine concert chez l'empereur, à la suite desquels il tenait un cercle de Cour où se formaient beaucoup de parties de société. Un grand nombre de dames de la première qualité s'y faisaient admirer par l'éclat de

leur beauté et par une amabilité remarquable. On peut dire avec raison que les dames polonaises inspireraient de la jalousie à tout ce qu'il y a de femmes gracieuses dans les autres pays les plus civilisés ; elles joignent, pour la plupart, à l'usage du grand monde, un fonds d'instruction qui ne se trouve pas communément, même chez les Françaises, et qui est fort au-dessus de celui qu'on remarque dans les villes où l'habitude de se réunir est la suite d'un besoin. Il nous a paru que les Polonaises, obligées de passer la belle moitié de l'année dans leurs terres, s'y adonnaient à la lecture ainsi qu'à la culture des talents, et que c'était ainsi que, dans les capitales, où elles vont passer l'hiver, elles paraissent supérieures à toutes leurs rivales.

L'empereur, comme les officiers, paya tribut à leur beauté. Il ne put résister aux charmes de l'une d'entre elles ; il l'aima tendrement, et fut payé d'un noble retour. Elle reçut l'hommage d'une conquête qui comblait tous les désirs et la fierté de son cœur, et c'est la nommer que dire qu'aucun danger n'effraya sa tendresse, lorsqu'au temps des revers il ne lui restait plus qu'elle pour amie.

C'était ainsi que se passait le temps à Varsovie. Les devoirs n'y étaient cependant pas négligés. L'empereur travaillait à ravitailler son armée et à se créer des approvisionnements : la gelée était venue sécher les chemins, les convois pouvaient voyager ; mais le désordre de nos administrations était à son comble, et au milieu d'un pays bien pourvu nous étions au moment d'éprouver les plus insupportables privations. A cette occasion, l'empereur prit un peu d'humeur contre l'intendant général. Il n'y avait cependant pas trop de sa faute, il ne pouvait qu'écrire et requérir ; mais comme chaque général, dans les cantonnements occupés par les troupes sous ses ordres, agissait en maître absolu, il défendait aux employés civils d'exécuter les réquisitoires de l'intendant.

L'empereur fut obligé de soigner lui-même ce service, et de donner des ordres sévères pour faire

cesser les abus d'autorité, qui n'auraient pas manqué de nous devenir funestes ; en même temps, pour obvier à tout ce qu'ils pourraient entraîner à l'avenir, il fit faire les approvisionnements de l'armée par la régence polonaise, qui écrivit directement à tous ses agents dans les provinces : on leur donna ordre de dresser procès-verbal de la moindre difficulté que leur feraient éprouver les officiers généraux ou autres employés militaires qui tenteraient de les empêcher d'obéir aux réquisitoires qu'ils étaient chargés d'exécuter pour l'approvisionnement de l'armée.

L'ordre s'établit alors, et nous vîmes arriver l'abondance à Varsovie. Toutes les distributions furent assurées, et les magasins regorgèrent bientôt. Il ne restait plus qu'à établir le service des hôpitaux, à assurer à nos malades les moyens de soulager leurs souffrances et de réparer leurs forces ; l'empereur s'appliqua avec un soin particulier à pourvoir à tout ce qui exigeait leur fâcheuse position. On peut juger de sa sollicitude à cet égard par les instructions suivantes qu'il avait déjà adressées de Posen à l'intendant général :

1° Il sera confectionné sans le moindre délai, à Berlin, six mille matelas ; on emploiera à cet effet les cent vingt mille livres de laine qui se trouvent en magasin, et les seize mille aunes de toile d'emballage ou de coutil qui sont tant à Berlin qu'à Spandau. A mesure que deux cents matelas seront faits, ils seront envoyés à Posen, et ainsi de tous successivement.

2° Douze mille tentes seront sur le champ employées pour confectionner neuf mille paires de draps, et douze mille autres tentes seront également employées pour la confection de quarante mille chemises, et pour celle de quarante mille pantalons, affectés au service des hôpitaux. A mesure que cinq mille de chacun de ces objets seront confectionnés, on les enverra par la voie la plus prompte à Posen, pour être affectés au service des hôpitaux dans la Pologne.

3° Il sera passé à Posen un marché pour la confection de mille paillasses. M. l'intendant général fera requé-

rir dans la Basse-Silésie deux mille couvertures et deux mille matelas ; il fera également requérir à Stettin deux mille couvertures et deux mille matelas. Il sera requis dans le département de Kustrin, et plus particulièrement à Landsberg et Francfort, quatre mille couvertures.

4° Le prix des objets requis, ainsi qu'il est ordonné ci-dessus, sera fixé par l'intendant général, et la valeur en sera réduite sur la contribution imposée à chaque département. A mesure qu'il y aura mille couvertures de fournies de celles requises dans le département de Kustrin, elles seront dirigées sur Posen. On fera en sorte qu'il y en ait mille de livrées avant le 18 décembre ; il faut, à cet effet, prendre de préférence celles qui sont déjà faites.

5° Il sera attaché à chaque hôpital, en Pologne, un prêtre catholique comme chapelain ; il sera nommé par l'intendant général. Ce prêtre sera aussi chargé de la surveillance des infirmiers, et il lui sera alloué à cet effet une somme de 100 francs par mois, qui lui sera payée le 30 de chaque mois.

Les infirmiers seront payés tous les jours par les soins du chapelain, à raison de 20 sous par jour, et indépendamment d'une ration de vivres qui leur sera distribuée. Le directeur de l'hôpital paiera les infirmiers en présence du chapelain, sur les fonds mis à sa disposition, ainsi qu'il sera dit ci-après.

6° L'intendant général, sur les fonds mis à sa disposition par le ministre de la guerre, prendra des mesures pour que chaque directeur d'hôpital ait toujours en caisse et par avance, un fonds égal à 12 francs pour chaque malade que l'hôpital doit contenir pour son organisation. Ce fonds servira à payer la solde des infirmiers, à subvenir à l'achat des menus besoins, comme œufs, lait, etc. La viande, le pain et le vin seront fournis par l'administration ; en conséquence, il est expressément défendu, et sous la responsabilité de chacun, de faire aucune réquisition aux municipalités pour les petits aliments ou menus besoins. Tous les huit jours, le commissaire des guerres chargé de la surveillance de l'hôpital fera connaître à l'intendant général la dépense faite sur le fonds de 12 francs par malade que peut contenir l'hôpital et qui aura été payée par l'économe pour le paiement des infirmiers et pour l'achat des petits aliments, ainsi que pour le blanchissage, afin que l'inten-

dant général fasse de nouveaux fonds pour remplacer ce qui aura été dépensé au fur et à mesure.

Les commissaires des guerres chargés de la surveillance des hôpitaux en sont responsables.

7° Cet ordre étant commun à tous les hôpitaux de l'armée, à l'exception du chapelain dans les hôpitaux hors de la Pologne, Sa Majesté ordonne que vingt-quatre heures après que les présentes dispositions seront connues à qui de droit, toutes les phamacies soient approvisionnées pour deux mois, et pour le nombre de malades que les hôpitaux doivent contenir, en payant comptant les médicaments aux apothicaires du lieu qui les fourniront, et sur les fonds que l'intendant général mettra à cet effet à la disposition des directeurs d'hôpitaux. Sa Majesté ordonne que tout ce qui peut être dû jusqu'à ce jour aux différents apothicaires qui, sur les lieux, ont fourni nos hôpitaux, sera payé sans délai par les soins de l'intendant général, et ce qui peut être dû, à Posen, aux apothicaires leur sera payé aujourd'hui.

L'intendant général prendra les mesures nécessaires et le ministre de la guerre mettra à sa disposition les fonds dont il aura besoin.

8° L'inventaire général des achats de médicaments dont les pharmacies des hôpitaux doivent être approvisionnées pour deux mois, sera envoyé au bureau général des hôpitaux de l'armée; mais lesdits médicaments seront payés avant la livrée desdits inventaires, et le seront sur les lieux, d'après l'ordonnance du commissaire des guerres chargé de la police de l'hôpital, sur le crédit que lui aura ouvert l'intendant général. Les intendants de province ou de département sont autorisé à faire acquitter d'urgence ces ordonnances, sauf aux receveurs de province ou de département à porter les ordonnances acquittées en paiement.

9° Lorsqu'un médicament ne se trouvera pas dans la pharmacie de l'hôpital, d'après l'approvisionnement fait en conséquence des dispositions ci-dessus, le directeur d'hôpital sera, dans ce cas seul, autorisé à acheter ce médicament où il le trouvera, sur le fonds des petits aliments, c'est-à-dire sur celui de 12 francs; et dans les huit jours au plus tard, toute dépense faite sur ce fonds par l'économe sera visée par le commissaire des guerres chargé de la police de l'hôpital.

10° Il sera pris des mesures pour qu'il soit fabriqué du bon pain affecté au service des hôpitaux, et fait avec

de la farine de froment : M. l'intendant général fera, autant qu'il pourra, distribuer du vin de Stettin, qui est le meilleur qu'on puisse se procurer.

Indépendamment de ces minutieux détails que j'ai pris plaisir à citer, parce qu'ils prouvent toute la sollicitude de l'empereur pour les blessés, d'autres soins l'occupaient encore : il passait une partie de la nuit avec M. de Talleyrand : il songeait sérieusement à faire la paix, et à ce qu'il pouvait être obligé d'apprendre pour en finir, si on ne parvenait pas à nouer une négociation.

Cette pensée, ainsi que les détails de son armée, ne l'occupaient cependant pas exclusivement. Pendant ses absences, le conseil des ministres se tenait à Paris sous la présidence de l'archichancelier : mais il ne s'y rapportait que des affaires d'un intérêt général. Les rapports y étaient faits comme à l'empereur, et accompagnés d'un projet de décret : mais lorsqu'il s'agissait de quelque chose de délicat qui touchait la politique ou se rattachait à quelque projet d'un intérêt particulier, les ministres lui en écrivaient confidentiellement, et presque toujours il décidait sans l'intermédiaire de personne.

Quant au grand travail de tout le personnel de l'administration des affaires locales des départements ou des communes, il passait par la secrétairerie d'Etat : ce qui donnait à M. Maret un crédit et une influence considérable au dehors.

Ce travail des ministres était apporté de Paris à l'armée par un auditeur au Conseil d'Etat, qui, en arrivant au quartier général, descendait chez le secrétaire d'Etat pour lui remettre tous les portefeuilles dont sa voiture était remplie. Celui-ci les lisait tous, et prenait ensuite les ordres de l'empereur pour le travail. Cette habitude eut un mauvais résultat en ce qu'elle mécontenta plusieurs ministres. Cela se conçoit aisément, parce que tout le travail administratif passant d'abord entre les mains du secrétaire d'Etat, il était naturel que ce fût lui qui, en le portant à la signature, donnât à l'empereur des détails

que le ministre avait omis pour abréger le travail ; c'est là précisément ce qui est devenu funeste, parce que le succès d'une proposition d'un ministre quelconque dépendait de M. Maret.

Par exemple, dans les nominations aux places de finance, de tribunaux et de l'administration de l'intérieur, il était devenu impossible de faire passer l'homme que le secrétaire d'Etat ne voulait pas admettre. Après une Révolution comme la nôtre, il n'y a guère d'hommes (dans la catégorie de ceux propres aux emplois) qui n'aient eu quelque part à des faits que l'opinion n'a pas toujours approuvés, et c'était là que l'on trouvait facilement une cause d'exclusion, lorsqu'on voyait sur un travail de proposition le nom de l'homme qui déplaisait. Comme le ministre qui le proposait n'avait pas prévu un refus, et qu'il fallait bien pourvoir à l'emploi vacant dans son département, M. Maret proposait de suite un autre sujet ; l'empereur en était satisfait, et appelait cela du zèle à lui aplanir les difficultés. On se gardait bien de lui dire que les ministres étaient fort mécontents de voir à chaque instant leurs propositions ou tronquées ou rejetées ; cela faisait rejaillir sur eux une sorte de déconsidération : on les appelait méchamment les premiers commis du secrétaire d'Etat. Personne ne s'abusait : on faisait croire à l'empereur que l'on disait à Paris que l'on ne comprenait rien à son activité ; qu'il n'était pas possible de lui en imposer, même sur les moindres choses ; qu'il lisait tout. Basse adulation qui eut des conséquences fâcheuses. Il se forma autour de la secrétairerie d'Etat une clientèle composée de tous les postulants qui étaient en instance auprès des autres ministères ; avec eux arrivèrent les coteries de femmes et d'hommes qui protégeaient telle personne au préjudice de telle autre, et avec celles-ci les intrigues, qui sont toujours aux aguets du vent qui souffle, et qui trouvèrent le moyen de s'introduire dans la secrétairerie d'Etat : en sorte que ce n'était pas assez d'être agréé par le ministre dans le département duquel on était placé, il fallait encore

être agréable au secrétaire d'Etat et à ses amis, d'abord pour être nommé, puis ensuite pour être conservé, et être à l'abri de toute atteinte et des suites de mauvais rapports.

Cette manière de travailler commença à Varsovie ; elle était trop commode à l'empereur, auquel on ne parlait pas des plaintes qu'elle excitait, et trop avantageuse à quelqu'un qui recherchait le pouvoir, pour qu'elle changeât jamais. Les ministres, malgré leur répugnance, durent s'y soumettre, mais n'en furent pas plus satisfaits (1).

Je n'ai cité ceci que parce que j'ai vu, quelques années après, combien de mal nous en avons éprouvé : j'ai été le premier à oser en faire la remarque à l'empereur et à lui dire que les nombreux ennemis que tout cela nous faisait se réunissaient à ceux que nous n'avions pas cessé d'avoir, et qu'un jour pourrait venir où le tort qu'ils nous feraient serait irréparable.

(1) On peut juger de l'influence que M. Maret acquit dans cette campagne : l'empereur resta dix mois absent, à quatre portefeuilles par mois. *(Note de l'édition originale.)*

CHAPITRE XI

Les Russes essaient de nous surprendre dans nos quartiers d'hivers. — Mouvement de Mohrungen. — L'empereur me confie le commandement du 5e corps. — Bataille d'Eylau. — Bernadotte. — Affaire d'Ostrolenka. — L'empereur à Osterode. — Etat de l'opinion. — Fouché. — Agitation du Cabinet de Madrid. — Mesures diverses de l'empereur. — Le divan arme contre les Russes. — Mission du général Gardane.

Le mois de janvier s'écoulait assez paisiblement ; l'armée se reposait ; la tête de l'empereur n'était guère occupée de ce qui se passait à Paris, mais bien de ce qui pouvait arriver autour de lui. L'Autriche venait de rassembler un corps d'observation de quarante mille hommes en Bohême, et surtout en Gallicie ; il pouvait devenir offensif le lendemain d'un revers, surtout depuis que les souverains avaient adopté de ne plus déclarer la guerre que par les hostilités, sans avertir ni faire connaître de motifs.

L'empereur était très préoccupé de ce qui pourrait résulter dans un cas de succès comme dans un cas de malheur, et allait se déterminer à tenter une nouvelle ouverture, lorsqu'une entreprise de l'armée russe vint l'obliger de remettre la sienne en mouvement, le 31 janvier, par une gelée à fendre les pierres. Voici comment cela arriva.

Le corps du maréchal Bernadotte était à notre extrême gauche ; son quartier général était à Mohrungen. Il avait ordre d'étendre sa gauche le plus possible, mais de manière à ne donner aucune inquiétude à l'ennemi, avec lequel on voulait passer l'hiver en repos. Dans cette position, il couvrait les opérations que l'on se disposait à ouvrir devant Danzig, et pour lesquelles on rassemblait un corps

dont je parlerai plus bas. On avait envoyé le général Victor pour en prendre le commandement : mais il fut enlevé en chemin par un parti prussien sorti de Colberg, et qui ne craignit pas de pousser jusqu'aux environs de Varsovie. Le maréchal Lefèvre fut envoyé pour remplacer le général Victor. La rigueur de la saison ne permettait pas d'ouvrir la terre devant Danzig. La garnison n'entreprenait rien : ainsi le complètement du corps qui devait agir contre cette place ne devenait pas pressant : on se contenta d'observer.

A la droite du maréchal Bernadotte était le maréchal Ney. Il avait, comme tout le monde, l'ordre de se tenir en repos. Tout à coup il apprend que l'ennemi a levé ses cantonnements, qu'il marche à nous et se flatte de nous enlever. Il rassemble aussitôt ses troupes, s'avance lui-même au devant des colonnes qui se promettent de nous surprendre, et va généreusement dissiper l'orage près d'éclater sur nous. Il ne tarde pas en effet à se trouver en face de Bennigsen. Il rencontre en pleine route l'armée russe qui venait à l'improviste fondre sur Bernadotte par son centre. Ney donna de suite l'alarme jusqu'à Varsovie. On crut d'abord qu'elle était due à une ardeur irréfléchie, que les Russes ne s'étaient mis en mouvement que parce que le maréchal était allé les provoquer. L'empereur lui-même partagea d'abord ces préventions ; il montra un peu d'humeur d'être obligé de remettre les troupes en mouvement, mais il se convainquit bientôt que le maréchal Ney avait eu une heureuse inspiration.

L'armée elle-même ne tarda pas à revenir de l'opinion qu'elle s'était faite. Elle acquit la certitude que l'ennemi était en pleine opération, dans l'espérance de nous surprendre dans nos cantonnements, de pouvoir nous jeter au delà de la Vistule, et, selon les circonstances, achever l'hivernage sur ses bords, ou passer ce fleuve sur le pont de Danzig. Il n'y avait pas un moment à perdre ; l'ennemi avait déjà l'initiative sur nous, lorsque l'empereur envoya ordre à ses différents corps d'armée de se centraliser, et de

le rejoindre sur la route de Varsovie à Kœnigsberg. Il ordonna à Bernadotte de refuser sa gauche et de se retirer lui-même, s'il y était obligé, de manière à refuser toute la gauche de l'armée, et de laisser l'ennemi s'enfoncer sur la basse Vistule ; c'est ce qu'exécuta ce maréchal. Il revint jusqu'à une petite ville qu'on appelle Strasbourg. L'ennemi, en s'avançant sur notre gauche, nous donnait autant d'avance par notre droite qui marchait toujours, que lui-même en prenait du côté opposé.

L'armée russe, indépendamment de sa masse principale, qui partait de Kœnigsberg, avait un corps de vingt-deux mille hommes en observation sur le Bug, et menaçant Varsovie, que couvrait le corps du maréchal Lannes placé à Pultusk.

Les choses en étaient là, lorsque l'empereur quitta cette ville en même temps que les troupes. Il s'arrêta à Pultusk, où le maréchal Lannes était resté malade, ayant été obligé de quitter le commandement du 5e corps, qui avait passé par cette ville pour aller s'opposer à ce corps russe, qui était sur le haut Bug. Il alla voir ce maréchal, et le trouva en si mauvais état, qu'il le fit transporter à Varsovie.

L'empereur passa ce jour-là à dix lieues plus loin que Pultusk ; le soir, étant couché, il me fit appeler et me demanda si je me sentais en état d'aller commander le 5e corps en place du maréchal Lannes. J'acceptai ; et, pendant que le prince de Neuchâtel écrivait les ordres dont j'avais besoin, l'empereur me donna des instructions : elles étaient d'observer le corps russe de si près, qu'il ne pût ni faire un mouvement sur lui pendant qu'il allait attaquer la grande armée russe, ni surtout marcher à Varsovie, que je devais couvrir à tout prix ; et enfin, si ce corps russe n'était pas tellement fort que je ne pusse le culbuter, de le faire, mais à coup sûr ; me recommandant de ne pas me laisser entraîner par un espoir de succès. Je quittai l'empereur, et passai chez le major général, qui me remit une lettre de commandement, avec des instructions qui devaient

me diriger. Les deux pièces étaient ainsi conçues :

Au général Savary.

Prasnitz, le 31 janvier 1807.

Je vous préviens, général, que la santé de M. le maréchal Lannes ne lui permettant pas de commander son corps d'armée, Sa Majesté vous donne une marque éclatante de la confiance qu'elle porte à vos talents militaires, en vous nommant commandant en chef du 5e corps.

Vous partirez sur le champ pour vous rendre au quartier général, à Brock, où le plus ancien général de division de ce corps d'armée (1) vous fera recevoir. Vous ferez mettre votre nomination à l'ordre du corps d'armée ; vous jouirez des honneurs, appointements et traitements attachés au grade de général en chef.

Ordres et instructions pour le général Savary.

Le 5e corps de la Grande Armée, que vous commandez général, occupe en ce moment Brock ; le corps russe commandé par le général Essen occupe Nur. Si les forces de ce général ne sont pas trop considérables, vous devez l'attaquer et le culbuter dans sa position de Nur ; mais, pour peu que les renseignements que l'on aurait portassent à penser que le corps du général Essen, au lieu de s'être affaibli, se serait augmenté, vous vous bornerez à occuper Brock et Ostrolenka avec votre cavalerie.

Vous consulterez le général Gazan et le général Campana, qui, étant depuis longtemps en présence de l'ennemi, connaissent ses mouvements.

Que l'on reste en observation, qu'on attaque l'ennemi, ou qu'on n'ait point de succès, le principal but du corps d'armée que vous commandez est de couvrir la rive droite de la Narew depuis la rivière de l'Omulew (c'est-à-dire la petite rivière qui se jette près d'Ostrolenka) jusqu'à Sierock ; de garder la position de Sierock et la partie de la rive droite du Bug, depuis Sierock jusqu'à la partie autrichienne.

Il serait très utile, général, de faire construire un

(1) C'était Suchet.

petit pont au confluent de la Narew dans le Bug, c'est-à-dire au-dessus du confluent. C'est un travail peu considérable, et ce pont sur le Bug rendrait beaucoup plus faciles les subsistances à tirer de Varsovie.

Vous ordonnerez que l'on travaille avec activité à la tête de pont de Pultusk ; car, en cas d'événement, la plus grande partie de votre corps d'armée devrait se retirer sur Pultusk ou sur Ostrolenka ; un régiment et quelques pièces d'artillerie se retireraient aussi sur le Bug pour garder la rive gauche de cette rivière. Vous sentez bien que ce que je vous dis là est hypothétique, mais vous prouve la nécessité de travailler à la tête de pont.

Envoyez dans la Gallicie pour savoir si les nouvelles que l'on donne, et qui font connaître que le général Essen se retire, sont vraies.

Je dois vous faire observer qu'il faudra mettre quelque infanterie à Ostrolenka avec quelques pièces de canon, sans quoi votre cavalerie serait trop inquiétée. Jamais cette infanterie ne peut être compromise, puisqu'en passant le pont elle se trouve couverte.

Je me mis aussitôt en route, et allai prendre le commandement de ce 5e corps, à Brock, en avant de Pultusk, au delà de la Narew. Je n'y fus pas très bien reçu, parce que tous les généraux de division qui y étaient employés étaient mes aînés en grade ; il fallut donc, par de bons procédés, leur rendre supportable ce qui leur paraissait une injustice.

Ce corps était composé de deux divisions d'infanterie, une aux ordres du général Suchet, l'autre commandée par le général Gazan ; de trois régiments de cavalerie légère et d'une division de dragons, aux ordres du général Becker : il devait être appuyé par le corps des grenadiers réunis, commandés par le général Oudinot, qui en achevait la formation à Varsovie, et avait reçu ordre de venir se placer à Pultusk.

J'avais pris le commandement du 5e corps le 2 février ; le 5, je reçus ordre de quitter ma position de Brock, et de venir me placer à Ostrolenka pour me mettre en communication avec l'empereur, qui

avait rencontré l'avant-garde ennemie à Hof, et se disposait à lui livrer bataille.

Les troupes étaient bien souffrantes : elles étaient sans cesse à la maraude pour trouver quelques pommes de terre. Je fis, par cette raison, mon mouvement sur Ostrolenka par Pultusk, en remontant la Narew, au lieu de le faire par un mouvement de flanc gauche, qui m'aurait fait perdre un nombre considérable d'hommes isolés et de maraudeurs.

Je vis bientôt que j'avais mal fait : la faute tenait à ce que je connaissais mal la topographie du pays. Si mon commandement avait daté de quelques jours de plus, je n'aurais pas exposé la division Becker à une défaite dont l'habileté de son général la préserva. Néanmoins je ne me laissai pas décourager : je bouillonnais d'impatience d'en venir aux mains à la première occasion que la fortune m'offrirait. Heureusement pour moi, l'empereur était occupé d'autres choses ; il ne vit que le résultat de mon mouvement, qui, en définitive, s'était fait sans accident, sans quoi j'aurais eu la tête lavée de main de maître, pour m'y être pris comme je l'avais fait.

En approchant de l'armée ennemie, l'empereur resserrait les corps de la sienne ; il leur avait envoyé à chacun, par un officier différent, l'ordre d'être rendus à Preussich-Eylau dans la journée du 8, *de manière à pouvoir livrer bataille le 9* ; il avait ajouté cette phrase afin que chacun amenât tout ce dont il prévoyait avoir besoin.

Le malheur voulut que celui de ces officiers qui allait au corps du maréchal Bernadotte fût un jeune homme sans expérience, qui, sans prendre aucun renseignement en chemin, se dirigea sur le lieu qu'on lui avait indiqué ; il alla, de cette manière, se faire prendre par les cosaques, sans avoir détruit sa dépêche, qui fut portée au général en chef de l'armée russe. Ce petit accident, qui n'aurait eu que peu d'importance dans toute autre circonstance, eut, comme on le verra, des conséquences graves dans celle-ci.

En voyant le contenu de l'ordre, le général Ben-

nigsen abandonna ses projets, et ne songea qu'à réunir son armée; elle était déjà rassemblée. Il prit immédiatement le chemin de Kœnigsberg, et se trouva, le 7 février, en mesure d'attaquer l'armée française, qui ne devait être réunie que dans la journée du 8, de manière à pouvoir opérer le 9.

L'empereur arriva la veille à Eylau avec le 7e corps, commandé par le maréchal Augereau, la Garde et le corps du maréchal Davout, à peu de distance. Il fut en effet attaqué par toute l'armée russe le 8, à sept heures du matin, par une neige très épaisse. Le 7e corps, serré en colonne, fit une résistance extrêmement vigoureuse; mais la supériorité du feu des ennemis parvint à éteindre le sien en décomposant les régiments qui formaient ce corps. Le maréchal Davout arriva, et donna vivement. Les ennemis marchaient toujours; déjà ils étaient près de Preussich-Eylau, lorsque l'empereur fit donner la Garde, dont l'artillerie l'arrêta. Le combat de canon s'engagea et devint terrible. Le maréchal Soult et le maréchal Ney arrivèrent sur ces entrefaites. L'action continua; des charges de cavalerie, conformément aux instructions qu'ils avaient reçues, souvent répétées, empêchaient les progrès des Russes, mais ne mettaient pas l'empereur en état d'entreprendre quelque chose de décisif; on attendait le maréchal Bernadotte, qui avait quatre divisions d'infanterie et deux de cavalerie. On ignorait l'aventure arrivée à l'officier qui lui avait porté des ordres; on était impatient; on envoyait à sa rencontre dans toutes les directions : ce fut en vain. On fut obligé de gagner la nuit comme l'on put, et on s'estima heureux d'avoir pu coucher sur le champ de bataille après tout ce que l'on avait perdu.

Ce combat d'Eylau n'avait été donné par les Russes que pour faire respecter leur retraite, qu'ils effectuèrent ensuite sur Kœnigsberg, sans coup férir. On les suivit, pour l'honneur des armes, avec de la cavalerie; mais, pendant ce temps, on évacuait de Preussich-Eylau les blessés avec tout le matériel inutile.

On accusa le maréchal Bernadotte de n'être pas arrivé sur le champ de bataille, encore bien que l'ordre ne lui fût pas parvenu. Ceci paraît singulier : mais le fait est qu'il était en communication avec la division de cuirassiers du général d'Hautpoul, lorsque celui-ci reçut l'ordre de se réunir à l'empereur pour livrer bataille. Il a même dit qu'il avait averti Bernadotte de son départ, et de ce qu'on allait faire. Quoi qu'il en soit, d'Hautpoul arriva, fut tué, en sorte qu'on ne put donner suite à cette affaire. D'ailleurs comment Bernadotte n'avait-il pas marché d'après la communication que lui avait faite le général d'Hautpoul ? Il avait trop d'expérience de la guerre et de ses événements pour ne pas voir que, s'il n'avait pas reçu d'ordre direct, c'est que quelque méprise ou quelque accident avait empêché qu'il ne lui parvînt. Il attendit ; enfin, il marcha lui-même avec son corps, autant pour s'informer de ce qui se passait que pour mettre sa responsabilité à couvert : mais il était trop tard. Arrivé près d'Osterode, il apprit le mouvement rétrograde de l'armée, qui venait se placer derrière la Passarge.

L'empereur eut l'air d'attribuer à la prise de l'officier une négligence sur laquelle son opinion était arrêtée, il se souvient d'Iéna ; mais le mal était fait, il ne lui en parla qu'en termes de douceur.

Après cette mauvaise journée d'Eylau, nous nous trouvâmes heureux de passer le reste de l'hiver derrière la Passarge ; tandis que, sans la prise de l'officier porteur de la dépêche de l'empereur au maréchal Bernadotte, l'armée russe aurait continué son mouvement offensif sur la Basse-Vistule, et l'empereur l'eût forcée de combattre acculée ou au Frisch-Haff ou à la Vistule. Que l'on juge maintenant de la différence qu'il y aurait eue dans les résultats : l'armée russe ne pouvait pas manquer d'être détruite, la paix se serait faite sur-le-champ : au lieu de cela, le succès de nos armes devint douteux, et la fierté empêcha réciproquement de rien proposer.

La position militaire de l'empereur était moins

bonne qu'en partant de Varsovie, tandis qu'elle aurait dû être infiniment meilleure ; elle eut des inconvénients de toute espèce, dont un autre que lui ne se serait jamais tiré. Avant d'en tracer le tableau, je vais achever de parler de la bataille d'Eylau, que les Russes prétendent avoir gagnée, et que nous voulons n'avoir pas perdue.

Bernadotte ayant déclaré qu'il n'avait pas reçu l'ordre de marcher, et Berthier soutenant le lui avoir envoyé, on alla aux recherches sur le registre des expéditions, et l'on trouva que l'officier qui avait été porteur de cet ordre était un jeune élève de l'école de Fontainebleau, qui rejoignait un régiment du corps du maréchal Bernadotte ; on avait mal à propos profité de son départ pour la transmission d'un ordre aussi important. L'empereur en leva les épaules de pitié, et ne dit pas un mot de reproche à Berthier. Bernadotte fut en partie justifié, quoiqu'il n'eût fait aucun cas de l'avis que lui avait donné d'Hautpoul en quittant sa position pour rejoindre la grande armée.

Si l'on appelle gagner une bataille rester maître du champ de bataille et suivre la retraite de son ennemi, il n'y a pas de doute que nous n'ayons gagné celle d'Eylau ; elle l'eût été bien mieux, et d'une manière incontestable, si l'armée russe, au lieu de se retirer sur Kœnigsberg, eût encore suivi seulement pendant un jour son premier plan de se porter sur la Vistule, et eût été forcée de l'abandonner par suite de la bataille. Au lieu de cela, elle a suivi tranquillement son plan de retraite, elle ne peut donc avoir perdu la bataille ; il est bien vrai qu'elle n'a tiré aucun avantage de sa supériorité, et que, si elle avait été commandée par un homme comme l'empereur, c'en était fait de l'armée française ; cela est d'autant plus extraordinaire de la part du général russe, qu'il connaissait le plan d'opérations de l'empereur, et qu'il n'a attaqué que parce qu'il était convaincu qu'il surprendrait l'armée française dans son mouvement de réunion, et que, de plus, il était assuré que Bernadotte, avec quatre divisions

d'infanterie et deux de cavalerie, ne s'y trouverait pas. Ces considérations obscurcissent le succès des Russes, surtout si l'on remarque que leur armée, dont le but avait été de nous jeter derrière la Vistule, fut obligée d'aller passer le reste de l'hiver derrière Kœnigsberg, et de laisser l'armée française se replacer dans la position qu'elle occupait auparavant derrière la Passarge ; elle couvrait ainsi le blocus de Danzig, dont le siège fut commencé au mois de mars, et mené jusqu'à la fin sans que les Russes entreprissent de le faire lever (cette place ne capitula que le 12 mai). En cela au moins l'armée russe a manqué le but pour lequel elle s'était mise en mouvement.

D'un autre côté, si l'on appelle perdre la bataille la perte considérable qu'a éprouvée l'armée française, dont les corps combattaient l'un après l'autre, à mesure qu'ils arrivaient sur le champ de bataille, contre toute l'armée russe, on peut dire, sous ce point de vue, que les Français ont perdu la bataille ; car cette perte fut telle qu'il devenait impossible à notre armée de rien entreprendre d'offensif le lendemain, et qu'elle aurait été complètement battue si les Russes, au lieu de se retirer, l'eussent attaquée de nouveau, parce que Bernadotte ne pouvait arriver que le surlendemain. Si l'on prétendait que, parce que le plan qu'avait l'empereur d'acculer l'armée ennemie au Frisch-Haff ou à la Vistule, pour la combattre avec tous ses moyens réunis, a totalement manqué, il a perdu la bataille, ce serait erreur : ce plan ne manqua pas par suite de la bataille, mais bien parce que, d'une part, les Russes se retirèrent, et que, de l'autre, le corps de Bernadotte n'avait pas rejoint.

L'empereur aurait eu toute son armée réunie, que, si l'armée, ayant été informée de son projet, eût pris le parti de la retraite avant que notre droite l'eût débordée, au lieu de poursuivre son premier mouvement sur la Vistule, le plan de l'empereur aurait encore échoué, et à plus forte raison avec toutes les circonstances qui survinrent.

Le fait est que les deux armées ont manqué chacune leur but ; qu'elles se sont trouvées après la bataille dans la même position qu'avant de s'ébranler, et que leurs pertes ont été réciproquement sans résultats ; mais cet événement donna au moral et à l'opinion une secousse qui ne fut point favorable à l'empereur, et sans son extrême habileté il eût eu des conséquences bien fâcheuses, que j'expliquerai plus loin. Je vais auparavant terminer le récit des événements militaires qui firent suite à ceux d'Eylau.

L'empereur m'écrivit ce qui venait d'arriver, en me mandant que, si je ne pouvais rien entreprendre sur les ennemis, je vinsse me mettre en communication avec la Grande Armée, dans la position qu'elle prenait derrière la Passarge. La dépèche ne m'en disait pas autant que l'officier qui en était porteur m'en racontait.

Après avoir réfléchi à ma situation, je me décidai à sortir de ma position et à marcher aux ennemis : je fis porter ma cavalerie légère en avant, et la fortune lui fit prendre un officier russe en dépèche, qui était expédié en retour par le général en chef du corps d'observation sur le Haut-Bug (1), au général en chef Bennigsen, commandant la grande armée russe. Par le contenu des lettres dont il était porteur, je vis que le général Bennigsen avait fait sonner haut son succès d'Eylau ; qu'il n'avait pas parlé de sa retraite, et avait donné ordre aux généraux Essen et Muller, commandant le corps du Haut-Bug, de marcher franchement sur moi et de m'attaquer : cet officier m'apprit qu'il avait laissé ces deux généraux faisant leurs préparatifs pour exécuter cet ordre.

J'étais à Sniadow, en avant d'Ostrolenka, lorsque cette circonstance m'arriva, et j'y fus informé qu'un corps russe de quatre à cinq mille hommes avait été envoyé pour me tourner par ma gauche, et avait déjà passé la Narew, qui était gelée partout, à Ti-

(1) Le *Bug* sépare le pays de la rive gauche de la Narew d'avec la Galicie.

kolshin. Je ne crus pas prudent de sortir de ma position d'Ostrolenka, d'autant plus que j'avais encore un ou deux jours à marcher avant de joindre les Russes, et que, pendant ce temps, ce corps de quatre à cinq mille hommes pouvait être arrivé par la rive droite de la Narew et m'y faire beaucoup de mal ; d'ailleurs, les Russes venaient eux-mêmes m'attaquer, il était inutile que je leur diminuasse le trajet en perdant de mes avantages. Je revins donc le lendemain reprendre ma première position, et portai un corps de troupes sur la rive droite de la Narew à la rencontre de celui que les Russes y avaient envoyé.

Je ne tardai pas à être resserré par l'armée russe ; le 15 février, je l'étais à un point extrême, et je devais m'attendre à un événement ; j'adoptai pour dispositions de garder Ostrolenka en défensive, et de prendre vivement l'offensive sur le corps qui venait par la rive droite. Pour cela, je fis passer mes troupes sur la rive droite derrière Ostrolenka, ne laissant que trois brigades d'infanterie placées hors de l'insulte du canon, dans les dunes de sable qui entourent cette ville ; je plaçai mon artillerie de manière à flanquer, de la rive droite, les ailes des brigades d'infanterie dont je viens de parler ; ma cavalerie me fut inutile, et je la laissai en repos.

Je fis attaquer le 16, de grand matin, le corps russe qui descendait la rive droite de la Narew ; il fut mené vivement par le général Gazan, qui le rencontra en marche pour venir l'attaquer lui-même ; il le refoula sur une chaussée étroite entre deux bois, sans qu'il pût jamais s'arrêter pour se déployer ; et comme le général Gazan avait eu la précaution de le faire prolonger par des colonnes d'infanterie qui passaient des deux côtés de la route dans les deux bois, il le mena battant plus de deux lieues, le fusillant à mi-portée de mousqueterie. Cette attaque eut un succès si prompt, qu'il surpassa mon espérance.

J'entendis une bien vive canonnade à Ostrolenka ; j'y envoyai le général Reille, qui était chef d'état-

major du corps d'armée ; il y arriva bien à propos pour me suppléer : les Russes débouchaient par les trois routes qui arrivent à cette petite ville ; ils la canonnaient avec à peu près cinquante bouches à feu, et les officiers qui commandaient les troupes demandaient des ordres. Je voyais bien que l'on n'était pas très disposé à faire quelque chose pour ma propre gloire : mais je ne fus pas dupe, et j'étais déterminé à me faire obéir. J'envoyai ordre au général Reille de tenir Ostrolenka jusqu'à mon arrivée, ajoutant que je partais pour m'y rendre ; je laissai Gazan poursuivre son succès, en le prévenant de ne pas aller trop loin, parce que je ne pouvais pas le faire échelonner, ayant besoin de mes troupes à Ostrolenka où je courais.

J'y arrivai comme le général Reille venait de soutenir le choc de l'attaque des trois colonnes russes, qui vinrent sans tirer un coup de fusil, sous la protection du feu de leur artillerie, pour forcer la ville.

Le général Reille les attendit bravement jusqu'à portée de pistolet ; alors, comme ils ne pouvaient plus être protégés par leurs canons, il fit habilement débusquer ses troupes et les accueillit par toute la mitraille et la mousqueterie qu'il avait de prêtes à leur envoyer : il les arrêta sur place, et son feu continuant avec la même vivacité, il les fit rebrousser chemin.

Les deux colonnes qui venaient par les deux ailes pour forcer la ville par le bord de la Narew furent repoussées par le canon de la rive droite. Le premier moment de fureur des Russes une fois passé, je fis à la hâte repasser toute l'infanterie et la cavalerie sur la rive gauche ; je me déployai en avant de la ville, et après m'être formé, et couvert de mon artillerie, je marchai droit aux ennemis et les menai battant jusqu'à la nuit ; je leur tuai beaucoup de monde, surtout à l'attaque du général Gazan ; je leur pris sept pièces de canon et trois drapeaux (1). Ils

(1) 16 février 1807.

me laissèrent environ mille blessés sur le terrain, mais je ne fis pas un grand nombre de prisonniers, parce que je ne pus pas les poursuivre, le général Oudinot ayant reçu l'ordre de partir avec son corps pour rejoindre l'empereur (1).

Je perdis dans cette action le général Campana, qui fut tué ; le général Boussard fut grièvement blessé, ainsi que presque tous les colonels des régiments que j'avais engagés (2).

Je fus satisfait, parce que le but de l'empereur était bien rempli : les Russees s'en allèrent reprendre la position qu'ils avaient quittée pour venir m'attaquer. La tranquilité de Varsovie fut assurée et la communication avec l'empereur couverte. L'empereur lui-même fut satisfait, il me fit l'honneur de me l'écrire et de m'envoyer le Grand Cordon de la Légion d'Honneur avec le brevet d'une pension viagère de 20,000 francs : il y avait un certain nombre de ces pensions de la Légion d'honneur ; le général d'Hautpoul, qui venait de mourir, en avait laissé une vacante. Mais comme chaque chose doit porter son correctif avec soi, Berthier m'adressa une longue dépêche (3) qu'il sema de conseils, d'assertions

(1) Le corps d'Oudinot, qui était venu de Varsovie à Pultusk, avait reçu ordre de se ranger sous mon commandement. Je l'avais appelé à Ostrolenka, et, comme l'empereur ignorait que j'étais attaqué, il avait envoyé ordre à ce corps de venir le rejoindre après la bataille d'Eylau. Heureusement cet ordre n'arriva qu'après l'affaire d'Ostrolenka ; mais l'empereur fut fort mécontent que cet ordre eût été exécuté dans l'occurrence où je me trouvais, parce que si j'en eusse eu besoin le lendemain, il se serait ainsi trouvé sur les grands chemins sans être utile ni à l'empereur ni à moi. *(Note de l'édition originale.)*

(2) Entre autres, le colonel Rigaud d'un régiment de dragons, qui était blessé chaque fois que le régiment chargeait. Il est mort proscrit par suite des événements de 1815.

(3) *Au général Savary.*

Liebstadt, le 21 février.

« Vous recevrez demain, général, les avancements que vous

propres à tempérer la satisfaction que le succès et les félicitations de l'empereur m'avaient causée. Ces

avez demandés à l'empereur pour votre corps d'armée. Je reçois votre lettre du 17, trois heures après-midi, que par erreur, on avait datée du 28. Je vous dirai de confiance, mon cher Savary, que l'empereur trouve vos dépêches obscures, parce qu'il n'y a pas de division. Il faut d'abord raconter les faits, présenter la position respective des deux armées au moment où vous écrivez : vous pouvez alors expliquer quelle est votre position ; mais, en raisonnant, faut avoir soin de distinguer les différentes hypothèses. Songez que la lettre à laquelle vous répondez est déjà loin de la mémoire de l'empereur ,et qu'en discutant ces lettres, il faut poser les questions. Vous sentez que ce que je vous dis tient à mon ancienne amitié pour vous et à ma vieille expérience.

« L'empereur est fâché que le général Oudinot vous ait quitté, parce qu'ayant trouvé l'ennemi, il aurait fallu faire une demi-marche sur lui. Il serait fâcheux pour vous qu'instruit du départ du général Oudinot, il se reportât en avant pour se rapprocher de vous, et fît en quelque sorte disparaître le fruit de votre victoire. Puisque vous avez envoyé le général Suchet à Willenberg, et que les communications étaient librs, vous deviez sentir que le départ du général Oudinot n'était plus d'une pressante utilité.

« La saison, la leçon qu'a reçue le général Essen, le détermineront vraisemblablement à se tenir tranquille ; mais soyez bien persuadé qu'il n'a que vingt mille hommes.

« Si vous pouvez vivre à Ostrolenka, l'intention de l'empereur est que vous y réunissiez votre corps d'armée, d'abord parce qu'il faut évacuer tous vos blessés. Faites quelques détachements de cavalerie et quelques détachements d'infanterie pour soutenir les hommes à cheval, et qu'ils ne puissent être compromis. Ces détachements appuieront et soutiendront les lignes de l'Omulew et même celle de la Wkra.

« Si vous ne pouvez pas vivre à Ostrolenka, l'intention de Sa Majesté est que portiez votre quartier général à Pultusk, occupant toujours Ostrolenka par un corps composé d'infanterie ,de cavalerie et d'artillerie. Vous garderez la ligne de l'Omulew par des piquets d'infanterie et de cavalerie du corps d'observation d'Ostrolenka.

« Au premier mouvement offensif que l'ennemi ferait sur Ostrolenka, le corps d'observation se jetterait sur la rive droite de la Narew et derrière l'Omulew, et s'il était forcé dans cette position, il se retirerait derrière la petite ri-

conseils, sa longue expérience l'autorisait sans doute à les donner, et je les reçus avec reconnaissance ;

vière d'Orezyc. Dans cette circonstance, vous manœuvreriez de manière à soutenir vos postes de l'Orezyc, puisque vos postes sur cette rivière couvriraient la communication de l'armée ; mais enfin, si les forces de l'ennemi étaient considérables, et que vous crussiez devoir avec avantage le combattre à Pultusk, vous repasseriez la Narew en gardant en force Sierock, dont les fortifications doivent déjà avoir acquis un caractère de force imposant.

« Telle est votre instruction générale : vos opérations ne doivent jamais être liées à celles de la Grande Armée ; votre rôle est de défendre Varsovie, en défendant autant que possible Sierock et la Narew ; et si vous étiez forcé dans ces positions, vous défendriez Praga et la Vistule. Vous sentez assez, général, que ceci n'est que dans le cas où l'ennemi tenterait une grande opération sur vous, ce qui n'est pas probable, car la position qu'une partie de la grande armée occupe à Osterode et à Guttstadt lui en imposerait trop.

« Si l'ennemi, de son côté, se tient en observation, vous devez, comme je vous l'ai dit, agir de manière à le tenir éloigné de nos communications, et garder par un corps d'observation de cavalerie, d'infanterie et d'artillerie, Ostrolenka et l'Omulew. Un seul régiment que le maréchal Davout a laissé avec le général Grandeau à Mysziniec, en a tellement imposé à l'ennemi, qu'il a maintenu les communications pendant quinze jours, et cependant ce régiment se trouvait éloigné de vingt lieues, et n'avait aucune ligne pour le couvrir.

« L'empereur, général, désire que vous cantonniez vos troupes, afin qu'elles se reposent des fatigues qu'elles ont éprouvées. Vous pouvez même les étendre jusqu'à Praznitz, où il y a une manutention ; il y en a aussi à Makow. La petite ville de Pultusk, Nazielszk et tous les pays environnants sont à votre disposition. Vous pouvez donc en tirer ce qui est nécessaire pour bien faire vivre votre armée, etc.

« Une division de dix mille Bavarois est en marche pour se rendre de la Silésie à Varsovie ; elle sera réunie à votre corps d'armée et concourra au même but. L'empereur regarderait comme une chose nécessaire que vous pussiez occuper Wiskowo. La légion polonaise, qui se réunit à Varsovie, pourrait être chargée d'occuper ce point.

« Vous voyez, général, par le système d'opérations qui vous est prescrit, que vous ne devez avoir aucun embarras d'équipages, bagages, etc., même à Pultusk. Il suffit que vous y ayez seulement en magasin des farines, du pain et de l'eau-

mais sa constance à reproduire une évaluation dont je lui avais fait connaître l'inexactitude m'étonna. Je le lui témoignai, il persista ; de mon côté, je restai bien convaincu que j'avais devant moi les forces que j'aurais à combattre. Sur le rapport que je fis à l'empereur de la belle conduite qu'avait tenue le général Reille, chef d'état-major de mon corps d'armée, il le nomma son aide de camp (1).

Je me mis en mesure d'exécuter les ordres que m'avait transmis le major général ; je me portai à Pultusk et me mis en communication avec Osterode, où l'empereur s'était établi. J'étais à peine arrivé dans la première de ces deux places, qu'il envoya le maréchal Masséna pour prendre le com-

de-vie pour votre corps d'armée pendant quinze jours. Occupez-vous essentiellement de l'administration, afin que votre armée soit bien nourrie ; faites reposer la division de dragons du général Becker ; enfin ayez de bons espions ; tendez quelques embuscades, et ordonnez quelques surprises, afin de faire quelques prisonniers ; par là, vous obtiendrez des nouvelles. Ecrivez-moi tous les jours, et envoyez-moi l'état de vos cantonnements.

« Je crois devoir vous observer, général, qu'en vous disant que vos opérations n'ont rien de commun avec la Grande Armée, cela n'a rapport qu'aux grandes opérations militaires ; car vous devez toujours avoir l'œil et porter un grand soin pour couvrir les communications de Varsovie à Osterode, et, par conséquent, vous devez correspondre avec le général Davout, qui aura des postes à Neidenburg. Vous voyez que cette instruction se divise en deux : en grande opération de guerre, en cas que l'ennemi prenne l'offensive ; et en opération ordinaire pour rester en observation, et couvrir les communications de Varsovie.

« Dans la première supposition, vous agissez seul ;

« Dans la seconde, il faut que vous ayez soin de couvrir les communications de Varsovie.

« Vous trouverez ci-joint la route de l'armée, qui se trouve défendue par l'Omulew et la Wkra. »

(1) Il devint maréchal de France le 17 septembre 1847 et sénateur sous le second Empire. Il est mort à Paris en 1860. Il était né à Antibes en 1775.

mandement du 5e corps, m'enjoignant de le rejoindre le plus tôt possible. Je le fis en passant par Varsovie, où M. de Talleyrand était encore avec le corps diplomatique, que l'on s'applaudissait beaucoup de n'avoir pas laissé à Paris dans une semblable circonstance ; les contes qui se débitaient auraient gâté l'opinion et le jugement de tous ses membres.

M. de Talleyrand servait l'empereur on ne pouvait pas mieux : il avait à ménager l'Autriche, à laquelle l'événement d'Eylau donnait la tentation d'en venir aux mains, d'autant plus qu'il venait d'y avoir à Vienne des altercations entre notre ambassadeur et quelques personnages importants, et que ces différends se seraient volontiers mis sur le compte de la politique pour justifier une aigreur que l'on voulait exciter, afin de la faire suivre d'une rupture. Heureusement, notre ambassadeur, le général Andréossy, tint ferme et fut prudent, et, par cette conduite, il aida M. de Talleyrand à maintenir l'harmonie. D'un autre côté, il arrivait à donner de la confiance à la régence polonaise, qui était fort effrayée, précisément au moment où l'empereur lui demandait des efforts en tous genres.

L'administration de l'armée avait été transférée à Thorn ; je trouvai l'empereur à Osterode, à peu de chose près comme au bivouac, travaillant, mangeant, donnant audience et couchant dans la même chambre : il résistait à tout ce qui l'entourait, ainsi qu'au grand-duc de Berg et au maréchal Berthier, qui le sollicitaient de repasser la Vistule ; lui seul tenait tête. Il venait de recevoir de Paris la nouvelle de l'arrivée du bulletin de la bataille d'Eylau dans cette capitale ; les esprits en étaient retournés : ce n'étaient que lamentations partout ; les fonds publics avaient éprouvé une baisse notable. Il comprit bien qu'il arriverait pis encore, si, à la suite de cela, il repassait la Vistule : sa position morale était horrible ; il luttait contre tous ; il tint tête à l'orage, eut du courage pour tout le monde, et son inflexible opiniâtreté fit rentrer la raison dans les têtes d'où elle était sortie.

Il écrivit d'une manière sévère au ministre de la police sur la baisse des fonds, lui faisant observer qu'il ne pouvait qu'y avoir inertie de sa part, puisqu'il n'y avait pas lieu à un pareil discrédit, ou bien qu'il avait laissé le champ libre à la malveillance, habile à saisir tout ce qui peut nuire à l'autorité souveraine.

Le ministre, effrayé par la seule pensée de voir, pour la seconde fois de la campagne, l'empereur de mauvaise humeur contre lui, se procura une lettre du général Defrance à son beau-père, dans laquelle ce général racontait l'événement d'Eylau, ajoutant qu'il allait, avec sa brigade de carabiniers, reprendre les cantonnements qu'il avait auparavant derrière la Vistule. Il envoya cette lettre à l'empereur, comme la cause des mouvements des fonds publics parce que, disait-il, le beau-père du général Defrance l'avait fait circuler.

L'empereur gronda le général Defrance ; mais le ministre avait fait un lourd mensonge : il aurait mieux fait de dire que cette baisse provenait de la frayeur dont tout le monde était atteint, chaque fois que l'on voyait les destinées de la France et de chaque famille soumises à un coup de canon. Mais il ne l'osait pas, et l'empereur, tout en grondant le général Defrance, ne fut pas dupe du verbiage de son ministre ; il s'occupa moins de tout ce qui se passait à Paris que de ce qu'il avait à faire à l'armée.

Il faisait réunir les éléments du corps du maréchal Lefebvre, qui devait commencer le siège de Danzig. Les pertes d'Eylau l'avaient obligé de supprimer le 7e corps, dont les régiments étaient réduits à un bataillon ; le maréchal Augereau, qui l'avait commandé, ayant été blessé d'un coup de feu, partit pour la France ; une partie de ses troupes forma le noyau du corps assiégeant.

Depuis que l'empereur avait fait la paix avec la Saxe, il avait demandé au souverain de ce pays de porter son armée à Posen ; elle y était arrivée, et il la fit venir devant Danzig au corps de siège. Il y ajouta des troupes de Baden et de quelques prin-

cipautés d'Allemagne, de même que quelques corps francs qu'il avait fait former des déserteurs ; enfin il eut à la fin de mars une armée de siège respectable, quoique composée de troupes de toutes les nations. C'était lui seul qui soignait les détails infinis que cela entraînait ; en même temps, il avait son armée mobile à renforcer.

Après la bataille d'Iéna et l'occupation de la Prusse, il avait offert la paix au roi de Prusse ; après celle d'Eylau, il aurait eu l'air de la demander : d'ailleurs, le roi de Prusse se trouvait dans la dépendance de l'empereur de Russie, dont les troupes étaient sa sauvegarde ; il n'aurait rien pu faire sans le lui communiquer, et l'empereur de Russie n'était pas à l'armée, il était à Saint-Pétersbourg ; une négociation aurait donc été impossible à nouer. Cependant on essaya de parlementer : on saisit des prétextes frivoles, mais une susceptibilité réciproque fit qu'on crut n'apercevoir des deux partis que fierté et hauteur.

Tout en ne négligeant pas les moyens d'amener un rapprochement, on suivait vivement ceux de se rendre respectable. On appela le corps du maréchal Mortier, qui était en Poméranie ; il prit le n° 7 ; on le grossit de quelques troupes saxonnes, et il remplit complètement le vide qu'avait fait la disparition du corps d'Augereau.

Le prince Jérôme avait assez avancé les opérations en Silésie pour qu'on pût lui retirer quelque chose : on lui prit deux divisions bavaroises : il jeta les hauts cris, mais on ne l'écouta pas.

On fit venir en poste, de France, tout ce qui était dans les dépôts des différents régiments ; on imprima décidément un grand mouvement à la Pologne, et on ne craignit pas de se compromettre avec elle, ni de la compromettre vis-à-vis de qui que ce fût.

L'empereur envoya ordre à son ambassadeur à Constantinople de faire déclarer la guerre aux Russes par les Turcs ; c'étaient les travaux d'Hercule, cependant il fut obéi.

Il écrivit au roi d'Espagne pour réclamer l'exécution des conditions de l'alliance qu'il avait contractée avec lui, et lui demander de faire passer en France et en Italie un corps de troupes dont il détermina la force, et de le mettre à sa disposition pour l'appeler sur l'Elbe au besoin, bien entendu qu'il passait dès lors à la solde de la France. Enfin il peignit la situation de l'Europe au Sénat, et demanda qu'on rappelât, par précaution, la conscription de 1807, ce qui fut fait.

Il fut partout servi à souhait, hormis de l'Espagne, qui fit des observations que je n'ai pas trop bien connues ; mais elle avait fait paraître, au mois d'octobre précédent, une proclamation au peuple espagnol (l'empereur l'avait reçue sur le champ de bataille même d'Iéna), tendante à le porter aux armes. Comme le gouvernement n'avait donné à ce sujet aucune explication préalable, on ne put se défendre d'inquiétude, d'autant plus que l'empereur avait déjà été trompé deux fois, et que les souverains paraissaient avoir renoncé à toute espèce de loyauté vis-à-vis de lui, ne reconnaissant de juste que ce qui pouvait être exécuté.

Cependant nos liaisons avec l'Espagne étaient si étroites et si anciennes, que l'on se défendait encore, quoique mal, d'un mauvais soupçon. On avait déjà su que l'intrigue ennemie, qui poursuivait notre politique, de Cabinet en Cabinet, avait trouvé quelque accès près de celui de Madrid, où le prince de la Paix, qui y était soutenu en grande partie par la pensée qu'il nous était agréable, avait dû se relâcher et céder pour ne pas faire éclater l'orage qui le menaçait. Les intrigues des favoris, des confesseurs, des chevaliers, avaient quelquefois porté le trouble dans l'intérieur de la famille du roi, qui avait été obligé de parler en maître à ses enfants, et d'envoyer dans leurs terres ou au couvent les courtisans et les confesseurs.

A la distance où était l'empereur, on ne voyait le mal qu'avec un verre à multipliants, en sorte que, quoique ayant l'air assuré, on resta impatient

de savoir à quoi on devait attribuer ce changement subit de la part de l'Espagne ; elle en avait trop fait par sa proclamation pour le maintien de la sécurité, et pas assez pour faire la guerre, si tel avait été son projet. L'empereur reçut bien toutes les excuses qu'on lui donna, d'autant qu'il était occupé ailleurs sérieusement ; il ne devait donc pas fournir à ses ennemis une circonstance favorable pour se rapprocher de l'Espagne, mais il n'en resta pas moins convaincu qu'il y avait quelque chose à revoir dans ses affaires avec ce pays.

Il en insista d'autant plus sur l'entrée en France du contingent espagnol, et on le lui fournit ; il le fit venir dans les villes hanséatiques pour relever les Hollandais, qui vinrent remplacer le corps de Mortier dans la Poméranie ; un autre corps espagnol passa en Italie.

Tous les ordres qu'il avait à donner pour le recrutement et le ravitaillement de l'armée étaient partis ; tout ce qu'il avait à communiquer à ses alliés l'était aussi, et enfin les coups de levier qui devaient ébranler de tous les côtés la puissance de ses ennemis étaient donnés ; il avait envoyé jusqu'en Perse, pour porter le souverain de ce pays à prendre les armes. Ses ennemis personnels ont envenimé cette démarche, en lui donnant un motif d'ambition, dont le but aurait été de s'approcher de l'Inde : l'empereur n'a pas donné à son ambassadeur d'autres instructions que de suivre avec activité tout ce qui pouvait amener les Persans à établir une armée régulière, et à les rendre assez menaçants pour obliger les Russes à diviser les forces qu'ils avaient contre lui (1). Les Anglais eux-mêmes gagnaient à

(1) *Monsieur Decrès,*

« En lisant avec attention l'état de la marine du 1er avril, je vois avec satisfaction le bon état de mon escadre de Cadix. Je vois avec peine qu'à Toulon vous n'ayez pas encore fait armer *le Robuste* et *le Commerce de Paris*. Je voudrais savoir ces deux vaisseaux en rade, ce qui me ferait cinq vaisseaux avec *l'Annibal*, *le Génevois* et *le Borée*.

cela, et sont aujourd'hui les plus intéressés à reprendre l'ouvrage de l'empereur dans cette partie.

La Perse doit devenir pour l'Inde ce que la Pologne et la Suède ont été pour l'Europe jusqu'à leur destruction.

Si au lieu d'être resté dans un trou comme Oste-

« Le Grand Seigneur me demande à force d'envoyer cinq vaisseaux devant Constantinople, pour, avec son escadre, faire des incursions dans la Mer-Noire. Il a, lui, quinze vaisseaux armés : faites donc sans retard, je vous prie, mettre ces deux vaisseaux en rade ; faites aussi commencer *l'Ulm* et *le Danube ;* faites achever *le Donawerth* et *le Superbe* à Gênes. Si le *Donawerth* pouvait être fini, cela me donnerait six vaisseaux de mon escadre à Toulon, six de celle de Cadix, cela me ferait douze vaisseaux. Faites donc venir à Rochefort *le Tonnant*, afin que j'aie là bientôt sept vaisseaux : faites finir à Lorient *l'Alcide,* afin qu'avec *le Vétéran* cela me fasse trois vaisseaux. Il faut que les sept vaisseaux que j'ai à Brest soient mis en état de faire toute espèce d'entreprises, même d'aller aux Indes. Je désire donc qu'au mois de septembre, je puisse disposer et faire partir, dans vingt-quatre heures, pour les missions les plus éloignées, sept vaisseaux de Brest, trois de Lorient, sept de Rochefort : total de l'Océan, dix-sept vaisseaux ; six de Cadix, compris *l'Espagnol,* six de Toulon : total de la Méditerranée, douze. Total général, vingt-neuf vaisseaux. Le roi de Hollande aura également sept vaisseaux propres à toute expédition ; mais, pour arriver à ce but, il n'y a pas un moment à perdre, puisque nous voilà déjà en mai. Vous n'avez donc plus que quatre ou cinq mois. Ces vingt-neuf vaisseaux ne me seront pas inutiles pour la guerre dans laquelle je suis engagé. Je vous prie de faire des recherches, et de me faire une note sur une expédition en Perse. Quatre mille hommes d'infanterie, dix mille fusils, et une cinquantaine de pièces de canon sont désirés par l'empereur de Perse. Quand pourraient-ils partir et où pourraient-ils débarquer ? Ils feraient un point d'appui, donneraient de la vigueur à quatre-vingt mille hommes de cavalerie qu'il a, et obligeraient les Russes à une diversion considérable. Je vous dirai, pour vous seul, que j'envoie en ambassade extraordinaire le général Gardane, mon aide de camp ; des officiers d'artillerie et du génie. Un ingénieur de la marine, qui ne serait pas très utile en France et, qui verrait les ports, serait d'une grande utilité dans cette ambassade.

« J'ai vu avec plaisir le bon état de la petite division qui

rode, où chacun était sous sa main et où il pouvait faire marcher tout le monde, l'empereur eût été se mettre dans une grande ville, il aurait employé trois mois pour faire ce qu'il obtint en moins d'un mois.

est à Bordeaux. Ces quatre frégates paraissent être bonnes à toute espèce de missions. La frégate, qui est au port du Passage, y restera-t-elle donc perpétuellement ? Quand les deux frégates qui sont au Havre iront-elles à Cherbourg ? Nous aurions là une division qui serait prête à tout. La division qui est à Saint-Malo est-elle prête à tout ? Cela nous ferait dix frégates disponibles. Il y a deux ans que nous avions fait partir plusieurs frégates une à une pour nos îles. Ce serait-il le cas cette année ? Vous pouvez, à ce que je vois, augmenter la division de Saint-Malo de *l'Avranches*. Je n'ai pas vu dans tous ces états de situation *la Thétis*, qui revient de la Martinique. Il faudrait bien cependant, si cela était possible, envoyer quelque chose à Saint-Domingue, et à la Martinique quelque brick ou bâtiments légers.

« Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte et digne garde. « *Signé :* NAPOLÉON.

« Finkenstein, 22 avril 1807. »

Le général Gardane partit pour Téhéran, où il arriva le 4 décembre. Parfaitement accueilli par les Persans, le shah lui conféra le titre militaire de Khan et lui donna la décoration de l'Ordre du Soleil, créé exprès pour lui. Mais sa mission exigeait plus d'habileté et de connaissances des usages du pays qu'il n'en possédait, aussi n'eut-elle point les résultats qu'on pouvait en espérer. Revenu en France, en 1809, l'empereur lui accorda le titre de comte, avec une dotation de 25,000 francs sur les domaines de Harburg et de Moisburg dans le Hanovre, et, au mois de décembre, l'envoya, comme général de brigade, au 8e corps de l'armée d'Espagne. Il passa ensuite au 9e corps. Il fut suspendu et renvoyé dans ses foyers pour n'avoir point, paraît-il, effectué une expédition dont il était chargé en Portugal. Louis XVIII le réintégra dans ses fonctions le 12 juin 1814. Lors du retour de l'île d'Elbe, en 1815, il reçut le commandement d'une brigade de l'armée que le duc d'Angoulême rassemblait dans le Midi ; mais il ne tarda pas à se joindre au général Chabert, qui dirigeait les troupes impériales. Ce dévouement fit que Napoléon l'attacha, le 7 juin, à la défense de la Somme. Retraité le 4 septembre de la même année, Gardane mourut au mois de janvier 1817, au château de Lincel, dans les Basses-Pyrénées. (D. L.).

CHAPITRE XII

Siége de Danzig.— Le général Kalkreuth.— L'ambassadeur du shah de Perse arrive à Finkenstein. — L'armée ennemie se remet en campagne. — Bernadotte et Soult. — Affaire de Heilsberg. — Murat s'entête à faire donner la cavalerie. — L'empereur envoie à son secours. — Je suis chargé de conduire les fusiliers de la Garde à l'ennemi. — Belle conduite de cette jeunesse. — L'armée russe repasse sur la rive droite. — L'empereur ne peut croire à cette imprudence. — Nos colonnes débouchent. — Belle conduite du général Dupont. — L'action devient générale. — Bataille de Friedland. — Les Russes sont culbutés.

Aussitôt que le soleil eut reparu et séché la terre. l'empereur fit camper toute l'infanterie dans chaque corps d'armée; dès lors il vint établir son quartier général à Finkenstein (1), où il resta jusqu'au renouvellement des opérations qui terminèrent la campagne. C'est de là qu'il fit commencer sérieusement le siège de Danzig; cette place n'était pas encore bloquée par la langue de terre qui sépare le Frische-Haff de la mer. et le gouverneur, le général Manstein. avait été relevé par le maréchal Kalkreuth. Cette ville. d'un immense développement exigea des remuements de terre considérables, et le siège fut long. laborieux et savant; les détails seraient trop longs à rapporter ici.

On l'attaqua avec l'artillerie prussienne que l'on tira de Stettin. de Kustrin et de Breslau. on fut obligé de faire la descente du fossé dans les règles. et de faire brèche. On en était là. nous étions pressés par la belle saison. qui devait probablement remettre les armées en campagne, lorsque la gar-

(1) Le 3 avril 1807.

nison demanda, vers la mi-mai, à sortir avec les honneurs de la guerre, pour aller rejoindre son armée.

Tout bien considéré, l'empereur imagina qu'en faisant traîner le siège plus longtemps, il s'exposait à voir la saison trop avancée pour espérer finir la campagne cette même année, au lieu qu'en réunissant à son armée le corps de siège, et en marchant de suite, il était vraisemblable qu'il trouverait encore l'armée russe en cantonnement, où on la croyait hors d'état d'agir, puisqu'elle n'entreprenait rien pour faire lever le siège ; alors il y avait lieu d'espérer que le résultat serait décisif et amènerait la paix.

Il ordonna donc qu'on accordât à M. de Kalkreuth les conditions qu'il demandait, et le maréchal Lefebvre, avec son corps d'armée, entra dans la place vers le 14 ou 15 mai (1) : cette ville fut d'une immense ressource pour nous ; on y établit l'administration de l'armée, et on se prépara à commencer les hostilités.

La Perse venait d'envoyer un ambassadeur à l'empereur : il vint de Constantinople joindre notre quartier général à Finkenstein (2). L'empereur le mena à Danzig pour voir le spectacle d'une armée européenne ; ce grave Oriental ne concevait pas pourquoi, puisque nous étions ennemis, nous ne

(1) C'est le 24 mai 1807 que la capitulation de la reddition de Danzig fut signée. Toute l'artillerie de la place, composée de près de 800 pièces, les magasins et le matériel, restent aux Français, qui entrent dans la place le 26, et non le 14 ou le 15 comme le dit le duc de Rovigo. « Danzig est pris, écrit l'empereur à Cambacérès le *26 mai*, nos troupes y sont entrées ce matin. »

Danzig avait soutenu un siège de deux mois et demi, et cinquante-et-un jours de tranchée ouverte. Pour témoigner toute sa reconnaissance au maréchal Lefebvre, l'empereur lui confère, par décret daté de son camp de Finkenstein, le 28 mai 1807, le beau titre de duc de Danzig, avec une dotation de cent mille francs. (D. L.).

(2) Le 27 avril 1807.

faisions pas couper la tête à tous les habitants : il était curieux de tout, la parade l'amusait beaucoup ; il demandait comment il pouvait se faire que tous les soldats marchassent ensemble, et il aimait particulièrement la musique militaire. Il demandait si l'empereur voudrait bien lui donner quelques-uns des musiciens, comme s'ils avaient été des esclaves.

L'empereur ne resta à Danzig (1) que le temps nécessaire pour voir la place et visiter les travaux du siège ; il les approuva tous. Il donna audience de congé à l'ambassadeur de Perse, qui retourna chez lui, à Téhéran, et l'on envoya comme notre ambassadeur en ce pays, le général Gardane, gouverneur des pages. Il faisait cette campagne comme aide de camp de l'empereur, et lui témoigna le désir d'aller en Perse ; il emmena avec lui des officiers de toutes armes, et partit. La paix se fit pendant q'il était encore à Constantinople.

Il y avait à peine sept ou huit jours que l'empereur était rentré à Finkenstein, de retour de Danzig, que le maréchal Ney fut attaqué le 5 juin à Guttstadt, où il avait son quartier général : comme il était très en avant de la ligne de l'armée, il fut tourné par sa gauche, perdit son parc de munitions et eut beaucoup de difficultés à revenir se placer derrière la Passarge ; il s'y maintint cependant jusqu'à ce que toute l'armée fût rassemblée.

Au moment où les hostilités recommencèrent, l'armée était postée ainsi :

Bernadotte occupait la gauche derrière la Passarge, depuis le Frische-Haff, ayant sa droite au pont de Spanden, où il avait fait faire une bonne tête de pont ; il avait à sa droite le maréchal Soult, dont le quartier général était à Mohrungen ; ses troupes étaient sur la Passarge, dont il avait fait couper le pont.

L'empereur fut mécontent de la coupure de ce pont ; il nous disait : « Voyez, Bernadotte a agi plus militairement, il a gardé le pont, et Soult, qui au-

(1) 1er juin.

rait dû le garder plutôt que Bernadotte, l'a coupé; par là il s'est mis dans l'impossibilité d'aller secourir Ney, que les Russes n'auraient pas attaqué peut-être, s'ils avaient su que Soult avait conservé un pont sur la Passarge, parce que le corps qui a tourné Ney se serait exposé à une destruction totale. »

A la droite de Soult était le maréchal Ney, et à la droite de ce dernier, Davout.

Le reste était en deuxième ligne.

Après l'affaire de Guttstadt, les Russes vinrent pour forcer aussi le maréchal Bernadotte dans sa tète de pont de Spanden ; ils y furent repoussés, et le maréchal blessé à la tête par une balle qui lui entra derrière l'oreille. Il fut obligé de quitter l'armée, et fut relevé par le général Victor, qui venait d'être échangé contre le général Blücher, pris à Lubeck, comme on peut se le rappeler.

Les Russes firent la faute de ne pas se retirer de suite et de nous donner le temps d'arriver.

Le maréchal Soult, qui était à la gauche du maréchal Ney, vint sur Guttstadt ; la droite, où était le corps du maréchal Davout, se porta également d'Osterode sur Guttstadt.

Le général Victor et le maréchal Mortier, qui étaient à la gauche et au centre, marchèrent devant eux, en passant la Passarge à Spanden.

Les grenadiers réunis, la Garde, ainsi que des troupes nouvellement arrivées de France, en poste, marchèrent aussi des environs de Finkenstein sur Guttstadt ; la cavalerie en fit de même.

Ce mouvement s'exécuta avec une rapidité incroyable ; le 8 juin, tout était concentré derrière la Passarge, que l'on passa le 9. On poussa devant soi la cavalerie légère ennemie, et on entra le même soir à Guttstadt. Le 10, de grand matin, l'on partit en descendant l'Alle, et vers le soir on accula l'arrière-garde ennemie sur le bord de cette rivière, à Heilsberg ; la majeure partie de l'armée ennemie occupait la rive droite, qui est beaucoup plus élevée que la rive gauche ; toute son artillerie y était postée.

Le grand-duc de Berg s'entêta à faire donner plusieurs fois sa cavalerie, qui avait fait des merveilles toute la matinée, mais qui, arrivée sous le feu de ce canon, fut assaillie de boulets qui l'obligèrent à rétrograder ; elle le fit en désordre ; les Russes la firent poursuivre par quelques escadrons qui achevèrent de la mettre en déroute totale. Heureusement pour elle, l'empereur, qui, du point où il observait, l'avait vue s'engager maladroitement, avait bien vite fait marcher la brigade des fusiliers de la Garde avec douze pièces de canon pour prévenir une échauffourée ; il m'en donna le commandement. Cette brigade, nouvellement formée, n'était pas encore une troupe sûre. Elle était composée de deux régiments de très beaux jeunes gens.

Pour arriver dans la plaine où manœuvrait le grand-duc de Berg, j'avais un long défilé de marais et un village à traverser ; je ne me mis pas en mouvement sans inquiétude, parce que c'était le seul chemin par lequel notre cavalerie pouvait se retirer, si elle avait été culbutée avant que j'eusse achevé de passer ; cependant il le fallait, et je le fis au pas le plus accéléré possible, et sur le plus grand front que je pouvais montrer : bien m'en prit, car à peine étais-je formé dans la plaine, à deux cent cinquante toises de l'autre côté du défilé, ayant en avant deux bataillons déployés et mes deux ailes serrées en colonne, et à peine ma dernière pièce était-elle en batterie, que je fus enveloppé par la déroute de notre cavalerie, qui revenait sur le défilé pêle-mêle avec la cavalerie russe. Je n'eus que le temps d'ouvrir le feu de tout mon front ; il arrêta la cavalerie russe et donna à la nôtre le temps de se rallier et de se reformer.

Les Russes avaient fait suivre leur cavalerie par de l'infanterie et du canon, qu'ils avaient placé dans des redoutes ébauchées, en avant de Heilsberg, du côté par où nous arrivions. Il fallut s'engager avec ceux-là. La canonnade et la fusillade furent vives, et j'aurais eu une mauvaise journée, si une des divisions du maréchal Soult, commandée par le géné-

ral Saint-Hilaire, qui était à ma droite, ainsi qu'une du maréchal Lannes (1), commandée par le général Verdier, qui était à ma gauche, n'eussent pas joint leurs feux aux miens ; néanmoins je fus bien maltraité : je couchai encore à deux cents toises en avant du terrain sur lequel j'avais combattu ; mais j'éprouvai une perte considérable : j'eus à regretter la mort du général de brigade Roussel (2), et j'eus plusieurs caissons de munitions, entre autres un d'obus, qui sautèrent pendant le combat, et qui nous firent beaucoup de mal, étant formés dans un ordre serré.

Sans l'intrépidité du commandant de mon artillerie, le colonel Greinier (3), qui fit un feu des plus vifs et des plus meurtriers, j'aurais été enfoncé et par conséquent sabré et pris par toute la cavalerie russe qui m'entourait et qui venait déjà de maltraiter la nôtre ; le danger était d'autant plus grand, que la division Saint-Hilaire était en retraite décidée. J'eus une explication vive avec le grand-duc de Berg, qui m'envoya, dans le plus chaud de l'action, l'ordre de me porter en avant et d'attaquer : j'envoyai l'officier qui me l'apportait à tous les diables, en lui demandant s'il ne voyait pas ce que je faisais. Ce prince, qui voulait commander partout, aurait voulu que je cessasse mon feu dans le moment le plus vif, pour me mettre en marche ; il ne voulait pas voir que j'aurais été détruit avant d'arriver : il y avait un quart d'heure que mon artillerie échangeait de la mitraille avec celle des Russes, et il n'y avait que la vivacité de la mienne qui me donnât de la supériorité.

(1) Le maréchal Lannes, après s'être rétabli à Varsovie, était venu rejoindre l'empereur, et il avait pris le commandement d'un corps formé avec des troupes qui venaient du siège de Danzig et avec les grenadiers réunis.

(2) Le général Roussel, chef de l'état-major de la Garde, se trouvait au milieu des fusiliers, il eut la tête emportée par un boulet. C'était un officier très distingué. (D. L.).

(3) Il a eu depuis un bras emporté à Wagram.

La nuit arriva bien à propos : pendant que tout sommeillait, l'empereur m'envoya chercher pour venir lui parler. Il était content du coup d'essai de cette jeune troupe ; mais il me gronda pour avoir manqué au grand-duc de Berg ; et en me défendant, je me hasardai à lui dire que c'était un extravagant qui nous ferait perdre un jour quelque bonne bataille ; et qu'enfin il vaudrait mieux pour nous qu'il fût moins brave, et eût un peu plus de sens commun. L'empereur me fit taire en me disant que j'étais passionné, mais il n'en pensa pas moins.

Le lendemain, c'était le 11 juin, les Russes restèrent toute la journée en avant d'Heilsberg ; on releva de part et d'autre ses blessés, et nous en avions autant que si nous avions eu une grande bataille. Une brigade de fusiliers de quatre bataillons eut plus de cinq cents hommes hors de combat. L'empereur était de fort mauvaise humeur ; le maréchal Davout venait d'arriver, il le fit manœuvrer sur notre gauche, et son seul mouvement fit évacuer aux Russes leur position en avant d'Heilsberg ; ils repassèrent l'Alle, et dans la nuit du 11 au 12 ils partirent pour Friedland.

L'empereur coucha le 12 à Heilsberg, et, selon son habitude, il alla visiter la position que les ennemis avaient occupée la veille ; il devint furieux lorsqu'il vit que l'on avait été assez imprudent pour venir se faire mitrailler d'un bord de la rivière à l'autre, comme cela était arrivé.

C'est à Heilsberg qu'il apprit du bourgmeister que l'empereur de Russie était l'avant-veille en ville avec le roi de Prusse, et qu'ils en étaient partis avant l'armée. Le 13 nous partîmes de bon matin pour aller à Preussich-Eylau ; l'empereur y coucha la nuit du 13 au 14. Notre cavalerie ne put fournir un rapport précis de la marche de l'armée ennemie, en sorte que ce fut encore l'empereur qui, de son cabinet, ordonna de marcher sur trois directions où il était impossible que l'armée russe n'eût pas été chercher à passer pour gagner les bords de la Pregel et couvrir Kœnigsberg ; il jugeait des opéra-

tions de l'ennemi d'après ce qu'il aurait fait à sa place.

Il fit marcher le maréchal Soult avec le grand duc de Berg sur Kœnigsberg, où ce dernier affirmait que s'était retirée l'armée ennemie ; il fit marcher le corps de Davout à la droite de celui du maréchal Soult, et l'empereur garda avec lui le reste de l'armée.

Il avait fait marcher, dès la veille après midi, par le chemin de Friedland ; s'était le général Oudinot qui, avec les grenadiers réunis, était en tête de la colonne, sous les ordres du maréchal Lannes ; la division des cuirassiers du général Nansouty était de cette colonne.

Les grenadiers du général Oudinot étaient en face de Friedland le matin du 14, à la pointe du jour. L'armée russe était de l'autre côté de la rivière ; elle aprend qu'il n'y a devant elle que ce corps de grenadiers, et conçoit le projet d'aller à lui et de l'attaquer avec toute la supériorité qu'elle était en mesure de lui opposer, ne se doutant pas qu'il serait soutenu aussi promptement. Effectivement elle passe le pont et attaque avec furie le maréchal Lannes ; il avait les divisions d'Oudinot et de Verdier. Nous étions dans la saison des grands jours, qui, sous cette latitude-là, n'ont presque pas de nuit.

L'empereur est presque aussitôt averti ; il part de Preussich-Eylau, pressant la marche de la Garde à pied et à cheval, ainsi que celle du maréchal Ney, du maréchal Mortier et du corps de Bernadotte, que commandait le général Victor. Il ne tarda guère à arriver sur le champ de bataille, où il trouva le maréchal Lannes, qui venait de prendre une position à l'entrée des bois qui bordent la circonférence de la plaine autour de Friedland. Il avait soutenu, depuis la pointe du jour, avec une grande infériorité de forces, un combat qui avait déjà coûté passablement de monde.

L'empereur, en arrivant, alla lui-même reconnaître l'armée russe ; il ne croyait pas qu'elle resterait de ce côté-ci de Friedland ; il ne concevait pas son

but, puisqu'elle était inférieure en forces à ce qu'il pouvait lui opposer : la position lui paraissait si extraordinaire, qu'il envoya en reconnaissance tous les officiers qui étaient autour de lui. Il me donna, à moi, l'ordre de m'en aller seul, le long du bois qui était à notre droite, chercher un ponit d'où l'on pût découvrir le pont de Friedland, et, après avoir bien observé si les Russes passaient sur notre rive ou bien s'ils repassaient sur la rive droite, de venir lui en rendre compte.

Je pus exécuter cet ordre avec facilité ; je revins trouver l'empereur, et lui dire que non seulement les Russes ne se retiraient pas, mais qu'au contraire ils passaient tous sur notre rive, et que chaque demi-heure on voyait leurs masses grossir sensiblement ; qu'ainsi il fallait s'attendre à ce qu'ils seraient prêts dans une bonne heure. Eh bien ! moi, dit l'empereur, je le suis ; j'ai donc une heure sur eux, et, puisqu'ils le veulent, je vais leur en donner ; aussi bien c'est aujourd'hui l'anniversaire de Marengo ; c'est un jour où la fortune est pour moi. » Il avait fait former ses colonnes dans les immenses bois à la lisière desquels s'était placé le maréchal Lannes ; l'artillerie seule était sur les grands chemins, et ne sortait pas non plus du bois ; par bonheur pour nous, il y avait dans les bois trois belles et larges percées qui permettaient de mettre dans chacune une colonne d'infanterie et une de cavalerie ou d'artillerie.

Tout ce que l'empereur attendait était arrivé ; on laissa une demi-heure au soldat pour se reposer ; on s'assura, par les plus minutieuses observations, si les armes étaient en bon état, si chaque soldat était amplement pourvu de munitions. Cela fini, l'empereur, qui était sur le terrain, fit déboucher tout à la fois : ses instructions étaient données comme pour une manœuvre d'exercice ; aussi on ne s'arrêta point. Il y avait un défilé à passer pour joindre les Russes à la mousqueterie. L'empereur avait prévu l'embarras, et chaque colonne le traversa par un passage différent, de sorte qu'elles se

formèrent toutes ensemble de l'autre côté. La majeure partie de la cavalerie était à notre gauche.

L'empereur pressa l'attaque : le maréchal Ney occupait la droite sur le champ de bataille ; à sa gauche, en échelons, était le corps du général Victor ; à la gauche de celui-ci était le maréchal Mortier, qui avait peu de monde, et à la gauche de Mortier était le maréchal Lannes.

En deuxième ligne au centre, était la Garde, et en deuxième ligne à sa gauche était la brigade de fusiliers, dont l'empereur me fit reprendre le commandement pour cette action. Lors du commencement de l'attaque l'armée était généralement en échelons, la droite en tête, refusant légèrement sa gauche.

Le maréchal Ney commença, et s'engagea très vivement ; ses troupes s'emportèrent, et voulurent, d'un premier élan, insulter jusqu'au pont de Friedland. La division qui l'avait entrepris fut si vertement ramenée, qu'elle aurait entraîné infailliblement le reste de ce corps d'armée, si la première division du corps de Victor, commandée par le général Dupont, n'eût fait fort à propos, sans l'ordre de son maréchal, un changement de direction à droite, et n'eût chargé rudement tout ce qui poursuivait le maréchal Ney. J'ai entendu l'empereur louer d'une manière toute particulière ce mouvement du général Dupont, et dire hautement qu'il avait beaucoup avancé la bataille. Le maréchal Ney arrêta ses troupes, les reforma, et attaqua de nouveau, si rapidement que l'on s'aperçut à peine de son accident.

Le mouvement que venait de faire le général Dupont avait allumé le feu d'un bout à l'autre de la ligne, et c'est à cette bataille, comme à celle d'Eylau, que l'on vit encore déployer une artillerie effroyable ; le corps de Bernadotte, entre autres, que commandait Victor, avait réuni quarante-huit pièces de canon dans la même batterie ; c'est avec cela qu'il reçut l'attaque de la colonne russe qui venait à lui. Le général en chef russe vit bientôt qu'il avait

fait une faute ; qu'il trouvait des forces considérables où il ne croyait rencontrer qu'une division ; il aurait voulu être encore de l'autre côté de la rivière ; mais il ne pouvait entreprendre d'y repasser sans s'exposer à perdre son armée : le gant était jeté, il aima mieux le ramasser de bonne grâce. Nous étions déjà si près de lui qu'il n'eut que le temps de se former en beaucoup de carrés, qui se flanquaient réciproquement ; et une fois dans cette position, qui le privait d'une grande partie de son feu, il attendit une destruction devenue inévitable. Ses masses étaient amoncelées en avant de Friedland ; acculées à la ville, elles formaient le centre d'un demi-cercle dont nous occupions presque toute la circonférence. Chaque coup de nos canons portait et démolissait les carrés russes l'un après l'autre. Vers six heures du soir, l'empereur les fit aborder à la mousqueterie, ce fut leur coup de grâce : leurs masses furent tellement décomposées, que l'on ne remarquait plus d'ordre dans leurs dispositions, et, par suite d'un instinct naturel à l'homme, tous ceux qui faisaient partie de ces débris cherchèrent leur salut en fuyant vers le pont. Ils furent obligés d'y renoncer, parce que l'artillerie de notre centre, qui tirait dans cette direction, en faisait un carnage affreux. Ils se jetèrent alors pêle-mêle dans la rivière avant de s'être assurés s'il y avait un gué : beaucoup s'y noyèrent (1) ; mais d'autres trouvèrent un gué en face de notre gauche ; dès lors rien ne put retenir le reste, qui s'enfuit vers ce point, sans ordre et semblable à un troupeau de moutons.

Les Russes avaient à leur droite vingt-deux escadrons de cavalerie, qui protégeaient cette retraite ; nous en avions plus de quarante, par lesquels nous aurions dû les faire charger ; mais, par une fatalité sans exemple, les quarante escadrons ne reçurent aucun ordre, et ne montèrent même pas à cheval ;

(1) Quand on connaît l'accoutrement du soldat russe, on ne peut en être étonné. *(Note de l'édition originale.)*

ils restèrent pendant toute la bataille pied à terre, sur un vaste terrain, en arrière de notre gauche. En voyant cela, j'ai regretté sincèrement le grand-duc de Berg : s'il eût été là, il n'eût pas manqué d'employer ces quarante escadrons, et certes pas un Russe n'échappait.

La nuit était close, et le feu éteint ; notre armée coucha dans la position où elle avait combattu. L'empereur passa aussi cette nuit au bivouac, et le lendemain à la pointe du jour il était à cheval, parcourant les lignes de ses troupes, dont les soldats dormaient encore, et étaient fort fatigués. Il défendit qu'on les éveillât pour lui rendre des honneurs, ainsi que cela était d'usage ; il passa ensuite sur le champ de bataille des Russes : c'était un spectacle hideux à voir ; on suivait l'ordre des carrés russes par la ligne des monceaux de leurs cadavres ; on jugeait de la position de leur artillerie par les chevaux morts. On pouvait se dire avec raison qu'il fallait que les souverains eussent de bien grands intérêts à démêler en faveur de leurs peuples pour nécessiter une semblable destruction.

On prit à Friedland beaucoup d'artillerie, environ quinze ou vingt mille blessés et quatre ou cinq mille prisonniers.

CHAPITRE XIII

L'empereur reçoit la nouvelle de la prise de Kœnigsberg. — Je suis nommé gouverneur de cette place. — Ressources de toute espèce. — Affluence des blessés qui rejoignent leurs corps. — Organisation et tenue des hôpitaux. — Les Russes demandent un armistice. — Entrevue de Tilsitt. — Révolution de sérail. — Le sultan Selim est étranglé. — Son successeur se montre peu favorable à la France. — L'empereur ne sait que présumer de la politique turque. — Il abandonne les intérêts des Osmanlis. — Les Grecs. — Considérations générales sur les vues et la politique de l'empereur. — Méprise de la France.

L'armée russe, qui ne consistait plus que dans quelques bataillons des régiments des gardes, prit en toute hâte le chemin du Niemen par Tilsitt (1).

(1) La garde russe, à cette époque-là, était composée

du régiment Préobraginski fort de	4	bataillons.
du régiment Semonowski	2	—
du régiment Ismaïlowski	2	—
d'un bataillon de chasseurs	1	—
des grenadiers du corps	2	—
Total	**11**	**bataillons.**

Les régiments Semonowski, Ismaïlowski et les grenadiers du corps furent engagés à Friedland et souffrirent aussi ; de sorte qu'il n'y avait que 5 bataillons qui fussent réellement intacts, chaque bataillon russe n'a pas plus de 500 hommes.

Il y avait en cavalerie :

Les cosaques du corps	100	hommes.
La Garde à cheval, 5 escadrons	500	—
Les chevaliers-gardes, 5 escadrons	500	—
Les hussards du corps	500	—
Le régiment des hulans du grand-duc 10 escadrons	1000	—
Total	**2600**	**hommes.**

C'était cette troupe qui formait les 22 escadrons qui couvrirent la retraite des Russes après la bataille de Friedland.

Nous partîmes de suite pour la suivre, et arrivâmes le même jour 15 à Wehlau sur la Pregel. Les Russes en avaient brûlé le pont ; mais il y avait un bon gué pour la cavalerie : l'infanterie se fit un pont avec le bois dont ce pays-là est couvert. L'empereur resta à Wehlau la journée du 16, pour faire défiler son armée : il y reçut le même jour la nouvelle de l'occupation de Kœnigsberg, cela lui fit grand plaisir : il m'en nomma le gouverneur, ainsi que de la Vieille-Prusse, et ne me donna pas d'autres instructions que d'empêcehr le pillage, de bien soigner les hôpitaux, et de lui envoyer abondamment des vivres et des munitions pour l'armée qui marchait sur Tilsitt.

J'arrivai à Kœnigsberg le 17 : le maréchal Soult y avait son quartier général, et son corps d'armée était campé sous les murs de cette grande ville.

En faisant la reconnaissance des magasins, je fus bien étonné d'y trouver de quoi nourrir toute la Grande-Armée pendant au moins quatre mois : c'était un bien grand avantage que cette prise de Kœnigsberg, si l'on avait dû continuer la guerre. La ligne d'opérations fut établie par cette ville, Braunsberg et Marienbourg ou Marienwerder.

L'empereur était si prévoyant, que, dès les premiers jours de mon installation à Kœnigsberg, je recevais de tous les points de la Vistule où nous avions des établissements, des colonnes entières de soldats de tous les corps, qui, sortant des hôpitaux où ils avaient été bien guéris de leurs blessures, avaient été formés en bataillons de marche, et réunis à des conscrits venant de France, et sous la conduite d'officiers de différents corps sortis aussi des hôpitaux. A leur arrivée à Kœnigsberg, ils étaient équipés complètement, et encadrés dans les corps auxquels ils appartenaient avant d'aller à l'hôpital.

Il y avait des jours où je recevais jusqu'à sept mille hommes de toutes armes : or, j'ai été trente jours à Kœnigsberg, pendant lesquels j'ai reçu plus de cinquante mille hommes, que j'ai envoyés

aux différents corps de l'armée. Cette affluence, et les fonctions dont j'étais revêtu, me firent porter mon attention sur une branche d'administration à laquelle j'avais donné peu d'importance jusqu'alors : je fus curieux de connaître l'organisation et la tenue des hôpitaux. Je fis des recherches, et j'acquis de nouvelles preuves que l'empereur n'était pas moins admirable dans sa sollicitude pour les blessés que dans ses combinaisons de batailles. Le compte rendu que lui adressa quelques mois plus tard l'intendant général, montre l'intérêt avec lequel il suivait tous les détails qui intéressaient la vie des hommes ; je reproduis quelques fragments de cette pièce remarquable, parce qu'elle fera apprécier le reproche d'indifférence pour les victimes de la guerre, si grotesquement imaginé par des écrivains qui sûrement ne l'ont jamais faite.

Première époque.

Après le combat de Saalfeld et la bataille d'Iéna, le nombre des blessés s'élevait à plus de cinq mille ; la marche rapide le l'armée par des routes difficiles n'avait pas permis aux magasins des hôpitaux de suivre le mouvement général ; ainsi on n'eut d'autres moyens de secours que ceux que l'on trouva dans les caissons d'ambulance des divisions, et ceux bien insuffisants que l'on prit à l'ennemi : il fallut se procurer des ressources dans le pays même. On frappa des réquisitions d'effets et de denrées ; on établit des hôpitaux sur tous les points susceptibles de recevoir des malades : les principaux furent à Saalfeld, Iéna, Erfurt, Schlitt, Weimar, Hall, Nieubourg, etc. ; avant la fin d'octobre, la ligne d'évacuation fut établie sur l'armée, par Leipzig, Wittenberg, Potsdam et Berlin : elle fut ensuite prolongée jusqu'à Posen.

Ce fut dans cette dernière ville qu'on travailla à se procurer des ressources pour la campagne de Pologne ; Sa Majesté ordonna de confectionner des chemises avec la toile de trente mille tentes qui venaient d'être prises au campement à Berlin : cette ressource était précieuse dans le moment. Quatre mille cinq cent quatre-

vingt-seize matelas et six mille cinq cent trente-cinq couvertures furent livrés par les villes de Kustrin, Stettin, Francfort et Glogau ; cette fourniture était imputable sur la contribution de guerre, et coûta 316.225 francs 44 centimes ; cependant les effets du magasin général, partis de Bromberg, étaient dirigés sur Kustrin. Les ordonnances des corps d'armée et les commissaires des guerres des divisions remplaçaient à mesure, par des réquisitions, les effets qui avaient été consommés dans les différentes affaires.

La défaite du général Blücher et la prise de Lubeck avaient fourni beaucoup de blessés ; la fatigue avait aussi développé des maladies : des hôpitaux furent ouverts à Hambourg, Lunebourg, Lubeck, etc., et entretenus aux frais du pays. En général la plupart des dépenses des hôpitaux, jusqu'à l'arrivée de l'armée française à Varsovie, furent supportées par les villes conquises ; la caisse de l'armée fournit des fonds pour la solde des officiers de santé et autres employés, ainsi que pour les achats d'aliments légers et autres dépenses extraordinaires dans plusieurs établissements.

De cette manière, dans moins de deux mois et demi une ligne d'évacuation fut établie depuis Iéna, Hambourg et Lubeck, jusqu'à Varsovie.

Avant le premier janvier 1807, tous les hôpitaux établis dans le Wurtemberg et la Bavière étaient évacués, et les malades en étaient tous sortis, à l'exception d'environ deux cents incurables qui furent évacués sur Strasbourg ; et le seul hôpital qui fût encore en activité dans cette partie était celui de Braunau, qui recevait les malades de la garnison.

Pendant cette époque, la mortalité fut dans la proportion de cinquante sur mille malades, ou de vingt-un hommes pour dix mille journées.

Deuxième époque.

Cette époque a été la plus pénible pour le service des hôpitaux : l'armée se trouvait dans un pays où les communications étaient difficiles, soit par le mauvais état des chemins, soit par le défaut de moyens de transport ; cependant dans l'affaire de Pultusk, il y avait en Pologne plusieurs milliers de blessés ou de malades, et il fallait créer ou organiser des hôpitaux pour les rece-

voir. Les emplacements étaient peu convenables ; on n'avait ni effets, ni fournitures, ni ustensiles.

Les employés et les officiers étaient en nombre insuffisant ; plusieurs avaient été retenus dans les établissements qui se trouvaient sur les derrières de l'armée ; cependant, avant la fin du mois de janvier, il y avait vingt-un hôpitaux dans la seule ville de Varsovie, et plus de dix mille malades y avaient été reçus. Le mobilier et quelques denrées provenaient de réquisitions ; mais on avait passé des marchés pour la fourniture du pain, du vin et des médicaments. Les malades arrivaient dans ces établissements sur des voitures ou des traîneaux ; ceux qui étaient légèrement blessés s'y rendaient à pied : c'est ainsi qu'on trouva moyen d'évacuer en partie les établissements de première ligne de Nasielzk et Pultusk.

Après la bataille d'Eylau, on eut besoin de faire de nouveaux efforts ; on était éloigné des grandes villes, qui eussent pu offrir de grandes ressources. Les hôpitaux que l'on réussit à établir se trouvèrent encombrés, parce que les évacuations étaient difficiles.

L'empereur ayant désiré que l'on constatât, par un recensement exact, le nombre de nos blessés après la bataille d'Eylau, et aux affaires qui l'avaient précédée, il fut fait le même jour une revue nominative dans tous ces hôpitaux : le résultat en est établi dans un des états ci-joints.

On ouvrit des hôpitaux à Bromberg, Fordon,, Schwedt, Nieubourg, Dirschau, Marienwerder, Marienbourg et Elbing.

Dans quelques uns de ces établissements, le vin, les aliments légers étaient payés sur le fonds des hôpitaux ; il en était de même pour les dépenses de propreté et de médicaments.

Pendant cette époque, le nombre des morts fut dans la proportion de soixante-dix-neuf sur mille malades, ou de vingt-neuf sur dix mille journées.

Troisième époque.

Dans les premiers jours de mai, les circonstances étaient beaucoup plus favorables : la prise de Dantzig, le 27 mai, et postérieurement l'occupation de Kœnigsberg, facilitaient l'arrivage des subsistances et le passage des évacuations. Elles se faisaient par le Frische-

Haffe, sur Elbing et Danzig, et ensuite sur Bromberg, par Marienbourg, Mewe, Marienwerder, etc. L'encombrement des hôpitaux de la Pologne avait cessé en partie ; on avait précédemment évacué sur Breslau environ trois mille malades ; ils y trouvèrent de superbes casernes qui servirent d'hôpitaux. Le pays fournit le mobilier, les subsistances, les médicaments ; on n'eut besoin que de quelques officiers de santé français pour surveiller et diriger le traitement ; le plus grand nombre de ces malades sortit après guérison.

Cependant le nombre des malades augmenta journellement jusqu'au mois de juin 1807. Il était, le 30, de vingt-sept mille trois cent soixante-seize, et on calculait, à cette époque, que le nombre des établissements en activité pouvaient en recevoir plus de cinquante-sept mille : mais la prompte paix qui fut le résultat de la victoire de Friedland obligea de resserrer la ligne des hôpitaux, pour évacuer le pays qui allait être rendu à l'ennemi.

Tous les malades qui se trouvaient sur la rive droite de la Vistule durent être envoyés à Thorn et à Bromberg avant le 31 juillet ; il n'y eut d'exception, à cet égard, que pour les hôpitaux de Kœnigsberg, Elbing, Marienwerder et Marienbourg.

Au 24 juillet, il n'y avait plus que quatre cent soixante-dix malades à Kœnigsberg ; jusqu'au 25 août il y eut six cent quatorze entrants, sept cent trente-quatre sortants et quarante-deux morts ; ainsi, à cette dernière époque, il restait deux cent huit malades, qui furent presque tous évacués après guérison.

Cet hôpital fut fermé le 20 novembre 1807. Par suite de cette mesure d'évacuation, les hôpitaux de Thorn et de Bromberg étaient menacés d'encombrement ; il fallait prévenir cet inconvénient : on passa un marché pour le transport des malades par le canal de la Netz, et on les évacua sur Kustrin, Berlin, Spandau, Potsdam et Magdebourg ; plus de vingt mille malades furent transportés de cette manière. Ceux qui appartenaient au 3ᵉ corps restèrent en Pologne, et ceux du 4ᵉ furent répartis dans les hôpitaux entre l'Oder et la Vistule.

L'hôpital d'Elbing et celui de Marienbourg furent conservés. Le premier fut supprimé le 26 mars 1808, après la guérison de presque tous les malades ; le dernier subsiste encore et va être évacué.

Pendant cete époque, le nombre dest morts fut dans la proportion de quatre-vingt quinze sur mille malades, ou de trente-cinq sur dix mille journées.

Quatrième époque.

Au mois de décembre 1807, les évacuations étaient finies, les malades ne sortaient des hôpitaux qu'après guérison, pour rejoindre leurs corps. La ligne d'établissement s'étendait depuis Elbing jusqu'à Mayence, et embrassait la Pologne, la Silésie, la Saxe, la Poméranie, la Westphalie, le Hanovre et les villes hanséatiques. Chaque établissement recevait les malades des corps cantonnés aux environs, en somme que les hommes guéris n'avaient qu'un court trajet à faire pour rejoindre leurs régiments. Dès le mois de septembre 1807, les officiers de santé français avaient remplacé les officiers de santé du pays, que le besoin du moment avait forcé de mettre en activité.

Les hôpitaux avaient des fournitures et des effets en quantité suffisante ; les comptes et les registres de l'état civil étaient tenus avec autant de soin que dans l'intérieur. Le pays faisait presque tous ces frais, comme par le passé ; les officiers de santé, les employés et les servants français étaient seuls payés par la caisse des hôpitaux. Il n'y avait eu exception, à cet égard, que pour les hôpitaux de Leipzig, de Weisserfels en Saxe : on avait passé un marché à la journée, à raison de 1 franc 50 centimes pour l'un, et de 1 franc 60 centimes pour l'autre. Enfin, dans plusieurs établissements, et notamment dans ceux de la Pologne, on acheta le pain blanc, les aliments légers et quelques objets de pansement et de médicaments ; cette objection avait cessé entièrement lorsqu'on avait eu connaissance de la décision de l'empereur, du 31 octobre 1807, qui laissait les dépenses quelconques des hôpitaux à la charge du pays où ils étaient établis. Depuis cette époque, le service dans toute l'étendue de l'armée a été à la charge des villes.

Ce principe a éprouvé depuis une autre modification, relativement au duché de Varsovie ; l'empereur, d'après une convention conclue avec la Cour de Saxe, ordonna que toutes les dépenses de l'armée en Pologne seraient acquittées par la caisse française, et mêmes remboursées à partir du 17 septembre 1807. Les paiements devaient se faire en bons de Saxe, et le remboursement était l'objet d'une liquidation, dont l'ordonnateur en chef du 3e corps eut la direction.

Une somme de 575.000 francs en bons de Saxe fut mise à la disposition de cet ordonnateur pour assurer le service des hôpitaux de la Pologne ; mais on ne trouvait point d'entrepreneur pour les hôpitaux, ce qui laissait beaucoup d'inquiétudes pour l'avenir ; ces incertitudes cessèrent, le ministre de l'intérieur du duché de Varsovie consentit à un accommodement, au moyen duquel la journée du soldat revint à 2 francs 30 centimes, et celle d'officier à 3 francs, payables en bons, ou susceptibles de compensation avec la valeur des magasins réunis à la Pologne. Ces prix étaient très élevés, mais le 3e corps ayant quitté la Pologne, il n'y eut pas beaucoup de malades dans les hôpitaux du duché.

Vers le commencement du printemps de 1808, le nombre des malades augmenta beaucoup, et plusieurs points furent menacés d'encombrement : on ouvrit quelques nouveaux établissements, et on donna de l'extension à ceux qui existaient déjà, et toute inquiétude fut bientôt dissipée à cet égard. Cependant il y avait dans les hôpitaux un grand nombre de militaires que leurs infirmités ou leurs blessures rendaient incapables de servir ; ils couraient risque d'y contracter de nouvelles maladies.

Ce fut l'objet d'un rapport à son altesse le prince vice-connétable, qui autorisa le renvoi de ces invalides en France, après leur avoir fait subir deux inspections. La première, dans l'hôpital où ils se trouvaient ; la dernière, qui était définitive, dans trois villes centrales, Berlin, Hanovre et Francfort-sur-le-Mein. Cette inspection eut pour résultat de débarrasser l'armée de quelques centaines de bouches inutiles.

Trois cent quatre-vingt-quinze militaires furent visités à Berlin, et trente-neuf à Hanovre ; sur ce nombre, soixante-quatorze furent réformés définitivement, et deux cent soixante-un furent envoyés en convalescence aux dépôts de leurs corps. On n'a pas eu de renseignements exacts sur l'inspection qui devait avoir lieu à Francfort, parce que M. le maréchal duc de Valmy l'a fait faire à Mayence, et que les résultats en ont été adressés directement au ministre de la guerre. Elle a dû être moindre que celle de Hanovre.

La position stationnaire de l'armée fit penser qu'on pourrait profiter de la belle saison pour établir des hôpitaux près les eaux minérales. Warbruun, en Silésie, et Rehbourg, dans le Hanovre, furent désignées par le premier médecin comme les points les plus convenables.

Malheureusement les corps d'armée ne purent envoyer leurs malades aussi promptement qu'il eût été à désirer et l'étendue de chaque établissement ne permettait pas de les traiter tous à la fois. Les malades durent être admis successivement ; plus de cinq cents militaires, soldats et officiers, ont pris les eaux, et le sixième de ce nombre en a ressenti les effets salutaires. Les corps qui ont envoyé des malades aux eaux sont le 3e et le 4e, et la division de grenadiers. Les 5e et 6e ont fourni principalement des officiers. Celui du prince de Ponte-Corvo n'a envoyé qu'une trentaine d'hommes, parce que les événements survenus en Danemark ne lui ont pas permis d'en envoyer un plus grand nombre. Les hôpitaux d'eaux minérales ont été fermés le 1er octobre.

Au mois de juin 1808 les ambulances de tous les corps d'armée se trouvaient approvisionnées au grand complet ; mais l'empereur ayant décidé qu'il serait attaché à chaque régiment d'infanterie et de cavalerie de la Grande Armée un caisson d'ambulance, muni d'objets de premiers secours, des mesures furent prises pour l'exécution de cette décision.

Les régiments qui n'avaient pas de caissons reçurent des fonds pour en faire construire sur le modèle adopté par le ministre directeur de l'administration de la guerre, et on demanda en France le linge à pansement, la chrapie et les caisses de chirurgie qui devaient servir à l'approvisionnement de ces caissons. Soixante assortiments de ce genre furent envoyés et distribués au 1er, 5e et 6e corps, à la division des grenadiers et à vingt-deux régiments de la réserve de cavalerie.

Cinquante-six nouveaux assortiments envoyés de France sont encore arrivés à Berlin, et sont destinés aux différents régiments de l'armée du Rhin et des villes hanséatiques.

On n'a point acheté ces objets dans ces pays, parce qu'ils auraient coûté beaucoup plus ; et d'ailleurs la qualité en est bien meilleure en France. Cette observation est surtout applicable au linge à pansement et aux caisses de chirurgie.

Pendant tout le cours de 1808 on a travaillé à faire blanchir et réparer les effets du magasin général, et ceux qui y ont été versés des autres établissements de l'armée, et on a cherché à compléter l'approvisionnement de charpie et de linge dans le cas où l'armée devrait entrer en campagne. Quatre mille livres de charpie et douze mille aunes de toile blanche ont été achetées à

Berlin ; deux mille matelas ont été confectionnés avec des laines qui existaient en magasin ; le linge hors de service a été converti en bandes et compresses. On a fait quarante caisses de linge préparé, et autant de caisses de premiers secours pour la pharmacie. Enfin on s'est procuré six mille paires de draps à une place. Cette dernière fourniture complétait un approvisionnement indispensable pour la guerre, et elle était avantageuse dans tous les cas par la modicité du prix d'achat. La paire de draps revenait à 16 francs 70 centimes, pendant qu'elle était estimée 20 francs en France, malgré la différence de qualité dans la toile. Tous ces objets furent emballés, et le magasin fut prêt à suivre le mouvement de l'armée.

On donna des ordres pour faire expédier sur le magasin général tous les objets appartenant à l'administration française dans les hôpitaux, à mesure que ces objets devenaient disponibles par la diminution du nombre des malades ; et on calcula approximativement que ces objets, une fois réunis, formeraient environ vingt-quatre mille demi-fournitures.

Le magasin général des médicaments était approvisionné pour assurer le service de l'armée pendant deux mois. Dans le courant de mars, l'empereur donna l'ordre d'y verser le quinquina saisi par les douanes à Hambourg. Il y en avait trois mille quatre cent vingt livres, suivant le procès-verbal de réception dressé à Berlin le 9 avril. Malgré cette précieuse ressource, on ne s'écarta point du système d'économie qu'on avait suivi jusqu'alors. Afin de ménager les ressources du pays, on fit des essais pour le remplacement du quinquina par des amers ou l'écorce du marronnier ; mais les épreuves n'ayant point été assez multipliées, il n'a pas été possible d'apprécier bien au juste l'efficacité des médicaments qu'on essayait.

Les travaux du matériel n'ont pas fait négliger les autres parties du service. Les registres de l'état-civil ont été tenus avec une régularité qui ne laissait rien à désirer. Les feuilles d'appel des militaires décédés dans les hôpitaux de l'armée ont été dressées, afin de faciliter les moyens de satisfaire aux demandes des familles ; enfin, on a suivi ponctuellement les dispositions arrêtées par le ministre directeur de l'administration de la guerre, pour la destination à donner aux effets laissés par les morts. On s'est assuré chaque mois de l'exécution précise de ces dispositions dans tout l'arrondisse-

ment de l'armée. Pendant cette époque, le nombre des morts a été dans la proportion de trente-cinq sur mille malades, ou de treize sur dix mille journées.

Qu'on juge, d'après ces détails, qu'on aura sans doute trouvés bien longs, si l'empereur était un homme à cœur dur, qui livrait bataille pour le plaisir de la livrer, et pour qui les souffrances de ses soldats n'étaient rien. Qu'on me cite un souverain qui ait gémi davantage du prix auquel s'achète la gloire, et qui ait fait preuve d'une sollicitude plus paternelle pour les blessés ? Mais il est un fait que personne ne contestera, c'est l'enthousiasme et le dévouement que les soldats avaient alors pour sa personne ; c'est, au moment où je parle, le respect religieux qu'ils ont tous gardé pour sa glorieuse mémoire. Ils disent que ce n'est pas lui qui causait leurs maux, et que c'était à lui seul qu'ils devaient les consolations et les bienfaits. Qu'on me pardonne cette disgression, je reprends le fil de mon récit.

L'armée avait réparé ses pertes ; elle avait des magasins dans Kœnigsberg, dans Danzig et tout le long de la Vistule ; une navigation par le Frische-Haff de Danzig à Kœnigsberg, un canal superbe de Kœnigsberg à Tilsitt ; on pouvait donc transporter dans cette cette dernière ville une surabondance de tout.

De plus, les ennemis avaient fait construire à Kœnigsberg un équipage de ponts de bateaux, qu'ils destinaient au passage de la Vistule ; je trouvai cet équipage tout entier avec ses agrès à Kœnigsberg ; ainsi ce n'était donc pas le passage du Niemen qui nous aurait arrêtés. Avec cela plus d'armée russe, tout au plus vingt ou vingt-cinq mille Prussiens, en y comptant ce qui était rentré de la garnison de Danzig. En outre, l'empereur avait les corps des maréchaux Davout et Soult qui ne s'étaient pas trouvés à la bataille, et il était au 20 juin, ayant détruit l'armée ennemie.

Je demande à tout homme raisonnable si un sou

verain qui aurait aimé la guerre, qui l'aurait préférée à tout, qui aurait eu une ambition dangereuse pour la sûreté des autres Etats, si, dis-je, un souverain possédé de ce mal pouvait désirer une position meilleure? et si l'on ne doit pas rendre justice à celui qui a renoncé à tous les avantages qu'il avait, pour accepter les conditions qu'on est venu lui demander, tandis que peu de mois auparavant on avait refusé les siennes? Il n'y a nul doute que, dans cette position, l'empereur pouvait ce qu'il aurait voulu; quels qu'eussent été ses projets, leur exécution ne l'eût pas obligé de passer plus que l'automne en Pologne.

Par exemple, s'il eût passé le Niemen (cela pouvait être fait avant le 24 juin), il est incontestable qu'il se fût trouvé sur la Dwina dans les premiers jours de juillet; il n'y avait pas d'armée ennemie; qu'arrivé à Wilna, il eût proclamé l'indépendance de la Pologne, et il y a d'autant moins de doute qu'elle n'eût éclaté avec transport, que les Polonais vinrent même avant Tilsitt demander s'ils pouvaient commencer. Il enlevait d'abord à l'armée russe les moyens de se recruter et de se remonter; elle n'aurait pu le faire qu'avec des Russes, et par conséquent au milieu d'une infinité d'embarras, parce qu'on ne l'aurait pas laissée en paix.

L'empereur avait, pour armer les Polonais, tous les arsenaux prussiens, indépendamment de tout ce qu'il avait tiré d'ailleurs, comme de France, par exemple; qui est-ce qui aurait pu s'opposer à l'exécution de ce projet, qu'enfin il aurait bien fallu suivre si la paix ne s'était pas faite? Ce n'auraient pas été les Russes ni les Prussiens. Etait-ce l'Autriche? Il n'y avait plus que cette puissance qui fût intéressée à intervenir.

Or, nous avions une armée considérable en Italie et en Dalmatie; et, avant que l'armée russe eût été ravitaillée, nous aurions eu le temps de descendre sur les Autrichiens et de terminer avec eux, pendant que l'on aurait habillé et exercé les Polonais; ce qui aurait bien été aussi vite fait que chez les Russes.

On eût donc été en état de se présenter en campagne la saison suivante, si l'on y avait été obligé.

L'empereur avait ordonné qu'on réunît dans le Dauphiné et lieux environnants, la portion de conscription provenant des départements méridionaux : elle aurait pu passer en Italie pour y grossir l'armée. Cependant, malgré tous ces avantages, la paix s'est conclue ; on est bien obligé de convenir qu'au moins il n'y a pas eu d'opposition de la part de l'empereur, et qu'il n'avait pas d'autre projet de ce côté-là.

C'est ici le moment de parler d'autres choses que des événements de guerre, et de se rendre un compte fidèle de tout ce qui s'était passé depuis l'arrivée de l'empereur à Tilsitt, jusqu'à son départ pour Paris.

A Tilsitt, il y eut un parlementage entre notre avant-garde et l'arrière-garde russe. Un officier de celle-ci fut envoyé avec une lettre à l'adresse du général en chef de l'armée française, pour proposer un armistice. On sut que l'empereur de Russie était de l'autre côté du Niemen, dans un village très peu éloigné. L'empereur ne voulait pas être trompé, comme cela était déjà arrivé ; il voulait bien faire la paix ; mais, si elle ne devait pas se conclure, il ne voulait point d'un armistice qui n'aurait été qu'à son désavantage. Pour éviter toutes ces observations que l'on rend moins bien dans une lettre que dans une conversation, il envoya le maréchal Duroc porter sa réponse. Je crois qu'il fut reçu par le prince Labanof, qui était arrivé depuis peu avec quelques milliers de baskirs (1), de kalmouks et de cosaques, le tout formant à peu près dix mille hommes. Cela ne produisit pas d'autre effet sur nous que de nous persuader que c'était le *nec plus ultrà* des efforts de la puissance russe dans cette campagne, d'autant

(1) L'apparition de ces milices asiatiques, dont quelques-unes étaient armés d'arcs et de flèches, amusa beaucoup nos soldats. « Pour cette fois, disaient-ils, nous allons prendre des cupi« dons, quoiqu'ils soient b......laids. » Ce propos fit beaucoup rire l'empereur. *(Note de l'édition originale.)*

plus que c'était la première fois qu'elle avait recours à l'emploi des peuplades asiatiques.

Le prince Labanof, qui n'avait pas de pouvoir pour traiter l'objet de la mission du maréchal Duroc, en référa à l'empereur de Russie, qui était très près et commandait son armée : il proposa au maréchal Duroc de le voir. Celui-ci répondit que si l'empereur de Russie témoignait le désir d'avoir des explications sur l'objet de sa mission ou de l'entendre de lui, il ne faisait non seulement aucune difficulté de se rendre près de lui, mais qu'il saisirait avec empressement cette occasion de lui rendre ses hommages (1). Cette disposition du maréchal Duroc satisfit tant le prince Lobanof, qu'il l'eut bientôt amené chez l'empereur de Russie.

Je crois bien que le maréchal Duroc n'avait pas commission de proposer une entrevue ; mais il avait au moins l'ordre de ne pas la refuser, si on la désirait ; c'est-à-dire de se borner à répondre que cela n'avait pas été prévu lorsqu'il avait été dépêché, mais que si c'était l'intention de l'empereur Alexandre, il allait retourner en faire part à l'empereur, et lui rapporterait sa réponse. Je le crois d'autant mieux, que le maréchal Duroc est revenu à Tilsitt et est retourné une seconde fois près de l'empereur de Russie, et que c'est à la suite de cette seconde mission que l'on a préparé tout à Tilsitt pour cette célèbre entrevue. Ce qui me confirme dans cette opinion, c'est que j'ai vu entre les mains de M. de Talleyrand, qui venait d'arriver à Kœnigsberg, la lettre par laquelle l'empereur lui ordonnait de venir à Tilsitt, et dans laquelle il y avait cette phrase : « On me demande une entrevue : je ne m'en soucie que médiocrement : cependant je l'ai acceptée : mais si la paix n'est pas faite dans quinze jours, je passe le Niemen. »

Je reçus en même temps l'ordre de disposer l'équipage de pont que j'avais trouvé dans l'arsenal, de

(1) Duroc avait déjà été en mission auprès de l'empereur Alexandre, à l'occasion de la mort de l'empereur Paul.
Duroc était grand maréchal du Palais.

manière à pouvoir l'expédier au premier mot. Je fis part de cette circonstance à M. de Talleyrand. « Ne vous pressez pas de faire partir votre pont, me répondit ce ministre ; à quoi bon pousser au delà du Niemen ? qu'aller chercher derrière ce fleuve ? Il faut que l'empereur abandonne ses idées sur la Pologne ; cette nation n'est propre à rien, on ne peut organiser que le désordre avec elle. Nous avons un autre compte bien autrement important à régler. Voici une occasion honorable d'en finir avec ceux-ci, il ne faut pas la laisser échapper. » Je ne compris rien d'abord au discours ni aux prévisions du diplomate ; ce ne fut que plus tard, lorsque je le vis dérouler ses projets sur l'Espagne, que je me les expliquai. M. de Talleyrand partit le même soir pour Tilsitt, après toutefois avoir envoyé un courrier à Constantinople pour prévenir le général Sebastiani de ce qui allait probablement se faire.

L'entrevue eut effectivement lieu le lendemain ou le surlendemain du second retour du maréchal Duroc. L'empereur, qui était gracieux dans tout ce qu'il faisait, avait fait établir au milieu de la rivière un large radeau, sur lequel était construit un grand salon bien décoré et bien couvert, avec deux portes opposées, précédées chacune d'une petite salle d'attente ; on n'aurait rien fait de mieux avec les ouvriers de Paris. La toiture était surmontée de deux girouettes, l'une à l'aigle de Russie, l'autre à l'aigle de France ; les deux portes d'entrée étaient également surmontées des mêmes armes. Le radeau fut placé juste au milieu du fleuve, présentant les deux portes d'entrée du salon aux deux rives opposées.

Les deux empereurs arrivèrent en même temps sur les deux rives et s'embarquèrent au même moment (1) ; mais l'empereur Napoléon ayant un canot

(1) L'armistice fut signé le 21 juin entre le prince de Neuchâtel, Alexandre Berthier et le prince Lubanof de Rostow. Le 24, l'empereur reçoit le prince Labanof, et le lendemain 25, l'entrevue entre Napoléon et l'empereur de Russie a lieu sur le Niemen. Le traité de paix de Tilsitt fut signé le 8 juillet et celui avec la Prusse le 12. (D. L.).

bien armé, monté par des marins de la Garde, arriva le premier dans le salon, et alla à la porte opposée, qu'il ouvrit ; il se plaça sur le bord du radeau pour recevoir l'empereur Alexandre, qui avait encore un peu de trajet à faire, n'ayant pas eu d'aussi bons rameurs que l'empereur Napoléon.

L'accueil qu'ils se firent fut amical, au moins il en eut l'air ; ils restèrent assez longtemps ensemble, et se quittèrent avec le même extérieur que l'on avait remarqué lorsqu'ils s'étaient abordés.

Le lendemain, l'empereur de Russie vint s'établir à Tilsitt avec un bataillon de sa Garde ; on avait eu soin de faire évacuer la portion de la ville où il devait loger, ainsi que le bataillon ; et quoique l'on fût très à l'étroit, on ne pensa jamais à se donner du large en s'étendant dans la partie destinée aux Russes. Le jour de l'entrée de l'empereur Alexandre à Tilsitt, toute l'armée prit les armes ; la Garde impériale borda la haie sur trois rangs, depuis l'embarcadère jusqu'au logement de l'empereur, et jusqu'à celui de l'empereur de Russie ; l'artillerie le salua de cent un coups de canon, au moment où il mit le pied à terre à l'endroit où l'empereur Napoléon l'attendait pour le recevoir ; il avait poussé la recherche jusqu'à envoyer de chez lui tout ce qui devait meubler la chambre à coucher de l'empereur Alexandre. L'attention alla jusqu'à des cuisiniers, domestiques et autres détails de ce genre. Le lit était un lit de campagne de l'empereur ; il l'offrit à l'empereur Alexandre, qui parut accepter ce cadeau avec plaisir.

Cette réunion, la première de ce genre et de cette importance dont l'histoire nous ait transmis le souvenir, attira à Tilsitt une foule de curieux de cent lieues à la ronde ; M. de Talleyrand était arrivé, et l'on commença à parler d'affaires après les compliments d'usage. Le ministre des affaires étrangères de Russie était M. de Budberg, homme absolument incapable de négocier avec M. de Talleyrand : aussi les questions se décidaient-elles par les deux souverains.

Ces conférences impériales durèrent une quinzaine de jours ; on parlait d'affaires le matin, on dînait ensemble, et pour passer le reste de la journée on faisait manœuvrer quelques-unes des troupes des corps d'armée qui étaient aux environs. L'empereur de Russie avait plus à traiter pour la Prusse que pour lui. L'empereur Napoléon avait plusieurs intérêts : d'abord la Pologne, c'est-à-dire la partie qu'il occupait, et à laquelle il avait fait prendre les armes; puis la Turquie, et à laquelle il avait fait déclarer la guerre aux Russes.

La Suède avait le malheur d'être gouvernée par un prince qui avait pris conseil de la haine, et qui ne voulait pas comprendre que lorsque la France se battait avec la Russie, cela devait tourner au profit de la Suède comme de la Pologne et de la Turquie ; il était encore en guerre contre nous, et quoi qu'on ait tenté, on ne put faire changer la politique de ce prince, qui, dans cette occasion, montra moins de sens que les Turcs.

Ces derniers avaient été malheureux dans leur guerre ; après s'être réveillés lentement d'un long assoupissement, ils entrèrent en campagne, comme ils avaient coutume de le faire ; mais l'Europe était changée, et leurs antagonistes, déjà redoutables pour eux dans leurs guerres précédentes, avaient plus qu'eux suivi le progrès des lumières ; la Porte vit trop tard qu'il lui fallait faire des efforts extraordinaires ; elle s'y détermina, et au moment de les employer il éclata dans ce pays une révolution de sérail qui les neutralisa : le sultan fut déposé, et retenu prisonnier par un de ses propres neveux, qui s'était assuré des moyens de faire réussir sa coupable entreprise.

L'ambassadeur de France, le général Sebastiani, surpris par cet événement, ne se déconcerta pas, et songea à précipiter l'usurpateur. Il trouva les moyens de communiquer avec le sultan déposé et captif, et déjà il avait fait mettre l'armée turque en marche sur Constantinople, dont elle n'était pas éloignée, lorsque cet usurpateur, effrayé du sort qui

va l'atteindre, entre comme un furieux chez son oncle, et l'étrangle de ses propres mains. Cependant l'armée turque arriva, et il fut fait justice de cet homme dénaturé. Un autre neveu de l'infortuné sultan lui succéda.

Je n'ai su ces événements que sommairement; mais il est vrai que ce mouvement que l'armée turque fut obligée de faire devint funeste aux provinces de cet empire qui sont situées sur la rive gauche du Danube, lesquelles passèrent de suite sous la domination russe. L'armée turque ne put pas les reconquérir.

Cette révolution de Constantinople changea réciproquement la politique de l'Europe envers cette puissance, et la sienne envers le reste de l'Europe. Il arriva malheureusement que nous traitions de la paix dans un moment où nous devions stipuler pour un sultan avec lequel nous ignorions sur quel pied et en quels termes nous allions être. Le temps était trop court pour s'assurer à la fois des intentions du nouveau sultan et pour régler avec les Russes la position dans laquelle on voulait se placer. Cependant la Turquie ne pouvait pas y être considérée comme un objet indifférent; on ne pouvait s'expliquer pour quelle cause cette révolution de sérail s'était faite; puisque le sultan étranglé était notre allié et notre ami, on soupçonna son successeur de favoriser la faction ennemie de la France. On le crut d'autant mieux que ce sultan avait fait décapiter le prince Soutzo, comme agent du parti français; il avait effectivement rendu compte à notre ambassadeur que la Porte, dont il était alors premier drogman, traitait de la paix avec l'Angleterre, ce qui était vrai.

A travers toutes les catastrophes orientales, on jugea que, quoi que l'on fît à Constantinople, on ne s'y établirait jamais d'une manière durable. Les Russes y entretenaient avec activité une influence qui était leur affaire principale, et depuis qu'ils étaient possesseurs de la majeure partie des côtes de la mer Noire et des embouchures des fleuves qui

s'y jettent après avoir traversé les Etats russes, leur domination s'y faisait sentir sans qu'on pût y apporter de contre-poids. La nation grecque commençait à entrevoir le moment où elle secouerait le joug sous lequel elle gémit depuis si longtemps. Le gouvernement turc était sans ressort, et n'offrait aucun point d'appui où poser le levier dont le jeu pouvait l'affermir. On venait de perdre le seul prince avec lequel on pût stipuler d'une manière à peu près sûre.

En Europe on considérait les Turcs moins comme une nation que comme une grande tribu, à laquelle les Grecs sont devenus supérieurs, et qu'ils pourraient bien un jour rejeter en Asie, étant aidés par une forte puissance. On préféra donc s'arranger avec la Russie, indépendamment des Turcs ; et au moyen de la politique, qui justifie les actions des souverains, nous nous servîmes de la circonstance de la mort du sultan pour abandonner la nation. Fîmes-nous bien ? fîmes-nous mal ? je ne m'en établis pas le juge ; mais du moins il faut convenir que nous ne fîmes point une action loyale, d'autant plus que c'était nous qui leur avions fait faire la guerre.

Une considération qui détermina encore à abandonner les Turcs fut celle-ci : nous traitions en gardant la majeure partie de nos conquêtes ; c'était la résolution prise ; on ne pouvait donc pas raisonnablement exiger que les Russes rendissent les provinces turques dont ils s'étaient emparés, sans que la Porte puisse les reconquérir. Or, si déjà les Russes menaçaient de ruiner l'empire de Constantinople, que devait-il devenir après la perte de ses provinces ? Pour le soutenir, il fallait évidemment soutenir la guerre avec tous les moyens de la nation, et par conséquent ne se dessaisir d'aucun des avantages dont on se trouvait pourvu, et renoncer à l'ouvrage dont on s'occupait pour commencer celui qu'il y aurait eu à faire ; c'est-à-dire marcher à la destruction de l'empire russe. Ce plan fut proposé à l'empereur ; mais il était occupé d'une autre idée ; il voulait mettre fin à la guerre, et contracter une

alliance dont il avait besoin en Europe. Il croyait pouvoir le faire avec l'empereur de Russie, pour lequel il se sentait de l'attraction.

Si l'on partait du point qui avait jusqu'à cette époque servi de régulateur à la politique de la France vis-à-vis des puissances orientales, il n'y a nul doute que l'on serait autorisé à dire que c'est une grande faute que d'avoir abandonné les Turcs à Tilsitt ; moi-même, quoique soumis à l'empereur en tout, j'ai trouvé que nous manquions à la loyauté ; mais, en examinant les choses de près et sans passion, on ne peut s'empêcher de justifier l'empereur, s'il a eu le projet de prendre dans le Levant une position meilleure, d'autant plus qu'il avait bien pénétré ce qui devait infailliblement arriver dans ces contrées, surtout lui n'étant plus sur la scène du monde, et la France sous une minorité. Dans le cours de son administration, il avait fait faire beaucoup d'observations sur l'Orient, et il y avait été bien servi.

Pendant que toutes les nations de l'Europe avaient les regards tournés vers la Révolution française, et qu'en général les idées anciennes faisaient petit à petit place aux nouvelles, avec lesquelles on était successivement obligé de transiger, les Turcs sont restés dans leur léthargie, et ont fini par se trouver à une distance très grande de celle à laquelle ils étaient déjà, à la fin de leur dernière guerre avec la Russie et l'Autriche.

La disparition de la Pologne et de la Suède a particulièrement pesé sur eux ; les moyens de ces deux puissances, jadis leurs alliées, étant passés entre les mains de leurs ennemis, leur sort est devenu indubitable, et il ne faut pas être profond politique pour voir que la Turquie ne sera bientôt plus qu'une vassalité de la Russie.

Toutes les nations qui ont intérêt à la conservation des Turcs n'ont pas fait assez d'attention aux différentes routes que les Russes se sont ouvertes à travers ce pays ; tout le monde a été plus ou moins accessible à la séduction du Cabinet de Saint-Péters-

bourg, qui fera payer fort cher les services qu'il a rendus pour la destruction de la France. Il y a travaillé avec ardeur, parce que cela assurait l'exécution de ses projets à venir, en ne la faisant dépendre que de lui ; mais il n'a pas cessé de faire marcher sa politique dans le Levant, et, depuis vingt-cinq ans, il s'est distribué dans les îles de la Grèce et de la Géorgie plus de bagues, de diamants au chiffre de l'empereur de Russie, qu'il n'y en a eu de donnés dans toutes les autres Cours de l'Europe.

Les Grecs, qui sont naturellement observateurs et commerçants, n'ont pas tardé à s'apercevoir de ce qui pouvait les favoriser. La mesure qu'a prise le gouvernement français depuis la Restauration de rendre le commerce du Levant libre, servira les Grecs au gré de leurs désirs, et ils ont commencé à voir luire l'espérance depuis qu'en France et en Italie ils ont part aux mêmes faveurs de commerce que les nationaux de ce pays.

La guerre ayant étendu le commerce anglais dans la Méditerranée, et lui-même ayant été exclu des ports d'Italie, les Grecs en sont devenus les facteurs, et se sont ainsi créé une marine marchande, qui compte dejà au delà de mille bâtiments de toute grandeur, et qui ont remplacé ceux que la France avait autrefois dans ces mers, sous le nom de bâtiments de caravane.

Les établissements français dans les échelles du Levant ont vu leurs affaires passer successivement entre les mains des Grecs qui sont devenus riches de la dépouille de la France. Avec l'opulence sont venus les goûts de luxe et de science, parce que l'on sait que l'ambition est inutile aux Grecs, puisque les Turcs ne les admettent dans aucun emploi ; ils n'ont pas même le droit d'être armés. Mais sous le rapport des sciences et des arts, ils ont fait de grands pas pendant que les Turcs dormaient. Aujourd'hui les Grecs ont des collèges dans toutes les îles, et trois grands, entre autres, à Smyrne, Chio et Athènes, où leur populeuse jeunesse apprend, avec des succès remarquables, les langues, le latin, dont ils

traduisent tous les bons auteurs ; l'histoire, et particulièrenment celle de leur pays ; la géographie, les mathématiques, la physique et la chimie ; ils ont des écoles et des professeurs excellents dans toutes les parties. Leur goût est borné par la crainte de s'attirer des impositions arbitraires de la part du gouverneur turc ; en sorte que les bénéfices de leur commerce sont enfouis et dérobés aux regards observateurs.

Voilà donc une nation riche, industrieuse et savante, qui, chaque jour, sent mieux le poids de sa servitude qu'avant d'avoir pu en juger par des objets de comparaison désavantageux pour elle. Dans cette situation, elle tourne ses regards vers un libérateur (1), et secondera des efforts qui doivent lui devenir aussi profitables.

Il y a vingt-cinq ans, on aurait eu de la peine à faire raccommoder une chaloupe en Grèce : aujourd'hui on y fait des vaisseaux, de la tonnellerie, de la corderie, de la voilerie ; on y travaille le fer et le cuivre comme à Marseille ; il y a beaucoup de fabriques, entre autres une verrerie à l'île de Chio, qui aura plus d'un imitateur ; et il est à remarquer que tous les établissements commencent en adoptant les mêmes perfections que toutes les nations étrangères ont fini par préférer après avoir traversé les âges.

Un peuple nombreux, robuste et sobre, comme le Grec, qui a tous les germes d'un retour à la civilisation ne peut pas reculer ; il y est sans cesse rappelé par les souvenirs de son histoire, et il n'est pas difficile de prévoir qu'il doit nécessairement reprendre un rang parmi les nations indépendantes (2) ; il n'a

(1) On trouve dans toutes les maisons grecques un peu aisées, les portraits des membres de la famille impéiale russe, et de tous les généraux des armées de ce même pays. *(Note de l'édition originale.)*

(2) Avec lui, il faut comprendre les Arméniens et les Juifs ; dans l'empire ottoman d'Europe, ces trois classes réunies égalent celle des Turcs. *(Note de l'édition originale.)*

besoin pour cela que de secouer le joug des Turcs. Les Grecs les méprisent, mais ils les craignent, et ils n'ont pas assez de confiance en eux-mêmes pour tenter de secouer le joug seuls.

Il faut que les Turcs s'écroulent, ou par la guerre, ou par l'intrigue, ou par vétusté ; ce qui ne peut tarder. Alors les Grecs n'auront plus qu'à se reconstituer, si la puissance prépondérante le leur permet ; ils auront, dans un même jour, un gouvernement d'hommes sages et éclairés, une foule de jeunes gens très instruits, une marine, une armée, enfin une industrie et des richesses, qui ne craindront plus de se montrer lorsqu'elles seront protégées.

Le résultat de cette émancipation des Grecs sera immense pour la puissance riveraine de la Méditerranée, et le commerce français achèvera d'en être chassé. On a beau vouloir s'en imposer sur cette époque, elle est marquée et réservée au règne de l'empereur Alexandre (1) : il ne voudra pas laisser à son successeur le rôle de régénérateur de la Grèce ; tout lui permet de hâter cet événement, qui, comme tous ceux de cette importance, n'ont qu'un moment pour éclore, après quoi ils avortent ou rencontrent des difficultés.

Si, comme cela est probable, la catastrophe des Turcs arrive, on voudra venir à leur secours, au moins on peut le penser ; mais il ne sera plus temps : les troupes russes seront aux Dardanelles avant l'arrivée des flottes qui voudront protéger les Turcs. Il n'y aura donc qu'une guerre par terre qui sera de quelque effet ; mais les puissances qui pourraient la faire efficacement n'ont pas toutes le même intérêt à ce que la marine de guerre et marchande russe ne vienne point dans la Méditerranée ; aussi les Anglais, qui sont prévoyants, ont pris à l'avance les îles Ioniennes, et nous les verrons aller en Egypte.

(1) Le lecteur ne doit pas oublier que ces Mémoires ont été écrits en 1815 et 1816 avant la mort de l'empereur Alexandre. *(Note de l'édition originale.)*

lorsque les Turcs s'écrouleront : c'est le seul point d'où ils pourront rester encore quelque temps les maîtres exclusifs du commerce de l'Inde, jusqu'à ce que les idées d'indépendance y soient inoculées. Il y avait moins de familles anglaises établies aux États-Unis en 1778, quand ce pays a commencé sa révolution, qu'il y en a aujourd'hui dans l'Inde ; et la civilisation, en général, est plus avancée.

C'est vraisemblablement parce que l'empereur avait envisagé les choses sous ce rapport-là à Tilsitt, qu'il renonça à soutenir seul les Turcs, et il aima mieux saisir les avantages que lui avait donnés la guerre, pour profiter d'une catastrophe inévitable, que de remettre encore les armes à la main pour juger une difficulté qu'il était le maître de faire tourner à sa guise, dans ce moment-là, en s'alliant avec les Russes, et en les intéressant à son système politique (1).

L'Autriche avait une armée d'observation en Gallicie et en Bohême, c'est-à-dire sur nos derrières; son ambassadeur, M. de Vincent, était, ainsi que tout le corps diplomatique, à Varsovie, et ne pouvait pas pénétrer ce qui se faisait à Tilsitt, d'où l'on avait écarté tout ce qui n'était pas partie contractante. L'Autriche y envoya directement, de

(1) Lorsqu'on verra les Russes maîtres de Byzance, on se rappellera les prédictions de l'empereur Napoléon, et l'on s'expliquera mieux pourquoi il fit la guerre à la Russie en 1812, après qu'elle se fut elle-même détachée de son alliance ; pourquoi il s'était allié à l'Autriche ; pourquoi il avait fait entrer l'Espagne dans son système, et enfin de quelle importance était l'occupation de l'Égypte à laquelle il pouvait toujours atteindre, ayant Ancône et Corfou.

Lorsque ce moment arrivera, que dira le commerce maritime de France, et que deviendra-t-il ? N'ayant point de colonies, il rencontrera partout la concurrence des étrangers, et il se trouvera grevé de plusieurs droits de douane à leur profit, avant de rapporter dans la métropole des denrées de retour, qui y seront apportées de tous côtés à meilleur compte. Il sera bien temps alors de reconnaître l'erreur dans laquelle on est tombé ; on paiera cher l'égarement où l'on s'est laissé entraîner en 1814. *(Note de l'édition originale.)*

Vienne, le général Stuterheim, qui y arriva pendant les conférences ; il eut soin de prendre sa route de manière à éviter Kœnigsberg, où bien certainement je l'aurais retenu ; il était chargé des compliments d'usage en pareil cas ; mais je crois que le véritable motif de sa mission était de suppléer à ce que M. de Vincent se trouvait dans l'impossibilité de faire à Varsovie.

M. de Stuterheim était parti de Vienne après que l'on y avait su la bataille de Friedland : venait-il savoir quels en seraient les résultats pour les Russes, juger de ce qu'ils pouvaient encore, et leur donner des paroles de consolation de la part de sa Cour : cela n'était pas invraisemblable, comme aussi il pouvait avoir la mission inverse, c'est-à-dire en cas que les Russes fussent perdus, et la Pologne régénérée, ainsi que cela dépendait de l'empereur alors, M. de Stuterheim pouvait être chargé d'un arrangement à conclure avec la France pour ce cas-là.

Je pense bien que le ministre de l'empereur a considéré les choses sous les deux points de vue, et qu'il s'en est servi pour décider l'empereur à faire la paix. Or, comme il ne cherchait qu'à lier une puissance à son système, et à contracter une alliance pour la France et lui, il crut l'avoir trouvée, et renonça au reste. On ne pourra pas du moins le suspecter de mauvaise foi ; et il lui paraissait moins difficile de rapprocher la Russie de la France que la France de l'Autriche.

Après la bataille de Friedland, les moyens de l'empereur Napoléon étaient immenses. La Russie n'avait plus d'armée, et l'empereur pouvait, en quelques marches au delà du Niemen, se trouver maître de la meilleure partie des moyens de recrutement de la Russie, comme du reste de la Prusse. La Pologne pouvait être régénérée, et son armée organisée avant que les armées autrichiennes pussent se mettre en opération. Tout cela ne se fit pas, parce que l'empereur Napoléon cherchait de bonne foi une alliance, et les conférences de Tilsitt eurent lieu. Les deux puissances ne cherchant qu'à se rapprocher, ne son-

gèrent qu'à s'accorder ce qui faisait l'objet de leurs désirs, et non à ouvrir de nouvelles contestations.

La France demandait à la Russie d'entrer franchement dans sa querelle contre l'Angleterre, et de consentir à des changements en Espagne, qui devaient d'abord être le départ de la Maison régnante pour l'Amérique, et la réunion des cortès pour le changement de la dynastie, c'est-à-dire recommencer l'ouvrage de Louis XIV en sens inverse. La Russie demandait la Finlande et les provinces turques jusqu'au Danube, avec les arrangements que les localités obligeraient de prendre, telles que l'émancipation des Serviens, et, si cela était possible, la séparation de la Hongrie.

La révolution de sérail qui venait d'éclater à Constantinople contre le sultan Selim, et le rapprochement subit de son successeur avec l'Angleterre, donna de l'inquiétude à l'empereur Napoléon, qui n'avait plus assez de temps pour refaire là sa politique. On pouvait craindre que les Anglais ne fissent faire la paix aux Turcs, et que l'armée russe de Moldavie ne vînt réparer les pertes de Friedland. Si cela était arrivé, la Russie aurait traîné en longueur, et donné à l'Autriche la possibilité d'entreprendre quelque chose avec succès : il aima donc mieux saisir ce qui se présentait que de courir de nouvelles chances : il traita sans les Turcs, et laissa les Russes continuer leurs opérations contre eux, et en retour les Russes promirent de le laisser agir de même en Espagne.

Les Russes allèrent franchement contre les Suédois et les Turcs ; mais les affaires d'Espagne ayant pris une fâcheuse tournure, l'empereur Napoléon en prévit les suites et demanda l'entrevue d'Erfurt pour affermir sa politique avec la Russie. Il en revint moins satisfait qu'il ne l'espérait ; mais cependant loin de la pensée de croire à la guerre qui eut lieu en 1809. Elle fit évanouir sa confiance dans son alliance de Tilsitt, et en demandant les provinces Illyriennes au mois d'octobre 1809, c'était un chemin de plus qu'il voulait s'ouvrir pour marcher au

secours des Turcs, sans compliquer sa politique en passant par des pays étrangers ; il était alors résolu de défendre les Turcs, trouvant que la Russie avait déjà trop acquis par la seule résistance que lui-même éprouvait en Espagne.

Il aurait cependant voulu s'unir à cette puissance ; mais il vit que son ouvrage de Tilsitt était à refaire en entier, puisque la seule guerre que la Russie pouvait faire aux Anglais était par le commerce, qui était protégé à peu de chose près comme auparavant : on vendait à Mayence du sucre et du café qui venait de Riga. Dès lors il ne restait que les inconvénients du traité de Tilsitt, sans aucun de ses avantages ; et il se détermina à son alliance avec l'Autriche, avec la résolution de reprendre tous les avantages qu'il avait après Friedland. Depuis le mariage, la Russie le voyait bien, ou du moins il ne lui était pas permis d'en douter.

Si la guerre de 1812 avait été heureuse, il n'y a pas de doute que l'Illyrie ne fût point restée détachée de l'Autriche ; et c'est pourquoi l'empereur en avait fait un gouvernement séparé, afin de pouvoir la négocier plus facilement.

Maintenant que la France ne porte plus d'ombrage à la Russie, doit-on croire qu'elle se gênera davantage pour exécuter ce qu'elle n'avait pas craint d'entreprendre avant. Il y aurait de la déraison à le penser. Peut-être y mettra-t-elle un peu plus de temps, mais le résultat sera le même. Son commerce la pousse dans la Méditerranée, et il faudra malgré elle qu'elle arrive aux Dardanelles. Il n'y a pas un Grec qui n'en soit convaincu et ne l'attende. Les Russes n'ont que des armes à porter à cette population, qui tend à sortir du joug qui pèse sur elle, et les Russes le savent.

CHAPITRE XIV

L'empereur Napoléon cède aux instances de l'empereur Alexandre. — L'autocrate prend une part de la dépouille de son allié. — Le roi et la reine de Prusse à Tilsitt. — Formation du royaume de Westphalie. — M. de Nowosiltzof avertit l'empereur Alexandre de se rappeler le sort de son père. — Retour de l'empereur. — Ivresse de la France. — Fêtes : Opéra de Trajan. — Mission pour Saint-Pétersbourg. — Instructions de l'empereur. — Mon arrivée à Pétersbourg. — Exaspération contre les Français. — J'ai peine à trouver un logement. — L'empereur Alexandre.

L'empereur de Russie fut obligé de nous faire, de son côté, des abandons. Le ministre de France, dont l'habileté était tant vantée, proposait d'abord de rayer la Prusse du nombre des puissances, et ce n'est assurément qu'aux instances de l'empereur de Russie qu'elle doit d'avoir été conservée ; elle fit des pertes énormes, mais il n'y avait pas de compensation à donner pour leur restitution : elle fut donc obligée d'y souscrire.

L'empereur de Russie lui-même prit à la Prusse, sur les bords de la Narew, le district de Bialystock ; nous devions donc, nous, ennemis, nous attendre à ne pas être taxés de spoliation en la divisant comme nous l'avons fait, parce qu'enfin, si la conquête est un droit, nous l'avions acquis.

Le roi de Prusse et même la reine de Prusse vinrent à Tilsitt (1), pour chercher à conjurer cette ruine ; ils y furent reçus avec égards, beaucoup

(1) L'empereur ayant su que la reine de Prusse venait le voir (elle le lui avait fait demander), envoya ses voitures, ses chevaux, ses écuyers et ses gardes pour l'accompagner, la conduire jusqu'à Tilsitt et ensuite la ramener chez elle (6 juillet 1807).

de démonstrations de respect ; mais ni l'un ni l'autre n'obtinrent rien. L'empereur de Russie, leur protecteur, fut obligé de songer à lui, ne pouvant rien faire pour eux.

Il y avait bien autour de l'empereur Napoléon un petit parti qui cherchait à éloigner la paix dans des vues particulières d'ambition ; M. de Talleyrand le voyait, et se hâtait tant qu'il pouvait de conclure. Un jour qu'il sortait du Cabinet de l'empereur, il trouva dans le salon à côté le grand-duc de Berg, qui pendant ces conférences se donnait beaucoup de mouvement pour obtenir quelques portions de territoire qu'il trouvait à sa convenance ; M. de Talleyrand lui dit tout haut devant tout le monde : « Monseigneur, vous nous avez fait faire la guerre, mais vous ne nous empêcherez pas de faire la paix. » Il n'en dit pas davantage et quitta la compagnie ; la paix se signa effectivement deux ou trois jours après.

L'empereur de Russie reconnut tout ce qu'on voulait lui faire reconnaître à Austerlitz, et s'il avait accepté le rendez-vous qui lui a été proposé alors, il aurait épargné la vie de bien des braves gens et aurait empêché le malheur d'un grand nombre de familles. A Tilsitt, la Prusse rendit tout ce qu'elle avait acquis depuis l'avènement de Frédéric II au trône, excepté la Silésie ; mais elle perdit Magdebourg.

La Hesse, le duché de Brunswick, avec quelques autres territoires, formèrent le royaume de Westphalie, que l'empereur de Russie reconnut.

La portion de la Pologne qui était échue à la Prusse, dans les divers partages, fut érigée en grand-duché de Varsovie (1), et placée sous la domination de la Saxe.

L'empereur de Russie reconnut aussi la possession

(1) L'empereur rendit la liberté aux paysans et abolit le servage dans le duché de Varsovie ; ce bienfait, qui s'étendra sans doute aux autres parties de la Pologne, date de l'entrée de l'empereur dans ce pays.

du Hanovre par la France, il lui rendit Corfou. En général, il fut d'accord avec l'empereur Napoléon, non seulement sur les changements qui étaint la conséquence du traité patent, mais encore sur d'autres changements que l'empereur méditait, et dont il avait conféré avec lui ; j'expliquerai du mieux qu'il me sera possible les raisons que j'ai de le croire.

Comme la Russie était encore en guerre avec la Porte, il ne fut stipulé autre chose, sinon que nous emploierions nos bons offices pour déterminer la Porte à faire la paix ; et je crois, sans en être bien assuré, que nous avions consenti à la cession des provinces occupées par les Russes au moment de l'ouverture des négociations, bien entendu que dans le cas où les Turcs se refuseraient à traiter, notre intervention cesserait sur-le-champ, c'est ce qui arriva ; ils furent indignés d'être abandonnés dans une querelle dont ils ne s'étaient mêlés que par respect pour leur alliance avec nous, et je viens d'expliquer comment nous fûmes obligés de les abandonner ; et il est juste d'ajouter que le nouveau sultan avait cherché à nous devancer en faisant la paix avec l'Angleterre, qui ensuite la lui aurait fait faire avec les Russes. Dès ce moment, il fallut renoncer plus que jamais à rien obtenir de la Turquie, et notre ambassadeur, après avoir joui à Constantinople de la plus haute estime et de la plus grande faveur, ne fut tranquille que lorsqu'il eut obtenu son rappel.

Les choses réglées à Tilsitt (1), les deux souverains se quittèrent paraissant s'estimer et s'aimer beau-

(1) Je tiens d'un témoin qu'à Tilsitt même, M. de Nowosiltzof, employé à la chancellerie russe et fort attaché à l'empereur Alexandre, avait dit à ce prince : « Sire, je dois « vous rappeler le sort de votre père » ; et que l'empereur lui avait répondu : « Eh ! mon Dieu, je le sais, je le vois, mais « que voulez-vous que je fasse contre la destinée qui m'y « conduit ? » En Russie les nobles sont-ils donc comme les janissaires à Constantinople, faut-il leur plaire ou mourir ? *(Note de l'édition originale.)*

coup ; l'empereur Napoléon accompagna l'empereur de Russie jusque sur la rive gauche du Niemen, où la Garde russe était en bataille ; c'est là qu'en s'embrassant l'empereur Napoléon détacha sa croix de la Légion d'honneur et l'attacha à la boutonnière du grenadier qui était à la droite du premier rang de la Garde russe, en disant : « Tu te souviendras que c'est le jour où nous sommes devenus amis, ton maître et moi. »

Après la bataille de Tilsitt, l'empereur revint à Kœnigsberg ; il n'y resta que peu de temps, après quoi il partit pour Paris en passant par Dresde, où il s'arrêta deux jours (1). La France était en délire et croyait jouir d'une paix qui serait suivie d'une longue série de bonheur. L'empereur arriva à Saint-Cloud avec la rapidité d'un trait, et deux jours plus tôt qu'on ne l'attendait ; il fut content de tout ce qu'il vit, et fut convaincu que l'administration n'avait failli en rien pendant sa longue absence. Tout prospérait : finances, industrie, et en général tout ce qui touche à la félicité publique.

Il vint de tous les points de la France des députations lui présenter des hommages avec des assurances de dévouement. Il en eut pour plus de quinze jours à recevoir les uns et les autres ; il aurait eu de quoi être enivré, s'il n'avait su depuis longtemps apprécier tout cela à sa juste valeur. On était d'autant plus aise de le revoir, que l'on n'ignorait pas à combien d'avantages il avait renoncé pour mettre fin à la guerre.

Paris fut tout en fête ; il était entré un argent énorme provenant des contributions levées en Prusse, lequel, joint à celui qui aurait dû être envoyé pour l'entretien de l'armée, et qui n'en était pas sorti, avait répandu partout une aisance inconnue jusqu'alors. Des travaux publics étaient ouverts sur tous les points ; les différentes classes d'artisans

(1) Napoléon séjourna à Kœnigsberg du 10 au 13 juillet et à Dresde, non pas deux jours, mais du 16 jusqu'au 23. Il était de retour à Paris le 27. (D. L.)

avaient leurs métiers en activité ; chacun d'eux gagnait honorablement sa vie et de quoi augmenter ses jouissances. Grandes routes nouvelles, canaux et établissements publics, tout était entrepris à la fois et marchait avec un ordre admirable. Il fallait bien que l'administration fût confiée à des mains habiles et probes, pour qu'aucune partie de cet immense machine ne restât en souffrance, ou n'embarrassât l'autre.

Dans le nombre des fêtes publiques qui eurent lieu à cette occasion, il ne faut pas omettre l'opéra du *Triomphe de Trajan*. Le ministre de la police, qui n'avait point de témoignage de son zèle à donner, par des travaux semblables à ceux des ministres de l'intérieur, des finances et autres ; qui, de plus, ne pouvait en faire accroire sur la part qu'il avait eue à l'enthousiasme public résultant des heureux événements qui avaient amenés la paix, ayant au contraire lieu de craindre une nouvelle réprimande pour avoir mal fait son devoir dans deux occasions pendant la même campagne, le ministre, dis-je, eut recours à l'adulation pour désarmer une colère dont il se croyait menacé, lors même que l'empereur n'y pensait pas. C'est pour cela qu'il fit faire l'opéra de *Trajan*, dont il ne récompensa même pas l'auteur, duquel je tiens ces détails. Ce dernier prit le sujet de son poème dans le trait que j'ai rapporté relativement à madame la princesse de Hatzfeld de Berlin (1).

Cet opéra plut beaucoup par le spectacle magnifique qui y était étalé, et par tout ce que les grâces et les talents des incomparables actrices de ce théâtre peuvent offrir de mieux dans ce genre. La musique eut le même succès ; mais la louange était trop directe et ne plut point. On aurait dû mettre plus de tact dans la manière de l'adresser ; aussi l'empereur ne put-il pas en supporter la représentation, et

(1) Le *Triomphe de Trajan*, tragédie lyrique en trois actes, paroles d'Esménard, musique de Lesueur et Persuis, représentée à l'Académie impériale de musique le 23 octobre 1807. (D.L.)

cependant il eut plusieurs fois l'occasion d'entendre dire qu'on lui imputait d'avoir donné l'ordre de faire cet opéra. C'était assez l'habitude de se retrancher derrière son autorité, quand on ne se sentait pas la force de braver la critique.

Malgré le zèle du ministre, l'empereur ne fut point dupe ; il avait une adresse pour deviner tout ce qui ne lui paraissait pas naturel. Il apprit une quantité de petites intrigues qui avaient eu lieu à Paris pendant son absence, et desquelles il aurait dû être informé par son ministre, qui eut l'air de les avoir ignorées. J'en parlerai plus bas, parce que c'est sous mon administration que l'empereur apprit, d'une manière évidente, les motifs qu'on avait eus de les lui cacher. Il resta persuadé depuis lors qu'on n'avait cherché qu'à l'abuser. Sa confiance dans M. Fouché était disparue ; il ne lui disait rien, il le laissait faire. Je dirai tout à l'heure ce qu'il en arriva, et ce qui faillit perdre le ministre de la police pour jamais. Mais avant je veux rendre compte de ce qui se passait à Saint-Pétersbourg, parce que c'est le moment d'en parler.

Avant de quitter Kœnigsberg, l'empereur me fit appeler ; il venait de voir le corps du maréchal Soult. Après m'avoir gardé quelques minutes, il me dit :

Je viens de faire la paix ; on me dit que j'ai eu tort, que je serai trompé ; mais, ma foi, c'est assez faire la guerre, il faut donner du repos au monde. Je veux vous envoyer à Saint-Pétersbourg, en attendant que j'ai fait choix d'un ambassadeur ; je vous donnerai pour l'empereur Alexandre une lettre qui sera votre lettre de créance. Vous ferez là mes affaires : souvenez-vous que je ne veux faire la guerre avec qui que ce soit ; et établissez-vous sur ce principe-là. Ce serait me déplaire beaucoup que de ne pas m'éviter de nouveaux embarras. Voyez Talleyrand, il vous dira ce qu'il y a à faire pour le moment, et ce qui a été réglé entre l'empereur de Russie et moi. Je vais laisser reposer l'armée dans les pays que je dois encore occuper, et faire achever le paiement des contributions. C'est le seul cas qui pourrait ramener des

difficultés ; mais tenez-vous pour dit que je n'en rabattrai rien. Vous aurez à presser le départ d'un ambassadeur ; faites en sorte que le choix tombe sur un homme qui ne vienne pas chez nous pour y faire ce qu'ont fait ceux que nous avons déjà eus.

Je vous ferai envoyer le traité secret après que j'aurai reçu vos premiers rapports. Dans vos conversations, évitez soigneusement tout ce qui peut choquer. Par exemple, ne parlez jamais de guerre : ne frondez aucun usage, ne remarquez aucun ridicule : chaque peuple a ses usages, et il n'est que trop dans l'habitude des Français de rapporter tout aux leurs, et de se donner pour modèles. C'est une mauvaise marche, qui vous empêchera de réussir en vous rendant insupportable à toute la société. Enfin, si je puis resserrer mon alliance avec ce pays et y faire quelque chose de durable, ne négligez rien pour cela. Vous avez vu comme j'ai été trompé avec les Autrichiens et les Prussiens ; j'ai confiance dans l'empereur de Russie, et il n'y a rien entre les deux nations qui s'oppose à un entier rapprochement ; allez y travailler.

C'était là toute ma mission ; elle était pacifique et n'avait rien qui sentît l'envoyé d'un conquérant. L'empereur partit le même soir pour Paris, et le lendemain je me mis en route pour Pétersbourg. Nous commencions l'évacuation des bords du Niemen, lorsque je traversai ce fleuve, et de l'autre côté étaient encore les milices asiatiques que le prince Labanof avait amenées pour former une réserve à l'armée du général Bennigsen, qui revenait de la bataille de Friedland.

La Garde russe était partie depuis quelques jours, et ce qui restait là de troupes russes, comme sauvegarde de cet empire, ne pouvait pas être opposé à un seul de nos corps d'armée. J'arrivai à Pétersbourg le 14 juillet, vers onze heures du matin : je fus frappé d'admiration en me trouvant dans une aussi belle ville, après avoir traversé un pays à l'extrémité duquel j'aurais été moins surpris de rencontrer le chaos ; mais il faut être arrivé jusqu'à la porte pour s'apercevoir que l'on approche d'une grande capitale.

J'avais envoyé la veille les officiers qui étaient avec moi, afin de retenir un logement convenable, pour moi et pour tout ce qui m'accompagnait. Mais quel fut mon étonnement de les trouver encore le lendemain, cherchant eux-mêmes où s'établir : l'opinion était tellement montée contre les Français, que dans aucun hôtel garni on ne voulait me loger ; j'ai été au moment d'être obligé d'avoir recours à des moyens extraordinaires, lorsque le plus heureux hasard me fit rencontrer, dans le propriétaire de l'hôtel de Londres, un Français, né, comme moi, dans les Ardennes ; il passa sur toutes les considérations et me logea.

Le jour même de mon arrivée à Saint-Pétersbourg, j'eus l'honneur d'être présenté à l'empereur de Russie et de lui remettre la lettre dont j'étais porteur pour lui. Il était établi dans un petit château de plaisance nommé Kaminiostroff, distant d'une bonne lieue de la ville, au delà de la Neva. J'étais bien loin de m'attendre à un accueil aussi bienveillant que celui que j'en reçus. Cette première réception ne fut qu'une conversation de bonté de sa part ; elle ne dura qu'un quart d'heure, et il la termina en me faisant l'honneur de me faire inviter à dîner pour le lendemain ; c'est dans l'après-dîner de ce jour-là qu'étant resté seul avec lui, il me prit à part et commença la première conversation d'affaires. Je dois hommage à la vérité, et convenir qu'en le quittant j'étais convaincu qu'il tiendrait toutes les conditions de son alliance avec nous ; mais aussi il me parla de sa position vis-à-vis des Turcs, en termes si clairs, que je ne pouvais me méprendre sur la conclusion qu'il en tirerait.

Il me répétait souvent que l'empereur lui avait dit qu'il n'avait point d'engagements avec le nouveau sultan, que les changements survenus dans le monde changeaient naturellement les relations des différents Etats entre eux. Je vis bien que cette matière avait été le sujet de plus d'un entretien à Tilsitt ; mais comme l'empereur Napoléon ne m'avait pas parlé de cela, je ne pouvais qu'écouter sans répondre.

Je fus persuadé dès lors qu'il ne demanderait pas mieux que de ne pouvoir pas faire la paix avec la Porte, parce que la conséquence était naturelle dans ce cas ; et je ne pus mettre hors de mon esprit qu'il y avait eu entre eux deux quelque confidence réciproque sur des projets médités depuis longtemps, parce que je ne pouvais pas me persuader que nous eussions renoncé aux Turcs, sans quelque convention de la part de la Russie, de nous laisser faire ailleurs, par compensation, ce qui pourrait nous convenir. J'ai même de fortes raisons pour croire qu'à ce même Tilsitt il fut question de l'Espagne.

C'était la seule affaire qui occupât sérieusement l'empereur ; et comme il ne voulait plus de guerre, comment aurait-il manqué l'occasion de parler au seul monarque qui pouvait la faire d'une manière inquiétante pour nous, d'un projet qui l'aurait infailliblement rallumée, s'il avait été dans l'intention de s'y opposer. Il était bien plus naturel et raisonnable de lui communiquer franchement, puisque le même monarque avait, de son côté, un autre projet, dont l'exécution pouvait être traversée par la France, si elle n'y avait pas préalablement donné son assentiment.

Ce qui me confirme encore dans cette opinion, c'est que, lors du commencement des affaires d'Espagne (que j'expliquerai tout à l'heure), on débitait à Saint-Pétersbourg, aussi bien que dans les autres villes, des contes de toutes les façons sur ce qui se préparait à Madrid. L'empereur de Russie ne l'ignorait pas : il ne m'en dit que quelques mots, et l'empereur, qui m'écrivait de Paris toutes les semaines, ne m'en parlait pas du tout. Or, comme il avait à cœur de resserrer son alliance avec la Russie, qui aurait pu souffrir par le seul fait de son entreprise sur l'Espagne, il n'aurait pas manqué de me faire adresser des instructions à ce sujet, si tout n'avait été convenu d'avance à Tilsitt : il ne le fit pas, parce qu'il avait bien jugé que cela ne serait pas nécessaire.

J'ai passé six mois à Saint-Pétersbourg, comblé

des bontés de l'empereur Alexandre à un tel point, qu'il ne m'avait pas laissé le moyen de me renfermer dans la gravité du caractère diplomatique, si j'avais eu à traiter d'affaires importantes. Je le sentais bien ; mais j'eus le bonheur de n'en avoir que d'agréables, car ces six mois furent, ce qu'on appelle dans le mariage, la lune de miel ; je n'avais que de bonnes communications à faire ; je n'étais à proprement parler, que l'intermédiaire confidentiel d'un échange de courtoisie accompagnée de dons de toutes les espèces. Je n'ai point perdu le souvenir de tous ces heureux temps-là, où il nous était permis de nous livrer à l'espérance de jouir d'un bonheur acheté par beaucoup de fatigues et de dangers.

L'accueil de la société envers moi et ce qui m'accompagnait était en raison inverse des bontés de l'empereur Alexandre. Pendant les six premières semaines de mon séjour chez lui, je n'ai pu me faire ouvrir aucune porte, et, hormis les jours où j'avais l'honneur de dîner chez l'empereur, la promenade publique était mon seul amusement ; et, chez l'empereur même, je voyais la première noblesse partir le soir pour quelques assemblées ou bals, et moi je revenais tristement à mon secrétaire. L'empereur de Russie voyait tout cela, il aurait voulu qu'on eût agi autrement ; mais toutefois je n'ai jamais eu l'air, vis-à-vis de lui, d'en souffrir, et je n'en ai jamais parlé.

CHAPITRE XV

Pétersbourg. — Fêtes de Petershoff. — Les princes de la Maison de Bourbon se retirent soudainement. — Communication de l'empereur Alexandre à cet égard. — Réponse de l'empereur Napoléon. — Les princes peuvent venir habiter Versailles. — Mission de M. de Blacas. — Ma biographie. —Allusions de l'impératrice. — Les Turcs refusent notre médiation. — Le général Guilleminot. — L'empereur Alexandre va inspecter son armée. — Invitation de l'impératrice. — Questions de cette princesse sur le goût de Napoléon pour le spectacle. — Surprise de Copenhague. — Indignation que cet attentat cause en Russie.

Au moment de mon arrivée à Pétersbourg, on récitait publiquement, dans les églises, des prières contre nous et particulièrement contre l'empereur Napoléon. Comme j'arrivai le premier en Russie, je recueillis tout ce qu'on y avait semé. Pendant cette rigoureuse quarantaine à laquelle je fus soumis, j'employai mon temps à visiter tout ce que cette belle ville offre de curieux : c'est en la parcourant que j'ai entendu moi-même, dans les églises, réciter les prières dont je viens de parler ; il est vrai de dire que l'empereur de Russie ne se les rappelait plus, et qui les fit cesser aussitôt.

Pétersbourg est bâti avec tout le luxe d'Italie et la profusion de granit et de marbre que les historiens nous rapportent avoir été remarquée dans les villes anciennes dont le nom seul nous est resté. On n'y voyait pas encore de musée ni d'académie de belles-lettres ; mais le germe de la civilisation se reconnaissait partout, et, avec fort peu de temps, ce pays fera peut-être trembler le monde. Ses peuples sont neufs et vigoureux ; ils ne sont point encore énervés par la jouissance ; chaque guerre qu'ils feront vers l'occident leur apportera quelque connais-

sance de plus. C'est, selon moi, une bien grande faute de la part des souverains qui gouvernent des pays riches et des peuples aisés, que d'ouvrir leurs barrières à ceux qui viennent pour y prendre, sans jamais y rien apporter que le fléau inséparable d'une multitude avide de jouissances qui lui étaient inconnues ; les Russes en connaissent maintenant le chemin, qui les empêchera d'essayer de le reprendre ?

J'ai eu occasion de voir les fêtes de Petershoff. C'est un très beau spectacle : je l'ai trouvé assez ressemblant à celui que présentent en France les fêtes de Saint-Cloud, lorsque l'empereur est dans cette résidence ; mais j'ai trouvé la classe des bourgeois et artisans russes plus aisée et étalant plus de luxe dans sa mise extérieure qu'on ne le voit dans la classe correspondante en France.

Petershoff a été construit à l'imitation de Marly près Saint-Germain. La Cour y a une quantité de petits pavillons isolés les uns des autres, et contenant chacun tout ce qui est nécessaire à l'établissement complet d'une maison de représentation. L'empereur Alexandre me fit donner un de ces petits pavillons pour le temps que durèrent les fêtes de Petershoff, et il eut la bonté de s'occuper de moi les jours où le public et la Cour étaient tout occupés de lui.

Les fêtes ont régulièrement lieu pendant les premiers jours d'août. On y célèbre le jour de naissance ou de nom de sa majesté l'impératrice-mère. Elle donne à toute la Russie l'exemple d'une grande piété et de grandes vertus, sa protection est accordée à tous les établissements de charité, et, en général, son nom est inséparable des actes de bienfaisance de ce pays-là.

C'est au retour de Petershoff à Petersbourg que j'appris la nomination de M. de Champagny au ministère des relations extérieures, et celle de M. de Talleyrand à la dignité de vice-grand-électeur ; on apprit aussi, par le gouverneur de Mittau, le départ des princes de la Maison de Bourbon, qui étaient retirés dans cette résidence. Ils s'étaient embarqués pour la Suède : je n'en ai pas connu le motif ; mais

ce que je me rappelle très bien, c'est que l'empereur Alexandre m'envoya chercher tout exprès, et me dit :

Général (c'est ainsi qu'il m'appelait), je vous ai fait demander pour vous communiquer ce que je viens de recevoir de mon gouverneur à Mittau.

Il me montra la lettre qu'il avait eu la bonté de faire traduire en français.

Vous verrez, ajouta-t-il, qu'il me rend compte du départ inopiné du comte de Lille et de sa famille ; je n'en ai pas été prévenu d'une autre manière, et n'ai reçu à l'avance, ni même au moment de leur départ, aucune communication relativement à cette résolution dont je ne devine pas le motif. J'ai voulu vous en faire part pour que vous en rendiez compte chez vous, afin que l'empereur ordonne ce qu'il jugera convenable. Vous savez que, plus d'une fois, les déplacements de cette famille ont été, en France, les précurseurs d'agitations, et je serais désespéré que l'empereur crût que j'y ai la moindre part. Ce n'est pas qu'en mon particulier je crois qu'il eût la moindre chose à redouter de ces princes : je ne connaissais pas le comte de Lille, quoiqu'il résidât à Mittau. En partant pour la Moravie, en 1805, je ne pouvais passer par cette ville sans lui faire une visite.........

Je suis persuadé, qu'à moins d'événements bien extraordinaires que l'intelligence humaine ne peut pas prévoir, cette famille ne remontera jamais sur le trône : elle finira comme celle des Stuarts.

Je reçus cette communication avec le respect que je devais, et conformément aux ordres de l'empereur Alexandre, j'en rendis compte à l'empereur Napoléon.

Ce départ me surprit : je ne savais à quoi l'attribuer. Je me mis à écouter ce qu'en disaient les salons, et j'appris que cette fuite précipitée était attribuée à quelques démarches de ma part. L'on ne craignait pas même de répandre qu'on avait laissé entrevoir à la famille royale, qu'elle n'était pas à l'abri d'une nouvelle entreprise semblable à celle qui avait été tentée lorsqu'elle habitait Varsovie. Tout cela étant de l'énigme pour moi, je n'en devins que plus curieux, et je saisis une des occasions de

mes entretiens particuliers avec l'empereur Alexandre pour m'en expliquer. J'ai appris de lui-même qu'effectivement il y avait eu une entreprise formée contre les jours du comte de Lille, tandis qu'il habitait Varsovie ; que son opinion avait été longtemps incertaine là-dessus, mais qu'il avait fini par reconnaître que c'était l'œuvre de quelque basse intrigue à laquelle un gouvernement comme celui de l'empereur Napoléon n'avait pu jamais avoir part. Ce ne fut qu'après mon installation au ministère, en 1810, que je pus approfondir ce que cela signifiait, et je sus effectivement que l'on n'y avait connu cette affaire que par le bruit qu'avait fait alors l'administration prussienne de Varsovie, qui avait voulu lui donner une suite sérieuse ; et j'appris que les soupçons s'étaient arrêtés sur un sieur Galomboyer, chef de division aux relations extérieures de France, qui, à cette époque-là, avait effectivement paru à Varsovie ; qu'il y avait eu des rapports avec des serviteurs de la Maison du roi, qu'il en était reparti subitement lorsque tout fut découvert, était revenu en France, et était mort peu de temps après son arrivée, sans avoir été réemployé.

Ce ne fut qu'alors que je m'expliquai combien étaient naturelles les craintes du roi, en voyant arriver à Pétersbourg un ministre de l'empereur, et qui était en même temps un homme de sa confiance. Je donne ces détails au public, parce qu'il existe encore des contemporains de l'époque où ces faits ont eu lieu, et qui pourront juger de leur véracité. J'étais encore occupé d'éclaircir cette affaire, lorsque je reçus la réponse que l'empereur fit à ma dépêche ; elle était conçue en ces termes :

« M. le général Savary, j'ai reçu votre lettre de... Remerciez l'empereur Alexandre de la communication qu'il vous a chargé de me faire. Il est dans l'erreur s'il croit que j'attache la moindre importance à ce que peut faire le comte de Lille ; s'il est las d'habiter la Russie, il peut venir à Versailles, je ferai pourvoir à tout ce qui lui sera nécessaire. Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait, etc., etc. »

Je suis très sûr d'avoir laissé cette lettre dans le nombre de celles que j'ai remises à mon successeur, comme document appartenant à l'ambassade : s'il l'a conservée, elle doit se retrouver dans le dossier du mois de septembre 1807, ou du mois d'octobre, mais j'atteste sur ma vie qu'elle est vraie, à de très légers changements près dans les expressions de la dernière phrase. Je l'ai laissée dans les dossiers de ma correspondance, afin que, si mon successeur rencontrait encore quelques cas semblables, il fût dispensé d'en écrire à Paris pour connaître les intentions de l'empereur sur cette matière.

Lorsque cette lettre me parvint, cette question était déjà loin, et il n'en fut plus fait mention dans les conversations subséquentes ; il y en avait une autre qui m'occupait dans ce moment-là. L'empereur Napoléon, d'après les arrangements de Tilsitt, avait érigé la Hesse, avec quelques pays qu'il y avait réunis, en royaume de Westphalie, et y avait placé le prince Jérôme, le plus jeune de ses frères. Le mariage de ce prince avec la fille du roi de Wurtemberg venait de se conclure à Paris (1), et l'on m'avait envoyé des lettres des nouveaux époux pour leur tante l'impératrice-mère de Russie : je ne voulais point faire une affaire ministérielle de ce message, d'autant plus que je n'avais d'autre caractère officiel que celui que la bonté de l'empereur Alexandre m'accordait ; ce fut donc à lui-même que je confiai les deux lettres, en ne lui cachant pas que le peu de bienveillance (2) que je savais à l'impératrice-mère pour nous, m'avait ôté le courage de lui demander la permision de les lui remettre moi-même.

(1) En vertu du traité de Tilsitt (7 juillet 1807), les possessions de la Prusse entre l'Elbe et le Rhin, cédées à l'empereur Napoléon, et d'autres Etats qu'il avait conquis, furent réunis en un royaume créé pour le prince Jérôme : il fut proclamé le lendemain 8 juillet *roi de Westphalie*. Le nouveau roi épousa le 11 août par procuration la princesse Catherine, fille du roi Frédéric de Wurtemberg ; et le mariage fut célébré à Paris le 22 du même mois. (D. L.).

(2) J'avais été informé que très peu de jours auparavant,

L'empereur Alexandre les reçut, en me disant qu'il s'en chargeait ; il partit pour Paulwski, où résidait sa mère, et effectivement je reçus le lendemain les deux réponses aux deux missives dont il avait daigné se charger ; elles étaient accompagnées d'une lettre de l'empereur Alexandre pour moi, qui aurait satisfait la vanité d'un premier ministre. J'envoyai le tout à Paris, cherchant par tous les moyens possibles à persuader à l'empereur que l'ouvrage de Tilsitt pouvait se consolider, et j'ajoutai que je ne pouvais qu'être satisfait de tout ce que je voyais.

Il y avait à Pétersbourg, comme envoyé de M. le comte de Lille, M. de Blacas ; il y était arrivé peu de temps après moi. Les affaires qu'il pouvait y venir traiter ne devaient point m'occuper ; elles étaient purement domestiques. Je ne fais aucun doute que si j'avais demandé son éloignement, si même j'avais laissé entrevoir que cela me faisait plaisir, j'aurais été satisfait à l'instant ; mais j'étais si loin de cette pensée, qu'ayant connu une partie des objets de sa mission, sur laquelle il avait de la peine à obtenir satisfaction, j'ai contribué à faire disparaître les difficultés qu'il rencontrait ; non pas que j'en aie fait l'objet d'une communication officielle, mais j'ai employé un moyen qui a également réussi.

M. de Blacas avait, entre autres choses, à solliciter des réparations d'ameublement pour l'appartement qu'occupait madame la duchesse d'Angoulême. Etait-ce un motif vrai ou apparent de sa mission ? au moins on le disait dans la société ; le fait est que, soit crainte d'un côté de se mettre l'envoyé de la France à dos, ou, ce qui est vraisemblable, le peu de temps convenable que l'on avait pour entretenir l'empereur Alexandre de ces sollicitations, M. de Blacas restait sans rien obtenir. Lorsque je sus ce qui l'occupait dans le moment, un des premiers

elle avait dit dans son intérieur : « Je m'attends à apprendre « un de ces jours que ce petit Jérôme sera mon neveu » ; et si on avait voulu en faire une mauvaise plaisanterie, cela ne serait pas arrivé plus à propos *(Note de l'édition originale.)*

usages que j'aie fait de la faveur que l'on m'avait accordée a été de m'expliquer là-dessus en termes catégoriques vis-à-vis des personnes auxquelles M. de Blacas avait affaire ; ajoutant que, si je ne craignais pas de blesser l'empereur Alexandre, je prendrais des mesures pour que les réparations qu'on sollicitait fussent exécutées, et me chargerais d'y faire face, bien persuadé que je serais approuvé par l'empereur. Cela fut droit à son adresse, et M. de Blacas a sûrement ignoré ces détails.

Au milieu de l'ennui dont j'étais accablé, et de la tristesse qui était entrée dans mon esprit, j'étais allé dans mon magasin de librairie : en y cherchant ce que je ne trouvais pas, je jetai les yeux sur quelques pamphlets imprimés en Angleterre contre les Français, et particulièrement contre l'empereur. J'en achetai la collection la plus complète que je pus réunir ; ma voiture en était pleine : je les ai lus tous d'un bout à l'autre ; et comme, véridiquement parlant, c'était un tissu de mensonges parmi lesquels j'avais peine à deviner même ce que les auteurs avaient voulu dire, quoique je connusse toutes les personnes dont ils parlaient, je n'eus besoin d'aucun des secours de la philosophie pour en supporter la lecture.

C'étaient cependant ces méprisables productions qui avaient formé l'opinion sur nous aussi bien en Russie qu'en Angleterre, et notre ministre de la police n'avait fait paraître aucune réponse à tous ces mensonges. Je trouvai ma note biographique dans un de ces ouvrages, accompagnée de mon portrait physique et moral ; ni l'un ni l'autre n'était flatté : l'on me disait le fils d'un suisse de porte cochère ; que je m'étais engagé, à la suite de quelque mauvaise action, pour me dérober à la justice ; et qu'à travers les désordres de la Révolution j'avais fait remarquer ma perspicacité dans les scènes sanglantes dont elle a offert le tableau. Mon extrait de naissance aurait pu répondre à cette injurieuse assertion ; mais enfin cette idée était logée dans toutes les têtes.

Mon portrait moral était encore pire, et à en croire

ces lumineux directeurs de l'opinion de la multitude, il n'y avait guère d'exécuteur de hautes-œuvres qui eût mieux mérité que moi les épithètes qu'ils me prodiguaient.

Quoique au fond je ressentisse une peine vive d'être présenté sous ces couleurs à l'opinion des étrangers, qui pouvait toujours réagir un peu sur celle de mes compatriotes, je pris le seul parti qui me convenait, ce fut de descendre dans ma conscience ; elle est toujours le meilleur juge des hommes de bien, et dans cette occasion elle ne m'inspira que du mépris pour ces sortes d'accusations. Elle me conseilla bien ; car il n'en est resté dans mon cœur aucun ressentiment, quoique j'aie eu plus d'une fois l'occasion de me venger.

Je pris donc le parti de rire de tout cela, et d'employer tout mon esprit à aider aux plaisanteries que l'on cherchait à m'en faire. On a tant d'avantage sur les imposteurs, lorsque l'on se sent honnête homme, que je me retirais toujours victorieux de ces sortes d'explications. Je me rappelle qu'un jour je dînais chez l'empereur de Russie ; il n'y avait jamais moins de douze ou quinze personnes : l'impératrice régnante me fit l'honneur de m'adresser la parole, en me disant : « Général, de quel pays êtes-vous ? — Madame, je suis de la Champagne. — Mais votre famille est-elle française ? — Oui, madame, elle est aussi de la Champagne, de Sedan, qui est le pays où l'on fait les beaux draps. — Je vous croyais étranger, on m'avait dit que vous étiez suisse. — Madame, je vois ce que Votre Majesté veut dire ; je sais que l'on a écrit ; j'ai lu tout cela, et je la prie de ne pas arrêter son opinion sur de pareilles productions. » L'impératrice vit que je l'avais devinée, et la conversation en resta là. Le hasard avait fait que le même jour j'avais lu ce qui me concernait dans les pamphlets dont je viens de parler. L'impératrice de Russie avait probablement voulu s'assurer s'ils avaient dit la vérité, et elle avait un jugement trop sain pour ne pas mettre la justice du côté où elle devait être.

Différentes petites circonstances de cette espèce contribuèrent à me rendre la société moins défavorable, et, peu à peu, je parvins, non sans peine, à me faire ouvrir les portes des maisons devant lesquelles, quinze jours avant, il aurait fallu que j'ouvrisse la tranchée ; et comme les extrêmes se touchent dans le monde, et surtout en Russie, j'eus, par la suite, autant à faire pour me dérober aux prévenances du grand monde que j'avais eu besoin de patience pour supporter ses rigueurs.

Je ferai observer ici que c'était précisément dans ce temps que l'ambassadeur de Russie arrivait à Paris. Je m'étais employé à le recommander, ainsi que toute sa suite, à tout ce que les cercles de cette capitale présentaient de dames aimables ; je n'en avais excepté aucune. Paris était enivré de plaisir lorsqu'ils y arrivèrent : on les invitait partout, et certes, alors, je n'étais pas payé de retour en Russie. J'en ai agi ainsi, parce que les premières dépêches d'un ambassadeur se ressentent toujours de l'impression qui a frappé son esprit en arrivant, laquelle dépend aussi fort souvent de l'accueil qu'il a reçu tant du souverain que de la société.

Mon but fut rempli, et j'eus lieu d'être bien dédommagé de toutes les bouderies que l'on m'avait faites, lorsqu'on ne put douter que j'avais évité un accueil pareil à la légation russe qui allait à Paris.

L'empereur Alexandre venait de recevoir des nouvelles de Turquie. Les Turcs refusaient de faire la paix. Ceci a besoin d'être expliqué.

Il avait été convenu à Tilsitt que la France interposerait ses bons offices pour amener la conclusion de la paix entre la Rusies et la Porte. En exécution de cet article du traité, l'empereur Napoléon avait fait envoyer à l'armée turque le général Guilleminot, pour aplanir les différends, après en avoir fait écrire au général Sebastiani, son ambassadeur à Constantinople.

Les Turcs voulurent bien traiter ; mais, lorsqu'ils virent qu'il était question de céder aux Russes la Valachie et la Moldavie, et que nous les laissions

dans cette position, leur indignation se manifesta ; les bonnes gens avaient assez de bon sens pour voir que nous nous étions arrangés à leurs dépens. Ils disaient avec raison : « Que nous serait-il arrivé de pis, si au lieu d'être vainqueurs, les Français avaient été battus ? » Ils avaient raison, et peut-être ne devions-nous pas les abandonner, au risque de faire une campagne de plus.

Ils déclarèrent donc qu'à moins qu'on ne leur restituât les provinces qu'ils avaient perdues, ils ne traiteraient pas, et renonceraient à l'intervention de la France. Ils allèrent même jusqu'à demander la restitution d'un vaisseau de guerre qu'ils venaient de perdre dans l'Archipel, à la suite d'un combat entre leur escadre et l'escadre russe, lequel vaisseau était déjà emmené par celle-ci.

Les Russes auraient volontiers fait la paix avec les Turcs ; ils en avaient besoin, mais pas au point de signer des conditions ridicules ; j'oserai même ajouter que, si l'on avait insisté un peu, ils n'auraient pas couru de nouveaux risques pour conserver les deux provinces en question.

Les choses en étaient là lorsque l'empereur Alexandre m'envoya chercher pour me les expliquer, et me demander si je pouvais prendre sur moi d'écrire au général Guilleminot, pour qu'il s'employât à faire entendre raison aux Turcs, tant sur la paix que sur l'armistice préalablement nécessaire pour la négocier. Je le fis en termes précis, quoique cela fût tout à fait en dehors de mes instructions. Ce qui m'y décida, c'est que je ne voulais pas laisser à l'empereur de Russie le moindre doute sur la sincérité des sentiments dont j'étais quelquefois chargé de lui renouveler l'assurance. Je lui remis moi-même ma lettre ouverte, et il la fit parvenir au général Guilleminot ; elle ne produisit aucun effet. Le général Guilleminot fut obligé de quitter les Turcs sans en avoir rien pu obtenir, et la guerre continua.

L'empereur Alexandre s'occupait beaucoup de la réorganisation de son armée aux frontières de Pologne. Il avait, après les malheurs de Friedland,

demandé de grands efforts à la nation russe, en hommes, chevaux et denrées ; tout venait d'arriver aux lieux où était son armée. Il partit de Saint-Pétersbourg pour aller diriger lui-même l'emploi de tous ces moyens ; et, quoique la saison fût mauvaise, il fit le trajet avec une incroyable rapidité.

Je restai à Pétersbourg pendant son absence, et je fus aussi surpris que flatté d'être invité une fois à dîner chez l'impératrice régnante. Sa sœur, la princesse Amélie de Bade, y était, ainsi que le comte de Romanzoff, ministre des relations extérieures, et M. le comte Kotchoubey, ministre de l'intérieur.

Je cite ces détails, parce qu'à ce dîner sa majesté l'impératrice mit la conversation presque continuellement sur la France et sur Paris. Il était difficile de parler de quelque chose qu'elle ne connût pas. Notre littérature lui était extrêmement familière ; elle me faisait l'honneur de me parler de nos spectacles ; elle aimait nos productions tragiques, et connaissait le mérite de tous nos bons acteurs. Elle me dit : « L'empereur aime-t-il le spectacle ? — Beaucoup, madame, et préférablement la tragédie. — Quelles sont celles qu'il préfère ? — Madame, il aime beaucoup tous les ouvrages de Racine et de Corneille. — Je le conçois sans peine ; mais encore y a-t-il du choix dans ces chefs-d'œuvre-là ? — Je l'ai vu aller souvent voir jouer *Mithridate*. — Ne fait-il jamais jouer *Mérope ?* — Pardonnez-moi, madame. »

Je crus d'abord qu'il y avait dans cette question une intention maligne, et que l'impératrice voulait faire allusion à Polyphonte ; mais je ne me déconcertai pas : peut-être, au reste, était-ce une conséquence de ce que je m'étais imaginé sur la manière dont on pensait généralement à notre égard en Russie.

L'empereur Alexandre revint de Pologne fort content de son armée ; ses pertes étaient réparées, et il avait préparé le mouvement de la portion de cette même armée qu'il voulait porter en Finlande

pour attaquer cette province et forcer enfin la Suède à faire la paix.

Nous étions à la fin d'octobre, lorsque les premières colonnes de troupes destinées à agir contre les Suédois arrivèrent à Pétersbourg pour y passer la Neva ; l'empereur les passait en revue corps par corps. Il m'a quelquefois permis de l'accompagner à ces sortes de revues, et j'étais étonné de voir des troupes en aussi bon état après une aussi longue route.

A cette même époque, les Anglais venaient de s'emparer de Copenhague et de la flotte danoise. Il n'y avait qu'un cri en Russie contre cette agression ; le ministre de Danemark, à Saint-Pétersbourg, se donnait beaucoup de mouvement pour obtenir des secours de la part des Russes, qui ne pouvaient rien dans ce moment-là (1).

L'empereur Napoléon m'écrivit de Paris à ce sujet, et me disait que cet événement le contrariait fort, mais qu'il était le résultat de la politique équivoque du Danemark, qui, dans la campagne précédente, avait retiré toutes ses troupes des îles pour les réunir en Holstein, où elles s'étaient encore trouvées lors de l'apparition des Anglais, et n'avaient pu porter du secours à la capitale. Cette disposition avait été prise par le gouvernement danois, sans doute par un effet de la même influence qui agissait contre nous-mêmes en Espagne ; et, dans le cas où un malheur nous serait arrivé, ils auraient été prêts à prendre le parti qui aurait été le plus conforme à leurs intérêts.

(1) Du 2 au 5 septembre 1807 des fusées à la Congrève furent lancées sur la malheureuse capitale. Les barbares auteurs de cette entreprise n'avaient pas même l'excuse de leur propre danger, car ils étaient couverts de manière à ne pas perdre un seul homme. Plus de deux mille individus, hommes, femmes, enfants, vieillards avaient succombés. Une moitié de la ville était détruite, les beaux édifices, les plus belles églises étaient en ruine. « Ce fut un hideux spectacle que de voir les Anglais se ruer sur les richesses que venait de leur obtenir le triste triomphe de la force déloyale sur la faiblesse confiante et dés-

Néanmoins la Russie sentit cette perte du Danemark, dont la flotte était un bon tiers de la garantie de neutralité de la Baltique. L'empereur Alexandre fit déclarer par son ministre, à l'ambassadeur d'Angleterre, qu'il prendrait fait et cause en faveur du Danemark, et qu'il ne resterait pas indifférent à l'agression dont cette puissance avait été la victime.

Le mois d'octobre se passa sans rien offrir de remarquable ; les liens entre la Russie et la France se resserraient. L'empereur Alexandre lui-même luttait contre l'opinion la plus générale, qui ne nous était pas favorable ; et, en ce qui dépendait de la France, je m'efforçai de lui rendre facile ce que je lui voyais faire pour ramener tou tle monde à sa manière de penser. Rien n'était égal à l'irrévérence avec laquelle la jeunesse russe osait s'expliquer sur le compte de son souverain. Quelquefois je me suis trouvé obligé d'en reprendre plusieurs et de relever leurs inconvenantes réflexions. Pendant quelque temps, je conçus de l'inquiétude sur la suite que ces licences pourraient avoir dans un pays où les révolutions de palais n'avaient été que trop communes. Je me mis dès lors à observer, sous ce rapport, les plus audacieux parleurs, qui ne tendaient à rien moins qu'à porter toute cette jeunesse

armée. Pendant plusieurs semaines les braves Danois assistèrent à la spoliation complète de leurs magasins, de leurs chantiers, de leur arsenal et enfin de leur flotte. Seize vaisseaux de ligne, une vingtaine de frégates et de bricks furent en quelques jours, gréés, équipés et conduits en Angleterre, et l'on vit les Anglais danser à la lueur de l'incendie des navires en construction qu'ils ne pouvaient emmener, ou de vieilles carcasses hors d'état de supporter la mer. Tout ce que l'arsenal renfermait de bois, de munitions navales, fut transporté à bord des flottes. Le vainqueur poussa la rapacité jusqu'à enlever les outils des ouvriers ; puis, lorsqu'il ne resta plus rien sur quoi l'on pût faire main-basse, lorsque les généraux anglais furent avisés que les troupes françaises arrivaient à marches forcées pour venger cet attentat inouï, l'immense convoi anglais leva l'ancre et s'enfuit à toutes voiles, emportant avec ses rapines les malédictions pour toujours du peuple danois. (D. L.).

à la plus criminelle des entreprises. J'étudiai toutes les conjurations qui ont eu lieu en Russie depuis un siècle. La dernière était si récente, que tous les contes absurdes qui se débitaient sur elle étaient encore le sujet des conversations de plusieurs méchantes coteries de société, dont Pétersbourg a, comme plusieurs grandes villes, le malheur d'être affligé.

Lorsque des circonstances politiques qui surviennent sortent de la sphère de leurs petites idées, il part de ces coteries un déluge de mauvais quolibets, de faux avis, et de tout ce qui peut égarer le jugement des bons citoyens, accoutumés à suivre l'exemple de l'obéissance. Tous ces énergumènes ne sont pas redoutables pour un gouvernement fort ; mais ils s'attachent à toutes ses actions, comme la rouille s'attache aux métaux et les corrode. On est tout étonné d'apercevoir, au bout d'un certain laps de temps, le mal qu'on a éprouvé de ces chenilles qu'on a négligé d'écraser lorsque le temps pour le faire était favorable.

J'eus le courage d'écouter tout ce que l'on voulut me dire sur la mort de l'empereur Paul. Les divers récits de cette scène tragique me faisaient connaître beaucoup de détails personnels sur des hommes de marque, et il serait heureux que des ambassadeurs eussent beaucoup de renseignements comme ceux que je pus mettre sur mes tablettes. Voici ce que j'ai appris sur cet événement, car mon auteur était un grand personnage russe, ami de l'empereur Paul ; c'est sa propre narration que je rapporte. Je pourrais le nommer, parce que je le crois mort depuis, mais l'autorité de son nom ne donnerait pas plus de force à la vérité pour les Russes contemporains qui liront ces Mémoires.

CHAPITRE XVI

Conspiration contre l'empereur Paul. — Le comte P...... — Le général B....... — Le grand-duc. — Assassinat de l'empereur Paul. — On répand qu'il est mort de maladie. — Position critique de l'empereur Alexandre. — Le maréchal Soult intercepte une ébauche de conspiration. — Ses ramifications. — L'empereur Alexandre se constitue en état d'hostilité avec l'Angleterre. — Nomination du duc de Vicence à l'ambassade de Pétersbourg. — Le duc de Serra-Capriola. — Le comte de Merveldt. — L'opinion est peu favorable à mon successeur. — Moyens que j'emploie pour la lui ramener. — Le comte de Mestre .— Audience de congé. — Témoignage d'intérêt de l'empereur Alexandre.

L'empereur Paul était monté fort tard sur le trône ; il avait eu à supporter les hauteurs de tous les favoris de sa mère, et de plus il avait été souvent en butte aux intrigues des courtisans, qui, pour faire valoir leur zèle, lui avaient plus d'une fois supposé des projets de rébellion et de vengeance pour le meurtre de son père Pierre III. Ces désagréments avaient emposonné sa jeunesse et avaient jeté dans son esprit des dispositions de méfiance, qui étaient toujours accompagnées d'aigreur envers tout ce qu'il soupçonnait avoir eu quelque part aux persécutions qu'il avait éprouvées.

Lorsqu'il fut empereur, il ne se défia pas des ressentiments du grand-duc Paul, et s'occupa un peu trop à faire justice de ceux dont il avait eu à se plaindre. Il se fit par là beaucoup d'ennemis ; la plupart étaient puissants de richesse et d'honneurs, auxquels les hommes renoncent difficilement : les soupçons et la terreur régnèrent bientôt autour de lui ; au lieu de ramener les esprits par la douceur, il les exaspéra par de la sévérité. Il crut, en vain, se faire des amis par des libéralités qu'il porta jus-

qu'à la profusion la plus irréfléchie ; il était dans le même jour bon jusqu'à la faiblesse, sévère jusqu'à l'inhumanité et quelquefois injuste jusqu'à la cruauté, autant qu'irrésolu et variable jusqu'à la démence ; à tel point qu'il rendit les ukases ridicules pour interdire l'usage des chapeaux ronds et des pantalons, et pour défendre de porter les cheveux coupés à la française : on était puni du knout lorsque l'on était trouvé en contravention avec de pareilles lois ! !

Cette manière de gouverner ne pouvait pas donner de sécurité pour l'avenir à tous ceux qui croyaient avoir quelque chose à redouter de la versatilité de son caractère et de sa violence : ce parti était nombreux, et songea dès lors à sa sûreté. En Russie, comme dans tous les autres pays, c'est un très petit nombre d'individus riches, et le plus souvent mal famés, qui s'emparent du domaine de l'opinion publique, qu'ils dirigent pour ou contre le souverain, selon qu'il leur plaît ou ne leur plaît pas ; leur aréopage le juge sans appel, et, une fois qu'ils ont prononcé, ils ne s'occupent plus que de l'exécution de leur arrêt : ce fut le cas de l'empereur Paul.

Ses sujets le condamnèrent sous les prétextes les plus frivoles, et les passions, qui ne calculent pas, l'accusèrent de tout ce qu'il y avait de plus déraisonnable et à la fois de plus criminel. Les plus ardents à le précipiter du trône furent bientôt d'accord ; mais de grandes difficultés traversaient l'exécution de ce dessein : c'est à Moscou qu'il se trama, parce que, dans cette ville éloignée de la Cour, on peut s'envelopper de tout le mystère qu'exige une pareille entreprise.

Elle ne pouvait réussir sans la participation du gouverneur mlitaire de Saint-Pétersbourg, qui est tout à la fois le chef des citoyens, le général de la garnison et le gardien de l'empereur. Il exerce une surveillance qui lui eût infailliblement fait découvrir les petites menées par lesquelles il était nécessaire de commencer cette entreprise. Les conjurés prirent donc la résolution d'associer le gouverneur militaire

à leurs projets : ce gouverneur était le comte de P... (1). L'empereur Paul avait une extrême confiance en lui, et ne l'avait fait gouverneur de cette capitale que parce qu'il le regardait comme le plus attaché à sa personne et le plus incorruptible : ce comte P... était un homme profondément astucieux, et, à ce qu'il paraît, d'une duplicité de caractère semblable à celle des personnages principaux que l'on voit figurer dans les révolutions d'Orient. Un conjuré, dont je dois taire le nom, se chargea de sonder P..., sans lui rien dire du projet arrêté, mais de connaître directement de lui-même sa manière de penser sur l'empereur, et sur tout ce qui était le sujet du mécontentement général. P... s'ouvrit, et la confiance s'établit entre lui et le conjuré, qui ne manqua pas de lui répéter souvent que l'extrême confiance dont il jouissait en ce moment ne tarderait pas à être suivie d'un exil en Sibérie, aussitôt qu'un envieux, dont les hommes en place ne manquent jamais, serait parvenu à entretenir l'empereur un instant ; que cela ne dépendait que d'une maîtresse, et qu'enfin, avec un homme du caractère de l'empereur, rien n'était stable. M. de P... sentit toute la force de ce raisonnement, et vit bien qu'il

(1) Pierre Von Der Pahlen, né en 1746, d'une famille établie dans les provinces russses de la Baltique. Entré fort jeune au service, il parvint assez promptement au grade de général major, ambassadeur à Stockholm à la suite du traité de Werela, il fut nommé en 1795 gouverneur de la Courlande, lorsque cette province passa sous les lois de la Russie. A son avènement au trône, l'empereur Paul le mit en inactivité ; mais il ne tarda pas à lui rendre si complètement ses bonnes grâces, qu'il l'éleva à la dignité de comte, et qu'il le nomma gouverneur militaire de Saint-Pétersbourg. Bien que comblé de boutés par l'empereur, Pahlen se mit à la tête de la conspiration par suite de laquelle ce prince fut assassiné. L'espoir qu'il avait conçu de gouverner sous le nom du jeune empereur Alexandre Ier fut déçu. Objet des défiances et de l'aversion du nouveau souverain, il donna par dépit sa démission, qui fut acceptée contre son attente, et se retira alors dans une terre aux environs de Mittau, où il passa le reste de ses jours et où il mourut, complètement oublié, le 13 février 1826. (D. L.).

était le précurseur de quelque chose : lorsqu'on lui eut déroulé le projet, il s'engagea dans l'entreprise, et en connut tous les conjurés, dont il devint dès lors le chef, parce que la réussite dépendait de lui. Il demanda quelques jours pour y réfléchir ; il comprit bien que, si le coup manquait, il devenait lui seul plus coupable que les autres, dont les déposition l'auraient accablé, et que, s'il réussissait, il devait craindre le ressentiment du grand-duc qui allait monter sur le trône. ainsi que celui de la veuve, qui ne mettrait pas de bornes à ses vengeances ; qu'enfin si le projet venait à s'éventer avant son exécution, il avait à mettre les apparences de son infidélité à l'abri des reproches que l'empereur Paul lui aurait adressés : il songea à parer à tous ces incidents.

Son emploi lui donnait beaucoup d'accès dans l'intérieur de l'empereur, et il n'était pas sans savoir que Paul faisait éprouver à son fils plusieurs désagréments semblables à ceux dont il avait lui-même eu tant à se plaindre étant grand-duc. P..., au lieu de calmer l'empereur, l'excita, et lui parla, en termes ambigus, de ce qu'il voyait et entendait dire, laissant entrevoir à l'empereur qu'il fallait bien que les plus audacieux comptassent sur l'impunité qu'on leur avait sans doute promise pour oser parler de la sorte.

De pareilles réflexions ne manquèrent pas d'atteindre leur but ; elles mettaient dans l'esprit de l'empereur une méfiance sombre qui le porta jusqu'à suspecter ses propres enfants, et à les entourer de surveillants : c'était ce que P... voulait. Le grand-duc, poursuivi par les soupçons de son père, fut réduit à se rapprocher de P... qui, d'un mot, pouvait attirer sur lui un accès de fureur de Paul, accès dont les suites étaient imprévoyables.

Le gouverneur militaire, ainsi placé entre le père et le fils, jouait à coup sûr ; il gagna la confiance du grand-duc en l'entretenant du malheur auquel lui, P..., serait exposé s'il venait à recevoir l'ordre de le faire arrêter ; qu'il n'osait pas répondre que cela n'arrivât pas d'un instant à l'autre ; qu'il ne

pouvait deviner quel était celui qui montait la tête de l'empereur contre ses enfants, mais qu'il était exaspéré au dernier point. Il était difficile qu'une pareille duplicité n'en imposât pas à une âme neuve comme celle du grand-duc, qui commençait à trembler sur le sort qui lui était réservé.

Lorsque M. de P... l'eut amené au point d'anxiété où il voulait le voir, avant de lui rien communiquer, il se décida à l'en entretenir, en commençant par lui faire un tableau effrayant de l'état dans lequel les profusions de son père avaient mis les finances de l'empire, ainsi que l'état d'humiliation sous laquelle on vivait, avec la perspective de se voir chaque jour arraché à sa famille, mutilé, et jeté en exil pour le reste de sa vie ; ajoutant que la fureur avec laquelle on procédait à ces sortes d'exécutions menaçait tout le monde, depuis le plus grand jusqu'au plus petit ; qu'enfin lui-même y était exposé ; qu'il venait lui donner une preuve de son dévouement à sa personne en le prévenant de prendre ses précautions, parce qu'il serait peut-être une des premières victimes. Un pareil discours était bien fait pour achever de troubler une âme déjà alarmée.

Le grand-duc demandait le remède à opposer à cet orage, qu'il voulait détourner ; P... répliquait de manière à augmenter les inquiétudes que ses artifices avaient jetées dans l'esprit du prince, et s'engagea, pour dernière preuve de fidélité, à lui donner avis des ordres qu'il pourrait recevoir contre lui, en lui faisant observer que, s'il prenait un parti sans l'en prévenir (comme de s'enfuir), il l'exposait à tous les ressentiments de l'empereur, qui ne lui pardonnerait pas cette infidélité ; qu'en conséquence il le sommait, avant tout, de lui donner sa parole d'honneur de se conformer à ce qu'il lui proposerait dès qu'il aurait reçu l'ordre en question, si toutefois il arrivait. Le grand-duc donna la parole (assure-t-on), et crut ainsi avoir un protecteur dans le gouverneur militaire, tandis qu'au contraire le gouverneur militaire rendait ce prince l'instrument de sa perfidie.

Les choses en étaient à ce point lorsque P... fait

parvenir, avec adresse, à l'empereur, par une voie détournée, quelques avis sur les dangers dont il est menacé; ce moyen lui réussit encore. L'empereur l'envoya chercher, et, lui ayant communiqué l'avis qu'il venait de recevoir, lui témoigna son étonnement de ce qu'il n'avait pas su cela, et ne lui en avait pas parlé. P... répondit qu'il n'ignorait rien du projet, et qu'il prenait des mesures pour le prévenir; il en récita quelques détails à l'empereur, qui parut tranquille en voyant que son gouverneur militaire s'était occupé de la sûreté de sa personne. Il fut tout à fait rassuré lorsque M. de P... lui eut dit qu'il attendait la liste des conjurés, qu'on devait lui donner le même jour; mais qu'il n'avait encore osé faire arrêter personne, parce qu'il lui était revenu, et qu'il était forcé de l'avouer à Sa Majesté, que ses enfants n'étaient pas étrangers à cette entreprise; qu'il ne pouvait pas l'assurer, mais qu'enfin, si ses soupçons se vérifiaient et étaient fondés, il lui demandait quelle conduite il devait tenir dans cette circonstance, tant pour empêcher le grand-duc d'être averti que pour lui ôter les moyens d'échapper.

L'empereur, enchanté de tant de zèle, lui ordonna, dans ce cas-là, de ne point balancer à l'arrêter. P... répondit que, bien que son dévouement fût sans bornes, comme il pourrait se faire que ce ne fût pas lui-même qui exécutât cet ordre, et qu'il pourrait arriver un malheur si le grand-duc résistait, il voulait avoir un mandat signé de l'empereur pour que le grand-duc n'eût rien à répliquer, et qu'il obéît.

L'empereur Paul trouva la mesure sage, et signa de suite le mandat, que P... emporta; il alla avec cette pièce chez le grand-duc, et, la lui montrant, lui dit que, quoi qu'il eût pu faire, l'arrêt fatal était prononcé; qu'il n'y avait plus à feindre; qu'il fallait prendre un parti; que lui, gouverneur militaire, pourrait bien différer de quelques jours l'exécution de l'ordre qu'il voyait, mais qu'enfin il ne pourrait pas l'éluder, et que, dès ce moment, il était obligé

de le faire observer ; qu'il l'en prévenait (1). Il avait un intérêt immense à ce que le grand-duc ne vît personne à qui il aurait pu s'ouvrir, et qui lui aurait donné le sage conseil d'aller trouver son père.

Lorsque P... le vit bien abattu, il alla promptement rassembler les principaux chefs des conjurés, avec lesquels il convint de tout, du jour, de l'heure et des officiers de leur connaissance qu'il ferait en sorte de faire tomber de garde cette nuit-là au château ; enfin, il leur donna le mot d'ordre ; et, après qu'il eut arrêté toutes les dispositions, il revint trouver le grand-duc, et lui dit qu'il n'y avait plus à balancer : que toute la ville et la garnison se prononceraient pour lui s'il voulait se décider pour le salut de tout le monde et pour le sien ; qu'il n'était point question d'une scène sanglante, mais que l'on était décidé à ôter le pouvoir à son père pour l'en revêtir, s'il était décidé à faire grâce aux auteurs de cette révolution et à ne pas les poursuivre ; qu'autrement lui, P..., ne répondait de rien, parce qu'une fois qu'il aurait exécuté l'ordre de son père de l'arrêter, si, comme il n'en faisait aucun doute, l'empereur Paul était victime d'une conjuration, il n'y avait rien de moins sûr qu'on appelât le grand-duc à lui succéder, à moins qu'on ne fût tout à fait rassuré sur les poursuites qu'il pourrait être disposé à exercer contre ceux qui l'auraient mis sur le trône.

Un argument aussi perfidement imaginé était trop fort pour un cœur neuf comme celui auquel on s'adressait, après avoir pris les précautions de lui fermer toutes les portes de salut. Dans cette situation, le grand-duc s'appuya encore sur celui qui le perdait, et promit tout ce qu'on voulut pourvu qu'on ne fît point de mal à son père. Cet assentiment

(1) Je sens que ces détails sont hardis ; mais ils se débitaient publiquement à Saint-Pétersbourg, encore pendant mon séjour ; je les rapporte tels qu'ils m'ont été donnés, comme je l'ai dit : je dois ajouter que j'ai lu à la même époque, dans ce pays, des détails non moins graves sur l'empereur Napoléon, et ils étaient faux *(Note de l'édition originale.)*

une fois obtenu, P... eut encore un autre soin : ce fut de prévoir le cas où le coup manquerait, ou bien celui où il serait éventé. On verra comment il s'y prit pour se ménager une retraite ; il va d'abord retrouver les conjurés, et fixe l'exécution à la nuit même ; ils se réunissent dans la maison de l'un d'eux ; ils partent la nuit, vêtus de leurs uniformes et armés de leurs épées, au nombre de treize ou quatorze en tout. P... avait fait mettre de garde des officiers à lui pour toute main ; avec le mot d'ordre les conjurés passent partout dans les vestibules et les appartements du palais : c'était au château Saint-Michel.

Ils arrivent, de pièce en pièce, jusqu'à celle qui précède la chambre à coucher de l'empereur : il y avait, pour toute garde, un cosaque qui était couché sur un matelas. Il se lève en sursaut, et jette un cri perçant en prononçant le mot *trahison !* il tombe aussitôt percé de coups. Les conjurés se jettent à la porte de la chambre à coucher, une lumière à la main : sept d'entre eux restent à la première porte de l'appartement, les sept autres entrent dans la chambre et vont droit au lit ; ils n'y trouvent personne, et se croient déjà perdus, persuadés que l'empereur n'avait pas passé la nuit chez lui. Le courage en abandonne quelques-uns qui voulaient fuir, mais les autres les retinrent, lorsque l'un d'eux, B..., observe que le lit de l'empereur est encore chaud. L'empereur Paul, au cri du cosaque, s'était jeté à bas de son lit, et, soit qu'il eût perdu la tête, ou qu'il fût mal éveillé, au lieu de se couler par la porte qui, de la tête de son lit, ouvrait sur un petit passage qui menait chez l'impératrice (et alors il était sauvé), il se blottit derrière un paravent à glace, sans avoir eu le temps de mettre aucun vêtement. Les conjurés délibéraient sur ce qu'ils allaient faire, lorsque B..., plus froid dans le crime, se met à chercher par toute la chambre, et découvre l'empereur : il appelle ses complices, en lançant des épithètes ironiques à la malheureuse victime, et, la prenant par le bras, il l'amène au milieu de la chambre ; là commencent des injures et des repro-

ches que tous lui adressent, après quoi ils lui proposent d'abdiquer : il s'y refuse ; le moment était décisif.

Les conjurés qui étaient restés à la première porte venaient presser les autres d'en finir, disant qu'ils entendaient du bruit ; enfin, l'un d'entre eux (qui s'en vantait encore à table, lorsqu'il commandait l'armée en 1807), dit aux autres : « Messieurs, le vin est versé, il faut le boire. » En même temps il assène un coup sur la tête du monarque infortuné ; dès lors les monstres le prennent à la gorge, le mutilent par tout le corps, et terminent par l'étrangler avec sa propre écharpe : ils lui avaient donné un coup à la partie supérieure de l'œil, qui avait fait une plaie (1).

Ce meurtre commis, ils le remirent dans son lit, et le couvrirent. Ils emportèrent le cadavre du cosaque, et s'en allèrent chacun chez soi, comme s'ils n'avaient rien fait. Ils rencontrèrent P..., qui s'avançait, avec un bataillon des gardes, pour venir au secours de l'empereur si le coup avait manqué ; mais voyant qu'il avait réussi, ce fut au secours des conjurés qu'il venait : il avait enfin pour troisième but de mettre le grand-duc à l'abri d'une entreprise de leur part.

Le jour avait à peine éclairé le lendemain de cette sanglante catastrophe, que toute la ville en était informée ; on fit répandre le bruit que l'empereur était mort d'une attaque d'apoplexie, et l'on disposa tout

(1) Un gentilhomme digne de foi m'a rapporté que les conjurés avaient envoyé sur-le-champ chercher le docteur W....., premier chirurgien actuel de l'empereur de Russie, et lui avaient ordonné d'arranger cette plaie et de tâcher de donner au visage un air d'apoplexie ; que W.....* s'était ensuite rendu chez le grand-duc, et lui avait dit que tout était fini. « A-t-il abdiqué ? demanda le grand-duc. — Il n'a pas voulu, répondit W....., et il est mort. » La vérité se montra alors au grand-duc, mais il était lui-même sous les poignards, et il feignit de ne se douter de rien *(Note de l'édition originale.)*.

(*) Whilly était un docteur anglais (D. L.).

ce qui était d'usage dans cette circonstance, tant pour lui succéder, ce qui était dans l'ordre naturel, que pour lui rendre les derniers devoirs.

On plaça le corps sur un lit de parade, selon la coutume, et, pour que le sang qui, dans la strangulation, s'était porté avec abondance à la plaie qu'il avait au-dessus de l'œil, ne fît point faire de réflexions aux spectateurs, qui commençaient à méditer sur cet événement extraordinaire, on eut soin de lui mettre du blanc sur le visage, de manière à réparer l'altération qui était la suite des mauvais traitements qu'on lui avait fait éprouver. Personne ne fut dupe : les gens qui l'avaient lavé, habillé, pour le mettre sur le lit de parade, et ceux qui l'avaient trouvé le matin en entrant dans sa chambre, donnèrent tous les détails que l'on voulut apprendre. De plus, le sang du cosaque avait rougi le parquet, et l'on est toujours bien mieux informé de ce qui se passe au fond du palais des rois, lorsque cela blesse la morale publique, que l'on ne sait ce qui concerne l'intérieur d'un particulier.

Après cette exposition publique, l'empereur Paul fut inhumé avec toute la pompe due à son rang.

La vérité ne tarda pas à se découvrir : le grand-duc Alexandre voulut la savoir tout entière, et l'impératrice veuve n'entendait à aucun ménagement. Si justice n'a pas été faite sur-le-champ, de tout ce qui avait eu part à ce crime, c'est probablement par crainte des troubles que le crédit des conjurés eût probablement excités dans l'empire : néanmoins les meurtriers, atteints par l'indignation publique, furent exilés ; presque tous moururent dans leurs terres, loin de la capitale.

En écoutant ce récit de la bouche de ceux qui n'avaient pas perdu le souvenir des bontés de l'empereur Paul, je fus effrayé de la facilité avec laquelle les conjurés s'étaient accordés et avaient exécuté un tel projet, sans qu'une seule circonstance fût venue le traverser, ni que le remords fût entré dans l'âme d'aucun d'entre eux : je frémis en pensant que le sort d'un monarque, celui de tout un

état, était à la merci d'un simple officier qui, le plus souvent, se trouve, par l'effet du hasard, placé au poste principal, et sur la fidélité duquel reposent tous les intérêts de la société.

Plus j'y réfléchissais, plus je croyais voir dans tout ce que j'entendais et dans ce que j'apercevais les premiers éléments d'une conspiration de la même nature. Ce qui contribua à me le persuader, fut l'arrivée subite à Saint-Pétersbourg d'un aide de camp du maréchal Soult (M. de Saint-Chamans), que ce maréchal m'envoya en courrier, des bords de la Vistule, où était encore son corps d'armée. Le maréchal Soult avait saisi une correspondance toute fraîche, dans laquelle, parmi beaucoup de lettres pleines de phrases énigmatiques, il y en avait qui, d'un bout à l'autre, ne traitaient que d'une manière semblable. Je me rappelle que, dans une de ces lettres entre autres, il y avait ces expressions : « Est-ce que vous n'avez donc plus chez vous des P..., des Pl...., des N..., des B..., ni des V... ? (1) » Ces lettres étaient écrites de la Prusse à des Russes. Quoiqu'elles me parussent plutôt être la production de quelque imagination exaltée que la conséquence d'un commencement d'entreprise criminelle, je trouvai le cas trop grave pour me charger de la responsabilité, en prenant sur moi de ne pas les communiquer à l'empereur Alexandre, d'autant plus que je devais supposer qu'il aurait probablement quelques informations d'autre part ; et d'ailleurs je devais saisir cette occasion de lui prouver ma reconnaisance des bontés qu'il avait pour moi.

Je m'y pris donc du mieux qu'il me fut possible pour les lui faire parvenir, en l'informant de l'arrivée de M. de Saint-Chamans ; il voulut bien ne voir dans cette communication que les sentiments qui me l'avaient dictée, et m'en témoigner de la satisfaction. Je me permis de l'engager à ne pas trop se fier sur les apparences extérieures, en lui faisant observer que c'était déjà être bien gardé que

(1) Meurtriers de l'empereur Paul.

de faire croire que l'on se gardait, parce que, d'ordinaire, les assassins sont des lâches. Je le trouvai là-dessus tout à fait indifférent, et il me dit même : « Je ne crois pas qu'ils l'osent », faisant allusion à ceux qui en auraient eu la pensée ; « j'ai confiance dans l'attachement de mes sujets ; mais si, enfin, ils veulent le faire, qu'ils le fassent, mais je ne leur céderai en rien : d'ailleurs, il ne faut pas croire tout ce que l'on dit ; dans ce pays-ci on parle beaucoup, mais on n'est pas méchant. »

Je me trouvai soulagé d'un grand poids, lorsque je vis entre ses mains tout ce que m'avait envoyé le maréchal Soult. Sans être plus satisfait de la mauvaise disposition d'esprit dont j'étais moi-même le juge, je n'osais m'en plaindre, parce que réellement l'empereur Alexandre y faisait tout ce qu'il pouvait : l'opinion d'une ville comme Saint-Pétersbourg ne pouvait pas se retourner facilement, et il fallait de la patience pour obtenir ce que l'on désirait ; la violence eût tout gâté.

Dans les premiers jours de novembre, j'eus occasion de lui faire remettre plusieurs pièces imprimées contenant les expressions les plus injurieuses pour lui : c'étaient des productions toutes fraîches, de la même espèce que celles qui avaient été débitées de Paris si longtemps contre l'empereur Napoléon : il fit si bien qu'il en découvrit le colporteur, et sut, par là, comment ces monstruosités avaient été apportées dans ses Etats. Il fut moins sensible à l'outrage qu'on dirigeait contre lui, qu'il n'était indigné de reconnaître que c'était un Russe attaché à sa Maison qui l'avait répandu ; il le fit venir, lui lava la tête d'importance, mais ne le punit pas.

C'est aussi dans les premiers jours de novembre que je reçus un courrier de l'empereur, qui m'annonçait son départ pour l'Italie ; le même courrier m'apportait les instructions du ministre des relations extérieures, pour réclamer l'exécution d'un des articles du traité secret fait à Tilsitt. M. Louis de Périgord en était porteur ; il avait aussi une lettre de l'empereur Napoléon pour l'empereur Alexandre ; il

m'arriva à Saint-Pétersbourg, dans la matinée d'un jour où je dînais chez l'empereur Alexandre ; et comme dans la soirée ce souverain avait l'habitude de m'entretenir à part, c'était ce moment-là que je prenais pour ébaucher les affaires dont j'étais chargé. Dans cette occasion, je lui parlai de l'arrivée de M. Louis de Périgord, qui était porteur d'une lettre pour lui, que je lui remis, en lui demandant la permission de le lui présenter le lendemain à la parade ; il me l'accorda, et reçut la lettre, qui était étrangère à un sujet qui faisait l'objet de la mienne.

L'empereur Alexandre me demanda si j'avais reçu quelque chose, et de quoi on me parlait. « Sire, dis-je, on me charge de témoigner à Votre Majesté le désir de la voir joindre sa puissance à la nôtre, pour nous faire écouter de l'Angleterre, qui paraît n'avoir pas accepté, ou avoir répondu d'une manière évasive aux ouvertures qui lui ont été faites depuis le retour de l'empereur à Paris. — Fort bien, répondit-il, votre maître ne m'en dit pas un mot ; mais il suffit ; je le lui ai promis, je lui tiendrai parole ; voyez Romanzof, et venez me parler de cela demain. »

Je n'y manquai pas ; j'étais bien aise que l'empereur eût la nuit pour penser au parti que j'allais lui proposer, parce que cela me donnait aussi le temps de me préparer à répondre aux objections, et, dans ce cas surtout, il devait naturellement y en avoir. Le lendemain, après avoir reçu M. Louis de Périgord, l'empereur me parla le premier d'affaires, et commença par me dire qu'il avait été convenu que l'on se réunirait pour faire en commun une sommation à l'Angleterre, et lui offrir la médiation de la Russie pour négocier la paix, et qu'il lui semblait que c'était la démarche préalable à faire.

Je répondis que cette démarche avait été faite ; qu'il savait bien que l'Angleterre avait décliné sa médiation ; que, quant à la sommation, elle était inutile de notre part, puisque depuis longtemps nous étions en état d'hostilités ; que, pour lui, il pouvait, si cela était dans ses intentions, commencer par une sommation ; mais que je ne croyais pas qu'elle avan-

çât les choses, parce que, si l'Angleterre avait été disposée à traiter, elle n'aurait pas refusé d'une manière si positive sa médiation ; il réfléchit un moment, et, reprenant la parole, il me dit : « Je comprends cela, et puisqu'on le désire chez vous, je suis bien aise de montrer de l'empressement à remplir mes engagements ; dès aujourd'hui je donnerai des ordres à Romanzof » ; et il ajouta : Je vous assure que cela ne sera pas long. »

Effectivement, le surlendemain, on me remit la note que le gouvernement russe se proposait de faire remettre à l'ambassadeur d'Angleterre ; je n'avais aucune observation à y faire, et elle fut envoyée le lendemain à l'hôtel de l'ambassadeur, qui en accusa réception, en demandant ses passe-ports.

Il y avait alors, tant dans la rivière de Saint-Pétersbourg que dans le port de Kronstadt, plusieurs centaines des navires marchands anglais, tous chargés en retour pour l'Angleterre ; et quoique le principal but de la France fût de frapper le commerce anglais, en faisant déclarer la guerre à cette puissance par la Russie, qui n'avait aucun moyen maritime pour la rendre de quelque efficacité, je n'eus pas l'air de m'apercevoir de tout le loisir qu'on leur donnait pour s'éloigner, d'autant plus qu'on y mettait de la décence ; j'y mis de mon côté de la modération, parce que cette mesure du gouvernement russe n'était pas populaire à Pétersbourg, et que, si j'avais exigé que l'on employât de la rigueur, je courais le risque de rompre la corde de l'arc, qui ne pouvait se tendre qu'avec de la patience ; l'on m'a su gré d'en avoir agi ainsi.

L'ambassadeur d'Angleterre partit par la Suède pour retourner à Londres (1). La campagne contre

(1) Il est bon de remarquer que pendant mon séjour en Russie, j'avais contracté des liaisons avec l'ambassadeur de Naples, le duc de Serra-Capriola, qui était inconsolable du malheur arrivé à ses maîtres, et qui chaque fois que nous conversions ensemble, me priait ou de ne pas les lui nommer, ou

les Suédois en Finlande était ouverte, et n'offrait aucun détail bien intéressant.

J'envoyai à l'empereur Napoléon tout ce qui m'avait été remis par le ministre russe sur la question dont je viens de parler, et mon courrier ne l'ayant pas trouvé à Paris, courut sur ses traces, et ne le joignit qu'à Venise (1).

Vers la fin de novembre, je reçus l'avis officiel de mon remplacement à Saint-Pétersbourg par M. de Caulaincourt, qui y était nommé ambassadeur. Je m'occupais de chercher à lui louer un hôtel, afin qu'il fût établi d'une manière convenable tout en arrivant, et j'avais réussi, lorsque l'empereur Alexandre, en me faisant demander le bail que j'en avais passé, me fit entrer en possession d'un magnifique hôtel qu'il avait fait acheter sur le grand quai de la Neva ; il le donnait à la France en retour de celui que l'empereur Napoléon avait donné à la Russie au moment de l'arrivée de son ambassadeur à Paris.

de le faire toujours d'une manière à ménager sa douleur. Je voulais savoir de lui comment sa Cour avait pu se décider à se jeter dans la coalition de 1805, où elle n'avait rien à gagner, et où elle pouvait tout perdre ; il me répondit nettement que ce n'était pas sa Cour qui s'y était jetée, qu'on l'y avait forcée ; qu'il avait eu beau la défendre ici, qu'il n'y avait rien gagné, et qu'en un mot c'était de Saint-Pétersbourg qu'ils avaient reçu l'ordre d'ouvrir leurs ports et de marcher, m'observant qu'ils en recevaient une bien triste récompense.

L'ambassadeur d'Autriche, qui était M. le comte de Merveldt, me disait à peu près les mêmes choses à la même occasion ; nous causions souvent de guerre, et je lui demandais où ils avaient pu trouver un motif à celle de 1805 ; eux surtout, les Autrichiens, qui étaient si épuisés des guerres précédentes. Il me répondit que ce n'était pas eux qui y avaient pensé ; qu'ils s'en étaient au contraire défendus tant qu'ils avaient pu, et que ce n'était que par suite des instigations de la Russie qu'ils s'étaient enfin rendus, en ajoutant malicieusement : « Vous verrez, vous verrez dans quelques mois. » *(Note de l'édition originale.)*

(1) Napoléon était à Venise du 29 novembre au 7 décembre 1807 (D. L.).

Nous gagnâmes à ce marché, parce que l'hôtel que nous reçûmes à Saint-Pétersbourg était bien plus complet que celui que nous avions donné à Paris.

L'empereur Alexandre eut la bonté de me dire des choses personnelles extrêmement flatteuses sur la contrariété que lui causait mon rappel, et je puis dire que, si j'éprouvais quelque satisfaction à quitter sa Cour, ce fut parce que je le trouvais personnellement trop entraînant. Comblé de ses bontés comme je l'avais été, il était à craindre pour moi que, dans des circonstances où il aurait fallu se retrancher dans l'austérité du caractère diplomatique, la reconnaissance et l'attachement que j'éprouvais pour lui m'en eussent empêché. Je me serais alors trouvé dans une position gênante, ou obligé de trahir mon devoir pour suivre une inclination bien naturelle : lui-même ne m'aurait pas estimé, et les affaires dont on m'aurait chargé n'eussent pas été faites.

Je ne dois pas taire ici que l'opinion la plus générale de la société était tout à fait défavorable à M. de Caulaincourt, et je m'aperçus bientôt que cette mauvaise disposition apporterait des difficultés à la marche qu'il aurait à tenir, pour la conduite des affaires que j'allais lui remettre en bon chemin. En cherchant la cause de cette disposition, je fus forcé d'en reconnaître la source dans la part qu'on lui supposait avoir eue dans l'affaire du duc d'Enghien : j'étais déjà devenu assez fort en Russie, par le retour de l'opinion en ma faveur, pour l'employer à servir mon successeur, auquel j'étais attaché par des liens d'amitié étrangers à notre situation politique réciproque ; je balançai d'autant moins à le faire, qu'en rendant service à un camarade, je servais à la fois mon pays, en lui aplanissant des difficultés qui, tôt ou tard, auraient nui à ses intérêts.

L'on se gênait peu à Saint-Pétersbourg pour parles de M. de Caulaincourt sous ce rapport, et je n'eus pas de peine à rencontrer l'occasion d'entreprendre sa justification ; je le fis encore pour l'empereur Alexandre lui-même, qui ne m'en avait ce-

pendant pas parlé, mais qui ne pouvait ignorer tout ce qui se disait autour de lui à ce sujet, et je voulais que l'accueil qu'il allait faire à l'ambassadeur de France fût dégagé de toute espèce de mauvaise impression ou arrière-pensée fâcheuse.

Il y avait à Saint-Pétersbourg des petits cercles de conversations, desquels s'écoulait, dans le reste de la société, tout ce que l'on voulait y répandre. Ce moyen me parut le plus favorable à l'exécution de mon projet : je choisis celui de M. de Laval (1), qui habite sur le quai des Anglais ; je croyais, ce jour-là, y trouver plusieurs Russes, ainsi que le duc de Serra-Capriola, ambassadeur de Naples, et M. le comte de Mestre, ambassadeur du roi de Sardaigne ; mais je n'y rencontrai que ce dernier, de sorte que la conversation s'engagea, entre nous trois seulement, sur les affaires du temps. En leur demandant leur amitié pour mon successeur, je les vis à peu près muets ; j'y étais préparé, et j'ouvris l'explication que je désirais ; elle est présente à ma mémoire. A cette époque, j'ignorais la circonstance de la méprise qui avait rendu le duc d'Enghien victime de son malheureux sort, puisque ce n'est qu'en 1810 que je l'ai apprise ; mais je connaissais tout ce que les pamphlets avaient répandu sur cette catastrophe, et ils n'avaient pas ménagé M. de Caulaincourt, non plus que moi. Il me fut donc facile de réfuter ce qu'ils lui imputaient d'une scène à laquelle il n'avait pas assisté, puisqu'il est vrai qu'il n'arriva à Paris que le lendemain de son dénouement : je le pouvais, et le fis avec d'autant plus de force que moi, qui avais été à Vincennes, comme je l'ai dit dans le cours de ces Mémoires, je ne l'y avais pas vu, et que je pouvais à cela redresser l'injustice de ses accusateurs. Je ne savais que ce qu'il m'avait dit lui-même de sa mission à Strasbourg, et cette communication de sa part faisait toute la force de mon argument ; mais j'étais loin de vou-

(1) M. de Laval est un émigré français qui a épousé une dame russe *(Note dans l'édition originale.)*.

loir entendre au delà l'intérêt que mon amitié lui portait. Je lui en ai depuis parlé à lui-même, et j'ai fait un appel à son honneur de me dire si, dans cette circonstance, je pouvais avoir un autre but que d'échanger avec lui la mauvaise couverture dont on l'enveloppait, en arrivant, contre les avantages de position que je m'étais donnés. Je n'ai laissé ignorer aucun de ces détails à M. de Caulaincourt à son arrivée, et pendant les douze jours que j'ai passés avec lui à Saint-Pétersbourg. S'il est vrai que, depuis mon départ, on lui ait rapporté qu'on m'avait entendu dire, dans une société de trente personnes, *que lui, M. de Caulaincourt, était étranger à cette affaire, et qu'elle ne regardait que moi* (1), il avait les mêmes moyens de me défendre ; cela lui était plus facile que lorsque j'ai entrepris la même chose pour lui, et je devais espérer le retour de mon procédé. Je lui en ai donné une double preuve au mois d'avril 1814, en arrêtant le jeune Ordener, qui, blessé de l'outrage fait à la cendre de son père, voulait faire publier plusieurs pièces qu'il trouva dans les papiers de sa succession. Je demande ce que cette publication aurait produit le lendemain du jour où l'on venait de voir, dans les journaux, cette justification qui souleva l'opinion contre lui, lorsqu'on lut la lettre qu'il écrivit à l'empereur Alexandre sur ce sujet, étant près de lui le ministre de l'empereur Napoléon.

M. de Caulaincourt arriva à Saint-Pétersbourg vers le 10 ou le 15 décembre 1807. Je lui remis l'ouvrage que j'avais créé, et passai près de lui tout le temps nécessaire pour lui donner les explications dont il avait besoin ; après quoi, je demandai mes audiences de congé. Celle que me donna l'empereur fut presque amicale ; sa fête se célébrait le 25 décembre ; je voulus y assister ; et c'est en m'invitant à dîner pour le lendemain qu'il m'emmena dans

(1) Je rapporte les propres expressions dans lesquelles il me l'a raconté lui-même, dans ces derniers temps, en mai ou juin 1815, à l'Elysée, à Paris *(Note dans l'édition originale.)*.

son cabinet pour me fournir l'occasion de lui témoigner ma reconnaissance de tant de bontés. Il m'entretint assez longtemps des matières politiques que j'avais traitées avec lui et me dit encore un mot du regret qu'il voulait bien avoir de mon départ, et, enfin, en m'embrassant, il me donna congé. A tous ses bons procédés, il joignit des témoignages de sa générosité : outre les diamants d'usage, qui consistaient dans une tabatière de grand prix, il me fit remettre un collier d'améthystes entouré de diamants, qui était le plus bel ouvrage qu'il y eût chez le joaillier de la Couronne ; il était accompagné de tous les accessoires de cette parure ; il y ajouta deux fourrures, l'une de martre zibeline, qui fit l'admiration des dames de Paris, et l'autre d'oursin noir, d'une égale rareté. Je partis de Russie comblé, et de plus j'étais persuadé d'y avoir fait succéder une estime générale aux fâcheuses préventions que j'avais trouvées établies contre moi en y arrivant.

Je pris mon chemin par Wilna, Varsovie et la Silésie. L'empereur Alexandre avait donné ordre que l'on me fît accompagner par deux feld-jagers (courriers de cabinet) jusqu'à Varsovie, de sorte que je n'éprouvai pas la moindre difficulté aux postes. En passant en Silésie, je rencontrai la tête des colonnes des prisonniers russes, qui retournaient de France dans leur pays. L'empereur les avait fait armer et habiller en uniforme russe. Cette galanterie avait été appréciée en Russie, où elle était connue avant mon départ. Ce fut le 16 janvier 1808 que j'arrivai à Paris, où j'eus encore le plaisir de m'entendre donner des marques de satisfaction par l'empereur ; j'y attachai d'autant plus de prix que ce n'était pas trop son habitude, sans que pour cela il en estimât moins.

Pendant plusieurs jours, il me questionna sur tout ce que j'avais remarqué en Russie, et me demandait souvent si j'étais parti convaincu qu'il pouvait faire quelque chose de solide dans ce pays-là : je répondais affirmativement, car c'était mon opinion, et j'ai

souvent regretté d'avoir vu gâter des affaires qu'il était possible de toujours tenir en train. Il n'y avait sorte de chose que l'empereur n'eût préférée à l'idée d'aller recommencer la guerre au delà de la Vistule ; il avait soigné cette ambassade de Russie de tout ce qui pouvait contribuer aux succès qu'il en attendait ; rien n'avait été épargné en dépense, ni en détails de tout genre de tout ce qui compose la représentation. Tout cela avait été porté jusqu'à la somptuosité. L'on verra, par la suite de ces Mémoires, comment la confiance que l'empereur avait placée dans cette alliance, a été petit à petit altérée, au point d'avoir été suivie de la catastrophe qui a englouti l'espérance et l'avenir de tant de familles dignes de l'estime publique.

CHAPITRE XVII

Expédition de Portugal. — Junot. — Composition de son armée. — Entrée à Lisbonne. — Prévoyance du régent. — Nos troupes s'approchent d'Espagne. — Considérations politiques. — Talleyrand. — Part véritable de ce diplomate à l'entreprise sur la Péninsule. — Tentative inconcevable de Fouché. — Formation de la gendarmerie d'élite. — Composition de ce corps. — Hôpital de Sedan. — Création d'une nouvelle noblesse. — L'empereur ne haïssait pas l'opposition.

L'empereur avait passé la saison des chasses d'automne à Fontainebleau, où il avait donné la première audience à l'ambassadeur de Russie (1), qui était le général comte de Tolstoï, frère du grand-maréchal de la Cour de l'empereur Alexandre. Je vais rendre compte de ce qui s'est passé pendant le séjour que fit la Cour dans cette résidence.

Depuis le refus qu'avait fait l'Angleterre d'accepter la médiation de la Russie pour négocier la paix avec la France, l'empereur avait sommé le Portugal de prendre un parti, le menaçant de faire marcher contre lui les troupes françaises, s'il persistait dans son alliance avec l'Angleterre. Le prince régent de Portugal hésitait, et répondait d'une manière évasive aux sollicitations pressantes qu'on lui faisait faire à la fois à Lisbonne et par la voie de son ambassadeur à Paris, le comte de Lima.

Il est à remarquer que le prince régent avait été un des premiers souverains qui eussent recherché l'alliance de la France, et que cependant, dès le temps du Consulat, on avait été obligé de le faire attaquer par les troupes françaises et espagnoles combinées, pour l'obliger à entrer avec nous dans

(1) Le 6 novembre 1807.

l'alliance contre l'Angleterre. C'était cet ouvrage que l'on voulait recommencer : l'ambassadeur de ce pays en France jugeant de ce qui allait arriver, crut qu'il pourrait conjurer l'orage en allant lui-même à Lisbonne faire ouvrir les yeux à son gouvernement sur les dangers d'invasion dont le Portugal était menacé ; il partit de Fontainebleau, et comme courrier près de son souverain : mais il était trop tard, toute transaction était devenue impossible ; le prince n'eut d'autre parti à prendre que de s'embarquer sur sa flotte pour le Brésil abandonnant ainsi ses Etats d'Europe à ce que la fortune en déciderait. Il partit effectivement avant l'arrivée du corps de troupes qui s'approchait de la frontière. Ce corps était commandé par le général Junot, qui avait été gouverneur de Paris pendant la longue absence de l'empereur. Les troupes qui le composaient avaient été formées du troisième bataillon, et des escadrons de dépôt de plusieurs des régiments qui étaient à la Grande Armée.

Il pénétra sur le territoire portugais, prit possession des places fortes, sans rencontrer d'autre résistance que celle que lui opposaient les torrents, les précipices qu'il eut à franchir. Il parvint enfin à vaincre tous ces obstacles, et, à force de constance, il triompha de la faim et de la fatigue, et entra dans Lisbonne sans que le gouvernement essayât de s'opposer à sa marche (1). Loin de là, le prince régent prit soin de lui aplanir les difficultés. Il prévint ses vassaux que la défense était inutile ; qu'il allait s'absenter pour laisser écouler l'orage ; qu'il reviendrait quand la tempête serait passée, et venait, en attendant, d'organiser un gouvernement chargé surtout de procurer de bons logements aux troupes françaises, de pourvoir à leurs besoins, et d'em-

(1) Le 17 octobre 1807, Junot partit de Bayonne, et son corps d'armée passait la Bidassoa le 18. Le 22 novembre, Junot faisait son entrée à Abrantès et le général Dupont pénétrait en Espagne le même jour. (D. L.).

pêcher qu'il ne leur fût fait aucune insulte (1). On ne pouvait faire les choses de meilleure grâce, ni être plus prévenant. Il n'avait oublié qu'une chose, c'était de parler de l'imprudence qui attirait l'orage sur ses Etats : il n'avait cependant pu imaginer que

(1) « Après avoir inutilement fait tous mes efforts pour conserver la neutralité à l'avantage de nos vassaux chéris et fidèles ; après avoir fait, pour obtenir ce but, le sacrifice de tous mes trésors, m'être même porté, au grand préjudice de mes sujets, à fermer mes ports à mon ancien et loyal allié le roi de la Grande Bretagne, je vois s'avancer vers l'intérieur de mes Etats les troupes de S. M. l'empereur des Français. Son territoire ne m'étant pas contigu, je croyais être à l'abri de toute attaque de sa part ; ces troupes se dirigent sur ma capitale. Considérant l'inutilité d'une défense, et voulant éviter une effusion de sang sans probabilité d'aucun résultat utile, et présumant que mes fidèles vassaux souffriront moins dans ces circonstances si je m'absente de ce royaume, je me suis déterminé, pour leur avantage, à passer avec la reine et toute ma famille dans mes Etats d'Amérique, et à m'établir dans la ville de Rio-Janeiro jusqu'à la paix générale. Considérant qu'il est de mon devoir, comme de l'intérêt de mes sujets, de laisser à ce pays un gouvernement qui veille à leur bien-être, j'ai nommé, tant que durera mon absence..... (ici est détaillée la composition du gouvernement).

« D'après la confiance que j'ai en eux tous, et à la longue expérience qu'ils ont des affaires, je tiens pour certain qu'ils rempliront leurs devoirs avec exactitude ; qu'ils administreront la justice avec impartialité ; qu'ils distribueront les récompenses et les châtiments suivant les mérites de chacun ; que mes peuples seront gouvernés d'une manière qui décharge ma conscience.

« Les gouverneurs le tiendront pour dit : ils se conformeront au présent décret, ainsi qu'aux instructions qui y sont jointes, et les communiqueront aux autorités compétentes.

« Donné au palais de Notre-Dame d'Aduja, 26 novembre 1807

« Le Prince. »

Instructions.

« Les gouverneurs du royaume nommés par mon décret de ce jour, prêteront le serment d'usage entre les mains du cardinal-patriarche.

le traité qui devait soulever toutes les forces de la Péninsule nous avait échappé, et que, quoique l'Espagne seule eût éclaté, nous savions à quoi nous en tenir sur les projets du Portugal.

Pendant que l'empereur prenait ce parti vis-à-vis du Portugal, il fit rapprocher des frontières d'Espagne, du côté de la Catalogne et de la Navarre, deux corps d'armée, dont les troupes étaient encore bien moins organisées que celles du corps du général Junot : ce n'étaient pour la plupart que des bataillons de marche. On appelait ainsi des bataillons que

« Ils maintiendront la rigoureuse observance des lois du royaume.

« Ils conserveront aux nationaux tous les privilèges qui leur ont été accordés par moi et par mes ancêtres .

« Ils décideront à la pluralité des voix les questions qui leur seront soumises par les tribunaux respectifs.

« Ils pourvoiront aux emplois d'administration et de finances, aux offices de justice, dans la forme pratiquée jusqu'à ce jour.

« Ils défendront les personnes et les biens de mes fidèles sujets.

« Ils feront choix pour les emplois militaires de personnes dont ils connaîtront les bons services.

« Ils auront soin de conserver, autant que possible, la paix dans le pays ; que les troupes de l'empereur des Français aient de bons logements ; qu'elles soient pourvues de tout ce qui leur sera nécessaire pendant leur séjour dans ce royaume ; qu'il ne leur soit fait aucune insulte, et ce, sous les peines les plus rigoureuses, conservant toujours la bonne harmonie qui doit exister entre nous et les armées des nations avec lesquelles nous nous trouvons unis sur le continent.

En cas de vacance par mort ou autrement d'une des charges de gouverneur du royaume, il sera pourvu au remplacement à la pluralité des voix : je me confie en leurs sentiments d'honneur et de vertu. J'espère que mes peuples ne souffriront pas de mon absence, et que, revenant bientôt parmi eux avec la permission de Dieu, je les trouverai contents, satisfaits et animés du même esprit qui les rend si dignes de mes soins paternels.

« Le Prince. »

« Donné au palais de Notre-Dame d'Ajuda,
le 26 novembre 1807. »

l'on formait des détachements de plusieurs régiments différents, qui avaient un long trajet à faire pour se rendre à la même armée. Les meilleurs étaient composés d'hommes appartenant à trois régiments différents ; mais il y en avait dont les compagnies avaient des soldats de plusieurs corps, et même des officiers tirés d'autres corps que ces mêmes soldats ; il fallait bien certainement que l'empereur crût n'avoir pas de grandes opérations à faire exécuter, pour s'être décidé à employer des troupes dans cet état de désorganisation ; enfin la meilleure portion était la conscription des provinces méridionales, qui avait été appelée en 1806, lorsque l'on entra en Pologne, après que la Prusse eut refusé de traiter et se fut jetée dans les bras des Russes, lorsque nous étions à Berlin. L'empereur avait ordonné que cette portion de conscription restât en France, et il l'avait fait organiser en plusieurs corps réguliers, que l'on nomma légions : ces légions furent rassemblées à Grenoble, Dijon, Toulouse, et, je crois, Bordeaux : cette disposition fut prise après la bataille d'Eylau, et c'est d'Osterode que l'empereur ordonna d'en former des corps de réserve, dont il donna le commandement à des Sénateurs qui avaient été militaires.

La proclamation de l'Espagne avait paru quelques mois auparavant : l'armée d'observation de l'Autriche était dans les environs de Prague. Ces corps de réserve auraient été grossir l'armée d'Italie, si l'Autriche avait entrepris quelques hostilités, ou bien ces mêmes corps auraient formé une armée pour s'opposer aux Espagnols, si la proclamation de leur gouvernement avait été suivie de quelques opérations offensives de sa part : ni l'un ni l'autre cas n'était arrivé, et l'empereur trouva ces légions disponibles à son retour de Tilsitt. C'est ici que commencèrent les affaires d'Espagne, que je crois nécessaire de faire précéder de quelques détails.

On a débité avec affectation dans le monde que M. de Talleyrand avait été d'un avis opposé à cette entreprise : il a pu convenir à quelques esprits de parti de chercher à établir cette opinion, mais elle est contraire

à la vérité : non-seulement il n'y était point opposé, mais encore il la conseilla, et fut celui qui en posa les préliminaires, et c'est dans ce but de la terminer qu'il pressa tant la conclusion de la paix à Tilsitt, disant à l'empereur que son affaire la plus importante était celle du Midi, d'où tôt ou tard un prince belliqueux pourrait tenter d'ébranler son ouvrage, lui faisant remarquer qu'il avait suffi d'une proclamation pour mettre tout le pays en alarme, et que, s'il y avait eu une seconde bataille d'Eylau, ce qui pouvait arriver au centre des provinces russes, où il aurait bien fallu aller si l'on n'avait pas fait la paix, il était possible que les Espagnols et les Autrichiens arrivassent à Paris avant qu'il pût en être informé ; que, d'un autre côté, s'il faisait la paix avec l'Angleterre sans avoir réglé à sa convenance les affaires d'Espagne, il y fallait renoncer pour jamais, parce qu'il retrouverait l'Europe contre lui aussitôt qu'il voudrait en entreprendre l'exécution, au lieu que, si on était assez heureux pour réussir, on traiterait avec l'Angleterre sur cette base, en faisant, d'un autre côté, les sacrifices auxquels on pourrait être obligé de souscrire. M. de Talleyrand est le premier qui ait songé à l'opération d'Espagne ; il avait préparé les ressorts qu'il fallait mettre en jeu pour la faire consommer : il est bien vrai qu'il voulut la faire d'une autre manière, et peut-être l'eût-il menée à meilleure fin.

Le hasard a voulu que, dans la circonstance où l'on aurait eu le plus besoin de toutes les ressources de son esprit, de son habileté et de ses talents, qui étaient dans tout le lustre que leur donnait les succès des armes de l'empereur, il se retira des affaires. Par son absence, on fut privé de tous ces moyens d'intrigues dont l'Espagne fourmillait, et que M. de Talleyrand avait fait mouvoir à son gré pendant plus de dix ans ; en sorte que l'on attaqua la politique maladroitement en heurtant des intérêts que l'on aurait pu se rendre favorables, si on ne les avait pas d'abord effarouchés.

On a dit aussi que c'était par suite de son opposi-

tion à cette affaire qu'il avait quitté le ministère : c'est une autre erreur, encore plus lourde que la première ; l'empereur lui en a voulu longtemps d'avoir quitté la direction des affaires dans cette circonstance, pour une question de vanité. Au retour de Tilsitt, il avait fait Berthier vice-connétable, ce qui le créait grand dignitaire (1) ; il le remplaça au ministère de la guerre par le général Clarke, dont les talents administratifs s'étaient développés en Prusse et à Vienne.

M. de Talleyrand voulait être grand dignitaire : il souffrait de voir l'archichancelier et Berthier au-dessus de lui. Il commença à dire qu'il était fatigué; que sa santé ne lui permettait plus de suivre un quartier général : qu'il désirait de tout son cœur servir l'empereur, mais qu'il avait besoin de repos : il fit parvenir cela par le moyen des femmes qui avaient accès chez l'impératrice, et, enfin, l'empereur devina le reste.

Il était trop content de M. de Talleyrand pour lui refuser ce qu'il paraissait désirer si vivement : il le fit donc vice-grand-électeur, et, ainsi que Berthier l'avait été, il fut remplacé au ministère par M. de Champagny. L'empereur fut très fâché de ce changement, surtout dans la circonstance qui approchait, et M. de Talleyrand ne tarda pas à s'en repentir lui-même, parce que, une fois hors du ministère, il fut en butte à une foule d'intrigues et de mauvais propos. On lui prêta toutes sortes d'indiscrétions sur des faits antérieurs à sa retraite des affaires et sur les projets à venir de l'empereur. L'empereur lui-même disait-il quelque chose, on en raisonnait dans tous les sens, et on en faisait des critiques méchantes que l'on attribuait à M. de Talleyrand. N'ayant plus de conférences particulières, dans lesquelles il aurait pu détruire les menées de ses ennemis, ces absurdités, quelque ridicules qu'elles fussent, n'en

(1) Néanmoins il l'avait conservé près de lui comme major général de l'armée.

laissaient pas moins une impression fâcheuse dans l'esprit de l'empereur.

Il devint bientôt le point de mire de tout ce qui voulait faire fortune et participer aux honneurs attachés à la place qu'il venait de quitter. On chercha à le rendre odieux à l'empereur ; on imagina mille contes, productions de gens qui ne peuvent soutenir la concurrence de ceux dont ils sont forcés de reconnaître la supériorité ; guidés par leurs intérêts particuliers, et poussés par les passions de ceux dont ils se sont entourés, ils aiment mieux perdre un Etat entier en étouffant la lumière autour du monarque, que de voir pâlir leur étoile en laissant accès aux hommes qui véritablement peuvent le servir. L'empereur résista longtemps : il continua à voir avec bonté M. de Talleyrand ; mais comme tout cède à l'importunité qui ne se rebute point, Talleyrand tomba bientôt dans une sorte de disgrâce. Il n'abandonna pas néanmoins l'entreprise qu'il avait suggérée à l'empereur ; au contraire, il la suivit avec constance, et profitant, avec son adresse ordinaire, d'une inspiration de colère qui était échappée à Charles IV, il alla jusqu'à vouloir intervertir l'ordre de succession au trône d'Espagne. Chargé, conjointement avec le grand maréchal, de suivre les négociations que le prince de la Paix avait ouvertes au sujet du Portugal, il ne se borna pas à demander que Charles IV livrât le commerce de ses colonies aux Français, il voulait encore qu'il nous abandonnât celle de ses provinces qui touchent nos frontières, et qu'il reçût en échange les dépouilles du souverain qui s'était enfui à la vue de nos drapeaux. Voici, au reste, une pièce qui fixe l'état où il avait placé la question ; c'est le compte-rendu de la dernière conférence qui eut lieu à ce sujet entre lui et Izquierdo.

Paris, 24 mars 1808.

Au prince de la Paix.

L'état des affaires ne permet pas d'écrire tous les dé-

tails des entretiens qu'après mon retour de Madrid j'ai eus ici, par ordre de l'empereur, avec le général Duroc, grand maréchal du palais impérial, et avec le vice-grand-électeur de l'empire, le prince de Bénévent.

Je réduis mon discours à l'explication des moyens qui sont proposés pour régler et même pour terminer à l'amiable les affaires qui pendent entre l'Espagne et la France, car on m'a chargé de les faire connaître à mon gouvernement, en recommandant la réponse le plus tôt possible.

Il est notoire que plusieurs corps de troupes françaises se trouvent à présent en Espagne : on ignore quel en sera le résultat. Quelque arrangement entre les gouvernements des deux nations pourra empêcher de mauvais effets et même produire un traité définitif et solennel sur les bases qui suivent :

1re base. Les français pourront faire leur commerce dans les colonies espagnoles aussi librement que s'ils étaient Espagnols, et les Espagnols dans les colonies françaises comme s'ils étaient Français : les uns et les autres paieront des droits de douanes comme s'ils étaient natifs du territoire. Cette prérogative leur appartiendra exclusivement, de manière que la France ne l'accordera qu'aux Espagnols, et l'Espagne non plus qu'aux Français.

2e base. Le Portugal se trouve aujourd'hui sous le pouvoir de la France : la nation française a besoin d'une route militaire pour le passage continuel des troupes qui doivent y aller, avec l'objet de conserver les garnisons et de défendre le pays contre les incursions des Anglais. Il est vraisemblable que cette affaire produira beaucoup de dépenses, de chagrins, d'obstacles, et même de fréquentes occasions de désordres ; tout serait parfaitement arrangé, si l'Espagne possédait entièrement tout le Portugal : elle indemniserait la France, en lui cédant l'équivalent sur le territoire des provinces contiguës à l'empire français.

3e base. Régler définitivement la succession au trône d'Espagne (1).

(1) *Lettre de Charles IV à l'empereur Napoléon.*

« Monsieur mon frère,

« Dans le moment où je ne m'occupais que des moyens de coopérer à la destruction de notre ennemi commun, quand

4e base. Faire un traité offensif et défensif d'alliance, en stipulant le nombre de troupes que chaque nation doit donner à son alliée dans le cas de guerre.

Voilà les bases sur lesquelles on pourra faire un traité définitif capable de terminer heureusement la crise actuelle où les deux Etats se trouvent aujourd'hui ; mais, dans les affaires d'une telle nature, je ne dois qu'obéir. Quand on parle de l'existence de l'Etat, de son honneur, de son estime et de son gouvernement, les décisions doivent avoir leur origine seulement dans le conseil du souverain ; néanmoins, mon amour ardent pour la patrie m'a inspiré de faire au prince de Bénévent les observations qui suivent :

1° Accorder aux Français une liberté de commerce égale à celle des Espagnols, c'est diviser les Amériques mêmes entre les nations française et espagnole ; et l'accorder exclusivement, c'est s'éloigner de plus en plus de la paix, perdre toutes nos relations commerciales, et celles des Français avec l'Amérique, jusqu'à la signature de la paix avec l'Angleterre, excepté seulement le cas où l'arrogance de cette puissance serait châtiée. J'ai dit aussi que si mon souverain accédait à cet article, il fallait y ajouter que les marchands Français qui voudraient fixer leur domicile n'auraient pas les droits de citoyens, mais seulement de demeurants, d'après les

je croyais que tous les complots de la ci-devant reine de Naples avait été ensevelis avec sa fille, je vois avec une horreur qui me fait frémir, que l'esprit d'intrigue la plus horrible a pénétré jusque dans le sein de mon palais : hélas ! mon cœur saigne en faisant le récit d'un attentat si affreux ! mon fils aîné, l'héritier présomptif de mon trône, avait formé le complot horrible de me détrôner ; il s'était porté jusqu'à l'excès d'attenter contre la vie de sa mère. Un attentat si affreux doit être puni avec la rigueur la plus exemplaire des lois. *La loi qui l'appelait à la succession doit être révoquée ; un de ses frères sera plus digne de le remplacer et dans mon cœur et sur le trône.* Je suis dans ce moment à la recherche de ses complices, pour approfondir ce plan de la plus noire scélératesse, et je ne veux pas perdre un seul moment pour en instruire V. M. I. et R., en la priant de m'aider de ses lumières et de ses conseils.

« Sur quoi je prie, etc.

« CHARLES. »

A Saint-Laurent, ce 29 novembre 1807. »

lois expresses qui ont servi de base pour le domicile des étrangers jusqu'ici.

2° En parlant de l'affaire du Portugal, j'ai fait une reminiscence du traité du 27 octobre dernier. J'ai cherché à faire connaître le sacrifice du roi d'Etrurie, que le Portugal tout entier ne vaut rien pour l'Espagne, s'il est séparé de ses colonies : que les habitants des provinces contiguës aux Pyrénées ne souffriraient pas la perte de leurs lois, exemptions, priviléges et langue, moins encore le changement de souverain. J'ai ajouté aussi qu'il me serait absolument impossible de signer la cession de la Navarre, parce que, si je le faisais, je serais sans doute l'objet de l'exécration de tous mes compatriotes, à cause de ma naissance en Navarre. A la fin, je n'ai pas hésité à dire que, si l'intention définitive est de séparer du royaume d'Espagne les dites provinces contiguës aux Pyrénées, on pourrait créer un autre royaume, nommé d'Ibérie, pour l'indemnité du roi d'Etrurie, sur les bases de conserver aux habitants du pays leurs lois, exemptions, usages et langue, et d'appartenir toujours à un prince de la famille royale des Bourbons d'Espagne, et, qu'en autre cas, la séparation pourrait avoir lieu sous le titre de vice-royauté, avec la condition d'être possédées toujours par un prince *Infant d'Espagne*.

3° En parlant de la succession au trône d'Espagne, j'ai dit tout ce que le roi notre seigneur m'avait fait l'honneur de m'ordonner, ainsi que tout ce qui a été nécessaire pour démentir les calomnies inventées par les méchants hommes d'Espagne, et racontées ici comme vérités, jusqu'au point d'avoir perverti l'opinion publique.

4° Relativement à l'alliance offensive et défensive, j'ai demandé au prince de Bénévent si l'on projetait de réduire l'Espagne à l'état de la Confédération du Rhin, en lui imposant l'obligation de fournir des troupes, ce qui serait réellement l'assujettir au paiement d'un tribut de guerre, par honnêteté sous le nom d'alliance ; car si l'Espagne est en paix avec la France, jamais elle n'aura besoin des secours français pour la défense du territoire espagnol, ainsi qu'on peut le voir dans les îles Canariennes, les provinces de Buenos-Ayres et le port du Ferrol. Quant à l'Afrique, elle est comptée pour rien.

Sur l'affaire du mariage, le prince et moi sommes restés d'accord ; il n'y a pas eu de difficultés. Mais on m'a

dit que dans le traité qui doit avoir lieu, sur lesdites bases, on ne parlerait plus de mariage, pour lequel il y aura convention séparée.

Il n'y a pas aussi de difficultés sur le titre d'*Empereur des Amériques* que notre roi doit prendre.

On m'a dit qu'il fallait répondre, sur l'acceptation des bases, tout de suite, sans aucun délai, pour éviter les mauvais effets qui pourraient en résulter.

On m'a dit aussi qu'il fallait omettre tout acte ou mouvement d'hostilité capable d'éloigner l'arrangement amiable qui peut encore avoir lieu.

J'ai été interrogé s'il était vrai que le roi notre seigneur projetait d'aller en Andalousie ; j'ai répondu que je n'en savais rien, et j'ai dit la vérité. Croyez-vous (m'a-t-on dit alors) que Charles IV ait déjà fait ce voyage ? Je crois que non, ai-je répondu, parce que le roi, la reine et le prince de la Paix restent tranquilles sur la bonne foi de l'empereur.

J'ai demandé la suspension de l'entrée des troupes françaises dans les provinces intérieures de l'Espagne, jusqu'à ce que je reçusse la réponse de cette note, et cependant que les troupes françaises qui sont en Castille en sortissent. Je n'ai rien obtenu ; on m'a fait espérer on ordonnerait que les troupes s'éloignassent de la province où Leurs Majestés se trouveraient.

Il y a ici des lettres datées d'Espagne, qui disent que quelques troupes espagnoles marcheront vers Madrid par la route de Talavera, et que Votre Altesse m'en a donné avis par un courrier extraordinaire. J'y ai répondu, en disant la vérité sur ce que je savais sur cet article.

On présume que Votre Altese était partie pour Séville, en accompagnant le roi et la reine ; je n'en sais rien, et c'est pourquoi j'ai ordonné au courrier qu'il ne s'arrêtât pas jusqu'au lieu de la résidence de Votre Altesse.

Les troupes françaises n'arrêteront pas le courrier, du moins le grand maréchal du palais m'a offert cette sécurité.

Paris, 24 mars 1808.

Eugène IZQUIERDO.

La révolution d'Aranjuez était faite lorsque cette dépêche arriva.

Il s'était passé à Paris, avant mon retour, une

autre affaire qui avait donné beaucoup d'humeur à l'empereur : c'est lui-même qui me l'a apprise. Il avait été peu satisfait de M. Fouché, et celui-ci voyant la France entière dans l'ivresse, cherchait tous les moyens de rentrer en grâce en signalant son dévouement. Ce ministre, auquel on prêtait tant de lumières et de finesse, était l'homme le plus mal informé de ce qui se passait , et l'homme qui connaissait le moins les convenances et l'usage du monde : c'était la conséquence naturelle de l'état dans lequel il était resté. Ayant appartenu à tous les partis de la Révolution, et les ayant tour à tour abandonnés pour suivre le plus heureux dans le moment, il n'avait pu se défaire des habitudes que cette manière de vivre lui avait fait contracter ; il était toujours dominé, lorsqu'au contraire il croyait lui-même diriger les conducteurs. En suivant cette marche, il se trompait souvent ; aussi l'empereur disait-il de lui : « M. Fouché veut toujours être mon guide et conduire la tête de toutes mes colonnes ; mais comme je ne lui dis jamais rien, il ne sait pas où il faut aller, et il s'égare toujours. »

Je ne sais où M. Fouché avait appris que l'empereur voulait, ou du moins était occupé d'un divorce. Comme il voyait que l'on ne négligeait rien pour resserrer l'alliance avec la Russie, il imagina que, sans lui, on n'aurait pas observé qu'il y avait dans la famille impériale russe une princesse charmante, digne de la plus belle couronne du monde, dont elle aurait encore rehaussé l'éclat par tous ses brillants avantages personnels. On lui dit que l'empereur avait quelque scrupule de séparer sa destinée de celle d'une personne qu'il avait associé à son existence, et qui lui témoignait sa reconnaissance par les soins les plus vigilants dans tout ce qui pouvait l'intéresser.

M. Fouché entreprend de se placer entre les deux époux, et de faire sortir de la tête de quelques Sénateurs dont les opinions étaient réglées d'ordinaire sur la sienne, l'idée de témoigner à l'impératrice qu'elle ferait une démarche utile à l'Etat et en

même temps agréable à l'empereur,en lui proposant elle-même un divorce dont il n'osait l'entretenir : il parla à ces Sénateurs comme un homme qui avait une instruction conforme au langage qu'il leur tenait, et tous approuvèrent ; aucun n'eut garde de faire la moindre objection. Le ministre, qui se croit fort d'une opinion manifestée par d'autres, qu'il avait commencé par établir, pousse l'audace jusqu'à venir lui-même trouver l'impératrice, et ne craint pas de déchirer son cœur en l'entretenant de la nécessité de faire un sacrifice si douloureux pour elle ; il lui parle du vœu du Sénat et de la reconnaissance nationale.

La première pensée qui vint à l'impératrice fut que le ministre de la police n'était que l'interprète de l'empereur, qui n'avait pas voulu être témoin de ses larmes, et lui avait donné cette commission ; mais elle ne se déconcerta pas et lui répondit : « Monsieur, je dois ici l'exemple de l'obéissance aux ordres de l'empereur ; vous pouvez aller lui dire qu'aucun sacrifice ne me coûtera, lorsqu'il sera accompagné de la pensée consolante de m'être conformée à ses désirs. » Elle laissa le ministre dans le salon et rentra chez elle. Ce n'était pas là ce que M. Fouché voulait ; il espérait nouer une longue conversation avec l'impératrice, et la porter à cette démarche comme d'elle-même, en faisant disparaître ce qui était relatif au Sénat et à lui, au lieu que ce congé qu'il reçut lui laissa tout le caractère officiel qu'il avait pris pour son introduction.

L'empereur, qui dans la journée descendait souvent de son cabinet chez l'impératrice, la trouva ce jour-là tout en larmes, et voulut en savoir la raison ; elle lui répondit : « Pouvez-vous me le demander, après ce que vous m'avez fait dire. » C'était une énigme pour lui : il se la fit expliquer, et resta stupéfait de l'audace de son ministre : il l'envoya chercher, et jamais personne, dans quelque condition qu'il soit, n'a été traité comme le fut le ministre de la police dans cette circonstance : l'empereur était indigné, et l'on ne doit attribuer qu'à la faci-

lité avec laquelle il pardonnait les injures qui lui étaient personnelles, qu'il lui ait permis de continuer l'exercice de ses fonctions dans une place dont on pouvait si facilement abuser ; mais il n'eut plus aucune confiance en lui, et le considéra comme un homme qui avait un système personnel à lui, auquel système il rapportait les affaires d'Etat ; mais dont tout le talent était de la subtilité, et qui n'avait que de l'intrigue sans aucune suite d'idées, et particulièrement point d'attachement pour lui. S'il s'était trouvé là un homme en état d'exercer son emploi, il en aurait été pourvu à l'instant.

Cette audace du ministre de la police était seule capable de faire rompre une alliance de cette nature avec la Russie, s'il y avait eu toutefois des ouvertures de ce genre, parce qu'il donna tant de publicité à ce projet pour en paraître l'auteur, que l'empereur n'aurait eu l'air d'avoir contracté cette union que par la force d'une opinion formée par son ministre, et dès lors il n'en aurait retiré aucun fruit.

M. Fouché parvint à se faire pardonner ; il employa le grand-duc de Berg, qui avait plusieurs raisons de le ménager, comme on le verra par la suite de ces Mémoires ; il s'appuya aussi de quelques membres de la famille de l'empereur, qui avaient la faiblesse de croire qu'ils étaient redevables à M. Fouché de tout le bien que l'empereur leur faisait ; qu'il écartait de son esprit tout ce que de prétendus méchants ne cessaient de lui rapporter sur leur intérieur, tandis que jamais personne n'en parlait à l'empereur, que lui, Fouché. Il avait une habitude de lui dire : on a débité telle mauvaise chose qui aurait pu nuire au prince un tel ou à madame une telle ; on a tenu tel ou tel mauvais propos ; mais j'ai empêché que cela n'allât plus loin. On ne lui avait rien dit ; on ne disait ni ceci ni cela ; c'était lui qui avait inventé les mauvais propos et qui les mettait sur le compte d'un autre ; il en imposait à l'empereur en venant lui faire un faux rapport, auquel il avait soin de faire une préface piquante ; il avait beau y mettre de l'esprit, son crédit était usé.

C'est dans ce temps-là qu'il a le plus abusé de la facilité qu'il avait de jeter sur la gendarmerie d'élite tout l'odieux de son administration et de ses actes particuliers. Il avait l'habitude, après avoir attiré sur un individu une mesure de rigueur qui était la suite d'un rapport qu'il avait fait précédemment, de dire aux personnes qui s'intéressaient à celle qu'il avait fait frapper : « Ce n'est pas ma faute, l'empereur ne me consulte plus : aussi il fait des choses en dépit du bon sens ; il a sa gendarmerie qui fait sa police ; moi je n'ai plus rien à faire qu'à prendre garde à moi-même, car un jour cela pourrait bien être mon tour. » C'est par des discours aussi artificieux que ce ministre astucieux éloignait de lui tout l'odieux des mesures qu'il faisait prendre à l'empereur. Lorsque je serai à l'époque où je lui ai succédé, je rapporterai plus en détail ce qui le concerne.

C'est ici le moment de parler de cette gendarmerie d'élite, qui a été si utile au ministre de la police pour voiler ses opérations, et être accablée de l'odieuse opinion qu'il en avait donnée ou qu'il avait laissé établir sur elle.

C'est moi qui ai créé ce corps, et je l'ai commandé huit ans ; j'atteste ici que jamais je n'ai reçu de l'empereur aucun ordre d'en employer les gendarmes à un service qui ne fut pas rigoureusement conforme à leur institution, et particulièrement aux dispositions des lois à l'égard de la gendarmerie. Jamais l'empereur ne les a chargés d'aucune police secrète, et j'atteste sur l'honneur qu'avant d'être moi-même le chef de celle de l'Etat, je n'avais pas la première idée de ce que cela pouvait être ; je me suis dit souvent qu'il aurait été heureux pour moi que la gendarmerie d'élite m'eût offert quelques ressources de ce genre ; mais personne de ce corps n'y entendait rien, pas plus que moi alors. Je vais plus loin ; dans les huit ans que je l'ai commandée, je n'ai pas connu un seul individu dans ses rangs, auquel on eût osé aller proposer une commission du genre de celles qu'on les accuse d'avoir remplies, et la

plupart de leurs accusateurs ou détracteurs n'auraient pas osé leur dire en face la moindre partie de ce qu'on a imprimé contre eux depuis ; je n'avais pas un gendarme qui n'eût été sous-officier dans les rangs de l'armée ; tous m'étaient attachés parce que je ne craignais pas de paraître pour les défendre contre la calomnie, et leur faire obtenir justice. Leur attachement était la suite de leur estime, et quelle que soit la persévérance de la basse récrimination qui les a fait dissoudre, ils n'en sont que plus recommandables à l'estime publique. Quant à moi, je regarderai toute ma vie comme des jours heureux ceux où je pourrai être utile à quelques-uns d'eux.

Il y avait encore à Paris, au moment de mon retour de Russie, quelques-unes des députations que les départements avaient envoyées pour complimenter l'empereur ; celle de mon département (les Ardennes) était de ce nombre ; elle vint me faire une visite, et me donna en corps un dîner comme à un compatriote qu'elle estimait. Cette circonstance mit le comble à tout ce que j'éprouvais de satisfaction à cette époque-là.

Parmi la députation du département des Ardennes, il y avait le maire de la ville de Sedan, qui, avec quelques députés de cette ville, était en instance pour obtenir d'abord un bâtiment de l'Etat pour un établissement de bienfaisance publique, et qui, en second lieu, sollicitait la remise à l'hôpital militaire de cette ville de la dotation que le maréchal de Turenne lui avait donnée sur ses biens en le fondant (1). Cette dotation avait été engloutie dans la Révolution, et les héritiers de la Maison de Bouillon, ayant eu leur fortune en grande partie confisquée, entendaient que le paiement de cette dotation fût reversé sur la portion des biens dont ils avaient été dépouillés. Le ministère observait avec raison que si l'empereur commençait une fois à faire droit

(1) Le maréchal de Turenne est né à Sedan, et c'est lui qui a fondé l'hôpital militaire de cette ville.

à une réclamation de ce genre, toutes les villes qui étaient dans le même cas que Sedan viendraient successivement réclamer, et qu'il n'y avait aucune raison pour leur refuser ce que l'on aurait accordé à celle-ci, en sorte que leur demande fut écartée.

Mes compatriotes espéraient que je pourrais vaincre les obstacles qu'ils avaient rencontrés, et me priaient de les aider. Je saisis cette occasion de leur témoigner combien j'étais attaché aux lieux où j'étais né. Je donnai procuration au maire de Sedan, M. de Neuflize, l'homme le plus considérable du pays, qui voulut bien s'en charger, de chercher près de la ville une partie de bien d'une valeur égal au revenu de la dotation du maréchal de Turenne, et à l'abri de toute espèce de révolution, de confiscation ou aliénation, libre d'hypothèque, dont on pût faire l'acquisition de suite, et que j'en ferais les fonds, en mettant pour condition que cette acquisition ne serait rien autre chose que la reconstitution de la dotation du maréchal de Turenne, telle qu'elle existait avant la Révolution, aux mêmes obligations de reconnaissance envers sa mémoire ; c'est-à-dire que ses armoiries seraient replacées dans l'église, et que tous les ans, au 26 juillet, pour anniversaire de sa mort, on y célébrerait le service divin, comme cela était d'habitude avant la Révolution. Il fallut un rapport du Conseil d'Etat à l'empereur sur toutes ces propositions, qui furent sanctionnées par un décret ; et c'est depuis cette époque que l'hôpital militaire de Sedan a recouvré ce qu'il avait perdu, c'est-à-dire une rente de 1.200 francs, pour le capital de laquelle j'ai donné de mes économies 40.000 francs.

C'est aussi au mois de janvier 1808, et pendant le mois de février suivant, que l'empereur faisait discuter au Conseil d'Etat son projet de recréer une noblesse. Cette question causa beaucoup de débats ; elle trouva des contradicteurs, et il est à remarquer que l'empereur, à qui on supposait des idées de despotisme, affectait toujours de faire prendre, dans des cas semblables, la parole à ceux des Conseillers d'Etat qu'il savait être d'une opinion opposée à la

sienne : il recommandait toujours que l'on parlât franchement, disant quelquefois, sur cette matière comme sur d'autres : « Ne ménagez pas la question pendant qu'on la discute, parce qu'une fois qu'elle aura passé, et que le décret en aura été signé, il n'y aura plus à y revenir, ni à se plaindre (1). »

Il n'en a jamais voulu à personne pour avoir manifesté franchement de l'opposition à ses opinions ; il aimait qu'on les combattît, et il ne lui en coûtait aucun effort pour revenir à celle qui lui était démontrée être la plus raisonnable : c'était une bonne note dans son esprit, en faveur de celui qui lui avait donné quelque lumière en lui résistant.

Cette question de noblesse fut vivement discutée ; et il en coûtait à tous les hommes de la Révolution de devenir transfuges à leur parti : mais cependant elle passa, soit que la raison ou l'amour-propre l'eût emporté, et, dans le mois de février, l'empereur créa seize ducs avec un grand nombre de comtes et de barons ; il me fit l'honneur de me comprendre dans les seize premiers (2), et d'ajouter à cette faveur une riche dotation, que j'ai perdue par suite des revers qui ont causé des pertes semblables à tout ce qui vivait de ses bienfaits.

(1) On peut s'en assurer dans l'ouvrage de M. Thibaudeau, où sont mises en regard les opinions des Conseillers d'Etat contre lesquels il discutait *(Note de l'édition originale.)*.

(2) 7 février 1808. — Les armoiries du duc de Rovigo étaient : d'azur, au chevron d'or accosté en chef de deux molettes d'éperon d'argent ; et en pointe d'un sabre de cavalerie d'argent posé en pal, au chef des ducs de l'empire. (D. L.).

CHAPITRE XVIII

Le prince de la Paix dispose souverainement de toutes les ressources de la monarchie espagnole. — Animadversion de la nation. — Il est forcé d'avoir recours aux partis extérieurs.— La duchesse d'Orléans, M. de La Bouillerie. — Nos troupes s'emparent d'une partie de l'Espagne. — Conjuration d'Aranjuez. — Ferdinand proclamé roi d'Espagne. — Réflexions de Napoléon au sujet de la révolution d'Aranjuez. — Je pars pour Madrid. — Instructions que me donne l'empereur. — L'infant don Carlos. — L'épée de François I[er]. — Lettre de l'empereur au grand-duc de Berg.

Au mois de février 1808, l'empereur avait fait approcher sur l'extrême frontière d'Espagne les troupes dont j'ai parlé plus haut ; le Portugal était occupé, et la politique de la Russie se dessinait de manière à donner de la sécurité. Il avait signé, à Fontainebleau, le 27 octobre 1807, un traité avec l'Espagne, en vertu duquel une partie des provinces portugaises restait en dépôt dans nos mains jusqu'à la paix ; une autre passait sous la domination de la reine d'Etrurie, qui nous cédait en échange la Toscane ; le reste constituait une autre souveraineté pour le prince de la Paix, qui n'avait certainement pas obtenu cette élévation au suprême pouvoir sans quelque retour en services du genre de ceux qu'il pouvait nous rendre, comme on pourra le juger.

Cet homme, qu'une faveur extraordinaire avait mis à la tête de toutes les affaires d'Espagne, gouvernait la monarchie en maître absolu, depuis plus de dix ans ; il avait établi son pouvoir en faisant nommer ses créatures aux emplois civils, militaires et ecclésiastiques, tant en Espagne que dans les Indes.

Il était devenu l'arbitre de toutes les grâces, et

s'était si bien rendu maître des décisions du roi, qu'il répondait à tout ce qu'on lui demandait : Voyez Emmanuel (le prince de la Paix s'appelait Emmanuel Godoy). Cette suprême autorité avait élevé contre lui une masse de haine, qui contre-balançait la faveur dont il était comblé, parce qu'il avait nécessairement commis beaucoup d'injustices pour établir sa puissance. Le prince des Asturies était déjà entré au Conseil ; il avait eu aussi à se plaindre des hauteurs du favori, qui ne craignait pas de le blesser, en laissant apercevoir la source d'un despotisme qui ne s'arrêtait même pas devant l'héritier de la couronne. Plus celui-ci avançait en âge, plus il portait ombrage au prince de la Paix, qui ne dissimulait plus son aversion pour lui. De son côté, le prince des Asturies devint son ennemi, au point de saisir toutes les occasions de travailler à sa perte ; il y était encouragé par l'opinion publique, qui faisait une justice sévère de la Cour, et qui, ainsi que la fierté nationale, tournait ses regards vers lui, et y rattachait ses espérances.

De tous côtés on s'élevait contre le prince de la Paix, qui voyait s'échapper un pouvoir qu'il exerçait depuis longtemps ; bientôt il dut recourir aux derniers expédients pour le ressaisir. Il avait senti, depuis longtemps, le besoin de consolider son autorité par la protection d'une puissance étrangère, et il n'avait rien négligé pour se rendre agréable à la France, qui avait accepté tout ce qui pouvait être utile à son influence en Espagne, dont ce favori disposait sous tous les rapports, et lui était ainsi devenu nécessaire à sa Cour, qui le croyait plus agréable que qui que ce soit à la France. Ses ennemis saisirent encore ce moyen pour lui nuire, en disant qu'il était un traître ; qu'il avait vendu l'Espagne à la France, et en avait fait une de ces vice-royautés dans lesquelles on n'obéissait plus qu'aux ordres de l'empereur.

D'un autre côté, on attribuait à la France tout le mal dont on croyait avoir à se plaindre en Espagne, et on l'accusait d'y soutenir le prince de la Paix.

Cet état de choses amenait tous les jours de l'aigreur entre les partisans du prince des Asturies et les créatures du favori, qui craignaient sa disgrâce autant que les premiers désiraient son renvoi. Les conseils du prince royal ne furent sans doute pas assez prudents, et s'échauffèrent un peu en voyant la chaleur de l'opinion publique : ils firent peut-être entrer dans son esprit le projet d'arrêter l'ambition du prince de la Paix, en l'en rendant lui-même victime. Celui-ci, voyant une catastrophe s'approcher, et toute l'Espagne prononcée, jugea qu'il serait perdu, lorsque les troupes françaises avancèrent sur le territoire espagnol pour l'exécution du traité de Fontainebleau, dont il avait le secret à peu près tout seul, et qui même n'était pas signé. Mais il vit bien que l'on ne manquerait pas d'attribuer l'invasion qui en serait la suite au désir de le protéger personnellement.

En conséquence, pour consolider le reste du pouvoir qui lui était encore nécessaire pour l'exécution de son projet, il ne vit de ressource que de décider le roi Charles IV à écrire à l'empereur, pour lui faire part des mésintelligences qui divisaient l'Espagne, et qu'il était assez malheureux pour être forcé de reconnaître une trame contre ses jours, ourdie jusque dans son propre palais, par des malheureux qui entouraient son fils : et, en même temps qu'il lui annonçait le projet d'en faire un exemple, il lui demandait des conseils (1).

Ce dernier coup de vigueur rendit une nouvelle autorité au prince de la Paix, mais il ne lui ramena pas l'opinion publique, qui s'attacha tout entière au prince des Asturies, que l'on considéra comme sa victime.

Le prince des Asturies se vit dans une mauvaise position : on avait arrêté ses plus fidèles partisans ; on informait contre eux ; il avait tout à craindre des entreprises d'un homme à qui sa perte était nécessaire. Il chercha à se mettre en mesure contre la

(1) *Voyez* ci-dessus la lettre de Charles IV, page 305.

malveillance du favori ; déjà il s'était adressé à l'empereur et avait trouvé moyen de lui faire parvenir une lettre, dans laquelle il lui demandait sa protection contre des intrigants qui avaient juré sa perte, et voulaient le rendre victime de l'ambition d'un homme qui ne mettait plus de bornes aux humiliations qu'il lui faisait éprouver.

L'empereur avait répondu à la lettre du roi, mais il avait gardé le silence à l'égard du prince des Asturies. Cette circonstance arriva au retour du voyage que l'empereur avait fait en Italie, et je crois même que c'est au moment de partir pour s'y rendre qu'il reçut les deux lettres dont je viens de parler.

Lorsque les troupes françaises entrèrent en Espagne, elles rencontrèrent en Catalogne M. le prince de Conti, madame la duchesse de Bourbon et madame la duchesse d'Orléans, qui y vivaient paisiblement, depuis que, pour vendre leurs biens, le Directoire les avait obligés à sortir de France, en leur faisant à chacun une pension de 20 ou 25,000 francs, qui leur était payée sur des certificats de vie, et en suivant toutes les formalités prescrites pour les plus simples particuliers qui sont rentiers viagers de l'Etat ; en sorte que ces princes étaient soumis à tout ce qu'il y avait de plus outrageant, quoi qu'on ne leur payât pas le dixième de ce qu'on leur avait pris, après les avoir forcés de quitter la France. Ils avaient sans doute jugé inutile de réclamer. Les choses étaient toujours restées dans cet état, lorsque l'empereur en entendit parler, pour la première fois, par le général Canclaux, qui a donné l'éveil sur la situation de ces princes : il était resté l'ami chaud du prince de Conti. Depuis, le ministre des finances, M. le duc de Gaëte, vint l'en entretenir et l'informer de tout ce qui était relatif à ces princes. M. le duc de Gaëte avait fait son affaire personnelle de celle-ci, et il connaissait si bien l'âme de l'empereur, qu'il avait joint au rapport qu'il lui faisait un projet de décret pour porter chaque pension à 60,000 francs, au lieu des 20 ou 25 du Directoire, et portant dans sa rédaction que ces pensions seraient payées aux

lieux de la résidence de chacun des princes, par le soin du ministre du trésor, qui verserait, pour cela, ces sommes à une maison de banque de Paris, qui avait ordre de payer exactement, et de se pourvoir au trésor.

L'empereur signa de suite, en remerciant le ministre des finances. Ainsi disparurent les formalités auxquelles on avait assujetti ces illustres infortunés. Elles étaient telles qu'ils étaient obligés d'avoir un procureur fondé de pouvoirs à Paris, et de lui envoyer des certificats de vie signés des agents de la République, qui, sans doute, grapillaient comme de coutume autour de l'infortune.

L'empereur avait de même fait une pension à la nourrice de feu M. le Dauphin, ainsi qu'à celle de madame la duchesse d'Angoulême ; c'était madame la comtesse de Ségur, la mère, qui les lui avait demandées. Mais une chose qui ne peut s'expliquer que par l'aveuglement de l'esprit de réaction, c'est que, dans le commencement de la Restauration, cette pension a été supprimée, et n'a été payée de nouveau que longtemps après, et sur la demande de madame la duchesse d'Angoulême.

On a beaucoup dit que l'empereur était tyran et avide de spoliations ; le fait suivant prouve que ces actes étaient toujours l'œuvre du ministère proposant.

Le domaine extraordinaire était sous la direction de M. de La Bouillerie ; c'est-à-dire les caisses, car M. Defermon en était l'intendant, et l'on avait réuni à ce domaine toutes les saisies provenant de l'exécution des décrets prohibitifs de Berlin et de Milan. Un jour, M. de La Bouillerie reçut de l'intendant l'avis qu'une saisie de deux navires venait d'être faite au Havre ; qu'elle était évaluée environ 800,000 francs, dont il lui ordonnait de surveiller et de faire opérer la rentrée. Il était fort tard quand M. de La Bouillerie reçut cet avis, ainsi que les pièces qui l'accompagnaient.

Il y remarqua une extension outrée, que l'on s'était efforcé de donner au sens des décrets de Berlin et

de Milan, pour atteindre ces deux navires. Il fit sur-le-champ un rapport particulier à l'empereur, chez lequel il avait le droit d'entrer à toute heure ; mais comme il était déjà fort tard, et qu'il pouvait se faire que l'empereur ne pût pas lire son rapport, M. de La Bouillerie écrivit lui-même en haut de la marge :

« Il est urgent d'envoyer de suite un courrier au Havre porter l'ordre de rendre les deux navires saisis. »

M. de La Bouillerie porta lui-même son rapport. L'empereur le fit entrer de suite ; il feuilleta le rapport, qui était très long, et, sans le lire, il mit, de sa main, sous l'émargement de La Bouillerie, ces mots : *Approuvé.* NAPOLÉON ; ordonna à M. de La Bouillerie d'expédier l'ordre, et garda le rapport, en lui disant de revenir le lendemain. Le courrier fut expédié dans la nuit, et les navires rendus. Le lendemain, M. de La Bouillerie s'étant présenté, l'empereur lui dit : « J'ai lu votre rapport, et je vous remercie d'avoir empêché que l'on me fît commettre cette odieuse injustice ; c'est comme cela qu'il faut me servir. »

Je reprends ma narration.

Lorsque les troupes furent arrivées sur les frontières, on les fit entrer dans Saint-Sébastien, Pampelune, Roses, Figuières et Barcelone (1), et dès lors commencèrent nos premiers actes vis-à-vis des Espagnols. Cette entrée sur le territoire fut attribuée au prince de la Paix par la partie adverse, et aux intrigues des partisans du prince des Asturies, par ceux du prince de la Paix. Cette rivalité hâta le dénouement des événements : le prince de la Paix avait l'air de croire que ces prises de possession, et cette marche de troupes, n'avaient lieu que pour assurer l'exécution du traité de Fontainebleau.

Le prince des Asturies, de son côté, ne voulait y voir qu'une trahison du prince de la Paix, parce que l'opinion la plus générale l'accusait de nous être vendu.

(1) 15-28 février et 2 mars 1808.

Le prince de la Paix, lui-même, joua l'homme effrayé ; et peut-être l'était-il réellement de la marche de nos troupes, qui étaient, d'une part, arrivées à Burgos, et, de l'autre, entrées à Barcelone. Il déclara qu'il n'y avait d'autre parti à prendre, pour la famille royale, que de se retirer à Séville, et d'appeler la nation espagnole aux armes. Il était convenu qu'il jouerait ce rôle pour faire partir le roi et sa famille pour l'Amérique ; qu'il les quitterait clandestinement à Séville, pour venir jouir des avantages que lui assurait le traité de Fontainebleau. Telle est la version que j'ai entendu faire, mais je n'ai rien vu qui m'autorise à le penser, du moins quant au dessein de venir jouir des vastes Etats qu'il s'était assurés. Loin de là, le prince de la Paix connaissait le décret de Milan, qui nommait Junot gouverneur du Portugal, et le chargeait de l'administrer au nom de l'empereur. Il n'était donc plus question de la principauté des Algarves, et sans doute ce prince ne se faisait plus d'illusion sur sa principauté. Il fit assembler le conseil du roi au palais d'Aranjuez, et après y avoir exposé les malheurs qui menaçaient la monarchie, il fit prévaloir son avis et arrêter le départ de la famille royale pour Séville. C'est en sortant de ce conseil que le prince des Asturies dit aux gardes du corps, en traversant la salle dans laquelle ils se tenaient :

« Le prince de la Paix est un traître ; il veut emmener mon père, empêchez-le de partir. » Ce propos courut bientôt la ville, et la populace se porta au palais du prince de la Paix, y mit tout en pièces, et après les plus minutieuses recherches, elle le trouva caché dans un grenier : il serait infailliblement devenu victime de ses fureurs, si, pour le sauver, on ne se fût servi du nom même du prince des Asturies pour le mener en prison.

Ce signal de révolte donné, elle prit presque aussitôt des caractères qui effrayèrent le roi. On profita de ce moment pour lui demander son abdication en faveur de son fils ; il la donna pour sauver sa vie, et resta dans sa résidence pendant que le prince

des Asturies vint à Madrid. Cet événement a sans doute été accompagné de beaucoup de détails qu'il serait intéressant de rapporter ; mais la crainte d'être inexact m'oblige à n'en parler que sommairement.

Cette révolution fut annoncée sur tous les points de l'Espagne par des courriers : et la joie d'être débarrassé du prince de la Paix y excita de l'enthousiasme. Le grand-duc de Berg était arrivé à l'armée lorsqu'il apprit cet événement ; il reçut, par la même occasion, une lettre de Charles IV pour l'empereur Napoléon, par laquelle le roi d'Espagne faisait part à son allié de la violence qui lui avait été faite :

Monsieur mon frère, lui mandait-il, vous apprendrez sans doute avec peine que les événements d'Aranjuez et leurs résultats ; Votre Majesté ne verra pas sans quelque intérêt un roi qui, forcé d'abdiquer la couronne, vient se jeter dans les bras d'un monarque son allié, se remettant en tout à sa disposition, qui peut seule faire son boneur, celui de toute sa famille et de ses fidèles sujets. Je n'ai déclaré me démettre de ma Couronne en faveur de mon fils que par la force des circonstances, et lorsque le bruit des armes et des clameurs d'une garde insurgée me faisaient assez connaître qu'il fallait choisir entre la vie et la mort, qui eût été suivie de celle de la reine. J'ai été forcé d'abdiquer ; mais rassuré aujourd'hui, et plein de confiance dans la magnanimité et le génie du grand homme qui s'est toujours montré mon ami, j'ai pris la résolution de me remettre en tout ce qu'il voudra bien disposer de mon sort, de celui de la reine et de ceui du prince de la Paix. J'adresse Votre Majesté Impériale et Royale une protestation contre les événements d'Aranjuez et contre mon abdication. Je m'en remets et me confie entièrement dans le cœur le Votre Majesté. Sur ce, je prie Dieu, etc.

De Votre Majesté Impériale et Royale, le très affectionné frère et ami.

CHARLES.

Je proteste et déclare que mon décret du 19 mars, par lequel j'ai abdiqué la Couronne en faveur de mon fils, est un acte auquel j'ai été forcé pour prévenir de

plus grands malheurs et l'effusion du sang de mes sujets bien aimés ; il doit, en conséquence, être regardé comme nul.

CHARLES.

(1) Aranguez, 21 mars 1808.

Le grand-duc de Berg envoya cette lettre à l'empereur, et le prévint qu'il marchait avec l'armée sur Madrid, où il entra dans les premiers jours d'avril 1808.

L'empereur reçut ce courrier à Saint-Cloud, un samedi soir. Le lendemain, dimanche, à la messe, il paraissait un peu préoccupé, quoique cela ne fût pas son habitude. Il avait fait partir la veille son chambellan, M. de Tournon, pour porter au grand-duc de Berg de nouvelles instructions (1). Il m'envoya chercher après que tout le monde fut retiré, et me conduisant dans le parc, où nous restâmes deux heures, il me parla ainsi :

vous allez partir pour Madrid. On me mande de cette ville que le roi Charles IV a abdiqué et que son fils lui succède, et en même temps l'on m'apprend que cela est arrivé à la suite d'une révolution dans laquelle le prince de la Paix paraît avoir succombé, ce qui me donne à penser que l'abdication du roi n'a pas été volontaire. J'étais bien préparé à quelques changements en Espagne ; mais je crois voir, à la tournure des affaires, qu'elles prennent une marche tout autre que je ne croyais. Voyez notre ambassadeur, et dites-moi ce qu'il a fait dans tout cela. Comment n'a-t-il pas empêché une révolution que l'on ne manquera pas de m'attribuer, et dans laquelle je suis forcé d'intervenir ? avant de reconnaître le fils, je veux être instruit des sentiments du père : c'est lui qui est mon allié, c'est avec lui que j'ai des engagements ; et s'il réclame mon appui, je le lui donnerai tout entier, et le remettrai sur le trône en dépit de toutes les intrigues. Je vois maintenant qu'il avait raison d'accuser son fils d'avoir tramé contre lui : cet événement le décèle ; et jamais je ne donnerai mon assentiment à une

(1) 28 mars 1808.

pareille action, elle déshonorerait ma politique et tournerait un jour contre moi.

Mais si l'abdication du père est volontaire, (et, pour qu'elle le soit, il faut qu'elle en porte les caractères, au lieu que celle-ci n'a eu que ceux de la violence), alors je verrai si je puis m'arranger avec le fils comme je m'arrangeais avec le père.

Lorsque Charles-Quint abdiqua, il ne se contenta pas d'une déclaration écrite, il la rendit authentique par les cérémonies d'usage en pareil cas, il la renouvela plusieurs fois, et ne remit le pouvoir seulement qu'après que tout le monde fut convaincu que rien autre chose que sa volonté ne l'avait porté à ce sacrifice.

Cette abdication avait un bien autre caractère que celle d'un souverain dont on viole le ministère, et que l'on met entre la mort et la signature de cet acte.

Rien ne pourra me le faire reconnaître, avant qu'il ne soit revêtu de toute la légalité qui lui manque ; autrement, il suffira d'une troupe de traîtres qui s'introduira la nuit chez moi, pour me faire abdiquer et renverser l'Etat.

Si le prince des Asturies règne, j'ai besoin de connaître ce prince, de savoir s'il est capable de gouverner lui-même, et, dans ce cas, quels sont ses principes.

S'il doit gouverner par ses ministres, je veux savoir par quelle intrigue il est dominé, et si nos affaires pourront rester à cette Cour sur le pied où elles étaient à la Cour du roi son père.

Je ne le crois pas parce que les extrêmes se touchent en révolution ; et il est vraisemblable qu'un des grands moyens de popularité du nouveau roi aura été l'intention manifestée de suivre une marche opposée à celle de son père, qui, lui-même, m'avait déjà donné de l'inquiétude après Iéna.

Sans doute les alentours du prince des Asturies seront différents, et il fera bien ; cela m'importe peu. Le roi son père trouvait bien la manière dont il s'était établi, ce n'était pas à moi à le désapprouver : j'avais fini par m'en accommoder et par m'en trouver très bien.

Je voudrais pouvoir m'établir sur le même pied avec le fils, et finir d'une manière honorable avec le père.

Si, comme je le crains, le fils a donné dans une marche opposée, il se sera entouré de tout ce que le roi Charles IV avait éloigné de sa Cour et de ses affaires : alors je dois m'attendre à avoir des embarras, parce que les hommes se gouvernent le plus souvent par leurs

passions, et que ceux-ci, ayant attribué leur disgrâce à l'influence de la France, ne laisseront échapper aucune occasion de s'en venger, si je leur en laisse le temps et les moyens.

Lorsque j'ai fait la paix avec les Russes, je pouvais rétablir la Pologne, dont les sentiments étaient tout à moi. La confiance que j'ai eue dans l'empereur de Russie, pour maintenir la paix en Europe et me garantir, par son alliance, de nouvelles entreprises semblables à celles dont j'ai heureusement triomphé, m'a fait abandonner mon projet, à la renonciation duquel j'ai mis pour condition que l'empereur de Russie se rendrait médiateur de la paix à laquelle je désire enfin amener l'Angleterre ; et qu'en cas de refus de la part de cette puissance, il s'unirait avec moi dans la guerre contre elle, malgré tout ce que la Russie a à souffrir d'une privation de commerce avec l'Angleterre.

Il faudrait que l'on eût bien peu de sens en Espagne, si on croyait que, n'ayant retiré que ce seul avantage de tous ceux que m'offrait une guerre heureuse, je laisserai les Espagnols me préparer de nouveaux embarras en s'alliant avec l'Angleterre, et donnant par là à cette puissance des avantages beaucoup au-dessus de ceux que la déclaration de guerre des Russes leur fait perdre.

Je crains tout d'une révolution dont je ne conçois ni la direction ni l'intrigue ; le mieux du mieux serait d'éviter une guerre avec l'Espagne, elle serait une sorte de *sacrilège* (ce fut son expression) ; mais je ne balancerai pas à la faire à la Maison de Bourbon, si le prince qui veut gouverner cet Etat adoptait une politique semblable.

Je me trouverais alors dans la même position où se trouva Louis XIV, lorsque ce monarque s'occupa de la succession de Charles II : on a dit que c'était par ambition, mais non ; c'est que s'il n'avait pas mis un de ses petits-fils sur le trône d'Espagne, un archiduc d'Autriche y eut été appelé ; dès-lors l'Espagne devenait l'alliée naturelle de l'Angleterre, et Louis XIV, dans toutes les guerres qu'il aurait eues, soit avec l'une, ou avec l'autre de ces deux puissances, aurait eu bientôt les deux ensemble à combattre. Comment aurait-il résisté à une guerre maritime accompagnée d'attaques en Flandre, en Alsace, en Italie, en Roussillon et en Navarre ?

Voilà le motif qui lui a fait faire la guerre en faveur de son petit-fils ; à la vérité il avait pour lui le testament de Charles II, qui appelait le duc d'Anjou au trône d'Es-

pagne, et malgré la légitimité de ce titre, l'Autriche lui a fait la guerre pour mettre l'archiduc Charles sur le trône d'Espagne.

Ici ce n'est pas le même cas : le trône est occupé, il a même des héritiers ; cela rend la question plus compliquée, mais cela ne change rien à la politique ni à l'intérêt des peuples ; et la France a aujourd'hui, comme elle l'avait dans ce temps là, le même besoin de rester alliée de l'Espagne, dans la paix comme dans la guerre.

Tant que Charles IV aurait régné, je pouvais compter sur la paix, et je n'avais que très peu de changements à lui demander. Nous aurions bientôt été d'accord si le prince de la Paix n'avait pas succombé, parce que nous pouvions compter sur lui. Aussi vous voyez que les troupes que j'ai fait marcher ne sont que des enfants et des dépôts.

Mais si l'Espagne veut prendre une marche opposée, je ne balancerai pas à y entrer, parce que ce pays peut un jour être gouverné par un prince belliqueux, qui saura diriger contre nous toutes les ressources de cette nation, et qui finira peut-être par se mettre en tête de faire entrer le trône de France dans sa famille ; voyez où on en serait en France si cela arrivait : c'est à moi à le prévoir et à en ôter les moyens à celui qui pourrait l'entreprendre.

Je vous le répète, si le père veut remonter sur le trône, je suis prêt à le seconder : s'il persiste dans son abdication, mandez-moi ce que je puis croire des sentiments du fils et de ses alentours, que je ne connais pas.

Dans tous les cas je ne reconnaîtrai pas la marche qui a été suivie pour le faire succéder à son père ; il faudra que cet acte soit *purifié* par une sanction publique du roi Charles IV. Mais si je ne puis m'arranger avec le fils ni avec le père, je ferai maison nette : j'assemblerai les Cortès, et je recommencerai l'ouvrage de Louis XIV ; je suis prêt pour ce cas-là.

Je vais me rendre à Bayonne : si les circonstances l'exigent, j'irai à Madrid, mais pour cela il faudrait que j'y fusse absolument forcé.

Il me congédia, et je partis le même jour pour Madrid.

Chemin faisant, je rencontrais presque à chaque poste un courrier espagnol qui allait à Paris avec des dépêches pour l'ambassadeur d'Espagne, que le

nouveau roi s'était empressé d'accréditer près de l'empereur.

Vers Poitiers, je rencontrai le comte de Fernand-Nuñez, chambellan de la Cour d'Espagne ; il était porteur d'une lettre du roi Ferdinand VII pour l'empereur, et allait à Paris.

A Bayonne, je trouvai l'infant don Carlos qui venait au devant de l'empereur. Il croyait le trouver dans cette ville, d'après ce qu'il lui avait été dit lors de son départ de Madrid. Lorsque j'entrai en Espagne, je vis dans toute la Biscaye des arcs de triomphe élevés pour le passage de l'empereur ; le peuple espagnol était impatient de le voir arriver, et vociférait partout contre le prince de la Paix.

Je rencontrai à Vittoria un officier français que le grand-duc de Berg envoyait à l'empereur pour lui porter l'épée de François Ier, qu'il avait demandée au cabinet de l'arsenal de Madrid ; c'était un moyen de la recouvrer qui n'effaçait pas l'affront de l'avoir vu conquérir. Louis XIV aurait pu la demander cent ans avant le grand-duc de Berg ; mais ce monarque avait sagement pensé qu'il ne fallait pas outrager une nation jusque dans les monuments de sa gloire. Les Espagnols furent sensibles à cette offense, qui fit tort à la popularité du grand-duc de Berg. L'empereur ne cessait cependant de lui recommander la plus grande réserve. Sans doute il se défiait de ses accès de zèle ou d'ambition, car j'avais déjà été précédé de plusieurs courriers, et cependant je n'étais pas en route qu'il lui expédia de nouvelles instructions. On jugera, d'après la nature de cette pièce, de l'incertitude de ses idées, et du point de vue sous lequel la question se montrait à ses yeux.

Lettre de l'empereur au grand-duc de Berg.

29 mars 1808.

Monsieur le grand duc de Berg, je crains que vous ne me trompiez sur la situation de l'Espagne, et que vous

ne vous trompiez vous-même. L'affaire du 19 mars a singulièrement compliqué les événements : je reste dans une grande perplexité. Ne croyez pas que vous attaquiez une nation désarmée, et que vous n'ayez que des troupes à montrer pour soumettre l'Espagne. La révolution du 20 mars prouve qu'il y a de l'énergie chez les Espagnols. Vous avez affaire à un peuple neuf : il a tout le courage, et il aura tout l'enthousiasme que l'on rencontre chez des hommes que n'ont point usé les passions politiques.

L'aristocratie et le clergé sont les maîtres de l'Espagne ; s'ils craignent pour leurs priviléges et pour leur existence, ils feront contre nous des levées en masse *qui pourront éterniser la guerre.* J'ai des partisans ; si je me présente en conquérant, je n'en aurai plus.

Le prince de la Paix est détesté parce qu'on l'accuse d'avoir livré l'Espagne à la France ; voilà le grief qui a servi l'usurpation de Ferdinand ; le parti populaire est le plus faible.

Le prince des Asturies n'a aucune des qualités qui sont nécessaires au chef d'une nation ; cela n'empêchera point que, pour nous l'opposer, on n'en fasse un héros. Je ne veux pas que l'on use de violence envers les personnages de cette famille : il n'est jamais utile de se rendre odieux et d'enflammer les haines. L'Espagne a plus de cent mille hommes sous les armes, c'est plus qu'il n'en faut pour soutenir avec avantage une guerre intérieure ; divisés sur plusieurs points, ils peuvent servir de noyau au soulèvement total de la monarchie.

Je vous présente l'ensemble des obstacles qui sont inévitables, il en est d'autres que vous sentirez.

L'Angleterre ne laissera pas échapper cette occasion de multiplier nos embarras : elle expédie journellement des avisos aux forces qu'elle tient sur les côtes de Portugal et dans la Méditerranée ; elle fait des enrôlements de Siciliens et de Portugais.

La famille royale n'ayant point quitté l'Espagne pour aller s'établir aux Indes, il n'y a qu'une révolution qui puisse changer l'état de ce pays : c'est peut-être celui de l'Europe qui y est le moins préparé. Les gens qui voient les vices monstrueux de ce gouvernement, et l'anarchie qui a pris la place de l'autorité légale, font le plus petit nombre ; le plus grand nombre profite de ces vices et de cette anarchie.

Dans l'intérêt de mon empire, je puis faire beaucoup de bien à l'Espagne. Quels sont les meilleurs moyens à prendre ?

Irai-je à Madrid ? exercerai-je l'acte d'un grand protectorat, en prononçant entre le père et le fils ? Il me semble difficile de faire régner Charles IV ; son gouvernement et son favori sont tellement dépopularisés, qu'ils ne se soutiendraient pas trois mois.

Ferdinand est l'ennemi de la France, c'est pour cela qu'on l'a fait roi. Le placer sur le trône sera servir les factions qui, depuis vingt-cinq ans, veulent l'anéantissement de la France. Une alliance de famille serait un faible lien : la reine Elisabeth et d'autres princesses françaises ont péri misérablement, lorsqu'on a pu les immoler impunément à d'atroces vengeances. Je pense qu'il ne faut rien précipiter, qu'il convient de prendre conseil des événements qui vont suivre...... Il faudra fortifier les corps d'armée qui se tiendront sur les frontières du Portugal, et attendre......

Je n'approuve pas le parti qu'a pris Votre Altesse Impériale de s'emparer aussi précipitamment de Madrid. Il fallait tenir l'armée à dix lieues de la capitale. Vous n'aviez pas l'assurance que le peuple et la magistrature allaient reconnaître Ferdinand sans Constitution. Le prince de la Paix doit avoir, dans les emplois publics des partisans ; il y a d'ailleurs un attachement d'habitude au vieux roi, qui pouvait produire des résultats. Votre entrée à Madrid, en inquiétant les Espagnols, a puissamment servi Ferdinand. J'ai donné ordre à Savary d'aller auprès du vieux roi voir ce qui se passe. Il se concertera avec Votre Altesse Impériale. J'aviserai ultérieurement au parti qui sera à prendre ; en attendant, voici ce que je juge convenable de vous prescrire. Vous ne m'engagerez à une entrevue, *en Espagne*, avec Ferdinand que si vous jugez la situation des choses telle que je doive le reconnaître comme roi d'Espagne. Vous userez de bons procédés envers le roi, la reine et le prince Godoy. Vous exigerez pour eux, et vous leur rendrez les mêmes honneurs qu'autrefois. Vous ferez en sorte que les Espagnols ne puissent pas soupçonner le parti que je prendrai ; cela ne vous sera pas difficile, *je n'en sais rien moi même.*

Vous ferez entendre à la noblesse et au clergé que, si la France doit intervenir dans les affaires d'Espagne, leurs priviléges et leurs immunités seront respectés. Vous leur direz que l'empereur désire le perfectionnement des institutions politiques de l'Espagne, pour la mettre en rapport avec l'état de civilisation de l'Europe, pour la soustraire au régime des favoris... Vous direz

aux magistrats et aux bourgeois des villes, aux gens éclairés, que l'Espagne a besoin de recréer la machine de son gouvernement ; qu'il lui faut des lois qui garantissent les citoyens de l'arbitraire et des usurpations de la féodalité, des institutions qui raniment l'industrie, l'agriculture et les arts. Vous leur peindrez l'état de tranquillité et d'aisance dont jouit la France, malgré les guerres où elle s'est trouvée engagée ; la splendeur de la religion, qui doit son rétablissement au Concordat que j'ai signé avec le Pape. Vous leur démontrerez les avantages qu'ils peuvent tirer d'une régénération politique : l'ordre et la paix dans l'intérieur, la considération et la puissance à l'extérieur. Tel doit être l'esprit de vos discours et de vos écrits. Ne brusquez aucune démarche. Je puis attendre à Bayonne, je puis passer les Pyrénées, et, me fortifiant vers le Portugal, aller conduire la guerre de ce côté.

Je songerai à vos intérêts particuliers, n'y songez pas vous-même... Le Portugal restera à ma disposition... Qu'aucun projet personnel ne vous occupe, et ne dirige votre conduite ; cela me nuirait et vous nuirait encore plus qu'à moi. Vous allez trop vite dans vos instructions du 14. La marche que vous prescrivez au général Dupont est trop rapide ; à cause de l'événement du 19 mars, il y a des changements à faire. Vous donnerez de nouvelles dispositions ; vous recevrez des instructions de mon ministre des affaires étrangères. J'ordonne que la discipline soit maintenue de la manière la plus sévère : point de grâce pour les plus petites fautes. L'on aura pour l'habitant les plus grands égards ; l'on respectera principalement les églises et les couvents.

L'armée évitera toute rencontre soit avec les corps de l'armée espagnole, soit avec des détachements : il ne faut pas que d'aucun côté il soit brûlé une amorce.

Laissez Solano dépasser Badajoz, faites-le observer : donnez vous-même l'indication des marches de mon armée pour la tenir toujours à une distance de plusieurs lieues des corps espagnols. *Si la guerre s'allumait tout serait perdu.*

C'est à la politique et aux négociations qu'il appartient de décider des destinées de l'Espagne. Je vous recommande d'éviter des explications avec Solano comme avec les autres généraux et les gouverneurs espagnols

Vous m'enverrez deux estafettes par jour ; en cas d'événements majeurs, vous m'expédierez des officiers d'ordonnance ; vous me renverrez sur-le-champ le cham-

bellan de Tournon, qui vous porte cette dépêche ; vous lui remettrez un rapport détaillé. Sur ce, etc...

Signé : NAPOLÉON.

En arrivant à Madrid, je descendis chez le grand-duc de Berg, qui était logé au palais du prince de la Paix.

CHAPITRE XIX

Le grand-duc de Berg et le prince de la Paix. — Analogie de leurs positions. — Charles IV invoque l'appui de l'empereur Napoléon. — Sa protestation. — Escoiquiz. — Le duc de l'Infantado. — Ma conversation avec ces deux personnages. — Je suis présenté à Ferdinand. — Le roi et la reine réclament l'assistance du grand-duc de Berg. — Considérations qui décident Ferdinand à se rendre à Bayonne. — Il s'arrête à Vittoria. — Entretien avec ses ministres. — Réflexions sur l'écrit de M. Cevallos.

Le grand-duc de Berg avait conduit les affaires de l'empereur un peu trop à sa manière, et je vis, à sa conversation, qu'il songeait à celles de l'Espagne un peu pour lui. La portée d'esprit de ce prince n'était pas des plus étendues, et les premiers malheurs que nous avons éprouvés dans ce pays sont dus, en grande partie, à sa légèreté et à ses folles espérances. J'appris de lui que, depuis plusieurs années, il avait une correspondance avec le prince de la Paix : la raison en aurait été difficile à donner, et je ne puis me l'expliquer que par les réflexions suivantes.

Ils étaient tous deux placés au même degré d'élévation dans les deux pays, et n'avaient pas moins d'ambition l'un que l'autre. Leur fortune ayant été la même, ils avaient cru devoir se rapprocher : mais de la part de Murat c'était un calcul, comme on pourra en juger par la suite de ces Mémoires, et de la part du prince de la Paix c'était finesse, parce qu'il n'avait pas le même genre d'ambition que le grand-duc de Berg. Mais comme il était le seul homme vraiment fort que l'Espagne eût alors, soit pour l'intrigue, soit pour la résolution, il avait jugé que cette correspondance, outre qu'elle était sans in-

convénient pour lui, pouvait un jour lui devenir utile, si le grand-duc de Berg parvenait à l'exécution du projet qu'il lui supposait.

A la réception de la lettre que lui avait écrite Charles IV et qu'il avait transmise à l'empereur, Murat avait mis les troupes en mouvement, et avait envoyé l'adjudant général Monthion prendre des ordres de Charles IV ; mais il n'était pas en route, qu'il reçut une seconde lettre, qui lui était personnellement adressée :

Monsieur et très cher Frère, lui écrivait en italien le roi détrôné, j'ai informé votre adjudant de tout ce qui s'est passé. Je vous prie de me rendre le service de faire connaître à l'empereur la prière que je lui fais de délivrer le prince de la Paix, qui ne souffre que pour avoir été l'ami de la France, et de nous laisser aller avec lui dans le pays qui conviendra le mieux à notre santé. Pour le présent, nous allons à Badajoz ; j'espère qu'avant que nous partions, vous ferez réponse, si vous ne pouvez absolument nous voir, car je n'ai confiance que dans vous et dans l'empereur. En attendant, je suis votre très affectionné Frère et ami de tout mon cœur.

CHARLES IV.

A cette pièce était jointe une note, de la main de la reine d'Espagne, non moins pressante, qui peint toute l'anxiété des souverains détrônés, et donne une idée des violences qui avaient amené l'abdication ; elle était conçue en ces termes :

Le roi mon mari, qui me fait écrire, ne pouvant le faire à cause des douleurs et enflure qu'il a à la main droite désirerait savoir si le grand duc de Berg voudrait bien prendre sur lui, et faire tous ses efforts avec l'empereur pour assurer la vie du prince de la Paix, et qu'il fût assisté de quelques domestiques ou chapelains. Si le grand duc pouvait aller le voir, ou du moins le consoler, ayant en lui toutes ses espérances, étant son grand ami, il espère tout de lui et de l'empereur, à qui il a toujours été très attaché. Que le grand-duc obtienne de l'empereur qu'on donne au roi mon mari, à moi et au

prince de la Paix, de quoi vivre ensemble tous trois dans un endroit bon pour nos santés, sans commandements ni intrigues, et nous n'en aurons certainement pas. L'empereur est généreux : c'est un héros ; il a toujours soutenu ses fidèles alliés et ceux qui sont poursuivis. Personne ne l'est plus que nous trois ; et pourquoi ? parce que nous avons toujours été ses fidèles alliés. De mon fils nous ne pourrons jamais espérer, sinon misères et persécutions. L'on a commencé à forger et l'on continue, tout ce qui peut rendre aux yeux du public et de l'empereur même, le plus criminel, cet innocent ami et dévoué aux Français, au grand-duc et à l'empereur, le pauvre prince de la Paix : qu'il ne croie rien ; ils ont la force et tous les moyens pour faire paraître comme véritable ce qui est faux.

Le roi désire, de même que moi, de voir et de parler au grand-duc ; qu'il lui donne lui-même la protection qu'il a en son pouvoir. Nous sommes bien sensibles à ces troupes qu'il nous a envoyées, et à toutes les marques qu'il nous a données de son amitié. Qu'il soit bien persuadé de celle que nous avons toujours eue et avons pour lui ; que nous sommes entre ses mains et celles de l'empereur, et que nous sommes bien persuadés qu'il nous accordera ce que nous lui demandons, qui sont tous nos désirs, étant entre les mains d'un si grand et généreux monarque et héros.

La reine ne se contenta pas de réclamer la protection du grand-duc au nom de son mari, elle la sollicita elle-même (1). La reine d'Etrurie joignit ses

(1) *Lettre de la reine d'Espagne au grand-duc* (écrite en français).

« Monsieur mon frère,

« Je n'ai aucun ami, sinon V. A. I. ; mon cher mari vous écrit, vous demande votre amitié : seulement en vous et en votre amitié, nous nous confions mon mari et moi. Nous nous unissons pour vous demander que vous nous donniez la preuve la plus forte de votre amitié pour nous, qui est de faire que l'empereur connaisse notre sincère amitié, de même que nous avons toujours eue pour lui et pour vous, de même que pour les Français. Le pauvre prince de la Paix, qui se trouve emprisonné et blessé pour être notre ami, et qui vous est dévoué, de même qu'à toute la France, se trouve ici pour

instances à celles de sa mère. Toute cette correspondance portait l'empreinte de la consternation et de l'abattement. Il fallait que la violence eût été bien grande, que la menace eût été bien loin, pour avoir réduit toute cette famille à craindre pour son existence, à ne plus songer qu'à implorer un asile où la vie fût sauve et les besoins physiques assurés.

Charles IV était naturellement, pour le grand-duc, le roi des Espagnes, jusqu'à ce que le gouvernement français lui eût fait connaître que Ferdinand était devenu le chef de la nation espagnole. Il dut donc céder à ses instances, à celles de la reine, qui étaient plus vives encore, et prit le prince de la Paix sous la protection de ses drapeaux : il fit plus, il envoya une garde d'honneur à Charles IV, et annonça ouvertement, jusqu'à plus ample information, qu'il ne reconnaissait pas d'autre souverain d'Espagne.

Dès lors le parti du prince des Asturies, c'est-à-dire la nation, et le grand-duc de Berg furent en observation réciproque, et par conséquent en méfiance l'un de l'autre.

J'étais fort mécontent de ce que j'apercevais, et qui n'était que le résultat de la conduite de deux

cela, et pour avoir désiré vos troupes, de même parce qu'il est notre unique ami. Il désirait et voulait aller voir V. A. I., obtenez-nous que nous puissions finir nos jours tranquilles dans un endroit convenable à la santé du roi, qui est délicate, de même que la mienne, avec notre ami, unique ami, l'ami de V. A. I., le pauvre prince de la Paix, pour finir nos jours tranquillement. Ma fille sera mon interprète, si je n'ai pas la satisfaction de pouvoir connaître et parler à V. A. I. ; pourrait-elle faire tous ses efforts pour nous voir, quoique ce fût un instant de nuit, comme elle voudrait ?

« L'adjudant commandant de V. A. I. vous dira tout ce que nous lui avons dit. J'espère que V. A. I. nous obtiendra ce que nous désirons et demandons ; et que V. A. I. pardonne nos griffonnages et oubli de lui donner de l'altesse, car je ne sais où je suis, et croyez que ce n'est pas pour lui manquer ; l'assurance de toute mon amitié.

« Je prie Dieu, etc.

Votre très affectionnée, »

« Louise. »

partis l'un envers l'autre, qui ne voulaient pas apprécier la position du général en chef ; il était difficile qu'on ne jugeât pas, par sa conduite, de la nature des instructions qu'il avait reçues. Il se permettait d'ailleurs une foule d'actes qu'elles ne commandaient pas. Les Espagnols ne savaient qu'augurer, et je n'étais pas moi-même plus avancé. Tout ce que je voyais était contraire à ce que l'empereur m'avait dit. Je ne fus pas longtemps dans l'incertitude. Lorsque le grand-duc de Berg commençait le chapitre de notre ambassadeur (M. de Beauharnais 1), il en disait des choses déraisonnables et marquées

(1) C'est le marquis François de Beauharnais, né à La Rochelle en 1756, frère aîné d'Alexandre de Beauharnais, le premier mari de Joséphine.

François de Beauharnais avait été nommé député suppléant en 1789, aux Etats généraux, il vota constamment avec le côté droit et protesta les 12 et 15 septembre contre les actes de l'Assemblée nationale. En 1792, il dirigea un projet d'évasion pour la famille royale ; cette tentative ayant échouée, il se rendit à l'armée de Condé, où il devint major général.

Après le 18 brumaire, il chargea sa belle-sœur, Joséphine, de remettre au Premier Consul une lettre par laquelle il l'engageait « au nom de la seule gloire qui lui restât à acquérir, à rendre le sceptre aux Bourbons. » Comme bien l'on pense, Bonaparte ne goûta point du tout ce conseil ; mais il autorisa le marquis de Beauharnais à revenir en France pour le mariage de sa fille Eugénie avec Lavallette (alors aide de camp de Bonaparte). A cette époque, M. de Beauharnais crut devoir faire quelques amendements à ses opinions, ce qui lui facilita de rester en France. En 1805, Napoléon lui confia le poste d'ambassadeur en Etrurie, puis en Espagne ; mais, à la Cour de Madrid, il ne sut pas répondre aux intentions de l'empereur ; il prit les intérêts du prince des Asturies contre le prince de la Paix, don Godoy, et il fut rappelé à Paris. Il n'eut plus d'emplois, il se retira en Sologne, où il possédait un domaine. Ce ne fut qu'au retour des Bourbons qu'il revint à Paris, et Louis XVIII le fit pair de France. Le marquis de Beauharnais mourut en 1823.

Il y avait aussi à la Cour impériale le comte Claude de Beauharnais, fils de la comtesse Fanny de Beauharnais ; ce comte de Beauharnais etait chevalier d'honneur de l'Impératrice Marie-Louise. Lui aussi est devenu pair de France. Il est mort en 1819. (D. L.).

au coin de la passion : je ne doutai plus dès lors de la réalité des projets que je ne faisais d'abord que soupçonner, et je me hâtai de les traverser.

J'allai chez notre ambassadeur, qui jouissait de beaucoup d'estime à Madrid, où il servait bien, mais n'intriguait pas. Lorsque j'entrai chez lui, il y avait dans son cabinet un prêtre espagnol de haute stature, qu'il me présenta, et je sus après que c'était le confesseur du prince des Asturies (M. d'Escoiquiz). Il venait entretenir l'ambassadeur de France de tout ce qui tourmentait le roi Ferdinand et du désir qu'il avait de faire ce qui plairait à l'empereur.

M. de Beauharnais était embarrassé, il n'avait point de lettre de créance près du nouveau roi. On ne lui avait adressé aucune instruction depuis la révolution d'Aranjuez, et il se trouva d'autant plus à son aise en me voyant arriver, que le grand-duc de Berg le traitait mal.

M. d'Escoiquiz, particulièrement, était impatient de causer avec moi, qui venais de Paris, afin d'aller rapporter au roi Ferdinand ma conversation.

Nous causâmes effectivement très longuement ; je ne connaissais de l'Espagne que son histoire et sa carte de géographie, et n'avais pas la première idée de toutes les intrigues qui ont désolé ce malheureux pays pendant une longue suite d'années.

Le Cabinet de Madrid avait été accoutumé à traiter l'argent à la main, et on avait l'air de croire que je ne venais que pour faire mon prix, avant d'offrir mes efforts pour décider l'empereur à se montrer favorable au prince des Asturies.

L'abbé d'Escoiquiz m'inspira de la vénération, par l'attachement que je lui vis manifester pour son prince : ce bon chanoine versait un torrent de larmes à la seule pensée de le voir malheureux. La confiance s'établit entre nous deux, autant que cela se pouvait dans une première conversation, et je commençai à lui témoigner mon étonnement d'un changement si subit de l'Espagne à notre égard, et sans motif. Le chanoine se défendait de ce projet, et assurait que le roi n'avait rien tant à cœur que de continuer

à bien vivre avec la France. Je lui dis que je ne pouvais m'empêcher de remarquer que, jusqu'à présent, les apparences ne répondaient pas aux bonnes intentions dont il me donnait l'assurance, parce que ce qui frappait le regard de l'observateur impartial, c'était l'attitude du gouvernement espagnol vis-à-vis de notre armée, et celle de notre armée vis-à-vis de lui ; qu'enfin il était difficile que, de part et d'autre, cela n'occasionnât pas un peu d'aigreur, ce qui était au moins une maladresse dans une circonstance pareille, où l'Espagne avait tant besoin de l'intervention de la France, pour une révolution qu'elle commençait, et qui pouvait devenir une seconde représentation de la nôtre, d'autant plus qu'il ne faudrait, pour la contrarier, qu'appuyer le rappel du père au trône ; ce qui était une chose facile, puisque une bonne partie de l'Espagne, tout en se réjouissant d'être débarrassée du prince de la Paix, était cependant fort attachée au roi Charles IV, et que la masse de la nation n'approuvait assurément pas la violence qui lui avait été faite pour lui arracher la couronne ; que quant à l'empereur, cet événement le contrariait d'autant plus qu'il n'y était pas préparé.

On lui a bien envoyé des courriers, ajoutai-je, mais il n'en recevra pas un avant de savoir si le roi Charles IV est content, parce que c'est avec lui qu'il a des engagements, et, avant d'en prendre avec son fils, il faut qu'il règle avec le père. Ce sera malgré lui qu'il interviendra dans une discussion d'intérieur de famille ; mais il ne permettra pas qu'elle se termine à son préjudice. C'est à tous les Espagnols qui entourent le roi à le préserver d'une direction qui serait le résultat de la récrimination de quelques favoris, parce que nous n'attendrions pas, pour nous trouver offensés, que vos armées fussent sur la Bidassoa.

Le bon chanoine m'écoutait très attentivement, et me disait, de tout son cœur, qu'il était bien malheureux que l'empereur n'eût pas envoyé un autre maréchal pour commander l'armée en Espagne ; mais

qu'il ne pouvait me cacher que le grand-duc de Berg se conduisait mal avec le roi. Il entendait, sans doute, qu'il ne l'avait pas reconnu ; mais cependant il ajoutait quelques détails de plus, comme d'insister sur la mise en liberté du prince de la Paix, et de faire répandre partout que le bruit que l'empereur ne reconnaîtrait pas le prince des Asturies comme roi ; que c'était cela qui jetait de l'inquiétude partout, et refroidissait l'enthousiasme. Il finit par me demander la permission d'aller rapporter cette conversation au roi, et de lui dire en même temps où j'étais logé.

La conversation que j'eus avec notre ambassadeur, après le départ du chanoine Escoiquiz, me confirma dans l'opinion où j'étais déjà, que la révolution d'Aranjuez n'était que la suite d'une conjuration ourdie de longue main, et qui venait d'éclater dans une circonstance qui avait paru favorable à l'exécution des projets du parti ennemi du prince de la Paix, et je commençai à m'expliquer l'empressement que l'on mettait à obtenir l'assentiment de l'empereur, sans lequel cette révolution ne pouvait se consolider. On était plus occupé d'obtenir le sien que celui des autres puissances de l'Europe, parce qu'on ne doutait pas qu'elles ne l'auraient jamais refusé à un nouvel ordre de choses qui pouvait diminuer l'influence de la France en Espagne. En même temps j'acquis la preuve que l'abdication du roi Charles IV n'avait pas été volontaire ; autrement elle eût été solennelle, revêtue de toute la pompe qu'un peuple aussi formaliste que l'Espagnol met à tous ses actes.

Peu d'heures après être rentré chez moi, je reçus la visite du duc de l'Infantado, président du Conseil de Castille, homme jouissant d'une grande faveur auprès du prince des Asturies. Il sortait de chez le roi Ferdinand, et avait entendu le rapport de M. Escoiquiz, qui venait de me quitter. Nous eûmes ensemble à peu près la même conversation que celle que j'avais eue avec le chanoine ; mais il me demanda si je voulais voir le roi. Je lui répondis que je serais flatté d'avoir cet honneur-là, si telle était sa volonté ;

mais que je lui faisais observer que je n'avais aucune mission pour l'entretenir, et que je ne pourrais que lui répéter ce ce que j'avais dit à M. d'Escoiquiz, ainsi qu'à lui. Il me répliqua qu'il serait bien aise que j'entendisse, de la bouche du roi lui-même, l'expression des sentiments qui l'animaient pour la France, et l'empereur en particulier. A cela je n'avais rien à répondre, et je lui dis que j'attendrais les ordres du roi Ferdinand.

Il me quittait, lorsque, s'arrêtant, il me demanda : « Comment le traiterez-vous ? — Que voulez-vous dire ? répondis-je. — Mais, oui, dit le duc de l'Infantado ; l'appellerez-vous Votre Majesté ? » Je ne pus m'empêcher de rire, et de dire au président du Conseil de Castille que c'était jouer à des jeux d'enfants ; que peu importait que je le saluasse du titre de majesté ou de sultan, puisque je n'étais point accrédité près de lui ; que l'on ne pourrait jamais rien arguer de l'expression dont je me serais servi, et que le roi me faisant, comme à un voyageur, l'honneur de m'admettre près de lui, je me servirais de l'expression qui lui serait la plus agréable ; qu'autrement je déclinerais la proposition du duc de l'Infantado.

Je ne m'abusai point sur le but de cette visite de M. de l'Infantado ; il avait été victime du prince de la Paix, et n'avait été rappelé de ses terres que par le prince des Asturies. Il était bon Espagnol, mais naturellement mal disposé pour la France, à l'influence de laquelle il attribuait toutes les tracasseries auxquelles il avait été en butte.

Il y avait à peine quarante-huit heures que j'étais à Madrid, que je voyais partout un extrême désir de faire sanctionner la révolution d'Aranjuez ; si elle avait été naturelle, on n'aurait pas été aussi inquiet.

M. de l'Infantado vint me chercher dans l'après-midi, et je crois que c'est lui qui me conduisit chez le roi Ferdinand ; peut-être fut-ce une autre personne du palais, mais toujours est-il que M. de l'Infantado vint me prévenir que le roi me recevrait après son dîner. J'y allai, et, sans me faire attendre,

on m'introduisit dans son cabinet : il y avait avec lui le chanoine Escoiquiz, le duc de San-Carlos et M. de Cevallos. Je le saluai comme je l'avais dit à M. de l'Infantado, et m'exprimai ainsi :

« Sire, l'empereur ne prévoyait pas que j'aurais l'honneur d'être présenté à Votre Majesté, et ne m'a chargé d'aucune mission près d'elle ; il venait d'apprendre sommairement ce qui s'était passé à Aranjuez : comme il n'y était pas préparé, il en a été étonné, et en a cherché la cause.

« L'attachement qu'il portait au roi votre père lui a fait prendre un grand intérêt à ce qu'il lui est arrivé, et, dans son premier mouvement, il a craint que la révolution qui a placé Votre Majesté sur le trône, en paraissant dirigée contre des projets que l'on suppose à la France, ne fût le signal d'une rupture entre deux pays qui ont essentiellement besoin l'un de l'autre : dans ce cas, l'empereur est tout préparé. Je crois qu'il n'entre point dans les intentions de Votre Majesté de lui faire la guerre ; mais, Sire, on est souvent entraîné par une masse d'opinions que l'on n'est plus maître de ramener, lorsqu'une fois elle a été mise en mouvement ; et il faut avouer que ce qui frappe les regards des moins clairvoyants, c'est un revirement subit de tout ce que l'on voyait il y a moins de quinze jours. On ne nous accuse pas encore, mais on y pense. »

Le roi et ses deux conseillers m'interrompirent pour me dire : « Non, on n'en veut pas à la France ; on croit que vous voulez protéger le prince de la Paix, et cela indispose contre vous ; dans le fait, cela ne vous regarde pas.

« — J'ignorais que nous nous occupassions de cette question-là ; je conçois l'effet qu'elle produirait. » On m'objecta que le grand-duc de Berg le réclamait tous les jours.

« Je ne le savais pas ; mais cependant ce serait un bien léger motif pour commencer une querelle. Le prince de la Paix a pu nous intéresser beaucoup

dans le temps qu'il était l'arbitre de tout en Espagne ; telle était la volonté du roi : nous n'avions pas d'observations à y faire, et nous avons trouvé plus simple de nous arranger avec le favori ; mais notre intérêt, sous ce rapport, l'abandonne avec son crédit.

« Je ne vois qu'un cas où nous le couvririons de notre protection : ce serait celui où le roi Charles IV la réclamerait, parce que nos liens avec lui ne sont pas rompus, et, jusqu'à ce que Votre Majesté soit reconnue, nous suivrons ponctuellement nos engagements avec le roi son père. Or, il s'est soumis sous la protection de notre armée, elle fera son devoir, s'il était dans le cas de le lui demander.

« Je le répète à Votre Majesté, l'empereur est inquiet de la marche que peut prendre cet événement ; il a besoin de connaître si les sentiments de Votre Majesté sont les mêmes que ceux qui animaient le roi votre père, et si nos rapports politiques doivent souffrir de ce changement. »

Le roi, ou, pour dire plus vrai, le chanoine Escoiquiz et M. de San-Carlos reprirent vivement : « Ah ! mon Dieu, non ; nous voulons vivre avec l'empereur encore mieux qu'on n'y vivait auparavant.

« — Je le crois, Messieurs ; mais il faut que les effets répondent aux assurances que vous m'en donnez, et vous conviendrez que, jusqu'à présent, les apparences ne sont pas en votre faveur. Je rendrai un compte fidèle des uns et des autres ; au reste, l'empereur met tant d'intérêt à ce qui se passe en Espagne, qu'il s'approche lui-même de la frontière, et je suis assuré qu'en ce moment il est parti de Paris. Il recevra mon courrier en chemin, ainsi que beaucoup d'autres que lui adresseront les différentes autorités qui sont ici. Vous avez à craindre que beaucoup de rapports ne vous soient pas aussi favorables que vous paraissez le croire, et que l'empereur ne veuille prendre aucun parti avant de s'être entendu avec Charles IV sur tout ceci, parce qu'il sait ce qu'il

peut perdre par l'effet de sa retraite, et il n'y restera pas indifférent avant de connaître sur quel pied il sera avec son successeur : voilà la disposition d'esprit où je l'ai laissé. »

Mon audience se termina là, et je reçus congé.

Je fus en causer avec le grand-duc de Berg, qui, de son côté, était en communication très active avec le roi Charles IV, la reine et le prince de la Paix ; ils étaient restés à Aranjuez, et lui écrivaient plusieurs fois par jour. Le général qui commandait la division française postée à Aranjuez servait d'intermédiaire. Leurs lettres, les détails qu'il donnait lui-même, étaient déchirants.

« Conformément aux ordres de Votre Altesse Impériale, lui mandait-il le 23 mars, je me suis rendu à Aranjuez avec la lettre de Votre Altesse pour la reine d'Etrurie. Il était hier onze heures du matin ; la reine était encore couchée : elle se leva de suite, et me fit entrer. Je lui remis votre lettre. Elle m'invita à attendre un moment, en me disant qu'elle allait en prendre lecture avec le roi et la reine. Une demi-heure après, je vis entrer la reine d'Etrurie avec le roi et la reine d'Espagne.

« Sa Majesté me dit qu'elle remerciait Votre Altesse Impériale de la part que vous preniez à ses malheurs, d'autant plus grands que c'est un fils qui s'en trouve l'auteur. Le roi me dit que cette révolution avait été machinée ; que de l'argent avait été distribué, et que les principaux personnages étaient son fils et M. Cavallero, ministre de la justice ; qu'il avait été forcé d'abdiquer pour sauver la vie de la reine et la sienne ; qu'il savait que, sans cet acte, ils auraient été assassinés pendant la nuit ; que la conduite du prince des Asturies était d'autant plus affreuse, que, s'étant aperçu du désir qu'il avait de régner, et lui approchant de la soixantaine, il était convenu qu'il lui céderait la couronne lors de son mariage avec une princesse française, ce que le roi désirait ardemment.

« Le roi a ajouté que le prince des Asturies voulait qu'il se retirât avec la reine à Badajoz, frontière du Portugal ; qu'il lui avait observé que le climat de ce pays ne lui convenait pas, qu'il le priait de permettre

qu'il choisît un autre endroit ; qu'il désirait obtenir de l'empereur la permission d'acquérir un bien en France, et d'y finir son existence. La reine m'a dit qu'elle avait prié son fils de différer le départ pour Badajoz, qu'elle n'avait rien obtenu, et qu'il devait avoir lieu lundi prochain.

« Au moment de prendre congé de Leurs Majestés, le roi me dit : J'ai écrit à l'empereur, entre les mains duque je remets mon sort. Je voulais faire partir ma lettre par un courrier ; mais je ne saurais avoir une occasion plus sûre que la vôtre. Le roi me quitta alors pour entrer dans son cabinet. Bientôt après, il en sortit tenant à la main la lettre ci-jointe, qu'il me remit, et il me dit encore ces mots : Ma situation est des plus tristes ; on vient d'enlever le prince de la Paix, qu'on veut conduire à la mort. Il n'a d'autre crime que celui de m'avoir été toute sa vie attaché. Il ajouta qu'il n'y avait sortes de sollicitations qu'il n'eût faites pour sauver la vie de son malheureux ami, mais qu'il avait trouvé tout le monde sourd à ses prières et enclin à l'esprit de vengeance ; que la mort du prince de la Paix entraînerait la sienne ; qu'il n'y survivrait pas. »

Le grand-duc voyait tous les soirs la sœur du roi Ferdinand, la reine d'Etrurie, qui habitait le château de Madrid avec son frère. Cette princesse n'était pas contente de la retraite de son père : elle perdait, avec son existence, ses espérances et celles de son fils ; en conséquence, elle ne cachait rien au grand-duc de Berg de tout ce qu'il avait envie de connaître des dispositions de son frère, avec qui elle se passait sa vie. On n'ignorait donc rien des mauvaises intentions du roi Ferdinand envers la France ; et toutes ces communications faisaient la matière de fréquents rapports à l'empereur. Il était bien difficile qu'il se formât une autre idée que celle qu'il avait déjà sur ces événements, en voyant d'où partaient les informations qu'on lui envoyait ; cependant il n'y ajoutait pas une confiance exclusive, et n'en devenait que plus impatient de connaître la vérité.

Le grand-duc de Berg montrait un désir de voir partir le roi qui ne pouvait que lui déplaire beaucoup ; et je crois que, s'il est décidé aussi prompte-

ment qu'il l'a fait à venir traiter ses affaires personnelles lui-même, c'est qu'il a craint que la résolution de l'empereur ne fût prise d'après une quantité d'avis qu'il aurait reçus de tous côtés, de la part de personnes qu'il soupçonnait ne lui être pas favorables, et ensuite parce qu'il savait que son père avait protesté contre son abdication, et qu'il craignait qu'en remontant sur le trône il ne reprît son ministre, le prince de la Paix, dont les ressentiments auraient mis le prince des Asturies dans la plus fâcheuse position.

Je ne sais pas ce qui fut objecté dans le conseil tenu avant de s'arrêter au parti de venir à Bayonne ; mais cette observation n'a pas dû manquer d'y être exposée une des premières.

J'allai rendre à M. le duc de l'Infantado la visite qu'il m'avait faite, et il m'apprit le départ du roi pour le lendemain ; me disant qu'il serait parti le jour même, s'il n'avait pas fallu un jour au moins pour placer les relais sur la route.

Je demandai la faveur d'accompagner le roi, uniquement par ce motif : j'étais venu de Bayonne à Madrid à franc étrier, ainsi que cela était alors l'usage de voyager en Espagne ; j'étais à peine arrivé, qu'il fallait refaire le même chemin de la même manière, pour arriver près de l'empereur en même temps que Ferdinand, et je trouvai beaucoup plus commode de prier le grand-écuyer du roi de comprendre un attelage pour moi dans les relais destinés à ce prince. Je l'obtins, et c'est ce qui fait que ma voiture s'est trouvée dans le convoi des siennes.

M. le duc de l'Infantado ne paraissait pas content de ce départ : était-ce parce qu'il y soupçonnait un piège, ou parce qu'il se doutait que l'empereur serait déjà informé de quelques particularités sur lesquelles on aurait de la peine à s'expliquer d'une manière satisfaisante ? Je l'ignore ; mais il est bien resté dans mon esprit qu'il n'en était pas satisfait. Pour un piège, il n'y en avait pas ; il n'était pas autorisé à le croire, ou du moins, s'il avait des motifs pour le soupçonner, il ne serait pas excusable de ne pas

s'être opposé de toute sa force à un voyage dans lequel il croyait que le roi courait des dangers. S'il avait d'autres craintes, il devait descendre dans sa conscience, et savoir si elles étaient fondées : il n'y avait qu'elle qui pouvait le rassurer. Toutes ces incertitudes, de la part d'une Cour qui recherchait tant l'appui de la nôtre, n'étaient pas faites pour inspirer de la confiance, et recommandaient au contraire beaucoup de prudence dans les engagements que l'on allait prendre avec elle.

Je prévins le grand-duc de Berg de la résolution du roi. En entrant chez lui pour lui faire une communication, j'y trouvai M. de Laforest (notre dernier ministre en Prusse) : l'empereur l'avait envoyé pour être encore mieux informé de ce qui se passait à Madrid. Il avait sans doute des instructions pour tous les cas qui pouvaient arriver.

Le roi Ferdinand VII partit comme il l'avait annoncé, et nomma son oncle, l'infant don Antonio, pour présider au gouvernement pendant son absence. Je suivis le roi, qui alla coucher le premier jour à Buitrago, où j'eus l'honneur de dîner avec lui. Le deuxième jour, il vint à Arenda-del-Duero, et le troisième à Burgos : il y avait dans cette ville plusieurs grands personnages espagnols, entre autres M. de Valdez et M. de la Cuesta, tous deux grands partisans de la révolution contre le prince de la Paix, et ennemis très prononcés de la France ; ils furent ceux que le roi accueillit le mieux et auxquels il donna le plus de marques de sa bienveillance. Nous avions à Burgos un petit corps de troupes, commandé par le maréchal Bessières, duc d'Istrie. Ce maréchal était naturellement bon observateur, et sans que nous ayons été dans le cas d'échanger nos opinions, il ne me cacha pas que tout ce qu'il apercevait ne lui inspirait aucune confiance.

Je laissai le roi au milieu de l'enivrement que lui causaient les premiers honneurs qu'il recevait des Espagnols, et ne vins que le soir à son logement, pour apprendre à quelle heure il partirait le lendemain. Lorsque j'en fus informé, je revins m'entre-

tenir avec le maréchal Bessières, et en même temps l'en prévenir, afin qu'il rendît les honneurs dus au roi au moment de son départ, ce qu'il fit, en mettant ses troupes sous les armes, et en faisant saluer par son artillerie.

Le roi arriva à Vittoria, où il fut reçu avec les mêmes démonstrations qu'à Burgos, et où se trouvaient réunies les autorités civiles et militaires des provinces de Biscaye et d'Alava. Nous avions également à Vittoria une division, aux ordres du général Verdier.

Le soir, je me rendis au quartier du roi, ainsi que je l'avais fait à Burgos, pour prendre l'heure du départ que je croyais devoir s'effectuer le lendemain ; le roi ne me reçut pas, et me fit dire par M. de Cevallos qu'il était fatigué.

C'est ici qu'eut lieu cette conversation dont M. de Cevallos a parlé dans son Mémoire (1), où elle est rapportée d'une manière invraisemblable pour un homme de sens et accoutumé aux affaires. Ce Mémoire est écrit plutôt dans le style d'un homme occupé de se justifier aux yeux d'un parti violent, avec lequel il lui importait de se raccommoder, que dans le style d'un homme impartial qui n'aurait rien eu à redouter de la vérité. Voici, mot à mot, comme les choses se sont passées.

Le logement du roi était peu spacieux; après la pièce qui précédait celle où il couchait, il n'y en avait pas une autre où on pût s'entretenir. Ce fut donc lui, M. de Cevallos, qui me mena dans la chambre où le chanoine Escoiquiz était couché : il était indisposé, mais cependant il prit part à notre conversation, à laquelle étaient aussi présents les ducs de l'Infantado et de San-Carlos.

M. de Cevallos parla le premier, et me dit d'un ton assez impoli :

« Monsieur, le roi n'ira pas plus loin ; ce n'était même pas son projet de venir jusqu'ici ; il y attendra l'empe-

(1) Mémoire publié au commencement de 1809.

reur, s'il vient ; d'ailleurs, il n'est pas encore arrivé à Bayonne, et il ne nous convient pas que le roi d'Espagne aille l'attendre ; il faut au moins que l'empereur l'ai fait prévenir de son arrivée. »

M. de Cevallos parlait mal le français, et comme je ne parlais pas l'espagnol, M. de l'Infantado était obligé de répondre souvent pour M. de Cevallos :

« Monsieur, répondis-je, le roi est le maître de rester où il veut, comme il a été le maître de partir. Cette résolution a été prise dans son conseil, comme l'a été sans doute celle dont vous me faites part. Cependant, j'ai du regret de ce changement, parce que sur ce qui m'a été dit à Madrid, de l'intention où était le roi de venir au-devant de l'empereur, je me trouve avoir annoné cette résolution en prévenant l'empereur de son départ, et en lui envoyant l'itinéraire de sa marche. Je vais avoir l'air d'un homme qui ne s'est pas fait informer, ou qui a été dupe ; ou bien, s'il en était autrement, ce changement de détermination de la part du Conseil du roi ne peut manquer de lui donner beaucoup à penser. Puisque je me trouve en communication avec vous sur cette partie de vos affaires, sans avoir aucune mission pour m'en charger (je l'ai dit au roi lorsque j'ai eu l'honneur de lui être présenté), pouvez-vous me faire connaître 'es motifs qui vous ont portés à suspendre la marche du roi ?

« — Nous ne l'avons pas suspendue, dit M. de Cevallos, le roi ne devait même aller qu'à Burgos, et cependant il est venu jusqu'ici.

« — Monsieur, repris-je ; ce n'est pas moi qu'on abuse. Le roi est parti de Madrid avec l'intention d'aller voir l'empereur, et vous ne pouvez me nier qu'en ce moment même les relais ne soient placés sur la route d'ici à Bayonne. Croyez-vous que la remarque ne m'en sera pas faite ? Il y a donc un motif pour ce changement. Que vous ne me le disiez pas, je le conçois, vous en êtes le maître : mais que vous prétendiez m'abuser par une question d'étiquette, j'en croirai ce que je voudrai et ne serai point votre dupe. Je ne vous ai point pressé de partir, et j'ai commencé par vous dire que je n'avais près de votre maître aucun caractère.

« Puisque vous soumettez à l'étiquette, la situation du roi, par la même raison nous nous conformerons à

la nôtre, qui a aussi ses difficultés ; de cette manière, les deux souverains viendront chacun de leur côté jusqu'à l'extrémité du pont de Bidasso. »

Cevallos. — « Mais c'est ainsi que cela devait être, et que cela s'est déjà passé.

« — Fort bien, Messieurs ; il y aura encore à faire mesurer exactement la longueur du pont, afin que chacun fasse le même nombre de pas. J'ajouterai à tout cela une observation : c'est que l'empereur n'a pas manifesté le désir de cette visite d'étiquette ; vous viendrez à Irun (1), qu'il ne sera pas obligé de venir à Saint-Jean-de Luz (2). Attendez-vous de lui qu'il vienne vous reconnaître roi d'Espagne, et peut-être vous prêter foi et hommage pour le Roussillon ? Mais, Monsieur, aux yeux de l'empereur, le trône d'Espagne n'est pas vacant, c'est Charles IV qui l'occupe. S'il nous appelle à son aide, il nous trouvera prêts à le servir ; à quoi bon alors prendre tant de soins de ce que l'on fera et de ce que l'on croit ne devoir pas faire. L'étiquette sur laquelle vous vous appuyer ne peut apporter de difficultés dans une question où elle n'à point de droits ; si c'est elle qui est la règle de votre conduite, elle ne permettait peut-être pas au roi de sortir de Madrid dans ce cas-ci ; et si vous avez eu d'autres motifs pour porter le roi à cette démarche, ce qui est plus vraisemblable, c'est à vous à juger si vous avez assez fait en l'amenant jusqu'ici, et à réfléchir aux conséquences qui peuvent être le résultat d'une réticence sur laquelle on pensera ce que l'on voudra, puisque vous ne voulez en donner aucune explication. »

Le chanoine Escoiquiz prit la parole, et, de son lit, me répondit qu'il était inutile de me cacher l'inquiétude où l'on était ; qu'il revenait de tous les côtés que l'empereur était mal disposé pour le roi, et qu'il ne le reconnaîtrait pas. Il ajouta : « Combien il serait malheureux pour moi et pour ces messieurs, en voulant servir le roi, d'être cause de sa perte ! » Enfin, il me dit que cette idée s'était emparée d'eux, et qu'il ne pouvait me dissimuler tout le chagrin qu'il en éprouvait :

« A cela je n'ai rien à répondre ; il ne m'est rien parvenu depuis mon départ de Paris, et je ne suis point

(1) Dernière ville d'Espagne du côté de Bayonne.

(2) Dernière ville de France.

autorisé à donner à l'instruction de l'empereur une autre interprétation que celle qui était manifestée par les sentiments dans lesquels il m'a parlé en m'envoyant en Espagne. Je n'y ai rien aperçu qui pût faire augurer ce que vous craignez. Si, depuis, le roi a appris quelque chose de plus, comme je l'ignore je ne puis m'en faire juge. Vous ne m'avez pas manifesté cette crainte-là en partant de Madrid ; elle vous est venue depuis ; il faut prendre garde ici d'attirer le mal que vous redoutez. Je ne puis vous guérir de la peur ; c'est à vous à voir si elle est fondée. »

Cevallos. « Mais nous n'avons pas besoin de l'empereur ; nous nous arrangerons bien sans son secours ; nous ne voulons en rien avoir affaire avec lui.

« — Monsieur, voilà une mauvaise réponse, parce que l'on ne fait pas ce que l'on veut en ce monde ; et si l'empereur veut avoir affaire avec vous, il faudra bien malgré vous avoir affaire avec lui. »

Cevallos. — « Mais pouvez-vous assurer au roi que l'empereur le reconnaîtra ?

« — Je n'en sais rien ; je ne suis autorisé ni à l'affirmer ni à en douter, et il n'y a rien à arguer de ce que je puis dire là-dessus, parce que je ne connais rien de la détermination de l'empereur. Mais je crois en conscience qu'avant tout il veut éviter une guerre avec l'Espagne. Il m'a dit, en me parlant, qu'il la regarderait comme une *guerre sacrilège ;* mais aussi je suis convaincu que sa détermination sera subordonnée à ce qu'il aura appris et à ce qu'il jugera par ce qu'il verra. Tout cela dépend de vous. Descendez dans votre conscience, et voyez si ce qui s'y trouve est conforme à ce que l'empereur peut désirer. Surtout ne croyez pas l'abuser ; vous savez qu'il est difficile de le tromper. »

Cevallos. — « Le roi a les meilleures intentions pour la France, mais il ne veut dépendre que de lui. La France s'est trop mêlée de nos affaires ; il faut que cela finisse.

« — Ceci peut s'entendre de bien des manières. Est-ce un congé que vous nous donnez, ou que vous voulez prendre ? Sans y être autorisé, je prendrai sur moi d'accepter l'un et l'autre, et vous laisserai, Monsieur, la responsabilité des conséquences. »

Cevallos. — « Mais je ne vois pas pourquoi l'empereur voudrait se mêler de nos affaires ; avons-nous manqué à quoi que ce soit de notre alliance ?

« — L'empereur se mêle de vos affaires parce qu'elles

sont devenues celles d'Espagne, et que celles d'Espagne sont liées aux siennes. Peu lui importe qui régnera en Espagne lorsque ses relations avec ce pays n'en souffriront pas. Enfin, Monsieur, en dernière analyse, ou vous avez le projet de lui résister ,et alors il prendra son parti ; ou bien vous avez l'intention de le satisfaire, et dans ce dernier cas vous ne devez pas être embarassé de lui en donner la preuve, puisque, vous particulièrement, monsieur de Cevallos, vous savez bien mieux qu'aucun de ces Messieurs ce que l'empereur peut désirer ; ayant été attaché au prince de la Paix, vous connaissez toutes nos relations les plus intimes avec votre pays. Je ne comprends rien à toutes les objections que vous me faites, et je ne puis que préjuger qu'elles cachent de mauvais desseins.....

« Avez-vous le projet de faire la guerre ? Nous serons bientôt prêts.....

« Nous soupçonnez-vous de mauvaises intentions envers le roi ? Il serait trop tard pour en être effrayé ; et comment, dans ce cas, vous justifierez-vous de l'avoir amené jusqu'ici au milieu de nos troupes ? N'est-il pas ici sous notre garde et à notre dévotion ? Nous avons ici une division d'infanterie, une à Briviesca, et une à Burgos ; si vous commencez les hostilités, dites-moi par où vous vous retirerez ?

« Avez-vous le projet d'être pour nous ce que l'Espagne a été sous le père du roi Ferdinand ? Si cela est, d'où viennent toutes vos inquiétudes, qui ne sont propres qu'à nous en communiquer d'autres ? Si le roi se sent disposé à satisfaire l'empereur, pourquoi craindrait-il d'aller le joindre n'importe où, s'expliquer franchement avec lui, tant sur ce qui a amené son avénement au trône que sur ce qui peut en être la suite ? Il me semble que cette conduite serait conforme aux sentiments qui ont porté le prince des Asturies à avoir recours à l'empereur pour fléchir son père offensé. Cette époque est récente : comment, à travers tout ce qui tourmente votre imagination, ne vous êtes-vous pas aussi arrêtés à l'idée que la première réception de l'empereur serait peut-être un peu froide (1) ? Parce qu'enfin il est l'aîné

(1) M. de Cevallos, dans son Mémoire, présente à ses lecteurs comme le motif qui a déterminé le roi à aller à Bayonne, la réponse qui termine ici mon dialogue avec lui. Il la présente même d'une manière qui prêterait à rire plutôt qu'elle ne paraîtrait un motif suffisant pour avoir autorisé le départ du roi *(Note dans l'édition originale.)*.

en âge et en droit ; mais une fois la règle des bienséances observée, et les intérêts nationaux réglés d'une manière conforme à notre vieille alliance, pourquoi ne serait-il pas le premier à reconnaître le roi Ferdinand ? Montrez-moi l'impossibilité que cela soit ainsi ? Cela dépend plus de vous que de l'empereur.

« Je vais, au reste, aller le rejoindre, et lui dirai tout ce qu'il faut craindre, ainsi que ce que l'on doit espérer, et je ne doute pas qu'il ne me renvoie ici sous deux ou trois jours. »

Je quittai ces messieurs pour m'occuper de mon voyage à Bayonne.

M. de Cevallos sait bien mieux que personne qu'il a obscurci la vérité, dans la manière dont il a rapporté ce fait. Qui mieux que lui pouvait savoir si le roi était dans l'intention de satisfaire la France ? Il n'ignorait pas ce que la France pouvait exiger et désirer de la part de l'Espagne, dont il avait suivi les relations politiques les plus intimes avec cette même France; et dès lors qui est-ce qui pouvait mieux juger que lui où se trouverait la difficulté, s'il devait y en avoir une ? Je ne lui ferai pas l'injure de croire qu'il l'ignorait ou qu'il ne l'avait pas aperçu : il a donné trop de preuves de sa perspicacité en ce genre. C'est sans doute parce qu'il connaissait les deux revers de la médaille qu'il s'efforçait de m'exposer des difficultés sur lesquelles j'avais l'avantage d'un homme qui, n'ayant rien à cacher, avait un argument franc plus fort que le sien. M. de Cevallos avait trop d'esprit, sans doute, pour être la dupe de qui que ce fût, mais ce n'était pas une raison pour que je fusse la sienne.

En supposant que la réponse qu'il me prête soit vraie, il savait mieux que moi si je m'abusais moi-même ou si je le trompais, puisqu'il connaissait nos affaires avec son pays ; dès lors comment se justifiera-t-il d'être parti d'un argument qu'il savait ne pouvoir être vrai, pour avoir consenti au départ du roi ? Il y a là quelque chose qui ne peut s'expliquer que de ces deux manières : ou M. de Cevallos a dénaturé ma réponse, et c'est ce que j'atteste ; ou bien il a trahi le roi dans l'intérêt d'une nouvelle fortune à laquelle il voulait s'attacher, et dès lors son Mémoire n'est qu'un pamphlet qu'il a écrit à la hâte, pour se mettre à l'abri du ressentiment de ses compatriotes ; car on verra par la suite de ces Mémoires qu'il pouvait y être exposé *(Note dans l'édition originale.)*.

CHAPITRE XX

Encore M. Cevallos. — Retour à Bayonne. — Arrivée de l'empereur dans cette ville. — Je lui rends compte de ma mission. — Vues de l'empereur. — On dissuade Ferdinand de poursuivre son voyage. — Urquijo. — Considérations qu'il oppose à la politique des ministres de Ferdinand. — Lettre de l'empereur Napoléon à Ferdinand.

J'avais emmené de Paris à Madrid le fils aîné de M. Hervas ; il avait besoin de s'y rendre, et cela me convenait d'autant mieux que je ne savais pas un mot d'espagnol. Je le pris aussi avec moi pour retourner à Bayonne.

Pendant que l'on disposait ma voiture, et que l'on cherchait mes mules, ce qui n'est pas l'affaire d'un instant en Espagne, je le priai d'aller de ma part trouver M. de Cevallos, et de lui dire que je ne concevais rien à l'opposition qu'il ma'vait manifestée, d'autant plus que, si ma mission en Espagne avait eu quelque but obscur ou équivoque, je me serais encore moins attendu à le rencontrer dans mon chemin, puisque depuis qu'il était employé aux affaires d'Espagne il avait fait ouvertement profession d'être dévoué aux intérêts de la France ; qu'il avait été l'intermédiaire dont le prince de la Paix s'était servi encore récemment pour les arrangements conclus à Fontainebleau entre la France et l'Espagne ; qu'il ne pouvait douter que la faction qui avait fait succomber le prince de la Paix n'ignorait pas la part qu'il avait eue à sa confiance, et que, lorsqu'elle se serait servie de lui, il n'échapperait pas à ses ressentiments, comme tout ce qui avait été attaché à ce premier ministre, dont il avait épousé la sœur ; qu'enfin, dans tous les cas, il ne pouvait manquer de devenir victime du juste

ressentiment de la France, dont il dénaturait les intentions, après avoir servi ses projets pendant aussi longtemps.

M. Hervas trouva M. de Cevallos, et fit ma commission : on verra dans peu que ce dernier était d'une opinion tout opposée à celle qu'il manifestait dans cette circonstance-là.

Je partis pour Bayonne, où j'arrivai quelques heures avant l'empereur, que l'on attendait de Bordeaux (1). M. de Champagny, alors ministre des relations extérieures, y était arrivé, et je l'entretins longtemps de tout l'embarras que je prévoyais avant de parvenir à rétablir l'harmonie entre nous et l'Espagne ; je lui dis que je n'épargnerais pas l'empereur dans les détails que je lui donnerais, et que, sans rien préjuger de la marche qu'il adopterait pour s'établir en Espagne sur le pied où il était avant la Révolution dans laquelle il était forcé d'intervenir, je le préviendrais de l'opposition qu'il rencontrerait partout ; que l'on avait osé lui supposer des projets desquels on parlait tout haut chez le grand-duc de Berg ; que je ne savais qu'en croire, parce que l'empereur ne m'avait paru déterminé à rien encore ; que j'ignorais si depuis il avait changé d'avis, mais que l'on devait se méfier beaucoup de l'opinion que le grand-duc de Berg ne manquerait pas de vouloir donner, tant des individus que des dispositions du pays même ; qu'il avait déjà fait un tort notable aux sentiments qui animaient les Espagnols pour la France et pour l'empereur, particulièrement avant qu'il allât y commander.

J'ajoutai que cette révolution espagnole pouvait mener l'empereur au delà de ce que l'on croyait, et que j'étais persuadé que nous n'avions jamais jugé ce pays qu'à travers toutes les intrigues qui l'avaient gouverné sous l'abri de notre protection ; mais qu'aujourd'hui que l'idole (le prince de la Paix)

(1) L'empereur était à Bordeaux depuis le 4 avril (1808), il en partit le 12, et arriva le 14 à Bayonne où il séjourna jusqu'au 21 juillet (D. L.).

était abattue, nous allions voir le peuple espagnol prendre un essor qui trouverait des imitateurs.

L'empereur arriva le soir même, et eut un long entretien avec M. de Champagny, qui lui rendit compte de ma conversation. Il ne tarda pas à me faire appeler. Il n'avait encore reçu d'Espagne que les rapports journaliers du grand-duc de Berg, dans les lumières duquel il avait moins de confiance que dans son courage au moment d'un danger. Il avait aussi reçu toutes les lettres que le roi Charles IV, ainsi que la reine, avaient écrites au grand-duc : tout cela occupait son esprit, mais ne suffisait pas pour l'éclairer. Il me garda une grande partie de la nuit pour lui raconter tout ce que j'avais vu et fait ; il était contrarié de tout ce que je lui apprenais, et surtout mécontent des projets qu'on lui supposait ; je lui répondis que cela n'était que la conséquence de tout ce qui se répandait autour du grand-duc de Berg, ajoutant que, s'il n'agissait pas d'après des instructions de lui, il était grandement temps d'y prendre garde, qu'autrement on lui préparait beaucoup d'embarras.

L'empereur me répliqua :

« Mais enfin, le prince des Asturies, quel homme est-ce ? Gouvernera-t-il, ou sera-t-il gouverné ? de quelle manière pourrai-je m'arranger avec lui, ou bien faudra-t-il y renoncer ? Je ne suis pas prêt pour ce dernier cas, parce que, si, comme vous le dites, cela doit amener la guerre, je voudrais l'éviter. »

Je répondis à l'empereur :

« Sire, on m'a manifesté les meilleures intentions du monde ; pour des promesses, j'en ai plein mes poches, autant du prince que des ministres ; mais, pour vous les garantir, je m'en garderai bien » ; et je lui racontai tout ce que l'on m'avait dit, et qu'on vient de lire .

« Il n'y a nul doute, ajoutai-je, que la révolution d'Aranjuez n'ait été faite contre le gré du roi Charles IV, et que, conséquemment, son abdication n'ait été à peu près forcée, n'y en aurait-il pour preuves que l'empressement du roi Charles IV à se mettre sous la protection

de nos troupes, qui, en effet, le gardent au palais d'Aranjuez ; et, de l'autre part, le même empressement que témoigne le prince des Asturies de voir Votre Majesté sanctionner l'événement qui le met sur le trône, parce que cela une fois fait, il n'y aura pas la plus légère difficulté à obtenir l'assentiment des autres puissances de l'Europe.

« Je ne crois pas que vous parveniez à être en Espagne, avec le prince Ferdinand, sur le même pied qu'avec son père, quoiqu'il le promette : cela ne dépendra pas de lui ,et c'est l'espérance qu'il a donnée à ses adhérents de secouer le joug de la France, qui lui a prêté toute la force d'opinion qui, dans ce moment, s'est ralliée à lui ; au point que lutter contre ce prince serait lutter contre la nation, qui nous sera entièrement opposée sur ce point.

« Il manifeste les meilleures dispositions pour Votre Majesté ; mais il est tourmenté de tout ce qu'on lui dit : que Votre Majesté ne le reconnaîtra pas ; qu'une fois arrivé à Bayonne, il ne pourra plus en sortir. Il a de la peine à se le persuader ; mais néanmoins cela occupe son esprit, et paraît lui avoir fait prendre la résolution de rester à Vittoria.

« Pour gouverner par lui-même, il ne le peut pas ; il a reçu une éducation de palais, et n'a pas la première idée d'une affaire de gouvernement. Ce seront des ministres qui feront tout pendant qu'il trônera, et ses ministres me paraissent avoir des principes qui ne vous conviendront guère. »

L'empereur répliqua :

« Voilà une affaire qui se présente mal. Mais où a-t-il pris que je le reconnaîtrais pas : cela dépendra de lui, sinon je remets son père sur le trône. Je m'accommodais si bien avec lui, qu'avant d'être instruit des projets du prince des Asturies, je faisais des vœux pour qu'il vécût cent ans ; mais s'il faut que je me brouille avec le fils, je ne commencerai pas par faire ce qu'il désire de moi : j'aime mieux voir sur le trône d'Espagne un de mes amis qu'un de mes ennemis. D'où lui vient donc cette peur qu'il a conçue de moi ?

« — Plusieurs causes y ont concouru : d'abord sa position, qui le rend inquiet. Peut-être se reproche-t-il quelque chose, je n'en sais rien ; et comme il est naturellement timide, il a conçu beaucoup de frayeur du grand-duc de Berg, dont il se plaint beaucoup, comme

voulant le dépopulariser, et cherchant à lui nuire personnellement. Il a cru voir dans cette conduite la conséquence des ordres donnés par Votre Majesté, et cela lui donne à penser.

« Par exemple le grand-duc insiste chaque jour pour obtenir la liberté du prince de la Paix ; il a mis là toute sa sollicitude, et semble n'être venu en Espagne que pour le délivrer, tandis que, d'un autre côté, il met tout en œuvre contre le prince des Asturies. Il y a au moins de la maladresse à vouloir détacher la nation d'un prince qui est l'objet de son culte en ce moment, et d'employer tous ses moyens à en protéger un autre qui est l'objet de son exécration : la moindre conséquence d'une telle conduite est un cri de vengeance contre nous, et l'on part de là pour déranger toutes les têtes et les préparer aux troubles. »

L'empereur répondit :

« Je n'ai pas dit un mot qui ressemble à ce que vous me dites. Il faut que le grand-duc de Berg soit fou.

« — Je ne le crois pas si fou ; mais il fait beaucoup de calculs dans lesquels il se trompe, sans doute ; et je ne serais pas surpris qu'il eût envisagé les choses comme devant tourner à son profit. Il paraît s'être mis dans la tête qu'il remplacera le roi d'Espagne. »

L'empereur ne put s'empêcher de rire. Il me demanda ce que pensaient les ministres du prince Ferdinand.

« Les ministres du prince sont tout aussi inquiets que lui, et partagent la résolution qu'il a prise d'attendre à Vittoria, après cependant lui avoir conseillé de partir de Madrid. Je crois que c'est à Burgos qu'ils ont commencé à être atteints de frayeur, autant parce qu'on leur aura dit dans cette ville, que par ce qu'ils auront pu recevoir de Madrid, d'où on leur expédie un courrier tous les jours ; et je crois qu'après le départ du roi, le grand-duc de Berg aura voulu aller trop vite en besogne, et qu'on le leur a écrit.

« Les ministres du prince des Asturies sont des hommes de parti : ils ont une manière d'envisager cette révolution qui ne vous conviendra pas, du moins je le pense ; d'ailleurs la plupart ne connaissent pas assez les affaires de leur pays, et il n'est pas possible que

l'Espagne n'ait pas des hommes plus forts que ceux-là. Si Votre Majesté ne trouve pas un moyen de les appeler près d'elle, elle aura mille peines à savoir la vérité, d'autant plus qu'il n'est pas certain que le prince des Asturies vienne à Bayonne.

« — Il faudra cependant bien que nous nous entendions ici ou ailleurs ; autrement, comment s'arranger ?

« — Alors il faut que Votre Majesté lui rende de la sécurité. »

Il était très tard, l'empereur était fatigué, et il me congédia en me disant : « Nous verrons cela demain, la nuit porte conseil. Je ne fais aucune difficulté de lui écrire si nous devons nous entendre ; mais c'est que, dans le cas contraire, il sera autorisé à dire que je l'ai attiré dans un guet-apens, et, dans le fait, cela en aura l'air. D'un autre côté, s'il ne vient pas, je marche pour m'entendre avec le père et assembler les Cortès à Madrid. Si le prince des Asturies avait été bien conseillé, j'aurais dû le trouver ici ; mais je conçois, d'après tout ce que vous me dites, qu'il a eu peur des démonstrations du grand-duc de Berg. Allez vous reposer, et tenez-vous prêt à partir demain. »

Il me fit effectivement appeler le lendemain, après qu'il eut reçu l'estafette de Madrid. Il y répondit par le courrier qui m'accompagna, et me remit une lettre pour le prince des Asturies, en me disant : « Allez le trouver, et remettez-lui cette lettre de ma part. Laissez-lui faire ses réflexions. Il n'y a pas de finesse à employer, cela l'intéresse plus que moi ; qu'il fasse ce qu'il voudra. Sur votre réponse, ou sur son silence, je prendrai mon parti, ainsi que des mesures pour qu'il n'aille pas ailleurs que près de son père. » Il ajouta : « Voyez où mène les mauvais conseils ; voilà un prince qui, peut-être, ne règnera pas dans quelques jours, ou qui apportera à l'Espagne une guerre avec la France. Parbleu, les peuples sont bien à plaindre lorsqu'ils tombent en de pareilles mains ! Allez au plus vite. »

Il écrivit au grand-duc de Berg, et lui ordonna de ne pas souffrir que l'on attentât à la vie du prince de la Paix, de se le faire remettre, et de prendre des mesures pour le lui envoyer à Bayonne, en le pré-

servant de tout accident en chemin. Il lui dit aussi par le même courrier, de lui envoyer M. Dazenza, le ministre des Indes, ainsi que plusieurs autres Espagnols éclairés et jouissant d'une considération bien acquise ; il voulait s'en former un conseil, avant de se décider à quelque chose.

Je revins rapidement à Vittoria, mais tout avait changé depuis mon départ. Plusieurs Espagnols étaient accourus auprès de Ferdinand. Ils lui avaient représenté l'imprudence de sa démarche, la facilité de revenir sur ses pas ; et s'ils ne lui avaient pas fait abandonner la résolution de poursuivre son voyage, ils l'avaient du moins fort ébranlé. Urquijo ancien ministre de Charles IV, fut celui de tous qui insista le plus vivement sur les dangers de passer la frontière. Il a lui-même rendu compte de la discussion qu'il eut à cet égard avec les conseillers de Ferdinand. Je reproduis sa relation, parce qu'elle prouve qu'on n'employa ni insinuations ni supercheries pour déterminer ce prince à poursuivre sa route, et que tout fut spontané de sa part ou de celle de ses ministres. Elle est ainsi conçue :

A.-D. Gregorio de la Cuesta, ***capitaine-général*** *de la Vieille-Castille.*

« **Mon cher ami,**

« J'ai reçu hier, à midi, la lettre datée du 11 ,que vous m'envoyâtes par l'exprès ; je montai de suite à cheval, et je suis arrivé en cette ville à trois heures et demie du soir : notre ami Mazzanedo n'a pas pu m'accompagner, parce qu'il était au lit, à cause d'une forte attaque de goutte, et ceci a été son bonheur, puisque, outre l'inutilité du voyage, il aurait été témoin de scènes très désagréables. Vous me témoignez, dans votre lettre, que je serai très bien reçu, d'après ce que vous aviez entendu dire au roi Ferdinand et à sa suite, à l'égard de ma personne, et que vous ne doutiez pas que, par mes persuasions et les notions qu'ils pourraient avoir acquises, ils s'arrêteraient dans un voyage si dangereux, et n'iraient pas plus avant.

« Quant au premier point, vous avez très bien prévu,

et moi-même je ne pouvais en douter, puisque le roi, à peine assis sur son trône, avait déclaré spontanément injuste et arbitraire tout ce que j'avais souffert par la voie du même Cevallos, qui avait été l'un des ministres qui avaient signé les ordres pour toutes les vexations faites contre ma personne pendant sept ans. Lorsque j'arrivai, je me présentai à Sa Majesté, qui venait d'arriver depuis une demi-heure ; elle me traita avec la plus grande bonté, me combla d'honneurs, et m'invita à son dîner. Ceux qui l'accompagnaient m'ont fait beaucoup de politesse, particulièrement les ducs de San-Carlos et de l'Infantado ; j'ai eu aussi le plaisir de revoir mes amis Muzquiz et Labrador.

« La seconde partie est la plus afiigeante ; je crois qu'ils sont tous aveugles, et marchent à une ruine inévitable. J'ai exposé la manière dont le *Moniteur* (qu'ils n'avaient pas bien lu, à ce qu'il paraît) rapportait le tumulte d'Aranjuez qui occasionna l'abdication du roi Charles IV ; je leur ai fait voir que le langage de ces gazettes n'était que l'explication des desseins de l'empereur ; je leur ai rappelé la proclamation adressée aux Espagnols en 1805, parce que, depuis ce temps, j'ai toujours cru que Napoléon projetait d'éteindre la dynastie régnante en Espagne, comme absolument contraire à l'élévation de la sienne ; que ce dessein n'avait été suspendu que jusqu'au moment d'une occasion favorable, et qu'elle venait de se présenter dans les malheureux démêlés du père avec le fils, arrivés à l'Escurial ; que les projets de l'empereur se faisaient voir clairement par la manière dont il avait rempli l'Espagne de troupes, et pris possession des places fortes, des arsenaux et de la capitale ; que, dans cette même ville de Vittoria, le roi et tous ceux qui l'accompagnent étaient comme dans une prison, et gardés à vue par le général Savary, et que l'ordre que j'avais observé, depuis mon entrée, pour l'emplacement des troupes, et la situation des casernes, tout venait à l'appui de mes soupçons.

« Après tout cela, je leur demandai quel était l'objet de leur voyage ; comment le souverain d'une monarchie telle que celle de l'Espagne et des Indes avilissait sa dignité aussi publiquement ? comment on le conduisait vers un royaume étranger, sans invitation, sans préparatifs, sans toute l'étiquette que, dans de pareils cas, on doit observer, et sans avoir été reconnu comme roi, puisqu'on l'appelait toujours le prince des Asturies ? qu'ils devaient se rappeler l'île des Faisans dans les

Pyrénées, où on prit tant de précautions pour l'entrevue qui devait y avoir lieu entre les souverains d'Espagne et de France ; qu'il y eut un égal nombre de troupes des deux côtés de la rivière Bidassoa, et qu'on pesa jusqu'aux harnais afin d'éviter toute crainte.

«Etonnez-vous-en, mon cher ami : on m'a seulement répondu qu'ils allaient contenter l'ambition de l'empereur par quelques concessions de territoire et de commerce. Je ne pus m'empêcher de dire, en entendant cette réponse : Vous pouvez lui donner toute l'Espagne.

« Il y en eut qui parlèrent de guerre éternelle entre les deux nations, de construire deux forteresses inexpugnables dans chacune des deux Pyrénées, d'avoir toujours sous les armes cent cinquante mille hommes, enfin de mille autres chimères. Je fis observer seulement que, du côté des Pyrénées occidentales, il n'existait d'autre place plus forte que Pampelune, et que d'après les généraux les plus expérimentés, et parmi plusieurs mon ami le général Vnutia (à qui je l'avais moi-même entendu dire), elle offrait très peu de résistance ; qu'on n'avait pas les cent cinquante mille hommes ; qu'une grande partie de l'armée avait été envoyée au nord, sous le prétexte du traité d'alliance ; que les armées ne s'organisaient pas, ni les forteresses ne se construisaient pas dans un jour ; que la guerre perpétuelle était un délire, car les nations avaient leurs relations naturelles, et elles étaient très intimes avec la France et très resserrées ; qu'il ne fallait pas confondre celles-ci, dans les Etats, avec les hommes qui se trouvent momentanément à leur tête ; et surtout qu'il ne s'agissait aujourd'hui que d'abolir la dynastie des Bourbons en Espagne, en imitant l'exemple de Louis XIV, et d'établir celle de France, et qu'ils allaient eux-mêmes inviter l'empereur à le faire.

L'Infantado (sur qui je crois que mon langage a fait plus d'impression), qui sentit le poids de mes réflexions, me dit : Serait-il possible qu'un héros tel que Napoléon fût capable de se souiller d'une semblable action, quand le roi se met entre ses mains de la meilleure foi possible? Je lui répondis : Lisez *Plutarque*, et vous trouverez que tous ces héros de la Grèce et de Rome n'acquirent leur renommée et leur gloire qu'en montant sur des milliers de cadavres, mais qu'on oubliait tout cela, et qu'on le lisait sans attention, voyant seulement les résultats avec respect et étonnement ; qu'il devait se rappeler les couronnes que Charles V avait enlevées, les cruautés qu'il

avait exercées envers les souverains prisonniers de guerre, ou par la perfidie, et malgré cela, il était compté parmi les héros ; qu'il ne devait pas oublier non plus que nous en avions fait autant avec les empereurs et rois des Indes, et que, si nous voulions défendre ces actions sous prétexte de religion, on pourrait bien le faire maintenant sous prétexte de politique ; qu'il pouvait appliquer cela à l'origine de toutes les dynasties de l'univers ; que, dans notre Espagne ancienne, on trouvait des exemples d'assassinats de rois par des usurpateurs qui s'étaient ensuite assis sur le trône, et que même, dans les siècles postérieurs, nous avions celui qui avait été commis par le bâtard Henrique II, et l'exclusion de la famille de Henri IV ; que les dynasties autrichienne et des Bourbons dérivaient de cet inceste, ainsi que de ces crimes, et que par conséquent ils ne devaient pas avoir confiance dans les héros, ni permettre que Ferdinand s'en allât plus avant vers la France.

« Mais quel motif, au moins apparent, m'a-t-il dit, pourrait justifier la conduite que vous supposez à l'empereur ? Je lui répondis que le langage du *Moniteur* me faisait voir qu'il ne reconnaissait pas Ferdinand comme roi ; qu'il disait que l'abdication de son père avait été faite au milieu d'un tumulte populaire et des armes, que Charles IV lui-même l'avouerait, s'il était nécessaire : que, sans parler de ce qui était arrivé au roi de Castille Jean Ier, il y avait eu deux abdications pendant le règne des dynasties autrichienne et des Bourbons : une faite par Charles Ier d'Espagne, ou Charles V d'Allemagne, et l'autre par Philippe V ; et que, dans ces deux abdications, on avait procédé avec le plus grand calme et la plus sage délibération, et que même ceux qui représentaient la nation demandèrent jusqu'où l'abdication devait s'étendre, en cas que les personnes qui devraient régner de suite en seraient empêchées, et que c'est par cette raison que Philippe V régna une seconde fois, après la mort de Louis Ier, en faveur de qui Sa Majesté avait renoncé à la Couronne ; enfin qu'il est à craindre que si le père réclame contre la violence de son abdication, et qu'ils poursuivent le voyage jusqu'à Bayonne, aucun d'eux ne règne, et que tous les Espagnols soient malheureux.

« Il me répliqua alors que l'Europe et la France même condamneraient ce trait, et que l'Espagne pourrait devenir redoutable, étant soutenue par l'Angleterre. Je lui répondis sur les trois points. Quant à l'Europe, elle

était pauvre et sans moyens pour entreprendre de nouvelles guerres sans union, parce que les intérêts particuliers et les vues ambitieuses de chaque souverain et de chaque Etat avaient plus de force que la nécessité de faire de grands sacrifices pour détruire le système adopté par la France depuis sa funeste Révolution. Je lui expliquai, pour preuve de ce que j'avançais, la conduite des coalitions, leurs plans mal combinés, leurs défections, et que le résultat de ces ligues avait lui-même produit l'accroissement de la France ; que je ne voyais d'autre Cour que celle de Vienne capable de s'opposer actuellement aux projets de l'empereur, si l'Espagne se soulevait, et qu'elle serait appuyée par l'Angleterre ; mais que si la Russie, l'Allemagne et le monde européen se montraient contraires à ce système, l'Autriche essuierait des revers et perdrait une partie de son territoire, nous perdrions entièrement notre marine, et l'Espagne serait seulement le théâtre de la guerre des Anglais contre la France, et où jamais ils ne seraient exposés, à moins qu'ils n'eussent quelque chose à gagner puisque l'Angleterre n'est pas une puissance capable de tenir tête à la France dans une guerre continentale ; enfin que tout finirait par une conquête après avoir produit notre désolation.

« Quand au second point, du mécontentement de la France pour une conduite aussi injuste de l'empereur, je suis entré diffusément dans l'explication du caractère de cette nation ; qu'elle est toujours enchantée de tout ce qui est surprenant ; qu'elle n'avait d'autre esprit public pour agir, que l'impulsion donnée par le gouvernement ; que, d'un autre côté, la nation française ellemême gagnerait beaucoup pour l'intérêt de son commerce, si les souverains des deux nations étaient d'une même famille ; que si l'empereur se contenait dans de certaines limites d'agrandissement, et s'il consolidait son empire par de bonnes institutions morales, la France l'adorerait, le regarderait comme un libérateur de la terrible révolution dans laquelle la nation avait été plongée, bénirait sa dynastie, et regarderait comme une gloire l'occupation de plusieurs trônes de l'Europe par des membres de la famille de son souverain, et que par conséquent l'argument n'effaçait pas mes suspicions ; que d'ailleurs nous ne devions jamais oublier que les rois espagnols s'appelaient Bourbons, et qu'ils étaient une branche de l'ancienne Maison de France ; qu'il existait en France beaucoup de changement dans les fortunes, par la suppression de plusieurs coopérations pri-

vilégiées, des confiscations et des ventes ; car il est certain que tous les Français avaient eu plus ou moins de part dans la révolution ; que ces derniers, les littérateurs, ceux qui aiment la réforme, les juifs et les protestants composent la partie la plus nombreuse de la nation. Ils sont maintenant libres de l'oppression qui pesait sur eux avant cette époque, et il est très probable qu'ils regarderont sans chagrin l'anéantissement des Bourbons en Espagne, craignant que l'un d'eux pourrait contraindre un jour peut-être les Français à recevoir malgré eux un Bourbon, si l'Espagne était bien gouvernée.

« Sur le troisième point, relativement à l'armement de notre nation, je suis entré encore dans de plus grands détails ; j'ai fait voir que par malheur, depuis Charles V, la nation n'existe plus, parce qu'il n'existait point réellement de corps qui la représentât, ni d'intérêts communs qui la réunissent vers un même but ; que notre Espagne était un édifice gothique composé de morceaux avec autant de forces, de privilèges, de législations et de coutumes qu'il y a presque de provinces ; que l'esprit public n'existe plus ; que ces causes empêcheraient la formation d'un gouvernement solidement constitué pour réunir les forces, l'activité et le mouvement nécessaires ; que les émeutes et les tumultes populaires étaient de très courte durée ; que tous ces troubles produiraient des effets pernicieux dans nos Amériques, parce que les naturels du pays voudraient développer leurs forces et secouer le joug qui pesait beaucoup sur eux depuis la conquête de leur pays ; que l'Angleterre même les aiderait, en juste revanche de ce que nous fîmes inprudemment, unis aux Français, pour soulever leurs colonies ; qu'on ne devait pas oublier les tentatives du Cabinet de Saint-James à Caracas et dans d'autres provinces de notre Amérique. Enfin, mon ami, j'ai dit à l'Infantado tout ce qu'on peut dire sur les dangers de ce voyage, et qu'il pouvait produire la ruine de notrce nation. Je me suis plus avancé encore ; j'ai promis d'aller, en qualité d'ambassadeur, à Bayonne, s'ils se disistaient du voyage ; de parler ,faire des conventions avec l'empereur, et terminer cette affaire, autant bien que possible, si désagréable, si mal commencée et dirigée ; mais qu'en attendant on pouvait faire partir à minuit, le roi incognito par une des maisons voisines de celle où logeait Sa Majesté, et le faire conduire en Aragon ; que M. Urbina, alcade de la ville, faciliterait les moyens de cette fuite, qui, lorsqu'elle serait parve-

nue aux oreilles de Napoléon, et qu'il saurait que le roi aurait la liberté d'agir par lui-même, l'obligerait à changer ses plans. Mais tout a été inutile, absolument tout.

« Après cet entretien, on m'a présenté don Joseph Hervas, qui m'a confirmé dans l'opinion que l'empereur projetait de changer notre dynastie ; car il m'a prié d'agir de manière que le voyage de France n'eût pas lieu. Ce jeune homme (qui a beaucoup d'esprit et de clairvoyance, promet beaucoup et est un excellent Espagnol) vient d'arriver de Paris avec le général Savary. Comme il est le beau-frère du général Duroc, grand-maréchal du palais de l'empereur, il connaît tous les complots de cette affaire ; il me les a racontés, et se plaint du mauvais traitement qu'il avait éprouvé à Madrid, et dece qu'on n'avait pas voulu l'écouter lorsqu'il avait voulu parler. Il me pria de lui obtenir une audience particulière du duc de l'Infantado : je la lui ai obtenue. Il a parlé, mais il n'a rien pu obtenir. M. Escoiquiz s'était mis au lit, parce qu'il était enrhumé ; il était entouré de beaucoup de monde, de sorte que je n'ai pu lui parler. J'ignore sa manière de penser, et même l'influence qu'il exerce sur les affaires. Labrador et Muzquiz sont piqués de ce qu'on semble les mépriser, et qu'on ne les consulte nullement et dans aucun cas, par la rivalité de M. Cevallos. Je vois avec la plus profonde affliction qu'ils sont tous aveugles, et qu'ils marchent tous vers le précipice.

« Le dîner fini, et Sa Majesté s'étant retiré, un aide de camp est arrivé avec des dépêches de l'empereur. Le ton avec lequel il s'est annoncé, en exigeant que Sa Majesté l'écoutât de suite ; la condescendance qu'on lui montra en l'annonçant au roi ; la manière dont j'ai vu moi-même qu'on l'a fait sortir, et la circonstance d'avoir compris quelque chose dans l'affaire dont il était question, tout cela a aigri mon amour-propre d'Espagnol, et j'ai pris enfin mon congé, leur rappelant, mais inutilement, mes prédictions, et suis entré dans mon logement pour vous écrire si diffusément, comme je l'ai fait, pour vous faire connaître ce qui s'est passé ; car demain à la pointe du jour, ou dans trois heures, je pars pour Bilbao.

« Un officier de marine, appelé don Miguel de Alava, neveu du général de marine de même nom, que vous connaissez, vient de me faire une visite dans ce moment ; il était chez moi quand j'y revins ; il causait avec

un ami qui m'avait accompagné depuis Bilbao. En profitant de cette occasion, je lui ai dit, ainsi qu'à tous ceux qui voulaient m'écouter, que si le roi quittait l'Espagne, les Bourbons seraient éloignés pour jamais du trône ; que toute l'Espagne pourrait être dans la désolation, et que nous aurions beaucoup à pleurer. J'ai parlé dans ce sens à M. Alava, en désirant qu'il profite de l'influence qu'il peut avoir dans la ville et dans la province pour tâcher de l'empêcher. C'est tout ce que j'ai pu faire. On a beaucoup de considération pour moi dans cette province, par la protection que j'ai procurée à ses habitants, et parce que j'y ai pris naissance. Peut-être que les peuples verront plus clair et feront plus ; peut-être aussi déchireront-ils le voile épais qui couvre les yeux de ces personnes.

« Quand je pris mon congé, il m'a semblé que le duc de l'Infantado était piqué de voir que je ne pensais pas à les accompagner, au moins jusqu'à Bayonne. Je lui ai dit que j'étais prêt à tout, si on voulait suivre mon plan : mais que, dans le cas contraire, je ne voulais pas ternir ni perdre ma réputation, seule idole de mon cœur. Vous serez témoin de mille malheurs : je ne sais qui en est le coupable. Je plains l'Espagne, et je retourne dans mon coin pour y pleurer. Plût à Dieu que toutes mes craintes fussent vaines !

« Quand je serai sûr que vous êtes à Valladolid, je vous y écrirai, et en attendant faites-moi le plaisir de dire bien des choses de ma part à madame. Je suis bien triste. Adieu ; vous savez que je suis toujours tout à vous.

« *Signé :* Urquijo. »

Vittoria, 13 avril 1808.

Cet aide de camp si brusque, et qui par conséquent cherchait si peu à séduire, c'est moi. J'ignorais la résolution du Conseil : tout me portait même à la croire opposée à ce qu'elle était en effet. Les ministres de Ferdinand n'avaient adopté des conseils d'Urquijo que ce qui pouvait les compromettre. Au lieu de prendre une résolution franche, énergique, ils n'avaient su se résoudre à rien. Ils voulaient courir les chances du voyage, et cependant ils avaient essayé une sorte d'insurrection. Vittoria était rempli de gens de la campagne, tous armés,

et qui certainement n'y étaient pas venus sans avoir été appelés, ni même sans qu'on leur eût dit à quoi on se proposait de les employer.

Je ne fus tranquille que lorsque j'entendis le général Verdier, qui y commandait nos troupes, me dire qu'il avait prévenu les rixes, en les consignant dans leurs quartiers. Sans cette prévoyance de sa part, il aurait suffi d'un excès de vin pour allumer la guerre entre la France et l'Espagne ; c'était, je crois, ce que l'on voulait, afin d'avoir une occasion de se tirer de l'embarras où l'on croyait être. On n'aurait pas manqué de s'en justifier en répandant partout que nous avions été les agresseurs et que nous avions voulu enlever le roi.

Néanmoins j'écrivis au général Bessières, à Burgos, pour lui faire connaître la position du général Verdier, et le prier de faire marcher quelques troupes à Miranda, afin que nous pussions être secourus, en cas d'une entreprise dans le genre des vêpres siciliennes. Il y fit effectivement marcher quatre bataillons avec six pièces de canon et six escadrons de cavalerie.

Ce ne fut qu'après avoir reçu toutes les informations dont j'avais besoin, et pris mes précautions, que je fis prévenir le prince des Asturies de mon retour avec mission de lui remettre une lettre de la part de l'empereur. Il envoya de suite un de ses officiers pour me prendre et m'accompagner près de lui. La maison dans laquelle je l'avais laissé presque seul quatre jours auparavant, était transformée en un véritable corps-de-garde. La place de Vittoria, sur laquelle elle était située, était un bivouac de paysans espagnols armés ; le vestibule, ainsi que les degrés de l'escalier de la maison, étaient jonchés de soldats, d'hommes armés de poignards, au point de ne savoir où mettre le pied ; et jusqu'à la pièce qui précédait celle dans laquelle le prince se tenait, les préparatifs de défense étaient tels que je n'en vis pas les murailles.

Je fus introduit de suite près de Ferdinand, et, après les saluts d'usage, je lui remis la lettre dont

l'empereur m'avait rendu porteur. Elle était conçue en ces termes :

« Mon Frère,

J'ai reçu la lettre de Votre Altesse Royale : elle doit avoir acquis la preuve, dans les papiers qu'elle a eus du roi son père, de l'intérêt que je lui ai toujours porté. Elle me permettra, dans la circonstance actuelle, de lui parler avec franchise et loyauté. En arrivant à Madrid, j'espérais porter mon illustre ami à quelques réformes nécessaires dans ses Etats, et à donner quelque satisfaction à l'opinion publique. Le renvoi du prince de la Paix me paraissait nécessaire pour son bonheur et celui de ses peuples. Les affaires du Nord ont retardé mon voyage. Les événements d'Aranjuez ont eu lieu. Je ne suis pas juge de ce qui s'est passé et de la conduite du prince de la Paix ; mais ce que je sais bien, c'est qu'il est dangereux pour les rois d'accoutumer les peuples à répandre du sang et à se faire justice eux-mêmes. Je prie Dieu que votre Altesse Royale n'en fasse pas elle-même un jour l'expérience. Il n'est pas de l'intérêt de l'Espagne de faire du mal à un prince qui a épousé une princesse de sang royal, et qui a si longtemps régi le royaume. Il n'a plus d'amis : Votre Altesse Royale n'en aura plus, si elle est jamais malheureuse. Les peuples se vengent volontiers des hommages qu'ils nous rendent. Comment, d'ailleurs, pourrait-on faire le procès du prince de la Paix sans le faire à la reine et au roi, votre père ? Ce procès alimentera les haines et les passions factieuses. Le résultat en sera funeste pour votre Couronne ; Votre Altesse Royale n'y a de droits que ceux que lui a transmis sa mère. Si ce procès la déshonore, Votre Altesse Royale déchire par là ses droits : qu'elle ferme l'oreille à des conseils faibles ou perfides ; elle n'a pas le droit de juger le prince de la Paix ; ses crimes, si on lui en reproche, se perdent dans les droits du trône. J'ai souvent manifesté le désir que le prince de la Paix fût éloigné des affaires. L'amitié du roi Charles m'a porté plus souvent à me taire et à détourner les yeux des faiblesses de son attachement. Misérables hommes que nous sommes ! faiblesse et erreur, c'est là notre devise. Mais tout peut se concilier : que le prince de la Paix soit exilé d'Espagne, et je lui offre un refuge en France. Quant à l'abdication de Charles IV, elle a eu lieu dans un moment où nos armées

couvraient les Espagnes ; et aux yeux de l'Europe et de la postérité, je paraîtrais n'avoir envoyé tant de troupes que pour précipiter du trône mon allié et mon ami. Comme souverain voisin, il m'est permis de vouloir connaître avant de reconnaître cette abdication. Je le dis à Votre Altesse, aux Espagnols et au monde entier, si l'abdication du roi Charles est de pur mouvement, s'il n'y a pas été forcé par l'insurrection et par l'émeute d'Aranjuez, je ne fais aucune difficulté de l'admettre, et je reconnais Votre Altesse Royale comme roi d'Espagne. Je désire donc causer avec lui sur cet objet. La circonspection que je porte depuis un mois dans ces affaires doit lui être garant de l'appui qu'elle trouverait en moi, si, à son tour, des factions, de quelque nature qu'elles soient, venaient à l'inquiéter sur son trône.

« Quand le roi Charles me fit part des événements du mois d'octobre dernier, j'en fus douloureusement affecté, et je pense avoir contribué, par les insinuations que j'ai faites, à la bonne issue de l'affaire de l'Escurial. Votre Altesse Royale avait bien des torts : je n'en veux pour preuve que la lettre qu'elle m'a écrite, et que j'ai constamment voulu oublier. Roi à son tour, elle saura combien les droits du trône sont sacrés. Toute démarche près d'un souverain étranger, de la part d'un prince héréditaire, est criminelle. Votre Altesse Royale doit se défier des écarts et des émotions populaires.

« On pourra commettre quelques meurtres sur nos soldats isolés ; mais la ruine de l'Espagne en serait le résultat. J'ai vu avec peine qu'à Madrid on ait répandu des lettres du capitaine-général de la Catalogne, et fait tout ce qui pouvait donner du mouvement aux têtes.

« Votre Altesse Royale connaît ma pensée tout entière ; elle voit que je flotte entre diverses idées qui ont besoin d'être fixées. Elle peut être certaine que, dans tous les cas, je me comporterai avec elle comme envers le roi son père. Qu'elle croie à mon désir de tout concilier, et de trouver des occasions de lui donner des preuves de mon affection et de ma parfaite estime.

« Sur ce, je prie Dieu, etc.

« NAPOLÉON. »

Bayonne, le 16 avril 1808.

Nous parlâmes peu ; je n'avais rien à ajouter à tout ce que j'avais eu l'honneur de lui dire précédemment. La lettre était d'ailleurs si positive, qu'il n'y

avait pas à s'y méprendre : l'empereur s'était expliqué sans détour.

Le Conseil de Ferdinand, qui était là, et composé toujours des mêmes personnes, ne parut pas fort satisfait de la manière dont s'exprimait l'empereur, parce qu'il traitait le prince des Asturies d'altesse royale. Je fus encore obligé de leur faire observer que l'empereur ne pouvait pas employer d'autre expression, parce qu'enfin cette reconnaissance de sa part n'était pas une chose faite ; qu'il y avait bien des points sur lesquels il était plus important de s'entendre que sur celui-là : ceux-ci une fois réglés, dis-je, le reste me paraît naturel.

Le roi me congédia en me disant qu'il me ferait connaître sa détermination. Elle me fut communiquée à la sortie de son Conseil, et l'on me fit dire qu'il partirait le lendemain pour Bayonne, que je pouvais en prévenir l'empereur.

CHAPITRE XXI

Emeute de Vittoria. — Ferdinand applaudit à la tentative. — M. de l'Infantado. — Ferdinand continue son voyage. — Arrivée à Bayonne. — Réception que lui fait l'empereur. — Idée qu'il prend de Ferdinand. — Arrivée de Charles IV à Bayonne. — Il repousse Ferdinand. — Ses plaintes à l'empereur. — On intercepte les dépêches de Ferdinand. — On y acquiert la preuve de ses sentiments hostiles envers la France. — L'empereur reçoit la nouvelle de l'insurrection de Madrid. — Reflexion de Charles IV. — Scène violente entre le père et le fils. — Les irrésolutions de l'empereur sont fixées.

Le roi était prêt à monter en voiture, lorsqu'il éclata une émeute parmi cette foule de gens que l'on avait imprudemment appelés de la campagne dans la ville : en un instant la place publique et les rues furent remplies d'hommes en armes. Heureusement nos troupes étaient enfermées dans leurs casernes ; autrement on n'eût pas manqué d'insulter quelques soldats, et comme il y avait une disposition réciproque à l'aigreur, cela aurait eu des conséquences funestes.

Malgré la foule qui obstruait les issues qui aboutissaient au quartier du roi, l'on parvint à faire approcher ses voitures à l'heure qu'il avait désignée lui-même pour son départ. Celle dans laquelle il devait monter était déjà au bas de l'escalier ; tout à coup un redoublement de fureur se manifeste parmi le peuple ; j'étais moi-même en frac, et sans aucune partie d'uniforme, au milieu de cette foule, en sorte que, sans être reconnu, j'ai pu être témoin de ce que je rapporte.

Pendant que j'observais cette émeute, ma voiture était chez moi toute prête à suivre celles du convoi du roi ; j'étais persuadé que tout se passerait avec

calme, lorsqu'un individu d'une figure effroyable, accompagnée d'un costume à l'avenant, et armé jusqu'aux dents, s'approche de la voiture du roi, saisit d'une main les traits des huit mules qui composaient l'attelage (1), et de l'autre, dans laquelle il tenait une serpe qui ressemblait à une faucille, il coupe d'un seul coup les traits de toutes les mules qui étaient fixés au même point d'arrêt. Chacun chasse les mules ; la foule crie des bravo, et le tumulte s'échauffe ; les autres voitures sont éloignées, et enfin le départ du roi éprouve une opposition ouverte.

J'étais encore sur la place, lorsque le roi lui-même se montra à la fenêtre en souriant à cette multitude, qui y répondit par mille cris de *viva Fernando !* C'est à ce moment-là que je fus atteint de la pensée que cette scène dont j'étais témoin n'était qu'un jeu préparé. En effet, comment en douter ? Il y avait à Vittoria une compagnie de gardes-du corps et un bataillon de gardes espagnoles : les uns et les autres étaient sous les armes devant le quartier du roi : c'était bien le moins qu'ils pussent faire que d'empêcher que l'on n'insultât la voiture du roi ; s'ils ne l'ont pas fait, c'est qu'ils n'ignoraient pas que leur maître n'était point offensé de ce mouvement, et que peut-être on ne l'avait fait que dans la persuasion de lui plaire. En effet, depuis le départ de Madrid, le prince des Asturies était tout changé : soit parce qu'il avait vu en chemin, soit par ce qu'on lui avait dit, il s'était cru le plus fort, et cependant il ne négligeait pas les petits moyens, comme on le verra bientôt.

(1) Pour comprendre ceci, il faut connaître la manière dont on attèle en Espagne ; chaque mule d'un attelage a ses traits attachés à l'avant-train de la voiture, de sorte que les mules de la tête de l'attelage ont des traits de quarante pieds de long. Or, comme elles sont accouplées deux à deux, il en résulte qu'il y avait une réunion de seize traits à l'avant-train de la voiture du roi, en sorte que toutes les mules furent dételées par le seul coup de serpe qui coupa les traits *(Note de l'édition originale.)*.

En parcourant cette émeute, je rencontrai M. le duc de l'Infantado, qui se donnait beaucoup de peine pour la calmer ; je m'approchai de lui, et m'en fis reconnaître, en témoignant que je n'étais pas dupe de ce désordre ; il me répondit d'un ton sincère : « Général, au nom du ciel, allez-vous-en : que vos troupes ne paraissent point, sinon tout est perdu, et je ne réponds de rien. Je vais faire mon possible pour calmer ce désordre, et faire ramener les mules. »

Il tint parole, car en moins d'une demi-heure, sans que j'eusse besoin de le voir, le roi était parti ; il alla sans s'arrêter jusqu'à Irun, c'est-à-dire à la dernière commune espagnole (1). Il y passa la nuit et partit le lendemain pour Bayonne. Comme il n'y avait aucunes troupes dans ce moment-là, on lui rendit peu d'honneurs de parade. L'empereur n'était point logé en ville : il habitait une maison de campagne appelée *Marracq*, où il était avec moins de cent hommes de gardes.

Il avait envoyé le maréchal Duroc à la rencontre du prince des Asturies, pour le saluer de sa part ; mais je doute qu'il ait omis une seule des formalités que M. de Cevallos se plaint de n'avoir pas vu observer. D'ailleurs, il faut considérer que le voyage de l'empereur n'était pas un voyage de Cour ; il était à Marracq sans étiquette, et ensuite il en aurait eu dans ce moment, qu'elle aurait toujours été différente pour le prince des Asturies que pour le roi d'Espagne. Cependant on le salua de l'artillerie des remparts, et tous les corps civils et militaires lui rendirent leurs devoirs. L'empereur lui-même fut le premier à aller le visiter ; sa voiture ne s'étant pas trouvée prête aussitôt qu'il le désirait, il s'y rendit à cheval. Je l'accompagnai à cette visite ; elle se passa comme elle le devait.

M. de Cevallos se plaint du logement qui avait été donné au roi ; on ne peut que lui répondre qu'il

(1) Je ne pus le suivre ce jour-là, et ne le rejoignis que le lendemain matin, après avoir marché toute la nuit. *(Note de l'édition originale.)*

n'y avait pas une plus belle maison dans Bayonne, et qu'on ne pouvait rien donner de mieux que ce que l'on avait. Si M. de Cevallos avait eu moins de tourment dans l'esprit, il n'aurait pas remarqué une chose si peu importante qu'un logement dans la circonstance d'alors.

Au retour à Marracq, l'empereur envoya prier le prince à dîner, et je crois que c'est là où la mauvaise humeur aura commencé, parce que l'empereur ne l'aura pas traité de majesté ; et qu'il y avait beaucoup de personnes du service de table qui étaient présentes.

Le prince des Asturies n'était venu à Bayonne que pour se faire reconnaître roi ; il croyait que cet acte ne consistait que dans une expression que l'on aurait employée, et, sans considérer l'importance que l'empereur mettait au changement de règne, il avait considéré comme les moindres choses précisément celles sur lesquelles il aurait dû fixer toute son attention, en ce qu'elles intéressaient bien plus la France que le nom du monarque qui occupait le trône.

Malheureusement le prince avait été élevé dans un éloignement des affaires qui l'avait rendu étranger au rôle que sa naissance lui destinait, et il n'avait autour de lui que des personnes qui ne pouvaient pas le diriger dans une circonstance aussi importante pour lui.

L'empereur nous dit, le soir, qu'il avait bien du regret de le trouver si médiocre, et qu'il regrettait beaucoup son père. Le lendemain et les jours suivants, il fit successivement appeler le duc de l'Infantado, ainsi que les autres Espagnols qui l'avaient accompagné à Bayonne. Il ne trouva pas encore ce qu'il cherchait, non pas qu'il ne les estimât beaucoup, et particulièrement le duc de San-Carlos ; mais il ne trouvait en eux que des sentiments opposés à ceux qu'il était accoutumé à rencontrer dans le ministère d'Espagne, et je crois que, sous ce rapport, l'opinion qu'il s'en forma ne leur fut pas favorable. Il commença à être gêné d'être obligé de parler lui-

même d'affaires, parce qu'un souverain grave toujours ce qu'il dit, et n'a plus de moyen de se retirer, si par hasard il s'est trop avancé. Je crois que cette occasion est une de celles où il a le plus désiré avoir près de lui M. de Talleyrand, et qu'il l'aurait fait venir, s'il n'avait craint de blesser M. de Champagny. L'empereur était ainsi ; il lui arrivait souvent de blesser, dans les moindres choses, des hommes faciles à irriter, et, dans d'autres occasions, il sacrifiait ses propres intérêts à la crainte d'offenser l'amour-propre d'un bon serviteur.

Je ne fais nul doute que, si M. de Talleyrand fût venu à Bayonne, lorsqu'il en était temps encore, les affaires d'Espagne eussent pris une tout autre marche. Il y aurait mis beaucoup de temps, parce qu'il aurait parlé longtemps avant de rien écrire ; en outre, il avait tant d'aboutissants dans ce pays-là, qu'il aurait pu prendre, vis-à-vis de ceux qui avaient accompagné le prince des Asturies, l'attitude qui convenait à la question que l'on voulait traiter ; il aurait pu former à Bayonne une Cour espagnole, en opposition avec celle du prince des Asturies, qui aurait versé en Espagne le contre-poison de ce que celle-ci y envoyait. M. de Champagny, nouvellement arrivé au ministère, ne pouvait pas encore avoir tous ces avantages-là : faute de ce moyen, le temps se passait à boire, à manger et à s'ennuyer ; les journées ne finissaient pas, lorsqu'elles auraient dû être trop courtes ; il n'y avait que pour la malveillance qu'elles n'étaient pas perdues. Cette situation avait forcé de se reposer sur l'empereur pour tout ; il était obligé de discuter lui-même ce que, dans d'autres circonstances, on lui aurait présenté tout fait ; et, comme il avait mille autres occupations, il était difficile qu'on ne le trouvât pas quelquefois de mauvaise humeur, ce qui rebutait les personnes qui n'étaient pas accoutumées à son travail. M. de Talleyrand avait cette excellente qualité d'être impassible ; lorsqu'il ne trouvait pas l'empereur dans une disposition d'esprit telle qu'il le fallait pour traiter le sujet dont il venait l'entretenir, il n'en parlait pas

avant d'avoir ramené le calme dans lequel il aimait à voir l'empereur. Si par hasard on lui donnait un ordre dans un moment d'humeur, il trouvait le moyen d'en éluder l'exécution, et il était bien rare qu'on ne lui sût pas gré d'avoir pris sur lui un retard qui avait toujours de bons effets.

Peu de jours après l'arrivée du prince des Asturies à Bayonne, le prince de la Paix arriva, conduit dans une voiture, et accompagné d'un aide de camp du grand-duc de Berg ; il n'avait pas été reconnu en chemin. L'empereur le fit descendre dans une maison de campagne, à une lieue de Bayonne, par ménagement pour le prince des Asturies, et ce fut moi qui allai le chercher, le lendemain de son arrivée, pour l'amener chez l'empereur. Il y resta fort longtemps, et lui donna sans doute des détails qui lui étaient inconnus jusqu'alors sur ces étranges événements. Il demeura dans cette maison de campagne jusqu'à l'arrivé du roi Charles IV, qui du palais d'Aranjuez, venait d'écrire à l'empereur, et de lui déclarer que son intention n'avait point été d'abdiquer, qu'il y avait été forcé : en même temps il le prévenait qu'il allait se rendre à Bayonne, pour lui en renouveler l'assurance. Il arriva effectivement peu de jours après avec la reine.

L'empereur le fit recevoir comme roi d'Espagne. Tout ce qu'il y avait de troupes à Bayonne prit les armes ; l'artillerie tira cent et un coups de canon, et les officiers attachés à la Maison de l'empereur allèrent augmenter son cortège, qui le conduisit au logement destiné auparavant pour l'empereur lui-même.

J'étais à la descente de voiture. Le prince de la Paix était venu quelques moments auparavant pour recevoir les ordres du roi. La cour de la maison était fort petite ; il ne put y entrer que la voiture du roi. Ce respectable vieillard, en descendant de sa voiture, parla à tout le monde, même à ceux qu'il ne connaissait pas, et, voyant ses deux enfants au pied de l'escalier, où ils l'attendaient, il eut l'air de ne pas les apercevoir ; il dit à l'infant don Carlos :

« Bonjour, Carlos. » La reine l'embrassa. Il ne dit rien au prince des Asturies. Celui-ci s'avança pour l'embrasser ; le roi s'arrêta, manifesta un mouvement d'indignation, et passa, sans s'arrêter, jusqu'à son appartement. La reine, qui le suivait, fut moins sévère, et l'embrassa.

Le roi et la reine témoignèrent tous deux beaucoup de joie de revoir le prince de la Paix, avec lequel ils se retirèrent. Les deux infants prirent le chemin de leur logement.

Cette arrivée du roi Charles IV changeait tout à fait la position du prince Ferdinand, et livrait son esprit à toutes les conjectures les moins rassurantes pour la suite de ses projets, et je crois que c'est de ce moment que sa conduite est devenue hostile. Ce n'est point, comme l'a dit M. de Cevallos, le jour où il avait dîné chez l'empereur, que je vins lui proposer la Toscane ; ce ne fut que lorsque l'empereur eut appris la protestation du père contre la violence qui avait été exercée envers lui. Le prince des Asturies, qui ignorait cette circonstance, refusa, et on ne lui parla plus de rien.

Le roi Charles IV vint dîner avec l'empereur le jour même de son arrivée ; il avait de la peine à monter le perron pour arriver au salon, il disait à l'empereur, qui lui donnait le bras : « C'est parce que je n'en puis plus, qu'on a voulu me chasser. » L'empereur lui répondit : « Oh ! oh ! nous verrons ! appuyez-vous sur moi, j'aurai de la force pour nous deux. » A ce mot le roi s'arrêta, et dit en regardant l'empereur : « Pour cela, je le crois et l'espère. » Puis il reprit son bras, et continua de monter jusqu'à l'appartement. Je ne sais ce qui s'est dit ni fait dans la conversation qui précéda, ainsi que dans celle qui suivit le dîner ; mais l'on ne peut douter que toutes deux n'aient été relatives aux affaires, parce que le prince de la Paix, qui dînait ce jour-là avec nous, à la table du grand-maréchal, fut appelé chez l'empereur avant même la fin du dîner.

Voilà ce qui se passait à Bayonne. A Madrid, il s'opérait une réaction, parce que le grand-duc de

Berg avait, aussitôt après la déclaration du roi Charles IV, dissous la junte du gouvernement, présidée par l'infant don Antonio, que le prince Ferdinand avait investi du pouvoir au moment de son départ (1). Le grand-duc de Berg, sans doute d'après des insinuations de l'empereur, avait été nommé, par Charles IV, lieutenant-général du royaume, et il avait, en conséquence, saisi toute l'autorité. Il reçut et ouvrit, comme tel, les paquets adressés de Bayonne, par le prince des Asturies, à son oncle l'infant don Antonio, président de la junte du gouvernement. Il les envoya aussitôt à l'empereur ; et ce fut le mauvais esprit des ordres que contenaient ces paquets qui suggéra l'idée de les faire arrêter à leur départ de Bayonne, parce que l'on présumait qu'il s'en trouverait dedans pour Vittoria, Burgos, et autres lieux où nous avions des troupes.

Le prince Ferdinand, qui voyait son père, sa mère et le prince de la Paix en conférence journalière avec l'empereur, ne douta plus qu'il était perdu, et, en conséquence, il eut recours aux partis extrêmes. A quelques lieues de Bayonne, on arrêtait les courriers qu'il envoyait en Espagne, ainsi que ceux qui en venaient ; on les mettait dans une maison où ils étaient gardés à vue, bien nourris et soignés ; mais on leur prenait leurs dépêches, que l'on apportait à l'empereur. Les premières que l'on saisit donnèrent le regret de ne pas s'être avisé de ce moyen plus tôt, parce qu'elles établissaient d'une manière évidente que le prince des Asturies avait donné en Espagne des ordres dont on ne devait pas tarder à éprouver les funestes effets. J'ai vu la lettre dans laquelle il mandait à son oncle, en parlant de sa position, et d'un Espagnol qui était à Madrid : « Méfie-toi de***, c'est un traître dévoué à ces coquins de Français, et qui fera manquer tout. » Il ajoutait : « Bonaparte est venu aujourd'hui en ville ;

(1) Le grand-duc de Berg avait été autorisé à cette mesure par la revendication de la Couronne qu'avait faite Charles IV. *(Note de l'édition originale.)*.

il n'y avait pas plus d'une vingtaine de polissons qui couraient devant son cheval, en criant : *Vive l'empereur!* et encore étaient-ils payés par la police. » Et cette lettre était d'un prince qui briguait son appui pour monter sur le trône, d'où il venait de faire descendre son père ! Un homme raisonnable aurait-il osé, en voyant cela, conseiller à l'empereur de se fier à l'alliance d'un tel prince ? On a eu mille fois tort de ne pas imprimer tous ces détails.

L'empereur causait de ces petites trahisons avec le prince de la Paix, qui n'en était ni fâché ni étonné, et c'était avec lui qu'il traitait la question qui l'occupait entre le père et le fils.

Ce que l'empereur apprenait par le prince de la Paix et par les autres Espagnols qu'il avait ordonné au grand-duc de Berg de lui envoyer, et ce qu'il voyait des sentiments du prince des Asturies et de ses alentours, ne tarda pas à lui faire prendre la résolution de tenter de remettre le père sur le trône. Ce parti n'était pas sans inconvénients, parce que le roi Charles IV étant très âgé, le même embarras ne pouvait tarder longtemps à se reproduire, et l'on eût alors trouvé le fils dans une disposition d'esprit bien plus mauvaise encore. D'un autre côté, comment l'exclure de son droit de succession ? Cela ne pouvait se faire que par suite d'une condamnation motivée, et avec le concours et l'assentiment de la nation. D'ailleurs l'infant don Carlos ne présentait pas des sentiments beaucoup plus conformes à la politique des deux pays, que ceux de son frère, et le prince des Asturies avait déjà tellement échauffé les esprits, qu'il aurait été impossible d'assembler les cortès sans mettre toute l'Espagne en feu ; puis un événement qui survint en ôta tout à fait la pensée.

L'empereur se promenait à cheval ; j'étais avec lui, lorsqu'il rencontra un officier qui lui était envoyé à franc étrier de Madrid par le grand-duc de Berg. Cet officier était M. Daneucourt, capitaine des chasses, et officier d'ordonnance de l'empereur, qui avait été envoyé à Madrid quelque temps auparavant.

Il était porteur des détails que ce prince donnait à l'empereur sur le massacre des soldats isolés, des hôpitaux, et de tous les Français qui étaient tombés sous le poignard d'une populace en furie dans la journée du 2 mai. Les meneurs avaient bien organisé leur entreprise ; l'arsenal royal leur fut ouvert, le silence imperturbablement gardé, et, au signal donné par eux, on assassina tout ce que l'on trouva de Français dans les rues.

Les assassins avaient compté sur une surprise complète, et croyaient qu'au moins, s'ils ne tuaient pas tout ce qui se trouvait à Madrid, ils mettraient le reste en fuite ; et afin qu'aucun n'échappât, ils avaient fait prévenir partout, dans les villes et villages sur la route, qu'on eût à se tenir prêt à tuer tout ce qui repasserait.

Heureusement ils commencèrent trop tard ; les troupes furent bientôt sous les armes, et, dans le premier moment, chaque officier particulier fit de lui-même ce qui lui parut le plus utile dans une circonstance aussi pressante. Les bataillons casernés près de l'arsenal y marchèrent de suite sans attendre d'ordre, et tirèrent une vengeance sanglante de tout ce qu'ils y trouvèrent enlevant des armes.

On marcha de même au grand hôpital, où ces misérables coupaient la gorge aux soldats malades dans leurs lits. Le spectacle de tant de barbarie excita la fureur des troupes, et il y eut un moment de représailles de leur part qui coûta la vie à bien des malheureux. Une pareille scène ne pouvait manquer d'être accompagnée de beaucoup de désordres ; cependant, quand le feu qui partait des croisées fut éteint, et que l'on put traverser les rues sans recevoir des coups de fusil, on parvint à ramener les troupes à l'ordre et à modérer leur vengeance. Le calme se rétablit. Nous perdîmes beaucoup d'officiers et de soldats qui se promenaient, et qui furent victimes de leur sécurité ; d'autres furent tués par la mousqueterie qui partait des croisées.

A la lecture de ces détails, l'empereur fut transporté de colère ; il alla directement chez le roi Char-

les IV, au lieu de retourner chez lui ; je l'accompagnai. En entrant, il dit au roi : « Voyez ce que je reçois de Madrid ; je ne puis m'expliquer cela. » Le roi lut la lettre que l'empereur venait de recevoir du grand-duc de Berg ; il avait à peine fini, que, d'une voix ferme, il dit au prince de la Paix : « Emmanuel, fais chercher Carlos et Ferdinand. » Ils tardaient à arriver ; le roi Charles IV dit à l'empereur : « Ou je me trompe, ou les drôles savent quelque chose de cela ; j'en suis au désespoir, mais je ne m'en étonne pas. »

Les deux infants arrivèrent ; toutefois je ne pourrais pas assurer que l'infant don Carlos vint, parce que je crois me rappeler que ceci se passa dans le temps qu'il eut une légère indisposition : mais, pour le prince des Asturies, il entra dans le salon de son père, où était l'empereur et la reine sa mère.

Nous ne perdîmes pas un mot de tout ce qui lui fut dit dans cette occasion ; le prince de la Paix écoutait avec nous à la porte du salon qui était en bois de sapin très léger. Le roi Charles IV lui demanda d'un ton sévère : « As-tu des nouvelles de Madrid ? » (Nous n'entendîmes pas la réponse du prince.) Mais le roi repartit vivement : « Eh bien ! je vais t'en donner, moi » ; et il lui raconta ce qui s'y était passé. « Crois-tu, dit-il, me persuader que tu n'as eu aucune part à ce *saccage* (il employa cette expression), toi ou les misérables qui te dirigent ? Etait-ce pour faire égorger mes sujets que tu t'es empressé de me faire descendre du trône ? Dis-moi, crois-tu régner longtemps par de tels moyens ?

« Qui est celui qui t'a conseillé cette monstruosité ? N'as-tu de gloire à acquérir que celle d'un assassin ? Parle donc » (1).

(1) Le roi Charles IV avait toujours à la main une très longue canne, de laquelle il avait besoin pour marcher ; ce vieillard était si indigné, qu'il nous semblait qu'il allait s'oublier jusqu'à la lever sur son fils, qui conservait une physionomie imperturbable. Nous pouvions l'apercevoir par plusieurs ouvertures à travers la porte du salon où la scène se passait *(Note de l'édition originale.)*.

Le prince se taisait, ou au moins nous ne l'entendîmes presque point ; mais nous entendîmes distinctement la reine qui lui disait :

« Eh bien ! je te l'avais bien dit que tu te perdrais ; voilà où tu te mets, et nous aussi : tu nous aurais donc fait périr si nous avions encore été à Madrid ? Comment l'aurais-tu pu empêcher ? » Probablement le prince des Asturies se taisait toujours, car nous entendîmes la reine lui dire : « Eh bien ! parleras-tu (1) ? Voilà comme tu faisais ; à chacune de tes sottises tu n'en savais jamais rien. »

La position de Ferdinand devait être affreuse ; la présence de l'empereur le gênait horriblement, et ce fut l'empereur que nous entendîmes lui dire d'une voix assurée :

« Prince, jusqu'à ce moment je ne m'étais arrêté à aucun parti sur les événements qui vous ont amené ici ; mais le sang répandu à Madrid fixe mes irrésolutions. Ce massacre ne peut être que l'œuvre d'un parti que vous ne pouvez pas désavouer, et je ne reconnaîtrai jamais pour roi d'Espagne celui qui le premier a rompu l'alliance qui depuis si longtemps l'unissait à la France, en ordonnant le meurtre des soldats français, lorsque lui-même venait me demander de sanctionner l'action impie par laquelle il voulait monter au trône. Voilà le résultat des mauvais conseils auxquels vous avez été entraîné ; vous ne devez vous en prendre qu'à eux.

« Je n'ai d'engagements qu'avec le roi votre père ; c'est lui que je reconnais, et je vais le reconduire à Madrid, s'il le désire. »

Le roi Charles IV répliqua vivement : « Moi, je ne veux pas. Eh ! qu'irais-je faire dans un pays où il a armé toutes les passions contre moi ? Je ne trouverais partout que des sujets soulevés ; et, après avoir été assez heureux pour traverser sans pertes un bouleversement de toute l'Europe, irai-je déshonorer ma vieillesse en faisant la guerre aux provin-

(1) Elle s'approcha de lui en levant la main comme pour lui donner un soufflet *(Note de l'édition originale.)*.

ces que j'ai eu le bonheur de conserver, et conduire mes sujets à l'échafaud? Non, je ne le veux pas; il s'en chargera mieux que moi. » Regardant son fils, il lui dit: « Tu crois donc qu'il n'en coûte rien de régner? Vois les maux que tu prépares à l'Espagne. Tu as suivi de mauvais conseils, je n'y puis rien; tu t'en tireras comme tu pourras; je ne veux pas m'en mêler, va-t'en. »

Le prince sortit, et fut suivi par les Espagnols de son parti, qui l'attendaient dans la pièce à côté.

Il aurait fallu voir comment, après cette scène, les Espagnols qui avaient accompagné le prince des Asturies étaient soumis et humbles devant le père, dont ils parlaient si mal avant son arrivée; ils auraient baisé la terre sous ses pas.

L'empereur resta encore un gros quart d'heure avec le roi Charles IV, et revint à Marracq à cheval. Il n'allait pas vite, comme il en avait la coutume. En chemin, il nous disait: « Il n'y a qu'un être d'un naturel méchant qui puisse avoir eu la pensée d'empoisonner la vieillesse d'un père aussi respectable. » En même temps, il donna ordre à un officier d'aller dire au prince de la Paix qu'il désirait qu'il vînt à Marracq. Ce fut ce même jour qu'il conclut tout ce qui concernait le prince des Asturies et son frère don Carlos, ainsi que leur oncle l'infant don Antonio, qui, étant tous trois ennemis du roi Charles IV, ne purent plus rentrer en Espagne; on s'occupa de leur sort.

On négocia de même avec le roi Charles IV. Il ne voulait point rentrer en 6spagne, du moins il le manifestait ouvertement. D'ailleurs il n'y serait rentré qu'avec le prince de la Paix, auquel il était accoutumé depuis un grand nombre d'années; et celui-ci ayant beaucoup de vengeances à exercer et de ressentiments à redouter, il y aurait eu nécessairement des scènes sanglantes; l'un et l'autre en redoutaient les suites. On fut quelques moments indécis; puis enfin le roi Charles IV demanda un asile en France à l'empereur, et lui céda tous ses droits sur l'Espagne. Le même acte fut donné par les deux infants.

CHAPITRE XXII

Titres des Bourbons d'Espagne à la Couronne. — Politique de l'empereur. — Convocation des notables. — L'insurrection se propage en Espagne. — Les Bourbons abdiquent. — Dispositions militaires. — Arrivée de Joseph Napoléon à Bayonne. — Coup-d'œil sur son administration à Naples. — Constitution de Bayonne. — Le grand-duc de Berg tombe malade. — Je pars pour Madrid. — Instructions que me donne l'empereur. — Situation des esprits à mon arrivée. — J'envoie au secours de Dupont. — Cuesta marche contre le général Bessières. — Je rappelle le corps qui occupe l'Andalousie. — Dupont conserve sa position.

Je ne veux point ici entrer en discussion sur la légalité ou l'illégalité de ces deux actes ; je ne veux pas même examiner si un grand nombre d'Etats en Europe n'ont pas perdu leur constitution, leur gloire et leur nom par suite d'actes semblables appuyés par la force : je ne veux que raconter ce dont j'ai été le témoin, ou ce que j'ai appris d'une manière positive. Je pourrais cependant faire remarquer que lorsque Louis XIV entreprit de mettre son petit-fils sur le trône d'Espagne, il n'avait de droits que ceux que la terreur qu'inspiraient ses armes lui avait donnés, et sa puissance pour faire valoir le testament que les menaces et l'habileté du duc d'Harcourt avaient arraché à Charles II. Le roi d'Espagne ne se décida en faveur du duc d'Anjou, préférablement à l'archiduc Charles d'Autriche, que dans la vue d'éviter le morcellement de l'Espagne et le partage de ses Etats, que Louis XIV avait successivement négocié avec le roi d'Angleterre, les Etats de Hollande et l'empereur d'Allemagne.

Le duc d'Anjou fut reconnu roi d'Espagne par la France et ses alliés : mais l'empereur Napoléon réunissait alors une puissance morale et physique

plus considérable que celle qu'avait Louis XIV dans ce moment-là surtout. A la vérité Charles II ne déshéritait personne, et une partie de la nation espagnole se déclara en faveur du duc d'Anjou ; l'Autriche néanmoins éleva des prétentions, les fit valoir par les armes, et une autre partie de la nation espagnole se déclara pour elle. La légitimité des droits des prétendants fut donc soumise au sort des batailles. Cette longue guerre fut chanceuse, et Philippe V fut obligé de sortir de Madrid plusieurs fois.

Si la mort de l'empereur d'Allemagne, qui survint, n'eût pas fait appeler l'archiduc Charles au trône impérial, et n'eût par là désintéressé la portion de la nation espagnole qui avait pris parti pour lui ; enfin si ce même archiduc Charles eût été vainqueur, que serait devenu le testament de Charles II ? Sans doute l'archiduc Charles aurait régné, et aurait, malgré le testament de Charles II, apporté le trône d'Espagne dans la Maison d'Autriche, qui serait devenue héritière légitime de la souveraineté d'Espagne et des Indes, ainsi que l'était Charles-Quint ; et on eût dit que Louis XIV n'était qu'un ambitieux, un usurpateur, etc., etc., et on ne lui aurait pas fait grâce de toutes les intrigues qui ont dû être employées pour arracher le testament de Charles II. La légitimité n'eut donc d'autre source que la victoire.

Que faut-il conclure de ce qu'il est arrivé le contraire ? Rien, sinon que Louis XIV a été heureux par l'effet d'une mort qui l'a dispensé d'avoir à construire depuis le port de Cette, en Languedoc, et depuis Perpignan jusqu'à Bayonne, une ligne de places fortes semblables à celles qu'il faisait élever en Flandre, et en un mot, qui le mit dans une position meilleure que celle où François Ier s'était trouvé. La même nécessité se reproduisait dans ce cas-ci pour la France : à la vérité, le trône d'Espagne ne courait aucun risque de passer dans la Maison d'Autriche ; mais celui de France pouvait repasser dans la Maison d'Espagne, dont le trône était occupé par une famille avec laquelle il y avait encore moins de possibilité de rapprochement qu'il ne pouvait y

en avoir entre l'Autriche et la France. Il est encore vrai de dire que cette famille avait des héritiers : la difficulté était bien là : mais fallait-il, pour des intérêts individuels, compromettre l'harmonie qui confondait les deux nations, lorsque cette même considération avait été, un siècle auparavant, le motif de la détermination qu'avait prise le roi Charles II de transmettre son héritage à la Maison de France ?

Ce n'était ni par amour pour elle, ni par conviction de ses droits à sa succession qu'il l'avait fait : c'était par amour pour ses peuples, auxquels il ne voulait pas léguer pour héritage, en mourant, une guerre perpétuelle avec la France, qui aurait toujours eu un avantage sur eux ; ou enfin parce qu'il était convaincu qu'en s'entre-détruisant toutes deux, elles auraient servi la cause de leurs ennemis. Ce sage monarque savait sans doute que les souverains sont souvent moins disposés à sacrifier leurs sentiments personnels à l'intérêt des peuples qu'ils gouvernent qu'à employer les efforts de ces mêmes peuples à servir leurs vengeances et leurs ressentiments particuliers.

L'empereur sentait néanmoins la faiblesse des deux titres qui le mettaient en possession de l'Espagne. Il voyait bien qu'ils n'avaient d'effet réel que de rendre le trône vacant, et par laraison que lui-même n'était pas monté sur celui de France sans l'assentiment de la nation, il voulait faire intervenir la nation espagnole dans le choix du monarque qu'il voulait faire succéder aux princes de la Maison de Bourbon. C'est encore dans cette circonstance qu'il fut mal secondé, et c'est encore une de celles où M. de Talleyrand lui aurait été le plus utile.

L'empereur, faisant tout lui-même, envoya sur-le-champ un courrier à son frère le roi de Naples, en lui mandant de venir sur-le-champ à Bayonne, et en même temps il fit donner ordre en Espagne (1)

(1) Le ministère espagnol à Madrid obéissait au lieutenant-général du royaume nommé par Charles IV, et c'était le grand-duc de Berg *(Note de l'édition originale.)*.

qu'on envoyât également à Bayonne, de chaque province et gouvernement, une députation des hommes les plus considérables, tant dans le clergé que dans le civil et le militaire : il voulait en faire une junte avec laquelle il se serait expliqué sur la politique qui le forçait à se mêler de leurs affaires intérieures; c'était pour eux qu'il voulait éclairer les Espagnols et ôter de leur esprit l'idée qu'il avait le projet de conquérir l'Espagne. Il voulait au contraire leur démontrer que leur sécurité pour l'avenir serait bien plus assurée, sous un monarque dont le premier intérêt personnel serait de repousser toute insinuation perfide qui aurait pour but une séparation des intérêts de la nation d'avec ceux de la France, parce que le premier effet qui en résulterait serait la perte du trône pour le monarque, qui ne manquerait pas d'être sacrifié par l'intrigue même qui serait parvenue à le séduire. L'unique but de l'empereur était de lier indissolublement l'Espagne à la France par des principes uniformes de gouvernement et par les mêmes intérêts.

Le pays est géographiquement la continuation du sol de la France : il n'a de communication qu'avec elle ; au bout ce sont les colonnes d'Hercule ; enfin, il n'y a plus de Pyrénées. L'immense étendue de ses côtes le rend vulnérable de ce côté, la proie de l'Angleterre sous une mauvaise administration, et formidable sous une bonne.

Dans le système de l'empereur, comme dans tout autre temps, il était dans l'intérêt de la France de mettre l'Espagne au niveau de la civilisation, de lui donner des institutions qui l'attachassent à nous, et d'extirper les causes du cancer qui la ronge.

Sous ce rapport, l'empereur faisait un acte de la plus haute politique en même temps qu'une grande et bonne action : tout le mal a été dans la forme ; on a brusqué le dénouement de l'affaire, et on n'a pas assez ménagé l'amour-propre national.

Si Charles IV et son fils eussent convenu à ce grand projet, il les aurait gardés pour s'aplanir des difficultés ; mais indépendamment de ce que l'état

de dénûment de l'Espagne prévenait peu en leur faveur, il reconnut, en les voyant, qu'il ne pouvait rien faire avec eux, et sentit de même qu'il n'y avait qu'un homme lié à lui par des liens de parenté, ou par le baptême du sang, qui pût réaliser un plan qui aurait eu l'assentiment de tous les Espagnols éclairés, et même de la noblesse.

L'empereur ne s'attendait pas à trouver fondue dans la nation une monacaille toute puissante par ses relations dans chaque famille, car il n'y en avait pas une, dans toutes les classes, qui n'eût un membre prêtre ou moine, qui était le mentor, le suprême régulateur de ses sentiments. Ce sont tous des hommes ignorants, sans éducation, et qui, par leurs vices et leurs défauts, s'ingèrent bien mieux avec la population que nos prêtres, qui ont tous fait quelques études, et sont soumis à une discipline que ne subit pas, en Espagne, cette milice ignoble, intolérante, superstitieuse, et ennemie furibonde de toute amélioration. Cette milice est la seule cause de l'exaltation des Espagnols : elle n'a eu qu'un mot d'ordre à donner pour exciter au plus haut degré les esprits contre un ordre de choses qui allait amener la destruction de tout ce qui favorisait la fainéantise et ses jouissances ; elle seule, en fanatisant les peuples, renversa les projets de l'empereur (1).

Les Espagnols les plus à l'abri de ces entraînements ont reconnu de suite que la lutte était inutile ; ayant peu d'espoir dans nos succès, et témoins de l'influence des moines, ils se sont retirés et ont fini par suivre le torrent.

Le sang africain coule encore dans les veines des Espagnols, séparés des Européens ; leur union avec nous aurait retrempé leur caractère et leurs mœurs, aurait achevé leur civilisation, et, par suite, porté

(1) Un membre du clergé français, homme de beaucoup d'esprit, qui était à Bayonne avec l'empereur, lui disait un jour de prendre garde aux moines espagnols, qui dans cette circonstance jouaient le rôle du pourceau, de la fable du Charton conduisant une chèvre, un mouton et un cochon *(Note de l'édition originale.)*.

le coup de grâce à l'Angleterre : mais l'on sait combien cette puissance est habile à manier les éléments de discorde.

L'empereur voulait enfin entretenir cette junte du besoin qu'avait l'Espagne d'adopter quelques principes libéraux, afin de la mettre plus en harmonie autant que la France qu'avec les autres puissances de l'Europe, dont elle différait trop par la distance énorme à laquelle elle était restée. Cette junte devait ramener le roi Joseph en Espagne, après avoir pris connaissance de tout ce qui s'était passé à Bayonne entre l'empereur et Charles IV. Indépendamment de cette mesure, les Cortès du royaume devaient être assemblées à Madrid, et procéder constitutionnellement à l'élection du nouveau roi. On n'aurait pas eu grand'peine à faire réussir cette élection : le roi Joseph était avantageusement devancé par la réputation de ses qualités personnelles et par la bonne administration qu'il avait établie dans le royaume de Naples ; de plus, il apportait avec lui des améliorations constitutionnelles qui, depuis longtemps, étaient tellement désirées par la nation espagnole, qu'il serait devenu en peu de temps l'objet de l'amour de ce peuple.

Comment tout cela n'a-t-il pas eu lieu ? C'est ce que je vais dire.

Peu de jours après que l'insurrection de Madrid eut éclaté, il s'en manifesta de semblables à Valence, à Cadix, en Andalousie, en Aragon, en Estremadure et à Santander, sur la côte de Biscaye. Les ordres du prince Ferdinand étaient arrivés sur tous ces différents points, où le fanatisme aveugle des prêtres et de la noblesse mit tout en armes contre nous. L'empereur ne s'attendait pas à tout cela : il n'avait en Espagne, comme je l'ai dit, que peu de troupes, encore étaient-elles moins propres à être mises en mouvement que suffisantes pour appuyer un parti qui se serait indubitablement déclaré pour ce que l'on voulait faire, si on avait mieux agi dans cette entreprise, et qu'il ne fût pas survenu des incidents qu'on ne pouvait prévoir.

Non seulement il fallut faire marcher les médiocres troupes que nous avions vers les points importants qui, par leur population, influent sur une grande étendue de pays ; mais indépendamment de ce que nous n'en retirâmes aucun résultat, c'est que ces mêmes lieux insurgés n'envoyèrent aucun député à Bayonne. Le temps se passait et n'amenait point d'amélioration : il ne put venir à Bayonne que les députés des quartiers que nous occupions ; cela était bien quelque chose, puisqu'ils étaient environ cent vingt, en y comprenant les Espagnols qui étaient venus avec Charles IV et les deux infants. Le témoignage de tout ce monde aurait produit quelque chose : mais on verra comment il demeura sans aucun effet.

L'empereur, pour éviter des embarras et des scènes désagréables qui auraient eu lieu journellement à l'arrivée de tous ces députés à Bayonne, fit hâter ce qui concernait tant le roi Charles IV que les infants. Le roi partit le premier pour Compiègne ; il avait préféré cette résidence, parce qu'on lui en avait beaucoup parlé sous le rapport de la chasse, qu'il aimait passionnément. Les infants partirent pour Valençay. Comme l'empereur fut surpris lui-même par ce dénouement, il ne sut quelle résidence leur donner. Il demanda à M. de Talleyrand son château de Valençay, et lui écrivit de s'y rendre lui-même pour recevoir les princes, et leur tenir compagnie tant qu'ils le trouveraient bon. Il n'y eut que le prince de la Paix avec un ou deux Espagnols qui suivirent Charles IV. M. de San Carlos et Escoiquiz furent aussi les seuls qui n'abandonnèrent pas le prince des Asturies ; M. de l'Infantado, Cevallos et autres restèrent à Bayonne pour attendre le nouveau roi.

Il se passa huit ou dix jours entre le départ de Charles IV et des infants, et l'arrivée à Bayonne du roi Joseph. Pendant ce laps de temps, l'empereur ordonna, en Espagne, les mouvements de troupes qu'il croyait nécessaires au maintien de la tranquillité. Il fit envoyer le maréchal Moncey à Valence, avec

une division de son corps d'armée, et porter le général Dupont avec une division en Andalousie.

D'après les rapports du grand-duc de Berg, qui avait envoyé des officiers sur tous les points de l'Espagne où nous n'avions pas de troupes, et même jusqu'aux îles Baléares et à Ceuta en Afrique, il crut pouvoir compter sur les sentiments du général Castanos, ainsi que sur les troupes qu'il commandait au camp de Saint-Roch, vis-à-vis de Gibraltar. L'illusion du grand-duc de Berg nous coûta cher.

Le maréchal Bessières, qui commandait à Burgos, fut chargé de contenir l'insurrection des Gallices, et de faire en même temps un détachement sur Santander, où l'évêque s'était mis à la tête de la population armée.

L'on organisa à Bayonne un petit corps de troupes que l'on fit marcher sur Saragosse, sous les ordres du général Lefebvre-Desnouëttes. Tous ces différents mouvements s'exécutaient, lorsque le roi Joseph arriva à Bayonne. L'empereur alla à sa rencontre jusqu'à plusieurs lieues de la ville ; je l'accompagnai ce jour-là. Il fit monter son frère dans sa calèche, et le mena à Marracq, sans s'arrêter au logement qui lui était préparé à Bayonne. Les Espagnols qui étaient dans cette ville, tant ceux qui étaient attachés à Charles IV qu'aux infants, ainsi que les députés qui y étaient déjà arrivés, avaient été prévenus, par le ministre des relations extérieures, de l'arrivée du roi à Marracq : tous s'y trouvèrent une heure avant qu'il y arrivât.

Ce prince quittait à regret le royaume de Naples, où il commençait à jouir de tout le bien qu'il avait fait dans ce pays, et des immenses améliorations qu'il y avait opérées. La renommée de quelques actes de son administration, qui s'était répandue en Espagne, avait disposé favorablement les Espagnols en sa faveur. Ce règne très court, qui fit prendre au royaume de Naples une face nouvelle, est si peu connu, que mes lecteurs me sauront gré de leur en tracer une esquisse rapide.

Lorsque le roi Ferdinand, comblant la mesure de

tant de violations de la foi jurée, recevait une armée anglo-russe dans ses Etats, il ne s'était pas écoulé six semaines depuis qu'un traité de neutralité avec la France avait été ratifié par lui (1). A cette nouvelle, le roi Joseph fut envoyé pour prendre le commandement d'une armée destinée à punir cette inconcevable défection, en prenant possession du royaume de Naples.

A l'approche de l'armée française, les Anglais et les Russes s'étaient retirés en Calabre, où ils essuyèrent plusieurs défaites, entre autres celle de Campotenese, qui les décida à se rembarquer. Le roi Ferdinand avait passé en Sicile, laissant ses Etats à la discrétion du vainqueur. Le prince Joseph fit son entrée à Naples, où il fut reçu avec enthousiasme. Son premier soin fut d'y organiser un gouvernement. Une partie de l'armée française, sous le gouvernement des généraux Saint-Cyr et Reynier, fut dirigée sur la province des Abruzzes, la Pouille, Tarente et sur la Calabre ; le maréchal Masséna fut chargé de garder Naples et de presser le siége de Gaëte.

Après avoir fait ces dispositions, le prince Joseph partit pour visiter les différentes provinces, et surtout la Calabre, pays infesté de brigands, et habité par une population aussi sauvage que ses montagnes, s'arrêtant dans tous les villages, entrant dans les églises où le peuple se précipitait en foule, et partout accueilli par les acclamations de toutes les classes. Forcé de remettre à un autre temps l'expédition projetée contre la Sicile, le prince Joseph continua son inspection, interrogeant les administrations sur leurs besoins, et les peuples sur leurs sujets de plaintes ; recueillant des notes et des mémoires ; faisant lever des plans pour l'établissement de nouvelles routes, de ponts, et entre autres celui d'un canal de commu-

(1) Le 8 octobre 1805, le roi de Naples avait ratifié, à Portici, le traité de neutralité conclu le 21 septembre précédent par son ambassadeur à Paris ; et le 20 novembre suivant, une escadre anglo-russe débarquait à Naples 12,000 hommes de troupes *(Note de l'édition originale.)*.

nication entre les deux mers. Ce projet, que le temps ne permit pas d'exécuter, devait puissamment contribuer à la civilisation de la Calabre.

La nouvelle de son élévation au trône de Naples lui était parvenue au fond de cette province. A son retour à Naples, il y fut reçu avec de nouveaux transports ; les malheureux Napolitains, en proie à l'anarchie et décimés par la vengeance, levaient les mains vers leur libérateur, et le début du nouveau roi lui donnait la confiance d'un heureux avenir. Une des premières mesures du roi fut de former un Conseil d'Etat, auquel il appela les hommes les plus distingués que lui signalait la voix publique, sans distinction de rang ni de parti, et qui le secondèrent avec zèle dans le travail des réformes et des créations, auquel il se livra avec ardeur.

La féodalité, qui tenait le peuple dans une dépendance servile de quelques familles, et que soutenait l'esprit de superstition, fut abolie de l'aveu des nobles, qui se prêtèrent à cette réforme : ceux-ci furent remboursés de leurs droits de propriété par des cédules acquittables sur le produit de la vente des biens nationaux.

Les ordres monastiques furent supprimés ; le produit de la vente des biens qui en provenaient pourvut aux besoins du trésor public, et contribua à la fondation de collèges et d'autres établissements d'instruction. Trois abbayes célèbres, entre autres celle du Mont-Cassin, où étaient rassemblées des collections d'anciennes chartes, furent conservées ; mais le nombre des religieux fut réduit à celui nécessaire pour la conservation de ces archives. Les moines réformés qui étaient propres à l'instruction ou à propager l'étude des sciences, reçurent une destination conforme à leurs talents ; d'autres furent envoyés comme curés dans les campagnes ; quelques-uns furent réunis dans des établissements formés sur le modèle du Saint-Bernard, pour veiller à la sûreté des voyageurs dans les montagnes de la Calabre et des Abruzzes, qui sont couvertes de neige pendant la plus grande partie

de l'année. Les religieux que l'âge ou les infirmités condamnaient au repos furent réunis et alimentés dans de grands établissements formés à cet effet.

Le peuple et même les classes élevées croupissaient dans l'ignorance. L'instruction publique excita la sollicitude du roi : de nouvelles écoles normales furent créées, et dans chaque commune on vit s'élever des écoles primaires pour les deux sexes. Trente écoles furent établies dans les différents quartiers de Naples, et l'enseignement y était gratuit. Chaque province eut un collège et une maison d'éducation de filles ; une maison centrale fut fondée à Averse pour recevoir les filles des officiers et des fonctionnaires publics, sous la protection de la reine. A la fin de chaque année, un concours était ouvert pour l'admission, dans cette maison, des élèves les plus distinguées des maisons d'éducation des provinces.

Des chaires depuis longtemps vacantes, dans les différentes facultés des lettres ou des sciences, furent rétablies. Une académie royale fut fondée sur le modèle de l'Institut de France. Les deux conservatoires de musique furent réunis en un seul, qui reçut une meilleure organisation. L'usage infâme de la castration fut aboli. L'académie de peinture reçut de nouveaux encouragements ; elle comptait douze cents élèves. Les fouilles furent encouragées à Pompéi et dans toute la Grèce. Les douanes furent reculées jusqu'aux frontières.

Des fabriques d'armes furent établies sur différents points du royaume.

L'armée et la marine reçurent un commencement d'organisation.

Le recrutement dans les prisons fut aboli. Quatre tribunaux furent institués pour vider les prisons, encombrées de malheureux qui y languissaient depuis nombre d'années.

Des dotations de biens nationaux furent assignées aux hôpitaux.

Une foule de taxes et de contributions de toute nature, établies sur des bases arbitraires et inégales, disparurent et furent remplacées par un seul impôt

foncier qui répartit plus également les charges publiques. L'ordre régna dans les finances.

La dette publique était en partie acquittée, et une caisse d'amortissement, destinée à son extinction, fut créée et dotée. Les fonds assignés au paiement de la dette nationale furent administrés par une direction des domaines : ces fonds furent augmentés par les produits des biens des Ordres religieux supprimés, et par ceux des plaines immenses de la Pouille, qui appartenaient à la Couronne. Ces plaines étaient, depuis les temps les plus reculés, enlevées à l'agriculture, et destinées à la pâture d'innombrables troupeaux qui y affluaient chaque année de tous les points du royaume : ce système nuisait à la culture des terres ; il fut aboli, au grand avantage du trésor public et de l'agriculture.

La maison du Tasse, à Sorrente, fut réparée, et toutes les éditions des œuvres de ce grand poète y furent réunies sous la garde de son descendant le plus direct, auquel un traitement fut alloué. Cette maison était inaccessible ; une route commode fut pratiquée pour y arriver.

Le roi s'occupa des embellissements de la ville de Naples. Des règlements particuliers furent faits pour chaque objet de police. Au lieu de n'être éclairée que par quelques lampes brûlant devant des madones, un système d'éclairage par des réverbères y fut introduit. Sa nombreuse population, adoucie par une administration paternelle, renonça à ses habitudes d'oisiveté et de désordre, et eut des moyens de travail. Des ateliers de lazzaroni furent établis : un emplacement avait été reconnu pour former un village où devaient être employés ceux qui ne pouvaient pas l'être dans la ville ; deux mille d'entre eux étaient enrégimentés en compagnies d'ouvriers occupés des travaux des routes.

La moitié de la liste civile, perçue en cédules hypothécaires, était employée à acquérir des propriétés nationales dont le roi gratifia plusieurs des officiers de l'armée et de sa Cour : ces propriétés entouraient sa principale résidence. Le but de ces largesses était

d'inspirer aux seigneurs napolitains le goût de la vie rurale.

Il encourageait les barons dont il traversait les terres à rétablir leurs anciennes habitations et à se montrer les protecteurs du pays et les amis des pauvres : il s'en faisait accompagner dans ses voyages. Il avait désigné plusieurs grandes maisons, sur les points les plus éloignés de la capitale, pour y passer quelques mois de l'année, et être à même de juger des progrès de ses institutions. Il était accessible à tout le monde, nobles, ministres, officiers, fonctionnaires, dérogeant à l'habitude de ses prédécesseurs, qui se renfermaient dans un petit cercle de favoris. Il prêchait aux nobles la popularité, au peuple les égards pour les propriétaires, qu'il lui montrait disposés à renoncer à des droits dégradants et à des privilèges ruineux. À toutes les classes de la nation, il présentait les Français comme des amis, concourant avec lui à délivrer le pays des entraves qui s'opposaient à sa prospérité. Il recommandait la justice et la modération, employant l'aménité de ses formes et la sagesse de son caractère au succès de ses conseils et de ses exemples.

Des routes carrossables furent ouvertes ou perfectionnées, qui traversaient le royaume d'une extrémité à l'autre. La route des Calabres n'était connue que par une contribution destinée à sa confection, et qui n'y était point affectée : cette route fut achevée, et la contribution abolie. Les officiers de la Maison du roi qui l'accompagnaient dans ses voyages jouissaient de certains droits à la charge des villes : ces taxes onéreuses furent abolies.

Pendant le court intervalle de temps que Joseph régna à Naples, il fit plusieurs voyages dans des buts d'utilité et d'améliorations qu'il poursuivit sans relâche. Après avoir chassé les ennemis du royaume et pris Gaëte, dissipé les troubles et les insurrections qui éclatèrent à plusieurs reprises dans les Calabres, et pacifié ces provinces par un mélange de sévérité et de douceur, secondé par les gardes nationales que commandaient les plus grands propriétaires, il

revenait à Naples, riche des connaissances qu'il avait recueillies sur les besoins et les désirs des peuples, pour donner une nouvelle impulsion aux travaux des ministères et des différentes sections du Conseil d'Etat.

Il visita les Abruzzes, trouvant partout les routes couvertes par la population qui y travaillait avec ardeur, et témoignait, par son empressement à exécuter ses ordres, quelle comprenait leur utilité, et qu'elle savait que cela était agréable au roi.

Les anciens chefs de bandes venaient voir le roi, qui ne refusait point de les admettre, et avait même avec eux de longs entretiens : il employa plusieurs d'entre eux, et n'eut point lieu de s'en repentir ; d'autres lui amenaient leurs troupes, qu'il incorpora dans des régiments, et qui servirent bien.

Il présidait toujours le Conseil d'Etat, et, quoique roi absolu, il ne se décida jamais que par la pluralité des voix. La facilité avec laquelle il parlait l'italien le servait merveilleusement pour démontrer les théories d'administration et de gouvernement dont l'exemple de la France avait prouvé la bonté.

Toutes les améliorations dont le royaume de Naples fut redevable à son nouveau roi furent obtenues par la persuasion et par une fusion habilement ménagée de tous les intérêts. Depuis son arrivée dans le pays, il avait doublé les revenus publics de moitié : la dette, qui é'ait de cent millions, était réduite à cinquante millions, et les moyens d'extinction étaient assurés. Tous les germes de prospérité qui furent développés sous le règne de son successeur étaient préparés, lorsqu'il fut appelé à Bayonne.

Ces résultats lui avaient concilié l'opinion. Les Espagnols se montrèrent satisfaits de le voir appelé à régénérer leur patrie. « J'ai eu l'honneur d'être présenté au roi, qui est arrivé hier de Naples, mandait confidentiellement Cevallos à son ami Azara, et je crois que sa seule présence, sa bonté et la noblesse de son cœur, qu'on découvre à la première vue, suffiront pour pacifier les provinces, sans qu'il soit besoin de recourir aux armes. » Le grand-inquisiteur

et tous ses subordonnés étaient pleins de fidélité et d'affection ; tous formaient des vœux pour que Joseph, chargé de régir la patrie, trouvât le bonheur dans son sein, et l'élevât au degré de prospérité qu'on devait attendre de lui.

Le duc de l'Infantado alla plus loin encore : « Nous éprouvons une vive joie, dit-il au nom des grands d'Espagne, à Joseph ; nous éprouvons une grande joie en nous présentant devant Votre Majesté, les Espagnols espérant tout de son règne.

« La présence de Votre Majesté est vivement désirée en Espagne, surtout pour fixer les idées, concilier les intérêts et rétablir l'ordre si nécessaire pour la restauration de la patrie espagnole. Sire, les grands d'Espagne ont été célèbres longtemps pour leur fidélité envers leurs souverains ; Votre Majesté trouvera en eux la même fidélité et le même dévouement. Qu'elle reçoive nos hommages avec cette bonté dont elle a donné tant de preuves à ses peuples de Naples, et dont la renommée est venue jusqu'à nous. »

Je ne sais ce qui mécontenta le duc de l'Infantado ; mais, malgré des protestations aussi positives, il ne tarda pas à jouer le scrupule, à insinuer à ses compatriotes des craintes sur ce qu'on allait exiger d'eux. L'empereur en fut informé, et prit de l'humeur, parce que les engagements de M. de l'Infantado lui donnaient le droit d'attendre tout autre chose. Si le prince de la Paix avait encore été à Bayonne, j'aurais cru que cela venait de lui ; il n'y était plus, mes soupçons s'arrêtèrent sur M. de Cevallos. L'empereur voulut donner une verte leçon à M. de l'Infantado ; le roi Joseph s'était retiré dans le cabinet de l'empereur.

M. de l'Infantado fut introduit ; j'étais présent dans le salon, ainsi que plusieurs de mes camarades, lorsque l'empereur lui dit d'un ton sévère :

« Monsieur, prétendriez-vous me jouer ou me braver ? n'êtes-vous resté ici que pour entraver au lieu d'aider à la conclusion des affaires de votre pays, dans les-

quelles vous m'aviez dit que vous vouliez apporter toute votre influence? Que signifient les observations d'incompétence par lesquelles vous cherchez à ébranler vos compatriotes? Vous me prenez donc pour un insensé? Croyez-vous que c'est avec cent Espagnols qui sont ici que je veux faire reconnaître un roi d'Espagne? Parbleu! vous êtes bien abusés, si vous croyez que tous, et vous particulièrement, vous n'aurez pas besoin de mon appui pour vous soutenir près de vos compatriotes. Croyez-vous que je ne sache pas, comme vous, qu'il n'y a que les Cortes qui puissent proclamer le roi? Mais qui est-ce qui peut les assembler? Voulez-vous que je les réunisse ici? cela a-t-il le sens commun? Je veux que vous emmeniez le roi à Madrid, et que, là, vous éclairiez vos compatriotes sur ce que vous avez vu et fait. Je m'en rapporte à la masse des lumières, qui est plus grande en Espagne que l'on ne pense, pour approuver et donner une force nationale à une œuvre fondée sur une politique raisonnable. Votre conduite est d'autant plus étrange, que lorsque je vous ai parlé de tout cela, en vous proposant de vous mettre à la tête des principales affaires de l'Espagne, je vous ai moi-même fait l'observation que si cela ne vous convenait point je ne le prendrais pas en mauvaise part. Je vous ai offert de rester en France pendant une couple d'années: vous aimez l'étude, vous y passerez le temps nécessaire pour que tout se consolide en Espagne: vous m'avez répondu que non, que vous n'éprouviez aucune répugnance, que vous entreriez avec plaisir dans les affaires de votre pays; que je pouvais disposer de vous, et vous êtes le premier dont j'aie à me plaindre! Il n'y a rien de pire que ce rôle-là; soyez un honnête homme ou un franc ennemi. Je ne vous retiens pas; vous pouvez demander un passe-port pour rejoindre les insurgés, je ne m'en offenserai point; mais si vous restez, conduisez-vous bien, parce que je ne vous manquerai pas. »

M. de l'Infantado fut fort embarrassé; il protesta contre cette calomnie, et renouvela les assurances de son dévouement et de sa fidélité à ses engagements. L'empereur s'apaisa, parce qu'il n'avait pas grondé aussi fort que pour n'être plus dans le cas d'y revenir, tant avec M. de l'Infantado qu'avec aucun autre Espagnol.

Le moment d'humeur passé, l'empereur causa

comme s'il ne se fût point fâché : il fit appeler le roi Joseph, qui fut salué comme roi d'Espagne par M. le duc de l'Infantado, ainsi que par les ministres espagnols, que l'on fit entrer (1). Il s'entretint un moment avec eux. La curiosité me porta à sortir du salon en même temps qu'eux, pour entendre ce qui se dirait dans la pièce à côté, où tous les députés espagnols attendaient le moment d'être présentés. Je m'approchai de la porte, et aussitôt qu'après le congé donné par le roi aux ministres, elle s'ouvrit, je sortis le premier. La curiosité dévorait tous ceux qui étaient dans le salon : ils questionnaient à droite et à gauche. J'entendis M. de Cevallos dire en français : « Ma foi il faudrait être bien difficile pour ne pas aimer un roi comme celui-là, il a l'air si doux ! il n'y a pas à craindre qu'il ne réussisse pas en Espagne, il n'a qu'à s'y montrer au plus vite. »

Le propos que M. de Cevallos tenait devant moi devait me faire croire à sa profession de foi dont il était le cachet, et je fus bien étonné de lire le pamphlet qu'il imprima moins d'un mois après.

Les députés furent introduits dans le salon un peu après que les ministres en furent sortis. Le roi leur parla à tous, et chacun parut content : ils revinrent fort tard à Bayonne. Dès le lendemain, les mêmes Espagnols qui, huit jours auparavant, remplissaient des charges de Cour près de Charles IV et des deux infants, commencèrent à faire le même service d'honneur près du roi Joseph.

Les notables espagnols que l'empereur avait convoqués étaient, du moins en assez grand nombre, arrivés à Bayonne : ils étaient chargés de discuter l'acte constitutionnel. Les principales dispositions du projet qu'on leur présenta étaient aussi libérales,

(1) La déclaration par laquelle Napoléon proclame Joseph roi d'Espagne et des Indes, en lui garantissant l'indépendance et l'intégrité de ses Etats est du 6 juin 1808. Joseph arrive à Bayonne le 7 juin et quitte cette ville le 9 juillet. Il fait son entrée à Madrid le 20 *juillet*. (D. L.).

aussi judicieuses qu'ils pouvaient le désirer : elles consacraient la division du trésor public et de la liste civile ; elles fixaient les bases du pouvoir législatif, précisaient les attributions de l'autorité exécutive, consacraient l'indépendance de l'ordre judiciaire, la liberté individuelle et la liberté de la presse. La propagation des idées libérales, les améliorations qui pourraient contribuer aux progrès de l'agriculture, des manufactures, des sciences, des arts, de l'industrie, du commerce, tout ce qui, en un mot, était de nature à assurer la prospérité de la patrie espagnole était sanctionné.

Les notables accueillirent ce projet avec reconnaissance ; ils y firent les changements qu'exigeaient les habitudes locales, et témoignèrent la satisfaction qu'ils éprouvaient de voir enfin leurs droits garantis. Tout marchait ; chacun augurait bien de l'avenir.

Comme on vient de le voir, tout allait au mieux à Bayonne ; mais il n'en était pas de même en Espagne, et, pour surcroît de contrariété, le grand-duc de Berg fut atteint d'une maladie grave, qui le mit dans l'impossibilité de vaquer aux affaires. L'empereur voulait, avant de faire partir le roi, que les vieux régiments qu'il faisait venir à Bayonne y fussent arrivés, parce qu'ils devaient composer une réserve qui aurait été en même temps la garnison de Madrid et l'escorte du roi. Ces régiments, au nombre de six, faisaient partie de ceux qui étaient revenus en France après la paix de Tilsitt. Cependant, comme il fallait absolument quelqu'un pour suppléer au grand-duc de Berg, et qu'il n'y avait personne à Bayonne, l'empereur m'envoya à Madrid, où je me trouvai dans la plus singulière position où un officier général se soit jamais trouvé. Ma mission était de lire tous les rapports qui étaient adressés au grand duc de Berg, de faire les réponses, de donner tous les ordres d'urgence ; mais je ne devais rien signer : c'était le général Belliard qui, en sa qualité de chef d'état-major, devait tout opérer. L'empereur avait pris cette disposition, parce qu'il était dans l'intention de faire partir le roi promptement, et qu'il était inutile de

rien changer avant son arrivée, époque à laquelle il m'aurait rappelé.

Il me donna des instructions verbales au moment de mon départ : elles portaient en substance qu'il fallait, autant que possible, calmer les esprits, et que, si je pouvais éviter les désordres, je me ferais beaucoup d'honneur. Il me recommanda de ne pas perdre un moment pour rétablir la communication entre Madrid et le général Dupont, qui avait été envoyé en Andalousie, et duquel on n'avait pas de nouvelles depuis vingt et un jours. Il me dit :

« L'essentiel dans ce moment-ci, c'est d'occuper beaucoup de points, afin d'y répandre ce que l'on voudra inoculer aux Espagnols ; mais, pour éviter des malheurs en s'éparpillant ainsi, il faut être sage, modéré, et faire observer une grande discipline. Pour Dieu, ajouta-t-il, ne laissez point piller. Je n'ai encore aucune nouvelle du parti qu'aura pris le général Castaños, qui commande le camp de Saint-Roch. Le grand-duc me dit bien qu'il lui a écrit ; il s'en promet beaucoup de succès, mais vous savez comme il est.

« Il ne faut rien entreprendre au-dessus des moyens des troupes que vous avez : pour des renforts, vous savez où sont ceux que je pourrais vous envoyer ; ne vous mettez donc pas dans le cas d'en avoir besoin avant qu'ils puissent arriver. Faites en sorte d'attendre l'arrivée du roi ; répandez le bruit de son départ, que je vais hâter, et alors laissez agir les Espagnols, ne soyez que spectateur ; mais ne négligez rien pour assurer l'exactitude et la rapidité de vos communications : c'est une affaire capitale, soit que l'insurrection fasse des progrès, soit qu'elle se calme. La première chose en tout, c'est de se ménager de bonnes informations. »

Je partis, un peu contrarié d'être obligé de retourner en Espagne, parce que je n'augurais rien de bon des affaires de ce pays, et que j'ai toujours eu de la répugnance à prendre part à des dissensions intestines, même lorsque mes propres intérêts politiques auraient dû m'en faire une loi.

J'arrivai à Madrid, où je ne vis que des visages inquiets, tant du côté des Espagnols que de celui

des Français, et ce ne fut pas le moindre des obstacles que je rencontrai que de réchauffer tout le monde. Le grand-duc de Berg partit quelques jours après mon arrivée, et avec lui cette troupe de jeunes gens qui étaient venus sur ses pas briguer les faveurs et les avancements. On les avait tellement gâtés sous ce rapport, qu'il n'y en avait aucun susceptible de la moindre constance : ils aimaient les roses et les dangers du métier, mais ils en redoutaient les épines.

J'avais eu ordre de m'établir au palais de Madrid, parce que tous les établissements militaires étaient voisins, et depuis l'affaire du 2 mai on était sur ses gardes. L'état-major de l'armée y était par la même raison, en sorte que l'on avait tout le monde sous la main.

Je ne m'en tins pas là : je fis fortifier l'ancien palais du Retiro, où je fis construire un réduit autour de la manufacture de porcelaine, d'où je fis déloger tous les ouvriers. Je réunis dans cette enceinte toutes les munitions de guerre et de bouche de l'armée, avec tous les employés d'administration, généraux, dépôts de troupes, et, en un mot, je ne laissai dans les casernes que ce qui était dans le cas de prendre les armes et de marcher où le besoin le commandait. Je défendis à quelque officier que ce fût de loger ailleurs qu'avec sa troupe, fût-il obligé de se mettre dans la même chambre que les soldats.

Lorsque j'arrivai à Madrid, on n'avait point reçu de nouvelles du général Dupont depuis Cordoue, et l'on ne savait pas où il était. J'envoyai la division Vedel, qui était à Tolède, pour le joindre, et lui fis prendre la même route que celle qu'il avait suivie ; en même temps, je profitai de cette occasion pour informer le général Dupont de tout ce qui s'était fait à Bayonne, et de l'état général des affaires en Espagne : je lui disais que sa position en Andalousie n'était plus en harmonie avec l'état des choses ; qu'elles avaient changé depuis qu'il était parti pour occuper cette province ; que l'empereur m'avait bien ordonné de l'y laisser, parce qu'il croyait encore que le corps espagnol campé à Saint-Roch, sous les ordres du

général Castaños, se réunirait à lui ; qu'il me l'avait même mis en ligne de compte dans le nombre des troupes qui devaient se trouver sous ses ordres (à lui Dupont), mais que, si je devais m'en rapporter aux bruits du pays, le corps de Castaños s'était joint aux insurgés ; que j'attendais un rapport pour me décider sur le parti que j'aurais à prendre.

La division Vedel partit, et mit environ sept ou huit jours à pénétrer jusqu'au général Dupont.

Le maréchal Moncey, qui avait été envoyé à Valence avec une seule division, par le chemin horrible des montagnes de Cuença, avait été enveloppé d'un silence absolu, presque depuis son départ ; on n'en avait aucune nouvelle. Je fis marcher une division sous les ordres du général Frère, pour se mettre en communication avec lui. Comme je ne savais à quel point se serait arrêté ce maréchal, je ne pus que faire suivre à la division Frère la route qu'il avait tenue. Ce fut par ce général que j'appris que l'attaque de Valence avait manqué, et que le maréchal Moncey se retirait par Albacette. Sur ce rapport, j'envoyai la division Frère à Saint-Clément, où elle rejoignit le maréchal Moncey.

Pendant que j'étais occupé de ces deux points : ceux qu'occupaient le maréchal Moncey et le général Dupont, le maréchal Bessières, qui était à Burgos, m'informa que le général espagnol Cuesta, qui était capitaine-général de Castille, ou d'Estrémadure, avait jeté le masque, et marchait contre nous, et qu'en conséquence, lui, Bessières, réunissait son corps d'armée et se portait sur Rio-Seco, me priant de le faire appuyer par quelques troupes. Je lui envoyai une brigade d'infanterie avec quatre pièces de canon et trois cents chevaux, qui lui arrivèrent après la bataille, qu'il gagna à Rio-Seco même sur les troupes espagnoles et les insurgés réunis.

De Saragosse, on me demandait également du renfort, et, qui plus est, l'empereur, après avoir ordonné de Bayonne, à la division Verdier, qui était à Vittoria,

(1) Bataille de Medina, de Rio-Seco, le 14 juillet 1808 (D. L.)

de marcher à Saragosse, m'écrivit encore à Madrid de me mettre en communcation avec le corps de Saragosse, en plaçant quelques troupes à Calahorra et Calatayud.

Les communications entre Madrid et Bayonne commençaient à devenir gênées, même irrégulières, de sorte que, quand la réponse à une lettre arrivait, l'état de la question était changé ; je voyais, par ce que l'empereur m'écrivait, combien il était dans l'erreur sur notre position, et je pris sur moi de faire à ma tête. Je n'envoyai rien pour me mettre en communication avec Saragosse. C'étaient les Français qui le bloquaient, je me souciais peu d'avoir des nouvelles du siége ; si les Espagnols les avaient battus, ils avaient le pays pour se retirer, et j'étais d'ailleurs dans l'impuissance de leur envoyer des secours. J'envoyai ordre au maréchal Moncey de ne pas s'occuper d'autre chose que de reposer ses troupes, et de ne songer qu'à être en communication constante avec moi.

J'établis la mienne avec Bayonne d'une manière invariable, et dans cette situation j'attendis des nouvelles du général Dupont. Mon impatience à cet égard m'avait rendu indifférent à tout ; j'en reçus enfin. Le général Vedel s'était mis en communication avec lui, et m'envoyait des lettres du général Dupont lui-même, qui m'apprenait qu'après avoir été jusqu'à Cordoue, il avait été obligé de se retirer à Andujar, où il gardait une tête de pont sur le Guadalquivir ; il me rendait compte de l'insurrection de l'Andalousie, et de la part qu'y avait prise le corps du général Castaños qui était devant lui, ayant quitté les lignes de Saint-Roch, où il était campé auparavant.

La guerre prenait, dans ces contrées, un caractère qu'il était important de faire changer promptement par un succès décisif, et au lieu de cela nous éprouvâmes un revers désastreux. J'avais prévenu l'empereur que, malgré son instruction, je prendrais sur moi de retirer le corps d'Andalousie, parce que je craignais de ne pouvoir pas le soutenir. Il me ré-

pondit que j'avais tort ; que je devais l'y laisser, mais bien assurer ma communication avec Andujar, de manière à pouvoir le rappeler au premier moment.

Malgré l'ordre de l'empereur, je persistai dans mon opinion, et tout en prévenant Dupont que l'empereur m'ordonnait de le tenir jusqu'à la dernière extrémité en Andalousie, je prenais sur moi de lui ordonner de l'évacuer sur-le-champ, et de repasser les montagnes, derrière lesquelles il établirait son corps d'armée dans la Manche. Je l'engageais à ne pas se laisser séduire par la gloire d'une opiniâtreté qui était tout à fait hors de proportion avec les malheurs qui pourraient en être la suite ; je me servis même de cette expression : *Surtout évitez un malheur dont les suites seraient incalculables.*

Ma lettre fut remise au général Dupont par Vedel ; il m'en accusa réception, et j'envoyai la copie de l'une et de l'autre à l'empereur (1). Il persistait à rester en Andalousie, en m'observant qu'il n'aurait rien à craindre des troupes des Castaños, s'il avait une fois réuni son corps d'armée. Lorsque sa lettre me parvint, les affaires avaient empiré sur les autres points de l'Espagne ; les craintes que sa position m'inspiraient devinrent encore plus vives.

Je me déterminai à faire partir une troisième division, celle du général Gobert, à laquelle je joignis la seule brigade de cuirassiers qui était en Espagne ; je lui donnai ordre d'aller se poster à Manzanarès, dans la Manche, et de se mettre en communication avec le général Vedel. Je lui remis une lettre qu'il devait faire parvenir au général Dupont. Par cette

(1) Lorsque, par ordre de l'empereur, l'on me demanda des détails sur les ordres que je pouvais avoir donnés au général Dupont, la copie de cette lettre figurait parmi les pièces qui devaient servir à commencer l'information sur la conduite du général Dupont ; mais lors du jugement prononcé au Conseil d'Etat sur l'exposé de cette affaire, cette pièce avait disparu. Je suis bien aise que cela ait été utile au général Dupont ; mais c'est une chose coupable que de servir l'un en mettant l'autre dans le cas d'être accusé d'imprévoyance *(Note de l'édition originale.)*.

communication, je prévenais le général que je faisais marcher la division Gobert pour appuyer sa retraite, que je prévoyais devoir être forcée, mais non pour protéger aucune opération en avant de lui, que je lui défendais expressément d'entreprendre ; que conséquemment il ne pourrait appeler cette division à lui que dans le cas où la sûreté des deux qu'il avait déjà serait compromise.

En même temps j'ordonnai au général Gobert de me prévenir de tous les ordres qu'il recevrait de la part du général Dupont.

Aussitôt qu'il eut atteint les échelons de communication du général Vedel il envoya ma dépèche au général Dupont, qui lui envoya en retour l'ordre de passer la Sierra-Morena, et de venir le joindre. J'en fus averti par le général Gobert ; sa lettre me jeta dans une agitation que je ne puis rendre, et qui ne se calmait que par la confiance que j'avais dans la prudence et dans les talents du général Dupont. Néanmoins je ne pus être le maître d'un pressentiment que j'éprouvais ; je me relevai la nuit pour écrire à ce général quatre lignes, par lesquelles je lui ordonnais impérativement de repasser la Sierra-Morena avec ses trois divisions, et de se mettre au plus vite en communication avec moi. Je priai le général Belliard de faire partir cette lettre sur-le-champ par un officier d'état-major bien escorté, afin que l'on n'eût aucun doute sur son arrivée. Ce fut M. de Fénelon qui fut chargé de cette mission.

CHAPITRE XXIII

M. de Fénelon est enlevé. — Ses dépêches sont transmises à Castaños. — Faux mouvements de nos généraux. — Les Espagnols interceptent nos communications. — Le général Vedel culbute l'ennemi. — Inaction de Castaños. — M. de Villoutreys. — Singulière sollicitude de cet officier. — Position réciproque. — Castaños impose à Dupont. — Capitulation. — Le général Legendre. — M. de Villoutreys. — Sa réclamation. — Ma réponse.

Ici commencèrent les malheureux événements qui ont fait manquer l'entreprise de l'empereur sur l'Espagne : ils ont besoin d'être détaillés.

M. de Fénelon fut pris en descendant de la Sierra-Morena, dans l'Andalousie : ses dépêches furent portées au général Castaños, pendant qu'il faisait conclure aux plénipotentiaires du général Dupont la première et la plus honteuse transaction qui ait jamais terni l'honneur de nos armes.

Voici comment ce malheureux événement arriva.

Le général Dupont était, de sa personne, à Andujar avec une de ses divisions, je crois que c'était celle du général Barbou : il avait un fort poste à Mengibar, sur le Guadalquivir, à quelques lieues au-dessus d'Andujar. Il défendait donc la tête de pont d'Andujar, en même temps qu'il observait le bac de Mengibar, où l'on passe le Guadalquivir. Il avait fait venir la division Vedel à Bailen, sur la route de la Sierra-Morena à Andujar, à quatre lieues de cette ville, et celle du général Gobert à la Caroline, à quatre lieues plus en arrière (1), c'est-à-dire que les trois divisions, n'étant qu'à quelques lieues l'une

(1) Les lieues d'Espagne sont beaucoup plus fortes que celles de France *(Note de l'édition originale.)*.

de l'autre, pouvaient, au besoin, être réunies dans le même jour.

Nous étions à la mi-juin : la chaleur était excessive, surtout en Andalousie. Les Espagnols vinrent attaquer la tête de pont d'Andujar, je crois le 14 ou le 15 juin, et en même temps passèrent à Mengibar avec quelques troupes. Le général Dupont envoie ordre au général Vedel, qui était à Bailen, de marcher à la défense du passage de Mengibar, d'où il retirait les troupes qui y étaient postées, ayant besoin à Andujar, où il était attaqué ; et en même temps il donna ordre à la division Gobert de s'approcher depuis la Caroline, où elle était, jusqu'à Baylen, d'où venait de partir la division du général Vedel. Ce mouvement fut bien fait.

Cette première attaque des Espagnols fut insignifiante ; mais le lendemain elle se renouvela, et parut vouloir devenir sérieuse.

Le général Dupont appela à Andujar la division Vedel qu'il avait envoyée la veille de Bailen à Mengibar, et elle dut quitter ce dernier point au moment où les Espagnols faisaient mine de passer le fleuve ; heureusement que Vedel y laissa environ une brigade aux ordres du général Liger-Belair : ce fut ce dernier qui appela le général Gobert à son secours. Le général Dupont avait donné ordre à la division Gobert, qui se trouvait à Baylen, de venir remplacer le général Vedel à Mengibar. Le général Gobert trouva les ennemis déjà sur la rive droite du Guadalquivir ; il voulut les charger lui-même à la tête d'un escadron de cuirassiers dont il était accompagné, et en payant bravement de sa personne il fut tué dans cette misérable affaire (1). Cet événement, qui n'eut été que de peu d'importance dans toute autre occasion, devint funeste dans celle-ci.

(1) Gobert reçut au milieu du front une balle partie d'un buisson où s'était caché l'un de ces tirailleurs espagnols qu'on trouvait embusqués partout. Il tomba sans connaissance ; il mourut dans la nuit du 16 au 17 juillet 1808 amèrement regretté de toute l'armée. C'était un brillant et brave divisionnaire ; il était né à la Guadeloupe en 1760. (D. L.).

Il fut remplacé dans le commandement de sa division par le général de brigade Dufour, qui se trouvait à la tête de la colonne d'infanterie à quelque distance en arrière, lorsqu'on vint le prévenir que c'était à lui à commander la division ; celui-ci ignorait sans doute ce qu'il y avait à faire, quelles étaient les instructions qu'avait reçues le général Gobert, en sorte qu'il fut dupe de tous les rapports qu'on lui fit, entre autres, de celui par lequel on lui rendait compte que les ennemis l'avaient tourné par la gauche, ce qui était une supposition ridicule, parce qu'il n'y avait à Mengibar qu'un bac insuffisant pour exécuter le passage du nombre de troupes nécessaire à cette opération. Effectivement, la division espagnole qui était à Mengibar (elle était commandée par le général suisse Reding) n'y pensa pas ; et, d'ailleurs, si le général Dufour avait poussé jusqu'à Mengibar, il aurait su s'il avait passé sur la droite du fleuve assez de troupes pour tourner une division entière. Au lieu de cela, le général Dufour, abusé par ce rapport, part avec sa division, abandonnant le projet de s'approcher du fleuve, pour aller chercher les ennemis qu'il supposait l'avoir tourné : il reprend la route de Bailen, où on lui apprend, dit-il, qu'ils ont paru à Linarès, se dirigeant vers les montagnes, sans doute pour intercepter les communications avec Madrid. Sur ce nouveau rapport, il part de Bailen pour la Caroline, ayant soin de faire prévenir le général Dupont, qui était encore à Andujar, de son mouvement, ainsi que du motif qui l'avait déterminé (1). Celui-ci, toujours au dire de Dufour, non seulement l'approuve, mais il envoie encore à Bailen la division Vedel, qui était avec lui, pour appuyer le général Dufour, qu'il supposait être devant lui, et non pas courant après une chimère dont un bon capitaine de chasseurs à cheval n'aurait pas été dupe.

(1) Le général Dupont assure n'avoir eu aucune nouvelle de ce mouvement : c'est donc à Dufour de l'expliquer *(Note de l'édition originale.)*.

Le général Vedel arrive à Bailen (1), où il passe la journée, et apprend que le général Dufour est en marche sur la Caroline, où il croit trouver l'ennemi. Cela paraissait si positif, qu'il ne vint pas à la pensée du général Vedel d'envoyer une reconnaissance sur Mengibar (il y eût trouvé M. de Reding), présumant que le général Dufour avait eu cette précaution avant de prendre la résolution de marcher à la Caroline avec toute sa division. Comme il avait ordre d'appuyer le mouvement du général Dufour, il prévint le général Dupont que, conformément à son instruction, il allait partir le lendemain avec sa division pour la Caroline. Il envoya sa lettre au général Dupont, qui était resté à Andujar avec la division Barbou.

Cette lettre fut portée par un maréchal des logis de chasseurs à cheval, accompagné de treize chasseurs, qui partirent le soir de Bailen pour Andujar ; ils y arrivèrent de grand matin, et firent bien leur commission. Le général Dupont répond de suite au général Vedel qu'il approuve sa marche pour rejoindre le général Dufour, en le prévenant que lui-même va partir d'Andujar le lendemain 17 juillet pour se réunir à eux. Il envoie cette lettre par le retour du même maréchal des logis de chasseurs, qui repassa à Baylen à la pointe du jour, le lendemain du départ du général Vedel. Il n'y avait point encore d'ennemis à Bailen : il continua son chemin vers la Caroline, où il arriva sans coup férir, et remit au général Vedel les lettres du général Dupont.

Comment concevoir que le général Dupont ne soit pas parti de suite le 17, au lieu de remettre son mouvement au lendemain ? Il était beaucoup plus qu'autorisé à se retirer puisqu'il en avait reçu l'ordre de moi. Il était informé de l'état des choses derrière lui, et, qui plus est, en supposant qu'il ait

(1) Andujar, Bailen et la Caroline sont distants entre eux d'une marche ordinaire de troupes *(Note de l'édition originale.)*.

soupçonné que le général Dufour avait été dupe de fausses informations, devait-il ne pas songer qu'en restant à Andujar, il allait se retrouver dans le même embarras qu'avant d'avoir été rejoint par les deux divisions que je lui avais envoyées sur ses instances réitérées? Je ne sais quel motif l'a porté à ne partir que le lendemain du jour où il reçut le maréchal des logis de chasseurs que lui avait envoyé le général Vedel : mais voici ce qui en arriva.

Le général espagnol Reding (Suisse de nation) était resté à Mengibar, et n'avait pas songé à tourner le général Dufour, qui était pour le moins aussi fort que lui, et peut-être plus : aussi se contenta-t-il d'observer le mouvement de Dufour sur la Caroline, sans rien faire qui pût déceler son projet ; et, voyant le général Dupont resté seul à Andujar, il fait passer le Mengibar au reste de ses troupes, et vient se placer à Bailen sur la communication entre Dupont et Vedel. Il eut le temps de bien s'établir et de se préparer à recevoir le général Dupont, qui effectivement arriva le matin, ayant marché toute la nuit pour éviter la chaleur, et qui fut fort surpris de trouver à Bailen les mêmes Espagnols qu'il croyait poursuivis par les deux divisions de Dufour et de Vedel.

Il n'y avait pas deux partis à prendre, il se disposa à combattre pour forcer le passage ; les Espagnols l'avaient prévu, et avaient, dans tous les cas, leur retraite assurée sur Mengibar. La canonnade s'engagea. On a fait sur cette action toutes sortes de contes, tant sur la manière dont elle fut engagée et conduite, que sur des motifs que l'on avait eus d'employer les meilleures troupes à une autre destination qu'au combat (1). La vérité est que les troupes étaient exténuées de fatigue, et que la chaleur les trouva le lendemain dans cet état d'épuisement, sans une goutte d'eau. On ne peut se faire une idée,

(1) On prétend qu'on les employa à la garde des caissons contenant des objets particuliers qui étaient la propriété de quelques généraux (*Note de l'édition originale.*).

dans un climat tempéré, de ce que c'est que cette souffrance ; il faut l'avoir éprouvée pour en juger. Une autre circonstance à ajouter à cela, c'est que le général Dupont était malade, et que, dans cet état, il n'avait pas la moitié de ses facultés.

M. de Reding sentait sa position mauvaise, parce qu'il n'obtenait point de succès sur des troupes qu'il croyait prendre aussitôt qu'il les aurait attaquées, mais surtout parce que, pendant l'action, on vint le prévenir que les troupes qui avaient pris le chemin de la Caroline (c'était Dufour et Vedel) s'étaient mises en marche pour revenir à Bailen, et qu'elles ne tarderaient pas à paraître. M. de Reding se tira habilement de la mauvaise situation où cette circonstance inattendue l'aurait jeté. il profita du moment où le général Dupont ne pouvait pas encore être informé de la marche des généraux Vedel et Dufour pour lui envoyer proposer une suspension d'armes, afin d'entrer en accommodement, si cela était possible. Cette proposition convenait d'autant mieux au général Dupont, que le moins qu'il pouvait y gagner était un peu de repos pour ses troupes, qui en avaient grand besoin.

Il accepta, et envoya près du général Reding des officiers pour régler la position des troupes, et les conditions d'un armistice qui fut conclu de suite. Il avait eu aussi la précaution d'envoyer en observation le plus loin possible sur la route d'Andujar, par laquelle il était venu, afin d'être prévenu si le corps espagnol du général Castaños s'approchait, parce qu'il présumait bien que ce général se serait mis à sa poursuite immédiatement après qu'il aurait été averti de son départ d'Andujar.

Il y avait à peine quelques heures que l'on était en armistice, que le général Vedel paraît à la vue des Espagnols de l'autre côté de Bailen, n'ayant que cette ville, que les Espagnols défendaient, entre lui, Vedel, et le général Dupont.

Le général Vedel, voyant les ennemis, attaque de suite, et pousse vivement tout ce qui est devant lui ; il fait mettre bas les armes au régiment espagnol de Jaen, le chasse de sa position, en lui enlevant deux

pièces de canon qui la défendaient : encore quelques efforts, et il consommait la perte du général Reding, qui, s'il n'avait été pris ou détruit, aurait dû stipuler pour lui dans les conditions qui devaient suivre l'armistice existant, et dont il tira un bien autre parti.

Il envoie, au milieu de l'action, un parlementaire au général Vedel, pour le prévenir de ce qui s'était passé entre lui et le général Dupont, avec lequel il était en armistice. Le général Vedel ne veut entendre à rien et poursuit ses avantages, lorsqu'enfin la persévérance de M. de Reding lui suggéra d'employer le général Dupont lui-même, par lequel il fit intimer au général Vedel de suspendre son attaque, et il le comprit dans l'armistice, en lui envoyant un de ses aides de camp, M. Barbara, pour l'obliger à se conformer à ses dispositions. Vedel reçut un second ordre de Dupont, de rendre au général Reding le régiment de Jaen et l'artillerie qu'il avait pris, comme l'ayant été, disait-on, postérieurement à l'armistice conclu entre la division Barbou, avec laquelle Vedel n'avait cependant rien de commun.

Dès que Vedel se vit en communication avec son général en chef, qui lui envoyait des ordres par un officier de son état-major, il s'y conforma : c'était au général en chef à profiter de cette circonstance pour rendre au moins sa position meilleure, s'il ne voulait pas détruire le général Reding, qui resta ainsi à Bailen entre la division Dupont et celle de Vedel et de Dufour, c'est-à-dire au milieu de plus de trois fois autant de monde qu'il n'en avait. Il eut la constance d'y attendre l'arrivée de son général en chef, M. de Castaños, avec lequel il ne pouvait communiquer que par Mengibar et la rive gauche du Guadalquivir ; encore Castaños ne serait-il pas arrivé si tôt sans la sottise la plus incroyable qui ait jamais été faite par un officier, quelque médiocre qu'il puisse être : si ce n'était pas une turpitude, cela ne pourrait être qualifié que de trahison.

Dupont avait envoyé un officier d'état-major M. de Villoutreys, sur la route d'Andujar, le plus loin

possible, pour être averti de l'approche du général Castaños. Lorsque cet officier reçut les ordres du général Dupont, l'armistice était conclu avec le général Reding. Que croirait-on qu'il fit? Je le donne en mille au plus fin, et vais le raconter comme il me l'a dit lui-même lorsqu'il est venu à Madrid me rendre compte du malheureux sort de ce corps d'armée.

Il alla depuis Bailen jusqu'à la première poste sur la route d'Andujar, c'est-à-dire à deux lieues du pays, qui en font à peu près trois de France ; de ce point il pousse encore une reconnaissance un peu plus loin, il n'aperçoit personne ; le plus grand silence régnait autour de lui, lorsqu'il entend le canon qui commençait à tirer à Bailen, ainsi que la mousqueterie. Il ne lui vient pas dans l'esprit que ce canon pouvait être celui du général Vedel, qui serait revenu de la Caroline au bruit de celui du général Dupont, qui avait dû s'entendre toute la matinée de Bailen à la Caroline, et qui avait dû déterminer Vedel à revenir sur ses pas.

Il ne lui vint pas non plus dans l'esprit que ce pouvait être le général Dupont qui essayait de nouveau de forcer le passage, ou qui se défendait contre une perfidie dont on aurait voulu le rendre victime dans sa mauvaise position ; et au lieu de revenir à toutes jambes à Bailen prévenir le général Dupont de ce qu'il avait observé, et lui dire que, dans tout état de choses, il avait au moins cinq ou six heures avant d'entendre parler de M. de Castaños, à la rencontre duquel il aurait pu d'ailleurs être envoyé une seconde fois, si cela eût été nécessaire, cet officier imagine tout le contraire : il va à la rencontre de M. de Castaños, qu'il trouve à Andujar, se disposant à partir pour Bailen. Peut-être même avait-il déjà commencé son mouvement ; mais il ignorait complètement ce qui se passait à Bailen, il n'avait pas encore reçu la dépêche du général Reding qui lui en rendait compte.

Ce fut cet officier du général Dupont qui le mit officieusement au courant de tout ce qui était arrivé.

et qui lui dit qu'on l'attendait pour traiter de l'évacuation de l'Andalousie par les troupes françaises. M. de Castaños, apprenant l'état des choses et la position malheureuse du général Dupont, ne se fait pas prier plus longtemps de partir, il y amène son armée au plus vite pour augmenter les embarras dont le général Dupont ne savait déjà plus comment sortir.

Je laisse le lecteur juge de cette sottise comme de ce qui aurait pu arriver à la division Reding, si cet officier, au lieu d'aller chercher Castaños, fût venu dire à Dupont sur combien d'heures il pouvait compter avant d'être attaqué par la route d'Andujar, sur laquelle il avait été jusqu'à cinq lieues sans trouver personne. Vedel et Dufour étaient arrivés, et Dupont pouvait prendre d'abord toute la division Reding et écraser ensuite le corps de Castaños, sur lequel il aurait eu une supériorité numérique hors de toute proportion.

L'arrivée de M. de Castaños rendait affreuse la position de la division Barbou, avec laquelle se trouvait Dupont. Les Espagnols s'attachèrent à empêcher la communication entre elle et celles de Vedel et de Dufour, parce que cette division allait devenir le gage de tout ce qu'ils se proposaient d'exiger. Je ne fais nul doute que, si le général Dupont avait eu ses trois divisions rassemblées, comme il pouvait et aurait dû les avoir sans les fautes de ses généraux ; je ne fais nul doute, dis-je, que, malgré son état maladif, le général Dupont aurait mal mené Castaños et Reding ; mais dans la malheureuse position où l'avait mise l'ineptie de ceux qui exécutaient sous lui, il ne pouvait guère faire mieux que de chercher à traiter.

Il avait par hasard avec lui le général Marescot, premier inspecteur-général du génie, que l'empereur avait envoyé en reconnaissance dans l'Andalousie, et qui, pour sa sûreté personnelle, s'était réuni au corps du général Dupont ; ce fut lui qu'il chargea d'assister aux conférences avec le général Legendre et d'autres officiers. Elles s'ouvrirent à Bailen, chez

le général Castaños, qui avait de même avec lui quelques officiers-généraux espagnols. Les plénipotentiaires du général Dupont demandaient le libre passage par la Sierra-Morena, pour revenir à Madrid avec tout le corps d'armée. Ils n'avaient pas autre chose à demander, et les Espagnols n'avaient d'avantage de position sur le général Dupont que de tenir la division Barbou séparée de celles des généraux Vedel et Dufour, par sa position qu'avait prise, à Bailen, le général Reding, lequel pouvait aussi être considéré comme coupé du général Castaños par la position même de la division Barbou, qui le séparait de ce général. Il n'y avait donc pas plus de motifs pour imposer à la division française du général Barbou des conditions que l'on aurait pu imposer, et que cependant l'on n'imposa point à la division espagnole de Reding, qui était dans le même cas, c'est-à-dire qu'il n'y avait pas même le cas d'une négociation, et il fallait avoir perdu la tête pour se conduire comme l'ont fait les généraux français qui étaient là présents. Par une absurdité sans exemple, il fut posé en principe que les Français demandaient, et que c'était aux Espagnols à accorder ou à refuser, et pas une voix ne se fit entendre pour faire l'observation dont je viens de parler.

Cependant M. de Castaños ne manqua pas de considérer que sa division Reding était, pour le moins aussi compromise que l'était la division Barbou, et qu'en dernière analyse le combat qui avait eu lieu entre ces deux divisions n'avait eu aucun résultat ; il n'y avait point eu de perte d'artillerie, ni de bataillons pris (1), ni enfin aucun de ces événements qui marquent le succès ou l'infériorité. Il considérait, en outre, que le corps de Dupont réuni lui serait supérieur par sa nombreuse cavalerie et son artillerie, et sa réunion était infaillible au bout d'une demi-heure d'efforts de la part du général

(1) Vedel avait pris, au contraire, le régiment espagnol de Jaen : à la vérité, il avait reçu ordre de le rendre. *(Note de l'édition originale.)*

Vedel, auquel il ne pouvait pas s'opposer, et qui était impatient de combattre. Il n'y avait pas cinq cent toises entre les postes de Vedel et ceux de Barbou. Il était bien, il est vrai, de sa personne à Bailen, chez le général Reding, mais il avait à traverser la division Barbou pour rentrer à son corps sur la route d'Andujar, et il craignait que, si l'on se séparait sans rien conclure, on eût vent de la supercherie, qui n'aurait pas manqué de tourner contre lui. Il préféra donc ne pas gâter la bonne affaire que la fortune lui présentait, en voulant obtenir trop. En conséquence, il consentit un libre passage par la Sierra-Morena, de tout le corps qui était en Andalousie ; l'acte en fut dressé et signé sur-le-champ.

Tout était terminé lorsqu'on apporta à Castaños les dépêches prises sur le jeune M. de Fénelon, que j'avais ordonné que l'on fît partir de Madrid (1) pour porter au général Dupont la lettre dans laquelle je donnais à ce général l'ordre impératif de quitter l'Andalousie pour ramener son corps d'armée sur Madrid, en me faisant connaître l'itinéraire de sa marche, et s'il était suivi par les Espagnols, afin que je pusse aller à sa rencontre avec tout ce que j'avais de troupes disponibles.

M. de Castaños, ayant lu cette dépêche, appela successivement dans une pièce voisine les plénipotentiaires du général Dupont, et leur ayant fait lire la lettre que j'écrivais au général Dupont, il leur dit : « Messieurs, je venais de vous accorder le retour à Madrid, par la Sierra-Morena, pour vous et les troupes sous vos ordres : je suis bien fâché du contre-temps qui survient, mais voilà une lettre de votre général en chef qui ordonne au général Dupont de revenir à Madrid, et je dois m'y opposer ; en conséquence, je change de résolution, et nous allons parler d'autres arrangements. M. de Villoutreys, qui était présent, m'a rapporté mot par mot ma lettre.

(1) Fénelon avait été arrêté par des bandes d'insurgés qui l'avaient conduit au quartier général espagnol *(Note de l'édition originale.)*.

qu'il m'a dit avoir lue entre les mains du général Castaños, avoir bien reconnu mon écriture, et l'avoir certifié aux généraux Marescot, Legendre, Pannetier, et à tout ce qui était là de Français (1).

Il n'y avait donc plus de doute que c'était moi qui avais écrit et ordonné que l'on se retirât sur Madrid. Peu importe par quelle voie mes intentions avaient été connues, on avait reconnu mon écriture et ma signature, conséquemment on était obligé de faire au moins tout ce qui aurait été possible pour exécuter ce que je commandais, à moins d'en être empêché par une force et des événements majeurs. Or, ce que je prescrivais était précisément les conditions qui venaient d'être accordées par le général Castaños. On les avait obtenues avant de connaître ma lettre ; et pourquoi ? parce que le général Castaños avait cru ne pouvoir accorder moins à un corps d'armée qui était en état de se mesurer avec lui, et même de le battre. Ma lettre ne diminuait rien de la force du corps du général Dupont, qui était encore, après cette circonstance, ce qu'il était avant qu'elle survînt ; elle ne changeait donc rien à la situation, elle lui imposait au contraire le devoir de recourir aux armes, si le hasard avait fait qu'il eût obtenu moins que ce que j'ordonnais que l'on fît, puisqu'il avait encore son corps entier, lorsqu'il connut les ordres que je lui envoyais ; et il faut avoir un singulier raisonnement en partant de cette lettre, pour faire le contraire de ce qu'elle prescrivait.

Et en supposant que, trompé moi-même par de faux rapports, je lui eusse donné, par cette lettre, des ordres qui l'auraient mis dans une position moins heureuse que celle qu'il avait obtenue, il aurait encore dû ne se relâcher en rien des avantages auxquels la supériorité de ses armes lui donnait le droit de prétendre, surtout les ayant obtenus avant d'a-

(1) M. de Villoutreys était écuyer de l'empereur ; il avait témoigné le désir de servir militairement, et on l'avait envoyé en Espagne *(Note de l'édition originale.)*.

voir reçu mes ordres, que, dans ce cas, il aurait pu méconnaître.

Ce raisonnement est un axiome du métier, et je rends trop justice au général Dupont pour douter que, s'il avait été assez bien portant pour monter à cheval, et venir lui-même juger ses ennemis et plaider ses affaires, elles n'eussent tourné tout autrement. Au lieu de cela, elles ont été livrées à des hommes qui se sont empressés de sortir d'embarras à ses dépens, et qui n'ont pas eu honte de trouver les observations de M. de Castaños fondées et raisonnables. Par suite de cet accident, ils entrèrent dans une nouvelle négociation, en annulant la première capitulation.

Croira-t-on que, sans tirer un coup de canon ni un coup de fusil depuis la première capitulation, ils en signèrent une autre par laquelle ils rendirent prisonnier de guerre, pour être conduit en France par mer, tout le corps d'armée, qui devait défiler et mettre bas les armes, avec la sotte condition qu'on les leur rendrait au moment de leur embarquement pour la France ? Enfin on eut l'infamie de ne pas rejeter un article que le général espagnol y fit insérer, par lequel les malheureux soldats qu'on sacrifiait lâchement furent déshonorés. On les obligea de mettre leurs havresacs à terre, et sous prétexte de leur faire restituer des effets d'église, qu'on les accusait d'avoir volés, on les soumit à cette dégoûtante visite. Cette seconde capitulation portait qu'il y aurait un nombre déterminé de caissons qui ne seraient point visités. Eh ! c'étaient ceux-là qui auraient dû l'être.

Enfin, après ces honteuses stipulations signées, on se mit en devoir de les exécuter, et la division Barbou défila la première. Les généraux Vedel et Dufour, qui n'étaient point tournés, ayant appris de quoi il était question, s'arrangèrent de manière à partir à l'entrée de la nuit, et reprirent le chemin de la Caroline, qu'ils suivirent pendant deux jours.

Les Espagnols s'étant aperçus de ce mouvement, et n'ayant aucun moyen de s'opposer à la retraite de ces deux divisions, imaginèrent celui-ci : ils décla-

rèrent au général Dupont que, si ces deux divisions ne venaient pas exécuter les conditions de la capitulation dans laquelle leur intention avait été de les comprendre, ils n'exécuteraient point cette même capitulation en ce qui concernait la division Barbou ; qu'ils la traiteraient avec toute la sévérité des représailles, et ne répondaient pas des excès où ce manque de loyauté porterait la population révoltée.

On était véritablement dans la veine des sottises : cette menace fit peur (on rougirait d'avouer pourquoi), au point que l'on envoya le général Legendre, qui était le chef d'état-major du corps d'armée, courir après les deux divisions de Vedel et de Dufour, pour les ramener. Il ne put les joindre qu'à quatre lieues au delà de la Caroline, et sans dire autre chose à ces deux généraux, sinon qu'ils étaient compris dans une capitulation d'évacuation qui avait été signée entre le général Dupont et le général Castaños, il leur ordonna, de la part du général Dupont, de ramener leurs divisions, les grondant même d'être partis du champ de bataille sans ordre, et d'avoir ainsi compromis la vie des soldats de la division Barbou. Ce général Legendre se garda bien de dire à ces deux généraux qu'il venait les chercher pour leur faire mettre bas les armes, quoique lui-même eût déjà fait procéder au désarmement de la division Barbou avant de venir chercher Vedel et Dufour, qu'il abusait sciemment.

On a blâmé ces deux généraux d'avoir obéi ; je doute qu'à leur place on eût osé ne pas le faire. Etaient-ils autorisés à soupçonner un piège dans ce que leur disait le chef d'état-major du corps d'armée au nom de leur général en chef ? Non : si l'on admettait ce principe, il en résulterait les plus grands inconvénients à la guerre, où l'on n'a le plus souvent que des jeunes gens pour porter les ordres des généraux. Devra-t-on les croire lorsqu'on ne les connaîtra pas personnellement, si l'on doit douter de la véracité du chef d'état-major du corps d'armée, qui vous porte lui-même un ordre du général en chef.

surtout quand il a soin de ne pas vous dire que c'est pour vous livrer aux ennemis ?

Enfin, ces deux divisions revinrent à Bailen, d'où la division Barbou était partie plusieurs jours auparavant. Elles furent remises aux généraux espagnols, qui les séparèrent et désarmèrent, puis les mirent en marche sur Séville.

Le général Dupont rendit ainsi un effectif de vingt-un mille hommes d'infanterie, avec quarante pièces de canon et deux mille quatre cents hommes de cavalerie, c'est-à-dire le bon tiers des troupes françaises qui étaient en Espagne.

Si le général Legendre avait voulu, il aurait sauvé les deux divisions de Dufour et de Vedel ; il n'avait qu'à les suivre au lieu de les faire revenir pour les déshonorer ; mais tout le monde était plus occupé de suivre de l'œil les caissons réservés et non soumis à la visite. Enfin, chacun fut puni par où il avait péché : les soldats, indignés d'être soumis à cette honteuse visite indiquèrent aux Espagnols les caissons qu'ils regardaient comme la cause de l'affront qu'on leur avait fait, et leur dirent qu'ils contenaient, bien plutôt que leurs havresacs, les objets que l'on cherchait. Les Espagnols ne se le firent pas dire deux fois, et les pillards furent pillés à leur tour. Si le général Dupont avait commencé par cette précaution en se mettant en marche, il aurait trouvé tout le monde prêt à faire son devoir (1).

(1) Dans cette circonstance où tout un corps d'armée se vit réduit à subir une capitulation honteuse, un Français trouva moyen de s'honorer par un beau trait : ce fut un chirurgien aide-major, qui consentit à rester seul à Bailen au milieu de la population espagnole insurgée, pour soigner neuf cents blessés qu'on fut obligé de laisser au bivouac sous des oliviers pendant dix-sept jours après cet événement. Il n'avait pour provisions qu'un caisson de riz, et pour boisson et médicaments à leur donner que de l'eau. Ce rare dévouement valut à ce brave homme le respect des Espagnols. Il reçut depuis la croix de la Légion-d'Honneur qu'il a si justement méritée. C'est le docteur Treil, aujourd'hui chirurgien-major du corps des pompiers de Paris *(Note de l'édition originale.)*.

Cette malheureuse armée fut victime de l'erreur de son général : la junte insurrectionnelle d'Andalousie ne ratifia pas la capitulation, tout fut fait prisonnier, et mourut de langueur ou de mauvais traitements dans les prisons d'Espagne ; les moins malheureux furent ceux qui obtinrent d'être livrés aux Anglais (1).

Le général Dupont, après ce désastre, était bien obligé de m'en rendre compte ; il m'écrivit une lettre fort courte, contenant la capitulation qu'il avait ratifiée, et chargea M. de Villoutreys de m'apporter cela à Madrid ; nous verrons tout à l'heure comment il y arriva. Retournons à Bayonne.

(1) L'empereur fut consterné de cette épouvantable nouvelle. « Je vous envoie des pièces pour vous seul, écrivait-il au ministre Clarke (3 août 1808), lisez-les une carte à la main, et vous verrez si, depuis que le monde existe, il y a eu rien de si bête, de si inepte, de si lâche. Voilà donc justifiés les Mack, les Hohenlohe, etc. On voit parfaitement, par le propre récit du général Dupont, que tout ce qui est arrivé est le résultat de la plus inconcevable ineptie. Il avait paru bien faire à la tête d'une division ; il a fait horriblement en chef. Lorsque ce coup du sort est arrivé, tout prospérait en Espagne...... Mais l'influence morale que nécessairement cela doit avoir sur cette nation, ont porté le roi à prendre un grand parti en se rapprochant de France et en se reportant sur Aranda et sur le Duero...... »

Le général Dupont, qui n'avait point d'excuse pour ne pas partager l'infortune de ses troupes, fut arrêté à son arrivée à Marseille par ordre de l'empereur, et traduit devant la Haute Cour de justice. A la suite de l'avis du Conseil d'enquête, qui prononça à l'unanimité la culpabilité de Dupont, l'empereur rendit un décret le 1er mars 1812 dans lequel se trouvait l'article suivant relatif à Dupont :

« Le général de division Pierre Dupont est destitué de ses grades militaires. Les décorations qui lui avaient été accordées lui sont retirées ; son nom sera rayé du catalogue de la Légion d'honneur. Il lui est fait expressément inhibition et défense de porter à l'avenir l'habit militaire, de prendre le titre de comte et de faire usage des armoiries que nous avons attachées à ce titre. Les dotations qu'il tenait de notre magnificence seront mises sous séquestre. Il sera transféré dans une prison d'Etat, pour y être détenu jusqu'à nouvel ordre. »

Les journaux ont publié dans le cours de septembre 1828 une réclamation au sujet de la relation que j'ai donnée de l'affaire de Bailen : cette pièce contient des assertions que je ne puis laisser sans réponse.

J'étais, à l'époque dont il s'agit, chargé de diriger les opérations des divers corps qui occupaient l'Espagne ; je n'avais par conséquent aucun intérêt à imputer à l'un les fautes que l'autre avait commises, car, quel que fût celui qui les avait faites, les conséquences pour moi en étaient les mêmes.

Je n'appris le malheureux événement de Bailen que par le rapport de M. de Villoutreys qui était le seul qui en fût revenu, et qui m'apporta à Madrid cette triste capitulation. Ce fut par lui que je reçus les détails que j'ai rapportés. Il est vrai qu'il eut le soin assez naturel de taire alors quelques circons-

Lorsque les désastres de 1814 amenèrent les soldats du Nord dans les murs de Paris, Dupont fut nommé Commissaire au département de la Guerre par le gouvernement provisoire, puis ministre de ce département, le 31 mai, par Louis XVIII. L'influence étrangère à laquelle son administration fut soumise lui fit compromettre les intérêts de la France. Des plaintes s'élevèrent en vain sur des marchés de vivres qu'il signa et sur la scandaleuse profusion de décorations de la Légion d'honneur qui furent accordées à des hommes étrangers à toute espèce de gloire nationale. Le roi fut obligé de lui retirer le portefeuille de la Guerre, et il reçut en échange de son déplacement, le commandement de la 22e division militaire et la décoration de commandeur de l'Ordre de Saint-Louis (6 décembre).

En apprenant le débarquement de Napoléon, Dupont se souvint des rigueurs dont il avait été l'objet à cause de la capitulation de Bailen, et qualifia de rebelle et de traître le souverain de l'île d'Elbe. A l'époque de la seconde Restauration, le roi le réintégra dans ses fonctions et le nomma membre du Conseil privé.

Elu en septembre 1815, membre de la Chambre, il en exerça les fonctions jusqu'au ministère du prince de Polignac. Il vivait dans la retraite, entièrement livré à des travaux littéraires, lorsque la mort vint le surprendre le 9 mars 1840. Pierre, comte Dupont de L'Etang, était né le 14 juillet 1765, à Chabanais, dans le département de la Charente. (D. L.).

tances qui ne sont pas propres à le recommander, mais ce fut cette réserve même qui appela les révélations. J'avais transmis par M. de Villoutreys lui-même le rapport tel que je l'avais reçu ; l'empereur le trouva obscur, insuffisant, et voulut savoir ce qu'on cherchait à lui cacher (j'étais alors de retour à Paris). Il chargea le général Nansouty de prendre les informations qui lui manquaient. Premier écuyer du souverain, celui-ci manda son subalterne, et le soumit à un interrogatoire en forme. Nous étions à Saint-Cloud. L'empereur, impatient de connaître tous les détails de cette fâcheuse affaire, me pressait de questions, auxquelles je ne pouvais répondre que par les renseignements que je tenais de M. Villoutreys, qui était, comme je l'ai dit, le seul qui fût revenu de ce malheureux corps d'armée.

Comme ils ne résolvaient, n'expliquaient rien, l'empereur m'envoya assister à l'interrogatoire que subissait dans ce moment-là même celui qui me les avait donnés. Je m'y rendis en effet. Les questions étaient claires et précises ; M. de Villoutreys ne put éluder, et confessa si naïvement alors toutes les circonstances qu'il nie aujourd'hui, qu'il était évident qu'il n'en avait pas aperçu les conséquences. Ses aveux furent tels qu'après les avoir reçus, le général Nansouty, qui en fit le rapport à l'empereur, reçut l'ordre de lui demander sa démission. Or, comment concilier cet acte rigoureux avec la version que fait aujourd'hui M. de Villoutreys ? Si la part qu'il a prise à la honteuse transaction de Bailen se borne, ainsi qu'il le dit, à une transmission d'ordres, pourquoi les réticences de Madrid, l'abandon de Saint-Cloud, et le congé qui l'a suivi ? Mais laissons là les questions, et voyons s'il est vrai que le rôle de l'écuyer ait été aussi simple qu'il le prétend.

Le général Dupont se trouvait, avec une de ses divisions, séparé des deux autres de son corps d'armée, par la position qu'avait prise le général espagnol Reding. Il essaya de le déposter, n'y réussit pas, et eut recours à la voie des négociations pour se tirer d'affaire. Il ignorait, quand il se mit en com-

munication avec les Espagnols, le mouvement que faisait Vedel pour venir le dégager : il devait supposer, à la vérité, que le bruit de son canon serait parvenu à son lieutenant, et que celui-ci accourrait à son secours ; mais enfin il n'avait reçu aucun avis qui pût lui donner cette sécurité, ainsi il ne devait compter que sur lui-même pour se tirer de la triste position où il se trouvait.

Il venait en conséquence de conclure un armistice avec le général Reding. Or, que devait le plus redouter le général Dupont dans une situation déjà si malheureuse, si ce n'est que le général Castaños, qu'il avait laissé à Andujar, ne fût informé de l'embarras où il se trouvait, et ne vînt mettre le comble à son infortune, ainsi que cela est arrivé ? Je le demande aux militaires de toutes les nations, et particulièrement à ceux qui ont connu le général Dupont : est-il possible d'admettre que, dans un tel état de choses, il ait envoyé lui-même un de ses officiers d'état-major prévenir le général Castaños de ce qu'il lui importait le plus de ne pas divulguer ? Cela choque la raison, et jusqu'à ce que j'en voie l'ordre signé du général Dupont lui-même, je ne pourrai y croire, et m'en tiendrai aux aveux que j'ai entendu faire à Saint-Cloud ; aveux qui rentrent dans le sens de ce qui m'avait été dit à Madrid, et que corrobore l'ordre naturel des choses : car enfin Dupont a dû envoyer sur la route d'Andujar pour s'assurer si Castaños arrivait, et se conduire en conséquence.

Sans cette excursion insensée près de M. de Castaños, Dupont, qui venait d'obtenir de repasser avec armes et bagages la Sierra-Morena pour revenir à Madrid, aurait pu forcer le général Reding à exécuter l'engagement qu'il avait pris. Il l'aurait fait avec d'autant plus d'avantages, que l'arrivée de Vedel avait changé l'état des choses, et que la position de l'Espagnol était aussi pénible que celle où se trouvait Dupont avant la jonction de son lieutenant. L'arrivée de Castaños changea de nouveau la face des affaires.

Tout ce que M. de Villoutreys dit de la prétendue connaissance qu'avait le général Castaños de ce qui se passait à Bailen, et surtout de l'arrivée de Vedel, est d'une fausseté qui saute aux yeux. D'après la position que tenait Dupont, Reding ne pouvait communiquer d'une manière certaine avec Castaños que par Mangibar et la rive gauche du Guadalquivir, c'est-à-dire en parcourant les deux côtés du triangle. M. de Villoutreys annonce que celui-ci n'est arrivé que le 20 à Bailen : c'est une erreur qu'il a commise à dessein dans sa réclamation, parce qu'il sait fort bien être lui-même arrivé auprès de Castaños le 18, jour de l'attaque de Bailen. Si cela avait été tel que le prétend M. de Villoutreys, comment supposer que Castaños serait resté inactif à Andujar, sachant que la division Reding pouvait d'un instant à l'autre être obligée de mettre bas les armes ? Cela suffirait pour donner la mesure de la confiance que mérite la version de M. de Villouterys (1).

Une autre observation : lorsque M. de Villoutreys quitta Dupont pour se rendre près du général Castaños, l'armistice était conclu, mais rien n'annonçait l'arrivée prochaine de Vedel, qui n'eut lieu que dans l'après-midi du même jour. Vedel attaqua Reding tout en arrivant : comment dès lors les succès qu'il obtint auraient-ils été connus au quartier-général espagnol quand M. de Villoutreys s'y présenta, puisqu'il était parti de Bailen avant l'arrivée de Vedel, et qu'il s'était rendu à Andujar par la route directe ? L'officier, au contraire, que Reding est supposé avoir dépêché à Castaños, ne se serait mis en route qu'après le combat, il lui aurait fallu passer par Mangibar, suivre la rive gauche du Guadalquivir, et cependant il serait arrivé avant M. de Villoutreys. Une assertion semblable se détruit d'elle-même, parce qu'elle choque le sens commun.

(1) Ce n'est pas sans intention que M. de Villoutreys veut n'avoir été à Andujar que le 19, parce que la conclusion qu'on en pourrait tirer serait la possibilité que M. Castaños ait eu le temps d'être informé par Reding lui-même de l'état des choses *(Note de l'édition originale.)*.

M. de Villoutreys se plaint de n'avoir pu obtenir satisfaction ; satisfaction de quoi ? De ses bons services ? qu'il s'adresse à Castaños. Des sentiments qu'il m'a inspirés ? sa conduite les justifie. De la sévérité de l'empereur qui le fit chasser de sa maison ? qu'il s'adresse à la police de Bordeaux, qui fit connaître que cet officier, envoyé en toute hâte de Madrid à Paris, perdit cependant vingt-quatre heures à échanger de l'or d'Espagne et à se procurer des traites sur Paris. De telles choses n'étaient pas propres à le recommander, car l'empereur savait fort bien que le payeur ne payait pas en quadruples, et que, payât-il avec de telles espèces, il n'en donnait pas à un officier subalterne de manière à l'embarrasser. M. de Villoutreys sait d'ailleurs que, l'eussé-je offensé, je n'étais pas le premier en date ; il se rappelle sûrement M. R***, et le traitement qu'il en reçut : que n'allait-il d'abord à lui ?

Au reste, je le déclare, jamais je ne reçus les cartels que prétend m'avoir adressés M. de Villoutreys. S'il eût porté l'inconvenance jusque-là, si un modeste officier d'état-major se fût permis de provoquer, comme il se vante de l'avoir fait, son général en chef, alors, il faudrait en convenir, la haine que je *lui porte depuis vingt ans* m'occupait bien peu, ou je ne suis pas homme à me prévaloir de ma position pour satisfaire mes vengeances personnelles : car si j'avais voulu peser sur M. de Villoutreys, j'en avais, je crois, suffisamment les moyens.

M. de Villoutreys en appelle à l'armée ! mais qu'a-t-il de commun avec elle ? Entré *par ordre* dans nos rangs, il en fut presque aussitôt chassé pour la part qu'il avait prise à un acte inouï dans nos annales. Nos revers livrèrent l'armée à ses complices. Il fut rappelé, affublé même du titre d'officier supérieur, et se signala de nouveau par une action digne de son début. Commissaire officieux de Castaños à Bailen, transfuge à Waterloo, de quel droit M. de Villoutreys se confond-il avec les braves qu'il abandonne au moment du danger ? A quel titre se prévaut-il d'une sorte de fraternité d'armes qu'il ne partagea jamais ?

Au surplus, M. de Villoutreys n'est pas vrai dans ses plaintes, car il ne peut avoir oublié que la seule fois que je l'ai revu depuis ces affaires (juillet 1808), ce fut lui qui me demanda une audience (j'étais ministre alors) pour me prier de le sortir de la pénible situation dans laquelle il se trouvait par suite de cette affaire ; et assurément, si j'avais fait usage de tous les détails dont je viens de parler près du procureur impérial de la haute Cour devant laquelle il a passé, les choses auraient bien pu se terminer différemment pour lui. L'empereur avait aussi recommandé qu'on ne se prévalût pas des aveux que l'écuyer avait fait au général Nansouty ; il les regardait comme des aveux de confiance, et défendit qu'on en fît usage. Tout cela ne respire pas trop les sentiments dont se plaint M. de Villoutreys. Il me semble que de la part du souverain comme de celle du ministre, il y eut une sorte de longanimité que celui qui en fut l'objet n'aurait pas dû méconnaître. Quand on est placé dans l'opinion comme il s'y trouve, il y a une sorte de pudeur qui devrait rendre mesuré sur les termes dont on fait usage e tles choses qu'on rappelle. Il serait bon, avant d'acceler le nom de l'empereur à un outrage, de se rappeler sur quel pied, avec quels antécédents on avait été admis près de lui ; il serait bon de ne pas oublier quel incident fâcheux transforma un modeste écuyer en officier d'état-major. Un prince moins bon, moins indulgent, n'eût pas jugé la transformation possible ; il se méprit, envoya l'officier *in-promptu* en Espagne. Mais ce n'est pas à M. de Villoutreys à lui reprocher une erreur semblable ; il ne doit pas non plus se plaindre qu'il ait si promptement borné le cours de ses services. Son début avait été trop brillant pour qu'on ne se hâta pas de dire : c'est assez.

CHAPITRE XXIV

Fâcheuse impression que fait en Espagne le désastre de Baileu. — La Romana et Bernadotte. — Entrée de Joseph à Madrid. — Encore M. de Villoutreys. — Mon opinion sur ce qu'il y avait à faire. — Événements de Portugal. — L'amiral Siniavin. — L'armée se retire. — Je rentre en France. — Détails de mon voyage. — Je rejoins l'empereur à Toulouse. — Les deux ingénieurs. — Ce qui l'affectait surtout dans la capitulation de Bailen. — Les hommes de la Révolution. — La Saint-Napoléon. — Empressement des courtisans.

L'empereur venait de faire partir le roi Joseph pour Madrid, avec les députés espagnols. Ce nombreux convoi était accompagné par deux vieux régiments d'infanterie légère, et marchait, par conséquent, à petites journées. Déjà l'on se flattait qu'avec de la douceur on insinuerait la persuasion, et l'on espérait qu'arrivé à Madrid avec ce cortège, l'on pourrait commencer tout ce que l'on avait projeté pour nationaliser l'ouvrage qui n'avait été qu'ébauché à Bayonne. Le roi ne fut reçu avec enthousiasme nulle part, mais avec respect partout ; il avait même gagné quelque chose à se faire connaître personnellement.

Le malheur voulut qu'en passant à Burgos, les avant-coureurs de la nouvelle de la défaite du général Dupont y arrivèrent presque aussitôt que lui, parce que les juntes de Cordoue et de Séville étaient fort actives dans leurs communications, et quoique le corps de Dupont ne fût pas encore pris, on anticipait sur les événements, en sorte que l'opinion en était frappée, et la crainte retenait déjà beaucoup d'Espagnols qui, comme dans tous les pays, se seraient volontiers jetés dans une entreprise nouvelle ; mais ils voulaient, auparavant, apercevoir des espé-

rances de réussite. On se détermina donc à attendre la confirmation de l'événement dont on répandait le bruit, avant de prendre un parti (1).

Le convoi des députés diminuait tous les jours, si bien que le roi arriva à peu près seul à la maison de campagne de Chamartin, à deux lieues de Madrid, le 21 juin (1808) au matin. Les nouvelles d'Andalousie commençaient déjà à circuler dans la ville, où elles étaient parvenues par des moyens extraordinaires ; on n'y croyait pas, et moi particulièrement, parce que je ne pouvais concevoir que le général Dupont ne m'en eût rien fait dire. Néanmoins mes protestations ne persuadaient pas. La première chose que me demanda le roi, lorsque j'allai prendre ses ordres à Chamartin, ce fut des nouvelles d'Andalousie, dont on lui avait déjà parlé. Je ne pouvais que lui répondre que je ne concevrais pas qu'il y fût arrivé un malheur.

Le roi Joseph fit son entrée à Madrid le même jour, à quatre heures du soir (2) ; il n'était escorté

(1) J'ai dit plus haut qu'après la bataille d'Eylau, l'empereur avait réclamé le secours d'un corps d'armée espagnol qui devait être mis à sa disposition par suite d'une stipulation antérieure avec Charles IV. Ce corps, après avoir traversé la France pour venir jusque sur l'Elbe, se trouvait dans les environs de Hambourg, lorsque les Anglais vinrent attaquer Copenhague et prendre la flotte danoise. Il fit partie des premières troupes que l'empereur fit marcher, sous le maréchal Bernadotte, au secours des Danois, et il était encore dans ces parages lorsque la révolution d'Espagne commença. L'empereur, voyant la tournure qu'elle prenait, manda au maréchal Bernadotte de prendre garde que les Anglais n'embarquassent à l'improviste ce corps espagnol, commandé par le marquis de la Romana. Bernadotte répondit qu'il était en mesure, et qu'il garantissait les sentiments du marquis de la Romana. Cependant, huit jours après, il fut obligé de rendre compte que les Anglais étaient venus sur la côte et avaient embarqué le marquis de la Romana avec sept mille hommes de son corps d'armée, dont nous apprîmes bientôt après l'arrivée à la Corogne. Le reste devait être embarqué peu de jours après ; mais on prit des mesures pour l'empêcher. *(Note de l'édition originale.)*

(2) C'est le 20 juillet que Joseph arrive à Madrid. L'empe-

que par la Garde à cheval de l'empereur. Je fis mettre la garnison sous les armes, et la disposai en réserve sur toutes les places, de manière à pouvoir agir si cela devenait nécessaire.

Le cortège du roi était nombreux ; mais aucun Espagnol, hormis le capitaine-général de Navarre, ne l'accompagnait ; les ministres, ainsi que les députés qui étaient partis de Bayonne avec lui, l'avaient déjà abandonné. Il y avait une assez grande curiosité parmi le peuple, même quelques marques d'approbation ; mais il y eut de la décence partout. Les gardes wallones étaient sous les armes, et bordaient la haie au château, où le roi descendit vers cinq heures du soir, le 21 juin (1). Il reçut le lendemain les autorités de la ville de Madrid et plusieurs Espagnols de marque, et commença de suite à prendre connaissance de l'état des affaires du pays. Il est très probable que l'on se serait accoutumé petit à petit à ce que cette révolution avait de choquant pour la fierté espagnole, en considérant tout ce que les différentes classes de la nation gagnaient à un changement qui aurait apporté plus d'égalité dans les conditions. Malheureusement les correspondances particulières apprirent de tous côtés le désastre du général Dupont, avec des détails qui ne permettaient plus d'en douter ; et enfin le commandant d'un des bataillons placés sur la ligne de correspondance, depuis Madrid jusqu'à la Sierra-Morena, me rendit compte du passage par son poste de M. de Villoutreys, allant à Madrid, escorté par un officier et un détachement de cavalerie espagnole, venant de Bailen, et étant porteur de la capitulation du général Dupont.

J'envoyai sur-le-champ ordre au commandant d'Aranjuez d'arrêter le détachement de cavalerie espagnole, de le garder jusqu'à nouvel ordre, et de faire partir M. de Villoutreys en poste pour Madrid, où

reur l'annonça lui-même à Cambacérès : « Mon cousin ». « Le roi d'Espagne est arrivé le 20 juillet à Madrid, à dix heures du soir. » (D. L.).

(1) Il faut lire 21 juillet (D. L.).

il arriva le 29 juin, apportant l'acte conclu, à la suite de la journée du 20, entre le général Dupont et le général Castaños.

Cet officier ne me donna d'abord que des détails obscurs, qui rendaient ma curiosité plus impatiente. Je lui demandai pourquoi il m'avait amené une escorte de cavaliers espagnols jusqu'à Madrid, où leur présence aurait suffi pour encourager un soulèvement, au lieu de les laisser au Puerto de la Sierra-Morena, et de prendre les deux bataillons qui gardaient ce passage, pour s'en faire escorter, puisqu'il revenait à petites journées. Après quelques moments d'hésitation (1), il me dit qu'il n'avait pas eu cette pensée, et qu'il s'était cru plus en sûreté avec son escorte espagnole, pour traverser un pays qu'il me disait insurgé. « Mais au moins, lui répondis-je, avez-vous dit à ces bataillons, comme à ceux que vous avez dû trouver à Val-de-Peñas, à Manzanarès et à Madrilejos, ainsi qu'à la brigade du général Laval, que vous avez rencontrée, ce qui était arrivé au général Dupont ? Puisque vous me dites que le pays est insurgé, il va devenir très difficile de communiquer avec eux. »

Il répliqua qu'en sa qualité de parlementaire il ne leur avait rien dit, et plus tard, c'est-à-dire de retour à Paris, il m'avoua que du Puerto de la Sierra-Morena, où il avait trouvé les deux bataillons qui gardaient ce passage, il avait écrit à Castaños de les envoyer chercher comme faisant partie du corps d'Andalousie, tant il était loin de les prévenir de se retirer. Les militaires qui me liront ne concevront pas une pareille démence, et plaindront le général Dupont d'avoir été dans le cas d'employer de tels hommes.

(1) J'ai su depuis le motif pour lequel M. de Villoutreys s'était fait escorter par une garde espagnole, et pourquoi il revenait à petites journées : c'est parce qu'il voyageait dans une calèche à lui, conduite par ses propres chevaux, et sa calèche était chargée d'objets non soumis à la visite. Ce sont les seuls qui aient été sauvés de tout le corps d'armée *(Note dans l'édition originale.)*.

Castaños ne manqua pas de profiter de l'avis, et fut beaucoup mieux servi par M. de Villoutreys, dans le cours de sa campagne, qu'il ne l'avait été par aucun officier de l'armée espagnole. Je dus m'estimer heureux de pouvoir rappeler à temps les troupes que le général Laval amenait au secours de Dupont, et qui deux jours plus tard auraient été hors de portée de communiquer avec moi. J'eus aussi le bonheur de pouvoir retirer tous les échelons de communication qui étaient placés depuis Val-de-Peñas jusqu'au Tage.

Le roi Joseph m'envoya chercher aussitôt qu'il reçut cette nouvelle, pour avoir mon opinion sur ce qu'il se proposait de faire. Je fus d'avis de rappeler bien vite le corps du maréchal Moncey, qui était encore entre San-Clemente et Aranjuez ; d'envoyer prévenir le maréchal Bessières, qui était en mouvement dans le royaume de Léon ; de faire également prévenir le général Verdier, qui continuait d'assiéger Saragosse, afin qu'il prît garde à une insurrection qui devenait probable ; et enfin j'insistai fortement pour que l'on évacuât de suite de Madrid les hôpitaux avec les administrations, et que l'on n'y gardât que les troupes en état d'agir.

Le roi fit donner ses ordres de suite pour que l'on exécutât tout cela ; mais il me demandait si mon opinion était que l'on pût encore tenir en Espagne après ce malheur. Je lui répondis franchement que je ne le croyais pas ; qu'il ne fallait compter sur aucun secours de France, où il n'y en avait pas, à moins que l'on ne les tirât de la Grande Armée, c'est-à-dire des bords de l'Oder, et qu'avant leur arrivée, une persévérance irréfléchie nous amènerait de nouveaux malheurs, parce que le prestige attaché jusqu'à ce moment à nos armes venait de recevoir une atteinte assez forte pour encourager une insurrection générale, qui serait d'autant plus entreprenante qu'elle ne verrait que des corps isolés composés de très jeunes gens, qui lui présenteraient de nouveaux succès encore plus faciles à obtenir que celui auquel nous devions si peu nous attendre.

*

Le roi me dit : « En ce cas, vous évacueriez donc Madrid ? »

Je répondis :

« Oui assurément, sire, aussitôt que le général Castaños se présenterait dans la Manche, quoique ce soit la capitale, et malgré l'avantage que nous donne la fortification du Retiro, parce que si Castaños s'approche, il agira de concert avec une insurrection qui éclatera dans la capitale, et sur toute la route depuis Madrid jusqu'à Burgos ; il a sur nous, dans ce moment-ci, un grand avantage moral : il sait que nous n'avons pas plus de troupes à lui opposer que n'en avait le général Dupont ; il n'aura donc garde de manquer cette seconde occasion d'acquérir une nouvelle gloire qui lui paraîtra sûre. — Mais que dira l'empereur ? — L'empereur grondera ; mais cela ne tue pas, Eh ! que dirait-il, si on allait lui donner une seconde représentation de Baylen. Je sais bien que s'il était ici, il ne songerait pas à s'en aller ; mais aussi là où il se trouve, tout le monde obéit à l'envi, personne ne se plaint. Ici nous sommes bien éloignés d'être dans ce cas. Demandez quelque chose, tout le monde sera fatigué ou malade ,au lieu qu'un regard de l'empereur ferait relever tous ces calins. Personne ne peut faire ce que fait l'empereur : malheur à celui qui aura la prétention de l'imiter ! il s'y perdra. Mon opinion est qu'il faut sans différer, lui écrire ce qui est arrivé ; il jugera bien lui-même les conséquences qui doivent en résulter. On aura le temps de recevoir ses ordres, avait d'être trop loin pour les exécuter. D'ailleurs, avec les moyens qui nous restent, et sans le secours d'aucun parti de la nation, les affaires d'Espagne doivent rentrer dans un cadre dont je ne puis déterminer l'étendue ; il faut adopter une autre marche, et ensuite il est possible que le désastre de Dupont soit le signal d'un nouvel incendie en Europe. L'empereur connaît sa position ; il ne faut donc pas l'engager plus c'est à lui à conquérir l'Espagne, et à voir ce qu'il veut avant qu'il n'a le projet d'aller, parce qu'à présent y risquer. »

Cette conversation se termina là. Non seulement l'insurrection nous gagnait en Espagne, mais c'était encore pis en Portugal : les Anglais venaient d'opérer un débarquement de troupes à Cintra, près de l'em-

bouchure du Tage. Le général Junot, qui y commandait, ne put les combattre avec son armée réunie, parce qu'il avait reçu ordre de faire plusieurs détachements, un, entre autres, d'une brigade entière qui marchait, par l'Alentejo, pour se réunir au général Dupont. Ce mouvement avait été ordonné en même temps qu'eut lieu le départ de Madrid du corps du général Dupont. Sa première destination était Cadix, où nous avions six vaisseaux qui y étaient restés depuis le malheureux événement de Trafalgar.

Lorsque le général Dupont fut obligé de se retirer de Cordoue, les communications devinrent si difficiles, que le général Junot ne put en être prévenu. Il avait également un autre détachement très fort vers Elvas, pour s'opposer aux entreprises du rassemblement espagnol qui se faisait à Badajoz. Il lui devenait donc impossible d'obtenir un grand avantage sur les troupes anglaises, dont le nombre avait été proportionné à la force des nôtres en Portugal. Il fit rappeler de suite tous ces détachements ; mais ils ne purent le rejoindre avant qu'il fût forcé à un engagement avec l'armée anglaise. Il eût été bien important pour les affaires d'Espagne que le général Junot eût eu un succès décisif dans cette occasion, c'était le début des troupes anglaises dans la Péninsule ; mais au lieu d'avoir été battues, elles furent victorieuses.

Le général Junot avait trouvé, en entrant à Lisbonne, l'escadre russe, qui y était au mouillage ; elle venait de la Méditerranée, et avait appris la déclaration de guerre de la Russie à l'Angleterre ; de sorte que, n'osant pas continuer sa route pour la Baltique, elle était entrée à Lisbonne. Si, en bon allié, l'amiral russe avait débarqué les troupes ainsi que les équipages qu'il avait à bord, et se fût chargé de la garde de la ville, cela aurait donné quelques moyens de plus au général Junot ; mais, soit qu'il ne le voulût pas, ou que cela ne fût pas conforme à sa manière particulière de voir une alliance qui avait plus d'un censeur en Russie, le fait est qu'il ne le

fit pas, en sorte que Junot se trouva livré à ses propres forces. Il eut une affaire où, sans emporter d'avantages, il n'en laissa pas prendre sur lui.

J'ai peu connu les détails qui l'ont précédée ; mais le résultat fut qu'il entra en négociation avec le

(1) Le 21 août 1808 eut lieu la bataille de Vimeiro et c'est le 23 qu'une suspension d'armes fut convenue, et le principe d'un traité définitif arrêté sur-le-champ. Les négociations commencèrent dès le lendemain, dans le village de *Cintra*. Ce ne fut qu'après sept jours de débats, le 30, qu'on tomba d'accord, et qu'une convention définitive put être signée.

Plusieurs fois, les négociations avaient failli être rompues ; mais le duc d'Abrantès, repoussant les exigences de l'ennemi, menaça de rompre la trêve et de s'ensevelir sous les ruines de Lisbonne. « Ne pensez pas, monsieur, dit-il au colonel Murray, la veille de la signature de la convention, qu'en signant le traité, vous me fassiez une grâce ; à ce titre, je n'accepterais rien de vous, ni de personne au monde. Il s'en faut d'ailleurs que vous soyez moins intéressé que moi à le signer ; ainsi, dites un mot, et mon parti est pris ; je déchire le traité, je brûle la flotte, je brûle la marine, les arsenaux, la douane et tous les magasins ; je fais sauter les forts et tous les ouvrages ; je détruis l'artillerie, je défends Lisbonne pied à pied ; je brûle tout ce que je suis forcé d'abandonner, je vous fais payer chaque rue de la ville par des flots de sang, et je me fais encore jour à travers votre armée ; ou bien, en comprenant dans cette destruction tout ce qui est ou pourra se trouver en ma puissance, je m'ensevelis, avec les débris de mon armée, sous les ruines du dernier quartier de la ville, et nous verrons alors ce que vous et vos alliés les Portugais aurez gagné à me réduire à cette extrémité. »

On doit regretter que le général Dupont n'ait pas tenu un langage aussi énergique en face des Espagnols ; il eut sauvé son armée, évité le déshonneur d'une capitulation honteuse, et épargné à la France des flots de sang qui allaient bientôt couler pour reprendre le territoire que le désastre de Bailen venait de lui enlever.

L'embarquement de l'armée commença à Lisbonne le 11 septembre et dura jusqu'au 30 du même mois. Elle fut débarquée à Quiberon, d'où elle partit, quelques jours après, pour se rendre en Espagne. Elle eut bientôt l'occasion de venger son évacuation du Portugal sur cette même armée qu'elle avait combattue, deux mois auparavant, dans la vallée de Vimeiro. (D. L.).

général anglais, pour l'évacuation du Portugal ; il n'aurait sans doute pas obtenu d'autres conditions que celles d'être prisonnier de guerre, sans le ton de fermeté avec lequel il rejeta cette proposition, et ce n'est qu'à son opiniâtreté qu'il dut d'obtenir une évacuation pure et simple, en faisant embarquer ses troupes sur les mêmes transports qui avaient amené l'armée anglaise. Elles furent ramenées à Rochefort et à La Rochelle.

Il eût sans doute mieux valu qu'il les ramenât par l'Espagne ; mais les Anglais s'y refusaient, et la crainte de perdre beaucoup de monde, par le fait de l'insurrection, lui fit accepter ce mode d'évacuation. Ce second événement acheva de perdre les affaires du roi Joseph ; car, outre qu'il diminuait considérablement nos forces, il porta un coup funeste au moral du soldat, et ôta au roi toute confiance de la part des peuples. Ce fut dans cette occasion qu'on eut lieu de se féliciter d'avoir fait venir des troupes portugaises en France (2) ; elles étaient peu considérables, à la vérité, mais elles furent autant de moins contre nous.

Peu de jours après l'arrivée à Madrid du porteur de la capitulation d'Andalousie, les bataillons avancés sur la communication de Madrid avec cette province rendirent compte de l'approche de l'armée espagnole, commandée par le général Castaños, qui venait de faire prisonniers les deux bataillons qui gardaient le défilé du Puerto de la Sierra-Morena. Cela parut, à Madrid, un mouvement décidé sur la capitale, parce que M. de Villoutreys ne nous avait rien dit de la lettre qu'il avait écrite à Castaños, en passant à la Sierra-Morena, pour le prier d'envoyer chercher

(2) On a vu plus haut que le général Junot avait dissous l'armée portugaise ; l'empereur lui ordonna, depuis, de la réorganiser et de l'envoyer à Bayonne. Il en déserta une bonne moitié en chemin, et l'on forma du reste six beaux bataillons et un régiment de chasseurs à cheval ; ils servirent avec l'armée française de manière à mériter sa confiance et son estime. *(Note de l'édition originale.)*.

ces deux bataillons ; il avait eu soin de dire que l'armée espagnole était très forte, mais aussi il ajoutait qu'il ne croyait pas qu'elle vînt de sitôt à Madrid, ce qui paraissait une contradiction.

Dans tous les cas, on était déterminé à évacuer : on aurait pu attendre encore douze ou quinze jours, mais il aurait toujours fallu en venir là. Néanmoins nous fîmes mal, parce qu'en restant ce temps-là à Madrid, si nous avions mieux su ce qui se passait en Andalousie, le siège de Saragosse aurait pu se continuer ; et si cette ville avait été prise, cet événement aurait été un grand point pour la campagne suivante, au commencement de laquelle il fallut employer un gros corps d'armée à recommencer cette opération. D'un autre côté, les secours les plus près que l'empereur pouvait envoyer étaient en Silésie ; on jugea que, quelque parti que l'on prît, on n'atteindrait jamais, avec les moyens qui restaient, le moment de l'arrivée de ceux qui devenaient nécessaires.

Toutes ces considérations portèrent le roi Joseph à ordonner l'évacuation : elle commença le 3 juillet (1), et le 4 tout était hors de Madrid, sauf quelques malades que leur état ne permettait pas d'emporter et que l'on fut obligé de laisser dans les hôpitaux.

Le général Foy parle de cet événement à la page 118 et suivantes de son quatrième volume. Comme il était en Portugal lorsque cet événement se passa, il n'est pas étonnant qu'il n'en ait pas été mieux informé. C'est moi qui fis partir de Madrid la colonne du général Lefebvre-Trevisani pour appuyer Bessières, et cela avant la rentrée à Madrid du corps de Moncey et de la division Frère.

Ce fut également moi qui fis marcher le corps de Laval sur la route d'Andalousie.

M. de Villoutreys m'avait été expédié par Dupont ; mais comme il s'était fait accompagner d'une escorte espagnole et voyageait à petites journées, les courriers de l'insurrection l'avaient devancé, et c'est ce

(1) Il faut lire 31 juillet et 4 août (D. L.).

qui me fit concevoir la nécessité du mouvement de Laval. Le roi avait pris le commandement quand M. de Villoutreys arriva à Madrid, il n'y avait plus de combinaison possible à faire en faveur de Dupont, dont les troupes n'existaient plus ; s'il en avait été autrement, on n'eût pas attendu l'offre faite par le maréchal Moncey de marcher à son secours, dont par le général Foy, et que je n'ai apprise que par lui. Aller au secours de qui ? Dupont était dans ce moment-là près d'arriver à Cadix avec ses malheureux soldats ; et puis quel moyen avait-on à employer pour cela ? L'auteur savait qu'il n'en existait aucun. Comment un homme comme Foy a-t-il pu hasarder cette phrase ? Je suis bien persuadé que si le général Foy eût bien connu l'état des choses, il aurait été de mon opinion. Assurément il ne devait pas être agréable à aucun maréchal de France d'avoir à obtempérer à ce que je prescrivais d'après la position où je me trouvais placé ; mais peu importait alors aux affaires l'amour-propre offensé de ces messieurs. Je le savais, je le voyais, et si un seul, quel qu'il fût, avait essayé de s'affranchir de la déférence qu'à ce titre il me devait, j'aurais su me servir de mon autorité pour l'en faire repentir, et l'empereur m'eût approuvé, ainsi qu'il l'avait fait en 1807. Foy est dans l'erreur. Très peu de jours après son arrivée, le roi me fit apercevoir que ma présence le gênait autant qu'elle contrariait les maréchaux, mes aînés en grade ; mais je savais que les troupes étaient bien loin de manquer de confiance en moi. Néanmoins le roi m'envoya son aide de camp, le général Saligny, pour me demander la correspondance relative aux affaires militaires, ajoutant que je n'aurais plus à m'en occuper, parce que cela devenait l'affaire du roi.

Je rendis compte de ce fait à l'instant même à l'empereur ; mais je ne pus recevoir sa réponse : ce ne fut que plus tard que j'appris de lui-même qu'il avait écrit à son frère de bonne encre, en lui disant qu'avec des passions on ne voyait rien, et qu'il jugerait bientôt que de tout ce qui était en Espagne j'étais

le plus en état de comprendre sa position et celle de ses affaires.

Je fus effectivement appelé au conseil qui eut lieu après l'arrivée de M. de Villoutreys, et je vis aisément que l'on était bien aise de pouvoir couvrir sa responsabilité par mon vote, parce que l'on connaissait les bontés de l'empereur pour moi. Je n'hésitai pas à être le premier à donner mon opinion, qui était d'évacuer par la route de Burgos.

Le général Foy ne paraît pas l'approuver, mais en matière de guerre, que je faisais à bonne école, depuis autant de temps que lui (1), son jugement n'est pas pour moi sans appel. Dupont venait de perdre un bon tiers des troupes en état de tenir la campagne ; Junot venait de me faire connaître l'arrivée des Anglais en Portugal ; Bessières était fortement engagé dans les Gallices, et bien qu'il eût été rejoint par le renfort que je lui avais envoyé, il n'était pas impossible que, vu l'ardeur de l'insurrection, il fût bientôt dans la nécessité d'être secouru encore une fois ; et c'était bien plus alors que dans le premier cas que j'aurais mis l'armée dans une situation déplorable, si j'avais laissé battre Bessières, surtout avant d'apprendre le sort du corps du Portugal, qui ne put éviter d'être ramené en France par mer, ce que l'on ne pouvait prévoir. Je savais la position du corps de Saragosse, et ses embarras pour renvoyer l'équipage du siège. Il y en avait pour le moins autant à Madrid, où l'on fut obligé de dédoubler les attelages de l'artillerie pour ne laisser aucune voiture de munition.

Dans cette position, un homme du métier m'eût-il conseillé d'abandonner la ligne d'opérations de l'armée, sur laquelle était le peu de magasins qu'elle

(1) Nous étions capitaines ensemble à l'armée du Rhin, et fûmes tous deux promus au grade de chef de bataillon à la même affaire, le second passage du Rhin, de vive force, où je commandai les troupes du premier débarquement qui prirent pied à la rive droite ; depuis, Foy a suivi la fortune de Moreau, et moi celle de l'empereur *(Note de l'édition originale.)*.

avait, où étaient ses fours, ses hôpitaux, la route d'étape de ses renforts, pour aller en prendre une nouvelle par la Navarre ? Il y aurait eu de la folie à cela ; et si je l'avais fait, et que Bessières eût éprouvé un revers par suite de l'abandon où je l'aurais placé, à quoi eût abouti un mouvement sur Saragosse ?

Les Espagnols auraient fait évacuer l'Ebre, en marchant à Bayonne. Voilà les considérations qui ont motivé mon opinion dans le conseil dont parle le général Foy, et l'empereur a été loin de me désapprouver. Il conserva la même ligne d'opérations en entrant en Espagne l'automne suivant.

Assurément je ne prétends point à un suffrage unanime pour la part que j'ai eue à la direction des affaires en Espagne ; cependant j'observerai aux critiques que toute la Grande Armée et les maréchaux y ont successivement été employés, excepté le maréchal Davout, et l'on sait comment cela a fini.

A la page 34 du même volume, le général Foy est dans une erreur plus grande encore sur le genre de service auquel il prétend que j'étais employé près de l'empereur : il veut sans doute désigner une police dans l'armée : or, je donne un démenti formel à cette supposition. Pendant tout le temps que j'ai servi l'empereur, il ne m'a jamais donné une commission relative aux individus ; souvent il m'a demandé mon opinion sur des rapports de cette espèce, qui lui étaient adressés (de l'armée même) par les officiers généraux qui se servaient de ce moyen pour capter sa confiance. C'était là sa vraie police parmi ces messieurs, et elle ne laissait rien à faire à d'autres.

On n'entend pas, sans doute, par police, l'espionnage dans le camp ennemi, d'où j'ai réussi souvent à tirer des renseignements qui ont eu de l'importance pour les opérations ultérieures.

Les troupes revinrent à petites journées : le premier jour, elles couchèrent à Chamartin, à deux lieues de Madrid : le second, à deux lieues plus loin :

on allait aussi lentement que possible, pour mettre plus facilement l'ordre partout.

Le troisième jour, le roi Joseph vint de sa personne coucher à Buitrago (1). C'est dans cette ville que je lui communiquai tout ce que je considérais devoir être la suite du malheureux événement d'Andalousie, qui nous obligeait à songer à notre sûreté, au lieu que nous comptions occuper ce temps-là à conquérir par la confiance, ce à quoi il ne fallait plus songer, et qu'enfin l'insurrection allait employer ce temps-là à s'organiser, à faire prononcer la nation et à lui chercher des alliés. Je lui fis observer que, n'ayant nullement besoin de moi, puisque j'avais remis le commandement dont j'étais chargé avant son arrivée,

(1) Voici la curieuse lettre que l'empereur écrit à Joseph Napoléon, roi d'Espagne, à Buitrago : elle est datée de Bordeaux le 3 août 1808 :

« Mon frère, la connaissance que j'ai que vous êtes aux prises, mon ami, avec des événements au-dessus de votre habitude autant qu'au-dessus de votre caractère naturel, me peine. Dupont a flétri nos drapeaux. Quelle ineptie ! Quelle bassesse ! Ces hommes seront pris par les Anglais. Des événements d'une telle nature exigent ma présence à Paris. L'Allemagne, la Pologne, l'Italie, etc., tout se lie. Ma douleur est vraiment forte lorsque je pense que je ne puis être en ce moment avec vous et au milieu de mes soldats. J'ai donné l'ordre à Ney de s'y rendre. C'est un homme brave, zélé et tout de cœur. Si vous vous accoutumez à Ney, il pourrait être bon pour commander l'armée. Vous aurez 100,000 hommes, et l'Espagne sera conquise à l'automne. Une suspension d'armes, faite par Savary, peut-être pourrait amener à commander et diriger les insurgés ; on écoutera ce qu'ils diront. Je crois que, pour votre goût particulier, vous vous souciez peu de régner sur les Espagnols.

« Je me porte mieux que jamais. Je dis à Moret de vous envoyer un chiffre pour correspondre sur les choses secrètes. Berthier vous envoie quelques notes sur la situation de l'armée d'Espagne.

« Dites-moi que vous êtes gai, bien portant et vous faisant au métier de soldat ; voilà une belle occasion pour l'étudier. J'ai écrit à la reine de se rendre à Paris. »

Cette lettre est telle qu'elle figure dans le 17e volume (pièce 14243 de la *Correspondance de Napoléon*. (D. L.).

je croyais qu'il était urgent que j'allasse vers l'empereur, pour lui parler de tout ce qui se passait, de manière à y attirer toute son attention ; qu'autrement les correspondances n'avaient qu'à être interrompues, l'empereur ne saurait plus rien. Il fut de mon avis, et je partis le soir même pour la France.

Mon voyage m'apprenait à chaque pas combien il était important de prendre un parti. Je rencontrai partout des estafettes espagnoles portant les détails de la capitulation de Bailen, et je voyais les têtes s'échauffer. Je faillis, par suite d'une perfidie, être victime de cette effervescence naissante.

Un maître de poste espagnol crut me reconnaître, et, pour s'en assurer, il me demanda si je n'étais pas passé chez lui six semaines auparavant, allant à Madrid. Je répondis affirmativement, et je le vis aussitôt dire quelque chose à l'oreille du postillon qui était le guide de mon valet de chambre, lequel courait devant moi. J'avais eu la précaution de prendre un gendarme d'élite d'une bravoure éprouvée, et je le faisais courir à côté de ma voiture.

En arrivant à la poste suivante, tout était en émeute ; on allait se porter sur moi, lorsque ce gendarme, qui, sans perdre de temps, avait été seller un cheval dans l'écurie, me l'amena en me disant : « Mon général, il n'y a pas de temps à perdre, montez mon cheval et sauvez-vous, je vous rejoindrai hors du village. » Comme il n'était pas un homme à s'effrayer de peu de chose, je suivis son conseil, et laissai ma voiture aux officiers qui étaient avec moi.

Heureusement la nuit approchait : je fis la course sans accident jusqu'à la poste suivante, où le hasard fit qu'un régiment français était arrivé le matin. Au lieu d'aller descendre à la poste, je fus chez le commandant de ce régiment, où je payai bien mon postillon ; mais je le fis reconduire hors de la ville, et fermer la porte sur lui, sans le laisser aller à la poste. Puis ayant ôté mon uniforme et pris le frac d'un de mes domestiques, j'envoyai chercher des chevaux de poste de chez le commandant même et comme pour lui : je partis de son logement et déjouai

ainsi la perfidie. Je fus bien avisé ; car, bien qu'il fût nuit, en arrivant à la poste suivante, je trouvai encore la même émeute qui attendait ma voiture. En voyant arriver des courriers, ils s'approchèrent et me demandèrent en espagnol à moi-même : « Est-il encore bien loin le seigneur général ? J'eus l'air de ne pas entendre malice à cette question, et répondis en italien : « Dans un quart d'heure il sera ici. » J'en entendais qui se félicitaient déjà, mais je ne m'amusai pas à la conversation ; j'entrai moi-même dans l'écurie, et, glissant un double napoléon au postillon, j'eus dans quelques minutes le meilleur bidet de la poste, ainsi que mon fidèle gendarme. Je fis une grande civilité à la foule, et, faisant claquer mon fouet, je gagnai des jambes. Ma voiture arriva un quart d'heure après ; mais indépendamment de ce qu'on leur dit que je n'y étais plus, ils virent dedans trois officiers avec deux domestiques, et quelques soldats qu'ils avaient eu la sage précaution de prendre au régiment qu'ils avaient trouvé auparavant, et où j'avais recommandé que l'on guettât leur passage : on les laissa passer sans leur rien dire. Je me regardais comme hors d'affaire, parce que j'avais entre les jambes le cheval qui devait me mener à Vittoria. Je me félicitais d'avoir joué mes ennemis, lorsque je vis revenir à moi, à toute bride, un cavalier que je reconnus pour mon valet de chambre. Il courait si fort, que je pus à peine l'arrêter.

Il m'apprit qu'à chaque poste son postillon parlait au maître de poste, mais qu'il ne savait pas ce qu'il lui disait, et qu'enfin il venait d'être attaqué par une bande de gens armés qui attendaient sur le chemin, et que son postillon était resté avec eux.

La position était critique ; je n'étais pas tenté de retourner à la poste d'où je venais. Je m'arrêtai un instant pour laisser prendre haleine aux chevaux, et faire préparer les armes à mon gendarme et à mon valet de chambre, et je préparai aussi les miennes. Le postillon qui m'accompagnait, auquel j'avais donné un double napoléon, avait l'air d'un fort brave garçon ; nous étions quatre, et mon valet

de chambre m'assurait que la bande était au moins de douze ou quinze hommes armés : il n'y avait pas de proportion, mais nous n'avions pas d'autre parti à prendre que d'essayer de passer à travers. Je partis donc avec cette résolution, et après un quart d'heure de petit galop, je fus le premier à l'apercevoir ; elle avait un homme en observation sur le bord du chemin, au sommet d'une petite élévation, et l'embuscade se trouvait sur la pente de la colline, de l'autre côté. Il était nuit, je fis mettre le pistolet à la main à mes hommes, et aussitôt que je vis cet homme courir à toutes jambes pour prévenir ses camarades, je fis prendre le grand galop, et arrivai avant lui au milieu de cette canaille, sur laquelle nous fîmes feu ; elle prit la fuite aussitôt, sans remarquer que nous n'étions que quatre. J'arrivai ainsi à Vittoria, où ma voiture me rejoignit. Là j'avais devancé les avis que l'on avait donnés de mon voyage, et jusqu'à Bayonne je n'eus plus rien à redouter.

L'empereur était parti de cette ville peu (1) après le roi Joseph, et avait profité de la circonstance qui l'avait amené dans le Midi pour visiter les départements qu'il n'avait pas encore vus ; il avait pris sa route par Pau, Toulouse, Montauban, et c'est dans ce voyage qu'il forma le département de Tarn-et-Garonne, dont Montauban est le chef-lieu, en sorte que cette ville lui doit une nouvelle existence.

Pendant son séjour à Toulouse, il se rappela les contestations qu'avait éprouvées un plan de travaux proposés sur un pont du canal du Languedoc, et qui, malgré les opposants dans le conseil, avaient été exécutés, et avaient réussi, à la gloire de l'auteur du projet. Ces travaux avaient exigé la construction d'un pont à canal sur une rivière.

L'empereur voulut voir par lui-même les travaux exécutés, et se proposait d'en récompenser l'auteur sur le théâtre même de sa gloire. Il fait prévenir le

(1) L'empereur quitte Bayonne le 21 juillet et il était à Pau, le 22 ; à Tarbes, le 23 ; à Toulouse, le 25 : à Montauban, le 29 ; à Agen, le 30 ; à Bordeaux, le 31, etc., etc. (D. L.).

préfet, ainsi que l'ingénieur en chef des ponts et chaussées (qui passait généralement pour l'auteur du projet et pour celui de son exécution), de se rendre sur les lieux, au pont en question. L'empereur, qui ne faisait jamais attendre, arriva avant le préfet, et trouva l'ingénieur en chef seul ; il en était bien aise, parce qu'il voulait lui témoigner de la bienveillance. Il se mit à causer d'art avec cet ingénieur, et le mettait sur tous les points des difficultés qu'il avait dû rencontrer dans d'aussi beaux travaux. L'ingénieur ne répondit qu'avec embarras, et plus l'empereur lui disait de se mettre à son aise, plus son embarras augmentait, au point que l'ingénieur trouva un prétexte pour s'éloigner un moment.

Dans cet intervalle, l'empereur dit à ceux qui l'accompagnaient : « On me trompe, ce n'est pas cet homme qui a fait ce pont-là ; il n'en est pas capable. » Il s'étendait là-dessus, lorsque le préfet arriva (je crois que c'était M. Trouvé) ; il le pressa de lui dire la vérité, qu'il était venu pour la savoir. Le préfet avoua en effet que l'ingénieur en chef n'était ni auteur du projet ni exécuteur des travaux, et que c'était un ingénieur ordinaire du département qui avait fait l'un et l'autre.

L'empereur l'envoya chercher sur-le-champ, et s'informa de lui de tout ce qu'il voulait savoir, et pendant la conversation, il lui disait : « Je suis bien aise d'être venu moi-même, sans quoi j'aurais ignoré que vous étiez l'auteur d'aussi beaux travaux, et je vous aurais privé de la récompense à laquelle vous avez droit. » Il lui ordonna de le suivre à Toulouse, écrivit sur-le-champ une réprimande sévère au ministre de l'intérieur, et nomma ingénieur en chef l'ingénieur ordinaire, auteur des travaux, et le fit venir à Paris. L'autre n'eut que le désappointement de voir lui échapper ce qu'il croyait déjà tenir, et que ses amis lui avaient sans doute préparé.

L'empereur revint par Rochefort, Nantes, Saumur et Tours, où je le rejoignis. Comme il n'arriva que la nuit, je ne pus l'entretenir que le lendemain matin. On m'avait fait craindre que je serais mal reçu :

mais aurait-il dû me battre, j'étais résolu à ne lui point ménager les couleurs du tableau. Je connaissais l'empesreur ; il n'aimait pas plus qu'un autre les mauvaises nouvelles, mais il méprisait le mensonge, et c'est lorsque ce misérable esprit d'adulation eut pris racine dans ses alentours, qu'il devint impossible et même dangereux à ses meilleurs serviteurs de persister dans l'austère vérité qu'ils mettaient dans leurs rapports sur les objets dont il les avait chargés de prendre connaissance. Ces courtisans, ces perfides adulateurs, étaient parvenus à élever une telle barrière entre l'empereur et la vérité, qu'il a ignoré des détails qui ont amené les circonstances les plus pénibles où il se soit trouvé. J'étais accoutumé à mépriser l'opinion des courtisans, et à avoir confiance dans la justice de l'empereur. D'ailleurs il n'était pas question ici d'une affaire personnelle ; aurais-je dû être sacrifié, il fallait encore que la vérité fût connue de lui. Je dois ajouter aussi qu'il avait un tel discernement, un tel sentiment de justice, d'attachement pour ceux dans lesquels il avait confiance, qu'il y avait non seulement sécurité, mais avantage à tout lui dire. Il avait beau bouder ceux de ses amis qui lui disaient la vérité, il revenait toujours à eux avec plus de confiance et d'estime qu'auparavant. Nous causâmes effectivement très longuement, et je voyais bien que ma narration l'occupait fortement ; à chaque moment, il me faisait répéter, et ne pouvait comprendre ce qui était arrivé en Andalousie. Il me gronda d'y avoir envoyé autant de monde ; mais je lui répondis que ce n'était pas pour le perdre que je l'avais fait. De tout ce qu'on pouvait lui apprendre de fâcheux, rien ne lui faisait autant de peine que cet événement ; il ne se dissimulait aucune des conséquences qui pouvaient en résulter. Ce qui contribuait à lui donner beaucoup d'humeur contre les généraux qui avaient signé cette capitulation, c'était l'article de la visite des havresacs des soldats.

« J'aurais mieux aimé apprendre qu'ils sont morts, disait-il, que de les savoir ainsi déshonorés, et encore

sans combattre ; cela ne se conçoit pas, et je ne m'explique cette insigne lâcheté que par la crainte de compromettre ce que l'on avait volé. Enfin, voilà tout ce qui pouvait arriver de pis ; c'est à présent une grande affaire. Allez-vous-en à Paris, et nous reparlerons de cela. »

Il employait tous les chevaux de poste ; mais je m'arrangeai si bien, que j'arrivai à Paris aussitôt que lui. Il avait déjà dit au maréchal Duroc de m'envoyer chercher, et il fallut lui rendre compte des plus minces détails. Il scrutait tout, et ne pouvait comprendre qu'un corps comme celui que commandait le général Dupont, qui aurait dû prendre le corps de Castaños, eût été pris par lui sans avoir eu d'affaire à perdre une pièce de canon. C'est dans le cours des enquêtes qu'il fit faire à ce sujet qu'il apprit la sottise de l'officier qui avait été avertir Castaños à Andujar, pour l'amener à Bailen et qui ensuite avait écrit à ce général d'envoyer chercher les deux bataillons qui étaient au Puerto de la Sierra-Morena : l'empereur en levait les épaules de pitié en faisant le signe de la croix, ce qui était chez lui une marque du peu de cas qu'il faisait des gens ; il disait : « Il vaut mieux croire que c'est par bêtise qu'il a fait cela ; autrement il n'y aurait pas de mauvais traitement qu'il n'eût mérité : mais comme je ne veux point de lâches autour de moi, j'ai ordonné qu'on lui demandât sa démission. »

Quand l'on considère de sang-froid l'influence malheureuse qu'a eue la capitulation de Bailen sur l'insurrection d'Espagne, on peut n'en être qu'affligé ; mais lorsqu'on remarque à quels incidents cet événement est dû, on en est justement indigné ; et est-ce avec bonne foi qu'on a pu reprocher à l'empereur d'avoir puni avec trop de sévérité des généraux qui, d'une part, déshonoraient leurs propres troupes, et qui, de l'autre, compromettaient la plus grande entreprise qu'il ait formée ? L'empereur n'a eu que le tort de ne pas les punir assez ni plus tôt : la sévérité qu'on lui reproche a été une véritable clémence, et il n'y a pas un de ces mêmes généraux qui

n'eût condamné, un an auparavant, à la peine capitale celui de ses camarades qui aurait été traduit devant lui pour un cas semblable.

Il donna à ce sujet plusieurs ordres ; mais tel était un des malheurs de la situation de l'empereur, qu'il avait pris, avec l'ouvrage de la Révolution, les hommes qu'elle avait formés : il n'y avait encore que les grades subalternes qui fussent peuplés d'hommes nouveaux ; les autres, qui avaient parcouru ensemble les phases de la Révolution, avaient en commun leurs amis et leurs ennemis ; lorsqu'on voulait en atteindre un, toute la confédération courait aux armes, et c'est ce qui arriva dans ce cas-ci. On n'osa pas résister ouvertement à l'empereur, mais on fit tant et si bien, que l'exemple qu'il voulait faire tourna contre lui, en ce que chacun de ces faux serviteurs se fit un mérite d'avoir désarmé une colère que l'on avait eu soin d'exagérer, afin de faire mieux sentir le prix du service que l'on rendait. Mais lorsqu'il était question d'un homme sans appui, n'ayant que son courage, ces mêmes hommes s'empressaient de le charger encore au delà de ce qui l'accablait déjà : par là, ils montraient leur zèle, et se donnaient du crédit de plus pour servir leurs amis dans une autre occasion. Ces courtisans n'osaient jamais dire ni oui ni non ; ils ne savaient qu'être les premiers à s'humilier et à faire respecter les intentions de ceux qui ne voulaient pas s'abaisser comme eux, mais qui avaient plus de dévouement.

L'empereur ne rentra à Saint-Cloud que le 13 août (1) ; sa fête avait lieu le 15 : c'était un des jours solennels de l'année, où l'on voyait tout le monde revenir, les uns de la campagne, les autres de la province, ayant grand soin de dire à la ronde quelques contes qui faisaient voir combien de chemin ils avaient fait pour avoir le bonheur de présenter leurs hommages *à notre auguste empereur*, qui avait eu l'extrême bonté de leur demander comment ils se portaient ainsi que leur famille, ajoutant : « Je m'en retourne bien

(1) Pas le 13, mais le 14.

content de l'avoir vu en bonne santé ; que Dieu nous le conserve pour le bonheur de tous. Ah ! monsieur, je le répète bien tous les jours, disaient les plus dévoués, que deviendrions-nous sans lui ? Moi, j'ai telle place, mon frère a celle-ci, mon fils est là : nous ne pourrons jamais acquitter notre dette de reconnaissance envers lui. » C'était à peu près la même antienne tous les ans au 15 août, jour de la naissance de l'empereur, et au 2 décembre, anniversaire de son sacre.

L'empereur écoutait tout cela, mais savait ce qu'il en devait croire ; cela voulait dire : Soyez toujours heureux, riche et puissant, et vous pourrez compter sur le plaisir avec lequel nous recevrons vos bienfaits. Il a cependant cru à la sincérité des sentiments de plusieurs, et il ressentit beaucoup de chagrin d'être obligé de reconnaître qu'il s'était trompé.

Le 15 août de cette année se passa encore gaiement, parce que l'on ignorait les affaires d'Andalousie, et que l'on croyait à la continuation de la prosperité ordinaire. Ce ne fut que quelque temps après qu'on en eut connaissance, et il était curieux de voir comment les courtisans, dont le métier n'est point de se trouver aux batailles, arrangeaient les militaires qui, dans cette occasion, avaient jeté quelques soucis sur le front devant lequel ces messieurs venaient s'humilier pour solliciter un regard de bonté qu'ils étaient heureux de voir tomber sur leur bassesse. L'empereur n'était pas dupe de tout cela ; il laissait faire à chacun son métier, sans négliger un moment les affaires auxquelles il lui importait de songer ; et après avoir vu tout ce dont il était menacé par cet événement de Bailen, il prit un grand parti.

FIN DU DEUXIÈME VOLUME

Société Anonyme de Publication périodique. — Paris

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER

Création de l'empire. — Motifs qui firent adopter cette forme de gouvernement. — Adresses de l'armée. — Le Premier Consul est proclamé empereur. — Institutions nouvelles. — Distributions des croix de la Légion d'honneur au camp de Boulogne. — Le Pape passe les monts. — Entrevue de Fontainebleau. — Cérémonie du sacre. — Distribution des aigles à l'armée. — Création du royaume de Lombardie. — Prétentions papales. — Mission en Belgique. — Napoléon à Milan. 1

CHAPITRE II

Retour prématuré de l'escadre de l'amiral Missiessy. — Revue de Monte-Chiaro. — Réunion de Gênes à l'empire. — Dispositions d'embarquement. — Irruption de l'Autriche en Bavière. — Le camp de Boulogne est levé. — Mission de Duroc en Prusse. — L'empereur de Russie se rend à Berlin. — Le duc de Wurtemberg. 21

CHAPITRE III

Combats divers. — Manœuvres de l'empereur. — L'archiduc Ferdinand s'échappe d'Ulm. — Le maréchal Soult prend Memmingen. — Réponse de Napoléon au prince Liechtenstein envoyé en parlementaire. — Le maréchal Mack capitule. — Projets de la coalition. — L'armée autrichienne met bas les armes. — Paroles de Napoléon aux généraux autrichiens prisonniers. — Marche de l'armée russe. — Entrée à Braunau. — Retour de Duroc de sa mission à

Berlin. — Le général Giulay envoyé à Napoléon par l'empereur d'Autriche. — Occupation de Vienne. — Affaire de Krems. — Surprise du pont du Tabor. — Dispositions générales. — Examen que fait Napoléon du terrain où il doit livrer bataille. 32

CHAPITRE IV

Nouveaux envoyés de l'empereur d'Autriche. — Défaite de Trafalgar. — Mission au quartier général russe. — L'empereur Alexandre. — Longue conférence avec ce souverain. — Ses vues et ses projets. — M. de Nowosiltzof. — Retour au camp français. — Nouvelle mission près de l'empereur de Russie. — Le prince Dolgorouki est envoyé près de l'empereur Napoléon. — Le carabinier. — On se prépare à livrer bataille. — Dispositions. — Attaque générale. — Bataille d'Austerlitz. — Les Russes sont culbutés sur tous les points. Sollicitude de l'empereur pour les blessés. 53

CHAPITRE V

L'empereur d'Autriche demande une entrevue. — Motifs de Napoléon pour l'accepter. — Entrevue. — Mission dont je suis chargé près de l'empereur d'Autriche. — Ce souverain m'envoie au quartier général de l'empereur de Russie. — Convention avec l'empereur Alexandre. — Opération du maréchal Davout après la bataille d'Austerlitz. — L'empereur s'établit à Brunn. — Gratifications aux blessés. — Départ pour Schœnbrunn. — Traité avec M. de Haugwitz. — Le roi de Prusse ne veut pas le reconnaître. — L'Autriche signe. — Partage des territoires. — Entrée des Russes à Naples. — Fâcheuses nouvelles venues de Paris. — Paix signée. — La jeune fille de Vienne. — La comtesse ***. — Départ de Vienne. — Arrivée à Munich. — Mariage du vice-roi avec la princesse Auguste de Bavière. — Départ pour Paris. . 81

CHAPITRE VI

Nouvelle armée réunie à Strasbourg. — Mariage du prince héréditaire de Bade avec mademoiselle de Beauharnais. — Arrivée de l'empereur à Paris. — Causes du discrédit public. — M. Mollien remplace M. de Barbé-Marbois. — Compagnie

des vivres. — Destitution d'agents du trésor. — Séquestre sur les biens des membres de la compagnie des vivres. — Leur emprisonnement. — M. Ouvrard. — Services des vivres mis en régie. — Résultat déplorable de cette administration. — Occupation du royaume de Naples. — Distribution de faveurs. — Mariage du prince de Bade. — Joseph roi de Naples. — Louis roi de Hollande. — Le général Sébastiani envoyé à Constantinople. — Mort de Pitt : Fox lui succède. — Ouvertures faites à l'Angleterre. — Arrivée de lord Lauderdale à Paris. — Mouvements des autres ministres étrangers. — Nouvelles discussions avec la Prusse. — Lucchesini. — Situation respective de la Prusse et de la France. — Le grand-duc de Berg. — Armements de la Prusse. — M. de Talleyrand poursuit les négociations avec l'Angleterre. 102

CHAPITRE VII

Mort de Fox. — Les conférences sont rompues. — Lord Lauderdale est rappelé. — Ultimatum du Cabinet de Berlin. — L'empereur quitte Paris. — Dispositions de guerre. — Le maréchal Lannes culbute le prince Louis de Prusse. — L'empereur porte son quartier général à Auma. — Son arrivée à Iéna. — Situation de l'armée prussienne. — Dispositions de l'empereur. — Embarras de l'artillerie. — Conduite de l'empereur dans cette circonstance. — Bataille d'Iéna. — Napoléon visite le champ de bataille. — Sa sollicitude pour les blessés. — Il revient à Iéna. — Nouvelles du maréchal Davout. 119

CHAPITRE VIII

L'armée prussienne prend position à Auerstaedt. — Arrivée de Davout et de Bernadotte. — Rapport d'un déserteur prussien. — Position dangereuse de Davout. — Bernadotte refuse de l'appuyer. — Bataille d'Auerstaedt. — Rapport de l'adjudant général Romeuf. — Paroles de l'empereur aux Saxons. — Le général Pfuhl. — L'empereur renvoie les prisonniers saxons. — Il part pour Weimar. — Le roi de Prusse demande un armistice. — Capitulation d'Erfurt. — Paroles de l'empereur sur Bernadotte. — Colonne de Rosbach. — Mission secrète de Duroc près du roi de Prusse. — L'empereur arrive à Wittenberg. — Rencontre singulière qu'il fait dans le faubourg. — Reddition de Spandau. — L'em-

pereur à Potsdam. — Il visite Sans-Souci et l'appartement du grand Frédéric. — Découverte d'un mémoire de Dumouriez. — L'empereur fait son entrée à Berlin. — Un parlementaire du prince de Hohenlohe. — Capitulation de Prenzlow. 131

CHAPITRE IX

L'empereur m'envoie à la poursuite de Blücher. — Berna-
l'armée prussienne divisée en deux parties. — Capitulation du général Husdom. — J'entre à Wismar. — Prise de vingt-quatre bâtiments suédois. —Capitulation de Blücher. — Le prince de Hatzfeld. — Le prince Paul de Wurtemberg prisonnier. — Reddition de Stettin et Kustrin. — Capitulation de Magdebourg. — Nouvelle mission de Duroc près du roi de Prusse. — Négociations entre Lucchesini et Maret. —
dotte et Soult le poursuivent également. — Le reste de
Arrivée du prince de Bénévent. — Le roi de Prusse refuse de signer la paix .— Députation du Sénat. — Conduite du ministre de la police dans cette circonstance. — Capitulation de Hameln. — Mesures pour prévenir la dilapidation des magasins. — Capitulation de Nienbourg. 147

CHAPITRE X

L'Autriche menace de reprendre les armes. — Dispositions pour la contenir. — Mesures administratives. — Organisation de la Prusse. — L'empereur échelonne ses troupes sur la Vistule. — Prétentions de l'Angleterre. — Blocus continental. — L'armée entre en Pologne. — Chute du grand-maréchal. — Fatigues et privations des troupes. — L'armée prend ses cantonnements. — Le quartier général revient à Varsovie. 168

CHAPITRE XI

Les Russes essaient de nous surprendre dans nos quartiers d'hivers. — Mouvement de Mohrungen. — L'empereur me confie le commandement du 5e corps. — Bataille d'Eylau. — Bernadotte. — Affaire d'Ostrolenka. — L'empereur à Osterode. — Etat de l'opinion. — Fouché. — Agitation du Cabinet de Madrid. — Mesures diverses de l'empereur. — Le divan arme contre les Russes. — Mission du général Gardane. 190

CHAPITRE XII

Siége de Danzig.— Le général Kalkreuth. — L'ambassadeur du shah de Perse arrive à Finkenstein. — L'armée ennemie se remet en campagne. — Bernadotte et Soult. — Affaire de Heilsberg. — Murat s'entête à faire donner la cavalerie. — L'empereur envoie à son secours. — Je suis chargé de conduire les fusiliers de la Garde à l'ennemi. — Belle conduite de cette jeunesse. — L'armée russe repasse sur la rive droite. — L'empereur ne peut croire à cette imprudence. — Nos colonnes débouchent. — Belle conduite du général Dupont. — L'action devient générale. — Bataille de Friedland. — Les Russes sont culbutés. 214

CHAPITRE XIII

L'empereur reçoit la nouvelle de la prise de Kœnigsberg. — Je suis nommé gouverneur de cette place. — Ressources de toute espèce. — Affluence des blessés qui rejoignent leurs corps. — Organisation et tenue des hôpitaux. — Les Russes demandent un armistice. — Entrevue de Tilsitt. — Révolution de sérail. — Le sultan Selim est étranglé. — Son successeur se montre peu favorable à la France. — L'empereur ne sait que présumer de la politique turque. — Il abandonne les intérêts des Osmanlis. — Les Grecs. — Considérations générales sur les vues et la politique de l'empereur. — Méprise de la France. 226

CHAPITRE XIV

L'empereur Napoléon cède aux instances de l'empereur Alexandre. — L'autocrate prend une part de la dépouille de son allié. — Le roi et la reine de Prusse à Tilsitt. — Formation du royaume de Westphalie. — M. de Nowosiltzof avertit l'empereur Alexandre de se rappeler le sort de son père. — Retour de l'empereur. — Ivresse de la France. — Fêtes : Opéra de Trajan. — Mission pour Saint-Pétersbourg. — Instructions de l'empereur. — Mon arrivée à Pétersbourg. — Exaspération contre les Français. — J'ai peine à trouver un logement. — L'empereur Alexandre. . . 2[illegible]

CHAPITRE XV

Pétersbourg. — Fêtes de Petershoff. — Les princes de la Maison de Bourbon se retirent soudainement. — Communication de l'empereur Alexandre à cet égard. — Réponse de l'empereur Napoléon. — Les princes peuvent venir habiter Versailles. — Mission de M. de Blacas. — Ma biographie. —Allusions de l'impératrice. — Les Turcs refusent notre médiation. — Le général Guilleminot. — L'empereur Alexandre va inspecter son armée. — Invitation de l'impératrice. — Questions de cette princesse sur le goût de Napoléon pour le spectacle. — Surprise de Copenhague. — Indignation que cet attentat cause en Russie. 263

CHAPITRE XVI

Conspiration contre l'empereur Paul. — Le comte P...... — Le général B....... — Le grand-duc. — Assassinat de l'empereur Paul. — On répand qu'il est mort de maladie. — Position critique de l'empereur Alexandre. — Le maréchal Soult intercepte une ébauche de conspiration. — Ses ramifications. — L'empereur Alexandre se constitue en état d'hostilité avec l'Angleterre. — Nomination du duc de Vicence à l'ambassade de Pétersbourg. — Le duc de Serra-Capriola. — Le comte de Merveldt. — L'opinion est peu favorable à mon successeur. — Moyens que j'emploie pour la lui ramener. — Le comte de Mestre .— Audience de congé. — Témoignage d'intérêt de l'empereur Alexandre. 277

CHAPITRE XVII

Expédition de Portugal. — Junot. — Composition de son armée. — Entrée à Lisbonne. — Prévoyance du régent. — Nos troupes s'approchent d'Espagne. — Considérations politiques. — Talleyrand. — Part véritable de ce diplomate à l'entreprise sur la Péninsule. — Tentative inconcevable de Fouché. — Formation de la gendarmerie d'élite. — Composition de ce corps. — Hôpital de Sedan. — Création d'une nouvelle noblesse. — L'empereur ne haïssait pas l'opposition. 297

CHAPITRE XVIII

Le prince de la Paix dispose souverainement de toutes les ressources de la monarchie espagnole. — Animadversion de la nation. — Il est forcé d'avoir recours aux partis extérieurs.— La duchesse d'Orléans, M. de La Bouillerie. — Nos troupes s'emparent d'une partie de l'Espagne. — Conjuration d'Aranjuez. — Ferdinand proclamé roi d'Espagne. — Réflexions de Napoléon au sujet de la révolution d'Aranjuez. — Je pars pour Madrid. — Instructions que me donne l'empereur. — L'infant don Carlos. — L'épée de François Ier. — Lettre de l'empereur au grand-duc de Berg. 316

CHAPITRE XIX

Le grand-duc de Berg et le prince de la Paix. — Analogie de leurs positions. — Charles IV invoque l'appui de l'empereur Napoléon. — Sa protestation. — Escoiquiz. — Le duc de l'Infantado. — Ma conversation avec ces deux personnages. — Je suis présenté à Ferdinand. — Le roi et la reine réclament l'assistance du grand-duc de Berg. — Considérations qui décident Ferdinand à se rendre à Bayonne. — Il s'arrête à Vittoria. — Entretien avec ses ministres. — Réflexions sur l'écrit de M. Cevallos. 333

CHAPITRE XX

Encore M. Cevallos. — Retour à Bayonne. — Arrivée de l'empereur dans cette ville. — Je lui rends compte de ma mission. — Vues de l'empereur. — On dissuade Ferdinand de poursuivre son voyage. — Urquijo. — Considérations qu'il oppose à la politique des ministres de Ferdinand. — Lettre de l'empereur Napoléon à Ferdinand. 354

CHAPITRE XXI

Émeute de Vittoria. — Ferdinand applaudit à la tentative. — M. de l'Infantado. — Ferdinand continue son voyage. — Arrivée à Bayonne. — Réception que lui fait l'empereur. — Idée qu'il prend de Ferdinand. — Arrivée de Charles IV à Bayonne. — Il repousse Ferdinand. — Ses plaintes à

l'empereur. — On intercepte les dépêches de Ferdinand. — On y acquiert la preuve de ses sentiments hostiles envers la France. — L'empereur reçoit la nouvelle de l'insurrection de Madrid. — Reflexion de Charles IV. — Scène violente entre le père et le fils. — Les irrésolutions de l'empereur sont fixées. 372

CHAPITRE XXII

Titres des Bourbons d'Espagne à la Couronne. — Politique de l'empereur. — Convocation des notables. — L'insurrection se propage en Espagne. — Les Bourbons abdiquent. — Dispositions militaires. — Arrivée de Joseph Napoléon à Bayonne. — Coup-d'œil sur son administration à Naples. — Constitution de Bayonne. — Le grand-duc de Berg tombe malade. — Je pars pour Madrid. — Instructions que me donne l'empereur. — Situation des esprits à mon arrivée. — J'envoie au secours de Dupont. — Cuesta marche contre le général Bessières. — Je rappelle le corps qui occupe l'Andalousie. — Dupont conserve sa position. 385

CHAPITRE XXIII

M. de Fénelon est enlevé. — Ses dépêches sont transmises à Castaños. — Faux mouvements de nos généraux. — Les Espagnols interceptent nos communications. — Le général Vedel culbute l'ennemi. — Inaction de Castaños. — M. de Villoutreys. — Singulière sollicitude de cet officier. — Position réciproque. — Castaños impose à Dupont. — Capitulation. — Le général Legendre. — M. de Villoutreys. — Sa réclamation. — Ma réponse. 409

CHAPITRE XXIV

Fâcheuse impression que fait en Espagne le désastre de Bailen. — La Romana et Bernadotte. — Entrée de Joseph à Madrid. — Encore M. de Villoutreys. — Mon opinion sur ce qu'il y avait à faire. — Evénements de Portugal. — L'amiral Siniavin. — L'armée se retire. — Je rentre en France. — Détails de mon voyage. — Je rejoins l'empereur à Toulouse. — Les deux ingénieurs. — Ce qui l'affectait surtout dans la capitulation de Bailen. — Les hommes de la Révolution. — La Saint-Napoléon. — Empressement des courtisans. 431

